COURS

D'HISTOIRE UNIVERSELLE

A L'USAGE DE LA JEUNESSE

A LA MÊME LIBRAIRIE :

.las complet de géographie physique, politique et historique, ancienne, du moyen âge et moderne, à l'usage des établissements d'instruction publique, composé de 58 cartes dessinées par M. Charle, ingénieur-géographe attaché au dépôt général de la guerre, qui a obtenu à l'exposition de 1855 la grande médaille d'or pour la perfection de ses cartes géographiques, et gravées sur acier par M. Langevin. 1 vol. grand in-4°, demi-reliure........................ 10 fr.

Cet atlas se rend aussi par parties séparées, suivant les besoins de chaque classe ; en voici le détail :

Atlas de 50 cartes, géographie ancienne, du moyen âge et moderne, contenant toutes les cartes énumérées à l'Atlas complet, sauf les cartes physiques. Grand in-4°, demi-reliure........................ 8 fr.

Atlas de 26 cartes, destiné à l'étude de la géographie moderne. In-4°, cartonné........................ 4 fr. 50

Atlas de 13 cartes, comprenant la géographie mathématique et la géographie physique, la mappemonde, les quatre parties du monde, la France en 89 départements, la France par provinces, l'Europe centrale, donnant tous les chemins de fer, l'Algérie et les Colonies françaises, les tableaux de la hauteur comparative des montagnes et la longueur des fleuves. Grand in-8° cartonné........................ 6 fr. 50

— *Le même,* ATLAS CLASSIQUE ÉLÉMENTAIRE, composé de 10 cartes auxquelles on a ajouté 13 tableaux de texte explicatif, par M. P.-Z. Guibert, membre de l'Académie de T... Grand in-8°, cartonné........................ 3 fr. 50

Atlas de 10 cartes, contenant la géographie mathématique, la géographie physique, le planisphère, les quatre parties du monde, la France et les États allemands. Grand in-8°, cartonné........................ 2 fr.

— *Le même,* PETIT ATLAS ÉLÉMENTAIRE, nouvelle édition, revue et corrigée, accompagné de 8 tableaux de texte explicatif, par M. P.-Z. Guibert, membre de l'Académie de T... Grand in-8°, cartonné........................ 3 fr.

COURS
D'HISTOIRE UNIVERSELLE
À L'USAGE
DE LA JEUNESSE
DEPUIS LA CRÉATION DU MONDE JUSQU'AU XIXe SIÈCLE

PAR

M. M.



L'homme s'agite, et Dieu le mène.
FÉNELON.

C'est dans l'histoire que se trouvent les fondements de notre croyance.
DOM. GUÉRANGER.

IIIe PARTIE
HISTOIRE MODERNE
DEPUIS LA PRISE DE CONSTANTINOPLE PAR LES TURCS JUSQU'À LA FIN DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE

TOME SIXIÈME

COMPRENANT LE XVIIe ET LE XVIIIe SIÈCLE



Ouvrage honoré d'une lettre, adressée de la part de Sa Sainteté Pie IX, par Mgr Mercurelli, son secrétaire, et approuvé par S. E. le Cardinal de Bonald, Archevêque de Lyon, et NN SS. les Évêques d'Orléans et de Poitiers.

LIBRAIRIE CLASSIQUE DE PÉRISSE FRÈRES

PARIS
NOUVELLE MAISON
RÉGIS RUFFET ET Cie SUCrs
RUE SAINT-SULPICE, 38

LYON
ANCIENNE MAISON
RUE MERCIÈRE, 49
ET RUE CENTRALE, 34

Depuis la publication des deux premières parties de cet ouvrage, nous avons reçu le plus grand et le plus précieux des encouragements. Sa Sainteté Pie IX, à qui nous avons offert nos quatre volumes, a daigné nous faire adresser la lettre suivante par Mgr Mercurelli. Nous en donnons à la fois le texte et la traduction.

[illegible] Vir,

licet Sanctissimus Dominus Pius IX suis impeditus curis legere nondum valuerit [illegible] compendium universalis historiae illum [illegible] Non modo enim ex eo [illegible] testimonium accepit, te, [illegible] proculitatis [illegible] sentium [illegible] conspectu [illegible] intelligens. [illegible] verse [illegible] quo [illegible] ne-ro [illegible] divinae pro-videntiae [illegible] perspi-cue. [illegible] penitus [illegible] et ordi-nem [illegible] sim, et [illegible] et pertinens [illegible] futurum [illegible] ligione [illegible] ponas. [illegible] animi [illegible] Tibi [illegible]

Ego autem [illegible] non possum [illegible] eo [illegible]

Tui [illegible]

[illegible] MERCURELLI,

SS. D. N. ab epistolis latinis.

Romae, die 3 Februarii [illegible]

Depuis la publication des deux premières parties de cet ouvrage, nous avons reçu le plus grand et le plus précieux des encouragements. Sa Sainteté Pie IX, à qui nous avons offert nos quatre volumes, a daigné nous faire adresser la lettre suivante par Mgr Mercurelli. Nous en donnons à la fois le texte et la traduction.

PERILLUST. DOM.,

icet Sanctissimus Dominus Pius IX suis impeditus curis legere nondum valuerit oblatum a Te compendium universalis historiæ illud tamen litterasque Tuas habuit acceptissima. Non modo enim ex editis amplissimorum Præsulum testimoniis accepit, te, restitutis religionis ac veritatis juribus utplurimum procultatis ab historiæ scriptoribus, solidæ prospexisse adolescentium institutioni; bene vero id e summario ipso capitum conspectu hinc inde didicit. Gratulatur autem Tibi, quod probe intelligens, Eum, qui omnia propter semetipsum fecit. sic universa suo nutu moderari, ut Ipso e medio subducto, historia nec unitatem præferre possit nec esse *lux veritatis* aut *magistra* vitæ sed mera factorum enarratio necessario destituta nexu; sic retuleris atque exposueris eventus, ut actio divinæ providentiæ supremique moderatoris consilia ubique essent perspicua. Placuit ei præterea industria a Te adhibita ad ingerendam penitus tenellis animis præcipuarum rerum memoriam et ordinem per peculiare cujusque sæculi summarium, anacephalæosim, et chronotaxim; ita et propositum plane commendaverit, et perutilem. Te laborem suscepisse censuerit. Sperans autem futurum ut, quod ad opus absolvendum superest, pari a Te religione studioque perficiatur, optat ut extremam ei manum imponas. Dum autem cœleste ad hoc Tibi auxilium ominatur, grati animi sui ac paternæ caritatis pignus Apostolicam Benedictionem Tibi peramanter impertit.

Ego autem gratissimo hæc nunciandi munere functus, facere non possum quin peculiarem æstimationem meam Tibi profitear, cui adprecor a Deo fausta omnia et salutaria.

Tui Perillust. Dom. addictiss. obscuriss. famulus,

FRANCISCUS MERCURELLI,

SSmi D. N. ab epistolis latinis.

Romæ, die 8 Februarii 1865.

TRADUCTION

M.,

Le très-saint Seigneur Pie IX, bien qu'il ait été empêché jusqu'à présent, par ses sollicitudes, de lire l'abrégé de l'histoire universelle que vous lui avez offert, a eu pour très-agréable ce don ainsi que votre lettre. Ce n'est pas seulement par les témoignages publics des prélats les plus considérables qu'il a appris, c'est aussi par l'inspection du sommaire des chapitres, qu'il a reconnu que vous avez pourvu à la solide instruction de la jeunesse, en restituant les droits de la religion et de la vérité, le plus souvent foulés aux pieds par les historiens. Il vous félicite de ce que, comprenant bien que Celui qui a tout fait pour lui-même gouverne tout à son gré, de telle sorte que, lorsqu'on fait abstraction de Lui, l'histoire ne peut présenter d'unité, ni être la lumière de la vérité ou la maîtresse de la vie, mais un simple récit de faits, dépourvus d'un lien nécessaire, vous avez rapporté et exposé les événements de manière à manifester partout l'action de la Providence divine et les conseils du Modérateur suprême. Il loue, en outre, le procédé dont vous avez usé pour inculquer dans l'âge tendre la mémoire et l'ordre des principaux faits, par un sommaire particulier, une récapitulation et une chronologie pour chaque siècle, en sorte qu'il approuve pleinement votre dessein, et qu'il estime que vous avez entrepris un travail très-utile. Espérant que vous apporterez dans ce qui vous reste à faire, la même religion et le même soin, il désire que vous y mettiez la dernière main, en même temps qu'il vous souhaite pour cela l'assistance céleste, il vous donne affectueusement sa bénédiction apostolique, comme un gage de sa gratitude et de sa charité paternelle.

Pour moi qu'il a chargé de l'agréable soin de vous en instruire, je ne peux m'empêcher de vous témoigner mon estime particulière, et de prier Dieu de vous accorder tout ce qui peut vous être heureux et salutaire.

Le très-dévoué et très-humble serviteur,

François MERCURELLI,
Secrétaire de Sa Sainteté pour les lettres latines.

Rome, le 8 février 1865.

APPROBATION

DE

SON ÉMINENCE LE CARDINAL DE BONALD

ARCHEVÊQUE DE LYON

LOUIS-JACQUES-MAURICE, CARDINAL de BONALD, Archevêque de Lyon, etc.;

Nous avons fait examiner l'ouvrage intitulé : *Cours d'histoire universelle,* à l'usage de la jeunesse, par M. M.

D'après le compte qui nous a été rendu de cet écrit, nous l'avons approuvé, persuadé qu'il sera très-utile à la jeunesse, en lui donnant des notions exactes sur plusieurs points importants de la religion, et en redressant sur l'Église et sa constitution une foule d'idées fausses, de préjugés injustes, que l'ignorance et la mauvaise foi propagent, et qui sont malheureusement trop facilement acceptés par une jeunesse inattentive.

Donné à Lyon, le 16 septembre 1862.

† L.-J. CARD. DE BONALD,
Archevêque de Lyon.

APPROBATION

DE SA GRANDEUR

MONSEIGNEUR L'ÉVÊQUE DE POITIERS

Nous étant fait rendre compte de l'ouvrage intitulé : *Cours d'Histoire universelle,* à l'usage de la jeunesse, par M. M., nous ajoutons bien volontiers notre approbation à celle de Monseigneur le Cardinal-Archevêque de Lyon, et nous recommandons cette publication comme l'un des meilleurs résumés historiques qui puissent être offerts au jeune âge. Cet abrégé succinct et substantiel se distingue par l'esprit profondément chrétien dans lequel il est conçu, et par un tact d'appréciations et une fermeté de vues qui manquent dans beaucoup d'ouvrages de ce genre.

Donné à Poitiers, le 1er janvier 1864.

† L.-E., *Évêque de Poitiers.*

LETTRE

DE

SA GRANDEUR MONSEIGNEUR DUPANLOUP

ÉVÊQUE D'ORLÉANS

M...,

J'ai reçu les trois volumes que vous avez bien voulu m'envoyer, et auxquels son Éminence le Cardinal Archevêque de Lyon a déjà donné une si honorable approbation.

Je m'empresse, M..., de vous adresser mes remerciements pour ce bienveillant envoi, et mes félicitations pour cet important travail. Le talent et l'expérience de l'auteur, et la haute conscience avec laquelle vous vous êtes toujours occupé de l'éducation de la jeunesse, garantissent pour tous le mérite de cet ouvrage. Rien n'est plus essentiel, et vous l'avez bien compris, que de donner aux jeunes esprits une saine et solide culture historique, aujourd'hui surtout qu'on exploite et qu'on altère si étrangement l'histoire; et dans la pénurie où l'on est de bons précis réunissant à l'exposition simple et claire des faits une appréciation vraie et élevée, vous avez rendu à la jeunesse, par la publication de ces quatre volumes, un service qui sera votre première et plus douce récompense. Je ne doute pas, du reste, que les autres volumes n'aient le mérite des premiers.

Veuillez agréer, M...., l'hommage de mon profond et religieux dévouement.

† FÉLIX,

ÉVÊQUE D'ORLÉANS.

Orléans, le 22 *septembre* 1863.

HISTOIRE

MODERNE

XVIIe SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST

SOMMAIRE.

L'esprit d'hostilité envers l'Église, enseigné par les juristes au XIVe siècle et proclamé les armes à la main par le protestantisme au XVIe, pénètre la politique européenne pendant le XVIIe. Sous son influence, l'Église cesse d'être appelée dans les grandes représentations des peuples.

En France, le pouvoir royal profite de l'apaisement des querelles religieuses pour s'affermir et devenir absolu, sous le sceptre de fer de Richelieu et sous celui de Louis XIV. La gloire des armes, l'éclat des lettres, aussi bien que la prospérité apparente y couvrent des germes dangereux pour l'avenir.

L'Angleterre accepte la révolution que lui impose le parlement, comme elle a accepté le protestantisme, et comme elle acceptera le retour des Suarts, puis leur exil et l'usurpation de Guillaume d'Orange.

L'Allemagne se débat encore dans les luttes religieuses; et la guerre de trente ans qu'elles ont allumée se termine par le traité de Westphalie, où s'opère, au détriment du bonheur des nations, la séparation définitive de la religion et de la politique dans les conseils des rois.

L'Autriche et la Pologne catholiques opposent un rempart infranchissable aux derniers efforts des Turcs pour envahir l'Europe.

La Russie et les royaumes du Nord, ébranlés par des guerres continuelles, demandent la paix à l'absolutisme, tandis que la Prusse et la Savoie se préparent à monter au rang des royaumes, et que l'Italie, morcelée en petits états, divisée d'intérêts, passe inaperçue entre les grandes puissances continentales.

L'Espagne, en pleine décadence, perd chaque jour de riches provinces et des royaumes, entre autres le Portugal, qui se donne un roi.

L'Amérique du Nord se couvre de colonies fondées par la France et l'Angleterre; celle du Sud prospère sous le gouvernement de l'Espagne et du Portugal.

Les Indes Orientales sont le théâtre d'une lutte violente entre les Portugais et les Hollandais : ceux-ci enlèvent à leurs rivaux presque toutes leurs possessions.

Pendant que les rois et les peuples ne semblent occupés que de leurs intérêts matériels, l'Église défend la vérité contre le Jansénisme, secte nouvelle et hypocrite. Elle perd le Japon, où des milliers de martyrs scellent leur foi de leur sang ; mais elle s'étend en Amérique par le zèle des missionnaires, et semble reprendre une nouvelle vie en France où les congrégations religieuses se multiplient.

Les lettres suivent l'impulsion qu'elles ont reçue de la Renaissance; et la France a son siècle littéraire, immortalisé par une foule de chefs-d'œuvre.

Église.

Les dernières années du pontificat de Clément VIII virent s'éteindre peu à peu la guerre civile et religieuse qui désolait la France, et Henri IV accorder aux calvinistes, par l'édit de Nantes, la liberté de conscience, des places de sûreté et des priviléges qu'une politique prévoyante eût condamnés.

Clément VIII fut remplacé par le cardinal Alexandre Octavien de Médicis, qui prit le nom de Léon XI (1605). Ce pontife ne fit que paraître sur le trône pontifical. Sa

mort, arrivée vingt-six jours après son élection, fit donner la tiare à Paul V, habile dans le maniement des affaires et de mœurs incorruptibles. A ce moment, la France oubliait ses désastres sous le sceptre paternel de Henri IV; le trône impérial était occupé par Rodolphe II, successeur de Maximilien II, l'Angleterre obéissait au protestant Jacques Ier, fils de Marie Suart; l'Espagne, sous Philippe III, jouissait de la paix que Philippe II lui avait assurée par le traité de Vervins; les royaumes du nord étaient gouvernés par des princes hérétiques, et la Turquie, épuisée par ses conquêtes, laissait un moment respirer l'Europe.

Un des premiers soins de Paul V fut de mettre fin à une querelle théologique sur la grâce, commencée sous le précédent pontificat, et qui troublait les écoles et les universités : le Pape déclara libres les opinions des deux partis opposés.

Les missions lointaines attirèrent ensuite toute son attention. Les Jésuites, à la suite du Père Ricci, avaient pénétré en Chine vers la fin du XVIe siècle. Au moyen des arts et des sciences dans lesquels ils étaient versés, ils se rendirent les Chinois favorables, et en obtinrent la permission de prêcher l'Évangile et de fonder un collége. Quelques années après la mort du Père Ricci, arrivée en 1610, une persécution éclata contre les missionnaires; mais en 1620, l'empereur, pour plaire aux Portugais dont il implorait le secours contre les Tartares, rappela les Jésuites. Les rapides progrès de l'Évangile firent bientôt oublier ce court orage.

D'autres missionnaires. tels que les Dominicains et les Franciscains, se répandirent également en Chine, et aidèrent à la propagation de la foi dans ce vaste empire.

La religion, florissante au Japon depuis saint François Xavier, y fut tout à coup assaillie par une cruelle persécution qui dura trente-six ans. Des milliers de chrétiens

préférèrent la mort à l'apostasie. Un grand nombre quittèrent leur patrie, d'autres s'enfuirent au désert. Mais ce que l'histoire doit enregistrer à la honte de la Hollande et de l'Angleterre protestantes, c'est que leurs vaisseaux, seuls admis dans les ports du Japon, ne firent rien pour adoucir le sort des catholiques, et laissèrent le christianisme disparaître de cette riche contrée.

Vers le même temps, le protestantisme qui laissait froidement égorger les catholiques au Japon, fit une tentative pour pénétrer chez les Grecs; mais il fut repoussé avec horreur par trois patriarches et deux synodes.

Les travaux des missionnaires prospéraient en Amérique. Dans l'île de Cuba, dans le Mexique et le Pérou, l'Église voyait s'accroître, chaque jour, le nombre de ses enfants. L'archevêché de Lima était alors occupé par saint Turribe, qui s'efforçait de mettre en vigueur, dans son diocèse, les sages réglements prescrits par le concile de Trente. A la même époque sainte Rose de Lima, de l'ordre de Saint-Dominique, édifiait sa ville natale par ses vertus; et, la première du Nouveau-Monde, elle méritait d'être inscrite parmi les saints.

Pendant que les Espagnols, poursuivant leur système d'oppression, continuaient à réduire les Indiens en servitude et à les sacrifier aux travaux des mines, malgré les plaintes et les réclamations des missionnaires, des Jésuites pénétraient dans les forêts non encore explorées, entre l'Orénoque, le Rio et la Plata, et y rencontraient des populations sauvages propres à inspirer l'horreur et le dégoût. Triomphant de tous les obstacles, surmontant toutes les difficultés, ces courageux apôtres domptèrent, à force de souffrances, de douceur et de patience, ces natures si profondément dégradées par la chute originelle. Bientôt, à leur voix, des peuplades chrétiennes s'organisèrent sous le nom de *Réductions,* n'ayant d'autres chefs que les mis-

sionnaires, d'autre code que l'Évangile. On en compta jusqu'à trente en peu d'années; et elle formèrent cette *république évangélique* dont nul gouvernement ancien ou moderne n'égala la perfection, et qui a fait dire à Voltaire : *L'établissement formé dans le Paraguay par les seuls Jésuites espagnols paraît, à quelques égards, le triomphe de l'humanité.*

Le Canada reçut aussi des ouvriers évangéliques. Là encore les jésuites déployèrent le zèle apostolique dont on les voyait partout animés; et ils eurent la consolation d'y fonder de nombreuses et ferventes chrétientés.

Ce qui se passait en Europe contrastait péniblement avec les heureuses nouvelles venues du Nouveau-Monde. D'un côté, le sénat de la république de Venise attaquait les immunités ecclésiastiques, expulsait les Jésuites de son territoire, supprimait les couvents, puis se révoltait contre l'excommunication lancée par Paul V, et il fallait la médiation de Henri IV pour réconcilier le Saint-Siége et la République; de l'autre, *la conspiration des poudres,* conspiration politique qui faillit coûter la vie au roi Jacques Ier et à sa famille, servait de prétexte en Angleterre pour rallumer la persécution religieuse : plus de trente prêtres religieux ou séculiers, anglais ou étrangers expirèrent dans les tourments. Un événement douloureux vint encore ajouter à la tristesse de Paul V : le 14 mai 1610, Henri IV avait succombé sous le poignard d'un assassin.

Au milieu de toutes ces épreuves, l'Église avait aussi des consolations : en Suède, en Pologne, dans quelques États de l'Allemagne, le catholicisme se relevait, et la vie puissante qu'il renferme se manifestait par ses œuvres.

En Savoie, saint François de Sales; en France, saint Vincent de Paul et sainte Chantal, prouvaient au monde que la sève catholique n'avait rien perdu de sa fécondité ni de sa vigueur.

François de Sales, né près d'Annecy, dans le diocèse de Genève, commença ses études à Paris et les finit à Padoue. Entré de bonne heure dans la carrière ecclésiastique, il renonça aux plus belles espérances du monde pour se consacrer à la conversion des protestants du Chablais. Rien ne pouvait ralentir son zèle; aussi des succès étonnants couronnèrent ses travaux. Ayant été nommé à l'évêché de Genève, il fit fleurir, pendant vingt ans, dans son diocèse, la science et la piété. Henri IV aimait François de Sales d'une affection toute particulière; le saint évêque composa pour lui son immortel ouvrage : *Introduction à la vie dévote,* que de nombreuses traductions répandirent aussitôt dans toute l'Europe. D'autres écrits, tous imprégnés de mansuétude et d'amour de Dieu, tombèrent également de la plume et du cœur de l'illustre évêque de Genève, tandis que, de concert avec sainte Jeanne Frémiot de Chantal, il fondait l'ordre de *la Visitation de Notre-Dame,* que le saint prélat appelait *sa joie et sa couronne.* Il mourut le 28 décembre 1622. Quarante ans après, le Pape l'inscrivit au nombre des saints.

L'ordre de la Visitation prit un si rapide accroissement, que sainte Chantal eut la consolation avant sa mort, arrivée en 1641, d'en voir quatre-vingt-sept maisons fondées en France.

Dans le même temps vivait saint Vincent de Paul, dont la longue carrière n'a été qu'une suite de merveilles enfantées par la charité chrétienne. Vincent de Paul naquit à Poï en 1576, d'une famille pauvre, dans le diocèse de Dax (Landes). Il embrassa la carrière ecclésiastique où il se fit bientôt remarquer par son zèle. Sa charité sans bornes lui fit trouver des ressources pour nourrir des provinces entières désolées par la guerre ou la famine, pendant qu'il jetait les premiers fondements de la congrégation de Saint-Lazarre ou *des Prêtres de la*

Mission, que le pape Urbain VIII approuva en 1632. On lui doit encore *les Filles de la Charité*, qui perpétuent sur tous les points du globe son esprit et ses œuvres. Vincent de Paul, dont le cœur avait compati à toutes les souffrances, y répondit par autant de fondations. Il mourut en 1660 ; mais ses œuvres lui ont survécu, et son nom est répété partout comme synonyme de charité.

Après Paul V, le trône pontifical fut occupé par Grégoire XV (1621). Rempli de zèle pour la conversion des infidèles et des hérétiques, il fonda la *Propagande* ou congrégation (1), pour la propagation de la foi catholique. Urbain VIII y ajouta plus tard le collége du même nom, où sont élevés, dans l'étude de toutes les langues, des jeunes gens de tous les pays qui se destinent aux missions étrangères.

Pendant que Grégoire XV s'occupait ainsi des intérêts de la religion, le gouvernement hollandais proscrivait les Jésuites (1622), malgré un article de sa constitution qui accordait la liberté de conscience. Sur un autre point de l'Europe, l'empereur Ferdinand II, successeur de Mathias, depuis 1617, chassait les ministres réformés de la Bohême, de la Moravie, d'une partie de la Silésie, et donnait aux Jésuites l'université de Prague.

A la même époque le duc Maximilien, électeur de Bavière, fit don au Pape de la célèbre bibliothèque palatine tombée en son pouvoir, lorsqu'il s'empara de la ville de Heidelberg. De nombreux et précieux manuscrits vinrent ainsi s'ajouter à la riche collection du Vatican.

Le zélé pontife, dès son avénement au trône, avait donné tous ses soins à la réforme des anciens ordres religieux de France, où de grands abus s'étaient introduits. Il s'entendit pour cela avec Louis XIII, qui avait succédé

(1) Congrégation se dit à Rome pour ministère.

à Henri IV, et il confia cette œuvre importante et difficile au cardinal de la Rochefoucault. Grégoire XV ne vit pas la fin de cette sainte entreprise; la mort l'enleva dès l'année 1623. Les cardinaux lui donnèrent pour successeur Urbain VIII.

Le nouveau Pontife ne prit aucune part à la guerre de *Trente Ans*, déjà commencée en Allemagne et que nous raconterons ailleurs; guerre religieuse à son origine, mais qui devint ensuite toute politique. D'autres préoccupations appelaient l'attention d'Urbain VIII.

La puissance de la maison d'Autriche, dont une branche occupait le trône d'Espagne, inquiétait le cardinal de Richelieu, ministre tout-puissant de Louis XIII; il conclut donc un traité avec Venise et la Savoie, pour forcer l'Espagne d'abandonner les défilés qu'elle occupait dans les Alpes, du côté de l'Allemagne, défilés qui facilitaient les communications avec l'Italie. Urbain VIII, choisi pour arbitre suprême, s'étant opposé à la politique exclusive de Richelieu, celui-ci prit l'offensive et fit avancer des troupes françaises dans la Valteline. L'énergie du Pape arrêta Richelieu. Il sentit ce qu'il y aurait de moralement dangereux pour lui, cardinal, à lutter avec le Souverain Pontife, et la paix fut signée.

En France, les efforts de Louis XIII pour enlever aux calvinistes leurs usurpations passées excitèrent leurs murmures. Des murmures ils en vinrent à la révolte ouverte, lorsque le roi rendit aux catholiques du Béarn les droits dont ils avaient été violemment dépouillés dans les guerres religieuses. Soutenus par les Anglais, ils se jetèrent dans la Rochelle, depuis longtemps le boulevard du protestantisme; mais Richelieu assiégea la ville et la força de se rendre. Ce fut un coup mortel pour le calvinisme, qui cessa de compter comme parti politique.

La réforme protestante continuait de produire en Angle-

terre ses fruits de révolte contre toute autorité. Les puritains, repoussant la hiérarchie anglicane et la liturgie qu'on voulait leur imposer, signèrent, en 1636, un pacte fameux, connu sous le nom de *Covenant:* ce fut le prélude d'une révolte armée, et de la guerre religieuse qui éclata en Écosse. Charles I[er], fils de Jacques I[er], fut vaincu, livré par les Écossais pour de l'argent, condamné à mort par le parlement anglais, et décapité (1649).

De ces troubles naquirent les *Indépendants* et les *Quakers* ou *Trembleurs* qui, poussant à l'extrême le système calviniste, retranchaient toute forme de culte, tout ministère public. Georges Fox, chef des Quakers, donna pour dogme fondamental à ses adeptes, que le Saint-Esprit révèle à chacun tout ce qu'il doit faire. Comme on le voit, cette secte nouvelle et fanatique prenait sa source dans le libre examen et l'indépendance enseignés par le protestantisme.

Les erreurs de Baïus, dont nous avons dit un mot dans l'histoire de l'Église du XVI[e] siècle, n'étaient qu'assoupies, et l'esprit du mal préparait une nouvelle attaque contre l'Église. Il puisa ses armes dans un livre intitulé *Augustinus,* dû à la plume de Jansénius, évêque d'Ypres. Jansénius était né en 1585, dans un village de Hollande. Il étudia à Utrecht, puis à Louvain, et fit sa théologie sous le neveu de Michel Baïus. Préoccupé de la grande question de la grâce, il relut dix fois, dit-il, les œuvres de saint Augustin, et résuma ses lectures et ses idées dans un énorme volume qu'il intitula *Augustinus.* Jansénius mourut avant l'impression de son livre qu'il avait confié à l'abbé de Saint-Cyran, et qu'il déclarait soumettre au jugement du Saint-Siége (1638).

De Hauranne, abbé de Saint-Cyran et ami de Jansénius, n'était rien moins qu'un novateur plein de l'esprit de Calvin; rêvant de se faire chef de secte, il fit

adopter les idées de Jansénius à la famille des Arnaud d'Andilly et à l'abbaye des Bernardines de Port-Royal avant même qu'elles fussent connues du public.

« Dès que l'*Augustinus* parut à Louvain (1640), et qu'il eut été répandu par une foule de partisans cachés, les uns applaudirent, et les calvinistes de Hollande furent de ce nombre, les autres le dénoncèrent. Urbain VIII le fit examiner et, par la bulle *In eminenti* (1641), le condamna comme renouvelant les erreurs de Baïus. La bulle fut attaquée par les Jansénistes (1); Urbain la défendit et mourut sur ces entrefaites (1644). Sous Innocent X, son successeur, les attaques et les apologies se multiplièrent, notamment à Paris, où dès lors un parti formidable ayant à sa tête un jeune docteur, Antoine Arnaud, se trouva tout formé (2). » Afin de préciser les accusations élevées contre l'*Augustinus*, on réduisit sa doctrine en cinq propositions, que le pape Innocent X condamna formellement comme hérétiques (1653). Le roi de France appuya d'un édit cette condamnation.

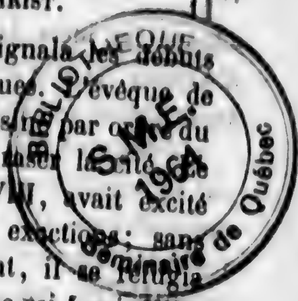
Loin de se soumettre, les jansénistes se retranchèrent dans des subtilités, prétendant toujours, à l'encontre des autres sectaires, rester attachés au centre de l'unité : ils voulaient, en quelque sorte, être de l'Église malgré l'Église.

Urbain VIII ne vit pas la fin des maux que devait faire le jansénisme; il mourut en 1644. Louis XIII était descendu dans le tombeau l'année auparavant. Il y avait été précédé par Richelieu, ministre plus habile dans la politique humaine qu'il ne convenait à un évêque et à un prince de l'Église. Urbain VIII a mérité par ses talents littéraires le surnom d'*Abeille Attique*. Il a laissé des hymnes latines fort estimées.

(1) Partisans des doctrines de Jansénius.

(2) *Histoire ecclésiastique de l'abbé P. S. Blanc*, tome II, page 886.

Innocent X, élu pour lui succéder, signala les débuts de son pontificat par des actes énergiques. L'évêque de Castro (États de l'Église) ayant été assassiné par ordre du duc de cette ville, le nouveau Pontife fit raser la cité. Le cardinal Barberini, trésorier d'Urbain VIII, avait excité un mécontentement général par ses exactions; sans attendre l'explosion de ce mécontentement, il se réfugia en France, où Mazarin, ministre du jeune roi Louis XIV, lui promit sa protection. Le Pape publia une bulle pour forcer Barberini de rentrer à Rome (1646); celui-ci résista et fut soutenu par le parlement de Paris, qui repoussa la bulle. Cependant Mazarin, inquiet de la tournure que prenait cette affaire, entama des négociations avec la cour de Rome. Innocent X consentit à pardonner au cardinal : Barberini resta en France, où il devint plus tard archevêque de Reims.



Vers la même époque, un soulèvement populaire contre le duc d'Arcos, vice-roi de Naples pour Philippe IV d'Espagne, donna le pouvoir à Mazaniello, pêcheur d'Amalfi. Le Pape refusa de profiter de cette occasion pour faire valoir les droits du Saint-Siége sur les provinces révoltées.

Toute l'Europe était alors attentive à ce qui se passait en Allemagne, où les princes élaboraient le traité de Westphalie. On put, dans cette circonstance, constater avec douleur la violence de la haine du protestantisme contre l'Église romaine. Le légat d'Innocent X, chargé de faire respecter les droits de la cour de Rome, ne fut pas écouté; les princes catholiques et les protestants conclurent la paix qui terminait la guerre de Trente Ans, sans aucun égard aux réclamations du Saint-Siége. Une grande partie des biens ecclésiastiques furent sécularisés, ainsi que des abbayes et des évêchés. Le pouvoir temporel fut complétement émancipé. Toute tendance, toute direction ecclésiastique fut exclue des affaires de l'État et du mouvement

politique. Il n'était que trop évident que la Papauté avait perdu de son ascendant moral sur les princes, de sa considération aux yeux des peuples; et l'on pouvait craindre, d'après de pareils précédents, qu'on n'en vint à l'attaquer et à l'amoindrir dans ses droits les plus essentiels. Innocent X ne put opposer à la violation de ses priviléges et des droits des catholiques qu'une inutile protestation.

Les jansénistes continuaient à rendre inutiles, par leur mauvaise foi et leurs arguties, tous les efforts de l'Église pour les ramener à l'obéissance, lorsque Innocent X mourut (1655). Les cardinaux lui donnèrent pour successeur Alexandre VII (Fabius Chigi), doué de grands talents et dont on vantait les mœurs austères.

Alexandre VII eut la consolation de voir la reine de Suède, Christine, fille de Gustave-Adolphe, abjurer le protestantisme pour rentrer dans le sein de l'Église catholique. Le Souverain-Pontife la reçut à Rome avec magnificence comme elle revenait de Lorette, après avoir déposé son sceptre et sa couronne sur l'autel de la Sainte-Vierge, et il lui assigna une pension annuelle. En mourant, Christine légua une collection de manuscrits précieux à la bibliothèque du Vatican.

La France, sous le ministère de Mazarin et plus encore sous le règne de Louis XIV, devint pour Alexandre VII une source d'amertume et de chagrin. Le Pape ayant accordé quelques faveurs à l'archevêque de Paris, Paul de Gondi, cardinal de Retz, opposé à Mazarin, ce fut une cause de vives discussions entre la cour de Rome et le ministre, qui y apporta une persistance opiniâtre et cauteleuse. La querelle s'envenimant de plus en plus, on pouvait craindre un schisme, lorsque Mazarin, effrayé des proportions que prenait cette lutte, proposa lui-même un accommodement qui fut accepté.

Cependant Mazarin était mort (1661), et Louis XIV avait

pris d'une main ferme les rênes de l'État. Ce jeune monarque, énivré du pouvoir, oublia bientôt les assurances de respect et de fidélité qu'il avait fait déposer aux pieds du Vicaire de Jésus-Christ, dès son avénement au trône. Son ambassadeur, le duc de Créqui, semblait formellement chargé d'outrager le Pape. « Les mépris de l'ambassadeur, dit l'historien Alzog, et les bravades de ses gens irritèrent la garde corse, qui, poussée à bout, ne respecta pas l'hôtel même de l'ambassadeur français (1662). Louis XIV en fut tellement exaspéré qu'il fit sortir, sous escorte, l'envoyé pontifical, occuper la ville papale d'Avignon et le comtat Venaissin, et marcher des troupes sur l'Italie pour obtenir satisfaction. » Le Pape se vit obligé d'accepter d'humiliantes conditions, stipulées dans la convention de Pise (1664).

Alexandre VII, à la même époque, renoua des rapports d'amitié avec la république de Venise; comme gage de cette amitié, le sénat lui accorda, entre autres choses, le rappel des Jésuites, expulsés du territoire vénitien à la suite des différends survenus entre la cour de Rome et Venise, au commencement du XVIIe siècle.

Le pontificat d'Alexandre VII fut, comme celui de son prédécesseur, rempli des querelles et des résistances des jansénistes. On a reproché à Alexandre VII d'avoir épuisé les finances pour embellir Rome, et pour satisfaire les désirs insatiables de sa famille qu'il avait laissée venir auprès de lui. A sa mort (1667), le cardinal Jules Rospigliosi fut élu pour lui succéder; il prit le nom de Clément IX.

Au moment où le nouveau Pontife mettait la main au gouvernail de la barque de Pierre, les flots de l'erreur étaient plus menaçants que jamais. L'esprit d'hostilité envers l'Église, que les écrits des docteurs et des juristes (1) avaient

(1) Entre tous il faut citer les deux frères Pierre et François Pitou, qui dans leur ouvrage : *Traité des libertés gallicanes*, soumettent le clergé français à la puissance laïque.

répandu dans la société, était comme résumé dans le jansénisme. Faire du Pape le premier des évêques, mais ne lui rien attribuer au-delà ; lui refuser l'infaillibilité dogmatique, pour la réserver à l'Église universelle réunie en concile ; mettre par conséquent le concile général au-dessus du Pape, comme l'avaient fait le faux concile de Bâle et celui de Constance ; refuser au Pontife romain le droit d'intervenir dans le gouvernement temporel de l'Europe ; telles étaient, en effet, les tendances des légistes du XVIIe siècle. Ceci explique l'engouement avec lequel la société française de cette époque accueillit les doctrines des jansénistes qui, par leurs subtiles distinctions pour autoriser leur résistance, mettaient en doute l'infaillibilité du Pape.

Le jansénisme avait été formellement condamné par Innocent X en 1653, ainsi que nous l'avons dit ; mais, au lieu de renoncer à leurs erreurs, les jansénistes épuisèrent toutes les ressources de la chicane pour éviter une soumission franche et sincère. Trois hommes éminents étaient alors à leur tête : Arnaud, Nicole et Pascal. « Malheureusement pour leur gloire et pour l'Église, dit avec raison l'abbé Blanc, ces grands hommes usèrent trop souvent en vaines et puériles disputes, lorsqu'elles n'étaient pas coupables, les plus beaux dons de l'intelligence. La grande subtilité mise en avant, après la bulle d'Innocent X, fut la distinction du droit et du fait. Les jansénistes condamnaient avec le Pape les cinq propositions comme hérétiques, c'était là le point de *droit*, mais ils niaient qu'elles fussent dans l'*Augustinus*, dans le sens de Jansénius ; voilà le *fait*. Innocent X déclara qu'il avait condamné les propositions dans le sens même de Jansénius. »

Alexandre VII ôta toute espèce de subterfuge par une bulle de l'année 1656, à laquelle il ajouta, neuf ans plus tard, un *formulaire* que les jansénistes devaient signer.

Les sectaires, ne pouvant plus défendre leur doctrine, prétendirent que l'Église n'est point infaillible dans les questions de fait. Quatre évêques refusèrent un moment leur adhésion au formulaire, ce qui amena de nouveaux conflits ; mais en 1668, il se soumirent à Clément IX. Le calme qui suivit fut appelé *paix Clémentine*, du nom du Pape qui l'avait obtenue.

Pour faire connaître en entier le caractère de cette hérésie, d'autant plus dangereuse qu'elle affectait de ne reposer que sur des subtilités, il faut dire un mot de la guerre haineuse et de mauvaise foi que ses adeptes firent aux Jésuites. Dans leurs discours et leurs écrits, les jansénistes se plaisaient à représenter ces religieux comme les propagateurs de la morale relâchée contre laquelle ils s'élevaient avec une grande violence, en affectant un rigorisme désespérant qui en imposait à la foule. C'est ce double esprit de sévérité outrée et de haine contre un ordre religieux remarquable par son zèle et ses vertus, qui a dicté à Nicole ses *Essais de Morale;* à Pascal, ses *Provinciales;* à Antoine Arnaud, le livre de la *Fréquente Communion*, dont la doctrine a mérité les censures de l'Église.

Pendant que l'autorité pontificale combattait l'erreur en France, les Turcs menaçaient de nouveau les États chrétiens. Léopold Ier, empereur d'Autriche, s'étant emparé de quelques places fortes de la Transylvanie (1662), le visir du sultan Mahomet IV, Achmet Kouprogli, jura de venger l'honneur ottoman. A la tête de forces considérables, il traversa la Hongrie répandant la terreur sous ses pas ; mais à la bataille de Saint-Gothard (1664), village situé près du Raab, l'orgueilleux visir fut écrasé par les Autrichiens et les Hongrois réunis, renforcés d'un corps de 6,000 Français, envoyés par Louis XIV. Achmet irrité, mais non découragé, ne rêva plus que vengeance : *J'ar-*

racherai Candie aux Véniti[illegible], *ou je mourrai les armes à la main.* Il p[illegible]ette conquête avec une persévérance et un courage [illegible]raordinaires, qui rendirent inutiles la vigoureuse résistance des Vénitiens, ainsi que les secours envoyés par Clément IX et Louis XIV. Le 27 septembre 1669, la lutte n'étant plus possible, les Vénitiens capitulèrent. Clément IX mourut de douleur à la nouvelle de ce désastre (9 décembre). L'année précédente, il avait fait signer entre la France et l'Espagne le traité d'Aix-la-Chapelle, qui réconciliait ces deux puissances.

Ce zélé Pontife avait apporté tous ses soins au développement des missions étrangères; comprenant les besoins et les dangers de ces Églises lointaines, il avait, entre autres prescriptions à ce sujet, défendu toute espèce de commerce aux missionnaires.

Après une vacance de cinq mois, les suffrages du Sacré-Collége se réunirent sur le cardinal Altiéri : il prit le nom de Clément X (1670).

Les funestes principes du protestantisme se développaient chaque jour; sous une forme ou sous une autre, c'était toujours le même esprit d'orgueil, c'est-à-dire d'opposition, de révolte contre l'autorité de l'Église. Les souverains catholiques, sous cette fatale influence, ne voulurent plus reconnaître que leur propre force comme base de leur puissance; aussi, bientôt ils la virent emporter par les révolutions.

La France fut la première des nations catholiques à se lancer dans cette voie d'opposition au Saint-Siége. Louis XIV, entêté du pouvoir absolu, ne pouvait supporter que la cour de Rome suivît une politique indépendante de la sienne. Dès le pontificat de Clément IX, on le vit empiéter sur le pouvoir spirituel chaque fois qu'il en trouva l'occasion : il n'éclata toutefois qu'en 1673, à propos du droit *de Régale.*

On donnait ce nom à une coutume ancienne dont nous avons déjà eu occasion de parler, en vertu de laquelle le roi, durant la vacance des siéges épiscopaux, disposait des bénéfices à la collation de l'évêque, administrait et touchait les revenus de l'évêché. Les souverains Pontifes, tout en résistant à un pareil abus, avaient été amenés par les circonstances à faire quelques concessions.

Mais le quatorzième concile général, tenu à Lyon en 1274, défendit sous peine d'excommunication d'étendre la régale aux églises où elle n'existait pas alors. Louis XIV prétendit néanmoins y soumettre toutes les églises de France, se fondant, avec son parlement, sur un droit imaginaire de la couronne. Le prestige de sa puissance était tel, que deux évêques seulement, celui d'Aleth et celui de Pamiers, osèrent résister à cet acte arbitraire. Louis XIV fit aussitôt confisquer leurs biens. Clément X mourut sur ces entrefaites (1676).

Son successeur Innocent XI (Odescalchi) possédait les qualités nécessaires dans les circonstances difficiles où se trouvait le Saint-Siége ; « c'était, dit Ranke, un homme austère, humble, doux et pieux, mais que cette même intégrité sévère qui réglait sa vie privée, excita aussi à remplir, sans de lâches ménagements, les devoirs de la Papauté. »

A peine assis sur la chaire de saint Pierre, Innocent XI eut de vifs démêlés avec les différentes cours, en retirant aux hôtels des ambassadeurs, à Rome, le droit d'asile pour les criminels. Quelques explications rétablirent promptement les bonnes relations avec les souverains. Louis XIV seul ne se montra pas satisfait, et exigea le maintien des franchises pendant la vie du duc d'Estrée, son ambassadeur. Lorsque celui-ci mourut (1687), le nonce du Pape demanda au roi que le nouvel ambassadeur se conformât aux ordres du Pontife, Louis XIV répondit

avec hauteur ; et, en confiant l'ambassade de Rome au marquis de Lavardin, il lui défendit de céder le privilége des franchises. Innocent interdit alors à l'ambassadeur de France d'entrer sur les terres de l'Église. Lavardin, sans tenir compte de l'excommunication dont il était menacé, se présenta aux portes de Rome à la tête de son cortége armé ; et lui et ses gens se conduisirent dans la ville pontificale comme en pays conquis. Non content de cela, Louis XIV fit occuper Avignon, et en appela du Pape à un concile général. Pendant ce temps, la controverse sur la régale continuait avec la même vivacité.

On ne peut trop déplorer la conduite du clergé français dans ces circonstances, ni blâmer trop sévèrement Bossuet, évêque de Meaux, qui venait de terminer l'éducation du Dauphin, et que son génie et ses talents plaçaient à la tête de l'épiscopat. Bossuet, qui rappelait Turtullien et saint Chrysostome par son éloquence, saint Augustin et Origène par sa prodigieuse activité ; Bossuet, qui plane, comme l'aigle, au-dessus des grands écrivains du XVII[e] siècle, se laissa éblouir par la gloire de Louis XIV, et s'abaissa au rôle de courtisan pour flatter le pouvoir royal. « Si, moins préoccupé de ses rares talents, dit le cardinal de Villecourt dans un remarquable ouvrage (1), il se fut, dans l'affaire de la régale, renfermé, comme dans la plupart de ses ouvrages de controverse, dans les règles d'une inflexible logique, jamais il n'aurait donné la place de la vérité à des opinions qu'il savait très-bien n'être admises ni par les Pontifes romains, ni par la très-grande majorité des évêques en communion avec le Saint-Siége; jamais il n'aurait consenti à se faire des amis parmi les sectaires et les hommes d'une foi suspecte. S'il ne s'était mêlé de la *Déclaration du clergé de France* (1682) et de sa *Défense*,

(1) *La France et le Pape.*

il eût peut-être vu confirmé par le Siége apostolique, le titre de *dernier des Pères de l'Église,* que l'admiration de ses contemporains lui avait décerné. »

Les deux prélats qui seuls avaient eu le courage de résister à Louis XIV, appelèrent au Pape des prétentions du roi, et Innocent XI les soutint avec fermeté.

Malgré les droits du Saint-Siége, droits reconnus par les protestants eux-mêmes et le janséniste Arnaud, le clergé, entraîné par l'avis de l'évêque de Meaux, résolut de résister à Innocent XI. Au nom des évêques de France, Bossuet écrivit donc au souverain Pontife une lettre qui était plutôt une leçon donnée au chef de l'Église, qu'un avis respectueux à l'autorité apostolique. Innocent répondit au clergé français dans un langage digne d'un saint Léon et d'un Grégoire VII.

Le bref du Pape ne fit qu'aigrir les esprits émus et passionnés. Louis XIV prétendant terminer cette grave discussion, ordonna de sa propre autorité et sans en référer à Innocent XI, de convoquer une assemblée où le clergé français serait représenté par un certain nombre d'évêques et de prêtres. Bossuet ouvrit la fameuse Assemblée de 1682 par un discours sur l'unité de l'Église. Il n'était pas, dit son historien, le cardinal de Bausset, sans inquiétude sur l'état des esprits. La question de la régale ne souffrit aucune difficulté, et fut décidée dans le sens de Louis XIV. L'assemblée, s'établissant ensuite juge des droits et des prérogatives du Saint-Siége, fit ces quatre articles devenus célèbres où elle déclara : 1° que le Pape n'a aucun droit direct ni indirect sur le temporel des rois ; 2° qu'il est inférieur au concile général ; 3° qu'il est soumis aux canons de l'Église ; 4° que ses jugements dogmatiques ne sont pas infaillibles.

On a cherché à donner à ces décisions tout le poids du nom de Bossuet. Après l'autorité de Louis XIV, c'est en

effet le prestige de la gloire de l'évêque de Meaux qui les a fait adopter sans examen; et il est certain que son influence engagea la résistance du clergé envers Innocent XI; c'est donc à lui que doit revenir une partie des torts de l'assemblée. D'après Fleury, historien gallican, Bossuet « répugnait à voir traiter la question des quatre articles..... mais il eut ordre du prince de conclure et de décider promptement sur l'autorité du Pape. » Pressé, dans une circonstance, de dire qui lui avait inspiré les propositions du clergé de France, l'évêque de Meaux répondit que Colbert, alors ministre et secrétaire d'état, en était véritablement l'auteur, et que lui seul y avait déterminé le roi.

Louis XIV rendit obligatoire dans toutes les universités la *Déclaration* de l'assemblée de 1682, que le parlement s'empressa d'enregistrer malgré l'opposition énergique des docteurs de la Sorbonne.

Innocent, par un bref de la même année, improuva, annula, cassa tout ce qui avait été fait dans l'assemblée au sujet de la régale, avec tout ce qui s'en était suivi; mais la prudence l'empêcha de condamner explicitement et formellement la doctrine de la déclaration ou les quatre articles, qui n'était en définitive qu'un déguisement de la domination de l'État sur l'Église.

Cet acte arbitraire du clergé français excita de vives réclamations en Flandre, en Espagne, en Italie, en Autriche, et fut combattu à l'étranger par une foule d'écrits. En France même, il rencontra une vive opposition dans quelques membres du clergé et de l'Université.

Pendant que l'Europe catholique était encore émue de la Déclaration de 1682, Louis XIV prit une mesure d'une extrême importance : nous voulons parler de la révocation de l'édit de Nantes (1685), que Henri IV avait accordé aux calvinistes français en 1598. « Cette mesure ne fut pas de sa part un acte spontané et imprévu, mais

le résultat d'un système qui datait de son avénement à la couronne, et dont l'intérêt politique fut le principal fondement (1). »

Il est complétement faux que la cour de Rome ait provoqué cet acte ; pour s'en convaincre il suffit de remarquer qu'il eut lieu à une époque où Louis XIV était si loin de recevoir ses inspirations du Saint-Siége, qu'il maintenait son royaume dans une espèce de schisme. Ce qui est certain, c'est que le souverain Pontife désapprouva formellement les violences employées pour forcer les calvinistes à se convertir. La révocation de l'édit de Nantes fut donc une mesure toute politique, considérée comme utile aux vues du roi sur l'unité de la France. Cette question historique, ainsi que les rigueurs exercées contre les dissidents dans les montagnes des Cévennes, appartient à l'histoire de France.

Au milieu de toutes ses douleurs, Innocent XI fut consolé par la victoire que le roi de Pologne, Jean Sobieski, remporta sur les Turcs devant Vienne (1683) et qui sauva la chrétienté. Avant de mourir le saint Pontife amena l'Autriche, la Pologne et Venise à former une alliance contre les Ottomans.

Innocent XI termina son laborieux pontificat en 1689, après un règne de treize ans. Le peuple l'aimait comme un père et le vénérait comme un saint.

Alexandre VIII (Ottoboni) fut choisi pour lui succéder, malgré ses soixante et dix-neuf ans. Louis XIV, dans le but de se rendre favorable le nouveau Pontife, se hâta de renoncer pour ses ambassadeurs au droit de *Franchises* à Rome, puis il rendit Avignon et le comtat Venaissin. Le Pape, tout en exprimant sa satisfaction au roi, poursuivit de sa réprobation la déclaration de 1682, et légua, comme un testament, la fameuse bulle *Inter multiplices*

(1) Le duc de Noailles, *Hist. de Madame de Maintenon*, t. II, p. 272.

qui la condamnait. Alexandre VIII, auquel on a reproché son népotisme, eut pour successeur Innocent XII (Pignatelli, 1691).

Dès la première année de son avénement au trône pontifical, Innocent XII publia une bulle pour prévenir le népotisme qui avait trop souvent terni la gloire des Pontifes romains. Il fit d'utiles ordonnances pour l'administration de la justice, la restauration des mœurs dans ses États, et s'occupa surtout des pauvres qu'il appelait ses neveux.

A peine assis sur la chaire de saint Pierre, Innocent reprit l'affaire de la régale et de la Déclaration. Cependant le malheur commençait à frapper Louis XIV; et le puissant monarque, auquel le succès et la flatterie avaient donné le vertige de l'orgueil, reconnaissait dans l'épreuve ses torts à l'égard du Saint-Siége. Lorsqu'il avait voulu récompenser la plupart des ecclésiastiques qui avaient fait partie de l'assemblée de 1682, en les élevant à la dignité épiscopale, Innocent XI avait refusé de leur accorder l'institution canonique : les choses en étaient restées là, le roi persistant dans son refus de donner satisfaction à la cour de Rome. Vers la fin de l'année 1693, Louis XIV adressa une rétractation spontanée à Innocent XII; en même temps, une commission nommée parmi les prélats qui avaient fait partie de l'assemblée de 1682, écrivit au Pape une lettre dans laquelle ils exprimaient le plus sincère repentir. Alors les évêques nommés par le roi, ayant souscrit un acte de soumission au Saint-Siége, obtinrent les bulles d'institution canonique; et Innocent XII dans la plénitude de son autorité apostolique, tranchant la question de discipline, consentit à l'extension du droit de régale dans tout le royaume de France. Dès ce moment l'union la plus étroite régna entre le souverain Pontife et Louis XIV.

A côté du nom de Bossuet, qui revient sans cesse dans ces déplorables luttes de l'Église et de la France, se place naturellement celui de Fénelon, dont l'éclat moins brillant peut-être est resté plus pur. François de Salignac de la Motte Fénelon, né en 1651, d'une illustre famille du Périgord, se consacra de bonne heure au service de l'Église, avec la seule ambition de partager le dévouement et les dangers des missionnaires qui allaient porter l'Évangile aux peuples sauvages. N'ayant pu réaliser ses pieux désirs, il se donna tout entier aux œuvres apostoliques.

Attaché à la cour, où il fut chargé de l'éducation du duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV, il ne prit aucune part aux vives discussions religieuses qui l'agitaient. Lorsque l'éducation du jeune prince fut terminée, Fénelon, promu à l'archevêché de Cambrai, put déployer tout son zèle, auquel la tendresse de son cœur donnait une puissance irrésistible. Une question de spiritualité vint tout à coup troubler les relations intimes et affectueuses qui existaient entre lui et l'évêque de Meaux.

Une femme, Mme Guyon, emportée par les rêveries d'une imagination ardente, était tombée dans un mysticisme outré, un quiétisme dangereux, qu'elle avait consigné dans quelques écrits. Sa piété et sa douceur lui gagnèrent l'estime de plusieurs personnages recommandables, entre autres de Fénelon, dont l'âme noble et pure fut séduite par les idées de Mme Guyon sur l'amour de Dieu. On s'émut de cette nouvelle doctrine; et Bossuet fut chargé de l'examiner et d'en rendre compte. Il le fit avec talent, mais avec violence. Fénelon, dans un livre intitulé *Maximes des Saints,* entreprit de défendre les opinions de Mme Guyon. Bossuet l'ayant lu, en dénonça l'auteur au roi qui disgracia l'archevêque de Cambrai et fit enfermer Mme Guyon à la Bastille. Non content de cela, Bossuet, ne croyant peut-être que défendre la vérité, attaqua les

Maximes des Saints avec une animosité où perçait un ressentiment personnel contre Fénelon ; celui-ci lui ayant précédemment refusé son approbation à un ouvrage où M[me] Guyon était sévèrement condamnée.

Le Pape mit beaucoup de prudence et de douceur dans le jugement et la condamnation du livre des Maximes des Saints ; pour adoucir même cette condamnation, il déclara *que Fénelon avait péché par trop d'amour de Dieu.*

Fénelon allait monter en chaire dans la cathédrale de Cambrai lorsqu'il reçut la première nouvelle de sa condamnation (25 mars 1699). Il se recueillit un instant, et fit un discours sur la soumission à l'autorité de l'Église. Quelques jours après il publia un mandement qu'il lut lui-même, pour annoncer à son peuple la condamnation de son livre et son adhésion pleine et entière à cette décision. Une si parfaite soumission excita l'admiration de tout le monde, et lui attira un bref de félicitation d'Innocent XII. Fénelon mourut en 1715, loin de la cour. La publication du *Télémaque*, composé pour l'instruction du jeune duc de Bourgogne, avait irrité la susceptibilité ombrageuse de Louis XIV, qui avait cru y voir la critique de son gouvernement.

De nouveaux succès contre les Turcs marquèrent les dernières années du règne d'Innocent XII. La brillante victoire de Témeswar, remportée par le prince Eugène, généralissime des forces autrichiennes, amena la paix de Carlowitz, et prépara la décadence de l'empire ottoman. Innocent XII mourut l'année suivante : les Romains le pleurèrent comme un père.

Sans revenir sur les missions des contrées lointaines dont nous avons déjà parlé, nous dirons que le zèle des ouvriers évangéliques semblait grandir avec les difficultés de leurs héroïques travaux. Les Jésuites, encore dans toute la ferveur de leur récente institution, se rencontraient par-

tout où il y avait des âmes à gagner à Jésus-Christ. Plusieurs fois leur sang, en arrosant la terre qu'ils étaient venus évangéliser, assura une riche moisson à leurs frères qui accouraient sur leurs pas, saintement avides de la palme du martyre. La diffusion de la foi ne parut jamais plus rapide que pendant ce siècle; et les conquêtes de l'Église, dans l'Asie et l'Amérique, la consolèrent des pertes que le protestantisme lui avait fait subir.

En France, malgré les luttes regrettables du gouvernement et du Saint-Siége, et les subtilités perfides du jansénisme, le catholicisme était dans toute sa vigueur, comme le prouvent les œuvres et les saints qu'il produisit.

Pendant qu'il paraissait oublier les droits de la cour et de l'Église romaine pour flatter le pouvoir de Louis XIV, Bossuet, dans des écrits immortels, attaquait le protestantisme avec toute la logique de la vérité, entreprenait, par une correspondance fameuse, de ramener à la foi catholique le célèbre Leibnitz de Leipsick, et avait la gloire d'arracher à l'erreur une foule d'esprits sérieux, entre autres le grand Turenne.

Mais c'est surtout par le nombre considérable des institutions religieuses qui prirent alors naissance, que l'on peut constater la vie puissante de l'Église pendant le XVIIe siècle.

Sans parler de l'ordre de la Visitation dû à saint François de Sales, des Filles de la Charité et des Missionnaires Lazaristes, fondés par saint Vincent de Paul, dont il a déjà été question, nous citerons, l'Institut des Annonciades Célestes qui reconnaissent pour fondatrice Marie-Victoire ornarie, et furent approuvées par Clément VIII; la Congrégation de Notre-Dame du Calvaire, instituée par Antoinette d'Orléans-Longueville, et que Grégoire XV approuva; Institut de Notre-Dame du Refuge, fondé par Marie-Élisabeth, d'une famille noble de Lorraine.

La ferveur des hommes rivalisant avec celle des femmes,

on vit naître des congrégations où s'unissaient la science, la piété et le zèle pour travailler à la gloire de Dieu et au salut des âmes. M. Olier fonda celle de Saint-Sulpice pour former les aspirants au sacerdoce, réalisant ainsi le vœu le plus cher du concile de Trente, qui désirait que l'instruction des jeunes clercs fut confiée à des membres du clergé. L'abbé de Bérulle, depuis cardinal, institua, au commencement du XVIIe siècle, la congrégation de l'Oratoire sur le modèle des Oratoriens de Saint-Philippe de Néri à Rome. Cet institut rendit de grands services à l'Église; malheureusement le jansénisme pénétra dans son sein et infecta plusieurs de ses membres.

C'est au même siècle que remonte la Congrégation de Saint-Joseph, celle de Saint-Charles et des Frères des écoles chrétiennes, toutes destinées à donner aux classes pauvres une éducation gratuite. La congrégation de Saint-Maur, sous les hospices du Père de la Cour, rappela les Bénédictins à leur ferveur primitive. L'abbé de Rancé entreprit la réforme de l'ordre de Saint-Bernard dans l'abbaye de la Trappe, et la réalisa par sa douceur, sa patience et surtout ses exemples.

A côté de saint François de Sales, de sainte Chantal, de saint Vincent de Paul, de sainte Rose de Lima et de saint Turribe, que nous avons vus dans la première moitié du XVIIe siècle, se placent, outre les nombreux martyrs du Japon, de la Chine et de l'Amérique, saint Jean-François Régis, jésuite, surnommé l'apôtre du Vivarais; le B. Père Claver, de la même compagnie, qui se consacra spécialement à la conversion des nègres en Amérique; le Père Bernard, dit le *pauvre prêtre*, l'infatigable convertisseur des prisonniers et du rebut du monde; sainte Madeleine de Pazzi, carmélite de Florence; enfin la bienheureuse Marguerite-Marie Alacoque, religieuse de la Visitation à qui l'on doit l'établissement de la dévotion et de la fête du Sacré-Cœur

de Jésus; elle fut secondée dans cette pieuse entreprise par le Père de la Colombière, jésuite et orateur distingué.

Aucun siècle ne vit un nombre aussi prodigieux de savants et de docteurs que le XVII[e]. A la tête de ceux dont les écrits éclairèrent ou défendirent l'Église, brillent Bossuet et Fénelon ; puis, à leur suite, Bourdaloue, Fléchier, Pascal, Malebranche, le cardinal Duperron, le dominicain Alexandre, les jésuites Cornélius à Lapide, le père Pettau, véritable prodige d'érudition, le père Rodriguez et le père Maimbourg; Mabillon, religieux de Saint-Maur, docte autant que modeste; Fleury, auteur d'une histoire ecclésiastique remarquable par le style; mais dans les principes de la Déclaration de 1682; Nicole, qui, vers la fin de sa vie, se sépara du parti janséniste dont il avait été un des chefs; Isaac Lemaistre, dit Lemaistre de Sacy, auquel on doit une traduction de la Bible, qu'il faut lire avec précaution à cause de son attachement au jansénisme; Sponde, qui abjura le calvinisme et devint évêque de Pamiers ; le Nain de Tillemont ; Tronson, supérieur général de la congrégation de Saint-Sulpice. Nous parlerons à l'article belles-lettres des principaux ouvrages dont nous venons de nommer les auteurs.

En opposition au prodigieux développement que, sous tant de plumes savantes, prit la doctrine catholique, l'esprit de mensonge suscita de nombreux propagateurs de l'erreur et de l'impiété. Hobbes fut, en Angleterre, un des coryphées des matérialistes et des épicuriens : Diderot l'appelle *l'agresseur de l'humanité*. La Hollande vit naître Spinoza, qui prêcha l'athéisme, dans le même temps que Bayle, né dans le comté de Foix, affectant de n'appartenir à aucune secte, disait : *Mon talent est de former des doutes.* La publication de son *Dictionnaire historique et critique* *peut être regardée*, dit Balmès, *comme l'inauguration solennelle de la chaire d'incrédulité au milieu de l'Europe.*

France.

(1593). La conversion de Henri IV au catholicisme, en le réconciliant avec la majorité de la nation et en faisant poser les armes à la Ligue, avait plus affermi son trône que toutes ses victoires. Les principaux chefs de la Ligue, qui avaient reçu des titres ou des charges pour prix de leur soumission, se groupèrent dès lors autour du roi et le servirent fidèlement.

Philippe II, roi d'Espagne, déçu dans ses projets de placer la couronne de France sur la tête de sa fille, n'en continua pas moins la guerre. En 1597 il s'empara d'Amiens, d'où il menaçait Paris. Henri IV, sans argent, écrivit alors à Sully, surintendant des finances : *Je suis fort proche des ennemis et n'ai quasi pas un cheval sur lequel je puisse combattre ni un harnais complet que je puisse endosser ; mes chemises sont toutes déchirées et mes pourpoints sont troués au coude.*

Les parlements (1) auxquels il s'adressa pour obtenir des subsides se montrèrent récalcitrants et accordèrent peu. En dépit de cette opposition, Henri IV déploya une telle activité, qu'il parvint à réunir les soldats et l'argent dont il avait besoin : *Allons,* dit-il en quittant les plaisirs de Paris pour rejoindre l'armée, *c'est assez faire le roi de France ; il est temps de faire le roi de Navarre.* La capitale de la Picardie fut bientôt reconquise malgré les efforts de l'archiduc Albert.

On touchait au terme de cette longue guerre ; Philippe II lui-même désirait la paix. L'intervention du pape Clément VIII amena le traité de Vervins (1598), qui faisait

(1) Celui de Paris et celui de Rouen.

revenir la France à la position géographique déterminée par le traité de Cateau-Cambrésis, en 1559.

Avant la signature du traité, et tandis que les plénipotentiaires en discutaient les conditions, Henri IV, après de longues négociations avec les chefs protestants, publia la célèbre ordonnance connue sous le nom d'*Édit de Nantes*. Cette charte assurait aux calvinistes du royaume l'exercice public de leur culte dans certaines villes; la jouissance de tous les droits de citoyens; l'admission à tous les emplois; la permission de tenir des assemblées générales par des députés; des appointements pour leurs ministres; la faculté de lever des taxes sur eux-mêmes pour les besoins de leur Église; cent vingt et une places de sûreté, entre autres la Rochelle et Montauban, pour huit années; enfin, dans chaque parlement, une chambre particulière, appelée *Chambre de l'Édit*, leur garantissait une exacte justice. Jamais, depuis la rébellion de Luther, on n'avait fait de telles concessions au parti de l'hérésie, concessions que Sully même trouvait incompatibles avec les attributions d'une monarchie. Le parlement, la Sorbonne, l'Université s'élevèrent en vain contre cet édit; le roi ordonna qu'il fût enregistré.

L'édit de Nantes accordait aux Calvinistes plus que la liberté de conscience, « il constituait en France une nation protestante à côté d'une nation catholique. Les huguenots, possesseurs de places fortes, étaient en cela plus favorisés que les orthodoxes, qui n'avaient pour garantie que la volonté du roi. La création de chambres mi-partie était une dangereuse anomalie, en ce qu'elle admettait une justice protestante et une justice catholique, consacrant ainsi des divisions qu'il eût été d'une politique plus sage d'éteindre. Henri IV, il faut le reconnaître, était trop indifférent en matière religieuse pour se préoccuper beaucoup du déplaisir que ces concessions exagérées causeraient aux

catholiques; il ne voyait que ce qui se passait à la surface de la France et non au cœur, et trouvait commode de terminer les difficultés de son temps au détriment de l'avenir. Il semble qu'on aurait dû attendre plus d'énergie et d'intelligence d'un homme qui, dans les rangs des calvinistes, avait pu apprécier ce que l'idée de révolte contre l'Église renferme en elle-même de futures révoltes contre l'État (1). »

Le pape Clément VIII fit adresser au roi de France quelques observations à propos de l'édit de Nantes, mais ce prince n'en tint aucun compte.

La lassitude de la guerre, aussi bien que les faveurs accordées aux protestants, mit fin à la lutte religieuse. Le repos était nécessaire aux intérêts matériels du pays; tous les partis le sentaient.

Henri IV profita de la paix qui suivit le traité de Vervins pour faire annuler son mariage avec la fille de Henri II, Marguerite de Valois, qu'on appelait vulgairement à la cour la reine Margot. Marguerite avait hérité de sa famille du goût des plaisirs, de la dissipation et de la galanterie; elle aimait les lettres, les poètes, les musiciens; mais elle était peu soigneuse de sa réputation. Gabrielle d'Estrées, duchesse de Beaufort, avait poussé le roi à solliciter son divorce, espérant la couronne pour elle-même : la mort la surprit trop tôt (1599).

Après avoir fait instruire l'affaire, le Pape prononça la nullité du mariage de Henri IV avec Marguerite de Valois, conclu en 1572 sans les dispenses nécessaires pour le valider. Marguerite, âgée de quarante-six ans, renonça dès lors à la vie de plaisir qu'elle avait menée, et chercha, par la pratique de ses devoirs et par ses aumônes, à réparer les fautes de sa jeunesse. Elle mourut en 1615.

(1) Gabourd, *Histoire de France*, tom. XI, p. 408.

Henri IV, devenu libre, épousa Marie de Médicis, fille de François II, grand duc de Florence (1600).

Cependant le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, contrairement aux derniers traités, retenait le marquisat de Saluces. Sous prétexte de négocier il vint à Paris, où il séduisit l'ambitieux maréchal de Biron en lui promettant, avec la main de sa fille, la souveraineté de Bourgogne. Henri IV, las des tergiversations du duc de Savoie, lui déclara la guerre et chargea Lesdiguières et Biron de la commencer; mais prévenu des trames du traître maréchal, il l'entoura d'officiers d'une fidélité éprouvée. Biron, contraint d'obéir, s'empara de la ville de Bourg, qui dépendait alors des États de Savoie; Lesdiguières emporta d'assaut Montmélian, et, quelques jours après, le roi achevait la campagne par la prise de Chambéry. Alors Henri IV pressa vivement Biron, au nom de leur commune amitié, de renoncer à ses projets odieux; le maréchal nia tout, protesta avec hauteur et dédain de la loyauté de sa conduite, et n'en resta pas moins l'allié des ennemis de la France.

Charles-Emmanuel ne pouvait continuer la guerre; la paix fut donc signée à Lyon (1601). Le duc conserva le marquisat de Saluces; mais il dut céder à la France la Bresse, le Bugey, le Valromey et la baronnie de Gex. Ce traité reculait nos frontières de trente lieues du côté des Alpes.

Le maréchal de Biron, malgré le pardon affectueux qu'il avait reçu du roi, n'avait cessé de s'entendre avec les ennemis du royaume. Lafin, un de ses agents, et Renazé, son secrétaire, ayant remis à Henri IV des pièces incontestables qui établissaient sa trahison, le roi manda Biron et le somma d'avouer son crime, n'attendant qu'un aveu pour lui pardonner une seconde fois. Le traître ne répondit à la clémence du prince que par le mensonge et

l'audace. Le monarque indigné le fit conduire à la Bastille et traduire devant le Parlement de Paris. Quand il se vit perdu, Biron adressa une supplique éloquente à Henri IV, lui rappelant ses anciens services et les nombreuses blessures reçues à ses côtés sur les champs de bataille. Cette prière demeura sans effet. Biron, déclaré coupable de haute trahison, fut condamné à la peine capitale. Il eut la tête tranchée à la Bastille, le 31 juillet 1602. Quelques-uns de ses complices, entre autres le baron de Fontenelle, périrent sur la roue ou le gibet.

Si Henri IV se montra si sévère envers Biron, c'est que, dans la conduite de ce seigneur, se manifestait visiblement la tendance de la noblesse à traiter d'égal avec le roi. Les longues guerres civiles et religieuses, la vie des camps que la plupart des gentilshommes avaient partagée avec le Béarnais, l'aide que beaucoup lui avaient prêtée pour monter sur le trône, les convoitises non satisfaites par les récompenses données en retour des services rendus; toutes ces causes excitaient des murmures parmi les grands et faisaient naître des projets ambitieux et coupables. Henri IV instruit de ce qui se passait, comprit que pour assurer son autorité, il fallait combattre et châtier les rebelles d'une main, tandis que de l'autre il travaillait à relever et à restaurer l'édifice de l'organisation politique et administrative du pays.

Dans l'année 1605, la découverte d'une nouvelle trahison vint détourner Henri IV des grands projets qu'il méditait contre l'Autriche. La marquise de Verneuil, à laquelle ce prince avait imprudemment promis de l'épouser, se vengea de son mariage avec Marie de Médicis, en vendant à l'Espagne les secrets du monarque. Henri IV, ayant acquis la preuve des manœuvres de la marquise, de son père le comte d'Entragues, et de son frère le comte d'Auvergne, fit arrêter les coupables. Un arrêt du parlement condamna

le comte d'Entragues et son fils à être décapités, Henriette, marquise de Verneuil, à finir ses jours dans le cloître. Le roi pardonna à l'ancienne favorite, et fit grâce de la vie aux deux comtes.

Dans le même temps, les intrigues de quelques seigneurs avec l'Espagne furent dénoncées à Henri IV. Le roi se rendit en toute hâte dans les provinces du midi ; un certain nombre de gentilshommes furent arrêtés, jugés et condamnés à d'atroces supplices. La mort d'une dizaine de coupables effraya ceux qui auraient été tentés de les imiter.

Henri IV, sentant son autorité affermie par ces actes d'une juste sévérité, se donna tout entier aux soins du gouvernement. Déjà l'ordre avait été remis dans les finances par le dévouement infatigable du duc de Sully. Sous la double impulsion du roi et de son ministre, le commerce reprit son activité. La culture du mûrier et l'éducation des vers à soie, qui promettaient à la France des trésors pour l'avenir, furent encouragées ; à Melun, on fonda une manufacture de glaces dans le goût de celle qui existait à Venise ; d'habiles ouvriers en tapisserie furent appelés de Flandre, et établis dans le faubourg Saint-Marceau pour y exercer leur industrie ; d'autres vulgarisèrent dans les provinces la fabrication des tapis du Levant, celle des toiles fines, dites de Hollande et la confection des dentelles ; enfin les meilleurs artisans dans tous les genres d'industrie furent attirés à Paris et logés dans les galeries du Louvre.

Pour favoriser le commerce et l'industrie qui ne vivent que d'échanges, les anciennes routes, détruites ou négligées pendant les guerres civiles, furent réparées, de nouvelles furent ouvertes ; les rivières furent rendues navigables, des canaux furent creusés pour relier les fleuves. Henri IV et Sully tracèrent sur la carte cinq des six grandes lignes de navigation que la France possède aujourd'hui.

Pendant qu'il dotait la France d'établissements utiles, le roi faisait achever le Pont-Neuf, bâtir la galerie du Louvre, la place Dauphine, le collége de France; à peu de distance de Paris, il élevait le château de Saint-Germain, et, à la Flèche, il établissait un collége pour l'instruction de la jeune noblesse. C'est à Henri IV que remonte la première idée de la création d'un hôtel des Invalides, que son petit-fils Louis XIV devait réaliser avec tant de magnificence. Sully, de son côté, mettait tous ses soins à faire fleurir l'agriculture qu'il préférait de beaucoup à l'industrie. Le roi, s'associant aux sages pensées de son ministre, remit aux laboureurs des tailles arriérées, diminua pour eux le fardeau des taxes, et rendit à l'agriculture la sécurité et la liberté dont elle a besoin. Tout le monde connaît ce mot de Henri IV qui exprimait si bien sa sollicitude pour le peuple des campagnes : *Si Dieu me donne vie, je ferai qu'il n'y aura pas de laboureurs dans mon royaume qui n'aient moyen d'avoir une poule au pot tous les dimanches.* Le premier édit promulgué en France pour le desséchement des marais date du règne de ce prince.

Le gouvernement favorisait en même temps le développement de la colonie du Canada, où Samuel Champlain bâtit la ville de Québec, sur les bords du fleuve Saint-Laurent.

L'armée et la marine attirèrent également l'attention de Henri IV. Voulant faire aimer la profession des armes à ceux qu'on appelait sous les drapeaux, il s'appliqua à leur assurer une solde convenable et à leur procurer le bien-être. L'artillerie prit une grande importance entre les mains de Sully, qui en avait été nommé grand-maître.

Les ports furent visités et réparés; et des sommes considérables destinées à la construction et à l'armement de nouveaux bâtiments de guerre.

Comme on le voit, rien n'échappait à la vigilance du roi et de son fidèle ministre ; aussi, en moins de douze ans, de 1598 à 1609, la France était devenue la première puissance financière de l'Europe, quoique les impôts eussent été diminués.

Toutes les pensées de Henri IV avaient pour but la prospérité du royaume, et cependant, à chaque instant, des tentatives menaçaient sa vie. Les registres du parlement constatent huit attentats contre sa personne; des historiens parlent de dix-sept.

Tout en donnant son attention à l'administration, le roi se préoccupait de la politique extérieure. Effrayé de la puissance de l'Autriche, Henri IV avait conçu le plan d'une vaste confédération des contrées de l'Europe, sous le nom de *République chrétienne*. D'après ce vaste projet, qui laissait en dehors la Russie comme puissance asiatique, l'Europe devait se partager en quinze États, à peu près d'égale puissance, dont cinq monarchies héréditaires, six électives et quatre républiques. Après avoir mûri ce projet dans de longs entretiens avec Sully, Henri IV s'occupa des moyens de le mettre à exécution. Déjà il s'était assuré l'alliance des puissances intéressées à le voir se réaliser, il levait des armées et préparait son trésor, lorsque l'éloignement du prince de Condé, que le roi avait offensé, et la mort du duc de Clèves et de Juliers, dont l'héritage souleva de vives querelles, firent éclater la guerre.

Avant de quitter la France pour y prendre part et s'exposer aux hasards de la guerre, Henri IV consentit à faire sacrer la reine Marie de Médicis, à laquelle il voulait confier la régence. Cette cérémonie eut lieu à Saint-Denis, le 13 mai 1610, avec une pompe extraordinaire. Le lendemain le roi, agité de funestes pressentiments, sortit avec une petite escorte pour aller voir Sully indisposé depuis quelques jours. Dans la rue de la Ferronnerie sa voiture

fut arrêtée par un embarras de charrettes. Pendant que les gens de l'escorte s'écartaient pour éviter l'encombrement, un homme de mauvaise mine, qui suivait le roi depuis le Louvre, monta sur la roue de sa voiture et le frappa de deux coups de couteau. Henri s'écria : *Je suis blessé !* et expira sur le champ. Cet homme s'appelait François Ravaillac. Il avait trente-deux ans. On le saisit à l'instant sans qu'il [illegible]ât de fuir. Ni les interrogatoires, ni les tortures, ni les supplices ne purent lui arracher un aveu ; il emporta dans la tombe le secret de son crime. Ravaillac fut condamné par le parlement à être tiré à quatre chevaux. Ses parents furent bannis et forcés de changer leur nom.

La mort de Henri IV répandit la consternation dans tout le royaume, et l'on vit se réaliser ce qu'il disait quelquefois : *C'est quand vous m'aurez perdu que vous comprendrez ce que je valais.* Il laissait deux fils légitimes, Louis XIII, âgé de neuf ans, et Gaston d'Orléans, qui joua plus tard un rôle déplorable dans les troubles de la France. Henri IV était sincèrement revenu à la religion catholique, et il en fit publiquement profession jusqu'à la fin de sa vie ; malheureusement ses mœurs ne furent pas en rapport avec ses croyances. Quelques efforts qu'aient fait les poètes pour embellir ou atténuer les faiblesses de ce prince, elles occupèrent une trop grande place dans sa vie et réagirent trop souvent sur la politique, pour que l'histoire ne les flétrissent pas comme elles le méritent.

Ce prince était remarquable par la finesse de son esprit, par sa bravoure et ses mots heureux. Quelle que fût sa bonté comme homme privé, comme roi il pardonna rarement lorsqu'il eut intérêt à punir ; et nous ne voyons pas qu'en aucune occasion sérieuse, il ait tempéré ou adouci l'horrible système pénal dont les parlements se rendaient en son nom les instruments aveugles.

A la prière du père Cotton, son confesseur, Henri IV rendit un édit contre les duels « dont la fureur était poussée si loin, qu'elle avait coûté, dans une seule année, quatre mille gentilshommes à la France (1). » Dans les derniers temps de sa vie, le roi, comme s'il eût pressenti sa fin tragique, tourna son cœur et ses pensées vers la religion. Henri, dit le père d'Orléans, avait des moments de dévotion admirable et passait quelquefois des jours entiers dans les exercices de piété, ne parlant que de Dieu et des choses du salut.

On ne peut quitter l'histoire du règne de Henri IV, surnommé *le Grand*, sans dire un mot de Maximilien de Béthune, marquis de Rosny, duc de Sully, son ministre et son ami, dont les talents administratifs étaient à la hauteur des besoins de la France et des bonnes intentions du roi. Jamais Sully ne flatta son maître ; jamais la crainte ne le rendit plus indulgent pour les faiblesses royales. Henri IV avait signé une promesse de mariage à Henriette d'Entragues ; Sully la déchira : *Êtes-vous fou !* s'écria le roi. — *Je voudrais l'être seul*, répond le ministre. Des cabales ayant été formées contre Sully, une explication eut lieu entre le roi et son ministre à la vue des courtisans. Celui-ci se disculpe facilement et se jette aux genoux du prince : *Relevez-vous*, lui dit Henri vivement, *on croirait que je vous pardonne*. Sully était protestant, et il refusa toujours de se rendre aux prières de son royal ami, qui le supplia souvent de rentrer dans le sein de l'Église catholique.

Aussitôt que la mort de Henri IV fut connue, le parlement s'assembla, et, sous l'influence du duc d'Epernon, confia la régence à Marie de Médicis, mère du jeune roi. Une nouvelle politique allait présider aux destinées de la France, et détruire en partie l'œuvre de Henri IV, pendant

(1) Ragon, *Abrégé d'histoire générale*, tome II, page 255.

la minorité orageuse de Louis XIII. Sully, Villeroi, Sillery, Pontchartrain, conseillers du feu roi, furent conservés dans le ministère de la régente; mais Sully ne tarda pas à se démettre de tous ses emplois pour se retirer dans ses terres.

Le premier prince de sang était Henri de Condé; après lui venaient ses oncles, le prince de Conti et le comte de Soissons. Ensuite s'élevait la nombreuse famille des Guise. A la tête de la noblesse se trouvaient le duc de Nemours, de la maison de Savoie; ceux de Nevers et de Réthel, de la maison de Gonzague; ceux de Rohan et de Soubise, de la maison de Navarre; ceux de Longueville et de Saint-Paul, descendants de Dunois; enfin les ducs d'Epernon, de Bouillon et de Joyeuse. Le comte d'Auvergne, le duc et le grand prieur de Vendôme, le duc de Verneuil et le comte de Moret, fils naturels de Charles IX et de Henri IV, réclamaient aussi leur place dans les rangs de cette noblesse turbulente.

La société féodale n'avait pas entièrement disparu sous la monarchie absolue et régulière de Henri IV, et les puissants gouverneurs des provinces ressemblaient aux seigneurs suzerains du moyen âge; autour d'eux, comme autant de vassaux, se groupaient une multitude de nobles inférieurs qui, pour des honneurs et de l'argent, mettaient à leur service leur épée et leur vie. La Provence était alors gouvernée par le duc de Guise; le Languedoc était confié à Montmorency; le Dauphiné, à Lesdiguières, qui plus tard abjura l'hérésie pour rentrer dans le sein de l'Église catholique. Joyeuse gouvernait le Lyonnais; Mayenne la Bourgogne; les autres provinces avaient également, chacune, leur gouverneur. Ces gouverneurs étaient comme autant de petits souverains qui, se croyant les égaux du roi, étaient toujours prêts à lui refuser l'obéissance. Il eut fallu une main ferme pour maintenir dans le devoir et la soumission ces princes, ces seigneurs,

jaloux les uns des autres, jaloux surtout de tout ce qui était au-dessus d'eux, et pour conserver la paix au milieu de tant d'éléments de trouble. Au lieu de cela, le gouvernement était représenté par une femme et un enfant.

On commença par renoncer à la politique du feu roi en recherchant l'alliance de l'Espagne. Dans ce but, un double mariage fut négocié entre le fils et la fille de Philippe III, roi d'Espagne, et Louis XIII et sa sœur Élisabeth.

Depuis longtemps Marie de Médicis avait donné toute sa confiance à deux italiens, Concini et sa femme Eléonora Galigaï, qu'elle avait comblés de biens et de faveurs. A peine remarqués du vivant de Henri IV, ces étrangers, après sa mort, se crurent tout permis, et bientôt leur influence, leur crédit, leur orgueil, leur insolence, soulevèrent contre eux le peuple et la noblesse. En 1613, Concini obtint le bâton de maréchal de France quoiqu'il n'eut jamais fait la guerre, ce qui excita un mécontentement général. Les grands, à la tête desquels était le prince de Condé, rentré en France aussitôt après la mort de Henri IV, quittèrent brusquement Paris et retournèrent dans leurs provinces. La régente effrayée de ces menaces d'insurrection, prit des mesures défensives en même temps qu'elle entamait des négociations. Celles-ci aboutirent au traité de Sainte-Menehould (15 mai 1614), qui donna aux mécontents plusieurs places fortes, des sommes d'argent considérables, et stipula la convocation des États-généraux. Le 20 octobre de la même année, Louis XIII fut déclaré majeur devant le parlement assemblé.

Les États-généraux de 1614 furent les derniers jusqu'à ceux de 1789; et leurs archives servirent de règle à ceux-ci. Après avoir donné beaucoup d'espérances, ils se séparèrent sans avoir rien conclu, ayant perdu tout le temps à se plaindre de la vénalité des charges et du mauvais emploi des deniers publics.

Condé qui avait attendu autre chose des États-généraux, excita de nouveau à la révolte les princes et les grands, et ils se réunirent à Coucy (Aine), pour concerter un soulèvement. La cour se préoccupa d'autant plus de cette rébellion, que le jeune roi se disposait à quitter Paris, pour aller chercher aux frontières l'infante, sa fiancée, en même temps que la reine-mère conduirait sa fille au prince des Asturies. Le prince de Condé refusa d'accompagner la famille royale : c'était une déclaration de guerre. Protégée par une forte escorte, la cour atteignit heureusement Bordeaux, où Louis XIII s'arrêta, pendant que le duc de Guise allait, jusqu'à la Bidassoa, faire l'échange des deux princesses. Le roi et l'infante, tous deux âgés de quinze ans, furent mariés à Bordeaux, le 22 novembre 1615; puis ils reprirent la route de Paris, où ils furent reçus avec une grande magnificence. On acclama surtout la jeune reine, dont la grâce et la beauté charmaient les Parisiens.

Cependant le prince de Condé s'était mis en rapport avec les étrangers; quelques provinces se soulevaient, et le duc de Rohan armait les huguenots. Marie de Médicis n'osant combattre, négocia. Le traité de Loudun (la Vienne) accorda aux rebelles plus encore qu'ils n'avaient obtenu à Sainte-Menehould. Condé se voyant craint affecta une telle arrogance, que la reine-mère et Concini conçurent et exécutèrent le projet de le faire enfermer à la Bastille.

Aussitôt les seigneurs prirent les armes, et la guerre civile éclata sur plusieurs points. Concini se croyant toujours sûr de sa fortune, obtint qu'on changeât le ministère, où l'influence de sa femme fit entrer Armand Duplessis de Richelieu, évêque de Luçon (1), qui devait élever son pouvoir sur la ruine de tous les autres.

(1) Richelieu était originaire d'une famille noble du Poitou. Son père avait été capitaine des gardes de Henri IV. Sacré évêque à 22 ans, Richelieu fut envoyé aux États-généraux, où il se fit remarquer par son éloquence nette et vigoureuse.

La haine publique contre le maréchal d'Ancre et sa femme Éléonora-Galigaï croissait chaque jour, et l'on s'efforçait de représenter la faveur dont ils jouissaient comme l'unique cause de la révolte des seigneurs : La chute des favoris italiens devait cependant venir d'un autre côté.

Alors se faisait remarquer à la cour, Charles-Albert de Luynes, qui, de page de Henri IV, avait passé au service de son fils. Issu d'une famille pauvre de Florence, il vivait obscurément dans la domesticité royale, lorsqu'il gagna les bonnes grâces du jeune roi, autant par les brillantes qualités de son esprit, que par son habileté à lui dresser des oiseaux de proie pour la chasse. Encouragé par les mécontents avec lesquels il entretenait des relations, de Luynes résolut la perte du maréchal d'Ancre. Il travailla donc l'esprit du prince contre sa mère, et surtout contre les Concini, qu'il représentait comme aussi dangereux à l'autorité du monarque qu'opposés au bonheur de la nation. Pour flatter l'orgueil du roi, de Luynes lui répétait sans cesse qu'il devait enfin saisir les rênes du gouvernement et briser le pouvoir usurpé de ces étrangers; qu'il était de sa dignité de sortir de l'espèce de tutelle où il était tenu par sa mère sous l'influence de ses favoris. Louis XIII se laissa persuader. Ordre fut donné d'arrêter le maréchal et même de le tuer en cas de résistance. Le 24 avril 1617, Vitry, capitaine des gardes, se présenta devant le favori comme celui-ci entrait au Louvre, et le somma de se rendre. Concini met aussitôt la main à l'épée, soit pour la remettre à Vitry, soit pour se défendre, et au même instant il tombe frappé de trois balles. Le jeune roi parait alors à son balcon; comme un enfant qui sort de tutelle, il remercie ses serviteurs, et nomme Vitry maréchal de France.

Concini était certainement coupable de concussion; mais il fallait le juger et non l'assassiner. Si le châtiment du coupable est un devoir, rien ne justifie l'assassinat.

La mort de Concini amena la disgrâce de Marie de Médicis et son exil à Blois. Richelieu la suivit. Plus tard il reçut l'ordre de se retirer à Avignon.

Un procès fut intenté à la maréchale d'Ancre. Éléonora-Galigaï, déclarée coupable de lèse-majesté divine et humaine, fut condamnée à mort et exécutée en pleine place de Grève (1).

De Luynes devint tout-puissant. Outre les grands biens de Concini, il reçut successivement les titres de duc, de pair, de maréchal, et enfin de connétable, quoiqu'il manquât des talents et des qualités nécessaires pour remplir un poste aussi élevé.

On apprit tout à coup l'évasion de la reine-mère qui s'était enfuie de Blois, favorisée par le duc d'Épernon. Après le premier moment d'étonnement, on rappela Richelieu pour le députer, comme médiateur, auprès de Marie de Médicis. Une convention, conclue à Angoulême, amnistia le duc d'Éperon et confia le gouvernement de l'Anjou à la reine-mère. Peu de temps après, pour faire contre-poids à ces concessions, Condé fut remis en liberté.

La cour de Marie de Médicis à Angers, devint un foyer d'intrigues et le rendez-vous de tous les mécontents. La faveur croissante d'Albert de Luynes servit de prétexte à une nouvelle révolte des grands. L'autorité du roi déjoua leurs complots. A la tête d'une armée, il soumit en quelques jours les ducs de Longueville et de Vendôme, en s'emparant de Rouen, de Caen, d'Alençon et du Mans, d'où il marcha rapidement sur Angers. Le brusque enlèvement du Pont-de-Cé, qui couvrait cette ville, amena la soumission de la reine-mère et l'oubli du passé (1620).

(1) Tout le monde connaît la réponse d'Éléonora, lorsqu'on lui demanda par quels sortiléges elle avait acquis tant d'empire sur la reine-mère : *Par l'ascendant d'un esprit supérieur sur une âme faible, dit-elle.* Cette réponse est contestée par plusieurs historiens.

Une ligue plus formidable que cette coalisation de la noblesse menaçait alors la France.

Il avait été facile de reconnaître derrière toutes ces levées de boucliers, le même esprit qui avait entretenu pendant quarante ans, les sanglantes guerres de religion. Cependant, las de dissimuler, les protestants saisirent, pour prendre les armes, le prétexte d'un édit royal ordonnant la réunion du Béarn à la couronne, et la restitution aux catholiques des biens qu'on leur avait enlevés dans cette province (1621). Dans une assemblée tenue à la Rochelle, les religionnaires constituèrent en vraie république tous les protestants du royaume, réglant la division du territoire, la levée des impôts et le commandement des troupes. C'était un État dans l'État. Ils auraient bien voulu avoir pour chef Lesdiguières, gouverneur du Dauphiné; non-seulement il déclina leur offre, mais il se fit catholique.

Louis XIII, brave comme un fils de Henri IV, marcha contre les révoltés avec de Luynes. Toutes les places fortes du Poitou se soumirent. Après avoir pris d'assaut Clérac (Lot-et-Garonne), il alla faire le siége de Montauban défendu par le marquis de la Force. Contraint de reculer devant la vigoureuse résistance qu'on lui opposa, le roi se jeta sur Monheurt dont il s'empara. C'est sous les murs de cette petite place que de Luynes succomba à la fièvre scarlatine. L'épée de connétable fut donnée à Lesdiguières, mais ce fut Condé qui hérita de la faveur royale. Le roi continua glorieusement la campagne contre les calvinistes, et vers la fin d'août 1622, il alla mettre le siége devant Montpellier. Un édit de pacification suivit la prise de cette ville. Cet édit en assurant aux protestants les priviléges consacrés par les précédents édits, leur enlevait le droit de tenir des assemblées politiques.

Depuis la mort de Henri IV, la France s'était complétement isolée de la politique européenne; mais elle ne

pouvait y rester plus longtemps étrangère. C'est à cette époque que Richelieu, créé cardinal à la demande de la reine-mère, et, qui devait jouer un si grand rôle dans les affaires extérieures, fut appelé au conseil (1624). Il avait trente-huit ans. La politique reçut aussitôt une direction nouvelle, et le gouvernement une marche plus assurée.

Le cardinal de Richelieu cachait sous une faible constitution une volonté qui ne connaissait pas d'obstacles. Ses traits étaient sévères, sa démarche noble, son front haut, sa parole claire, son style net et précis, son esprit prompt et résolu. Il était habile aux grands projets comme aux petites intrigues, et aimait la véritable gloire sans dédaigner les triomphes de l'amour-propre. Ce qui faisait surtout sa supériorité, c'est qu'il savait soumettre toutes les volontés à la sienne, même celle du roi; aussi toutes ses propositions étaient acceptées : lui seul gouvernait. Le nouveau ministre prit la France abaissée par le gouvernement de deux favoris, et bientôt il la plaça à la tête de l'Europe.

En acceptant la direction des affaires, Richelieu se proposa un triple but : Abattre le protestantisme en France, comme parti politique; abaisser l'orgueil des grands en les forçant de se soumettre aux lois; enfin ruiner la maison d'Autriche pour assurer à la France la prépondérance en Europe.

Richelieu débuta dans le ministère par la conclusion d'une affaire restée indécise depuis le règne de Henri IV. Entre le Tyrol et le lac de Côme s'étend une belle et riche vallée appelée la Valteline. Presque nulle par son étendue, elle excitait pourtant la convoitise de l'Autriche, dont elle unissait les possessions d'Italie et d'Allemagne. Les habitants ayant voulu secouer le joug des Grisons auxquels ils étaient soumis depuis 1513, les Espagnols, sous prétexte de les protéger, se rendirent maîtres du pays. La France

protesta contre cette conquête qui lui enlevait le seul passage par lequel elle pouvait communiquer avec Venise. L'Espagne prit alors le pape Urbain VIII pour arbitre et lui remit les places fortes de la Valteline; mais Richelieu, pour *rendre* disait-il, *Urbain moins incertain et l'Espagne plus traitable,* fit envahir la vallée par le prince de Rohan, avec ordre de repousser les troupes pontificales malgré les réclamations de la cour de Rome. La Valteline fut rendue aux Grisons (1525).

Dans le même temps, Richelieu négocia une alliance avec l'Angleterre, et fit décider le mariage de Charles Ier, fils de Jacques Ier, avec Henriette de France, sœur de Louis XIII. Cette jeune princesse fut conduite en Angleterre par le duc de Buckingham, que la licence de ses mœurs rendit odieux à la cour de France.

Les faveurs, les talents de Richelieu lui avaient déjà fait beaucoup d'ennemis. Les grands surtout murmuraient contre le puissant ministre de la reine-mère, et se groupaient autour de Gaston, frère du roi. Louis XIII n'ayant point alors d'enfants, Gaston, âgé de dix-huit ans, se présentait naturellement comme l'héritier de la couronne, ce qui lui donnait une importance que toutes les ambitions cherchaient à exploiter. Quelques-uns des jeunes seigneurs dont ils s'entouraient se liguèrent contre Richelieu et formèrent un complot pour l'assassiner. Le cardinal en ayant été averti, fit arrêter les principaux conjurés : le maréchal d'Ornano, gouverneur de Gaston; le duc de Vendôme, ainsi que son frère; et Henri de Talleyrand-Périgord, comte de Chalais. Le premier mourut en prison, les princes de Vendôme furent enfermés à Amboise, et un tribunal exceptionnel condamna à mort le comte de Chalais. Anne d'Autriche, la jeune épouse de Louis XIII, pour s'être opposée aux volontés du cardinal, subit une sorte de disgrâce. Quant à Gaston, il fléchit devant Richelieu, et con-

sentit à épouser mademoiselle de Montpensier, fille du duc de Guise.

La noblesse consternée comprit ce qu'elle devait attendre d'un ministre qui ne craignait pas d'abattre des têtes pour assurer son autorité et protéger sa vie. Depuis lors Richelieu ne parut en public qu'accompagné d'une garde nombreuse, comme le souverain lui-même.

Cependant les calvinistes, secrètement excités par l'Angleterre, commençaient à remuer; mais Richelieu avait l'œil ouvert sur toutes leurs intrigues. Pour grossir le trésor royal, il obtint d'une assemblée des notables (1526) la suppression des grandes charges, la réduction des pensions, ainsi que d'autres mesures économiques; puis il fit des levées d'hommes, tandis que, dans les ports, ordre était donné d'armer des vaisseaux.

Ne se faisant pas illusion sur les intentions du cardinal ministre, les calvinistes recommencèrent la guerre dans le midi. Dans le même temps, l'élégant, mais incapable duc de Buckingham, débarquait dans l'île de Ré à la tête d'une flotte anglaise, pour aller de là soutenir les habitants de la Rochelle qui venaient de se soulever. La résistance de Toiras, gouverneur de l'île, donna au roi le temps d'arriver devant la Rochelle.

Depuis deux siècles cette ville se gouvernait presque en république, et jouissait de grands priviléges, augmentés encore des concessions obtenues pendant les guerres de religion. C'était dans ses murs que la faction protestante avait concentré toutes ses forces, comptant sur l'appui de l'Angleterre. Mais Buckingham ayant essuyé des pertes considérables, retourna en Angleterre sans s'inquiéter de ses alliés.

Richelieu, dont le génie dominait toutes les difficultés, prit lui-même la direction du siége de la Rochelle. Pour fermer le port aux Anglais qu'on s'attendait à voir reve-

nir, il fit construire dans l'Océan une digue d'environ quinze cents mètres, ne laissant qu'un étroit passage facile à défendre; entreprise gigantesque, réalisée autrefois par Alexandre devant Tyr, mais alors regardée comme impossible. Ce prodigieux ouvrage exigea quatre mois à peine.

Pendant qu'il domptait en quelque sorte la mer et les tempêtes par ces immenses travaux, Richelieu faisait régner dans le camp la plus sévère discipline.

La ville résista plus d'une année, malgré toutes les horreurs de la famine. Guiton, élu maire dès le commencement du siége, n'avait accepté cette charge qu'à la condition d'enfoncer son poignard dans le sein du premier qui parlerait de se rendre. Son audace et son fanatisme se communiquèrent à ses concitoyens et leur inspirèrent un courage digne d'une meilleure cause. Cependant on annonçait une flotte anglaise venant au secours de la place. Elle parut en effet; mais elle partit presque aussitôt sans combattre, couvrant de honte le pavillon anglais.

Réduite à la dernière extrémité la ville capitula, et le roi y fit son entrée le 1er mai 1628. La religion catholique y fut rétablie, les habitants reçurent leur pardon; mais leurs fortifications furent rasées et leurs priviléges abolis. Le siége de la Rochelle avait coûté quarante millions. La réduction de cette place importante donna l'unité à la France, une autorité absolue à la couronne, une puissance sans borne à Richelieu.

La guerre se ralluma bientôt sur un autre point. Vincent II de Gonzague venait de mourir sans postérité (1627), laissant vacante sa succession au duché de Mantoue et de Montferrat. Charles de Nevers était le plus proche héritier; mais l'empereur, le roi d'Espagne et le duc de Savoie soutenaient les prétentions du duc de Guastalla, parent éloigné de Vincent de Gonzague. Comme le duc de

Nevers était français, Richelieu crut l'honneur de la France engagé à son triomphe; et la guerre fut résolue, malgré l'opposition de Marie de Médicis, dont l'influence ne pouvait contrebalancer celle du cardinal. Louis XIII, accompagné de son ministre, passe les Alpes en plein hiver, emporte le pas de Suze qui défendait l'entrée du pays, délivre Casal (1) que les Espagnols assiégeaient, et les force d'accepter la paix. Elle fut signée à Suze, le 24 avril 1629.

Après avoir assuré au duc de Nevers la possession du duché de Mantoue, l'habile et infatigable ministre renouvela l'alliance avec l'Angleterre, pour pouvoir plus sûrement achever la ruine du parti protestant. Sous la conduite du duc de Rohan, ce parti se maintenait en armes et subsistait, quoique péniblement, dans les Cévennes et le Vivarais, sans avoir été découragé par la prise de la Rochelle. L'armée royale, conduite par Louis XIII, prit et brûla Privas, où les calvinistes se défendirent énergiquement. Une courte campagne suffit pour réduire toute la contrée. Le duc de Rohan se soumit et reçut son pardon, ainsi que celui de son frère, le duc de Soubise. Un traité conclu à Alais (1629), tout en laissant aux protestants la liberté de leur culte, les désarma et stipula la démolition de leurs places fortes. Ce traité mit fin aux guerres de religion en France. Deux mois après, Montauban, qui avait essayé de résister au traité ouvrit ses portes aux vainqueurs; et Richelieu dit lui-même la première messe dans la cathédrale rendue au culte catholique.

Le roi avait quitté le premier le théâtre de la guerre où régnaient des maladies contagieuses; Richelieu alla bientôt le rejoindre à Fontainebleau. La joie de ses derniers succès fut troublée par l'accueil qu'il reçut de la reine mère.

(1) Sur la rive droite du Pô, à vingt-quatre kilomètres d'Alexandrie.

Marie de Médicis éloignée des conseils de son fils par l'influence du cardinal qui lui devait en partie son élévation, le taxait hautement d'ingratitude, et ne dissimulait pas son ressentiment. Le frère du roi, Gaston d'Orléans, et plusieurs seigneurs qu'irritait l'autorité de Richelieu, s'unirent à elles pour le renverser; mais l'intervention de Louis XIII auprès de sa mère et l'humble soumission du ministre, apaisèrent Marie de Médicis, tandis que, pour quelques honneurs et de l'argent, Gaston se montrait satisfait.

Cependant le duc de Savoie et les Espagnols, soutenus par l'empereur Ferdinand II, n'avaient pas tardé à violer le traité de Suze. Le duc de Mantoue, voyant son duché menacé, demanda du secours à la France. Aussitôt Richelieu, devançant le roi, franchit les Alpes à la tête d'une armée, et s'empara de la forteresse de Pignerole. Le Pape intervint entre les puissances belligérantes pour faire poser les armes; mais quand Louis XIII fut arrivé, on décida, de part et d'autre, que la guerre serait continuée. Le roi investit Chambéry, qui capitula dès le second jour; Annecy se rendit à la première sommation, et en quelques semaines les Français furent maîtres de toute la Savoie. D'un autre côté les Impériaux s'étaient emparés de Mantoue, et des maladies ravageaient l'armée française. Le roi lui-même, atteint de la fièvre, fut transporté à Lyon où, pendant quelques jours, on désespéra de sa vie. Une heureuse réaction dans l'état du royal malade dissipa bientôt toutes ces craintes, et Louis XIII put revenir à Paris.

La mort de Charles-Emmanuel, duc de Savoie, et l'habileté de Jules Mazarin, l'envoyé de Sa Sainteté Urbain VIII, firent signer une trêve, suivie, en 1631, du traité de Cherasco, qui termina honorablement la guerre de la succession de Mantoue: Charles de Nevers y fut reconnu

comme duc de Mantoue. Les conquêtes réciproques furent rendues ; la France garda toutefois Pignerol, porte de l'Italie.

Pendant que Louis XIII, aux prises avec la maladie, pouvait apprécier la tendresse de sa mère et les soins dévoués d'Anne d'Autriche, pour laquelle il n'avait montré jusque là que de l'indifférence, les ennemis de Richelieu, profitant de son absence, avaient renouvelé leurs intrigues contre lui. Délivré de toute influence étrangère, le roi avait prêté une oreille plus attentive aux plaintes portées contre le ministre d'État, et promis sa disgrâce aux sollicitations de Marie de Médicis. Richelieu, instruit de tout ce qui se passait par le jeune Saint-Simon qu'il avait placé auprès du prince, se rendit secrètement à Versailles où Louis XIII s'était retiré. Dès que le roi fut prévenu de l'arrivée du cardinal, il s'empressa de l'appeler, lui demanda presque pardon d'avoir écouté ses ennemis, et lui rendit tout son pouvoir. Dans le même moment, la noblesse, groupée autour de la reine mère dans le palais du Luxembourg, faisait éclater sa joie, se croyant délivrée de l'autorité du puissant ministre. Cette journée (11 novembre 1631) fut appelée *la journée des Dupes*.

Richelieu se vengea impitoyablement: Michel et Louis de Marillac, l'un garde des sceaux, l'autre maréchal de France, tous deux ennemis du cardinal, avaient participé à la journée des dupes; le premier fut disgracié et mourut en prison ; l'autre, accusé de malversations pendant qu'il commandait en Champagne, fut jugé et condamné à mort par une commission extraordinaire réunie dans la maison de plaisance de Richelieu. Le maréchal de Bassompierre fut enfermé à la Bastille ; Marie de Médicis, brouillée avec son fils, se retira à Bruxelles, où Gaston d'Orléans ne tarda pas à la rejoindre. Devenu veuf en 1627 de mademoiselle de Montpensier, ce prince venait d'épouser secrètement

en secondes noces, Marguerite, sœur du duc de Lorraine, Charles IV, qu'il savait lié à la maison d'Autriche.

Louis XIII, justement irrité de ce mariage pour lequel il n'avait pas été consulté, marcha sur la Lorraine en plein hiver. Charles IV, épouvanté et déçu dans ses projets ambitieux, s'empressa de se soumettre, et, pour gage, il livra plusieurs places fortes. Cette soumission n'était qu'apparente. Le duc de Lorraine continua de soutenir Gaston d'Orléans, qui, s'étant fait précéder d'un manifeste destiné à soulever les populations contre le roi, réunit une armée d'aventuriers, avec laquelle il traversa la France et alla rejoindre le maréchal Henri de Montmorency, gouverneur du Languedoc. Montmorency, repoussant les sages conseils de l'archevêque de Narbonne, s'unit au duc de Guise, au comte de Muret, et s'engagea ouvertement dans la révolte du duc d'Orléans, que le parlement de Paris venait de déclarer rebelle et criminel de lèse-majesté. Le roi prit les armes et partit avec Richelieu. L'armée royale, commandée par le maréchal de Schomberg, rencontra celle des rebelles près de Castelnaudary (Aude) et la mit en pleine déroute. Gaston s'enfuit honteusement à Béziers, tandis que le duc de Montmorency, couvert de blessures, était fait prisonnier après des prodiges de valeur (1632).

Tout espoir étant perdu pour le duc d'Orléans, il ne s'occupa que de négocier à tout prix sa réconciliation avec son frère. Esprit brouillon, prince sans courage, il promit tout ce qu'on voulut, abandonnant ses amis et ses complices à la justice du roi.

Inspiré par l'inexorable ministre, Louis XIII se montra sévère. Le duc de Montmorency, traduit devant le parlement de Toulouse, fut à l'unanimité condamné à mort sans avoir essayé de se défendre. Les supplications, les cris de grâce! grâce! retentirent vainement sous les fenêtres du monarque; Lous XIII fut inflexible. Henri

de Montmorency, âgé de trente-sept ans, après avoir reçu les secours de la religion avec une grande piété, eut la tête tranchée dans une cour du Capitole, le 30 octobre 1632. A cette nouvelle le duc d'Orléans se retira en Flandre.

On s'est plu à faire ressortir les grandes qualités de cet illustre coupable, à exciter l'intérêt en sa faveur en le représentant comme une victime du pouvoir royal et de l'impitoyable ministre d'État. Il est juste cependant de reconnaître que, comme traître à son pays et rebelle envers son souverain, il a mérité son sort. Tout ce qu'on peut faire pour l'excuser, c'est de rappeler cette parole pleine de vérité : « Que dans les temps de troubles, le plus difficile n'est pas de faire son devoir, mais de le connaître. » Marie des Ursins, veuve du duc, se retira dans un couvent de la Visitation, à Moulins, où plus tard elle prit le voile.

Pendant que la main de fer de Richelieu comprimait la rébellion en France, de grands événements s'étaient passés de l'autre côté du Rhin; et la paix dont jouissait le royaume allait permettre au cardinal ministre d'y prendre une part active. Il est nécessaire de reprendre les choses de plus haut. Dans l'année 1618, les protestants de Bohême s'étant révoltés contre l'empereur Mathias, celui-ci prit les armes pour les soumettre; et lorsque, l'année suivante, Ferdinand II lui succéda sur le trône impérial, la guerre embrasait déjà toute l'Allemagne. Les princes protestants prirent parti pour les rebelles, et la maison d'Autriche se chargea de défendre le catholicisme qu'elle représentait. Cette guerre, connue sous le nom de Guerre de Trente Ans (de 1618 à 1648), se divise en quatre grandes périodes dites : *Palatine*, *Danoise*, *Suédoise* et *Française*. Dès son arrivée au ministère, Richelieu avait observé attentivement ce qui se passait en Allemagne. Quand il vit l'Autriche triompher, il oublia son titre de prince de l'Église pour

fournir des subsides aux protestants, que commandait alors Christian IV, roi de Danemark. Plus tard, inquiet des succès des armées impériales, Richelieu lança contre l'Autriche Gustave Adolphe, roi de Suède, auquel il promit 400,000 écus par an (1631). La bataille de Lutzen (1632), où Gustave Adolphe resta enseveli dans son propre triomphe, ne rompit point l'alliance de la Suède avec la France, et la guerre se poursuivit avec acharnement par les généraux suédois.

Les événements dont l'Allemagne était le théâtre ne faisaient pas oublier à Richelieu ses vengeances particulières. Ne pouvant pardonner à Charles IV de Lorraine le mariage de la sœur de ce prince avec Gaston d'Orléans, après avoir fait casser ce mariage par le parlement, il fit déclarer le duc Charles coupable de lèse-majesté et envahir la Lorraine. Louis XIII s'empara de Nancy où il mit garnison. Charles IV, dégoûté du pouvoir, abdiqua en faveur de son frère le cardinal François, et alla servir dans les armées de l'empereur. Quelques années après il reprit possession de son duché amoindri.

A ce moment les alliés, consternés de la terrible défaite qu'ils venaient d'essuyer à Nordlingen (1), implorèrent les secours de la France, offrant de lui céder la Haute-Alsace. Cet appel servait la politique de Richelieu; mais avant de s'engager dans la guerre extérieure, il voulut prévenir toute cause de troubles à l'intérieur en rappelant à la cour le duc d'Orléans. Dans ce but, il travailla d'abord à le brouiller avec sa mère, puis il le décida sans peine à venir trouver le roi à Saint-Germain. Louis XIII promit de tout oublier, et des fêtes brillantes célébrèrent cette réconciliation.

Tranquille de ce côté, le ministre s'assura l'alliance de

(1) Ville de Bavière, à 60 kilomètr. N.-O. d'Augsbourg.

la Hollande, de la Suède, de la Savoie, de la Suisse, de Mantoue et de Parme, après quoi il déclara la guerre à l'Autriche et à l'Espagne. Ainsi commença la quatrième période de la guerre de Trente Ans, appelée la période française. Quatre armées furent mises sur pied, et les hostilités commencèrent à la fois dans les Pays-Bas, sur les bords du Rhin, en Italie et dans la Valteline. Le manque d'entente entre les alliés de la France compromit le succès de cette première campagne. L'année suivante (1636) les Impériaux pénétrèrent en Bourgogne, et les Espagnols en Picardie, où ils s'emparèrent de Corbie. Cette nouvelle répandit la consternation dans la capitale. Louis XIII, secondé par l'élan de la noblesse, se trouva bientôt à la tête d'une nouvelle armée; il reprit Corbie et rejeta les Espagnols loin des frontières. Les Impériaux ne furent pas plus heureux en Bourgogne. Malgré ces succès, les résultats de la guerre ne répondaient pas aux espérances qu'on en avaient conçues ni aux sacrifices de la France. Bernard de Saxe-Weimar, qui avait passé du service de Gustave Adolphe à la solde de Louis XIII, remporta les victoires de Rheinfeld et de Brissach, et mourut en 1639 après avoir conquis l'Alsace. Le duc de Longueville, puis le comte de Guébriant le remplacèrent.

Les chances de la guerre furent encore plus incertaines en Italie, par suite de la mort du duc de Mantoue et du duc de Savoie. Celle du maréchal de Créqui, arrivée en 1638, fit donner le commandement de l'armée française en Piémont à des généraux inhabiles, jusqu'en 1639, qu'il fut confié au comte d'Harcourt.

C'est au milieu des soucis de la guerre (1638) que Louis XIII plaça son royaume et sa personne sous la protection spéciale de la sainte Vierge. Pour en conserver le souvenir, il institua une procession solennelle le 15 août, fête de l'Assomption. La même année il eut un fils, après

vingt-trois ans de mariage ; comme il l'avait obtenu à la suite de nombreuses et ferventes prières, cet enfant fut surnommé Louis-Dieudonné. Ce fut plus tard Louis XIV.

L'année 1640 fut fatale à l'Espagne. Le prince de Condé avait franchi les frontières dès 1638; mais l'échec qu'il essuya devant Fontarabie rendit inutiles ses premiers succès. Deux ans après, de grands événements, auxquels la politique de Richelieu n'était pas étrangère, portèrent un coup terrible à la puissance de Philippe IV : le Portugal secoua le joug de l'Espagne pour placer la couronne sur la tête de Jean, duc de Bragance; et la Catalogne se donna à la France après avoir essayé de se constituer en république.

Tandis que la guerre se poursuivait en Allemagne, en Italie et dans le midi de la France, Richelieu affermissait à l'intérieur l'autorité royale au mépris de toutes les libertés. Les parlements eux-mêmes, déchus des priviléges qu'ils avaient usurpés, mais que le temps semblait avoir consacrés, avaient perdu jusqu'au droit de remontrance. Louis XIII que flattaient les idées du pouvoir absolu, ne manquait aucune occasion de leur rappeler que dans le roi seul résidait le pouvoir législatif, et que sa volonté était la loi suprême.

Vers la fin de 1639, les paysans de la Normandie, sous le nom de *Va-nu-pieds*, se soulevèrent contre la rigueur des impôts. On leur imposa silence à coups de sabre; et le parlement de Rouen qui les avait appuyés fut cassé.

La puissance du ministre et le haut rang où sa politique extérieure avait placé la France, ne pouvaient désarmer les conspirateurs. En 1636, le comte de Soissons et Gaston d'Orléans projetèrent de faire assassiner le cardinal; mais au moment de l'exécution du complot le cœur faillit au duc d'Orléans. En 1641, une intrigue, soutenue par l'Espagne, mit de nouveau en danger les jours de Riche-

lieu et la paix du royaume. Le comte de Soissons, les ducs de Bouillon et de Guise levèrent l'étendard de la révolte. La publication d'un manifeste où ces chefs de parti se présentaient à la nation comme des redresseurs d'abus, fut le signal de leur prise d'armes. A l'issue du premier combat, le comte de Soissons ayant été tué d'un coup de pistolet, le duc de Bouillon déconcerté, malgré leur victoire, se hâta de faire sa soumission et obtint sa grâce. Marie de Médicis, l'âme de la conjuration, quitta l'Angleterre, où elle était venue conspirer, et se retira à Cologne.

Au moment que Louis XIII et son ministre partaient pour aller soutenir Condé qui assiégeait Perpignan, un complot, plus terrible que les précédents, se forma pour ainsi dire dans le cabinet même du monarque, contre la vie de Richelieu et la sûreté de l'État. A la tête de la conjuration était le jeune Cinq-Mars, favori du roi et fils du feu maréchal d'Effiat; le duc d'Orléans, le duc de Bouillon et de Thou, fils de l'historien, entrèrent dans le complot, ainsi que le vicomte de Fontrailles, chargé d'aller demander l'appui de l'Espagne. Richelieu découvrit tout, et se procura même des preuves écrites de l'alliance des conjurés avec les ennemis du royaume (1642). Sur le champ Cinq-Mars, de Thou et Bouillon furent arrêtés. Gaston effrayé avoua tout au cardinal-ministre. Ses complices ne purent nier leur crime; mais de Thou prétendit n'être coupable que de non-révélation.

Richelieu gravement malade traîna de Thou à sa suite, de Tarascon à Lyon, dans un bateau remorqué par le sien. Le procès fut instruit dans cette dernière ville où les autres coupables avaient été amenés. François de Thou et Cinq-Mars furent condamnés à mort, et exécutés sur la place des Terreaux (12 septembre). Ils moururent tous deux avec courage et dans de grands sentiments de piété. Quand au duc de Bouillon, il sauva sa vie en faisant l'abandon de sa

principauté de Sédan. Tout en déplorant la fin tragique de ces jeunes seigneurs, on ne peut nier l'équité du jugement qui les condamna ; car, de tout temps, la haute trahison, l'appel à l'étranger contre le souverain, la révolte armée ont été punis de la peine de mort.

Pendant le cours de ce célèbre procès, Marie de Médicis expirait dans l'exil ; et celle qui comptait quatre de ses enfants parmi les souverains de l'Europe mourait dans le dénûment. Le président Hénault a dit de cette princesse « qu'elle avait un esprit au-dessous de son ambition. » Marie de Médicis ne parut jamais comprendre son rôle de femme et de mère de rois ; les intérêts de la France passèrent toujours après ses intérêts particuliers, et ses passions personnelles la guidèrent plutôt que la gloire et la grandeur de l'État. De là le choix de ses favoris, ces intrigues, ces complots, indigne d'une reine-mère, et tous les malheurs de sa vie. Si quelque chose peut l'excuser, c'est l'opposition que lui faisait Richelieu, sans doute parce qu'il redoutait son influence sur Louis XIII, et qu'il craignait qu'elle n'entravât sa politique. Le corps de Marie de Médicis fut, selon son désir, rapporté de Cologne à Paris, et inhumé à Saint-Denis. On doit à cette princesse le palais du Luxembourg et une collection de tableaux de Rubens.

La reddition de Perpignan suivit de près le départ du roi, qui avait précédé Richelieu à Paris. L'état du cardinal n'avait fait qu'empirer depuis son retour, et tout faisait pressentir sa fin prochaine. Près d'aller rendre compte à Dieu de son pouvoir, il répondit à son confesseur qui l'exhortait à pardonner à ses ennemis : *Je n'en eus jamais d'autres que ceux de l'État*. Sa mort fut calme et chrétienne. Il expira le 4 décembre 1642, âgé de cinquante-sept ans. A cette nouvelle Louis XIII ne montra ni une joie inconvenante ni une profonde affliction : *Voici un grand politique mort*, dit-il seulement.

On fit au cardinal des funérailles dignes de celui qui léguait à son souverain trois millions de notre monnaie et le Palais-Cardinal (le Palais-Royal). Il laissait la France maîtresse de l'Artois, de la Lorraine, du Roussillon, d'une grande partie de la Catalogne, de l'Alsace, de Brissac la clef de l'Allemagne, et de Pignerol la porte de l'Italie.

Avant de formuler un jugement sur Richelieu, il faut revenir sur quelques faits que nous avons négligés à leur date, pour ne pas interrompre le récit. Nous ne ferons que nommer le procès d'Urbain Grandier, curé de Loudun, condamné, après de nombreuses dépositions, à être brûlé vif, comme coupable de magie. Le rationalisme moderne, reléguant ces faits dans la fable, a voulu voir dans Urbain Grandier une victime de la tyrannie et de la vengeance de Richelieu. Des historiens sérieux ont complétement justifié le ministre de Louis XIII (1).

Le cardinal-ministre par ses libéralités, attira autour de lui une foule d'hommes de lettres. Sous ces auspices se forma l'*Académie française* (1635), composé de quarante membres, dont la mission était de fixer la langue. Il réorganisa l'imprimerie royale (1640), fit rebâtir la Sorbonne où il voulut être enterré; à ses frais s'éleva le magnifique palais qu'il légua au roi. Il créa le Jardin des Plantes. On doit encore à ses soins le théâtre français, et l'église de Saint-Roch.

Quoiqu'il ne fût ni artiste ni poète, Richelieu accorda toujours sa protection à ceux qui cultivaient les arts ou la poésie; mais on regrette le ridicule de ses prétentions personnelles au mérite poétique, prétentions qui allèrent, dit-on, jusqu'à le rendre jaloux du grand tragique Pierre Corneille.

Sous l'administration de Richelieu parut en France la

(1) Voir la *Vie de Louis XIII*, par M. Basin. Tome III.

première *Gazette* (1631), fondée par un médecin nommé Renaudot.

Le génie du cardinal-ministre embrassait toutes les branches du gouvernement, mais la marine attira particulièrement son attention. Il semble, disait-il, que la nature ait voulu offrir l'empire de la mer à la France, par l'avantageuse situation de ses côtes. Deux flottes furent équipées, l'une sur l'Océan, l'autre sur la Méditerranée. La colonisation du Canada fut reprise avec ardeur. Par les soins ou la protection du ministre, on tenta de grandes expéditions aux Indes; des consulats furent établis dans toutes les échelles du Levant, des relations commerciales s'ouvrirent avec la Perse, des traités avantageux furent signés avec les puissances barbaresques; pendant que, à l'intérieur, des compagnies étaient encouragées pour le dessèchement des marais, le défrichement des landes, l'endiguement des rivières. Richelieu multiplia les efforts pour contrebalancer, par l'influence des capitaux, la puissance territoriale à laquelle il voulait arracher le pouvoir politique : on reconnaît partout la même pensée, abaisser la noblesse pour fortifier le pouvoir royal. Dans le même but Richelieu fit démolir les places fortes du royaume, reconnues inutiles contre l'ennemi extérieur. Toutes ces entreprises et les guerres qui remplirent le règne de Louis XIII, épuisèrent les finances et firent multiplier les impôts; aussi le peuple, sans tenir compte à Richelieu de la grandeur de l'État, murmurait contre lui, et, dans sa haine, faisait cause commune avec la noblesse. Pour grossir le trésor, le ministre eut recourt à un moyen trop souvent employé, il vendit 400 nouvelles charges de procureurs au parlement de Paris. On doit à Richelieu la création des *Intendants de justice*, de *police* et de *finances*, inspecteurs chargés de surveiller ces diverses judicatures.

En face du ministre de Louis XIII, de cette figure sévère

qui domine près de la moitié du XVIIe siècle, on se demande ce qu'il faut penser de l'homme dont la main de fer fit ployer la France et son roi. L'histoire ose à peine se prononcer. En effet, si d'un côté elle raconte les talents du ministre et admire la force et la persévérance de sa volonté, de l'autre, elle blâme son ambition insatiable, son luxe qui ne connaissait point de bornes et son humeur vindicative; si elle loue les grandes choses qu'il a accomplies, elle réprouve les moyens qu'il a employés; enfin le caractère sacré dont il est revêtu, au lieu de donner un nouvel éclat à son génie, en est en quelque sorte altéré, amoindri, car le prince de l'Église s'éclipse trop souvent devant le ministre d'État.

Le triple but que s'était proposé Richelieu en arrivant au ministère, il est juste de reconnaître qu'il l'a atteint. A sa mort le protestantisme n'existe plus comme parti politique, les grands ont appris à obéir, et la prépondérance de la France a remplacé en Europe celle de l'Autriche. Pour arriver à ces magnifiques résultats, de grands coupables ont été frappés au nom de la loi, des guerres entreprises et soutenues avec éclat, des alliances importantes conclues, des négociations habilement conduites; mais derrière la justice humaine, trop souvent on a vu les vengeances personnelles du ministre, et que de fois la hache du bourreau est tombée ou les portes de la Bastille se sont fermées sur les victimes de sa haine! Si les guerres ont été heureuses, ont-elles toujours été justes? Que dire des alliances contractées avec les souverains protestants, alliances que le sentiment religieux de la nation réprouvait et que le peuple stigmatisait en appelant le cardinal le *pontife des calvinistes*, le *patriarche des athées*, comme s'il eût pressenti que l'influence que ces guerres assuraient à la France, ne devait pas servir le principe catholique en Europe.

Toutes les libertés, tous les intérêts furent subordonnés à l'omnipotence de l'État, à la prédominance de la politique dans les relations extérieures. Cette centralisation du pouvoir entre les mains du souverain ou de son ministre, ouvrit les voies au gouvernement absolu de Louis XIV. Ce qu'on appelait la *raison d'État* semblait être le dieu de Richelieu ; il lui sacrifia tout, même l'honneur de la France et la religion, qui ne fut plus considérée que comme un moyen de gouverner, quoique lui-même extérieurement il continuât à en suivre toutes les pratiques. Dans la guerre de Trente Ans, il excite alternativement Wallenstein à se révolter et l'empereur à s'irriter; il signe un traité d'alliance avec les Catalans soulevés contre l'Espagne, et traite avec eux pour l'établissement d'une république à Barcelone; il ne demeure pas étranger à la révolution soudaine qui place la maison de Bragance sur le trône de Portugal; enfin, à son aumônier, il réserve l'odieuse mission de hâter la catastrophe de Charles Ier, en excitant la haine des Écossais et la fureur des puritains (1).

Le besoin de domination qui se révèle dans toute la conduite politique de Richelieu, se retrouve également dans sa conduite privée. Il faut que seul il domine le roi; pour cela il ne respecte ni la mère ni l'épouse du souverain ; la première est disgrâciée et s'achemine vers l'exil, la seconde est éloignée du roi; on ne lui épargne ni outrages ni affronts. Louis XIII n'a de favoris que ceux que lui donne son ministre ; dès qu'ils cessent d'être dociles, ils sont sacrifiés. Personne ne peut échapper à cette omnipotence; les dames d'honneur de la reine sont entourées des espions du ministre, et vont expier dans l'exil leur opposition au puissant cardinal (2). Tout doit subir la loi de sa volonté

(1) *Biographie universelle*, article Richelieu.

(2) La duchesse de Chevreuse, amie d'Anne d'Autriche, les duchesses d'Elbœuf et de Guise.

dominatrice, poètes, écrivains, prêtres même : quand ils lui résistent, ils les persécute (1). Un homme cependant conserva sur Richelieu l'ascendant que le redoutable ministre voulait exercer sur tous ceux qui l'entouraient; c'était un ancien gentilhomme devenu, sous les humbles livrées de saint François d'Assise, le père Joseph. Richelieu le fit entrer au conseil d'État; il l'appelait son bras droit, et lui confiait les négociations les plus difficiles. *Personne*, disait-il, *ne serait capable de faire la barbe à mon capucin quelque longue qu'il la porte*. Quand le courage du ministre semblait faiblir devant les difficultés ou les complots, le père Joseph le rappelait à lui-même, et lui assurait ainsi la victoire.

Richelieu a été utile à la France au sortir de la minorité de Louis XIII, alors que les longues guerres civiles et religieuses avaient relâché tous les liens du gouvernement. Il redonna du nerf à l'autorité royale, de l'unité à l'administration, de l'influence politique à la France; mais en même temps il la plaça sur la pente dangereuse de l'absolutisme et de la centralisation du pouvoir, dont l'éclat du règne de Louis XIV a longtemps empêché de reconnaître les suites fatales. Nous dirons en finissant avec Montesquieu : «que Richelieu fit jouer à son monarque le second rôle dans la monarchie et le premier dans l'Europe; il avilit le roi, mais il illustra le règne. »

Louis XIII, atteint depuis longtemps d'une maladie

(1) Le père Caussin, jésuite et confesseur de Louis XIII, fut envoyé à Rennes par une lettre de cachet, pour avoir encouragé l'angélique mademoiselle de Lafayette à éclairer le roi sur des choses importantes, alors que Richelieu qui la redoutait voulait la faire entrer au couvent pour soustraire le prince à son influence. De son exil, le père Caussin écrivait à mademoiselle de Lafayette : «Si son gouvernement (de Richelieu) pouvait s'accorder avec l'Évangile, je l'aurais servi de toute ma puissance. J'ai mille fois pensé aux raisons qui se peuvent alléguer pour justifier sa conduite, mais je trouve tant de pompe et d'orgueil en sa vie, tant d'artifices en ses paroles, tant de violence en son règne, qu'il n'y a, ce me semble, que les stupides qui puissent ignorer ses excès, et que les méchants qui les puissent approuver. »

grave, survécut peu à son ministre. Il mourut le 14 mai 1643, après avoir occupé le trône trente-trois ans et en avoir vécu quarante-deux : sa piété et la régularité de ses mœurs l'ont fait surnommer *le Juste*. Il laissait deux fils : Louis XIV, âgé de quatre ans, et Philippe, le second, tige de la famille d'Orléans.

Le testament de Louis XIII confiait la régence à sa veuve Anne d'Autriche, assistée d'un conseil ; mais le parlement, humilié sous Richelieu, saisissant l'occasion de faire acte d'autorité, cassa le testament du feu roi et attribua la régence absolue à la reine. Rien ne justifiait un pareil droit, car le testament de Louis XIII ne violait aucune loi et par conséquent échappait à la justice alors même qu'on l'eût assimilé à celui d'un simple particulier. Les états-généraux eussent seuls été admis à se prononcer sur les dernières volontés du souverain, dans le cas où elles eussent froissé les intérêts de la nation (1).

(1) Les parlements avaient été créés au XIIIe siècle pour rendre la justice. Celui de Paris, dès le XIVe, s'autorisant de certaines attributions personnelles, s'arrogea des pouvoirs politiques. Peu à peu, de l'habitude qui s'était introduite de le faire intervenir dans la publication des lois par l'enregistrement des édits royaux, et de l'interprétation ambigue du mot *enregistrer*, le parlement de Paris acquit le droit de s'opposer aux volontés royales, tantôt en présentant au roi des remontrances, tantôt en refusant d'enregistrer ses édits, ce qui obligeait le monarque de recourir à un *lit de justice*. Tout en reconnaissant que quelquefois le parlement fit usage de son pouvoir pour le bien du royaume, il faut reconnaître aussi que trop souvent il s'en servit pour entraver la marche du gouvernement. Animé d'un esprit étroit et tracassier, il se montra toujours prêt à résister à l'autorité royale ; protestant au XVIe siècle, janséniste au XVIIe, il adopta au XVIIIe les idées philosophiques hostiles à tout pouvoir. Par cette opposition constante, le parlement de Paris, et à sa suite les parlements des autres villes du royaume, préparèrent la formidable révolution de 1789; car si le peuple ne s'était appuyé sur ce puissant corps de l'État, il n'eût osé aller si loin.

Le parlement formait un corps nombreux distribué en plusieurs chambres dont la compétence était distincte : 1° *La Grand'Chambre* devant laquelle étaient portés les crimes de lèse-majesté, les causes des pairs de France, les procès des grands officiers de la couronne, des universités et des hospices. Elle se composait du président de la chambre, de douze présidents *à mortier*, ainsi nommés de la forme de leur bonnet ; de conseillers laïques et ecclésiastiques. Les princes du sang, les ducs et pairs du royaume,

Pour étudier plus facilement le long règne de Louis XIV si rempli d'événements, nous le diviserons en quatre périodes bien distinctes. La première s'étend de l'avénement au trône du jeune roi à la mort de Mazarin (1643-1661); elle est remplie de troubles et de guerres civiles. Pendant la deuxième, qui se termine à la paix de Nimègue (1661-1678), Louis XIV gouverne par lui-même et donne à la France la suprématie en Europe. La troisième période, qui va jusqu'à la paix de Riswick (1678-1697), voit la France résister à l'Europe coalisée, rendre quelques-unes de ses conquêtes, sans toutefois descendre du rang où ses victoires l'ont placée. Enfin, pendant la quatrième (1698-1715) qui se termine à la mort de Louis XIV, la France abaissée ne perd rien de son territoire.

Lorsque Louis XIII mourut, le principal ministre était l'italien Jules Mazarin, que Richelieu s'était attaché après avoir reconnu ses talents dans la diplomatie. Entré fort tard dans la carrière ecclésiastique, Mazarin ne reçut jamais les ordres sacrés; il n'en avait pas moins été, à la demande du feu roi, revêtu de la pourpre romaine. Ce qui distinguait le ministre destiné à succéder à Richelieu, c'était l'expérience des hommes et des choses, jointe à beaucoup de constance et de finesse: au reste, il s'est peint dans

le chancelier ou garde des sceaux, les conseillers d'État, quatre maîtres des requêtes et l'archevêque de Paris siégeaient dans cette chambre;

2° La chambre *des enquêtes* recevait les appels en matière civile et correctionnelle; elle était subdivisée en cinq sections;

3° La chambre dite *de la Tournelle*, était chargée des procès criminels;

4° Deux chambres *des requêtes* connaissaient des causes qui leur étaient déférées par ordre exprès du roi;

5° La chambre de *l'édit* s'occupait des procès concernant les réformés ou protestants;

6° La chambre *des vacations* expédiait les affaires urgentes pendant les vacances du parlement.

On appelait *lit de justice* la convocation du parlement en assemblée générale présidée par le roi; le monarque s'y montrait dans toute la splendeur royale, et l'on ne pouvait protester contre ce qu'il avait alors ordonné.

sa devise : *Le temps est à moi.* Élevé à l'école de Richelieu, il adopta tous les plans de ce ministre.

Pour inaugurer le nouveau règne, Mazarin s'empressa de rappeler les exilés du règne précédent. Bientôt ces princes, ces courtisans, encouragés par les caresses de la reine qui voulait se les attacher, se crurent capables d'occuper toutes les places; la cour qu'ils remplirent de leurs intrigues, les désigna sous le nom d'*Importants*.

Cependant la guerre se poursuivait activement sur les frontières. Les Espagnols, espérant profiter des difficultés inhérentes à un changement de règne et à une régence, avaient envahi la Champagne sous la conduite de don Francisco de Mello, gouverneur des Pays-Bas. Mais l'honneur de la France était alors confié à un héros, Louis, duc d'Enghien, fils du prince de Condé. A peine âgé de vingt-deux ans, le duc d'Enghien, à Rocroy, remporta sur le général espagnol une des grandes victoires de la monarchie, par un de ces coups audacieux qui n'appartiennent qu'au génie. Ce glorieux fait d'armes lui ouvrit une longue suite de succès, et plaça l'infanterie française au premier rang parmi les troupes de l'Europe. Trois mois après, le vainqueur de Rocroy (10 août 1643) prenait Thionville, puis chassait les Impériaux jusqu'au Rhin qu'il passait avec eux. De ce côté, le maréchal de Guébriant avait glorieusement soutenu les efforts des ennemis : lorsqu'il fut tué, le vicomte de Turenne, maréchal à trente-deux ans, fut désigné pour le remplacer. Chargé de tenir tête à Merci, général bavarois, le premier capitaine de l'Allemagne, Turenne ne put l'empêcher de prendre Fribourg (ville du grand duché de Bade). Aussitôt accourt le duc d'Enghien. Rien ne peut lui résister; Merci, malgré sa position formidable, est, après trois jours de combat, forcé de fuir devant son jeune vainqueur qui, au plus fort de l'action, avait lancé son bâton de commandement dans les

lignes ennemies où il était allé le reprendre à la tête de ses troupes. Tandis que Merci humilié se retirait dans la Forêt-Noire, Philisbourg, Baden, Spire, Mayence, Landeau, ouvraient leurs portes aux Français, et le duc d'Orléans repoussait les Espagnols jusqu'à l'Escaut après avoir pris Gravelines.

Le 5 mai 1645, Turenne se laissa surprendre par Merci à Marienthal, (ville de l'ancienne Franconie), et il perdit tous ses bagages; mais l'arrivée du duc d'Enghien lui permit de prendre une éclatante revanche dans les plaines de Nordlingen (ville de Bavière). Merci resta sur le champ de bataille et fut enterré à peu de distance. On grava sur sa tombe cette épitaphe : *Arrête, voyageur, tu foules un héros.*

L'année suivante (1646) fut aussi glorieuse. Turenne, par une tactique savante et hardie, se réunit au Suédois Wrangel, allié de la France, et battit, sur les bords du Danube, près d'Augsbourg, les Impériaux commandés par Montécuculi. Au nord, le duc d'Orléans prit Mardick, et le duc d'Enghien s'empara de Furnes, puis de Dunkerque, en présence des Espagnols, qui essayèrent à peine de défendre cette clef de la Flandre.

Nos troupes étaient moins heureuses en Catalogne, où elles pouvaient à peine maintenir la domination française contre les révoltes continuelles des Catalans. Le duc d'Enghien, devenu, par la mort de son père, le prince de Condé, fut envoyé pour soutenir le comte d'Harcourt, vice-roi de cette province, qui venait d'échouer devant Lérida. Condé, n'ayant sous ses ordres que des troupes mauvaises et mal payées, se lassa des lenteurs d'un siége, et se retira sans avoir pris la ville.

Pendant que les armées françaises triomphaient sur presque tous les points, une révolution ébranlait un moment à Naples le pouvoir de la branche espagnole de la

maison d'Autriche (1647) ; le vice-roi était chassé, et les rebelles appelaient le duc de Guise pour le mettre à leur tête. Ces triomphes d'un jour et qui n'aboutirent qu'à la mort des agitateurs et à l'emprisonnement du duc de Guise (1648), ne laissèrent pas que de donner de grands embarras à l'Espagne. Condé, que Mazarin avait rappelé de la Catalogne, en profita pour pousser avec vigueur ses opérations dans le nord de la France, où l'archiduc Léopold, fils de l'empereur Ferdinand III, avait pénétré. Il lui enleva Ypres le 29 mai; et le 20 août il parut devant Lens (Pas-de-Calais), dont l'archiduc venait de s'emparer et où il s'était fortement retranché. Par une retraite simulée, Condé ayant attiré l'ennemi dans la plaine, le tailla en pièces après un rude combat. Pour toute harangue, *Mes amis*, dit le prince à son armée impatiente d'en venir aux mains, *souvenez-vous de Rocroy, de Fribourg et de Nordlingen!* Léopold perdit à Lens son bagage, ses canons et plusieurs généraux. Il comprit que la puissance de l'Autriche était vaincue, car, peu auparavant, Turenne avait remporté une éclatante victoire sur l'armée impériale à Sommerhausen, près d'Augsbourg.

Cependant les puissances belligérantes commençaient à se lasser d'une guerre qui durait depuis trente ans, et dont il devenait difficile de définir la cause actuelle, les intérêts qui l'avaient fait engager ayant changé. En effet, la question religieuse pour laquelle on avait pris les armes, était alors dominée par celle de la prépondérance de la maison d'Autriche. Depuis plusieurs années, des conférences étaient ouvertes à Munster en Westphalie pour discuter la paix. Philippe IV donna l'exemple des concessions, en renonçant définitivement à tous les droits de l'Espagne sur les Provinces-Unies. L'empereur, fatigué d'une lutte qui épuisait l'Autriche d'hommes et d'argent, consentit enfin à signer le traité de Westphalie (8 septembre 1648).

Ce traité, qui mettait fin à la guerre de Trente Ans, peut se réduire à deux objets principaux : l'affranchissement et l'organisation de l'Allemagne, l'agrandissement de la France et de la Suède. Quant à la religion, on mit sur la même ligne les catholiques et les réformés de toutes les sectes. Le pape Innocent X protesta contre quelques articles du traité de Westphalie, qui violaient les anciens droits de l'Église ; ce fut inutilement.

« Le traité de Westphalie inaugura la politique de la force et l'oubli du droit. L'œuvre de Charlemagne fut détruite par cette transaction opérée au nom de l'équilibre et des intérêts matériels. On vit disparaître du faîte de l'édifice social le Pape et l'Empereur, ces deux grandes figures devant lesquelles s'étaient incliné le moyen âge. Les droits du Vicaire de Jésus-Christ ne furent point supprimés (ils ne pouvaient l'être) par les combinaisons d'une diplomatie téméraire, mais le fait prévalut contre eux ; et celui à qui Dieu a donné le droit de lier et de délier sur la terre, vit les rois et les peuples s'insurger contre sa suzeraineté sacrée. Dès ce moment la voix du père commun des fidèles fut méconnue ; les nations cessèrent d'invoquer le successeur de Pierre, soit comme tuteur, soit comme juge ; les rois, renonçant violemment à la soumission filiale, ne reconnurent aucun intermédiaire entre eux et Dieu lui-même ; ils élevèrent la prétention de tenir leur pouvoir de Dieu et de leur épée, et il n'y eut plus d'arbitre entre la royauté et les sujets que l'autorité brutale du canon ou de la révolte (1). »

La France obtint, par le traité de Westphalie, l'Alsace, moins Strasbourg ; elle acquit la possession de Pignerol, de Brissach et de Philisbourg, et l'empire se désista en sa

(1) Gabourg. *Histoire de France*, tome XIII, page 45.

faveur, de tout droit sur les trois évêchés : Metz, Toul et Verdun.

L'Espagne refusa d'accéder à cette pacification générale, et resta en hostilité avec la France.

Au moment que la paix de Westphalie couvrait de gloire le ministre d'Anne d'Autriche, une opposition violente éclatait contre le gouvernement de la Régente. Dès l'année 1646, Mazarin, pour faire face aux frais de la guerre, avait multiplié certaines mesures fiscales; et le surintendant Emery l'avait servi habilement dans cette affaire. Le peuple murmura; le parlement fit une si vive opposition aux nouveaux impôts, qu'il fallut que la régente vint, avec le jeune roi, tenir un lit de justice pour que les édits fussent enregistrés. Outrepassant ses droits et ses prérogatives, et peut-être entraîné par l'exemple du parlement anglais, assemblée toute politique, alors à la tête de la révolution, le parlement de Paris se coalisa avec les autres cours de justice pour résister au ministre. Cédant à l'orage, Mazarin exila le surintendant. Cette concession ne fit qu'accroître l'audace des parlementaires. L'agitation continua et les partis se formèrent.

Alors parurent les *Frondeurs* (1), les *Mazarins* et les *Mitigés*. Les premiers désignaient les ennemis du ministre, les censeurs du gouvernement; les seconds étaient, au contraire, les approbateurs exclusifs du cardinal et de la cour; tandis que les Mitigés s'efforçaient de maintenir l'équilibre entre les uns et les autres.

L'effervescence était telle à Paris, qu'on s'y attendait chaque jour à de graves événements, lorsqu'on apprit la victoire de Lens. Reprenant toute son énergie, Mazarin crut pouvoir profiter de cette circonstance pour frapper

(1) Le nom de *Fronde* fut donné à la faction opposée au gouvernement, d'un jeu par lequel les enfants s'attaquaient de loin, en se lançant des pierres avec la fronde.

un coup de vigueur. Ordre fut donc donné d'arrêter trois des plus opiniâtres magistrats du parlement, Blanc-Mesnil, Broussel et Charton. Les deux premiers sont saisis, le troisième parvient à s'échapper. Aussitôt la populace court aux armes, élève des barricades, et le parlement, accompagné d'une multitude de furieux, se rend au Palais-Royal pour réclamer les prisonniers. La reine résista deux jours, puis céda sans condition. Mais irritée de la violence qui lui avait été faite, elle partit pour Saint-Germain avec le jeune roi et son ministre (janvier 1649). Le duc d'Orléans l'y suivit, et Condé s'y rendit à l'appel de la régente. Le parlement fut exilé; il répondit à cet arrêt par un ordre à Mazarin de sortir du royaume sous peine de mort. La guerre civile allait commencer.

A la tête des Frondeurs était le coadjuteur de l'archevêque de Paris, Paul de Gondi, resté fameux sous le nom de cardinal de Retz; esprit remuant et inquiet, ambitieux et avide d'intrigues, dont Larochefoucauld, son contemporain écrivait: « il est faux dans la plupart de ses qualités, et ce qui a contribué le plus à sa réputation, est de savoir donner un beau jour à ses défauts. » Autour de lui se groupaient le prince de Conti, frère du prince de Condé, le duc de Beaufort, surnommé le *roi des Halles* à cause de sa popularité; les ducs de Longueville, d'Elbœuf, de Bouillon, de Chevreuse, de Luynes, de Brissac, et le maréchal de Turenne, entraîné dans l'opposition par la duchesse de Longueville, sœur des Condé. Quelques femmes distinguées par leur esprit et leur naissance, entre autres Mlle de Montpensier, fille de Gaston d'Orléans, les duchesses de Longueville et de Bouillon, jouèrent un rôle important dans la Fronde, dans cette guerre dont les armes furent l'intrigue et la satire autant que l'épée; où tout, les batailles même, se tournaient en plaisanteries.

Condé, à la tête de l'armée royale, occupa toutes les

avenues de la capitale et s'empara de Charenton ; il y culbuta 3,000 hommes placés là par son frère le prince de Conti, aussi jaloux de lui qu'incapable de l'égaler. L'Espagne, attentive à nos discordes, se ménagea des alliances parmi les chefs de la Fronde pour faciliter l'invasion qu'elle méditait. Aussitôt le parlement, effrayé de la voie dangereuse où la Fronde allait s'engager, fit des avances ; elles amenèrent une réconciliation avec la cour. La paix fut signée à Ruel, et quoiqu'elle ne satisfît personne, tout parut rentrer dans l'ordre.

Après le traité de Ruel ; le roi fut ramené à Paris en grande pompe, au milieu de l'allégresse générale. Cependant les princes et les seigneurs, se croyant mal payés de leurs services par l'amnistie royale, ne tardèrent pas à murmurer ; plusieurs mêmes se retirèrent dans les provinces pour s'y faire des partisans. Parmi les mécontents se faisait remarquer le prince de Condé ; c'était lui qui avait combattu, lui qui avait ramené la cour à Paris ; il se croyait donc en droit de tout exiger pour sa récompense. Ne pouvant supplanter le ministre, il le méprisa et devint son ennemi. La reine blessée de la conduite du prince, se rapprocha du coadjuteur, irrité lui-même des airs de hauteur de Condé ; et peu de jours après, le vainqueur de Rocroy et de Lens fut arrêté et conduit à Vincennes avec son frère le prince de Conti, et son beau-frère le duc de Longueville.

Ce coup d'État, que rien ne justifiait, faillit précipiter la France dans de nouveaux malheurs. La guerre civile éclata dans les provinces, travaillées sourdement par les Frondeurs qui s'y étaient réfugiés. La Bourgogne, la Guyenne, la Normandie se soulevèrent à la fois ; et Turenne passa aux Espagnols, qu'il conduisit lui-même en France.

Cet orage fut plus menaçant que terrible : la Guyenne

et la Normandie se soumirent d'elles-mêmes; la Bourgogne rentra dans le devoir à l'approche d'Anne d'Autriche et du jeune roi; et Turenne fut battu à Rethel (1650) par le maréchal de Plessis-Praslin.

La victoire de Réthel affermit la puissance du ministre; mais il négligea trop vite ceux dont il pouvait avoir besoin. Le coadjuteur, ne recevant pas le chapeau de cardinal que Mazarin lui avait promis, se tourna contre lui. La lutte recommença; elle se poursuivit alors à coups de satires et de pamphlets appelés des *Mazarinades;* un bon mot valait une victoire; une allusion piquante était prisée autant qu'un vaillant coup d'épée.

Derrière les écrits qui dirigeaient l'opinion publique, se formait contre le ministre italien une coalition, dans laquelle entraient le duc d'Orléans et le parlement (1651). Les Frondeurs, déjà puissants, ayant obtenu des secours de l'Espagne, Mazarin crut prudent de s'éloigner; mais avant de gagner la frontière, le cardinal se rendit au Havre, où il avait fait transporter les princes, et il alla lui-même ouvrir les portes de leur prison. De là il se rendit à Liége, puis à Cologne. Tout en paraissant céder à ses ennemis, l'habile ministre avait travaillé dans son intérêt : il prévoyait justement que le retour du prince de Condé, qui savait mieux gagner les batailles que les cœurs, serait un nouveau brandon de discorde. En attendant, Mazarin continua de son exil à diriger la régente : c'était toujours lui qui gouvernait.

Condé, hautain et ambitieux, se brouilla bientôt avec le coadjuteur que la reine avait gagné en lui obtenant le chapeau de cardinal. Ils en vinrent même, en plein parlement, à des invectives si violentes, que leurs amis furent au moment de tirer l'épée. Sur ces entrefaites, Louis XIV fut solennellement déclaré majeur, le 8 septembre 1651. Condé s'abstint de paraître à cette séance du

parlement. On avait espéré mettre ainsi un terme aux querelles; mais que pouvait un enfant de seize ans en face de tant d'ambitions rivales.

Cependant le prince de Condé, enivré de la gloire qu'il avait conquise sur les champs de bataille, se montrait de plus en plus exigeant. Poussé à la révolte par sa sœur et ses amis, il ourdit des trames criminelles avec l'Espagne, et quitta Paris. Au premier bruit de la guerre civile, qui éclata en même temps dans le Nord et dans le Midi, Mazarin, bravant les arrêts du parlement, rentra en France avec une armée levée à l'étranger : Anne d'Autriche et Louis XIV le reçurent comme un ami. De nombreuses défections parmi les partisans de Condé, vinrent bientôt, mais inutilement rappeler ce prince à son devoir: le duc de Longueville, le duc de Bouillon et le vicomte de Turenne, son frère, firent leur paix avec le gouvernement.

Le roi et sa mère se transportèrent à Poitiers pour surveiller les rebelles, et ils confièrent le commandement de l'armée royale aux maréchaux de Turenne et d'Hocquincourt.

Condé, avec les secours qu'il avait reçus de l'Espagne, cherchait à rejoindre les troupes que lui amenaient les ducs de Beaufort et de Nemours, lorsqu'il fut battu par Turenne, près de Gien (Loiret), après avoir lui-même surpris et mis en déroute le maréchal d'Hocquincourt à Bleneau (Loiret). Le prince quittant son armée, courut à Paris, où, par une nouvelle contradiction, ces bourgeois qu'il affectait de mépriser peu auparavant, le reçurent avec enthousiasme: le parlement fit cause commune avec lui. Quant à Gaston d'Orléans, il attendit l'issue de la guerre pour se prononcer.

La popularité du prince ne fut pas de longue durée. Chacun désirait la fin des troubles; de tous côtés ce n'étaient que plaintes et murmures, défiances réciproques;

on ne voyait que négociations entre les chefs de partis, députations du parlement, attroupements dans les rues. Au milieu de cette confusion, Charles IV, duc de Lorraine, marcha sur Paris avec une armée à la solde de Condé; puis il s'éloigna en apprenant l'arrivée de Turenne. Comprenant la difficulté de sa position, Condé voulut négocier avec la cour, alors à Saint-Germain; ses offres furent rejetées. Turenne avec 6,000 hommes levés aux frais du cardinal-ministre, se rapprocha de Paris et refoula les troupes du prince dans le faubourg Saint-Antoine. C'est là que le 2 juillet au matin (1652), s'engagea un combat sérieux où Turenne et Condé firent des prodiges de valeur. La victoire était assurée à l'armée royale, lorsque Mademoiselle, prenant le parti du prince que son père n'osait soutenir, fit tirer le canon de la Bastille sur les troupes du roi. Cet incident sauva Condé. La cour, qui avait suivi Turenne et contemplé le combat des hauteurs de Charonne, se retira à Compiègne, puis à Pontoise.

L'armée de Condé fut reçue dans Paris, où chaque jour des émeutes ensanglantèrent les rues. Le roi somma le parlement de se rendre à Pontoise. Les présidents et quelques conseillers obéirent. Mazarin s'apercevant que sa présence était un obstacle à la paix, partit pour Sedan. Ce ne fut qu'une concession momentanée, convenue entre Louis XIV, le cardinal et Anne d'Autriche.

Les négociations marchèrent rapidement; et le 1er octobre le roi, après avoir publié une amnistie, rentra dans Paris, escorté par le maréchal de Turenne : avec lui rentrèrent aussi l'ordre et la tranquillité. Le lendemain, devant toutes les cours de justice convoquées au Louvre, Louis XIV fit lire par le chancelier Séguier l'amnistie suivie de *très-expresse défense aux gens tenant sa cour de parlement, de prendre ci-après aucune connaissance des affaires générales de son État et de la direction de ses finances.*

Le duc d'Orléans fut relégué à Blois, où il resta jusqu'à sa mort qui arriva en 1660. Le prince de Condé, déclaré criminel de lèse-majesté, alla rejoindre les Espagnols dans les Pays-Bas. Le cardinal de Retz fut arrêté et conduit à Vincennes ; après avoir recouvré la liberté, il mourut dans la retraite et le repentir. Mademoiselle se retira à Saint-Fargeau. Plusieurs membres du parlement furent exilés. Quant aux ducs de Beaufort, de Rohan, de la Rochefoucauld, et à la duchesse de Longueville, ils durent quitter Paris, avec défense d'y revenir sans une permission expresse du roi.

Lorsque les coupables furent éloignés, et le pouvoir royal parfaitement rétabli, Mazarin rentra triomphant dans Paris, à la suite du roi qui était allé à sa rencontre (1653).

Les provinces où s'était fait sentir l'agitation de la Fronde, se calmèrent peu à peu ; les rebelles n'ayant plus de chefs se soumirent, et bientôt on reconnut la force du gouvernement dont le jeune roi avait pris les rênes sous la direction de Mazarin.

Durant les troubles de la Fronde la Catalogne était retombée au pouvoir de l'Espagne, dans le même temps que Casal succombait en Italie; en Flandre, l'archiduc Léopold avait repris Mardick, Gravelines et Dunkerque. Cependant Condé, nommé généralissime de l'armée espagnole, fut envoyé contre Turenne, dont le génie militaire soutenait dans le Nord l'honneur de nos armes. Le prince ne put empêcher le maréchal de reprendre plusieurs places aux ennemis, entre autres Sainte-Menehould, au siége de laquelle assista le jeune roi.

Pendant que la guerre se poursuivait sans de grands résultats, Louis XIV, âgé de seize ans, alla se faire sacrer à Reims. Des fêtes magnifiques furent données à cette occasion (1654).

Peu de temps après le sacre du roi, le maréchal de Turenne battit le prince de Condé près d'Arras, lui enleva son artillerie, ses bagages, et le força de se replier sur Cambrai. Dans une rencontre, Condé ayant obtenu un léger avantage, envoya au roi les drapeaux qu'il avait pris : *Ne voulant pas*, dit-il, *que l'on vit des fleurs de lis parmi les trophées espagnoles. — Il est si rare*, répondit Louis XIV en les lui renvoyant, *de voir les Espagnols battre les Français, que lorsque cela leur arrive, il faut leur laisser le plaisir d'en garder les marques.* Malgré ces éclairs de patriotisme, le prince, non-seulement persista dans sa révolte, mais il y entraîna même le maréchal d'Hocquincourt.

A cette époque, Mazarin, devenu plus que jamais l'arbitre de l'État, ne rougit pas, pour accabler l'Espagne, de s'allier avec Olivier Cromwell, qui gouvernait la république d'Angleterre après avoir fait tomber sur l'échafaud la tête de Charles Ier. En retour des secours que lui procura cette alliance, Mazarin bannit du territoire français les enfants de ce malheureux roi (1657).

Turenne ouvrit la campagne de 1658 par la prise de Mardick, puis il alla brusquement investir Dunkerque, où Condé et don Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe IV, commandaient les Espagnols. Profitant de la mésintelligence qui régnait entre ces deux princes, le maréchal remporta une victoire complète au pied des Dunes. Dunkerque capitula; et, aux termes du traité fait avec Cromwell, cette place fut remise à l'Angleterre, ainsi que Mardick.

L'Espagne désirait la paix. Depuis quelque temps déjà on parlait de trêve, de négociations, et Mazarin qui vieillissait, sentait que la France avait besoin de repos pour assurer un règne commencé au milieu des orages. Des conférences furent donc ouvertes dans l'île des Faisans, à l'embouchure de la Bidassoa, sur les frontières des deux

royaumes. Elles aboutirent au traité des Pyrénées (7 novembre 1659). La France acquit la ville d'Arras et une partie considérable de l'Artois, de la Flandre, du Hainaut et du Luxembourg ; du côté des Pyrénées elle ne garda que Perpignan, le Roussillon, et renonça à la Catalogne. Le duc de Lorraine, Charles IV, recouvra son duché, à l'exception de quelques villes qui furent réunies au domaine de la couronne. Condé, auquel l'Espagne avait offert une principauté indépendante sur les frontières de la France, rentra dans sa patrie et reçut le pardon du roi.

L'article le plus important du traité des Pyrénées fut le mariage de Louis XIV avec l'infante d'Espagne, Marie-Thérèse, fille de Philippe IV. On lui promit une dot; et elle renonça pour elle et pour ses descendants à toute succession aux États de l'Espagne.

Ce traité, d'autant plus solide qu'il était dicté par la modération, compléta l'œuvre du traité de Westphalie sans compromettre les intérêts catholiques. Il acheva l'abaissement de la maison d'Autriche, et plaça la France à la tête des nations de l'Europe. Le mariage de Louis XIV et de Marie-Thérèse eut lieu à Saint-Jean de Luz, le 9 août 1660. La reine, ramenée en triomphe par Mazarin et Anne d'Autriche, fit son entrée à Paris au milieu de l'allégresse universelle.

Mazarin, au comble de la gloire, ne jouit pas longtemps du bonheur qu'il venait d'assurer à la France par le traité des Pyrénées. Il mourut moins de deux ans après (9 mars 1661), âgé de cinquante-neuf ans. Sa mort fut noble et chrétienne. Louis XIV, qui comprenait tout ce qu'il lui devait, lui donna des larmes sincères. Il avait légué au roi, avec des diamants d'une valeur extraordinaire, des tableaux de prix, et au Pape Alexandre VII une somme considérable pour faire la guerre aux Turcs.

Le cardinal Mazarin est si rapproché de Louis XIV, qu'il disparait en quelque sorte dans l'éclat du règne de ce prince, et qu'on songe peu à lui rendre la justice qu'il mérite. Richelieu avait deviné en lui le futur ministre, et après l'avoir attiré en France, il l'avait recommandé à Louis XIII. Celui-ci, sur le point de mourir, prévoyant les périls de la régence, adressa ces solennelles paroles à la reine : *Je vous prie comme mari et vous commande comme roi, que vous ne souffriez jamais, pour quoi qu'il arrive, que le cardinal Mazarin soit éloigné de mon fils.* Anne d'Autriche n'oublia pas cette recommandation du roi mourant, et dans les plus mauvais jours elle resta fidèle au ministre placé à la tête du conseil de régence. Mazarin aima d'une affection constante la France, sa patrie d'adoption. Profondément attaché au roi, il surveilla son éducation dans les moindres détails, voulant en faire un prince accompli et le plus grand roi du monde. Personne cependant ne fut plus insulté que lui et n'eut un plus grand nombre d'ennemis puissants, personne ne se vengea moins quand il aurait pu le faire impunément : il triompha de tous sans appeler à son aide l'assassin ou le bourreau. Ce qui fait ombre aux qualités et aux talents de Mazarin, plus homme d'État qu'habile administrateur, c'est sa politique quelquefois peu scrupuleuse ; on a dit pour le disculper que cette politique était dans le caractère de cette époque ; mais la justice, la vérité et la morale ne doivent-elles pas être de toutes les époques ?

Protecteur éclairé des arts et des lettres, Mazarin fit bâtir le splendide palais qui porte son nom (1), et appela les meilleurs artistes de l'Italie pour le décorer. Par ses soins, 40,000 volumes furent réunis et mis à la disposition du public.

(1) Aujourd'hui le palais de l'Institut.

Comme homme privé, le ministre de la régence a été étrangement calomnié, et l'histoire s'est souvent, à tort, inspirée *des Mazarinades*. Quant à son immense fortune, il la dut aux emplois élevés qu'il occupa, à ses gouvernements, à ses charges, aux nombreuses et riches abbayes dont il fut pourvu quoique laïque, et enfin à la sage administration de Colbert qui préludait, en administrant la fortune du ministre, à la charge de contrôleur-général des finances que devait plus tard lui donner Louis XIV. Pour la vérité de l'histoire, il faut ajouter que Mazarin se montra souvent très-intéressé, et s'occupa d'enrichir sa famille à laquelle il légua tous ses biens.

Mazarin venait de rendre le dernier soupir, lorsqu'on alla demander au jeune roi à qui, désormais, il faudrait s'adresser pour les affaires. *A moi,* répondit-il. Ce mot annonçait le caractère du règne qui commençait, comme cette autre parole de Louis XIV : *L'État, c'est moi,* le résuma plus tard. Ce prince avait à peine vingt-deux ans, et annonçait alors avoir plus de goût pour le plaisir que pour les rudes labeurs de la royauté. Mazarin seul avait pressenti ce qu'il devait être : *Vous ne le connaissez pas,* dit-il un jour au maréchal de Grammont qui lui en faisait l'observation, *il y a en lui de l'étoffe pour faire quatre rois.* La mort de Mazarin, en mettant entre ses mains les rênes du gouvernement, venait de clore la première époque de son règne.

Louis XIV avait une physionomie majestueuse, un regard froid et superbe, une taille peu élevée mais bien prise ; il parlait peu, observait beaucoup, étudiait ceux qui l'entouraient sans se laisser pénétrer lui-même. Il se contenait parfaitement, ne disait que ce qu'il avait voulu dire ; lorsqu'il parlait, lorsqu'il agissait, on ne pouvait se défendre de reconnaître ou de pressentir sa supériorité.

Le duc d'Orléans, plus jeune de deux ans que le roi,

était, comme la noblesse de ce temps-là, vaillant sur les champs de bataille, efféminé à la cour. En 1662, il épousa Henriette d'Angleterre, fille de Charles Ier et sœur de Charles II nouvellement remonté sur le trône des Stuarts.

Marie-Thérèse, douée de qualités plus solides que brillantes, se trouvait éclipsée à la cour; aussi elle aimait à se retirer auprès d'Anne d'Autriche qui s'était fait une sorte de retraite au Val de Grâce, où elle vivait éloignée des affaires et où elle mourut en 1666.

Quatre ministres formèrent d'abord le conseil de Louis XIV : le chancelier Séguier pour la justice, Le Tellier pour la guerre, Lionne pour les affaires étrangères, et le surintendant Fouquet pour les finances. Les prodigalités ruineuses de Fouquet et les avertissements de Mazarin l'avaient rendu suspect au roi. Le surintendant acheva de se perdre en donnant au monarque une fête splendide dans son château de Vaux, qui surpassait en magnificence toutes les maisons royales. Louis XIV confirmé dans ses soupçons, ordonna d'arrêter Fouquet et de saisir ses papiers. Le ministre fut jugé, condamné comme coupable de dilapidations, et enfermé dans la forteresse de Pignerol, où il mourut en 1680 (1). Lafontaine et Pélisson lui restèrent seuls fidèles dans sa disgrâce.

La place de surintendant fut supprimée; et Colbert, que Mazarin avait recommandé à Louis XIV, lui succéda sous le titre de contrôleur-général des finances. Dès son entrée en charge, le nouveau ministre fit bénir le nom du roi en procurant au peuple une remise de trois millions sur les tailles.

Pendant que ces événements se passaient à l'intérieur, à Londres, une question de préséance, entre l'ambassadeur de France et celui d'Espagne, faillit compromettre le repos

(1) Tout porte à croire que Fouquet est l'homme au masque de fer sur lequel on a fait tant de conjectures.

de l'Europe. Philippe IV, pour éviter la guerre prête à éclater, envoya le marquis de Fuentès avec mission de déclarer que l'Espagne cédait en tout le pas à la France (1661).

L'année suivante Louis XIV acheta de Charles II, roi d'Angleterre, la ville de Mardick, puis Dunkerque qu'il fit fortifier, et du duc de Lorraine la forteresse de Marsal; en même temps il renouvelait avec les treize cantons suisses l'alliance contractée par Henri IV et Louis XIII.

Un fâcheux événement vint mettre dans tout son jour la tendance du jeune roi à la domination despotique. Le pape Alexandre VII, alors assis sur le Saint-Siége, avait, comme nonce, sous le pontificat d'Innocent X, favorisé la politique de l'Espagne dans les conférences qui avaient précédé le traité de Westphalie. Louis XIV ne l'avait point oublié, et il épiait l'occasion de le prouver au Pontife; le duc de Créqui, ambassadeur de France à Rome, ne tarda pas à la faire naître. Ses gens s'étant pris de querelle avec la garde corse, une rixe violente s'en suivit; il y eut un page tué et plusieurs domestiques blessés. Créqui, faisant de cet événement imprévu un crime politique, quitta Rome avec des menaces. Louis XIV approuva sa conduite, chassa de France le nonce apostolique, et demanda au Pape de promptes réparations, auxquelles Alexandre VII consentit. Non content de cela, le roi envoya une armée sur les frontières de l'Italie, et fit saisir Avignon et le comtat Venaissin, tandis que la Sorbonne, pour plaire au souverain, formulait des sentences contre l'autorité du Pape. Louis XIV exigea de plus qu'une pyramide fût élevée dans Rome en mémoire de cet événement, comme pour y perpétuer le souvenir de l'humiliation d'Alexandre VII (1).

« Voltaire trouve un signe de grandeur dans ces actes du roi très-chrétien : peut-on y voir autre chose qu'un

(1) Elle fut démolie trois ans après sous le pontificat de Clément IX.

abus de la force? C'était bien de la fierté pour un prince qui avait porté le deuil du régicide Cromwell ; et d'ailleurs, au moment même où il montrait à l'égard de Rome cette « âpreté d'orgueil extraordinaire (1), » on outrageait grossièrement un autre de ses ambassadeurs à Constantinople, et il l'endura sans mot dire : était-ce aussi de la grandeur? (2). »

L'affaire de Rome était à peine terminée, lorsqu'on apprit que les Turcs avaient envahi la Hongrie, d'où ils menaçaient la chrétienté. A la demande de l'empereur Léopold Ier, fils et successeur de Ferdinand III, Louis XIV envoya, sous les ordres de Coligny et de la Feuillade, 6,000 hommes qui contribuèrent à la victoire remportée à Saint-Gothard (bourg de Hongrie sur le Raab). Peu auparavant, le duc de Beaufort, l'ancien *roi des halles*, devenu grand amiral, écrasa deux flotilles algériennes sur les côtes d'Afrique, rendit la liberté à plus de 3,000 esclaves français, et força le dey d'Alger d'accepter d'humiliantes conditions. S'étant emparé de Gigerie, entre Bougie et Bone, il y fonda un port français qui existe encore.

Louis XIV nourrissait déjà à cette époque des projets de conquêtes ; aussi, tandis qu'il créait pour la marine les chantiers et la ville de Rochefort, il faisait creuser le port de Cette et agrandir celui de Brest, se tenant prêt à toute éventualité.

La mort de Philippe IV, arrivée le 17 septembre 1665, vint, peut-être plus tôt qu'il ne le pensait, ouvrir un vaste champ à l'ambition du jeune roi. Philippe IV laissait le trône à son fils Charles II, né d'un second mariage, prince faible de corps et d'esprit.

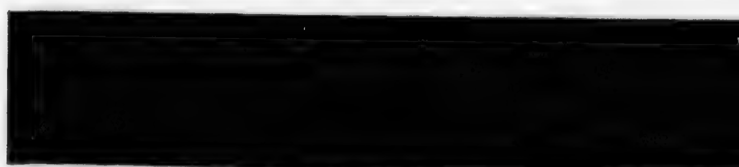
La dot de Marie-Thérèse n'ayant pas été payée par

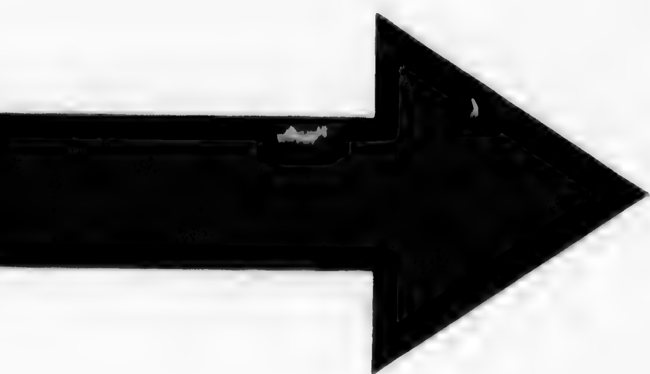
(1) Michelet. *Louis XIV et la révocation de l'édit de Nantes*, p. 35.
(2) L'abbé Mury. *Hist. de France*, tome II, p. 352.

l'Espagne, Louis XIV prétendit que sa renonciation à l'héritage paternel était de nul effet; de plus, s'appuyant sur une coutume du Brabant et des Pays-Bas, appelée *droit de dévolution*, d'après lequel les enfants du premier lit succédaient à la propriété à l'exclusion de ceux du second, il réclama la Flandre et la Franche-Comté. Comme on s'y attendait, ses réclamations furent repoussées.

Tout était prêt pour la guerre. Colbert avait multiplié les ressources et pouvait faire face aux dépenses; et Louvois, depuis peu ministre en remplacement de son père Le Teillier, avait fait des armements considérables. Dès le mois de mai 1667, Louis XIV envahit les Pays-Bas avec la meilleure infanterie, les plus habiles ingénieurs, et la plus redoutable artillerie qu'il y eut alors en Europe; Louvois, Turenne, Vauban étaient chargés de diriger les travaux de la guerre. On prit presque sans résistance Charleroi, Tournai, Furnes, Courtrai, Douai. Après quelques jours de repos, le roi se présenta devant Lille : la ville ne put résister à plus de dix-sept jours de siége. L'Espagne épuisée par les précédentes guerres, se voyait dans l'impossibilité de lutter avec quelque avantage; aussi trois mois suffirent à Turenne pour conquérir la Flandre espagnole. Il ne fallut à Condé que trois semaines au cœur de l'hiver pour soumettre la Franche-Comté. Besançon, capitale de la province, fut prise en deux jours; et Dôle, réputée imprenable, attaquée le 9 février, ouvrit ses portes aux Français le 13 du même mois (1668).

De si rapides succès alarmèrent l'Europe. L'Angleterre, la Suède et la Hollande, pour forcer l'Espagne et la France à faire la paix, signèrent à la Haye (23 janvier 1668) le traité de la *Triple Alliance*. Louis XIV, quoique très-irrité, dissimula son ressentiment. Ne se croyant pas assez fort pour résister à ces trois puissances réunies, il ajourna sa vengeance, et proposa lui-même la paix après la con-





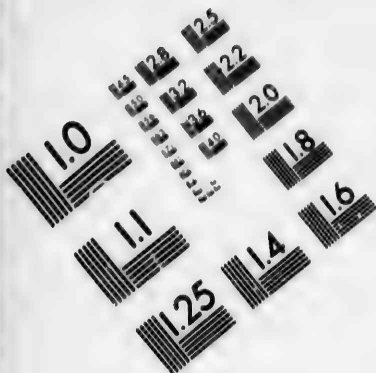
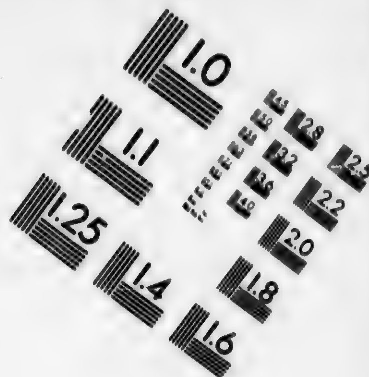
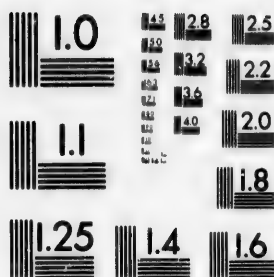
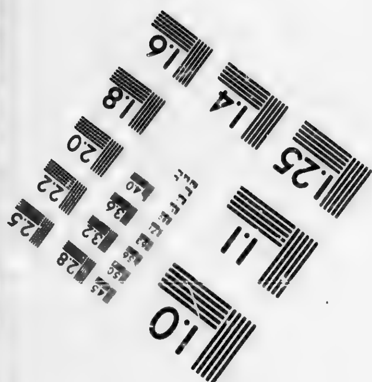
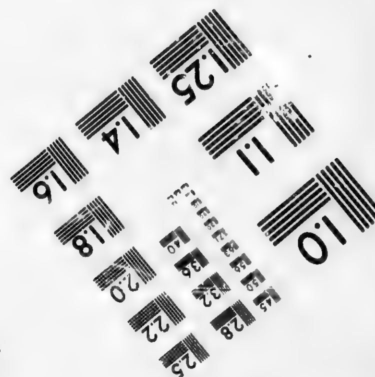



IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)





quête de la Franche-Comté. Les alliés peu sûrs de vaincre, l'acceptèrent. Elle fut signée à Aix-la-Chapelle (2 mai 1668); la France rendit la Franche-Comté et garda la Flandre espagnole.

Pendant la paix qui suivit, Louis XIV s'occupa de l'administration de son royaume. Sous son regard tout prit une vie nouvelle; les ports de mer se couvrirent de navires et de matelots; des colonies partirent sous le pavillon français, pour l'Amérique, les Indes orientales ou l'Afrique. Dans le même temps, Vauban fortifiait Lille, Tournai et les autres places du Nord; Séguier, Colbert, Louvois s'occupaient, sous la direction du roi, de la justice, des finances et de la guerre. Louis XIV présidait lui-même à la construction de son palais de Versailles, dont Le Nôtre dessinait les magnifiques jardins; il ordonnait les fêtes somptueuses auxquelles la cour était conviée, attirait les savants de tous les pays par des récompenses, et s'entourait des poètes et des hommes de lettres dont les écrits devaient répandre tant d'éclat sur son règne.

Pour occuper l'ardeur belliqueuse de sa noblesse, Louis XIV envoya le duc de Beaufort, avec une petite armée, au secours de Candie assiégée par les Turcs. Le courage des Français ne put que retarder de quelques mois la chute de cette place. Le duc de Beaufort fut tué dans une sortie. Le grand-vizir Achmet-Kouprogli, après avoir perdu 120,000 hommes, entra dans la ville qui n'était plus qu'un monceau de ruines (16 septembre 1669).

Cependant, ni la gloire qui entourait déjà le front de Louis XIV, ni les adulations dont il était l'objet ne doivent nous faire passer sous silence les scandales dont la cour était alors le théâtre. Entraîné sur la pente dangereuse du plaisir, le jeune roi avait bien vite oublié et les douces vertus de la reine et les sages leçons de sa mère, pour

donner publiquement son cœur à Mme de la Vallière, puis à Mme de Montespan ; lorsque, à la voix de Bossuet, Mme de la Vallière se fut retirée dans le cloître pour pleurer ses égarements, sous le nom modeste de sœur Louise de la Miséricorde.

Louis XIV n'attendait qu'un moment favorable pour se venger de la Hollande, à laquelle il attribuait le pacte de la Haye. Après avoir détaché la Suède de la triple alliance, il signa avec Charles II, que sa sœur Henriette, duchesse d'Orléans (1), venait de gagner à la France, un traité par lequel ce prince s'engageait à lui fournir, en cas de guerre, des hommes et des vaisseaux. Louis, de son côté, promettait de lui payer trois millions par an. D'autres traités moins importants lui assurèrent l'alliance ou la neutralité de l'Allemagne. Louis XIV se crut alors assez fort pour déclarer la guerre à la Hollande.

Le moment était bien choisi pour attaquer la Hollande. Le stathoudérat y avait été aboli en 1650, et les principes démocratiques qui dominaient étaient alors représentés par Jean de Witt, *grand pensionnaire* des États, c'est-à-dire chef ou premier ministre de la république. La crainte de la guerre redonna le pouvoir à l'aristocratie, par l'élection, comme capitaine général, de Guillaume III de Nassau, prince d'Orange, fils de Guillaume II et d'une sœur de Charles II, roi d'Angleterre.

Tandis que deux flottes redoutables, sous le commandement du duc d'Yorck et de l'amiral d'Estrées, se préparaient à tenir tête à l'illustre amiral hollandais Ruyter, Louis XIV entrait en campagne (mai 1672), avec une armée que dirigeaient sous ses ordres Turenne, Condé et Luxembourg (2).

(1) C'est au retour de ce voyage que mourut subitement cette princesse, âgée seulement de vingt-six ans.

(2) François-Henri de Montmorency-Boutteville, ayant épousé l'héritière de la maison de Luxembourg, en prit le nom et les armes.

Les Français prirent le chemin de Maëstricht, qu'ils laissèrent de côté, puis ils passèrent la Meuse et parurent sur les bords du Rhin, dont l'autre rive était défendue par quelques cavaliers et deux régiments d'infanterie. Le fleuve était rapide et dangereux ; néanmoins, sur l'ordre du roi, l'armée s'élança et le franchit à la nage. Cette action hardie fut plus importante encore par ses suites que remarquable par les circonstances qui l'accompagnèrent. Les Français se répandirent comme un torrent sur la Hollande, où l'effroi paralysait la résistance. Toutes les places fortes ouvrirent leurs portes au vainqueur ; dans l'orgueil du succès, Louis XIV fit frapper des médailles où il était représenté prenant quarante villes en vingt-deux jours. A la fin de juin la Hollande était conquise.

De la consternation, le peuple passa bientôt à la fureur, et s'en prit au grand Pensionnaire. Jean de Witt, espérant calmer la multitude, obtint des États qu'on enverrait une députation à Louis XIV pour lui demander la paix. Les députés rapportèrent des conditions inadmissibles. La fierté du vainqueur rendit de l'énergie aux vaincus ; ils résolurent de s'ensevelir sous les ruines de leur patrie plutôt que de se rendre. Le stathoudérat fut solennellement rétabli en faveur de Guillaume, élu capitaine général ; et la dignité de stathouder déclarée héréditaire dans la maison d'Orange. Les frères de Witt furent massacrés par la populace ameutée.

Guillaume d'Orange, en face de l'ennemi qui s'avançait, conçut un plan de défense hardi que le succès justifia : Il fit rompre toutes les digues qui retenaient les eaux de la mer ; et la Hollande fut changée en un vaste lac, au-dessus duquel Amsterdam et les autres villes ne paraissaient plus que comme des forteresses au milieu des eaux. Les opérations militaires étant dès-lors devenues impossibles, Louis XIV revint à Saint-Germain (juillet), laissant,

d'après l'avis de Louvois, des garnisons dans toutes les places, au lieu de les raser comme le conseillait Condé. C'était une faute, on la comprit trop tard.

Sur mer, les succès n'avaient pas été aussi éclatants. Ruyter ayant attaqué les flottes réunies de la France et de l'Angleterre entre Yarmouth et Harwich, il s'en suivit un furieux combat qui ne décida rien. L'amiral hollandais amena ensuite ses vaisseaux dans la plaine submergée de la capitale, et fit entrer dans le Texel la flotte marchande des Indes.

Guillaume prévoyant le retour de Louis XIV, cherchait à lui susciter des embarras, et travaillait à armer contre lui l'Espagne, l'Autriche et le vieux duc de Lorraine.

Pendant que cet ennemi de la France poursuivait ses négociations, la guerre continuait sur terre et sur mer. Trois grandes batailles navales furent livrées où, de part et d'autre, on déploya une si égale valeur que la victoire resta toujours indécise.

Au printemps de 1673, Louis XIV alla faire en personne le siége de Maëstricht : dans cette expédition il se montra aussi habile capitaine que courageux soldat. La ville se rendit au bout de huit jours. Cependant ni les efforts du roi ni les talents de ses généraux, ne purent réparer la faute qu'on avait faite d'affaiblir l'armée pour garder les places conquises. Condé essaya inutilement de pénétrer dans la Hollande inondée, et Turenne d'empêcher la jonction des troupes du prince d'Orange et de celles de Montécuculi, général autrichien. On apprit vers le même temps la défection de Charles II, roi d'Angleterre, forcé par son parlement de faire la paix avec la Hollande. Cet exemple fut bientôt suivi par l'évêque de Munster, l'électeur de Cologne et le roi de Danemarck.

Abandonnés de leurs alliés, les Français ne purent se maintenir dans leurs conquêtes; ils évacuèrent donc la

Hollande, où ils ne gardèrent que Grave et Maëstricht. Bientôt, par les intrigues du prince d'Orange, l'Empire, le Danemarck, la Hollande et l'Espagne s'unirent contre la France. Sans se laisser intimider, Louis XIV fournit 23,000 hommes à Turenne contre les Impériaux, 40,000 à Condé contre Guillaume d'Orange; un autre corps de troupes fut envoyé dans le Roussillon pour arrêter les Espagnols. Le roi lui-même partit pour conquérir une seconde fois la Franche-Comté (mai 1674); Besançon fut prise en neuf jours, et toute la province soumise en six semaines.

Condé auquel était confiée la guerre dans les Pays-Bas, livra bataille au prince d'Orange près de Senef; après une lutte acharnée et sanglante, les deux armées s'attribuèrent la victoire. Tandis que Condé allait délivrer Oudenarde assiégée par Guillaume, les Hollandais reprirent Grave au marquis de Chamilli.

Le chef-d'œuvre de cette guerre fut la campagne de Turenne, chargé de tenir tête aux Impériaux, aux Allemands et aux troupes du duc de Lorraine. Ayant passé brusquement le Rhin pour empêcher leur jonction, il battit le duc de Lorraine à Sintzheim, puis à Ladembourg, malgré les renforts que lui avait amenés le comte Caprara, général des princes allemands. Cependant Bournonville, qui commandait l'armée impériale, étant parvenu à joindre ses alliés, Turenne alla les chercher dans le Palatinat; mais à son approche ils se retirèrent derrière le Mein. Pour punir l'électeur palatin Charles-Louis de s'être allié avec l'empereur, et en même temps pour enlever à l'ennemi toutes les ressources qu'il eût pu trouver dans le pays, Louvois fit impitoyablement ravager le Palatinat: deux villes et vingt-cinq villages furent incendiés, sans que les nécessités de la guerre puissent justifier une pareille mesure.

Le duc de Lorraine et Bournonville, sous prétexte de venger le prince Palatin, se jetèrent sur l'Alsace avec 25,000 hommes. Turenne, malgré les ordres contraires de Louvois, marcha contre les confédérés, les surprit, et leur tua 3,000 hommes (1674). Après ce succès, feignant de vouloir prendre ses quartiers d'hiver, il se replia sur Saverne, laissant les ennemis se répandre dans l'Alsace. Puis, tout à coup, il réunit ses troupes et tombe à l'improviste sur les Impériaux qu'il met en déroute; l'armée impériale se retira en désordre sur Colmar. Dans les premiers jours de janvier 1675, Turenne ayant reçu des renforts à l'insu des ennemis, les attaqua sur toute leur ligne et les tailla en pièces. Des 60,000 allemands qui avaient franchi le Rhin, 20,000 seulement le repassèrent.

Laissant son armée en Alsace, Turenne vint rendre compte de sa campagne à Louis XIV, qui le reçut avec les plus grands honneurs. Héros modeste, il songeait à quitter le tumulte des camps pour s'ensevelir dans la retraite; mais le roi avait encore besoin de ses services, et l'envoya contre Montécuculli qui venait de franchir le Rhin à Spire. Les deux généraux passèrent trois mois à se poursuivre, à s'observer, à se harceler. Turenne voulant contraindre les Impériaux au combat, les avait acculés près de Salzback, lorsqu'au commencement de l'attaque (27 juillet) il fut tué d'un coup de canon. Le même boulet qui avait frappé le maréchal, avait emporté le bras à son commandant d'artillerie, Saint-Hilaire; oubliant ses souffrances pour ne songer qu'à la perte que venait de faire l'armée : *Ce n'est pas moi qu'il faut pleurer*, dit Saint-Hilaire à son fils qui se désolait, *c'est ce grand Homme.*

Turenne fut pleuré par la France entière. Notre père est mort, disaient les soldats; nous voulons le venger. Louis XIV ordonna que sa dépouille mortelle reposât dans

les caveaux de Saint-Denis à côté de celles des rois (1). Turenne, né dans la religion protestante, était revenu, depuis plusieurs années à la foi de ses pères. C'est de lui que Mme de Sévigné écrivait : « Jamais homme n'a été si près d'être parfait. » En apprenant sa mort, Montécuculli s'écria : *Il est mort un homme qui faisait honneur à l'homme.*

Le comte de Lorges, neveu de Turenne, prit le commandement de l'armée, mais il ne put empêcher les Impériaux de pénétrer en Alsace après le combat d'Altenheim. Le 11 août, le maréchal de Créqui fut battu à Konsarbruck (2) par le duc de Lorraine, Charles IV, qui mourut quelques jours après, léguant tous ses droits à son neveu Charles V.

Condé fut envoyé en Alsace pour réparer tous ces désastres. Il força Montécuculli de lever le siége de Saverne, de Haguenau et de repasser le Rhin. Ce fut le dernier exploit de Condé, que ses infirmités retinrent dès lors dans sa belle demeure de Chantilly. Il y consacra ses loisirs au paisible commerce des lettres et aux pratiques de la religion. Le prince de Condé mourut en 1686.

Montécuculli se retira du service l'année qui vit mourir Turenne, et Condé quitter l'armée ; cette année 1675 vit donc finir la carrière militaire des trois plus grands capitaines qu'il y eût alors en Europe. Aussitôt après la mort de Turenne, Louis XIV fit une promotion de huit maréchaux.

L'alliance que la Suède avait renouvelée avec la France ayant attiré les ennemis sur son territoire, elle perdit plusieurs provinces ; mais l'année suivante (1676), les Suédois prirent leur revanche à Lunden en Scanie. La

(1) Aujourd'hui le tombeau de Turenne est, avec celui de Napoléon Ier, sous le dôme des Invalides.

(2) Ville d'Allemagne au confluent de la Sarre et de la Moselle.

campagne de 1676 se réduisit de part et d'autre à des siéges. Charles V de Lorraine s'empara de Philisbourg, tandis que les Français, sous les yeux de leur roi, prenaient les villes de Condé, de Bouchain, de Valenciennes et d'Aire dans les Pays-Bas.

Profitant de ce que la guerre occupait les forces de l'Espagne, les habitants de Messine s'étaient soulevés contre leur gouverneur, et avaient offert à Louis XIV, avec la possession de leur ville, la souveraineté de la Sicile. Le roi ayant accepté, envoya l'amiral Duquesne prendre possession de l'île en son nom. Dans le courant de l'année 1676, Duquesne battit trois fois les flottes combinées de l'Espagne et de la Hollande. Ruyter qui commandait les Hollandais périt dans un combat. La conduite licencieuse et arbitraire des Français en Sicile souleva bientôt les populations. Louis XIV craignant de voir l'Angleterre s'unir à la Hollande pour défendre l'Espagne, jugea prudent de rappeler ses troupes, et d'abandonner une conquête qui lui donnait plus d'embarras que de gloire (1678).

Pendant que Duquesne soutenait glorieusement l'honneur du pavillon français dans la Méditerranée, la guerre avait été poussée avec vigueur sur le continent. En 1677, le roi assiégea et prit Valenciennes et Cambrai ; le duc d'Orléans battit à Mont-Cassel le prince d'Orange ; sur un autre point, le maréchal de Créqui, par sa victoire à Kokersberg, fermait l'entrée de la Lorraine au duc Charles V et prenait Fribourg. Quelques mois auparavant, le comte de Schomberg et le maréchal de Noailles avaient défait les Espagnols au pied des Pyrénées.

Louis XIV ouvrit la campagne de 1678 par la prise de Gand et d'Ypres. Ces succès et ceux que le maréchal de Créqui obtint sur le Rhin amenèrent enfin la paix, objet de tous les vœux. Après des conférences commencées dès 1673, puis rompues et reprises à Nimègue deux ans plus

tard, elle fut signée avec la Hollande et l'Espagne en 1678; l'empire n'y accéda que l'année suivante (1679).

Les Hollandais recouvrèrent Maëstricht, et les Espagnols plusieurs places fortes de la Flandre; la France garda le reste, ainsi que la Franche-Comté. Les villes conquises au delà du Rhin furent restituées à l'empire, à l'exception de Fribourg. Quant au duc de Lorraine, trop fier pour accepter les humiliantes conditions de Louis XIV, il préféra ne pas rentrer dans son duché.

Le Danemarck refusait de poser les armes, voulant conserver les conquêtes qu'il avait faites sur la Suède; mais les menaces de Louis XIV lui firent signer le traité de Fontainebleau.

La paix de Nimègue, qui clot la seconde période du règne de Louis XIV, marque l'apogée de sa grandeur; l'Europe tremblait devant lui, tandis que la France dans son admiration lui décernait le nom de *Grand* (1680). Il l'avait mérité en effet si l'éclat de la gloire peut couvrir l'injustice. Tout fléchissait devant son orgueil exalté par les louanges; mais il s'abaissa bientôt lui-même en abusant de sa fortune (1).

Depuis ce moment Louis XIV ne supporta plus d'obstacles à ses volontés ni de limites à son ambition. Rêvant toujours l'agrandissement de la France, au lieu de désarmer, ainsi que les autres souverains, il augmenta ses troupes de terre et de mer, remplit ses arsenaux et fortifia ses frontières. Comme les précédents traités stipulaient pour la France la cession de certaines villes et districts *avec leurs dépendances*, le roi créa deux chambres de justice dites de *réunion*, ayant pour mission de rechercher toutes les terres qui pouvaient avoir été autrefois de la

(1) C'est à partir de cette époque que la prépondérance de la France fit accepter la langue française en Europe pour la diplomatie.

dépendance des provinces acquises. Vingt villes importantes furent ainsi réunies à la France, sans tenir compte des réclamations auxquelles de tels actes donnèrent lieu. Strasbourg, ville libre impériale, était nécessaire pour compléter la ligne de fortifications du côté du Rhin ; l'or de Louis XIV acheta quelques-uns des principaux citoyens, et ils demandèrent leur réunion à la France moyennant le maintien de leurs priviléges. Les articles de la capitulation ayant été arrêtés, le roi fit son entrée à Strasbourg le 23 octobre 1681, et rendit la cathédrale au culte catholique. Vauban ne tarda pas à faire de cette place le boulevard de nos frontières à l'est.

Le jour même de la capitulation de Strasbourg, les Français occupaient la ville de Casal, que Louis XIV avait achetée à Charles IV de Gonzague, duc de Mantoue. En vertu du traité de Nimègue, la France revendiqua une partie du duché de Luxembourg ; et le maréchal de Créqui fut chargé de soutenir ses prétentions les armes à la main.

Pendant qu'il étendait ses frontières à l'est, Louis XIV envoya l'amiral Duquesne châtier les corsaires de la Méditerranée : Alger fut bombardée, forcée de payer d'énormes contributions, et de mettre en liberté tous les chrétiens qu'elle tenait en esclavage. D'Estrées obtint les mêmes résultats à Tunis et à Tripoli. Gênes, pour avoir vendu des munitions aux Algériens, fut bombardée pendant dix jours par Seignelai, fils de Colbert; et le doge, suivi de quatre sénateurs, dut venir à Versailles implorer la clémence du roi.

Louis XIV porta dans les affaires religieuses la même hauteur, le même despotisme que dans les affaires politiques. C'est à cette époque qu'eurent lieu les discussions du gouvernement français avec le pape Innocent XI à propos du droit de Régale, et de l'abus scandaleux du

droit d'asile et de franchise que ce Pontife voulait faire cesser à Rome. Ayant raconté longuement ces luttes déplorables dans l'histoire de l'Église, nous rappellerons seulement ici que l'orgueil de Louis XIV, encouragé par le parlement, faillit jeter la France dans le schisme, et que ces luttes provoquèrent ces déplorables interprétations des rapports de l'Église avec la royauté, connues sous le nom de *libertés de l'Église Gallicane*.

Dans le courant de l'année 1683, la mort de Colbert priva le roi d'un grand ministre. Louis XIV lui devait en effet la prospérité intérieure de la France, par les soins qu'il avait donnés au commerce et l'ordre qu'il avait mis dans les finances. Aux attributions de l'intérieur, du commerce, des finances, il unissait encore celles de la marine, qu'il remit ensuite à son fils Seignelai. Homme de formes dures et austères, Colbert opéra une réforme rapide dans toutes les parties de l'administration. Il n'en fut pas moins, vers la fin de sa vie, détesté du peuple qui s'en prenait au ministre des impôts excessifs que nécessitaient les frais de la guerre.

L'année 1683 fut encore marquée par la mort de Marie-Thérèse, princesse vertueuse, que le roi avait abreuvée de chagrins. A Mme de Montespan, qui avait su pendant plusieurs années enchaîner le cœur de l'inconstant monarq e, et lui avait donné huit enfants, succéda un moment Mme de Fontanges dont le règne fut court. Après la mort de la reine, Louis XIV, captivé par les charmes, l'esprit et surtout la vertu de Mme de Maintenon, veuve de Scarron, et gouvernante du duc du Maine (1), l'épousa secrètement : le roi trouva dans cette union une garantie contre de nouveaux écarts. « A compter de cette époque s'ouvre la seconde partie du règne, où

(1) Fils de Mme de Montespan.

l'on vit la cour changer d'aspect, et le roi, redevenu vertueux, y rendre aux mœurs et à la religion un empire qui s'étendit sur le royaume entier (1). » Malheureusement la conversion de ce prince eut moins d'efficacité pour le bien que ses mauvais exemples n'en avaient eu pour le mal; « et Louis XIV doit porter le blâme d'avoir trop contribué, dans les hautes classes de la nation, à cette corruption morale, d'où résulta un premier besoin d'incrédulité, et qui devait prendre après sa mort un si fatal développement (2).

A la même époque se rattache un événement important, la révocation de l'édit de Nantes; comme cet acte, pour être jugé avec impartialité demande quelques développements, nous le verrons à la fin du règne de Louis XIV. Nous ferons seulement observer en passant, que rien n'est plus absurde que de représenter la révocation de l'édit de Nantes comme le résultat de la vieillesse du roi, atteint d'un ennui profond; pour s'en convaincre il suffit de remarquer que Louis XIV avait alors quarante-six ans, c'est-à-dire qu'il était à l'apogée de sa force et de sa gloire.

L'Europe voyait avec effroi l'accroissement des forces militaires et maritimes de la France. Chaque puissance s'inquiétait, mais aucune n'osait attaquer, parce qu'aucune n'était en état de résister. L'Espagne se mourait de langueur sous Charles II; l'empereur Léopold fuyait devant les Turcs; l'Angleterre commençait un nouveau règne qui devait être orageux; la Hollande seule pouvait espérer quelques succès. Mais un traité signé à La Haye en 1681, entre l'Espagne, l'Empereur et Guillaume d'Orange, pour faire observer la paix de Nimègue, avait amené la conclu-

(1) Le duc de Noailles, *Histoire de Madame de Maintenon*, tome II, page 121.

(2) L'abbé Mury, *Histoire de France*, tome II, page 308.

sion d'une trêve de vingt ans avec Louis XIV. Cependant Guillaume, dont on a dit qu'il n'avait qu'une passion, la haine de la France, ne s'endormait pas. Cherchant toujours des ennemis à Louis XIV, il parvint à décider l'Autriche, la Suède, l'Espagne, les petits États de l'Allemagne, et bientôt la Savoie, à former, pour le maintien de la paix, la ligue d'Augsbourg, ainsi nommée de la ville où elle fut conclue (1686).

Sur ces entrefaites, le prince d'Orange, qui avait épousé Marie, fille du catholique Jacques II, roi d'Angleterre, exploitant avec habileté les haines soulevées par la religion de son beau-père, se présenta comme chef du parti protestant, et donna la main aux Wighs (1), et ceux-ci l'appelèrent au trône, après en avoir chassé les Stuarts.

Jacques II vint chercher en France l'asile toujours ouvert aux rois détrônés (1688). Le monarque le reçut magnifiquement et lui assigna pour demeure le château de Saint-Germain, où le royal exilé fut entouré de tous les honneurs dus à son rang. Non content de cela, Louis XIV jeta le gant à l'Europe alliée à Guillaume d'Orange, devenu roi d'Angleterre, sous le nom de Guillaume III. C'était faire la guerre à la fois sur le Rhin, en Irlande, en Flandre, en Italie, en Catalogne et sur mer. Brusquant les hostilités, dès le mois de septembre (1688), Louis XIV fit attaquer Philisbourg. Le Dauphin y fit ses premières armes, avec le titre de généralissisme, sous la direction toutefois du maréchal de Duras. La ville fut prise en dix-neuf jours. On occupa ensuite Manheim, Spire, Worms, Trèves, Mayence, etc. Comme on ne pouvait conserver toutes les places conquises, on mit garnison dans Philisbourg et Mayence; puis tout le pays fut incendié pour en fermer l'entrée aux ennemis. Cette horrible violation du droit des gens excita l'indignation de l'Europe entière. Louvois qui

(1) Les partisans des libertés anglaises, des tendances démocratiques.

l'avait ordonnée fut disgrâcié. Il mourut l'année suivante. La guerre resta défensive sur le Rhin ; elle s'y prolongea longtemps sans résultat important.

Cependant Louis XIV, avec cette étonnante promptitude qui caractérisait toutes ses entreprises, avait fourni à Jacques II une flotte et une armée pour lui aider à reconquérir sa couronne. Après quelques succès en Irlande, où il avait débarqué, le malheureux roi fut vaincu à Drogheda, sur les bords de la Boyne, par le calviniste Schomberg, général français, qui, pour se venger de la révocation de l'édit de Nantes, avait mis son épée au service des ennemis de sa patrie. Le traître resta sur le champ de bataille. Cette défaite rendit inutiles et les secours de Louis XIV, et la victoire navale de Dieppe, gagnée par Tourville la veille de la désastreuse bataille de la Boyne. Jacques II découragé reprit le chemin de l'exil, suivi de 15,000 Irlandais fidèles qui entrèrent au service de la France (1691).

Louis XIV ne se laissa point abattre par ce revers. Dès l'année suivante, Tourville reçut l'ordre d'attaquer les ennemis quelles que fussent leurs forces. Il engagea donc le combat, entre le cap de la Hogue et l'île de Wight, avec quarante-quatre vaisseaux contre quatre-vingt-dix-neuf des flottes combinées d'Angleterre et de Hollande. La lutte fut acharnée; elle dura dix heures. La supériorité du nombre contraignit Tourville à reculer, mais il n'avait pas perdu un seul vaisseau. Le lendemain, la tempête en fit échouer quinze sur la côte où ils furent brûlés. *Tourville est-il sauvé ?* avait demandé Louis XIV en apprenant la perte de la bataille : *car, pour des vaisseaux, on en peut trouver; mais pour un officier comme lui, on ne le trouverait pas aisément.*

Quelques mois après Tourville, dont la réputation avait grandi par ce dernier combat, battit, entre Lagos et Cadix, l'amiral anglais Rooke, qui perdit quatre vaisseaux de

guerre et quatre-vingts vaisseaux marchands qu'il escortait. Tandis que l'amiral d'Estrées, le comte de Tourville et le comte de Château-Regnaud donnaient un grand éclat à la marine française, Forbin, Jean-Bart, Dugay-Trouin, étaient, sur toutes les mers, la terreur des vaisseaux marchands anglais et hollandais. Les ennemis se vengèrent en faisant bombarder Saint-Malo, Dunkerque, Brest, le Hâvre et Dieppe : cette dernière ville fut réduite en cendres; les autres avaient peu souffert.

(1690). La guerre se poursuivait en même temps sur les bords du Rhin, en Italie, en Espagne et dans les Pays-Bas. Le maréchal de Luxembourg, ayant remporté sur les coalisés l'importante victoire de Fleurus (Belgique), Guillaume, vainqueur de Jacques II en Irlande, accourut pour arrêter les Français. Il rencontra Louis XIV, mais il ne put l'empêcher de s'emparer de la ville de Mons. Plus heureux devant Liége, il força le marquis de Boufflers d'en lever le siége (1691). Luxembourg, le digne élève de Condé, termina la campagne sur ce point par la victoire de Leuze.

Louis XIV ouvrit celle de 1692 par la prise de Namur, dont le siége fut confié à Vauban. Pour se venger, le roi d'Angleterre surprit le maréchal de Luxembourg à Steinkerque ; mais cette tentative ne fit que tourner à sa honte; il fut battu par le général français qui lui tua sept mille hommes. A son tour Luxembourg surprit Guillaume à Nerwinde (1693), et lui fit essuyer une défaite plus sanglante encore que les précédentes. Ces victoires firent appeler Luxembourg le *Tapissier de Notre-Dame*, par allusion aux nombreux drapeaux pris sur l'ennemi et déposés dans la vieille cathédrale de Paris. Ce vaillant général était disgracié de la nature, et dans son orgueilleux dépit le roi d'Angleterre s'écriait : *Ne pourrai-je jamais vaincre ce petit bossu ! — Comment le sait-il ? il ne*

m'a jamais vu par derrière, répliqua fièrement le maréchal à qui l'on avait rapporté ces paroles.

Dans les Alpes, Victor-Amédée II, duc de Savoie, rencontrait la forte épée de Catinat, dont les talents militaires et la tactique rappelaient Turenne. La brillante victoire que le général français remporta près de Saluces (18 août 1690) fut suivie de la soumission de la Savoie, Montmélian excepté. Catinat, sans s'arrêter à cette place, força le Pas de Suze; et Victor-Amédée se vit presque réduit à la possession de sa capitale. Ayant reçu des renforts considérables, le duc de Savoie reprit l'offensive (1692) et brûla Embrun. Ce succès ne put compenser la sanglante défaite que lui fit essuyer Catinat sur les bords de la Marsaille (1693).

En Catalogne, le maréchal de Noailles était heureux, malgré les difficultés que lui suscitaient la jalousie et la négligence de Barbezieux, fils et successeur de Louvois. Secondé par Tourville et Château-Regnaud, il prit la ville maritime de Palamos (1694), et peu après força la place de Girone de capituler.

Cependant la France commençait à supporter avec peine le fardeau de cette longue guerre; les finances étaient épuisées, les recrues étaient difficiles. Un hiver rigoureux, suivi d'une année de famine, vint encore ajouter à la misère publique. Pour comble de malheur, on perdit le maréchal de Luxembourg (1695), et son successeur, le maréchal de Villeroi, laissa Guillaume III reprendre Namur. Aucun fait d'armes n'eut lieu pendant l'année 1696, marquée par la défection du duc de Savoie, Victor-Amédée. Anéanti par les revers que lui avait fait éprouver le maréchal Catinat, ce prince se laissa facilement persuader de quitter la coalition. Il recouvra ses États, et promit sa fille Adélaïde au duc de Bourgogne, fils du Dauphin.

Toute l'Europe était fatiguée de la guerre, Louis XIV, lui-même, désirait la paix ; cependant il fut difficile de s'entendre. Pour mettre fin aux hésitations des diverses puissances, Louis XIV menaça de se montrer plus exigeant, et en même temps le duc de Vendôme, qui venait de remplacer en Espagne le maréchal de Noailles, s'empara de Barcelone. La paix fut enfin signée au château de Ryswick (Hollande), le 20 septembre 1697. Louis XIV reconnut Guillaume III, rendit à l'Angleterre, à la Hollande, à l'Espagne toutes ses conquêtes, conserva Strasbourg et la ligne du Rhin pour frontière, et se fit céder la colonie de Pondichéry par la Hollande. Le duc de Lorraine fut rétabli dans son duché.

La paix de Ryswick, qui terminait la troisième période du règne de Louis XIV, fut plutôt une trêve qu'une paix réelle, malgré le besoin de repos qu'avait l'Europe pour guérir les profondes plaies faites par la guerre.

Tous les yeux étaient alors tournés vers l'Espagne, où se mourait sans postérité Charles II, prince dégénéré de la race de Charles-Quint. Sous prétexte de prévenir la guerre qu'allumerait sa succession, chaque puissance de l'Europe se croyait en droit de régler d'avance le partage de l'Espagne. Cette politique venait d'être déjouée par le testament du roi mourant, lorsque le prince de Bavière, qu'il avait désigné pour son successeur, mourut à Bruxelles. Cet événement inattendu réveilla toutes les ambitions ; mais elles furent déçues une seconde fois par un nouveau testament de Charles II, dans lequel il instituait son héritier universel Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV et second fils du dauphin, à la condition unique que l'Espagne resterait indépendante. Un mois après, Charles II descendait dans la tombe (1700). Louis XIV accepta le testament de son beau-frère, et présenta son petit-fils à la cour avec ces paroles si connues : *Voici le roi d'Espagne, il n'y a plus de Pyrénées.*

Les Espagnols proclamèrent le prince français sous le nom de Philippe V, et le jeune roi fit son entrée à Madrid quelques mois après (1701).

Jacques II étant mort sur ces entrefaites, Louis XIV salua du titre de roi son fils, sous le nom de Jacques III. Guillaume en éprouva un vif ressentiment qui lui fit conclure contre la France l'alliance de la Haye, à laquelle accédèrent l'Angleterre, la Hollande, l'Empire, le Danemark et la Prusse, ainsi que la plupart des petits souverains de l'Allemagne. Guillaume n'en vit pas le résultat : il mourut avant le commencement des hostilités. Sa belle-sœur, la reine Anne, en montant sur le trône, ne changea rien à sa politique et adopta tous ses plans.

Les puissances coalisées déclarèrent la guerre à la France et à l'Espagne le 16 août 1702. L'année suivante la Suède, le Portugal et le duc de Savoie, dont la fille venait d'épouser Philippe V d'Espagne, entrèrent dans la coalition qui porte dans l'histoire le nom de *Grande-Alliance*.

Les ennemis de la France avaient à leur tête deux grands hommes de guerre : l'anglais Malborough et le prince Eugène de la maison de Savoie. Celui-ci, méconnu autrefois par Louis XIV lorsqu'il lui avait demandé un régiment, se vengea de l'ironique réponse du grand roi en prenant du service en Allemagne, et il lui fit payer cher un moment de prévention ou d'humeur.

La France n'avait pas eu le temps de réparer les désastres de la précédente guerre, et la nation fatiguée avait perdu son enthousiasme pour Louis XIV. Pour comble de malheur, la mort avait enlevé à ce prince deux grands ministres, Colbert et Louvois ; et au moment où il allait avoir toute l'Europe sur les bras, il confiait le ministère de la guerre à Chamillard, qui suffisait à peine à celui des finances. Tous les généraux avaient vieilli ; et s'ils avaient acquis de l'expérience sans rien perdre de leur

valeur, c'était aux dépens de ce coup d'œil rapide, de cette hardiesse heureuse qui dirigent une campagne et enfantent les victoires. La France cependant voyait ses frontières défendues par une vaste enceinte de forteresses, ses troupes étaient aguerries; avec de grands souvenirs, elle possédait d'immenses ressources; aussi, après le premier moment de stupeur en face de cette nouvelle guerre, elle se montra prête à tous les sacrifices.

La Grande-Alliance fit précéder la prise d'armes d'une proclamation des droits au trône d'Espagne de l'archiduc Charles, second fils de l'empereur Léopold, et neveu par les femmes, comme Philippe d'Anjou, du feu roi Charles II.

Mais déjà les hostilités avaient commencé en Italie, où le prince Eugène avait battu Catinat à Carpi (duché de Modène). L'inepte et présomptueux Villeroi étant venu remplacer Catinat, se laissa surprendre dans Crémone et fut fait prisonnier (1702). Le duc de Vendôme, plus intrépide soldat qu'habile général, vint prendre le commandement de l'armée. Il contraignit le prince Eugène de lever le siége de Mantoue, et remporta sur lui l'importante bataille de Cassano, le 16 août 1705. Quelques mois après, il battait encore les ennemis à Calcinato (1706). Malheureusement Louis XIV appela Vendôme dans les Pays-Bas. Le duc d'Orléans (1) fut mis à la tête de l'armée du Piémont, commandée par le duc de la Feuillade et le maréchal de Marchin : les honteuses rivalités des généraux firent échouer leurs entreprises. Le prince Eugène vint au secours de Turin que les Français assiégeaient; les ayant forcés dans leur propre camp, il les contraignit de chercher un refuge au delà des Alpes. Le duc de Savoie rentra en possession de ses États; et le 13 mars 1707, les Français,

(1) Le futur régent.

par suite d'une capitulation signée à Milan, remirent aux Impériaux les places qu'ils occupaient encore en Lombardie.

Dans l'enivrement de ses triomphes, le prince Eugène pénétra en Provence avec le duc de Savoie, et vint assiéger Toulon; mais le maréchal Tessé les força de battre en retraite. La même année mourut Vauban (1707), célèbre ingénieur, et l'un des plus grands hommes de cette époque; il avait consacré cinquante ans de sa vie à servir et à honorer la France.

La campagne sur le Rhin eut des résultats à peu près semblables. Tandis que le maréchal de Tallard s'emparait de la ville de Trèves, et battait à Spire le prince de Hesse-Cassel, Villars se signalait par la victoire de Friedlingen (1702), où son armée le proclamait maréchal de France sur le champ de bataille, et par celle de Hochstett (1703). Mais l'année suivante (1704), en l'absence de Villars, Tallard fut surpris et fait prisonnier à Hochstett par Eugène et Malborough après une sanglante bataille; près de cent lieues de pays furent perdues en moins d'un mois. L'électeur de Bavière, qui avait quitté l'alliance de l'Autriche pour celle de la France, fut contraint d'abandonner ses États à un vainqueur irrité. L'armée française se retira vers les Vosges, et toutes nos conquêtes en Allemagne furent perdues. Les Impériaux s'emparèrent de Landau, Malborough de Trèves; et les ennemis étaient aux portes de la France, lorsque Villards accourut du fond des Cévennes et sauva nos frontières (1706). La Flandre et l'Espagne devinrent alors les principaux théâtres de la guerre.

La nouvelle des désastres essuyés par nos armées en Allemagne, parvint à Paris au milieu des réjouissances pour la naissance d'un arrière-petit-fils de Louis XIV. Personne n'osait l'annoncer au roi; il fallut que Mme de Main-

tenon se chargeât de lui dire qu'il n'était plus invincible.

En Espagne, Philippe V se vit enlever Barcelone et les provinces voisines dès l'année 1705. Les Français vengèrent leur allié par le victoire navale de Malaga; mais elle ne pouvait compenser la perte de Gibraltar, dont les Anglais s'étaient emparés par surprise l'année précédente. Philippe V et le maréchal Tessé entreprirent vainement le siége de Barcelone (1705); l'amiral anglais Leake les contraignit de se retirer. Dans le même temps l'archiduc entrait à Madrid, où il se faisait proclamer sous le nom de Charles III. Le maréchal de Berwick, fils naturel de Jacques II, au service de la France, chassa bientôt les alliés de la Castille (1707). La victoire d'Almanza parut un moment affermir la couronne sur la tête de Philippe V, qui recouvra les royaumes de Valence et d'Aragon; mais l'archiduc reprit l'offensive à Almenara et à Saragosse (1709), et rentra dans Madrid (1710); ce fut le terme de son triomphe. Les alliés, éblouis par leurs succès repoussèrent les offres que Louis XIV fit alors pour la paix; ce refus provoqua un généreux élan de la nation. Philippe V, qui s'était enfui devant son ennemi victorieux, fut ramené par Vendôme à la tête des fidèles Castillans; et bientôt la victoire décisive de Villaviciosa ne laissa plus aux alliés que Barcelone et Tarragone.

Sur mer, dans le courant de l'année 1702, l'amiral Rooke détruisit la flotte du comte de Château-Regnaud, qui venait d'escorter les galions du Mexique. Après cet échec, la victoire fut presque toujours fidèle au pavillon français. Duguay-Trouin et Forbin-Janson firent, pendant l'année 1707, des prises considérables sur les ennemis. Le premier s'illustra (1710) en s'emparant de Rio-Janeiro, capitale du Brésil; marin infatigable, il se montrait sur toutes les côtes où il pouvait ruiner le commerce de l'Angleterre, de la Hollande et du Portugal.

Au Nord la lutte fut plus décisive. Le duc de Bourgogne, sous la direction du maréchal de Boufflers, ouvrit la campagne de 1702 par une victoire sur la cavalerie ennemie. Hors d'état de tenir tête à Malborough, qui commandait les armées alliées en Flandre, Boufflers adopta un système d'opérations purement défensives, et se replia sous la protection des places fortes. Malhorough s'étant emparé de Venloo et de Liége, s'éloigna pour aller secourir les Impériaux au delà du Rhin. Après la victoire de Hochstett il revint menacer la Champagne, mais le maréchal de Villars le repoussa vigoureusement. L'anglais se porta de nouveau sur la Flandre où commandait alors Villeroi. Cet imprudent général, avec des troupes peu nombreuses, accepta le combat près de Ramillies (Brabant). Vingt mille Français restèrent sur le champ de bataille (1706).

La France fut consternée. Louis XIV invita Villeroi à donner sa démission. Il refusa. *Monsieur le maréchal*, lui dit alors le roi avec tristesse et dignité : *on n'est plus heureux à notre âge*. Quelque temps après il lui ôta son commandement.

Vendôme fut rappelé d'Italie pour réparer le désastre de Ramillies; il ralentit les progrès de Malborough, et sauva Douai, Valenciennes et Tournai. On se tint sur la défensive l'année suivante; mais en 1708, les parties belligérantes concentrèrent leurs forces dans le Nord. Louis XIV y envoya ses meilleurs généraux, Vendôme et Berwick, sous le commandement du duc de Bourgogne, son petit-fils. Les Français n'en furent pas moins battus près d'Oudemarde par Eugène et Malborough. Cette sanglante journée fut suivie de la prise de Lille, que l'héroïsme du maréchal de Boufflers et des habitants ne put conserver à la France.

Ces événements se passaient dans le même temps que Philippe V accablé de revers fuyait devant l'archiduc. Louis XIV qui avait déjà fait des propositions de paix en

1704 et 1706, les renouvela auprès des puissances coalisées; mais les alliés répondirent par des conditions inacceptables, dont la principale était l'abandon de l'Espagne à l'archiduc; en cas de refus de Philippe V, Louis XIV devait l'y contraindre les armes à la main.

La France était aux abois, le découragement avait gagné tous les cœurs; l'hiver rigoureux de 1709 mit le comble à la misère publique. Cependant, à la pensée du deshonneur que les ennemis voulaient imposer à la nation, l'indignation souleva toutes les âmes. Louis XIV, plus grand dans les revers que dans la prospérité, répondit avec fierté à ces cruelles propositions : *Puisqu'il faut faire la guerre, j'aime mieux la faire à mes ennemis qu'à mes enfants.* Les négociations furent rompues; et la France épuisée mit 100,000 hommes sur pied pour répondre à l'appel de son roi.

Villars fut chargé de défendre les Pays-Bas : Boufflers, quoique plus âgé, voulut servir sous ses ordres. Le comte du Bourg sauva l'Alsace par la victoire de Rumerskeim (Haut-Rhin) sur l'électeur de Hanovre, tandis que les alliés prenaient Tournai, et faisaient essuyer à Villars la glorieuse défaite de Malplaquet (1709), qui leur coûtait plus de 20,000 hommes. Les Français n'en avaient perdu que 8,000, et n'avaient laissé à l'ennemi ni un drapeau ni un canon.

L'année 1710 vit tomber au pouvoir des ennemis Douai, Aire et Saint-Venant. Louis XIV essaya encore une fois de demander la paix : l'exigence des alliés la rendit impossible. Quelques semaines après, Vendôme affermissait la couronne d'Espagne sur la tête de Philippe V par la victoire de Villaviciosa dont nous avons parlé.

Cette victoire fut suivie d'un événement heureux pour la France, la mort de l'empereur Joseph Ier, qui avait succédé à son père Léopold Ier en 1705. L'archiduc Charles,

frère de Joseph, fut alors couronné empereur sous le nom de Charles VI. Dès lors la politique de l'Europe devait changer. En effet, si l'on avait pris les armes pour empêcher la réunion de la France et de l'Espagne, dont on redoutait la puissance, ne devait-on pas craindre maintenant de reconstituer l'empire de Charles-Quint, en plaçant sur la même tête la couronne impériale et celle d'Espagne?

L'Angleterre et la Hollande le comprirent, et elles entamèrent secrètement des négociations avec la France; on décida un congrès à Utrecht pour y débattre ces grands intérêts de l'Europe. Les conférences étaient à peine commencées, que le prince Eugène envahit la Flandre avec une armée considérable et mit le siége devant Landrecies (1712). A cette nouvelle, l'effroi se répandit dans la capitale. Louis XIV repoussant les timides conseils, fit appeler Villars et lui confia sa dernière armée : *Cherchez*, lui dit-il, *l'ennemi et livrez-lui bataille. Si vous êtes battu, vous me l'écrirez à moi seul. Je monterai à cheval, je passerai par Paris, votre lettre à la main. Je connais les Français; je vous mènerai* 200,000 *hommes; nous vaincrons, ou je m'ensevelirai avec vous sous les ruines de la monarchie.*

Pendant que l'ennemi campait à soixante lieues de la capitale, l'âme de Louis XIV était brisée sous les coups précipités que la mort frappait dans sa famille. Le Dauphin avait succombé à la petite vérole le 13 avril 1711. Le 12 février 1712, la duchesse de Bourgogne que le roi affectionnait particulièrement, était emportée par la même maladie; et le 18 du même mois, avec le duc de Bourgogne, l'élève de Fénelon, l'héritier du trône, descendaient dans le tombeau toutes les espérances que la France fondait sur la sagesse et les talents de ce prince. Son fils aîné, le duc de Bretagne, mourut de la rougeole quinze jours après. Il ne restait pour successeur à Louis XIV, lui-même bien près de la tombe, qu'un enfant de deux

ans, Louis, duc d'Anjou, second fils du duc de Bourgogne. Des morts si nombreuses et si rapides soulevèrent des soupçons d'empoisonnement ; et les murmures publics accusaient le duc d'Orléans que tant de deuils rapprochaient du trône. Il y répondit avec une indignation qui ne pouvait être feinte.

Cependant l'armée, enthousiasmée par les nobles paroles du roi au maréchal de Villars, courut à l'ennemi, et remporta, sous les murs de Denain, une victoire qui sauva la monarchie. Le général français poursuivit le prince Eugène, s'empara de ses bagages et de son artillerie, fit lever le siége de Landrecies, reprit Quesnoy, Bouchain et Douai, et rejeta les ennemis loin du territoire. Ces brillants succès hâtèrent la conclusion de la paix.

Elle fut signée à Utrecht, le 11 avril 1713. L'empereur refusa d'y accéder; mais Villars s'étant porté en Souabe (Wurtemberg), prit Spire, Worms et Landau; puis, se détournant tout à coup au midi, il s'empara de Fribourg en Brisgau (1714). Charles VI effrayé consentit alors à la paix de Rastadt (duché de Bade), que Villars et le prince Eugène signèrent au nom de leurs souverains, et qui fut confirmée par le traité de Bade quelques mois plus tard.

Le traité d'Utrecht assura la séparation de la France et de l'Espagne. Philippe V, reconnu roi d'Espagne, céda aux Anglais Gibraltar et Minorque; au duc de Savoie, Victor-Amédée, le royaume de Sicile; à l'empereur, les Pays-Bas espagnols, qui prirent le nom de Pays-Bas autrichiens, le Milanais, le royaume de Naples, la Sardaigne; le duc de Bavière et l'électeur de Cologne, fidèles alliés de la France, furent rétablis dans leurs États.

La France reconnaissait l'ordre de succession établi en Angleterre, s'engageait à combler le port de Dunkerque, et abandonnait aux Anglais la baie d'Hudson, l'Acadie, Terre-Neuve et Saint-Christophe. Elle gardait la partie de

la Flandre qu'elle possède aujourd'hui, rendait Tournai, et assurait aux Hollandais une barrière de places fortes. Enfin le traité d'Utrecht reconnaissait à l'électeur de Brandebourg le titre de roi de Prusse, et au Portugal la propriété des deux rives du fleuve des Amazones, dans l'Amérique du Sud.

Ainsi fut terminée, après treize ans de calamités, cette guerre de la succession d'Espagne, la plus juste et pourtant la plus malheureuse de ce règne. Elle remplit d'amertume les derniers jours de Louis XIV, qui ne se voyait pas compris de ce siècle commencé avec ses malheurs. Un nouveau coup vint le frapper : le duc de Berry, troisième fils du grand Dauphin, mourut des suites d'une chute de cheval. De toute cette belle jeunesse qui couvrait les marches du trône, il ne restait qu'un enfant de quatre ans et, pour le protéger, que le duc d'Orléans, prince sans religion et sans mœurs. Louis s'inquiétait avec raison de l'avenir de la France; et il chercha par son testament à prévenir autant qu'il était en son pouvoir les malheurs qu'il prévoyait.

La santé du roi déclinait rapidement. Quand il sentit que sa fin n'était pas éloignée, il fit approcher son petit-fils, lui donna de sages conseils que l'enfant ne pouvait encore comprendre, puis il le bénit. « Louis XIV, dit Ragon (1), cessa de vivre le 1er septembre 1715 après avoir vu s'approcher lentement la mort, sans démentir un seul instant la noble fermeté de son caractère, ajoutant à la force naturelle de son âme celle qui vient de la religion, majestueux, calme et résigné, aussi éloigné de l'ostentation que de la faiblesse, plus grand que s'il eût affecté de le paraître, et jamais plus véritablement roi qu'au moment de quitter pour toujours toutes les pompes de la royauté. » Il était âgé de soixante et dix-sept ans et en avait régné soixante

(1) *Histoire moderne*, tome II, page 556.

et douze [illegible] laissait la France agrandie de la Franche-C[illegible], du Roussillon, de l'Artois, de la Flandre et de l'Alsace.

Toutes les gloires semblent accumulées sur le long règne de ce prince. La Grèce, Rome, l'Italie sous la papauté, avaient eu leur siècle littéraire; à Louis XIV était réservé de donner son nom à celui de la France. Doit-on lui en rapporter tout l'honneur? Est-ce lui qui, par sa protection éclairée et ses encouragements, a fait éclore cette foule d'hommes de génie dont l'illustration entoure son nom d'une auréole?

Ce qu'on peut affirmer, c'est que ce prince avait le goût du beau, qu'il n'a rien négligé pour le répandre, et qu'il a toujours rencontré des hommes de premier ordre prêts à accomplir ces vues. Le mérite quel qu'il fût trouva en lui de puissants encouragements. Généreux au delà de tout ce qu'on peut dire, Louis XIV ne laissa jamais une belle action sans récompense, une honorable misère sans la secourir; ses largesses allèrent chercher les savants, les écrivains et les artistes dans toute l'Europe; est-il étonnant après cela que sous son regard les arts, les lettres, les sciences aient pris un aussi prodigieux développement? Rien ne peut se comparer à la splendeur de la cour de Versailles qui réunissait l'élite de la société et les plus beaux esprits. C'est alors que la langue française acquit cette élégance, cette beauté, cette souplesse que nous ont conservées les ouvrages des Bossuet, des Fénelon, des Racine, des Pascal, des Labruyère, etc.

Dans Louis XIV l'homme disparaît sous le roi; on a de la peine à pénétrer jusqu'à cette vie intime que cache l'éclat du pouvoir, et qui nous montre ce prince bon et généreux sans limites, grand en toutes choses, et sincèrement catholique lorsqu'il ne cédait pas à l'enivrement du pouvoir, à l'ambition ou à ses passions. Si Louis XIV nous paraît vraiment grand alors que, dans toute la splendeur

e sa fortune, il commandait à l'Europe, combien il est lus digne d'admiration lorsque, frappé par la main de ieu, il incline la tête devant ses terribles décrets sans un aurmure, sans une plainte, sans un instant de faiblesse u de découragement.

M[me] de Maintenon, qui avait soutenu le roi à l'heure e l'épreuve, dit, à sa mort, un éternel adieu au monde, t alla chercher un asile dans la maison de Saint-Cyr, u'elle avait fondée pour l'éducation gratuite des jeunes lles nobles et pauvres. Elle y mourut en 1719, à l'âge de uatre-vingt quatre ans.

Pour se faire une juste idée du règne de Louis le Grand, est nécessaire de jeter un coup d'œil sur son administra-on, et de voir ce qu'il a fait pour la prospérité de la rance. Lorsque, sur la recommandation de Mazarin, ouis XIV confia les finances à Colbert, elles étaient dans plus grand désordre; l'habile ministre, tout en dimi-uant les impôts, remplit les coffres de l'État malgré les harges de la guerre, les constructions de Versailles et les plendides fêtes de la cour. Après Colbert, les finances etombèrent dans le désordre d'où il les avait tirées. Cha-aillard, son successeur, fit des emprunts, créa des rentes, ltéra les monnaies sans pouvoir faire face aux besoins de guerre. Après lui Pont-Chartrain vendit des lettres de oblesse, établit de nouveaux impôts; et pourtant, à la nort de Louis XIV, le déficit montait à environ cinq mil-ards de notre monnaie.

Colbert donna un grand développement au commerce ntérieur; et les exemptions que le roi accorda au sujet de ertains droits, firent naître le commerce maritime. Les olonies furent protégées, augmentées; des compagnies urent créées pour en exploiter et mulplier les ressources. n doit à Colbert le canal du Languedoc qui joint l'Océan t la Méditerranée : ce fut l'œuvre de Paul Riquet, connu ous le nom de marquis de Caraman.

Grâce au même ministre, l'industrie nationale prit un essor extraordinaire. Bientôt la France n'eut plus rien à envier aux étrangers qui, à leur tour, venaient lui demander ses draps, ses tapis, ses soieries, ses dentelles et ses glaces. On a reproché à Colbert d'avoir négligé l'agriculture. Cependant il fit dégréver les agriculteurs d'une partie des charges qui pesaient sur eux, fit dessécher des marais, surveilla le défrichement des bois et prescrivit une foule de mesures utiles.

Sous l'administration de Colbert, la marine se développa si rapidement, que nos flottes purent, dans toutes les guerres de long règne, lutter avec avantage contre celles de l'Angleterre et de la Hollande, et protéger nos colonies, en établissant entre elles et la métropole des relations fréquentes et régulières.

C'est Louis XIV qui le premier ordonna que chaque régiment fut distingué par la couleur des habits et par des marques particulières. C'est lui qui fonda des écoles d'artillerie à Douai, à Metz, à Strasbourg, et qui institua le génie militaire. La valeur sur les champs de bataille trouva une récompense recherchée dans la décoration de l'ordre de Saint-Louis ; et les vétérans mutilés, un asile dans l'hôtel des Invalides.

Dès 1672, la France avait cent quatre-vingt mille hommes de troupes réglées; et plus tard elle put en opposer quarante mille à l'Europe coalisée. Louvois établit dans ces nombreuses armées une discipline sévère presque inconnue jusqu'alors ; Vauban leur donna pour défense les savantes fortifications qui protégent encore nos frontières.

De magnifiques édifices s'élevèrent aux frais du roi; et les particuliers s'empressèrent de l'imiter. De cette époque datent la colonnade du Louvre, élevée par Perrault, le château de Versailles, la maison de Saint-Cyr, etc.

A l'article des belles-lettres nous parlerons des nom-

breux chefs-d'œuvre que produisit la France, et qui ont fait nommer le XVIIe siècle : siècle de Louis XIV.

Un des titres de gloire de Louis XIV, est la réforme des lois françaises, dont il confia le soin, sous la direction du chancelier Séguier, à plusieurs membres du parlement, tels que Lamoignon, Talon, Bignon et Pussort. Un des sages établissements de ce prince, fut celui d'une commission extraordinaire formée de quelques membres du parlement qui, sous le nom de *Grands-Jours*, se réunissaient pour juger et punir les crimes de la noblesse, et protéger le paysan contre le seigneur. Enfin une ordonnance royale imposa à chaque ville un hospice pour les malades et les orphelins.

On doit reconnaître qu'une telle administration était de beaucoup supérieure à celle des autres États de l'Europe; il n'est donc pas étonnant qu'elle ait fait agréer le despotisme de Louis XIV, malgré tous les malheurs des dernières années de son règne. Le peuple français voyait aussi sans déplaisir les parlements condamnés au silence, car il ne leur avait jamais dû ni bien-être ni liberté; d'un autre côté, il ne comprenait pas les fatales conséquences que devait avoir la centralisation de tous les pouvoirs dans la capitale sous les yeux du souverain, c'est-à-dire l'anéantissement de toutes les libertés municipales et de toutes les institutions particulières des provinces et des villes; et puis, les Français, passionnés pour la gloire militaire, oublient vite les sacrifices qu'elle exige, et elle suffit pour les consoler de toutes les souffrances. Les guerres et les conquêtes de Louis XIV exaltèrent l'enthousiasme du peuple et l'esprit belliqueux de la noblesse, qui avait déserté ses châteaux pour venir assister aux fêtes brillantes de la cour et solliciter les faveurs du puissant monarque. Disons cependant que la noblesse perdit dans cet abandon de la province et de ses terres une partie de ses antiques vertus;

au lieu de chercher à soulager le peuple des campagnes, comme elle faisait, lorsqu'elle vivait à côté de lui, elle ne songea dorénavant qu'à en retirer des redevances de plus en plus considérables pour suffire à son faste, soit à la cour, soit dans la capitale; et ainsi, elle se détacha du peuple qui, à son tour, se détacha d'elle.

Mais ce qui fait une ombre encore plus triste aux merveilles tant vantées du siècle de Louis XIV, c'est la corruption des mœurs dont l'exemple, comme un torrent, descendit du roi et de sa cour pour se répandre dans la haute classe, et de là envahir toute la société. A l'imitation du monarque, on affichait des désordres dont on rougissait autrefois ; et, ce qu'on ne saurait assez condamner, c'est que trop souvent la licence parut s'allier avec les pratiques de la religion. Il est donc bien vrai de dire que les scandales brillants de la cour de Louis XIV préparèrent les honteux excès de la régence dont nous aurons à parler plus tard.

Comme nous avons traité ailleurs (1) des graves conflits religieux qui, sous le règne de Louis XIV, compromirent l'indépendance de l'Église et la paix du royaume; il ne nous reste à parler que de la *révocation de l'édit de Nantes,* que nous avons seulement indiquée à sa date.

Déjà nous avons eu occasion de faire observer que l'édit de Nantes avait fait des protestants un peuple à part, avec ses tribunaux, ses places de sûreté, ses assemblées religieuses, ce qui constituait un danger permanent pour l'État. Richelieu combattit avec ardeur cette constitution anarchique; mais il ne put la détruire. Mazarin trouva les protestants peu redoutables comme parti politique, et toute son attention et toutes ses forces furent appelées ailleurs.

(1) *Histoire de l'Église*, page 16.

Les religionnaires en profitèrent, ainsi que des troubles de la Fronde, pour créer de nouveaux prêches et s'arroger des droits que leur refusaient tous les édits de religion. Pour détruire ces abus, Louis XIV, dès l'année 1672, publia l'ordonnance connue sous le nom de *Rétablissement de l'édit de Nantes,* qui *rétablissait* en effet les choses sur le pied où les avait mises cet édit célèbre. Le parlement refusa pendant trois mois d'enregistrer cette ordonnance comme étant trop clémente.

A la suite de cette mesure, sans parler du zèle déployé par le clergé, à la tête duquel se distingua Bossuet, tous les moyens furent employés pour ramener les protestants à la vérité. Le roi multiplia pour ceux qui abandonnaient leurs erreurs les exemptions d'impôts, les affranchissements de divers droits, les préférences pour l'admission aux charges et aux grades dans la magistrature et dans l'armée.

C'est alors que, d'après le conseil et l'expérience de quelques gouverneurs de provinces, on eut recours, pour précipiter les conversions et en augmenter le nombre, à un moyen peu dans l'esprit de l'Évangile : nous voulons parler des logements militaires, connus dans l'histoire sous le nom de *Dragonnades*. Des troupes étaient envoyées dans les villes ou les villages habités par des religionnaires, et les soldats étaient logés chez les habitants, qui devaient leur fournir l'*ustensile* consistant en lit, pot, écuelle, verre, place au feu et à la chandelle. Des ordres sévères avaient été donnés pour maintenir la discipline, et pour empêcher le soldat de ne rien exiger de plus de ses hôtes. Ces logements militaires n'étaient donc en réalité qu'une sorte d'impôt momentané. Les résultats de cette mesure étrange furent incroyables ; des villages, des bourgs, des villes se convertirent en quelques jours (1). Des milliers de réfor-

(1) Le duc de Noailles. *Histoire de Madame de Maintenon*, tome II, pages 418 et suivantes.

més de toutes les classes revinrent au catholicisme, les uns pour échapper à l'impôt, les autres cédant à l'entraînement général; beaucoup, heureux de revenir au culte de leurs pères sans être remarqués. Ce serait se tromper grandement que de croire toutes ces conversions sincères (1), surtout au début; un grand nombre le devinrent, soit par le fait de l'éloignement des ministres protestants, soit par le contact des catholiques, soit enfin et surtout par l'instruction religieuse qu'on s'efforça de répandre. Malgré les ordres de Louis XIV et de ses ministres, il y eut certainement bien des abus dans ces logements militaires, mais il furent moins nombreux qu'on ne s'est plu à le dire.

Un étrange caractère de cette époque était, s'il est permis de s'exprimer ainsi, la manie des conversions; « tout était missionnaire, écrivait Mme de Sévigné; magistrats, gouverneurs de provinces, simples particuliers. » Il y eut, en effet, un moment où chacun se mêla de convertir : les lettres et les mémoires du temps en font foi. Ce fut cette disposition générale et les faits dont nous venons de parler, qui décidèrent Louis XIV à publier la révocation de l'édit de Nantes à laquelle il pensait depuis longtemps.

D'un autre côté, le roi voyait avec inquiétude les dispositions des sectaires toujours prêts à donner la main à ses ennemis; chaque nouvelle guerre révélait ce danger : Louis XIV pouvait donc croire que la destruction du protestantisme était nécessaire au repos de la France. Toutes ces considérations réunies le décidèrent à déclarer pour jamais abolies les concessions que Henri IV avait faites aux réformés en 1598. Cet acte de vigueur fut-il dicté par la foi ou par la po-

(1) « Je crois bien que toutes ces conversions ne sont pas sincères, mais Dieu se sert de toutes voies pour ramener à lui les hérétiques. Leurs enfants seront du moins catholiques; leur réunion extérieure les approche de la vérité; priez Dieu qu'ils les éclaire tous, le roi n'a rien plus à cœur. » Lettre de Madame de Maintenon. Le duc de Noailles, tome II page 426.

litique? C'est ce qu'il est impossible d'établir d'une manière certaine. Tout en admettant que Louis XIV, comme catholique et aussi comme roi absolu, devait tenir à l'unité de croyance, il importe de répéter ici que la révocation de l'édit de Nantes eut lieu dans le temps où ce prince, abusant de sa force en face du Souverain Pontife, maintenait son royaume dans une espèce de schisme.

Les principaux articles de l'édit de révocation interdisaient dans tout le royaume l'exercice public du culte réformé, et il ordonnait aux ministres de sortir de France. Il était défendu d'inquiéter les calvinistes sous prétexte de religion, pourvu qu'ils ne s'assemblassent point pour exercer leur culte. Les gouverneurs, les intendants, les officiers militaires, ayant Louvois à leur tête, poussés par un zèle blâmable, employèrent des mesures vexatoires pour forcer les protestants à se convertir; ce qui les réduisit dans quelques provinces à la dernière extrémité. La menace de la peine de mort, de la confiscation des biens, était continuellement suspendue sur leur tête; et c'est un devoir pour l'histoire de blâmer sévèrement de pareilles violences. Un grand nombre de calvinistes, poussés par le désespoir, quittèrent la France. On a porté à deux millions le nombre de ceux qui s'exilèrent ainsi volontairement. Un relevé fait dans les divers États de l'Europe par un auteur protestant, le réduit à 48,700. Dans le même temps que la France voyait ses enfants aller grossir les rangs de ses ennemis, 30,000 Irlandais venaient servir dans nos armées, prêts à verser leur sang pour un pays où il leur était permis d'être catholiques.

On a prétendu que le royaume avait été appauvri par cette soudaine émigration; mais on oublie que les historiens étrangers parlent longuement de la misère extrême du plus grand nombre des fugitifs qu'il fallait secourir. Quant à l'industrie que leur départ a, dit-on, laissé en souffrance

et qu'ils ont portée à l'étranger, il suffit de faire remarquer que l'industrie commençait seulement en France, où elle avait été apportée des contrées voisines. Les tapisseries de Flandre et d'Angleterre étaient renommées plusieurs siècles avant celles de Beauvais et des Gobelins; les draps fins de Hollande, d'Angleterre et d'Espagne, ont servi de modèle à ceux d'Abbeville, de Louviers et de Sedan, etc. etc. Le secret de l'écarlate est venu des Hollandais; la quincaillerie, de l'Allemagne. Ce qui achève de réduire cette accusation à néant, c'est que, dans plusieurs provinces, on excluait alors les protestants des établissements industriels; et dans les autres, des arrêts limitaient le nombre de ceux qui pouvaient y être admis.

Si pendant les années qui ont suivi la révocation de l'édit de Nantes, des manufactures ont été ruinées, il en faut chercher la cause dans les malheurs de la guerre, dans les impôts excessifs, dans la cherté des matières premières, la multiplicité des droits, etc.

Encore une fois, répétons que pour juger un fait avec impartialité, il faut le juger avec les idées de l'époque où il s'est passé. Tous les écrits du temps nous apprennent que la nation entière applaudit à cette mesure, considérée aujourd'hui comme oppressive et violente; et que tous les corps parlementaires l'enregistrèrent avec empressement; l'académie française adressa des félicitations au roi; le janséniste Arnaud, Bossuet, Fénelon, Mme de Sévigné, n'eurent qu'une voix pour approuver la révocation de l'édit, et Sismondi lui-même dit que le peuple français, les Parisiens en particulier, y applaudirent. Ce ne fut que dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, alors que la philosophie irréligieuse dominait l'opinion, que l'on blâma la révocation, et qu'on voulut y trouver la source de tous les maux du pays.

La révocation de l'édit de Nantes fut un acte parfaitement

en rapport avec les idées de l'époque; ce fut comme la réaction contre les troubles, et les guerres de religion du XVIe siècle, dont la France avait si longtemps souffert. Elle avait pour double but de délivrer le royaume de sujets turbulents toujours prêts à ouvrir le pays aux ennemis, et de ramener tous les Français à l'unité religieuse : les moyens employés pour l'atteindre se ressentent du caractère du temps. Sans tenir compte de la liberté de conscience, si fort respectée aujourd'hui, les réformés furent assimilés à des rebelles ordinaires révoltés contre l'autorité civile; et dès lors on dut se servir pour les soumettre, de la force qui comprime et punit les rébellions.

Pour en finir avec cet acte important du règne de Louis XIV, il faut dire un mot des déplorables conséquences qu'il eut dans quelques provinces du midi. Dès l'année 1672, les religionnaires avaient remué dans les Cévennes à propos de l'augmentation des impôts : ces révoltes furent réprimées et châtiées. Après la révocation, ces troubles se renouvelèrent et gagnèrent le Languedoc. La sévérité de la répression fit éclater la révolte dans laquelle catholiques et protestants s'unirent.

Des scènes violentes, des massacres de prêtres, de femmes, d'enfants, des églises pillées et brûlées rappelèrent le fanatisme des plus mauvais jours des guerres religieuses (1).

Les lieutenants et les juges du roi furent implacables dans le châtiment des coupables; mais les rebelles, appelés *Camisards*, du costume qu'ils portaient, exaltés par de prétendus prophètes, et soutenus par les émissaires et l'argent de la Hollande, bravèrent les armées royales. Conduits par Jean Cavalier, simple garçon boulanger, ils tinrent tête aux premiers maréchaux de France. On ne put en triompher par les armes, il fallut en venir à des conces-

(1) Dans l'année 1704, plus de quatre mille catholiques et de quatre-vingts prêtres furent massacrés.

sions. Cavalier, pour prix de sa capitulation, reçut un brevet de colonel (1704), et alla offrir ses services à l'Angleterre. Le pays continua d'être agité encore pendant quelques années; ce ne fut réellement qu'en 1713, que le calme se rétablit dans les montagnes des Cévennes.

Espagne.

Philippe III, en succédant à son père Philippe II, avait hérité de l'Espagne et du Portugal réunis, de Naples, de la Sicile, du Milanais, de la Sardaigne, de la Franche-Comté, d'une partie des Pays-Bas, ainsi que de vastes États dans les Deux-Indes. Mais les guerres du continent, la mauvaise administration à l'intérieur et dans les colonies, avaient appauvri ces contrées naguère si riches. Malgré tous les efforts de son père pour le former de bonne heure aux soins du gouvernement et l'initier aux secrets de la politique, le jeune roi n'avait rien de ce qu'il fallait pour réparer les malheurs du règne précédent.

Au lieu de prendre en main les rênes de l'État, l'indolent Philippe III abandonna la direction des affaires à François de Sandoval, lequel subit à son tour l'influence de Rodrigue Calderon, fils d'un simple soldat, et que son génie intriguant éleva au comble de la fortune.

Philippe III continua la guerre dans les Pays-Bas, mais faiblement, car les finances étaient épuisées; et, faute d'argent, les plus habiles généraux ne pouvaient obtenir des succès ou en profiter. Enfin, une trêve de douze ans fut conclue entre l'Espagne et la République des Provinces-Unies (1609). Ce traité connu sous le nom de Trêve d'Anvers, équivalait à une renonciation de Philippe à sept provinces des Pays-Bas, et cela, après quarante ans d'une guerre ruineuse.

La même année, à la suite d'une vaste conspiration à laquelle n'étaient point étrangers le prince de Maroc ni peut-être le roi de France, Henri IV, toute la population mauresque reçut ordre de quitter l'Espagne dans le délai de six mois; et il ne fut permis à chacun d'emporter que des marchandises représentant la valeur de sa fortune. Cette dernière mesure, qui avait pour but de ne pas enlever le numéraire du royaume, fut éludée par le plus grand nombre, et porta un immense préjudice à l'Espagne. On évalue à près de 500,000 le nombre de ceux qui furent ainsi bannis. Cet acte imprudent dans sa brusque réalisation, priva l'agriculture et l'industrie d'une foule de bras; le contre-coup, quoique exagéré par plusieurs historiens, eut de fatales conséquences pour la richesse du pays. La cause principale de la dépopulation de l'Espagne n'est pas cependant l'expulsion des mauresques, mais bien l'émigration considérable au Mexique et au Pérou qui, depuis la découverte de ces contrées, jetait chaque année, sur ces côtes lointaines, des milliers d'Espagnols jeunes, actifs, entreprenants, industrieux.

Après la mort de Henri IV, des relations affectueuses s'établirent entre la France et l'Espagne (1612); elles furent cimentées par un double mariage : l'infante épousa le jeune roi Louis XIII, dont la sœur fut accordée à l'infant Philippe.

Le mauvais état des finances n'empêcha pas l'Espagne de prendre part à plusieurs guerres extérieures : Philippe III envoya 30,000 hommes au Pape, gravement offensé par la république de Venise : la présence de cette armée termina sans effusion de sang le différend survenu entre les deux cours. Il soutint également la duchesse de Mantoue contre le duc de Savoie, et fournit 40,000 hommes à l'empereur Ferdinand III dans la guerre de Trente Ans.

Dans le même temps, la marine espagnole fit essuyer de

grandes pertes aux flottes ottomanes, et le duc d'Ossuna s'empara de Chirchili, sur les côtes d'Afrique. Le gouvernement acquis le port de Larasch, dans le royaume de Fez; peu après les Espagnols se rendirent maîtres de Marmora, près de Tanger. Enfin, sous le règne suivant, ils conquirent les îles Moluques.

C'est à cette époque qu'eut lieu la prétendue conspiration des Espagnols contre Venise, sur laquelle on a écrit tant de fables. Il n'y a dans tout cela que des conjectures incertaines, malgré les travaux des critiques pour éclaircir ce fait. La seule chose positive, c'est que, dans le courant de l'année 1618, on apprit tout à coup que le conseil des Dix venait de faire arrêter et mettre à mort plusieurs étrangers. Rien ne transpira des procédures qui précédèrent les exécutions; mais l'ambassadeur d'Espagne, le marquis de Bedmard, ayant quitté la ville au même moment, les bruits d'une conspiration contre la république, ourdie par le gouvernement espagnol, circulèrent dans le peuple, dont la curiosité fut étrangement excitée par le mystère qui entourait cet événement. Le Sénat garda le silence, et se contenta d'ordonner des actions de grâce à Dieu pour avoir sauvé la république.

Il parait toutefois certain, que le conseil des Dix avait découvert une conspiration dans laquelle était impliquée l'Espagne et le duc d'Ossuna, vice-roi de Naples. On a dit que ce prince était le seul auteur du complot, qui n'avait d'autre but que de donner le change à son gouvernement sur ses préparatifs pour s'emparer du royaume de Naples. Quoiqu'il en soit, Venise ne rompit point ses relations avec l'Espagne; et le duc d'Ossuna, rappelé à Madrid, y fut mis en prison où il mourut d'une attaque d'apoplexie.

Cependant la nation entière murmurait contre la mauvaise administration du duc de Lerme. Pour se mettre à l'abri d'une disgrâce qu'il prévoyait, le ministre demanda

et obtint la pourpre romaine. Cet honneur ne le garantit point contre les intrigues de son fils, le duc d'Uzéda, qui le relégua dans ses terres et capta pour lui seul la faveur royale (1618). Rodrigue Calderon fut en même temps arrêté, jugé et condamné comme concusionnaire; il eut la tête tranchée au commencement du règne suivant.

Philippe III mourut en 1621, laissant, entre autres enfants, Philippe IV, âgé de seize ans; Anne d'Autriche, femme de Louis XIII; et l'infante Marie-Anne, qui épousa l'empereur Ferdinand III.

Philippe IV fut, comme son père, dominé par ses favoris. Balthazar de Zuniga eut d'abord toute sa confiance; mais son neveu Gaspard Gusman le supplanta. Gaspard fut bientôt créé comte-duc d'Olivarès et devint premier ministre du jeune roi.

Olivarès connaissait toute la gravité du mal qui rongeait le pays, le mauvais état des finances; ses efforts pour relever la prospérité intérieure du royaume échouèrent contre l'apathie de la nation espagnole, chez laquelle les immenses richesses de l'Amérique avaient anéanti l'industrie, et il ne put arrêter la décadence de l'Espagne.

La trêve d'Anvers étant expirée (1621), les hostilités recommencèrent avec la Hollande. Elles furent poussées avec peu d'activité, ainsi que la guerre qui éclata en 1625, entre l'Espagne et l'Angleterre, à la suite de la rupture du projet de mariage de Charles Ier avec l'infante, et qui fut terminée cinq ans plus tard. Dans le même temps Philippe IV vit ses troupes chassées de la Valteline par la politique de Richelieu et une armée française.

Une querelle de succession fit bientôt reprendre les armes à l'Espagne et à la France. A la mort de Vincent II, deux héritiers se présentèrent pour le duché de Mantoue: Philippe IV soutenait le duc de Guastala; mais les armes de la France firent triompher le duc de Nevers, auquel la

paix de Suze (1629) assura la possession du duché. Les Espagnols ayant fait une nouvelle tentative en faveur du duc de Guastala, la guerre recommença. Les Français eurent le dessus; et, en 1631, le traité de Cherasco confirma les droits du duc de Nevers. C'est ainsi que le ministre espagnol voyait partout ses projets entravés, ses entreprises déjouées par le puissant génie de Richelieu, qui, en abaissant l'Espagne, poursuivait son but d'affaiblir la maison d'Autriche.

La guerre de Trente Ans embrasait alors toute l'Allemagne. L'électeur de Trèves ayant pris fait et cause contre l'Autriche, Philippe IV se jeta sur ses domaines et le fit prisonnier. La France réclama sa liberté; sur le refus du monarque espagnol, Richelieu lui déclara la guerre (1635), ainsi qu'à l'Autriche.

La campagne de 1636 n'eut aucun résultat, malgré la défaite des Espagnols à Avein (pays de Liége). L'année suivante les vit aux portes de Paris, tandis que l'amiral de Castille pénétrait dans la Guyenne, et qu'une troisième armée espagnole chassait les Français de Milan, ravageait Parme et Plaisance et s'emparait de toutes les citadelles voisines de Turin. L'élan de la noblesse sauva la France. Les Espagnols, repoussés sur tous les points, perdirent Landrecies, Arras, Courtrai, Dunkerque, et eurent leur escadre brûlée; mais ils contraignirent le prince de Condé de lever le siége de Fontarabie.

La guerre se prolongeait, ruinant les provinces, décimant les populations, et pourtant rien n'en faisait prévoir la fin. Toutes les puissances belligérantes désiraient la paix, mais aucune ne consentait à se désister de ses prétentions. Richelieu, qui voulait la continuation des hostilités ou une paix tout à l'avantage de la France, suscitait sans cesse de nouvelles difficultés pour réduire ses ennemis à accepter ses conditions. Cette politique artificieuse ne fut

point étrangère aux soulèvements de Catalogne et de Naples, et à la révolution du Portugal.

Les Catalans supportaient avec peine le fardeau de la guerre, lorsque le roi, au lieu d'écouter leurs plaintes, leur enjoignit de pourvoir au logement et à la nourriture de 18,000 hommes, envoyés en Catalogne pour arrêter le prince de Condé qui menaçait la frontière. Cet ordre et la conduite violente des soldats amenèrent des rixes, des soulèvements, des murmures. Barcelone donna le signal de la révolte : les autres villes l'imitèrent; bientôt toute la Catalogne fut au pouvoir des rebelles (1640). Les insurgés envoyèrent à Louis XIII des ambassadeurs chargés de lui offrir leur vassalité en retour de sa protection. Richelieu leur donna le plus flatteur espoir; mais les secours promis n'arrivant pas, les Catalans s'érigèrent en république. Cependant, ne se sentant pas assez forts pour résister à l'armée royale, ils implorèrent de nouveau l'appui de la France. Avec les troupes qu'ils en reçurent ils eurent quelques succès. L'arrivée du roi changea la face des affaires. Impatient d'étouffer cette révolte, il fit en personne le siége de Lérida qui succomba. Barcelone fut forcée d'ouvrir ses portes à don Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe IV. Ce prince repoussa les Français et publia une amnistie générale. Sa dureté excita un soulèvement; aussitôt les Français accoururent pour soutenir leurs alliés; mais don Juan les empêcha de se rendre maîtres de toute la Catalogne. Ce ne fut que longtemps après que le traité des Pyrénées (1659) rendit à la Castille les villes dont ils étaient restés en possession.

Les troubles de la Catalogne entraînèrent ou précipitèrent en Portugal une révolution qui lui rendit son indépendance.

Les Portugais avaient subi plutôt qu'accepté la domination espagnole, devenue de plus en plus lourde par suite

des guerres auxquelles ils devaient prendre part sans que la nation y fût intéressée. Depuis 1633, Marguerite de Savoie, duchesse de Mantoue et cousine germaine de Philippe IV, était vice-reine du Portugal; mais elle laissait toute l'autorité à deux portugais vendus à l'Espagne, Pierre Suarez et Michel Vasconcellos, que la nation détestait : tout faisait présager une prochaine révolution.

La maison de Bragance n'avait pas renoncé à ses droits à la couronne de Portugal. Le duc Jean, qui descendait, par sa mère Catherine, d'Emmanuel le Grand, et qui s'était présenté comme compétiteur de Philippe II, était mort de chagrin en 1582; son fils Théodore, après avoir longtemps conspiré, avait perdu la raison. Le seul représentant de la famille de Bragance, le prince appelé Jean, comme son aïeul, préférait les douceurs de la vie privée à la grandeur royale; il n'en était pas moins redouté de la cour d'Espagne, où l'on connaissait sa popularité et les intrigues qui s'agitaient autour de lui. Après avoir inutilement essayé d'éloigner le duc en lui offrant des postes importants hors du Portugal, Philippe IV le chargea de comprimer la révolte de la Catalogne; et, sur son refus, il lui confia le soin de visiter les ports et les forteresses du Portugal. Sommé de venir rendre compte de sa mission à Madrid, et inquiet de la persistance avec laquelle on cherchait à le faire sortir du Portugal, Jean de Bragance, depuis longtemps sollicité par les partisans de sa famille de se mettre à la tête d'une conspiration, dont le but était de le placer sur le trône, crut que le moment était venu de se déclarer. Sa femme, Louise de Gusman, ayant triomphé de ses dernières irrésolutions, les conjurés arrêtèrent leur plan d'attaque. Le 1er décembre 1640, à un signal convenu, les uns surprirent la garde espagnole et la garde allemande, les autres se dirigèrent vers le palais, massacrèrent Vasconcellos et firent la vice-reine prisonnière. Sur un ordre

arraché à cette princesse, la garnison espagnole renfermée dans la citadelle posa les armes sans combattre; la révolution était consommée dans la capitale. Huit jours après, tout le Portugal avait proclamé le duc de Bragance sous le nom de Jean IV. Les colonies, à l'exception de Ceuta (Afrique), suivirent l'exemple de la métropole.

Personne n'osait annoncer à Philippe IV l'événement qui venait de lui faire perdre un royaume. *Sire,* lui dit enfin Olivarès, *la tête a tourné au duc de Bragance. Voilà tous ses biens confisqués de droit. — Il faut y mettre ordre,* répondit le roi avec autant de tranquillité.

Ne pouvant employer la force, Olivarès eut recours à l'intrigue. Un complot fut organisé pour mettre le feu au palais, embraser la flotte, arrêter Jean IV, sa femme et ses enfants. Mais tout fut découvert; les conjurés furent arrêtés et les principaux exécutés publiquement sur la grande place de Lisbonne.

Philippe IV fut plus heureux dans le royaume de Naples.

Naples et la Sicile supportaient avec impatience le joug espagnol, lorsque, en 1647, de nouveaux impôts firent éclater une émeute. Un pêcheur d'Amalfi, Tommaso Aniello, vulgairement Mazaniello, doué d'une éloquence populaire, se mit à la tête de dix mille lazzaroni et s'empara du palais. Le duc d'Arcos, vice-roi, consentit à traiter avec eux, puis se retira, laissant Mazaniello maître de la ville. Après avoir régné quelques jours sans contrôle, le pêcheur d'Amalfi, alla rendre visite au vice-roi, accompagné d'une foule immense à laquelle il avait déclaré ses intentions désintéressées. Le duc d'Arcos le reçut avec honneur et bonté; Mazaniello en fut si vivement ému qu'il perdit connaissance. Revenu à lui, il signa une capitulation qui lui laissait toute l'autorité dans la ville. Bientôt il donna des signes de folie et devint furieux. Ayant un moment recouvré la raison, Mazaniello se retira dans un

couvent où le vice-roi le fit assassiner. Son corps, abandonné à la populace, fut traîné par les rues et jeté dans les fossés de la ville.

Peu de temps après le peuple se souleva de nouveau. Cette fois, Naples fut bombardée. Les révoltés se donnèrent pour chef Gennaro Annésé, et appelèrent le duc de Guise alors à Rome. Celui-ci accepta le titre de généralissime de la *royale république*. Annésé, mécontent du duc, ouvrit les portes de la ville aux Espagnols; le duc fut fait prisonnier, et conduit en Espagne (1648).

Le comte d'Ognate, successeur d'Arcos, ayant irrité les Napolitains par la punition des rebelles, ils rappelèrent le duc de Guise qui venait de recouvrer la liberté. Mais effrayé des forces supérieures de l'Espagne, le duc se retira sans combattre. Les Napolitains ainsi abandonnés firent leur soumission (1652).

La Sicile avait suivi l'exemple de Naples. En 1647, une insurrection mit le pouvoir aux mains de Joseph de Lesi, tireur d'or. Comme Mazaniello, un moment chef du peuple, il fut ensuite massacré par ses propres partisans.

Olivarès n'avait pas renoncé à replacer le Portugal sous le sceptre de Philippe IV, lorsqu'il fut disgrâcié et remplacé au ministère par son neveu Louis de Haro (1643). Il mourut peu de temps après à Toro, lieu de son exil.

Pendant les révolutions de Catalogne et de Portugal, la guerre avait continué avec la France, où Louis XIV et Mazarin avaient remplacé Louis XIII et Richelieu. Les Espagnols, croyant pouvoir profiter de la minorité du jeune roi, avaient pénétré dans la Champagne; mais à Rocroy, ils avaient rencontré la redoutable épée du duc d'Enghien; et le comte de Fuentès, commandant de leur vaillante infanterie, était resté parmi les morts.

On négociait pour la paix, devenue nécessaire aux vainqueurs comme aux vaincus, et pourtant les hostilités con-

tinuaient sur tous les points. Philippe IV conclut le premier un traité avec les Provinces-Unies (1648) qu'il reconnut, sous la condition qu'elles renonceraient à leurs conquêtes; mais il refusa d'adhérer à la paix de Westphalie, et continua la guerre avec la France. Les troubles de la Fronde favorisèrent d'abord les armes espagnoles en Italie, en Flandre, dans le Roussillon et la Catalogne. Le prince de Condé, jaloux de Mazarin, après s'être mêlé aux Frondeurs, ternit sa gloire militaire en allant offrir ses services à l'Espagne. Ses talents, unis à ceux de don Juan d'Autriche, eussent peut-être réduit la France aux abois, si elle n'avait eu à opposer à ces deux grands capitaines le vicomte de Turenne, dont les succès permirent à Mazarin de demander la paix. Philippe, quoique vaincu en Flandre, en Italie, en Catalogne, refusa d'abord d'écouter aucune proposition. Cependant on entama des négociations, et elles aboutirent au traité des Pyrénées (1659); l'article le plus important réglait les conditions du mariage de l'infante Marie-Thérèse avec Louis XIV. Une dot était assurée à cette princesse qui renonçait à toute succession aux États de l'Espagne.

La paix des Pyrénées permit à Philippe IV de tourner toutes ses forces contre le Portugal, où depuis 1656 régnait Alphonse IV, fils de Jean IV. Dans ce pressant danger les Portugais implorèrent l'appui de l'Angleterre, et la France les soutint secrètement. Don Juan obtint d'abord quelques succès; mais les victoires d'Amexial et de Villa-Viciosa, remportées par les Portugais, assurèrent leur indépendance. En apprenant les revers essuyés par ses armées, Philippe s'écria : *C'est la volonté de Dieu!* puis il tomba sans connaissance. Il languit trois mois encore et mourut le 17 septembre 1665, après un règne malheureux de quarante-quatre ans, qui avait fait perdre à l'Espagne le Roussillon, une partie de la Cerdagne, des Pays-Bas, et le Portugal.

Son seul fils légitime lui succéda sous le nom de Charles II; sa seconde fille, Marguerite-Thérèse, épousa l'empereur Léopold I[er].

La reine Marie-Anne d'Autriche, fille de l'empereur Ferdinand III, gouverna pour son fils Charles II, âgé de quatre ans. Elle donna toute sa confiance au savant jésuite, le père Nithard; mais elle rencontra une vive opposition dans la noblesse à la tête de laquelle était don Juan.

Louis XIV profita du triste état de l'Espagne, pour faire valoir les droits que semblait lui donner son mariage avec la fille de Philippe IV, la dot de cette princesse n'ayant pas été payée. Il fondait de plus ses réclamations sur le droit de *dévolution* particulier aux Pays-Bas espagnols, d'après lequel, si un veuf ou une veuve passait à de secondes noces, la propriété de ses biens immeubles était *dévolue*, par le fait, aux enfants du premier lit. Or, Charles II étant du second lit, les pays où le droit de dévolution était admis, devait, disait Louis XIV, revenir à Marie-Thérèse née d'un premier mariage.

Les Espagnols opposaient à une coutume les lois fondamentales du royaume qui établissaient l'indivisibilité de la monarchie. Après des pourparlers inutiles, Louis XIV appuya ses raisons par les armes et envahit la Flandre. Secondé par le maréchal de Turenne, il se rendit bientôt maître de plusieurs villes importantes que Vauban fut chargé de fortifier. Après une guerre de deux mois, le monarque victorieux reprit le chemin de Paris, tandis que Condé faisait en trois semaines la conquête de la Franche-Comté.

Cependant la Hollande, effrayée des succès du roi de France, signait, avec l'Angleterre et la Suède, le traité de la Triple Alliance, par lequel ces trois puissances s'engageaient à forcer Louis XIV à la paix. Ce prince ne se sen-

tant pas assez fort pour affronter cette ligue, consentit au traité d'Aix-la-Chapelle. Il rendit la Franche-Condé, mais il conserva ses conquêtes de Flandre.

Le traité d'Aix-la-Chapelle, qu'on imputait à tort au père Nithard, diminua peu à peu son crédit; l'ambitieux don Juan entretint habilement ces préventions du peuple contre le ministre. La reine, pour éloigner ce prince, le nomma gouverneur des Pays-Bas; mais il refusa, menaça et prit les armes. Après avoir vainement essayé des négociations pour calmer les esprits, le père Nithard préféra se retirer devant cet orage, et il prit le chemin de Rome.

Son départ ne fit qu'augmenter le désordre. Don Juan obtint enfin le gouvernement des provinces de l'Est de l'Espagne; Fernando de Valenzuelo remplaça le père Nithard (1675).

La régente et son ministre tinrent le roi éloigné des affaires; mais Charles II étant parvenu à se soustraire à la surveillance dont il était l'objet (1677), appela don Juan comme premier ministre, relégua la reine dans un couvent, et Valenzuelo aux Philippines.

Pendant que ces événements se passaient à l'intérieur de l'Espagne, au dehors, et par l'instigation de Guillaume d'Orange, la guerre avait recommencé avec la France. Les rapides victoires de Louis XIV amenèrent le traité de Nimègue, par lequel l'Espagne abandonnait à la France la Franche-Comté, dont elle s'était emparée au début de la guerre, et plusieurs villes des Pays-Bas.

C'est à la même époque que la Sicile révoltée se donnait à Louis XIV. Ce prince y envoya des troupes; mais il se lassa d'une conquête onéreuse à garder. Il abandonna donc la Sicile, et cette île rentra sous la domination espagnole.

Don Juan mourut en 1679 après avoir perdu sa popu-

larité : il laissait les finances ruinées. La reine-mère fut rappelée; et elle ressaisit toute l'autorité qu'elle partagea bientôt avec le duc de Médina-Cœli. Les mesures que prit ce ministre pour obvier à la misère publique trahirent son incapacité : il pallia le mal sans le guérir. A ces malheurs intérieurs se joignirent des ouragans, des inondations, des incendies qui achevèrent de ruiner la marine et détruisirent des villes entières.

De fréquentes insurrections en Catalogne et au Mexique empêchèrent l'Espagne de profiter de la paix. Au reste, la paix ne pouvait être de longue durée avec l'ambition de Louis XIV, et la haine que lui avait juré le prince d'Orange. En effet, dès 1687, Guillaume de Nassau suscita contre la France la ligue formidable d'Augsbourg. L'Espagne épuisée se laissa persuader d'y entrer; mais ce fut pour se voir accabler d'une longue suite de revers. En Flandre, elle perdit les batailles de Fleurus, de Lens, de Steinkerque; en Catalogne, celle de Barcelone; en Italie, celle de Marsaille, sans compter un grand nombre de villes dont les ennemis s'emparèrent. Les vainqueurs et les vaincus, las de la guerre, conclurent la paix à Ryswick. Louis XIV, en habile politique, rendit toutes ses conquêtes (1697).

Le traité de Ryswick était à peine signé entre l'Espagne, la France, l'Angleterre et la Hollande, que le royaume fut troublé par la rivalité des ministres et des favoris qui se disputaient le pouvoir.

Charles II se mourait, et son immense succession était sans héritier. Toutes les ambitions s'agitaient pour recueillir une part de cet héritage; et des traités étaient conclus en secret par les souverains, dans le but de s'assurer au moins quelques provinces de la grande monarchie espagnole. Charles II l'ayant appris, mit fin à ces intrigues en instituant son héritier universel, le jeune prince de Bavière, âgé de six ans. Mais cet enfant, sur lequel repo-

saient de si grands intérêts, étant mort peu après, les rivalités se réveillèrent. Charles II, accablé de douleur en apprenant que l'on se partageait ses États de son vivant, assura, par un nouveau testament, son vaste héritage à Philippe, duc d'Anjou, second fils du dauphin de France. Il mourut un mois après avoir ainsi réglé le sort de l'Espagne, c'est-à-dire le 1er novembre 1700.

Portugal.

Le Portugal ayant recouvré son indépendance (1640), son histoire redevient distincte de celle de l'Espagne avec laquelle elle a été confondue depuis la conquête de Philippe II, en 1580.

Jean IV, par sa clémence envers ses ennemis, affermit sur sa tête la couronne de Portugal. Il profita de ce que l'Espagne était occupée ailleurs, pour se fortifier et se préparer à la guerre qui était inévitable. En effet, aussitôt après le traité des Pyrénées, Philippe IV, tranquille du côté de la France, tourna toutes ses forces contre le Portugal, où Alphonse VI avait succédé à son père Jean IV en 1656, sous la tutelle de sa mère Louise de Gusman, et ce pays devint le théâtre d'une lutte fort animée. Grâce aux secours obtenus de l'Angleterre et de la France, les Portugais purent la soutenir avec avantage. Malgré le courage et les talents de don Juan, les Espagnols furent contraints de renoncer au Portugal (1665). Philippe IV en mourut de chagrin.

Alphonse VI avait épousé Mlle de Nemours, princesse de Savoie; mais elle préférait le frère du roi, don Pedre. Par ses intrigues scandaleuses, elle fit déposer le faible et méprisable Alphonse VI, puis elle demanda et obtint son divorce (1666). Libre de contracter une nouvelle

union, elle épousa don Pedre, qui monta sur le trône avec le titre de régent. Alphonse vécut jusqu'en 1683 sous une surveillance rigoureuse. A sa mort, don Pedre prit le titre de roi.

Ce prince ayant renoncé à l'alliance française, conclut un traité avec l'Espagne qui reconnut l'indépendance du Portugal.

Don Pedre ou Pedro II mit tous ses soins à relever l'état intérieur de son royaume, réorganisa l'administration, et s'efforça de maintenir la neutralité du Portugal au milieu des luttes de l'Europe. A la mort de sa femme, il embrassa le parti de l'Autriche contre Louis XIV. Plus tard (1703), il signa le traité de Méthuen, qui livra aux Anglais le commerce portugais et l'influence politique. Pedro II mourut en 1706; son fils aîné Jean V lui succéda et resta fidèle à la grande alliance contre la France.

Grande-Bretagne

OU ANGLETERRE, ÉCOSSE ET IRLANDE RÉUNIES.

Jacques VI, roi d'Écosse, fils de Marie-Stuart, descendant de Henri VII par son aïeule Marguerite, succéda sans opposition, sous le nom de Jacques Ier, au bourreau de sa mère : il réunit ainsi sous son sceptre l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande, qui formèrent le royaume de la Grande-Bretagne (1603).

Le long règne d'Élisabeth avait fatigué l'enthousiasme et l'obéissance de la nation; aussi blama-t-elle bientôt le caractère de son nouveau roi, bizarre mélange de fermeté et de faiblesse, de savoir et de goûts grossiers. Sully nommait ce prince *le plus sage fou de la chrétienté*. Jacques Ier eut cependant assez de prudence pour laisser aux anciens conseillers d'Élisabeth les emplois importants et la conduite

des affaires; mais sa prédilection pour les Écossais et son refus d'entrer dans la ligue française contre l'Espagne, mécontentèrent les Anglais. Sully ne put obtenir de lui qu'un traité défensif entre la France et l'Angleterre en faveur de la Hollande.

Dès son avénement au trône, Jacques Ier déplut aux puritains par son attachement à l'église anglicane; et il soutint contre eux des colloques publics, autant pour faire parade de son savoir que pour les ramener à des idées plus monarchiques. Il redoutait leur haine de toute hiérarchie, répétant sans cesse sa maxime favorite : *Point d'évêques, point de roi*. Vainement Jacques Ier, par une sage politique, voulait-il réunir l'Angleterre et l'Écosse sous les mêmes lois, le parlement s'y refusa.

Fils d'une mère catholique et presque martyre, il persécuta les catholiques comme l'avait fait Élisabeth. Pour apaiser leurs murmures, il signa la paix avec l'Espagne (1605); mais le ressentiment fermentait au fond du cœur de quelques victimes de la persécution. Un seigneur catholique, Robert Katesby, ourdit alors, avec un petit nombre de conjurés, le plan d'une atroce vengeance; il ne s'agissait de rien moins que de faire sauter le roi avec le parlement assemblé à Westminster, au moyen d'une mine pratiquée dans les caves. Tout était prêt, lorsqu'une légère indiscrétion donna l'éveil. Le complot fut découvert; et les coupables, arrêtés pour la plupart, furent jugés et condamnés à mort. On voulut sans preuve impliquer les jésuites dans cet horrible projet; après un procès dérisoire, le père Garnet, leur provincial, et deux autres membres de la même compagnie, furent livrés au supplice. On fit expier à tous les catholiques ce complot qu'ils réprouvaient, et qui n'était l'œuvre que de quelques têtes exaltées; les lois portées contre eux furent rendues plus sévères; on confisqua les biens des familles riches et les prêtres furent bannis de

l'Irlande sous peine de mort. Telle fut la fameuse conspiration des poudres dont l'histoire a tant parlé.

Le parlement commençait à sentir sa puissance; aussi Jacques Ier ne le trouvait plus, comme sous ses prédécesseurs, servile, rampant, devant les volontés royales. Le roi refusa d'acheter ces consciences vénales, et dès lors s'organisa une opposition qui plus tard devint redoutable. Elle s'exerça d'abord contre les catholiques d'Irlande. Dépouillés de leurs biens, ils furent refoulés dans les forêts et les montagnes, tandis que leurs terres étaient vendues à des colons anglais et écossais. Les Irlandais, poussés à bout par ces violences, prirent les armes; mais ce ne fut que pour rendre plus lourd leur joug déjà si pesant.

Cependant Jacques Ier, irrité de l'insolence du parlement, l'avait dissous (1610). Ne sachant alors où prendre l'argent dont il avait besoin, il vendit les titres et les dignités. Comme cela ne pouvait suffire longtemps, il fallut encore une fois convoquer le parlement, puis le dissoudre de nouveau, sans pouvoir toutefois vaincre sa résistance aux volontés du roi.

Ce qui augmentait cette indocilité et l'irritation générale, c'était la faiblesse de Jacques pour ses favoris. Le premier fut un écossais, Robert Carr, qu'il fit comte de Somerset et auquel il confia la haute direction des affaires. Robert Carr fut supplanté en 1615 par George Villiers de Brookesby, qui, d'échanson, devint duc de Buckingham et cumula bientôt toutes les premières charges : il ruina le roi et sa réputation. Ce favori fit rendre la liberté à l'illustre navigateur Walter Raleigh, emprisonné en 1603 comme conspirateur. Raleigh obtint alors de Jacques Ier douze vaisseaux pour aller à la recherche de l'Eldorado, pays imaginaire de l'or. Au retour de cette expédition, il fut accusé par l'ambassadeur d'Espagne d'avoir violé le droit des gens, en brûlant une ville inoffensive dans les colonies espa-

gnoles. Condamné à mort, et près de recevoir le coup fatal, Raleigh toucha du doigt la hache du bourreau : *Ce remède est aigu*, dit-il, *mais certain pour tous les maux*, puis il donna lui-même le signal de l'exécution.

Tandis que Buckingham faisait négocier le mariage du prince de Galles avec une infante d'Espagne, on apprit que Frédéric V, électeur palatin et gendre de Jacques Ier, avait été dépouillé de ses États par l'empereur Ferdinand II. Les Anglais et leur roi voulaient la guerre; mais comment rompre avec l'Espagne alliée de l'Autriche? On eut recours aux négociations, et il fallut convoquer le parlement (1621). Ce fut cette assemblée qui condamna, comme coupable de de corruption et de subornation dans l'administration de la justice, le chancelier François Bacon, lord Vérulam et vicomte de Saint-Alban, l'un des plus beaux esprits modernes; mais lâche et rampant, et qui ne rougit pas de descendre à la prière pour obtenir sa grâce. Il mourut cinq ans après, méprisé de tous.

Les communes ayant demandé au roi de prendre part à la guerre du continent, dite guerre de Trente Ans, et de faire plusieurs lois tyranniques contre les catholiques, Jacques, irrité de telles prétentions, cassa le parlement.

La conduite scandaleuse de Buckingham, lorsqu'il accompagna le prince de Galles à la cour d'Espagne, fit rompre les négociations commencées pour le mariage de ce prince (1623). Alors Jacques demanda pour son fils la main de la princesse Henriette Marie, sœur de Louis XIII; elle lui fut accordée sous la condition que les catholiques emprisonnés pour cause de religion seraient mis en liberté, et que tous jouiraient dorénavant de l'exercice privé de leur culte. Jacques Ier mourut avant cette union (1625), laissant la réputation d'un roi faible et d'un littérateur distingué.

Charles Ier, en succédant à son père, porta sur le trône

les traditions paternelles du pouvoir absolu et inaliénable des rois, si fort en opposition avec les principes d'indépendance que la réforme avait jetés dans les esprits.

Aussitôt après son mariage, le jeune roi convoqua le parlement (1625) ; et dès lors commença contre l'autorité royale cette lutte acharnée des communes où dominaient les puritains, lutte qui devait se terminer par une sanglante catastrophe. Fatigué de l'opposition systématique qu'il rencontrait dans la chambre, Charles cassa le parlement ; peu de temps après, forcé par les circonstances, il le convoqua de nouveau, pour le trouver plus indocile que jamais.

Ayant prononcé la dissolution de ce second parlement, le roi se vit réduit aux expédients pour remplacer les subsides qu'on lui avait refusés. Dans un moment où les ressources de la couronne étaient insuffisantes, la témérité de Buckingham vint encore augmenter les embarras du gouvernement. Ambassadeur en France pour le mariage du roi, le favori avait montré la même insolence et la même indiscrétion qu'à la cour d'Espagne ; peu de temps après, chargé d'une nouvelle mission diplomatique près de Louis XIII, il se fit interdire l'entrée du royaume par Richelieu. Buckingham, pour se venger, fit déclarer la guerre à la France, et obtint le commandement d'une expédition destinée à secourir les Rochellois révoltés. Il ne recueillit de cette entreprise que de la honte et du mépris. Pendant qu'il préparait un nouvel armement, le favori, que le parlement venait de déclarer ennemi de l'État, tomba sous le poignard d'un assassin (1628).

La flotte envoyée au secours de la Rochelle assiégée par Richelieu, étant revenue dans les ports de l'Angleterre sans avoir tenté une attaque, le parlement s'indigna de cette lâcheté et son insolence s'en accrut. Les communes, suivant leur système d'hostilité contre la couronne, entrepri-

rent de dépouiller le roi de certains priviléges qui lui assuraient des revenus considérables. Charles irrité prononça la dissolution des chambres, et fit jeter en prison quelques-uns des membres les plus séditieux (1629). Pour diminuer ses embarras, le roi fit la paix avec la France et l'Espagne (1630), bien résolu de se passer du parlement à l'avenir.

Parmi ses ministres se distinguaient Thomas Wentvorth, comte de Strafford et vice-roi d'Irlande, serviteur dévoué et ministre habile; puis Georges Laud, archevêque de Cantorbéry, savant et de mœurs irréprochables. Charles, aidé de leurs conseils, régna douze ans avec un pouvoir absolu, continuant de jouir des priviléges qu'on avait voulu lui enlever. L'Angleterre florissait dans la paix et l'abondance; mais les factieux n'en tenaient aucun compte.

Profitant de quelques taxes nouvelles, les mécontents excitèrent des résistances qui amenèrent des mesures sévères et vexatoires. Ils encouragèrent alors les Anglais à chercher la liberté sur une autre terre. Les émigrations devinrent bientôt si nombreuses, que le roi crut devoir les interdire: la proclamation qu'il fit dans cette circonstance, retint Cromwell, Pym et Hampden.

L'archevêque Laud songeait à réunir les trois royaumes sous l'uniformité de l'épiscopat; dans ce but il prépara une liturgie pour rapprocher les presbytériens, les puritains et les épiscopaux; mais les esprits étaient trop aigris pour accepter cette conciliation bizarre. Lorsqu'on voulut se servir de cette liturgie en Écosse (1637), un affreux tumulte éclata; les presbytériens prirent les armes au cri de : *le presbytérianisme ou la mort!* puis des comités se formèrent et s'emparèrent du pouvoir. Les rebelles rédigèrent le fameux *Covenant,* acte fanatique et mystique par lequel les signataires s'engageaient à défendre la vraie religion. Le peuple abusé signa cet acte qui fut porté dans les endroits les plus reculés de l'Écosse. Comme cette révolte ne pou-

vait être soutenue que par la force, les rebelles levèrent une armée, dont le commandement fut confié à Lesly, ennemi personnel du roi.

Au lieu de résister, Charles fit lui-même un covenant, des concessions; et enfin, lorsqu'il devait combattre et vaincre, il conclut timidement une trève à Berwick (1639). Bientôt les Écossais violèrent le traité, et rompant la trève ils reprirent les armes. Dans cette extrémité, le roi rappela d'Irlande Strafford pour qu'il l'aidât de ses conseils. Le trésor étant vide et toutes le ressources épuisées, il fallut convoquer le parlement; mais la trahison de Henri Vane, secrétaire d'État, perdit tout; car, pendant qu'il poussait le roi à certaines mesures, il excitait les chambres à s'y opposer. Charles ne voyant pas le piége, cassa le parlement.

Cependant Lesly, à la tête de l'armée presbytérienne, passa le Tweed et battit les troupes royales à Newbury; puis il consentit au traité de Dunbar avec le faible monarque, qui reculait toujours malgré les conseils sages et fermes de Strafford.

Les embarras se compliquant chaque jour, Charles se décida encore une fois à réunir les chambres : cette assemblée est désignée dans l'histoire sous le nom de *long parlement*. Strafford voulait se retirer du conseil où ses avis n'étaient plus écoutés : le roi le retint. Tout à coup ce ministre fidèle est dénoncé par Pym au nom des communes, et accusé de haute trahison devant la chambre des pairs. Prévenu du danger qui le menaçait, au lieu de fuir, Strafford, fort de son innocence, accourut se présenter au parlement; mais aussitôt il fut arrêté et envoyé à la Tour. Le roi effrayé accorda aux factieux tout ce qu'ils voulaient, et renonça au droit de dissoudre le parlement.

Les chefs du parti révolutionnaire étaient, dans la

chambre haute, le duc de Bedfort, aussi riche qu'ingrat; lord Say, violent puritain, et le comte d'Essex; dans la chambre des communes, Pym, Hampden et Saint-John formaient une espèce de triumvirat qui dominait la nation: ils se servaient des talents de Henri Vane, caractère faux, sachant se plier à tout pour arriver à ses fins.

Tous avaient juré la perte du ministre, aussi les efforts du roi pour le sauver furent inutiles. Strafford lui-même arracha vainement des larmes à ses juges par une magnifique et noble défense; il fut condamné à mort. Comme Charles refusait de signer une si injuste condamnation, malgré les vociférations de la multitude ameutée autour du palais, le magnanime Strafford écrivit à son souverain pour dégager sa conscience, lui demandant de le laisser mourir. Juxon, évêque de Londres, osa seul s'élever contre la lâcheté du roi; ce même Juxon assista plus tard Charles Iᵉʳ sur l'échafaud.

Strafford en allant au supplice reçut la bénédiction de Laud, aussi prisonnier, et qui devait bientôt le suivre (1641). Le ministre dévoué de Charles Iᵉʳ se montra grand jusqu'à la fin devant les grossières insultes du peuple.

Les actes parlementaires avaient mis presque tout le pouvoir entre les mains des communes où dominaient les puritains. Cela n'empêcha pas le parlement de donner le nom de frères aux presbytériens révoltés de l'Écosse qu'il avait été appelés à réprimer; et au lieu de les combattre il approuva leur conduite.

L'insurrection de l'Écosse avait commencé à ébranler l'autorité royale; celle qui éclata en Irlande servit de prétexte à lui porter le dernier coup. Les Irlandais, croyant le moment favorable pour se venger des rigueurs exercées contre eux, prennent les armes à l'appel de leurs chefs, et font retentir dans toute l'île le cri de: *vive Érin!* Le parlement, feignant de croire que le roi est complice de ce sou-

lèvement sème les bruits les plus absurdes pour augmenter la fermentation. Tout à coup la populace, sous prétexte de défendre le parlement qu'aucun danger ne menace, accourt armée, vociférant : *Point d'évêques! point de lords papistes!* C'est alors que prirent naissance les noms de *Cavaliers* ou royalistes, et de *Têtes-Rondes* ou révolutionnaires (1).

L'armée envoyée pour soumettre l'Irlande acheva d'irriter la population par ses cruautés. Avec des moyens militaires moindres, les Irlandais, excités par le désespoir, résistèrent aux Anglais et redevinrent maîtres de presque toute l'île. Les confédérés se donnèrent alors un gouvernement national et catholique.

Charles, désireux de démentir les bruits de complicité avec les Irlandais, fit une proclamation où il les qualifiait de rebelles, annonçant son intention de les châtier sévèrement. Mais bientôt, inquiet de leurs succès, le roi préféra traiter avec eux. Une trêve fut conclue; et les confédérés accordèrent un subside considérable pour l'entretien de l'armée royale.

En 1645, Charles, engagé dans la guerre avec le parlement, demanda une armée à l'Irlande; les confédérés exigèrent en échange la reconnaissance du libre exercice de la religion catholique. Pendant que les négociations traînaient en langueur, le roi fut vaincu, puis fait prisonnier par ses ennemis. Alors la guerre éclata en Irlande entre les royalistes et les parlementaires; elle se prolongea pendant plusieurs années, et finit par dégénérer en une lutte acharnée entre les partisans de la paix et ceux qui la repoussaient. Le parti royaliste n'en resta pas moins en Irlande le parti dominant.

Les chambres poursuivaient en Angleterre leurs usur-

(1) La populace portait à cette époque les cheveux coupés très-court.

pations sur l'autorité royale. Charles essaya encore des concessions; mais ne pouvant pas reculer davantage, il se retira à Nottingham, d'où il appela aux armes ses sujets fidèles (1642), tandis que la reine allait chercher un asile auprès de son gendre, Guillaume d'Orange. Les royalistes étaient en majorité dans le Nord et dans l'Est; les parlementaires, plus nombreux dans le reste de l'Angleterre, avaient de plus l'enthousiasme de la rébellion.

La fortune se déclara d'abord pour le roi, que le prince palatin Robert, son neveu, vint soutenir, pendant que la reine, bravant tous les dangers, traversait la mer pour amener des troupes ou apporter de l'argent à son époux. Un jour, elle trompa la vigilance de Batten, amiral parlementaire, et débarqua en sûreté dans un port du Yorkshire (1643); l'amiral en ayant été instruit, dans sa fureur, tira plus de cent coups de canon contre les maisons où elle s'était réfugiée et d'où elle fut obligée de fuir précipitamment.

Un traité réunit l'Angleterre et l'Écosse contre Charles Ier, mais l'argent manquait aux deux partis. Le dévouement de la noblesse releva un moment les affaires du roi; que pouvait-elle cependant contre les forces dont les parlementaires disposaient! Ceux-ci multiplièrent les impôts, et imaginèrent le *jeûne forcé,* qui consistait à se priver d'un repas par semaine pour en verser la valeur dans le trésor.

Charles eut d'abord quelques succès dans le nord; mais le chevalier Fairfax, à la tête d'un corps de parlementaires, surprit et dispersa les royalistes près de Nantwich (1644). Parmi les prisonniers était le colonel Monk, destiné à jouer plus tard un rôle si brillant. Peu de temps après, l'imprudence du prince Robert, qui se fit battre à Marston-Moor, amena la perte d'York, assiégée par Fairfax et Lesly, devenu comte de Leven. Dans le même temps Montross, l'un des plus vaillants cavaliers, soulevait les clans du

nord de l'Écosse, et semait l'effroi jusqu'aux portes d'Édimbourg (1645). Le roi, ranimé par ces succès, marchait sur Londres où son approche avait déjà répandu la consternation, lorsqu'il essuya une sanglante défaite à Newbury.

Un homme se faisait alors remarquer dans les rangs de l'armée parlementaire comme dans la chambre des communes; cet homme était Olivier Cromwell, que l'édit du roi avait retenu en Angleterre, lorsqu'il avait le pied sur le vaisseau qui devait l'emporter loin de sa patrie. Bouffon et trivial, lourd et ténébreux dans son esprit, embarrassé dans son langage mystique, ses actions avaient quelque chose de la rapidité et de la force de la foudre. Puritain fanatique, il jouait l'enthousiasme; appelé au parlement en 1628, il ne cessa d'y déclamer contre les évêques : sa voix était aigre et passionnée, ses manières communes, ses vêtements négligés; ses discours violents, inspirés par un puritanisme exalté, lui donnèrent, dès qu'il parut, une grande influence dans l'armée et dans le parlement. Cromwell débuta dans la carrière politique par une opposition constante à la noblesse; volontaire dans les armées, puis colonel, il se servait du fanatisme religieux pour exciter ses soldats à l'heure du combat. Quand la révolution eut éclaté, il se mit à la tête *des Indépendants,* secte sortie des puritains, et dont l'exagération faisait toute la force. C'était un mélange d'enthousiastes, de libertins et de philosophes qui, abolissant tout culte extérieur, faisaient consister leur religion dans de prétendues communications du Saint-Esprit, et s'appuyaient sur des textes de la Bible, bizarrement interprétés, pour autoriser leurs crimes.

Ce parti extrême comprit que pour dominer il lui fallait l'armée; mais comme elle était commandée par des officiers presbytériens, les Indépendants, jouant l'enthousiasme, obtinrent du parlement, dans un moment

d'exaltation religieuse et politique, le fameux ***bill du renoncement à soi-même***, par lequel les membres qui le composaient devaient renoncer à tout emploi lucratif. Cromwell trouva le moyen, par de nouveaux succès militaires, de se faire exempter du bill, ainsi que Fairfax. Ce fut même à la demande du parlement qu'il garda le commandement de l'armée, il la remplit aussitôt de fanatiques indépendants.

Pendant que la guerre civile se poursuivait avec fureur, l'archevêque Laud montait sur l'échafaud, en vertu d'un bill d'atteinder, après une captivité de trois ans (1645).

La même année, la bataille de Naseby perdue par les royalistes, décida la chute de Charles Ier, pendant que Montross, abandonné par les montagnards, était surpris et défait, et que le prince Robert, jusque là connu par son courage impétueux, rendait Bristol sans coup férir. Le malheureux roi erra longtemps de ville en ville, de château en château, indécis sur le parti qu'il devait prendre; mais quand il sut l'heureuse évasion du prince de Galles, il se rendit à l'armée écossaise avec laquelle il avait secrètement traité. Bientôt Charles s'aperçut qu'il était prisonnier; et les Écossais auxquels il s'était confié ne rougirent pas de le vendre au parlement anglais pour la somme de 800,000 livres sterling. En apprenant cette infâme trahison, le roi dit ces nobles et dédaigneuses paroles : *J'aime mieux être au pouvoir de ceux qui m'ont chèrement acheté, que de ceux qui m'ont lâchement vendu* (1646).

Charles Ier fut conduit au château de Holmby près de Northampton. La mésintelligence ne tarda pas à éclater entre l'armée (les indépendants) et le parlement (les presbytériens). Cromwell, chargé de rétablir l'ordre parmi les troupes, y fomenta ouvertement la révolte, et permit aux soldats de s'organiser en parlement militaire, puis il donna ordre d'enlever le roi pour le conduire à Newmarket.

Accusé pour ces faits devant les communes, Cromwell tombe à genoux, fondant en larmes, parle du roi, de l'armée, de lui-même, avec beaucoup de véhémence, mêlant des prières à cette étrange scène qui dura deux heures, et qui assura son influence dans les chambres.

Pendant que ces choses se passaient dans le parlement, les royalistes étaient persécutés et leurs biens confisqués; le clergé anglican errait dans les bois, des milliers de victimes périssaient dans les prisons et sur les pontons de la Tamise.

A Londres, une réaction s'opéra en faveur de l'infortuné monarque. A cette nouvelle les indépendants marchèrent sur la capitale, ce qui rendit vaine toute tentative de pacification.

Cromwell craignant qu'on ne s'emparât de Charles l'avait fait transférer à Hampton-Court; puis il l'effraya par des bruits alarmants, et facilita son évasion après lui avoir fait conseiller perfidement de se retirer dans l'île de Wight. Trahi par le gouverneur de cette île, le colonel Hammond, créature de Cromwell, le malheureux roi, alors qu'il se croyait libre, se vit retenu prisonnier plus étroitement que jamais au château de Carisbrook.

De nouveaux partis se formaient chaque jour dans l'armée; le plus violent était celui des *niveleurs*. Poussant à leurs dernières conséquences les principes républicains, ils voulaient égalité de pouvoir et de biens entre tous les membres de la société chrétienne. Cromwell, qui s'était servi des niveleurs contre le roi et le parlement, commençait à les craindre. A la tête de son régiment, il se présenta tout à coup aux niveleurs rassemblés, tua de sa main deux de ces démagogues, en fit pendre d'autres et dissipa le reste.

Les Écossais, honteux d'avoir livré leur roi, reprirent les armes en sa faveur; mais Cromwell les battit et fit

prisonnier leur général Hamilton (1648). Des royalistes obligés de capituler dans la ville de Colchester, furent vendus comme des nègres et embarqués pour les colonies : ces tentatives malheureuses ne firent que hâter la perte de Charles. L'armée victorieuse demanda le jugement du roi. Le parlement, effrayé de tant d'audace, pressa des négociations qu'il venait d'entamer avec l'auguste captif. Cromwell l'ayant appris, fit aussitôt avancer son armée sur Londres, et envoya l'ordre de conduire Charles dans l'île de Wight d'où il avait été ramené. C'est là que, fidèle à sa parole d'attendre la réponse des communes aux propositions qu'il leur avait envoyées, il refusa les moyens d'évasion fournis par des serviteurs fidèles.

Les indépendants ne se voyant pas les plus forts dans les chambres, en chassèrent les presbytériens. Le parlement ainsi *purifié*, fut réduit à cinquante-trois membres, et reçut du mépris populaire le surnom de rump (croupion) qui lui est resté dans l'histoire. Dès lors les indépendants furent les maîtres et entreprirent le jugement du roi; la chambre haute refusa d'y prendre part. Les communes nommèrent alors une cour de cent-quarante-cinq juges pour faire le procès de Charles Stuart : Cromwell en faisait partie. L'infortuné monarque fut amené à Londres pour avoir à se défendre. Il déclina avec courage et dignité la compétence de la cour devant laquelle il était cité, et refusa de lui répondre. En passant devant la table des secrétaires, sur laquelle était posée une épée, il toucha le glaive du bout de sa canne : *Il ne me fait pas peur,* dit-il. A la troisième séance, il fut condamné à mort comme *traître, tyran* et *meurtrier*. Charles écouta la lecture de son arrêt avec un froid dédain. En sortant de la salle de Westminster, la populace accueillit le roi par des vociférations : il en sourit de pitié. Un misérable ayant osé lui cracher au visage, il se contenta de dire avec douceur : *le Sauveur du*

monde a souffert un pareil outrage; mais il s'attendrit en entendant quelques voix s'écrier : *Que Dieu préserve votre Majesté!*

Cromwell se montra grossièrement badin quand il fallut signer l'ordre du supplice; et il barbouilla d'encre le visage de Martyn qui signait après lui et qui lui rendit jeu pour jeu. Le colonel Ingolsby fut contraint de signer cet acte inique qui subsiste encore, et sur lequel on a peine à lire la plupart des signatures griffonnées à dessein. Entre ce moment et l'exécution, plusieurs amis et anciens ministres du roi s'offrirent pour mourir à sa place. L'Écosse menaça; la France, la Hollande et l'Espagne firent de vaines prières. Il ne restait auprès du roi que son troisième fils, le duc de Glocester, et sa sœur Élisabeth. Avant de marcher au supplice, Charles Ier fit promettre au jeune prince de ne jamais accepter la couronne au détriment de son frère aîné Charles, prince de Galles; et du second, Jacques d'York, tous deux alors sur le continent; puis il bénit ses enfants, et se dirigea sur l'échafaud avec calme et dignité. Il avait été dressé dans le palais de White-Hall et élevé au niveau de la salle des banquets : les bourreaux étaient masqués. Charles mourut comme son aïeule Marie Stuart en pardonnant à ses assassins (30 janvier 1649). C'est le premier meurtre juridique d'un roi que nous présentent les annales du monde.

Cromwell se fit ouvrir le cercueil de la royale victime, et soulevant cette tête séparée du tronc : *C'était là*, dit-il, *un corps bien constitué et qui promettait une longue vie.*

Une désorganisation complète suivit dans les trois royaumes cet affreux régicide; chacun voulant faire accepter son plan de république et de religion, une foule de sectes politiques et religieuses se disputèrent l'autorité au nom de Dieu et la Bible à la main.

La chambre des communes, réduite à environ quatre-

vingts membres, et ne formant plus qu'une oligarchie démocratique, abolit la chambre des pairs, proscrivit les Stuarts et proclama la république. A la suite de Charles Ier, de nobles victimes furent immolées, entre autres le duc d'Hamilton, le duc de Holland et lord Capel.

Aussitôt après l'attentat du 30 janvier, l'Irlande proclama Charles II. Les royalistes, sous les ordres du duc d'Ormond, eurent le dessus dans plusieurs rencontres; mais l'arrivée de Cromwell changea la face des affaires. Il emporta d'assaut Drogheda et Wexford, dont tous les habitants furent massacrés ou envoyés comme forçats dans les îles. Les indigènes catholiques furent refoulés dans le Connaught; et peine de mort fut portée contre ceux qui franchiraient le cordon de troupes et de poteaux qu'on forma autour d'eux. L'immense étendue de terrain que ces violences avaient dépeuplée, fut vendue par le gouvernement anglais.

Pendant qu'à Londres on inscrivait sur les piédestaux des statues royales renversées : *Le dernier des rois a passé*, les Écossais saluaient Charles II, mettant toutefois pour condition au rappel de ce prince, son adhésion au covenant national. Charles II éluda une réponse qui répugnait à ses principes, et le fidèle Montross se chargea de le faire triompher sans condition. A son appel, les highlanders quittèrent leurs montagnes pour se ranger sous la bannière royale; mais leurs succès ne furent pas longs. Vaincu dans un combat inégal, Montross fut pris, livré au parlement écossais et condamné au supplice des traîtres. *Ah!* s'écria le fidèle serviteur de Charles II, *puisse-t-on me déchirer en un assez grand nombre de morceaux pour rappeler à chaque village du royaume la fidélité qu'un sujet doit à son roi!* Ses membres, ainsi que le portait la sentence, furent attachés aux portes des principales villes d'Écosse (1650).

Charles II, privé de secours, se rendit à Édimbourg, et pour ressaisir le sceptre se soumit au covenant presbytérien. Les Écossais, en reconnaissant Charles II pour leur souverain, n'avaient nullement pris l'engagement de le replacer sur le trône d'Angleterre. Cependant le parlement, effrayé de son voisinage, confia une armée à Cromwell, qui battit les Écossais à Dunbar (3 septembre 1650), et se fit ouvrir les portes d'Édimbourg, où ses soldats exercèrent toutes sortes de vexations.

C'était à contre-cœur que Charles II s'était soumis au convenant. Peu à peu il s'en détacha, s'entoura de partisans de l'épiscopat, de chefs montagnards, de gentilshommes ennemis des têtes-rondes, puis il tenta, du côté de l'ouest, une invasion en Angleterre. Ses troupes atteintes par Cromwell à Worcester furent taillées en pièces (3 septembre 1651). Charles, au milieu de ses derniers soldats, s'écriait en s'adressant aux fugitifs : *Tuez-moi plutôt que de me laisser vivre pour voir les suites funestes de cette journée*. Il ne lui restait que le parti de la fuite, car sa tête était mise à prix. Jamais cependant on ne put découvrir aucune trace de son passage ou de son séjour ; et lorsqu'on commençait à croire qu'il avait péri, on apprit qu'il venait de débarquer en sûreté sur les côtes de Normandie.

Monk acheva, par la prise de Sterling, la soumission de l'Écosse qu'un décret du parlement réunit à l'Angleterre (1652); le plus affreux despotisme pesa dès lors sur ce royaume.

Les puissances de l'Europe, à l'exception de la Hollande, avaient reconnu la république d'Angleterre; l'Écosse était soumise, l'Irlande domptée, et une flotte était allée imposer le nouveau gouvernement de la Grande-Bretagne à ses colonies d'Amérique. Cromwell, tout-puissant depuis la bataille de Worcester, obtint du parlement, pour se venger de la Hollande, le fameux acte de navigation, par

lequel l'entrée des ports d'Angleterre était interdite à tout vaisseau qui ne sortait pas de ses chantiers, et dont l'équipage n'était pas aux trois quarts anglais. La Hollande y répondit par une déclaration de guerre. Blake, Askew, Monk et Dean soutinrent, en onze combats, l'honneur du pavillon anglais contre Tromp, Ruyter, Van-Galen et de Witt.

Le Rump commençait à s'alarmer des projets de Cromwell, lorsqu'une pétition, signée par les officiers de l'armée, invita les membres du parlement à céder la place à d'autres. Cette étrange demande excita de violents murmures. Cromwell ne s'en effraya point : il s'y attendait. Suivi de trois cents soldats, il se présente aux portes de Westminster, où il pénètre seul comme député pour prendre part à la délibération. Tout à coup il se lève, accable ses collègues d'outrages et s'écrie avec fureur : *Cédez la place; le Seigneur en a fini avec vous : il a choisi d'autres instruments de ses œuvres*. A un signal la porte s'ouvre, et deux files de mousquetaires entrent dans la chambre conduits par le colonel Worseley. Aussitôt les membres du Rump sortent pêle-mêle, tandis que Cromwell se répand en injures personnelles sur chacun d'eux. Lorsque la salle fut évacuée, il fit fermer les portes, mit les clefs dans sa poche et se retira au palais de White-Hall. Le lendemain, on trouva suspendu à la porte des communes un écriteau ainsi conçu : *Chambre à louer, non meublée*.

Les officiers de l'armée élurent un nouveau parlement. Les cent-quarante-quatre membres qu'ils choisirent parmi eux prirent, avec le titre de *saints*, des noms empruntés à l'Écriture. Cette assemblée, ramas de toutes les sectes, commit les actes du fanatisme le plus insensé et tomba dans le mépris (1). Cinq mois après, elle fut obligée de se

(1) Elle est connue sous le nom de Parlement Barebone (*barebone* ou décharné), du nom de l'un de ses membres les plus marquants.

dissoudre elle-même, et de remettre son autorité entre les mains d'un conseil militaire. Les officiers qui le composaient déclarèrent Cromwell protecteur de la république d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et lui confièrent toute la puissance des anciens monarques, ainsi que le droit de convoquer le parlement.

Ce changement ne rencontra point d'obstacle, et les trois royaumes se soumirent au Protecteur. La Hollande ayant demandé la paix, obtint le traité du 15 avril 1654. Toutes les puissances de l'Europe envoyèrent féliciter Cromwell; la France et l'Espagne sollicitèrent son alliance. Le Protecteur n'en fit pas moins attaquer les colonies espagnoles; et les flottes de l'Angleterre s'emparèrent de la Jamaïque. En 1658, conformément aux traités, la France remit à Cromwell la ville de Dunkerque, conquise par Turenne sur les Espagnols.

Le premier parlement que le Protecteur convoqua se montra récalcitrant; il le cassa. Le second, plus docile, lui offrit la couronne. Cromwell s'arrêta devant les oppositions qu'il rencontra jusque dans sa famille; mais il accepta le droit qu'on lui offrait de nommer son successeur.

Pendant que cela se passait à Londres, Charles II vivait à Paris avec sa mère Henriette, de la modique pension de 6,000 fr. que lui faisait Louis XIV. Ses amis s'affligeaient de le voir s'oublier au sein des plaisirs, captivé par Lucie Walter, mère d'un enfant qui fut le célèbre duc de Monmouth. Dégoûté enfin de cette indigne courtisane, il l'abandonna pour aller successivement à Cologne, à Bruxelles, puis à Breda. Son frère, Jacques d'York, servait avec distinction sous le maréchal de Turenne.

Cromwell exerçait en Angleterre une autorité absolue. Surveillant par un vaste espionnage et contenant par la force toutes les sectes et tous les partis, il faisait jouir l'Angleterre d'une profonde paix; mais il payait de son

repos cette toute-puissance. Le remords déchirait l'âme du régicide, qui ne rencontrait dans sa famille que des cœurs dévoués à Charles II. Le soupçon et la défiance l'assiégeaient jour et nuit ; jamais il ne couchait deux nuits de suite dans la même chambre, et il portait toujours des armes cachées. Une noire mélancolie s'empara de Cromwell, et usa rapidement la vigueur de sa constitution. Il expira le 3 septembre 1658, anniversaire de ses deux grandes victoires de Dunbar et de Worcester, à l'âge de cinquante-huit ans.

On a longtemps considéré Cromwell comme un rare génie ; mais à mesure que les passions se sont calmées et qu'on l'a étudié avec plus d'impartialité, l'admiration pour le Protecteur a été réduite à de plus justes proportions. On est forcé de convenir qu'il n'y a rien de sublime, d'élevé, de généreux, dans le caractère froid, prudent, calculateur de Cromwell, hypocrite raffiné autant qu'habile politique.

Richard Cromwell, fils aîné d'Olivier Cromwell, fut reconnu pour son successeur ; mais il ne savait que faire de ses dignités, et laissait l'autorité à son oncle Desborough et à son beau-frère Fletwood qui rappelèrent le Rump. Fatigué d'un rang peu en harmonie avec ses goûts, Richard abdiqua l'année suivante (1659). Son frère Henri, lord lieutenant d'Irlande, qui cachait ses sentiments royalistes, finit presque aussi obscurément que lui. Alors éclatèrent de violentes dissensions entre le parlement et l'armée ; celle-ci triompha. Fletwood fut nommé commandant en chef des armées britanniques, et Lambert, un des anciens généraux de Cromwell, major général. L'autorité fut confiée à un comité de vingt-trois membres.

Cependant Monk, auquel le Protecteur avait donné un commandement dans l'armée malgré ses sympathies royalistes, méditait sérieusement le rétablissement de la monar-

chie. Couvrant ses projets d'un voile impénétrable, il s'assura des places fortes de l'Écosse dont il était gouverneur, et se rallia à Fairfax devenu aussi royaliste. Avec une armée composée dans le sens du parti royal, il marche sur Londres où tout était en confusion, se déclare pour le parlement, et réinstalle les membres exclus par la violence, avant la mort de Charles Ier. Cette assemblée se sépara d'elle-même après avoir convoqué un nouveau parlement librement élu. La nation, lasse de la république dont le nom seul rappelait dix années de tyrannie et la désolation de l'Irlande, élut des députés favorables au rétablissement de la monarchie. La nouvelle assemblée nomma Monk généralissime, et abolit le serment de renonciation aux Stuarts.

Monk, par l'intermédiaire de Greenville, commissaire de Charles II, s'était entendu avec ce prince; il apporta en son nom l'offre d'une amnistie dont ne seraient exclues que les personnes désignées par le parlement. Les chambres la reçurent avec enthousiasme, et envoyèrent au prince une députation chargée de déposer à ses pieds les vœux du peuple. Charles II débarqua à Douvres le 26 mai 1660; Monk l'attendait sur le rivage: *Où sont donc mes ennemis,* dit gracieusement le prince, à la vue de la foule ivre de joie qui se pressait pour le voir? Son entrée dans Londres, excita un enthousiasme universel: *Je crois en vérité,* dit Charles, *que c'est notre faute si nous ne sommes pas revenu plus tôt* (1660).

Charles II avait toutes les qualités qui peuvent gagner les cœurs, et ses malheurs achevaient de le faire chérir de ses sujets. Georges Monk, en reconnaissance de ses services, fut créé duc d'Albemarle; le chancelier Hyde, nommé comte de Clarendon, reçut les sceaux, et d'autres hommes respectables entrèrent dans le conseil.

Le roi publia une amnistie générale à laquelle les

chambres firent quelques exceptions. Une commission entreprit le procès des régicides que réclamait l'opinion publique : ceux qui se reconnurent coupables furent amnistiés, les autres subirent la peine de mort. Une fête annuelle d'expiation fut ordonnée pour le 30 janvier; et depuis lors l'Angleterre n'a pas cessé de la célébrer.

Quelque temps après, Charles II rétablit l'épiscopat dans les trois royaumes; le parlement sanctionna cette mesure par l'*acte d'Uniformité*, portant que tout ministre devait recevoir l'ordination épiscopale et prêter le serment d'obéissance canonique (1662). Deux mille ministres renoncèrent à leurs bénéfices plutôt que de reconnaître ce bill.

L'Irlande ne fut que peu émue de l'acte d'Uniformité; en Écosse, au contraire, il rencontra une vive opposition. Le peuple d'Édimbourg ne put voir sans indignation le covenant brûlé sur la place du marché; à l'instigation du marquis d'Argyle, il se porta à des actes de violence contre les commissaires royaux chargés d'obtenir de leurs ministres le serment d'obéissance. Des associations presbytériennes se formèrent pour assurer la résistance et maintenir le covenant; mais le marquis d'Argile, ayant été arrêté et condamné à mort, le calme se rétablit.

Le parlement vota de nombreux subsides que Charles dissipa bientôt follement. Dans son indigence, il vendit à la France Dunkerque et Mardik pour la somme de cinq millions. Précédemment il avait épousé l'infante de Portugal, Catherine de Bragance, qui lui avait apporté une dot considérable; tout cet argent passait en festins, en réjouissances. Uniquement occupé de ses plaisirs, et laissant le soin des affaires à ses ministres, Charles donnait à sa cour l'exemple de la licence la plus effrénée, retenant près de lui Barbara Villiers, devenue tristement célèbre sous le nom de duchesse de Cléveland.

Dans l'année 1665, la peste fit périr soixante-huit mille

personnes à Londres, et quelques mois après, un incendie consuma les deux tiers de cette ville. A ces fléaux se joignaient les désastres éprouvés dans la guerre avec la Hollande.

Le renouvellement du fameux acte de navigation avait attiré à Charles cette guerre malheureuse qui commença dans les colonies (1665). Jacques, duc d'York, battit les Hollandais sur les côtes de Suffolk ; ils perdirent vingt-deux vaisseaux et l'amiral Wassenaer. Monk et le prince palatin Robert se distinguèrent dans plusieurs combats contre Ruyter et Tromp (1666). Les deux partis étaient fatigués d'une guerre sans objets. Pendant qu'on négociait la paix, le hollandais Ruyter, avec soixante et un vaisseaux, pénétra dans la Tamise, brûla les navires qui se trouvaient dans la rade de Chatam, et, par l'épouvante qu'il jeta dans Londres, fit conclure promptement le traité de Breda (1667). Ce traité laissa aux Anglais le cap Corse en Afrique, et en Amérique les nouveaux Pays-Bas (New-York); il modifia l'acte de navigation en faveur des Hollandais, qui gardèrent Surinam.

Cette paix n'avait rien de déshonorant pour l'Angleterre; mais le peuple, aigri par les calamités contemporaines, la guerre et l'affront de Chatam, s'en prit au chancelier Hyde de Clarendon, beau-père du duc d'York. La duchesse de Cléveland qui ne pouvait supporter l'austérité de ses mœurs et son économie, servit la passion des ennemis du ministre en le décriant auprès du roi. Charles, ainsi prévenu, lui enleva les sceaux, et le parlement, pour flatter le souverain, ajouta le bannissement à cette disgrâce. Clarendon passa en France.

Ce ne fut pas la seule injustice de Charles II. Les malheureux Cavaliers, après avoir tout sacrifié à sa cause, languissaient dans la misère, tandis que les Têtes-Rondes étaient comblées de biens et d'honneurs. Cette conduite

souleva de violents murmures. Dans l'espoir de flatter l'opinion publique le roi, pour arrêter les conquêtes de Louis XIV, conclut avec la Suède et la Hollande, la Triple alliance de la Haye. Mais ce prince frivole et prodigue ne pouvait se passer de l'argent de la France; aussi le traité de Douvres (1670) le fit bientôt pensionnaire secret de Louis XIV.

Le faible monarque trouva dans Clifford, Ashley, Buckingham, Arlington et Lauderdale (1), les ministres corrompus dont une pareille politique avait besoin. Ashley Cooper surpassait tous les autres en vice et en audace : il devint lord grand chancelier d'Angleterre et comte de Shaftesbury.

Charles était soupçonné de favoriser le catholicisme que son frère, le duc d'York, avait embrassé. Cette circonstance, jointe au mécontentement causé par ses prodigalités, avait indisposé le parlement contre le roi, et il était revenu aux anciennes traditions de résistance. Craignant pour son autorité, Charles changea tout à coup de politique, et il fit alliance avec la France, alors en guerre avec la Hollande. Mais toujours pressé par le besoin d'argent, il cédait à toutes les exigences du parlement pour en obtenir. C'est ainsi qu'il se laissa imposer le fameux bill *du test* ou l'épreuve, par lequel tout officier public devait jurer qu'il ne croyait pas à la transsubstantiation eucharistique. Cette mesure était prise contre le duc d'York, zélé catholique; ce prince fut donc obligé de résigner sa charge de grand amiral (1673). Le parlement sentant sa puissance, força le roi de faire la paix avec la Hollande (1674). Peu de temps après eut lieu le mariage de Marie, fille du duc d'York, avec Guillaume d'Orange, stathouder des Provinces-Unies. Malgré la pres-

(1) Ce conseil fut surnommé la *cabale*, en anglais *cabal*, mot composé des lettres initiales des noms des nouveaux ministres. (Ragon. *Abrégé d'Histoire générale*, tome II, page 608. Note).

sion des chambres, Charles hésitait à se déclarer ouvertement contre Louis XIV, lorsqu'il apprit que le traité de Nimègue (1678) avait fait poser les armes aux ennemis de ce prince.

Cependant l'Écosse était en feu. Les presbytériens, exaspérés par les vexations dont ils étaient l'objet, se soulevèrent en 1679, après avoir assassiné l'archevêque de Saint-André. Leur victoire sur l'armée royale à London-Hill ne fit que redoubler la violence de la persécution et, par contre, la résistance et la haine des Écossais. Ceux-ci remportèrent quelques succès, bientôt rendus inutiles par les triomphes du duc de Monmouth, fils naturel de Charles II, qui les tailla en pièces au pont de Bothwell sur la Clyde. Les presbytériens incapables de résister plus longtemps, se soumirent à une sorte d'épiscopat mitigé, et reconnurent la suprématie du roi.

L'Angleterre était alors agitée par la découverte d'un prétendu complot papiste. Titus Oates, successivement anabaptiste, anglican, catholique, puis apostat, était, sous l'inspiration de lord Shaftesbury l'inventeur de cette trame supposée, non moins incroyable qu'absurde, et dont Voltaire a dit que « les contradictions des délateurs étaient si grossières, qu'en tout autre temps on n'aurait pu s'empêcher d'en rire. » Le parlement avait intérêt à se laisser tromper par les artifices de cet aventurier; sans rechercher des preuves, il le crut donc sur parole, et fit exclure les pairs catholiques de la chambre des lords. On ordonna de nombreuses arrestations; et plusieurs jésuites, quoiqu'ils n'eussent jamais entendu parler du complot, furent mis à mort.

Shaftesbury, ayant conspiré avec le duc de Monmouth qui aspirait au trône, les principaux conjurés, trahis par un agent subalterne, furent arrêtés, à l'exception de Shaftesbury, et subirent la peine de leur crime, Monmouth fut gracié par le roi (1683).

Désormais tout plia sous l'autorité de Charles II et de son frère, le duc d'York, rétabli dans sa charge de grand amiral. Les partis se turent, et cessèrent de se jeter les noms injurieux de *Whigs* et de *Tories :* le premier servait à désigner les partisans de la liberté; le second, les royalistes (1). Prorogé par le roi, le parlement si longtemps rebelle était réduit au silence. Sa lutte avec l'autorité royale avait donné lieu au fameux bill d'*habeas corpus,* l'une des lois du royaume, et qui a pour but d'empêcher les emprisonnements arbitraires.

Au moment où il semblait avoir triomphé de tous ses ennemis et dompté l'esprit indocile des Anglais, Charles II mourut sans postérité légitime, ayant, par les soins de son frère, reçu la communion des mains d'un prêtre catholique (1685). Ce prince eût régné avec gloire s'il n'eût changé en vices les heureuses dispositions qu'il tenait de la nature; chez lui la bonté devint faiblesse, et l'affabilité lâche complaisance pour ses flatteurs et ses favoris.

Le trône revenait de droit à Jacques II, duc d'York, frère de Charles II. Ce prince était probe, courageux, sensible à l'honneur national, plein de sollicitude pour la prospérité du pays; mais sa sévérité et plus encore son attachement au catholicisme déplaisaient aux Anglais, quoiqu'il eût proclamé la liberté de conscience. Ils l'acceptèrent néanmoins pour roi, dans la crainte de voir une nouvelle lutte troubler la paix dont la nation commençait à jouir.

On put bientôt prévoir des orages politiques. Guillaume d'Orange recevait et encourageait les mécontents, qu'il lançait ensuite tout armés contre le roi son beau-père. C'est ainsi que le duc d'Argile débarqua inopinément en Écosse, appela ses vassaux sous les armes et

(1) De nos jours les *Whigs* sont les réformateurs ; les *Tories*, les conservateurs.

marcha contre Jacques II (1685). Vaincu près de la Clyde, il paya sa révolte de sa tête. L'entreprise du duc de Monmouth fut plus redoutable. Ce jeune ambitieux avait déjà pris le titre de roi, lorsque sa défaite à Sedgemoor mit un terme à ses rêves. Lâche sur le champ de bataille, Monmouth retrouva de l'énergie devant l'échafaud. Deux cent cinquante de ses complices furent également exécutés.

La faveur que Jacques II accordait aux catholiques, la présence d'un nonce du Pape à la cour, et la révocation du bill du test, excitaient en Angleterre de violents murmures; mais en Écosse, les presbytériens se montraient favorables à un prince qui les avait toujours protégés contre les épiscopaux; et les Irlandais tenaient du fond de leurs entrailles au roi qui leur permettait de suivre la religion de leurs pères. C'était parmi eux que Jacques espérait trouver des soutiens pour les jours mauvais qu'il commençait à entrevoir. Guillaume d'Orange se préparait en effet à faire voile pour l'Angleterre avec une flotte nombreuse. Averti par Louis XIV, Jacques, en face du danger, ne sut pas prendre des mesures énergiques pour le conjurer. Le peuple cependant paraissait attaché à sa cause; et il ne fit aucune démonstration en faveur de l'usurpateur, lorsque celui-ci débarqua à Torbay (5 novembre 1688). Guillaume ne se découragea pas : il savait qu'il avait pour lui les chefs du parti anglican. Jacques II, abandonné par Sunderland, son principal ministre; par l'ingrat Churchill, plus tard duc de Malborough, qui lui devait sa fortune, hésite à marcher contre son gendre et prend la résolution de quitter Londres. Il s'embarque sur la Tamise; mais reconnu dans sa fuite, Jacques est ramené dans sa capitale où le peuple acclame son retour. Ne sachant pas profiter de ce triomphe, il s'éloigne de nouveau, secrètement favorisé par Guillaume qu'inquiétait sa présence, et il gagne le continent. Louis XIV accueillit magnifiquement l'illustre

proscrit, et lui assigna pour demeure le château de Saint-Germain (1689).

Une assemblée nationale convoquée à Westminster, sous le nom de *convention*, déclara le trône vacant, et y appela le prince d'Orange et sa femme Marie, fille de Jacques II.

L'usurpateur, sous le nom de Guillaume III, et la princesse Marie ceignirent alors la couronne; elle dut leur paraître lourde, car ils la devaient au mensonge et à l'injustice. La succession royale ne leur fut attribuée qu'à des conditions restrictives, consignées dans l'acte célèbre de *la déclaration des droits*, lequel est devenu la constitution écrite de la Grande-Bretagne.

Le parlement écossais proclama également Guillaume et Marie; cependant le nouveau roi fut obligé de sacrifier l'église anglicane et d'autoriser le rétablissement du presbytérianisme en Écosse. Jacques possédait des partisans dévoués dans cette contrée. Sous la conduite de Claverhouse, vicomte de Dundée, ils protestèrent à main armée contre l'usurpateur; mais frappé d'un coup mortel sur le champ de bataille de Killikrankie (1689), Claverhouse emporta dans la tombe les espérances des Yorkistes écossais.

Guillaume III s'occupait de pacifier l'Angleterre en travaillant à réunir les partis, lorsqu'il apprit que Jacques II se préparait à venir réclamer sa couronne. Louis XIV avait en effet, sans perdre de temps, armé une flotte pour conduire ce prince en Irlande. *Le meilleur souhait que je puisse vous faire*, lui avait-il dit en le quittant, *c'est de ne jamais vous revoir*. Jacques, accueilli par les fidèles Irlandais, fut bientôt reconnu dans tout le pays. Au lieu de passer en Écosse, où il était attendu, il eut le tort de s'amuser au siége de Londondery, et il donna ainsi à Guillaume le temps d'accourir. Les deux armées se rencontrèrent à Drogheda, sur la Boyne, au nord de Dublin;

le choc fut terrible ; les Irlandais se crurent un moment vainqueurs, mais les habiles dispositions de Guillaume lui assurèrent une victoire complète (1690). Ce désastre ne put être compensé par la défaite que Tourville fit essuyer à l'escadre anglaise, la veille de la bataille de la Boyne.

Jacques, désespérant de sa cause, repassa en France ; tandis que Guillaume achevait de réduire l'Irlande par la victoire de Tirconnell et la capitulation de Limerich. Des confiscations, des expropriations soumirent le pays aux *Orangistes* ou partisans de Guillaume d'Orange. Tout pouvoir, quel qu'il fût, tout droit fut enlevé aux catholiques. Les protestants eux-mêmes, dans cette malheureuse île, furent inquiétés par le gouvernement ; l'industrie et le commerce y étaient entravés, et le parlement irlandais ne pouvait que rarement s'assembler.

Cependant Louis XIV, déjà irrité de la ligue d'Augsbourg, due aux intrigues de Guillaume, non content d'avoir pris en main la cause de Jacques II, rompit la paix et attaqua le premier ses ennemis, les alliés du roi d'Angleterre. La guerre éclata donc à la fois sur le Rhin, en Flandre, en Italie, en Espagne, en Irlande et sur mer. Le commencement des hostilités fut heureux pour la France (1689), quoiqu'elle vit réunies contre elle presque toutes les forces de l'Europe. En 1690, le maréchal de Luxembourg remporta sur les alliés la victoire de Fleurus, et Guillaume III ne put empêcher la ville de Mons de tomber au pouvoir de Louis XIV (1691). Au début de la campagne de 1692, les Français prirent Namur. Le roi d'Angleterre, brûlant du désir de se venger, surprit le maréchal de Luxembourg à Steinkerque ; mais celui-ci sauva l'honneur de la France par une valeur héroïque, et tua 7,000 hommes à Guillaume. L'année suivante, Guillaume, surpris à son tour à Nerwinde par Luxembourg, perdit 20,000 hommes, son camp et ses canons (1693).

Tandis que Guillaume III maudissait Luxembourg qu'il ne pouvait vaincre, Louis XIV confiait à Tourville et à d'Estrées une nouvelle expédition en faveur de Jacques II. Le vent ayant arrêté d'Estrées, Tourville se trouva, avec quarante-quatre vaisseaux, engagé contre quatre-vingt-dix, commandés par l'amiral anglais Russell. Il sortit cependant glorieux d'un combat aussi inégal ; mais cette terrible bataille de la Hogue anéantit l'assurance et la fierté de la marine française, en même temps que la dernière espérance de Jacques II. Il écrivit à Louis XIV : « Ma mauvaise étoile a fait sentir son influence sur les armes de votre Majesté, toujours victorieuses jusqu'à ce qu'elles aient combattu pour moi ; je vous supplie donc de ne plus prendre aucun intérêt à un prince aussi malheureux. »

Le roi de France était trop magnanime pour céder à une telle prière; il redoubla au contraire ses efforts en faveur de ce prince, pour lequel Tourville remporta une victoire navale entre Lagos et Cadix. D'autres chefs d'escadre ruinèrent partout le commerce des Anglais, qui, pour se venger, amenèrent contre Saint-Malo leur terrible *machine infernale*. Cette invention diabolique ne produisit pas tout le mal qu'ils en attendaient ; cependant l'explosion fut assez forte pour ébranler la terre à trois lieues de distance, pendant que les vitres brisées, les toits renversés, révélaient à Saint-Malo quel eût été son sort, si la Providence n'eût trompé les espérances des ennemis.

La mort de Luxembourg permit à Guillaume de triompher en Belgique et de reprendre Namur sur le maréchal de Boufflers (1695). Ce succès ne pouvait dédommager les alliés des pertes éprouvées sur tant d'autres points. Enfin, les victoires remportées par Catinat et Vendôme en 1697, firent conclure la paix. Elle fut signée à Ryswick entre l'Angleterre, la France, la Hollande, et l'Espagne. Louis XIV, forcé de reconnaître Guillaume III pour roi

d'Angleterre, lui proposa de reconnaître à son tour pour son héritier le jeune fils de Jacques II. Le prince d'Orange, veuf et sans enfants, y consentit ; mais le monarque détrôné répondit fièrement : *Mon fils ne peut tenir sa couronne que de moi : l'usurpation ne saurait lui donner un titre légitime.* Jacques II, que ces paroles nous peignent plus grand dans le malheur que dans la prospérité, vécut encore quatre ans à Saint-Germain, puisant dans sa piété une douce résignation. Il mourut le 16 septembre 1701. On trouva dans ses papiers cette courte prière écrite de sa main : *Mon Dieu, je vous remercie de m'avoir ôté trois royaumes si c'était pour me rendre meilleur.*

La même année, Louis XIV vit son petit-fils appelé au trône d'Espagne. Guillaume, outré de dépit, forma contre le roi de France la Grande Alliance dans laquelle entrèrent presque toutes les puissances de l'Europe. Le monarque anglais ne put voir le succès de cette lutte formidable ; il mourut sans postérité le 17 mars 1702. La reine Marie était morte en 1695. Guillaume avait, dans un corps faible, une âme de bronze, la froide et dure obstination de son aïeul, Guillaume le Taciturne. Étranger à tout sentiment, il causa la ruine des de Witt qui l'avaient élevé ; petit-fils par sa mère de Charles I[er] Stuart, il renversa cette famille pour se mettre à sa place ; gendre de Jacques II, il le détrôna.

La belle-sœur de Guillaume III, Anne, fille cadette de Jacques II, était la plus proche héritière du trône. Comme elle avait perdu son fils unique, le parlement, pour fixer la succession dans la ligne protestante, déclara que la couronne reviendrait à la princesse Sophie, duchesse douairière de Hanovre, petite-fille de Jacques I[er] Stuart.

Sous le règne de Guillaume III, l'Angleterre acquit la domination des mers et le monopole du commerce maritime ; aussi, quoique ce prince de son vivant inspirât

plutôt la crainte que l'amour, sa mémoire est restée chère aux Anglais, qui reconnaissent lui devoir leur force et leur richesse.

Empire d'Allemagne.

Autriche, Hongrie, Bohême.

Sous le faible Rodolphe II, fils de Maximilien II, qui régnait depuis 1576, les États protestants de l'Allemagne conclurent une confédération appelée *Union*, et ils la placèrent sous la présidence de Frédéric IV, électeur palatin. Les États catholiques leur opposèrent la *Ligue*, à laquelle ils donnèrent pour chef Maximilien de Bavière.

Rodolphe ayant par sa faute perdu toute son autorité, son frère Mathias le contraignit de lui céder la couronne de Hongrie (1606). Les seigneurs protestants profitèrent de la faiblesse de l'empereur et de l'ambition de Mathias, pour obtenir l'autorisation d'introduire le protestantisme dans leurs domaines. Rodolphe, mécontent de son frère, laissa percer son intention d'appeler au trône de Bohême l'archiduc Ferdinand de Styrie ; aussitôt la noblesse protestante se révolta, elle favorisa les tentatives de Mathias pour obtenir de l'empereur la couronne de Bohême (1611). Rodolphe mourut peu de temps après (1612). Mathias, déjà roi de Hongrie et de Bohême, fut élu empereur par les États de l'Allemagne.

Les factions qu'il avait encouragées pour arriver au pouvoir, troublèrent son règne, et il ne put calmer l'effervescence qui était partout. Comprenant enfin le danger des concessions accordées aux protestants, Mathias désigna d'avance pour lui succéder son cousin Ferdinand, archiduc de Styrie et catholique fervent. Ferdinand fut donc cou-

ronné roi de Hongrie et de Bohême en 1617. Les protestants, mécontents de ce choix, se révoltèrent l'année suivante ayant à leur tête le comte de Thurn.

La démolition de deux temples protestants, construits, contrairement à de précédents décrets, sur un territoire appartenant à des seigneurs catholiques, fut le prétexte de la révolte. L'empereur instruit de ce qui se passait, adressa une lettre sévère et menaçante aux mécontents. Ceux-ci, au lieu de rentrer dans le devoir, envoyèrent à Prague, où Mathias devait se rendre, une députation des États de Bohême, sous la présidence du comte de Thurn, pour justifier leur conduite. Les principaux membres de cette députation, après avoir arrêté la mort des gouverneurs (conseillers impériaux), se dirigèrent, suivis d'une forte escorte, vers la chancellerie royale où ceux-ci se trouvaient alors. Au lieu de s'excuser, les députés éclatèrent en paroles violentes, demandant aux conseillers impériaux s'ils avaient pris part à la rédaction de la lettre impériale. Malgré leur réponse négative, le tumulte augmenta ; deux des gouverneurs, prévenus secrètement, en profitèrent pour fuir le danger dont ils étaient menacés.

Cependant la salle du conseil avait été envahie par les gens de la suite des députés ; et les deux autres gouverneurs, Martinitz et Slawata, serrés de près, ainsi que le secrétaire Fabricius, ne pouvaient échapper à leurs ennemis. Pendant qu'ils répliquaient aux accusations dont on les chargeait, le comte de Thurn et ses amis les saisirent à l'improviste et les précipitèrent par les fenêtres dans les fossés du château. Ils tombèrent d'une hauteur de plus de trente mètres sans se faire aucun mal ; et, sains et saufs, ils gagnèrent un lieu sûr, malgré les nombreuses décharges dirigées contre eux des fenêtres de la chancellerie et de la crête du fossé. Cet événement, regardé comme miraculeux, causa un moment de stupeur aux députés ;

mais la passion reprenant bientôt le dessus, la sédition devint de plus en plus menaçante.

Ce crime commis par les membres des États de Bohême, et désigné dans l'histoire sous le nom *de défénestration de Prague*, ne fut que le prétexte de *la guerre de Trente Ans*, dont les causes réelles étaient : l'ambition de l'électeur palatin Frédéric V, fils de Frédéric IV, chef de l'*Union;* le caractère conquérant du roi de Danemarck et de celui de Suède ; enfin la politique de Richelieu, qui voulait abaisser la maison d'Autriche.

Aussitôt après la défénestration de Prague, le comte de Thurn s'était mis à la tête d'une armée, bien décidé à soutenir sa révolte, les armes à la main. Les hostilités étaient commencées, lorsque la mort de Mathias fit donner la couronne impériale à Ferdinand, déjà roi de Bohême et de Hongrie.

De quelque côté que le nouvel empereur tournât les yeux, il n'apercevait que des ennemis déclarés ou secrets : la maison d'Autriche semblait pencher vers sa ruine. Ferdinand considéra d'un œil tranquille tous les dangers et ne s'effraya de rien. Aux offres avantageuses qu'il fit aux rebelles pour le rétablissement de la paix, de Thurn répondit en envahissant la Moravie, qu'il souleva, ainsi que la Lusace et la Silésie; puis, avec Bethlem Gabor, prince de Transylvanie, il alla faire le siége de Vienne. Au dehors, une multitude furieuse : au dedans, la faction protestante prête à tendre la main aux assiégeants ; et pour toute défense une garnison sans solde et sans pain. Ferdinand ne sentit pourtant pas défaillir son courage : la foi et la prière le rendaient invincible. Vainement la noblesse, le clergé, les ministres demandent à capituler, pendant que le peuple menace, l'empereur est inébranlable. L'arrivée inattendue d'un secours fait fuir les Bohémiens, et Vienne est sauvée. Délivré de ce danger,

Ferdinand se rendit à Francfort pour y recevoir la couronne impériale.

La guerre n'était pas terminée. Les États de Bohême, toujours révoltés, proclamèrent roi Frédéric V, électeur palatin, et gendre de Jacques Ier, roi d'Angleterre. Ce prince, après quelques hésitations dont l'orgueil de sa femme triompha facilement, alla se faire couronner à Prague (1620). A cette nouvelle, Ferdinand, malgré la pénurie du trésor, met sur pied une armée pour chasser l'usurpateur ; de Thurn se porte aussitôt sur Vienne qu'il assiége une seconde fois ; mais la rigueur de la saison le force de se retirer. En quelques semaines, tout change de face ; la politique et l'intérêt privent Frédéric de ses alliés naturels, l'Angleterre et la Hollande, tandis que Ferdinand conclut une trêve avec Bethlem Gabor, et reçoit de la *Ligue* une armée, sous le commandement de Tilly, seigneur belge aussi brave que pieux.

Le nouveau roi de Bohême se voit bientôt assiégé dans sa capitale par l'armée impériale et celle de la Ligue, dont Maximilien de Bavière a pris le commandement en chef. Une grande bataille, livrée sur la Montagne Blanche, non loin de Prague (1620), décide la ruine de Frédéric, qui va cacher sa honte en Hollande. En peu de jours la Bohême, la Silésie et la Moravie sont replacées sous l'autorité de Ferdinand. L'empereur, vainqueur sur tous les points, punit les rebelles avec une juste sévérité. Plusieurs furent condamnés à mort, et on enleva aux protestants de la Bohême la liberté religieuse dont ils avaient fait le drapeau de la révolte (1621). Frédéric V fut mis au ban de l'empire, et le Palatinat fut donné, ainsi que le titre d'électeur, au duc Maximilien, en reconnaissance de ses services. La diète de Ratisbonne ratifia cette donation de l'empereur en 1622.

Trois aventuriers de l'armée protestante, Ernest de

Mansfeld, Jean-Georges de Brandebourg et Christian de Brunswick, refusant de se soumettre, appelèrent sous leurs drapeaux tous ceux qui aimaient mieux combattre que travailler, et avec ces bandes indisciplinées, ils ravagèrent l'Allemagne. Cependant Bethlem Gabor, excité par de Thurn, rompt le traité fait avec Ferdinand, se jette sur la Hongrie, puis il va recevoir à Presbourg la couronne de Saint-Étienne. Les généraux de Bucquoi et Dampierre périssent en le combattant (1621), et les soldats du vainqueur se montrèrent jusqu'aux portes de Vienne. Tout à coup des divisions éclatent dans son armée, les seigneurs hongrois l'abandonnent, et Bethlem est réduit à faire des propositions à l'empereur. La paix signée à Niclasbourg (1622) délivra Ferdinand d'un ennemi redoutable, en même temps qu'elle termina la première période de la guerre de Trente Ans, dite période palatine.

Mais bientôt les princes protestants de l'Allemagne, effrayés des mesures que prenait l'empereur pour faire rendre au clergé les biens qu'on lui avait enlevés, se liguent contre lui avec l'Angleterre et la Hollande, et obtiennent de Richelieu un secours en argent. Christian IV, roi de Danemarck, parent de l'électeur palatin, et l'ennemi personnel de Ferdinand, saisit avec joie l'occasion de se mêler des affaires de l'Allemagne, en se mettant à la tête de cette ligue (1624).

L'empereur essaya d'abord de conjurer l'orage; mais lorsqu'il vit que ses tentatives étaient vaines, il réunit une armée considérable et la confia à Tilly. La guerre languissait lorsque parut Walstein. Ce seigneur, né à Prague, joignait à de grands talents une ambition démesurée que favorisait une fortune immense. Apprenant que l'empereur manque de troupes et d'argent, il vient lui offrir une armée à sa solde, à la condition qu'il en aura le commandement absolu. Ferdinand accepte; et de rapides

et brillants succès font donner à Walstein le titre de duc de Friedland.

Le roi de Danemarck courait les plus grands dangers, quand Mansfeld et Christian de Brunswick lui amenèrent 60,000 hommes, levés à l'étranger. Ranimé par ce secours, il conçut un vaste plan de campagne, que la valeur de Walstein et de Tilly rendit inutile. Mansfeld défait à Dessau (1626) par le duc de Friedland, réunit à la hâte une nouvelle armée et va battre les Impériaux à Oppelen. Walstein le poursuit; mais un fleuve suspend sa marche. La peste éclate parmi les troupes de Mansfeld et les décime; lui-même, abandonné de Béthlem Gabor, qui fait la paix avec l'empereur, va mourir non loin de Zara. Pendant ce temps Tilly, vainqueur de Christian IV à Lutter, le refoulait jusque dans ses états.

Walstein, poursuivant ses succès, soumit le Holstein et le Mecklembourg dont il fit destituer les ducs par l'empereur; puis il s'empara de l'île de Rugen et assiégea Stralsund, où il rencontra une vigoureuse résistance. Après avoir perdu douze mille hommes devant cette place, il se retira en frémissant de colère. Cet échec ne diminua ni la puissance de l'empereur ni la force de son général; aussi le roi de Danemark, incapable de continuer la guerre, conclut avec l'empereur le traité de Lubeck, qui lui rendit tout ce qu'il avait perdu, et qui termina la période danoise (1629).

« Alors, sur la demande des États catholiques, l'empereur publia *l'édit de restitution*, par lequel il ordonnait la restitution de tous les territoires ecclésiastiques dont les protestants s'étaient emparés en Allemagne, contrairement aux stipulations de la paix de religion d'Augsbourg; l'édit portait en outre que, dans ces territoires, l'exercice du culte protestant ne serait pas toléré, et qu'en général les *luthériens seuls* jouiraient dans l'empire de la liberté

religieuse, tandis que les autres sectes protestantes en seraient privées. Cet édit jeta l'Allemagne dans une grande agitation (1). »

L'empereur, désirant faire reconnaître son fils Ferdinand pour son successeur au trône impérial, convoqua la diète de Ratisbonne. Les électeurs exigèrent avant tout la révocation de l'édit de restitution et le renvoi de Walstein, qui s'était fait détester par sa hauteur et son ambition : Ferdinand céda. Walstein disgracié se retira dans son duché, et l'édit de restitution fut ajourné. Ces concessions de l'empereur prouvaient qu'il ne songeait nullement à opprimer les protestants.

Richelieu avait envoyé à la diète de Ratisbonne un ambassadeur muni d'instructions secrètes ; au nom de son gouvernement, il avait promis à l'empereur la neutralité de la France ; mais bientôt le ministre de Louis XIII, désavouant son envoyé, signa un traité d'alliance avec le roi de Suède, Gustave-Adolphe, qu'il se préparait à lancer contre la maison d'Autriche.

Ce prince était déjà célèbre par les guerres qu'il avait soutenues contre les Danois, les Russes et les Polonais. Poussé par Richelieu, qui cherchait des ennemis à l'empereur, Gustave-Adolphe, avide de gloire, se présente à l'Europe comme le défenseur de la liberté religieuse en Allemagne. Après avoir conclu des traités avec des voisins redoutables, le roi de Suède, dans une assemblée des États de son royaume, soumit aux députés ses projets de guerre ainsi que ses moyens, régla tout pour le gouvernement pendant son absence; et la même année, ayant obtenu de Richelieu la promesse d'un subside considérable, il débarqua sur la côte de Poméranie. Ses rapides succès firent accourir sous ses drapeaux les officiers et les soldats de Mansfeld et de

(1) Moeller, *Histoire universelle*, tome V, page 167.

Brunswick, aussi bien que les troupes congédiées par Walstein.

L'émotion que la nouvelle des victoires de Gustave-Adolphe causa en Allemagne décida Jean-Georges, électeur de Saxe, à se mettre à la tête d'un tiers-parti entre la Suède et l'empereur, pour obtenir de Ferdinand les libertés que les protestants réclamaient. L'empereur effrayé réunit les électeurs catholiques (1631) et confie une armée à Tilly. Ce général, n'ayant pu arrêter Gustave-Adolphe, qui, une fois maître de la Poméranie, était allé s'emparer de Francfort sur l'Oder, résolut de l'attirer à une bataille rangée en assiégeant Magdebourg; il voulait aussi punir cette ville d'avoir donné l'exemple de la révolte et de s'être alliée avec le roi de Suède. Gustave-Adolphe marche au secours de cette place; mais il est arrêté par l'électeur de Brandebourg et celui de Saxe. Tilly profite de ce retard, et après une lutte opiniâtre, ne s'empare de Magdebourg que pour la voir dévorer par l'incendie qu'avaient allumé les habitants. A la nouvelle de la prise de Magdebourg, le roi de Suède court chercher Tilly. Les deux armées en vinrent aux mains à Breitenfeld, près de Leipsick; déjà les impériaux criaient victoire, quand une habile manœuvre de Gustave-Adolphe décida le combat en sa faveur.

Le vainqueur pénètre en Allemagne, soumet sans coup férir Trèves, Mayence; et partout il se fait prêter serment de fidélité, ne cachant plus son projet de monter sur le trône impérial. Après la conquête du Palatinat, dont il ne rendit qu'une partie à Frédéric V, à la condition de reconnaître sa suzeraineté, Gustave se dirigea vers la Bavière où l'appelaient les succès de Tilly. Les deux armées se rencontrèrent derrière le Lech (1632). On se battit avec fureur. Tilly blessé est emporté hors du combat; aussitôt la déroute se met dans l'armée impériale qui se réfugie à Ingolstadt. C'est là qu'expira Tilly, l'un des plus grands

capitaines de ce siècle, aussi estimable par ses vertus que par ses talents militaires (il avait gagné trente-six batailles). Sobre et de mœurs pures, il était adoré de ses soldats qui l'appelaient leur père; terrible aux ennemis, magnanime après la victoire, tel est celui que les historiens protestants ont surnommé le farouche, le sanguinaire.

La mort de Tilly livra la Bavière à Gustave-Adolphe, qui la frappa de contributions énormes. Désormais plus rien ne résiste au roi de Suède; il soumet la Bohême et se présente sur les frontières de l'Autriche. Ferdinand voit le danger; sans hésiter il rappelle Walstein, et accepte les dures conditions que l'orgueilleux duc de Friedland met à ses services. A la tête de l'armée impériale, Walstein chasse les Suédois de la Bohême, et poursuit Gustave-Adolphe qu'il atteint près de Nuremberg. Pendant trois mois ils campent vis-à-vis l'un de l'autre, laissant la famine décimer leurs rangs; enfin Gustave-Adolphe se retire, après avoir tenté une attaque qui lui coûta cinq mille hommes. Walstein pénètre alors dans la Saxe, dont l'électeur, chef du tiers-parti, appelait le roi de Suède. Gustave atteint le duc de Friedland dans les plaines de Lutzen (1632). Celui-ci, se confiant dans les prédictions de son astrologue, engage le combat; des deux côtés on déployait une égale valeur, lorsque le roi de Suède tomba mortellement frappé. La lutte continua avec le même acharnement, sans pouvoir cependant assurer la victoire à l'une des deux armées.

La mort de Gustave-Adolphe, qui ne laissait qu'une fille, Christine, âgée de sept ans, semblait devoir ruiner son parti en Allemagne; mais le sénat suédois, sans s'effrayer des difficultés, confia le gouvernement à Axel-Oxenstiern, l'ami et le conseiller de Gustave, et vota la continuation de la guerre. Dès ce moment la France entra

ouvertement dans l'alliance de la Suède, qui comptait déjà parmi ses alliés l'Angleterre, la Hollande, et quelques princes secondaires de l'Allemagne, tels que Bernard de Saxe-Weimar et Georges de Lunebourg. A partir de cette époque, la guerre prit un caractère tout politique; et les intérêts religieux cessèrent de préoccuper les puissances belligérantes.

L'armée suédoise, conduite par d'habiles généraux, marcha de victoire en victoire. L'Autriche, de nouveau menacée d'une invasion, fut encore une fois sauvée par Walstein. Cependant sa conduite commençait à inspirer quelques soupçons; et l'on acquit bientôt la certitude qu'il négociait secrètement avec Richelieu et le chancelier suédois Oxenstiern. Le duc de Friedland ayant appris que l'empereur avait découvert ses trames avec les ennemis, voulut faire révolter ses troupes: l'inutilité de cette tentative ne lui laissa que le parti de la fuite. Il abandonna donc le commandement qu'on allait lui enlever, pour se retirer à Egra, où il comptait rejoindre les Suédois. C'est là qu'il fût poignardé par ceux que l'empereur avait chargés de s'assurer de sa personne, et qui outrepassèrent ainsi l'ordre qu'ils avait reçu (1634). Les alliés, sous la conduite du général Arnheim, se jetèrent aussitôt sur la Silésie et battirent les Impériaux à Leignitz.

Dès qu'il eut appris la mort de Walstein, l'empereur nomma généralissime de ses troupes son fils, l'archiduc Ferdinand. Ce prince signala les débuts de son commandement par la prise de Ratisbonne, puis il battit les confédérés de Nordlingue; cette journée ruina le parti suédois. Plusieurs princes allemands se détachèrent de la confédération pour se rapprocher de l'empereur, et l'on ouvrit des conférences pour la paix. Elle fut signée à Prague (1635). Ferdinand II promit le pardon à tous ceux qui accédéraient au traité; il n'y eut d'excepté que les

sujets de la maison d'Autriche qui avaient pris les armes contre leur souverain. L'empereur fit quelques concessions; et, tout en confirmant la sentence portée contre l'électeur palatin, Frédéric, il assigna des revenus considérables à ses enfants. Tous les princes allemands signèrent la paix de Prague: le landgrave de Hesse refusa seul, et resta fidèle à l'alliance de la Suède.

Ainsi fut terminée la période de la guerre de Trente Ans, dite suédoise : la période française allait commencer.

Le but de Richelieu n'était point atteint : la maison d'Autriche n'avait rien perdu de sa puissance, ses ennemis au contraire étaient humiliés. Délivré des dangers qui compromettaient le repos de la France à l'intérieur, il résolut donc de poursuivre ouvertement la réalisation de sa pensée la plus chère : la prépondérance de la France aux dépens de celle de l'Autriche. En conséquence, après s'être assuré l'alliance de la Suède, des Provinces-Unies, de la Savoie, de Parme, de Mantoue, du duc de Saxe-Weimar, et du landgrave de Hesse-Cassel, Louis XIII déclara la guerre à l'Espagne, sous prétexte de se venger des secours accordés aux mécontents de France, et pour obtenir la liberté de l'électeur de Trèves, fait prisonnier par les Espagnols dans la dernière guerre. Cette guerre, déclarée à l'Espagne, était effectivement dirigée contre l'Autriche. Elle éclata sur tous les points à la fois, et fut d'abord marquée par les succès des Français. La mésintelligence des généraux alliés de la France, ainsi que la jalousie des puissances engagée dans cette lutte, change tout à coup la fortune; et Louis XIII voit son royaume menacé d'une invasion, tandis que les Suédois sont tenus en échec par les impériaux. Ceux-ci sont à leur tour battus à Witstoch par un ancien général de Gustave-Adolphe, Banner, qui s'empare d'Erfurt, de Torgau, et assiége Leipsick. La même année mourut Ferdinand II (1637). Prince généreux et magnanime, il sacrifia

toujours ses intérêts personnels à ceux de l'empire; ses ennemis mêmes, forcés de rendre hommage à ses vertus et à ses talents, n'ont trouvé à lui reprocher que son attachement à la foi catholique.

Ferdinand III, son fils et son successeur, désirait la paix, mais l'honneur de sa couronne lui fit continuer la guerre. Banner, enivré de ses succès, fut contraint de se retirer devant Gallas, commandant en chef de l'armée impériale, dans le même temps que la mort de Guillaume V, landgrave de Hesse-Cassel, délivrait l'empire d'un ennemi irréconciliable; et que celle du duc de Mantoue et du duc de Savoie, rendait, sur un autre point, la prépondérance aux Espagnols. Ces avantages furent balancés par les victoires de Bernard, duc de Weimar, digne émule de Gustave-Adolphe; mais la mort le frappa au moment où il venait de s'emparer de la forteresse de Brissach (1638) sur le Haut-Rhin. Son armée passa sous les ordres de Guébriant, général français, qui la conduisit en Allemagne, où Banner, presque toujours vainqueur, menaçait Prague. La mort du général suédois, arrivée en 1641, força son armée de se retirer dans la Basse-Saxe et la Poméranie.

Pendant que ces événements se passaient en Allemagne, la politique de Richelieu portait des coups terribles à l'Espagne, suscitant des troubles dans l'intérieur du pays dans le moment où les généraux de Philippe IV étaient aux prises avec Condé sur les frontières.

La mort de Banner permit aux Impériaux de respirer. Mais tout à coup parut le Suédois Torstenson, formé au métier de la guerre sous les yeux de Gustave-Adolphe. Cloué dans sa littière par de violentes attaques de goutte, cet intrépide général étonne ses ennemis par la rapidité de ses coups; en quelques mois il bat les troupes de Ferdinand III à Schweidnitz, prend Olmutz, capitale de la

Moravie, et remporte sur les Impériaux à Breiteinfeld, une victoire éclatante suivie bientôt de la prise de Leipsick.

Des négociations étaient ouvertes pour la paix, lorsque mourut Richelieu, l'auteur et l'âme de cette guerre (1642). Sa mort ne changea rien à la politique française.

Torstenson ayant appris que le roi de Danemark avait fait alliance avec l'empereur, se jeta sur les états de Christian IV; ce prince se croyant au moment de perdre sa couronne, se résigna au traité de Bromsebro (1645), tout à l'avantage de la Suède. Torstenson envahit alors l'Autriche et pénétra en Bohême. Vainqueur à la journée de Jankowitz, il menaça Vienne; et Ferdinand tremblait pour sa capitale, lorsque les maladies qui décimaient l'armée suédoise, la forcèrent de battre en retraite. Ce fut la fin de la carrière militaire de Torstenson; obligé de chercher dans le repos un adoucissement à ses souffrances, il se démit du commandement.

Cependant les Français triomphaient partout; et Condé et Turenne leur assuraient les brillantes victoires de Rocroy et de Nordlingue. Sur un autre point, Maximilien de Bavière ayant pris le parti de l'empereur après s'être engagé à garder la neutralité, voyait ses États ravagés par les Français, qui ne s'arrêtaient que devant l'armée de Montécuculi et le débordement des rivières grossies par les pluies.

La Bohême était aussi le théâtre de la guerre, lorsqu'on parla de paix. Il fallut la victoire de Lens (Pays-Bas), remportée par le prince de Condé, pour en hâter la conclusion, et cependant tous les partis étaient épuisés d'hommes et d'argent. Le traité de Westphalie fit enfin poser les armes à l'Autriche, à la Suède et à la France. Dans les clauses mêmes du traité, on mit sur la même ligne les catholiques et les protestants de toutes les sectes. Sous



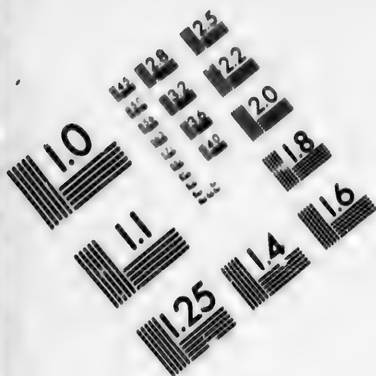
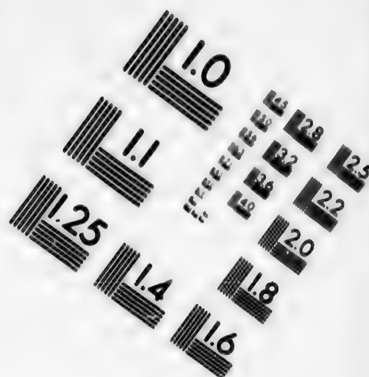
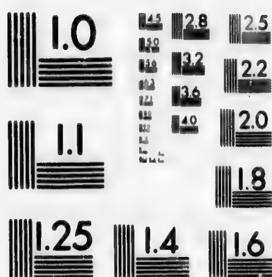
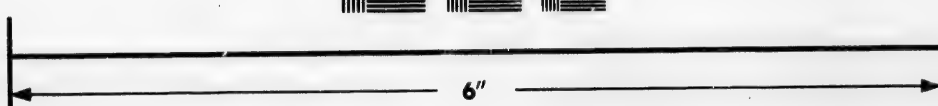
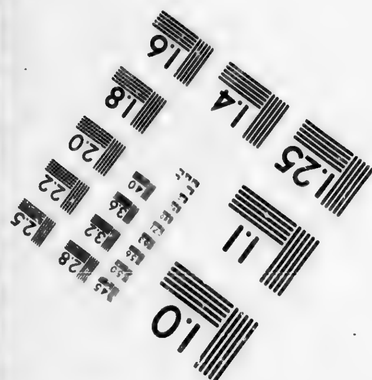
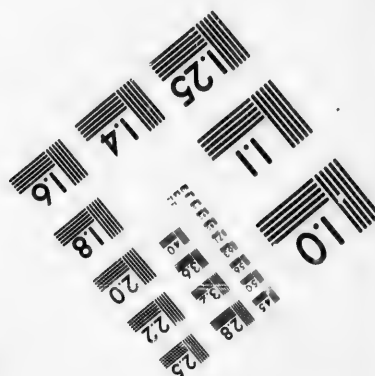



IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)

l'impulsion de l'indifférence religieuse qui commençait à dominer les princes et les peuples, la politique européenne prit, à partir de cette époque, un courant nouveau dont les conséquences ne tardèrent pas à se faire sentir.

Par le traité de Westphalie, Ferdinand perdit l'Alsace et plusieurs villes qui furent cédées à la France; la Suède fut dès lors admise dans les diètes générales de l'empire; et l'Allemagne ne fut plus qu'une agrégation de principautés indépendantes et souveraines sans unité politique.

La ruine de l'Allemagne fut, dit Mœller, une des conséquences de la guerre de Trente Ans. La population était diminuée de moitié, des contrées entières étaient changées en désert; d'immenses étendues de terrain autrefois cultivé, avaient été envahies par les bois et les bruyères. Des villes et des villages avaient disparu, ou les rares habitants qui avaient survécu à la ruine générale, retirés dans de misérables cabanes, étaient obligés de combattre contre les loups et les autres bêtes féroces qui s'étaient multipliés pendant la guerre. Une autre conséquence de cette longue et désastreuse période, fut la décadence du commerce allemand; car, par le fait de la dissolution de la ligue hanséatique, il passa entre les mains des Hollandais, des Anglais et des Suédois. En même temps le pouvoir impérial fut anéanti par l'adoption d'une diète permanente à Ratisbonne, chargée de veiller aux intérêts communs de l'Allemagne.

La paix de Westphalie permit à l'empereur de donner tous ses soins au gouvernement, et il fit jouir ses sujets de sept années de repos. Vers l'an 1656, la guerre s'étant rallumée entre la Suède et la Pologne, Ferdinand mourut au moment où son armée allait se mettre en marche pour soutenir Jean Casimir. Ce prince n'avait ni la force d'âme,

ni les rares talents de son père; appliqué aux affaires, il les conduisait cependant avec habileté. Son caractère conciliant lui avait gagné l'estime de tous les princes de l'Allemagne (1657).

Léopold Ier n'avait pas dix-huit ans lorsqu'il succéda en Autriche à son père Ferdinand, et, à la diète de Francfort, il obtint la couronne impériale malgré les intrigues de Mazarin pour faire élire Louis XIV. La mort du roi de Suède ayant terminé la guerre commencée à la fin du règne précédent, Léopold put s'occuper de la Transylvanie et de la Hongrie (1660). La première, toujours en guerre avec ses voisins, les Turcs et les Hongrois, profitaient de toutes les occasions pour se révolter contre l'empereur. Les Turcs étaient aussi pour Léopold un sujet continuel d'inquiétude; avec les secours qu'il obtint de la diète germanique et de la France, il les battit et les força de conclure une trêve de vingt ans.

Sur ces entrefaites la guerre éclata entre Louis XIV et la Hollande; et le stathouder Guillaume d'Orange, ne se sentant pas assez fort pour résister à un aussi redoutable ennemi, rechercha et obtint l'alliance du jeune empereur. Léopold lui envoya une armée sous le commandement de Montécuculi. Pendant que cet habile général tenait tête au maréchal de Turenne, battait le comte de Lorges à Altenheim, puis levait le siége de Haguenau devant Condé, Léopold allait punir les Hongrois, toujours prêts à murmurer de la paix comme de la guerre. Une conspiration ayant été découverte, les principaux conjurés périrent sur l'échafaud. L'empereur crut pouvoir profiter de la terreur qui suivit le châtiment des rebelles, pour établir en Hongrie le pouvoir absolu; mais il ne fit qu'exciter un soulèvement général. Les révoltés allaient succomber, quand le jeune Tékély, fils d'un seigneur proscrit, se mit à leur tête et releva leurs affaires. Léopold négocia pour gagner du

temps. Les Hongrois satisfaits de ce qu'ils avaient obtenu à la diète d'Oldembourg, parurent se soumettre (1681).

Les hostilités avaient continué entre la France et la Hollande, et l'empereur n'avait pas cessé d'y prendre part, quoique faiblement, ses meilleures troupes étant occupées à réprimer des troubles en Hongrie. En 1678 la paix de Nimègue fit poser les armes : Léopold ne consentit à la signer que l'année suivante. Trois ans après il s'unit à la Suède et à la Hollande pour forcer Louis XIV à observer les précédents traités; mais il était trop occupé par les Hongrois et les Turcs pour prendre une résolution vigoureuse contre la France; il céda même à Louis XIV la ville de Strasbourg que ce prince réclamait.

Cependant Tékély, ce jeune seigneur qui s'était mis à la tête des Hongrois révoltés, avait refusé de se soumettre après la diète d'Oldembourg, en 1681. Soutenu par le prince de Transylvanie, Michel Abaffi, il continua la guerre, envahit la Hongrie et l'Autriche, et arriva sous les murs de Vienne avec son armée grossie de celle des Turcs. Cette ville fut vaillamment défendue par le duc de Lorraine, Charles IV, que l'on retrouvait partout où il y avait un grand coup d'épée à donner.

Le roi de Pologne, Jean Sobieski, à la nouvelle du danger qui menaçait la capitale de l'Autriche, accourut avec une nombreuse armée (1683) et força le grand vizir, Cara Mustapha, de se retirer. Léopold, fortifié de l'alliance de la Pologne, et soutenu par la valeureuse épée de Charles de Lorraine, marcha dès lors de succès en succès; il reprit Bude aux Ottomans et gagna sur eux la bataille de Mohacz. Cette victoire effaça l'affront que les armes de l'Autriche avaient reçu en ce lieu en 1526.

Au milieu de ces triomphes, l'empereur soumit la Hongrie à son autorité souveraine; et, dans la diète de Presbourg, il obtint l'hérédité de cette couronne dans sa famille;

son fils, l'archiduc Joseph, fut, en conséquence, couronné comme premier roi héréditaire de Hongrie.

L'ambition de Guillaume d'Orange, qui venait de s'emparer du trône d'Angleterre, aussi bien que celle de Louis XIV, alluma une guerre générale à laquelle prit part Léopold Ier. Cette guerre se poursuivit avec une égale fureur sur les bords du Rhin, en Irlande, en Italie et sur mer, jusqu'à la paix de Ryswick (1697). L'empereur put alors tourner toutes ses forces contre les Ottomans; le prince Eugène les tailla en pièces à Sentha et les força de signer la paix de Carlowitz (1699), qui fit rentrer sous la domination impériale la Transylvanie et l'Esclavonie. Les Turcs gardèrent Temeswar et Belgrade.

Bientôt la mort de Charles II d'Espagne arma de nouveau toute l'Europe. Léopold, qui avait rêvé cette couronne pour son second fils, Charles, trompé dans ses espérances ambitieuses par le testament du feu roi en faveur du petit-fils de Louis XIV, entra dans la vaste coalition formée contre la France par Guillaume d'Orange. L'empereur n'en vit pas la fin; il mourut en 1705, et eut pour successeur son fils aîné Joseph Ier, qui soutint avec énergie les prétentions de son frère, l'archiduc Charles, au trône d'Espagne. Malborough et le prince Eugène se distinguèrent d'un côté; Villars, Boufflers et Vendôme, de l'autre. Les Français, vainqueurs à Friedlingen furent battus à Hochsted; et la fortune sembla un moment déserter les drapeaux de la France pour favoriser ses ennemis.

Joseph Ier était sur le point de voir ses efforts couronnés d'un plein succès, lorsque la mort l'enleva tout à coup (1711). Comme il ne laissait pas d'enfants, son frère fut élu empereur sous le nom de Charles VI. Cet événement changea les dispositions de tous les souverains ligués contre Louis XIV; ils comprirent le danger qui les mena-

çait si le nouvel empereur réunissait sous son sceptre tous les états de Charles-Quint; on parla donc de paix. Elle fut signée à Utrecht (1703), et confirmée à Rastadt et à Baden. Elle n'attribua à Charles VI que la Belgique, les duchés de Milan et de Mantoue, le royaume de Naples et la Sardaigne.

Transylvanie.

(1603). La Transylvanie, soumise à l'Autriche, n'a eu son histoire particulière qu'à partir de 1603, époque où Étienne Boschkaï, à la tête d'une révolte, força l'empereur Rodolphe de lui céder cette province.

Lorsque Boschkaï mourut, les Transylvains choisirent pour chef Sigismond Ragotski. Celui-ci ayant abdiqué en 1608, Gabriel Bathori lui succéda; mais il fut assassiné en 1613. Le calviniste Béthlem Gabor, gentilhomme pauvre, vaillant, actif, ambitieux et sans foi, fut alors élu prince de Transylvanie. En 1619, il s'empara de la Hongrie, où il se fit un instant reconnaître roi. Après une courte trêve avec l'empereur Ferdinand II, il reprit les armes jusqu'en 1622, que fut signée la paix de Niclasbourg, par laquelle il renonçait à toute prétention sur la Hongrie; en retour l'empereur lui conféra le titre de prince de l'empire. Les ennemis de l'Autriche, tant qu'ils étaient vainqueurs, continuèrent à trouver près de lui aide et protection; Gabor mourut en 1629.

Étienne Béthlem, son proche parent, fut élu, puis en 1631, remplacé par George Ragotski, qui se ligua avec la Suède et la France contre l'Autriche. Secondé par les protestants de la Hongrie, Ragotski inquiéta l'empereur, et il en obtint une paix avantageuse (1645). Après sa mort, arrivée en 1648, Kéméni et Abaffi se disputèrent la Transylvanie. Kéméni réclama la protection de l'Autriche;

Abaffi, celle de la Turquie. Le traité de Vasvar, conclu entre ces deux puissances après la victoire de Saint-Gothard, remportée par les Impériaux, affermit Abaffi sur le trône.

La guerre s'étant rallumée avec une nouvelle fureur entre l'empereur et le sultan, les Turcs, vaincus par le prince Eugène à la journée décisive de Sentha, renoncèrent à toute protection sur la Transylvanie; et cette province fut rendue à l'Autriche par la paix de Carlowitz (1699).

Un prince transylvain ayant ourdi un complot pour l'indépendance de son pays, fut arrêté en 1701, puis transféré à Newstadt. Tandis qu'on instruisait son procès il parvint à s'échapper, et alla bouleverser la Hongrie, qui secoua le joug de l'Autriche. Ces événements se passaient dans le temps que l'empereur Joseph Ier était occupé par la grande coalition formée contre Louis XIV. L'empereur accourut bientôt, battit les rebelles; mais, modéré dans la victoire, il leur accorda un traité de pacification (1711), par lequel il fit droit à plusieurs de leurs demandes. La Hongrie et la Transylvanie rentrèrent ainsi sous l'autorité de l'Autriche. Ragotski refusa de signer le traité de Zathmar et s'exila volontairement.

Hollande. Pays-Bas.

(1609). Maurice de Nassau, fils de Guillaume d'Orange et stathouder général des Pays-Bas, s'était opposé de tout son pouvoir à la trêve conclue avec l'Espagne en 1609, et il jura dès lors une haine profonde au Grand-Pensionnaire (ministre), Barnevelt, qui en était l'auteur.

Les divisions politiques, envenimées par des querelles religieuses, ayant bouleversé les provinces, Maurice les

parcourut les armes à la main pour rétablir la paix. Barnevelt fut arrêté par son ordre, sous une fausse accusation de conspiration, et condamné à mort, malgré son âge avancé, ses services et son innocence. Cette lâche vengeance ternit la gloire du stathouder, qui favorisa la prospérité de la république, en donnant un prodigieux développement à son commerce, surtout dans les Indes Orientales.

La trêve avec l'Espagne étant expirée en 1621, les hostilités recommencèrent. Maurice trouva un adversaire digne de lui dans Spinola, général de Philippe IV; mais le stathouder ne termina pas cette guerre, il mourut en 1625, sans postérité. Son frère Frédéric-Henri hérita du stathoudérat et continua glorieusement la lutte. Spinola ayant été rappelé (1629) et remplacé par le comte de Berghen, les Hollandais s'emparèrent de Bois-le-Duc, de Venloo, de Ruremonde et de Maëstricht. Louis XIII voulant prendre part à la guerre de Trente Ans, conclut une alliance avec la république; cette alliance fut bientôt suivie de l'envahissement du Brabant par l'armée franco-hollandaise. Les hostilités se poursuivaient sans rien de décisif, lorsque parut le duc d'Enghien, plus connu sous le nom de prince de Condé. Rien ne put alors arrêter l'élan des Français; ils marchèrent de victoire en victoire et firent la conquête de toute la Flandre espagnole. La paix de Munster, qui précéda la paix de Westphalie (1648), termina enfin la guerre et fixa les limites de la Belgique et de la république hollandaise, ainsi que les droits et les obligations des deux États. Philippe IV y reconnut les Provinces-Unies (Hollande) comme des états libres; et il leur abandonna toutes leurs conquêtes sur le continent européen et aux Indes.

Frédéric-Henri, dont les talents avaient préparé ce glorieux traité, était mort en 1647. Guillaume II survécut

peu à son père : la mort l'enleva en 1650, huit jours avant la naissance de son seul fils, depuis Guillaume III. Cet enfant était par sa mère petit-fils du roi d'Angleterre, Charles Ier.

Le stathoudérat fut alors supprimé, et l'on confia l'autorité à Jean de Witt avec le titre de Grand-Pensionnaire. Une guerre sans importance ayant éclaté entre la Hollande et l'Angleterre, fut terminée deux ans après par un traité onéreux à la république (1654). Le fameux acte de navigation, publié par Cromwell, la ralluma en 1665. Les amiraux hollandais Wassenaer, Ruyter et Tromp se signalèrent dans plusieurs combats où ils eurent presque toujours le dessus. Ces succès amenèrent des conférences pour la paix. Comme elles traînaient en longueur, Ruyter en précipita les conclusions, en s'avançant dans la Tamise jusqu'à Chatam, où il brûla huit vaisseaux anglais sous les yeux des habitants. La paix fut signée sans plus de retard (1667).

La guerre de dévolution entre la France et l'Espagne était commencée. La Hollande, effrayée des victoires de Louis XIV, se déclara pour l'Espagne, que soutenaient l'Angleterre et la Suède, ce qui décida le traité d'Aix-la-Chapelle (1668), et fit poser les armes à toutes les parties belligérantes.

Quatre ans plus tard, Louis XIV crut le moment venu de se venger de la république qui avait entravé ses projets ambitieux, et il lui déclara la guerre, après avoir acheté l'alliance de l'Angleterre et de la Suède. Deux partis divisaient alors la Hollande : *le parti de la mer*, à la tête duquel étaient les de Witt et Ruyter, et *le parti de la terre* ou de la maison d'Orange. Les de Witt tournèrent imprudemment toutes les forces de la nation du côté de la marine. Le pays dégarni de troupes ne put opposer qu'une faible résistance aux armées ennemies ; aussi les Français furent

bientôt maîtres des provinces de Gueldre, d'Utrecht, d'Over-Yssel, et ils menacèrent Amsterdam. A la vue du danger, la république offrit la paix, mais Louis XIV la refusa. Cependant les hostilités s'étant ralenties, les Hollandais reprirent l'espérance. Le peuple, comprenant la faute qu'avaient faite les chefs du parti de la mer, dans un accès de fureur, se rua sur les de Witt et les massacra. Le jeune Guillaume d'Orange, coupable de n'avoir rien fait pour empêcher ce crime, fut proclamé stathouder général, malgré ses vingt-deux ans.

Guillaume III comprenant la grandeur de la tâche qu'on venait de lui confier, en face d'une guerre qui menaçait la Hollande d'une ruine complète, envisagea froidement les seuls moyens à prendre pour sauver le pays. Par ses ordres, les écluses qui protégent le pays contre l'Océan sont ouvertes, et la campagne est changée en une vaste mer où les Français se voient enfermés. En même temps, les intrigues du prince d'Orange gagnaient à sa cause l'Espagne, l'Autriche et le duc de Lorraine.

Dans la grande lutte qu'avaient allumée l'ambition de Louis XIV et la haine du stathouder Guillaume, la république conquit une place distinguée parmi les États européens, et elle le dut au génie et à l'activité du prince d'Orange, le plus habile et le plus constant adversaire de Louis XIV, l'âme de toutes les coalitions formées contre la France. La paix de Nimègue donna enfin un peu de repos à l'Europe (1678), et rendit à la Hollande tout ce que la guerre lui avait enlevé.

L'abusive interprétation du traité de Nimègue par Louis XIV fit reprendre les armes en 1684; mais la trêve de Ratisbonne prévint les hostilités. Guillaume mécontent excita de nouveau l'Europe contre la France et fit conclure la ligue d'Augsbourg (1686); toutefois son ambition le détourna un moment de ce qui se passait sur le continent

pour aller enlever la couronne d'Angleterre à son beau-père Jacques II (1689).

Devenu roi d'Angleterre, tout en conservant le titre de stathouder en Hollande, Guillaume se mit à la tête des puissances alliées qu'il avait armées contre Louis XIV. De part et d'autre on fit des prodiges de valeur, et pendant plusieurs années les succès se balancèrent. L'Europe commençait à se lasser de la guerre; aussi accueillit-on avec joie la paix de Ryswick (1597). Le prince d'Orange obtint ce qu'il demandait, d'être reconnu roi d'Angleterre, titre acheté avec l'or et le sang de la Hollande. La république recouvra toutes ses possessions.

Le parti républicain, profitant de ce que Guillaume III était occupé à faire reconnaître son autorité en Angleterre, essaya de fomenter des troubles en Hollande; mais la sage fermeté du grand pensionnaire Hensius maintint l'ordre et prévint tous les malheurs de la guerre civile. Guillaume mourut en 1702.

Danemark et Norvége.

(1588). Christian IV, à peine âgé de onze ans, avait succédé à son père Frédéric II sur le trône de Danemark et de Norvége (1588). Le conseil de régence qui fut chargé du gouvernement, rendit le royaume heureux, et déposa ses fonctions en 1596. Christian, pendant un règne de soixante et onze ans, porta le Danemark à un haut degré de prospérité. En 1611, il déclara la guerre à la Suède, accusée d'enfreindre les derniers traités. La paix de Siorod termina les hostilités à l'avantage du Danemark auquel la possession de la Laponie russe assura la domination de la mer glaciale.

Sous prétexte de protéger le protestantisme, mais en réalité pour s'agrandir au nord de l'Allemagne, Christian

ralluma la guerre de Trente Ans, qu'on croyait terminée par la paix de Niclasbourg, et commença la période danoise de cette longue lutte. Malgré les secours qu'il reçut de ses alliées l'Angleterre et la Hollande, et les subsides de la France, Christian ne put tenir longtemps la campagne; il fut obligé de négocier, puis de conclure avec l'empereur Ferdinand II la paix de Lubeck, glorieuse pour l'empire (1629).

Plus tard, Christian, pressé par l'empereur Ferdinand III, ayant voulu renoncer à l'alliance de la Suède, faillit perdre son royaume, envahi par le célèbre Torstenson, général suédois, qui imposa au Danemark la paix de Bromsebro (1645).

Malheureux à la guerre, Christian IV se distingua par son zèle infatigable à réformer et à diriger toutes les branches de l'administration. Sous son règne, les Danois étendirent leur commerce jusqu'aux Indes Orientales. Copenhague doit à ce prince, protecteur des sciences et des lettres, un jardin botanique, un observatoire et une bibliothèque publique. Christian IV mourut l'année même de la conclusion du traité de Westphalie auquel il avait pris part (1648). Il eut pour successeur son fils Frédéric III.

Frédéric eut à soutenir une guerre terrible contre Charles X Gustave, roi de Suède, qui, pour se dédommager de ses revers en Pologne, rêva la conquête du Danemark; il vint donc assiéger Copenhague, après avoir passé la mer sur la glace pendant un hiver rigoureux. Frédéric se crut perdu; et, par le traité de Roschild, il sacrifia la moitié de son royaume pour éloigner Charles X Gustave. Bientôt l'ambitieux roi de Suède, reprenant ses projets de conquête, reparut sous les murs de Copenhague; mais sa mort subite sauva le Danemark (1660).

Pour remédier à l'épuisement de ses finances, ruinées

par la guerre, Frédéric convoqua les états-généraux. La noblesse, qu'avait enrichie la confiscation des anciens biens ecclésiastiques, repoussa l'impôt proposé par le roi. Le clergé et la bourgeoisie, depuis longtemps aigris contre les seigneurs, et jaloux des prérogatives qu'ils s'arrogeaient, prirent fait et cause pour l'autorité royale, et offrirent à Frédéric la souveraineté absolue et héréditaire. Cet acte, que la noblesse subit en frémissant de colère, changea la constitution aristocratique du Danemark en une monarchie absolue; et la *loi*, dite *royale*, qui formulait et arrêtait ces changements, devint la loi fondamentale des royaumes unis du Danemark et de Norvége.

Frédéric III étant mort en 1670, son fils Christian V fit la guerre à la Suède, pour venger l'honneur du Danemark et reconquérir les provinces perdues par le traité de Roschild. L'influence de la France, dans la paix de Lunden, rendit inutiles les succès de l'armée danoise, en faisant restituer à la Suède tout ce que la victoire lui avait enlevé. Christian V mourut en 1699, après avoir conclu avec la Pologne et la Russie une alliance secrète, qui entraîna son fils Frédéric IV dans une nouvelle guerre avec la Suède.

Suède.

(1604). Charles IX qui s'était fait couronner roi de Suède au détriment de son neveu Sigismond, roi de Pologne, eut à soutenir la guerre, d'abord contre ce prince, puis contre la Russie et le Danemarck. Il légua ces trois guerres à son fils avec la couronne en 1611. Le jeune roi Gustave-Adolphe les termina par des traités, qui ajoutèrent à ses états la Livonie et toute la côte de la Prusse, depuis Mémel jusqu'à Elbing.

Des pensées de conquête poussèrent Gustave-Adolphe à intervenir dans la guerre de Trente Ans; mais cachant son

ambition, il se présenta comme le défenseur de ses coreligionnaires en Allemagne. A la tête d'une armée formée sur les champs de bataille, il débarque en Poméranie; tout plie devant lui, et il se promène en vainqueur dans toutes les provinces de l'empire, jusqu'à ce qu'il vienne tomber à Lutzen (1632) en combattant Walstein. On ne peut contester à ce prince de grandes qualités et de rares talents militaires; malheureusement il y joignait une ambition insatiable.

La Suède avait joui du calme le plus profond pendant que son roi se couvrait de gloire en Allemagne. La mort de Gustave-Adolphe jeta la consternation dans tout le royaume. Ce prince ne laissait qu'une fille âgée de sept ans; le pays était surchargé d'impôts, établis pour subvenir aux frais de la guerre, et le roi de Pologne réclamait la couronne usurpée par Charles IX. Sans se laisser effrayer, le sénat, après avoir proclamé reine la jeune princesse Christine, décida que la guerre serait continuée; et il confia la conduite des affaires d'Allemagne au chancelier Oxel-Oxenstiern, le confident le plus intime du roi, aussi grand homme d'État qu'habile général. Le chancelier fut puissamment secondé sur les champs de bataille par Banner, appelé le second Gustave, puis en 1641, par Torstenson, qui ne sut pas ce que c'était d'être vaincu.

Pendant que les armées suédoises, à l'aide des subsides de la France, triomphaient dans la grande lutte contre l'Autriche, et faisaient trembler le Danemark pour le punir d'avoir embrassé la cause de l'empereur, la Suède, tranquille et prospère, admirait la sagesse et la fermeté de sa jeune reine.

Christine avait reçu une éducation mâle et savante dont toute sa vie garda la double empreinte. On ne vit jamais en elle aucune trace de la faiblesse, de la timidité ou de la vanité d'une femme; ses seuls plaisirs étaient l'étude.

Douée d'une rare aptitude pour les langues, elle en parlait huit à l'âge de quatorze ans. Sa cour devint bientôt le rendez-vous des savants, parmi lesquels on remarquait le français René Descartes. Christine n'avait pas vingt ans lorsqu'elle prit en main les rênes de l'État ; son application et son énergie dans le gouvernement étonnèrent les vieux sénateurs accoutumés aux affaires. Elle avait trouvé la Suède glorieuse et puissante; elle mettait son orgueil à la maintenir à cette hauteur.

Elle avait à peine neuf ans, lorsque pour la première fois une exposition des dogmes de l'Église catholique tomba sous ses yeux : *Oh! que cela est beau!* s'écria la royale enfant, *je veux embrasser cette religion!* Plus tard, ses études, et les conversations du philosophe Descartes renouvelèrent ces impressions religieuses : *Quand on est catholique, disait-elle, on a la consolation de croire ce que tant de nobles esprits ont cru pendant seize siècles.* Ce qui lui paraissait surtout une institution admirablement appropriée à la bonté de Dieu, observe le protestant Rank, ce qui attirait le plus sa volonté, c'était l'infaillibilité du Pape (1).

La constitution politique de la Suède reposant sur le luthéranisme, Christine comprit qu'il fallait opter entre sa couronne et ses convictions. Après y avoir mûrement réfléchi, et s'être entourée des lumières de plusieurs ecclésiastiques savants, elle fit connaître au sénat sa résolution d'abdiquer, présentant comme son successeur Charles-Gustave, comte palatin de Deux-Ponts, son cousin germain, qu'elle avait refusé pour époux. Sur les instances des sénateurs, elle ajourna son projet; mais elle le réalisa deux ans plus tard (1654). Christine ayant déposé la couronne de Suède, se rendit à Inspruck, où elle fit publique-

(1) *Histoire de la Papauté pendant le* XVI *et le* XVII *siècle*, tome IV, livre 8.

ment profession de la foi catholique, après avoir abjuré secrètement le luthéranisme à Bruxelles. La capitale du monde chrétien l'attirait; elle partit donc pour Rome où le pape Alexandre VII l'accueillit avec honneur et tendresse. Deux fois elle visita la France, et y excita l'admiration par son esprit et l'étendue de ses connaissances. Christine voulut revoir la Suède; mais elle retourna à Rome achever sa vie dans la culture des lettres et des arts. Elle y mourut en 1689, âgée de soixante-trois ans.

Cependant Charles X Gustave, en faveur duquel Christine avait abdiqué, irrité des prétentions que faisait valoir sur la Suède le roi de Pologne Jean-Casimir, lui déclare la guerre et s'empare rapidement de la plus grande partie de son royaume. Pendant que Charles X s'applaudit de ses succès, la Prusse, le Danemark et l'Empire, prennent tout à coup la défense du malheureux roi dépossédé, et forcent le roi de Suède d'évacuer la Pologne. Charles-Gustave tourne aussitôt ses armes contre le Danemark, qui ne s'attendait pas à cette brusque attaque (1658); en quelques mois, au cœur de l'hiver, il se rend maître d'une partie des états de Frédéric III, et s'en assure la possession par le traité de Roschild. A peine le roi de Suède a-t-il signé la paix, qu'il reprend les armes pour achever la conquête du Danemark. Vainement la Pologne, la Hollande et l'Empire se déclarent pour Frédéric, Charles-Gustave refuse de s'éloigner de Copenhague qu'il est venu assiéger. La mort seule put triompher de l'indomptable monarque. Il expira sous les murs de cette ville, à l'âge de trente-huit ans (1660); et sa fin prématurée rendit le repos au nord de l'Europe.

Charles XI, âgé de cinq ans seulement, devint roi de Suède par la mort de son père Charles X Gustave. Sa minorité fut heureuse. En 1675 la guerre éclata de nouveau entre le Danemark et la Suède. Malgré les succès des

Danois, l'appui de la France, dans les traités de Nimègue et de Lunden (1679) obtint aux Suédois la restitution de tout ce qu'ils avaient perdu.

L'année suivante les États du royaume furent convoqués à Stockolm. Il arriva en Suède ce qui était arrivé quelques années auparavant en Danemark : le pouvoir et les priviléges de la noblesse furent diminués au profit de l'autorité royale.

Malgré le despotisme de Charles XI, la Suède fut heureuse, et le peuple le bénit. En mourant il laissa à son fils Charles XII, un royaume florissant, de belles armées de terre et de mer et un trésor considérable (1697).

Pologne.

La moitié du règne de Sigismond III, qui occupait le trône de Pologne depuis l'an 1587, fut remplie par des guerres, d'abord contre les Turcs qu'il repoussa, puis contre son oncle Charles IX auquel il réclamait le trône de Suède. Les hostilités se prolongèrent pendant plusieurs années, et furent terminées par un armistice avec Gustave-Adolphe, fils et successeur de Charles IX. En 1635, cette trève fut prolongée pour vingt-six ans.

Pendant son long règne, Sigismond, fermement attaché au catholicisme, prit des mesures efficaces pour combattre les sectes protestantes qui s'étaient multipliées en Pologne; et il eut la consolation de voir une grande partie de la noblesse rentrer dans le sein de l'Église catholique, grâce aux efforts du cardinal Hosius, évêque d'Émerland, et des membres de la Compagnie de Jésus.

A la mort de ce prince (1632), les Polonais donnèrent la couronne à son fils Wladislas VII. Les Russes ayant enfreint les précédents traités, Wladislas leur fit la guerre, et força le czar à la paix de Wiasma (1635).

L'année 1637 vit commencer une longue et funeste lutte entre la Pologne et les Cosaques de l'Ukraine, qui donnaient asile aux mécontents polonais. Wladislas ne vit pas la fin de cette guerre désastreuse ; il mourut sans postérité en 1648.

Jean-Casimir, son frère, fut élu pour lui succéder quoiqu'il fut jésuite. En montant sur le trône, il fut obligé de reconnaître le droit du *veto,* en vertu duquel l'opposition d'un seul membre suffisait pour empêcher l'exécution des mesures arrêtées dans les diètes générales de la nation. Ayant obtenu des dispenses du Pape, Jean-Casimir épousa la veuve de Wladislas VII, Louise de Gonzague, reine d'un grand caractère. La Pologne était alors arrivée à un haut degré de puissance ; mais la trop grande indépendance de la noblesse suscitait sans cesse des troubles ; ces troubles, joints aux guerres contre la Suède, la Russie et les Turcs, affaiblirent rapidement le royaume et préparèrent sa ruine.

Les Cosaques, animés d'une haine schismatique contre les Polonais, franchirent les frontières et ravagèrent le pays. Le czar en profita pour reprendre Smolensk et tout ce qu'il avait perdu par les traités antérieurs.

Au milieu de ces désastres, Jean-Casimir eut l'imprudence de faire valoir ses droits sur la Suède. Aussitôt Charles - Gustave envahit la Pologne et s'empara de Varsovie. Quoique toujours le premier à l'attaque et le dernier à la retraite, Jean-Casimir fut vaincu et obligé de se retirer en Silésie. Rappelé par ses fidèles sujets, il essuya encore plusieurs défaites ; il était perdu sans ressource si la Prusse, le Danemark et l'Empire ne se fussent ligués pour sa défense, et n'eussent repoussé l'ambitieux Charles X. Dans la paix d'Oliva (1660) qu'il conclut avec ce prince, Jean-Casimir dut renoncer à ses prétentions sur la couronne de Suède, et céder à Charles-Gustave la Livonie,

dont la Pologne s'était emparée, l'Esthonie et l'île d'Æsel.

Délivré des Suédois, Jean-Casimir ne fut guère plus tranquille; au dedans des factions religieuses, au dehors des guerres avec les Russes, puis avec les Cosaques, au sujet de leurs limites, compromettaient chaque jour son autorité. Dégoûté du trône, Jean-Casimir abdiqua, et se retira en France, dans l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, où il mourut en 1672.

Cette abdication livra la Pologne aux agitations d'un interrègne de sept mois. On élut enfin Michel Coributh Viesniowiecki, seigneur pauvre, mais de la race des Jagellons; il fallut lui faire violence pour le décider à accepter la couronne. Sous son règne l'anarchie est au comble; les diètes convoquées pour remédier aux maux du royaume sont rompues aussitôt que formées, et la guerre recommence avec les Cosaques que les Turcs soutenaient. Michel, vaincu dans plusieurs combats, signa le honteux traité de Bucsas (1672) qui rendit la Pologne tributaire des Ottomans. Le Sénat, refusant de ratifier ce traité, fit continuer la guerre. Jean Sobieski, grand maréchal de la couronne, ranime l'ardeur belliqueuse des Polonais, puis les conduit à l'ennemi et remporte sur eux la grande bataille de Choczim, le jour même de la mort du roi. Dans leur enthousiasme pour leur général victorieux, les Polonais l'élurent pour succéder à Michel (1673).

Sobieski, que ses vertus et sa bravoure rendaient digne du trône, justifia le choix de ses concitoyens par la victoire de Lemberg. En 1676, la paix de Zurawnow affranchit la Pologne du honteux tribut promis par Michel.

Sept ans plus tard (1683), Sobieski s'unit à l'empereur Léopold Ier, dont les Turcs envahissaient les provinces; et il courut délivrer Vienne, assiégée par le grand-visir Kara-Mustapha. La faiblesse de ses moyens, la désunion et l'insouciance des Polonais, qui secondaient mal son

ardeur guerrière, arrêtèrent ses succès. Menacé lui-même par les Turcs, il fut obligé de recourir à l'alliance russe, qu'il acheta en cédant plusieurs villes et districts (1686). La guerre avec les Turcs se prolongea jusqu'en 1699, que fut signée la paix de Carlowitz. Jean Sobieski était mort trois ans auparavant, avec la réputation d'un grand capitaine : les dernières années de son règne furent agitées, par les dissensions de la noblesse et par des querelles domestiques. Sobieski eut pour successeur, après un an de troubles, Frédéric-Auguste, électeur de Saxe ; ce prince abjura le luthéranisme pour ceindre la couronne de Pologne. C'est lui qui signa le traité de Carlowitz.

Prusse.

L'électeur de Brandebourg, Jean-Sigismond, avait succédé à son beau-père, Albert-Frédéric, dans le duché de Prusse. Il recueillit aussi, du chef de sa femme, une partie de la succession de Juliers, mais toujours sous la suzeraineté de la Pologne.

En 1657, profitant de la situation fâcheuse de ce royaume attaqué par la Suède, son petit-fils Frédéric-Guillaume, surnommé le grand électeur, se fit céder par Jean-Casimir la souveraineté entière de son duché, à la condition que la Prusse serait réunie à la Pologne, si la descendance mâle de la maison de Brandebourg venait à s'éteindre.Les clauses de cette cession furent arrêtées par le traité de Welau.

Ce prince agrandit encore ses États du duché de Clève et du comté de Mark. Pendant tout son règne, Frédéric-Guillaume mit ses soins à développer ce qui pouvait accroître la prospérité de son duché. Il dut le surnom de Grand à ses victoires sur les Suédois, dans la grande lutte de Louis XIV contre toute l'Europe.

Après lui, son fils Frédéric Ier, qui aimait le luxe et le faste, ouvrit des négociations avec l'empereur pour en obtenir la dignité royale. Léopold y consentit moyennant la promesse d'un secours de 10,000 hommes, dans la guerre de la succession d'Espagne. Frédéric se fit aussitôt proclamer *roi de Prusse*, et se couronna de ses propres mains à Kœnisberg (1701). La nouvelle royauté fut reconnue par les puissances européennes à la paix d'Utrecht (1713).

Russie.

A la mort de Féodor, son beau-frère Boris Goudonoff s'était fait proclamer czar par les Boïars ou seigneurs; l'énergie de son gouvernement dégénéra souven ten cruauté. Pendant son règne, une affreuse famine désola la Russie et dépeupla des provinces entières. En 1605, un imposteur, Grégoire Otrepieff, moine russe défroqué, parvint à se faire passer pour Dmitri, le frère de Féodor, tué secrètement par ordre de Goudonoff, et il marcha sur Moscou à la tête d'une armée de Polonais, grossie des mécontents russes. Goudonoff s'étant empoisonné, Moscou ouvrit ses portes à Dmitri, qui fit périr le fils et la veuve de ce prince. Le nouveau czar ne conserva pas longtemps l'affection du peuple; l'année suivante, il fut massacré dans une révolte.

Chouiskoï, chef des rebelles, s'empara du pouvoir, sous le nom de Wassileï V. Alors parut un second imposteur, un nouveau Dmitri, soutenu encore par les Polonais. Après quelques succès, il périt victime de la vengeance des Tartares, ses alliés, dont il avait fait noyer le prince (1609). Les Polonais continuèrent la guerre; mais Wassileï vaincu fut déposé, et les Russes offrirent la couronne à Wladislas, fils de Sigismond, roi de Pologne. Pendant

qu'il hésitait à l'accepter, les Suédois envahirent la Russie. Les Russes effrayés se donnèrent alors pour czar, Michel Romanoff (1613), dont toute la famille avait été proscrite par Boris Goudonoff; et il devint le fondateur de la maison de Romanoff, qui a occupé le trône jusqu'en 1762.

Michel mit fin à l'anarchie qui désolait l'empire depuis plus de vingt ans, mais il eut une longue guerre à soutenir contre la Suède. Le traité de Stolbowa la termina en réglant les prétentions de cette puissance; toutefois, pour lui faire poser les armes, le czar dut lui abandonner la Carélie, l'Ingrie et la Livonie. Wladislas de Pologne, à son tour, prétendant avoir des droits au trône de Russie où il avait été appelé à la mort de Wassileï, pénétra jusqu'aux portes de Moscou; mais il fut repoussé. La paix de Wiasma mit fin à cette guerre en 1634. Le roi de Pologne se fit céder les provinces de Smolensk, de Tchernigov et de la Sévérie.

Malheureux dans la plupart de ses guerres, Michel releva la prospérité intérieure de la Russie. Dans le but d'étendre le commerce, il ouvrit des relations avec la Perse, où il envoya des ambassadeurs; mais les mesures qu'il prit pour restaurer les finances, provoquèrent des révoltes dans plusieurs grandes villes. Michel Romanoff mourut en 1645, laissant pour successeur son fils Alexis, âgé de seize ans.

Le nouveau czar profita d'une insurrection des Cosaques de l'Ukraine contre la Pologne, pour reprendre Smolensk et porter ses frontières jusqu'au Dnieper. Moins heureux avec la Suède, Alexis fut obligé de renoncer à ses prétentions sur les provinces de la Baltique, comme compensation de la Carélie et de l'Ingrie qu'il avait enlevées à Charles XI (1667). Alexis laissa trois fils (1667) : Féodor, Iwan et Pierre; ce dernier était né d'un second mariage du czar.

Féodor signala les premières années de son règne par

ses victoires sur les Turcs, auxquels il enleva une partie de l'Ukraine. Toujours menacé au dehors, il s'appliqua surtout à perfectionner la discipline de ses troupes, malgré les difficultés qu'il rencontrait de la part de la noblesse. A défaut d'héritiers directs, Féodor, en mourant, désigna pour son successeur son demi-frère Pierre, à l'exclusion d'Iwan, prince faible de corps et d'esprit; mais la princesse Sophie, leur sœur aînée, s'appuyant sur la garde des czars (les Strélitz), souleva le peuple, fit proclamer Iwan, et prit la régence avec le titre d'autocratrice. En 1686, elle conclut avec Sobieski, roi de Pologne, une alliance contre les Turcs. La guerre dans laquelle ce traité entraîna la Russie dura jusqu'à la fin de ce siècle.

Lorsque Pierre, le troisième fils d'Alexis, eut atteint sa majorité, il s'empara de l'autorité, et relégua la princesse Sophie dans un monastère. A la mort de son frère Iwan (1696), il resta seul czar et souverain de toutes les Russies.

Suisse.

Pendant le XVIIe siècle la Suisse n'éprouva ni changement dans ses limites, ni révolutions importantes dans son intérieur; mais elle continua d'être agitée par les querelles religieuses qu'avait enfantées la réforme. Vers 1610, elle fut désolée par la peste, appelée *mort noire,* qui fit périr à peu près le quart de la population.

En 1625 se termina la guerre dite de la Valteline, du nom d'une petite vallée, dont toute l'importance est due à sa position entre le Tyrol et le lac de Côme. Les Espagnols s'en étaient emparés sous prétexte d'aider aux habitants catholiques à secouer le joug des Grisons protestants, mais en réalité pour avoir une communication libre avec l'Autriche. La France, qui se voyait fermer ainsi le chemin de Venise,

protesta contre cette conquête, les armes à la main; outre les Grisons et les Espagnols, les Français, les Impériaux, Venise et même le Pape prirent part à cette guerre. La Valteline resta aux Grisons.

En 1648, le traité de Westphalie reconnut l'indépendance et la souveraineté de la confédération helvétique.

Attentive à maintenir le système de neutralité qu'elle avait adoptée, la Suisse eût été heureuse et tranquille au milieu de l'Europe, où retentissait sans cesse le bruit des armes, si elle eût été en paix avec elle-même; mais avec les haines religieuses, il existait dans l'inégalité des droits des citoyens, des ferments de discorde qui faisaient présager de nouveaux troubles. En effet, l'indépendance de toute domination étrangère que la Suisse avait achetée de son sang sur les champs de bataille, n'était pas la liberté du peuple. L'égalité des droits n'existait que dans quelques cantons; ailleurs les bourgeois seuls en jouissaient : le reste de la population était assujettie aux mêmes charges que du temps de sa servitude: le despotisme des magistrats y rendait insupportable la situation du paysan. Une ordonnance (1652) qui réduisait la valeur de la menue monnaie, et qui par conséquent pesait particulièrement sur le pauvre, excita un soulèvement général dans les campagnes de l'Argovie, de Soleure et de Bâle. Les villes alarmées levèrent des troupes; et les paysans furent exterminés aux journées de Bremgarten et d'Herzogenbuchsée (1653). Les principaux chefs de l'insurrection eurent la tête tranchée, et le joug des campagnes fut appesanti.

La paix intérieure fut encore troublée par des querelles de seigneurs et des luttes religieuses qui amenèrent une affreuse misère. Cependant la seconde moitié du XVIIe siècle fut plus tranquille, et la Suisse jouit de quelques années de paix.

Savoie et Piémont.

Charles-Emmanuel Ier, qui régnait sur la Savoie comme duc depuis 1580, était un prince ambitieux et remuant qui ne terminait une guerre que pour en entreprendre une autre. La mort de François, duc de Mantoue (1612), lui fournit une nouvelle occasion de prendre les armes ; mais Ferdinand, successeur du duc François, soutenu par les Espagnols, le força de renoncer à ses prétentions sur le Montferrat et lui imposa le traité de Pavie (1617).

Vincent II, qui avait succédé à Ferdinand, étant mort sans postérité en 1627, le duc de Savoie se mit sur les rangs pour recueillir son héritage, comme allié par les femmes aux ducs de Mantoue. La France soutint Charles de Gonzague, duc de Nevers, héritier de Vincent II, et envahit les états de Charles-Emmanuel. Sur ces entrefaites, le duc de Savoie succomba à une attaque d'apoplexie (1630). Victor-Amédée Ier, son fils et son successeur, avait épousé Christine de France, sœur de Louis XIII ; cette princesse réconcilia son frère avec son mari.

Dans la quatrième période de la guerre de Trente Ans, Amédée, par le traité de Rivoli (1635), se déclara l'allié de la France, et se signala par les deux grandes victoires qu'il remporta sur les Espagnols, à Tornenvento et à Mombaldon. A sa mort (1637), sa veuve fut déclarée tutrice de ses enfants. Son fils aîné François-Hyacinthe ne lui survécut que peu ; et ce fut le second, Charles-Emmanuel II, qui hérita de sa couronne, quoiqu'il n'eût que quatre ans. Deux frères de Victor-Amédée Ier, Maurice et Thomas de Carignan, soutenus par l'Espagne, prirent les armes pour s'emparer de la régence. Christine implora le secours de la France que Richelieu lui fit chèrement payer. La guerre se prolongea jusqu'en 1646. Les princes firent

leur soumission et reçurent des gouvernements particuliers.

Charles-Emmanuel mourut en 1675. Son fils, Victor-Amédée II, épousa Anne-Marie, fille de Philippe d'Orléans, frère de Louis XIV. Cette alliance ne l'empêcha pas de se jeter dans le parti impérial contre la France. Tourmenté du désir d'étendre sa domination, Amédée prit part à toutes les guerres de cette époque. Le célèbre prince Eugène, dont les talents militaires firent tant de mal à la France, appartenait à la famille de Savoie; il était petit-fils de Charles-Emmanuel Ier.

La guerre ayant éclaté entre l'Autriche et la France pour la succession d'Espagne (1701), Victor-Amédée resta fidèle à l'empereur : il lui en coûta la Savoie et Nice. Bientôt même il vit sa capitale assiégée; et il était au moment de perdre sa couronne, lorsque le prince Eugène accourut et délivra Turin. Les Français laissèrent devant la place leurs bagages et un grand nombre de morts. Les Impériaux ne s'arrêtèrent pas là; et, avec Victor-Amédée, ils allèrent assiéger Toulon, mais les Français se vengèrent de leur défaite devant Turin, en les forçant de se retirer honteusement.

La paix d'Utrecht mit fin à la guerre (1713). Le duc de Savoie recouvra ses États et obtint le titre de roi; Louis XIV lui garantit la possession de la Sicile que l'Espagne lui cédait. Un article du traité assura à Victor-Amédée, pour lui et ses descendants mâles, la succession au trône d'Espagne, au défaut de la postérité de Philippe V.

ITALIE.

Gênes.

Depuis l'inutile tentative de don Juan d'Autriche pour s'emparer de Gênes, cette petite république jouit d'une

parfaite tranquillité jusqu'en 1624. A cette date, ayant acheté de Ferdinand II le marquisat de Zuccarello, elle s'attira les armes de Charles-Emmanuel Ier, duc de Savoie ; les Génois le repoussèrent. Ce prince ambitieux, pour s'emparer plus facilement de Gênes qu'il convoitait, y fomenta des troubles; mais un complot tramé par son ambassadeur, ayant été découvert, les conjurés furent arrêtés et condamnés à mort, malgré le duc de Savoie, qui se déclara ouvertement pour eux et menaça même la république. Son fils, Victor-Amédée Ier, fit la paix avec les Génois, plus tard son petit-fils, Charles-Emmanuel II, reprit ses projets ambitieux sur Gênes et employa les mêmes moyens perfides. Une conspiration excitée par ses envoyés fut une cause de guerre. La médiation du Pape, du roi de France et du roi d'Espagne réconcilia ce prince avec la république.

En 1648, les Génois ayant fourni des munitions de guerre aux Algériens, leur ville fut bombardée par une flotte française, commandée par le marquis de Seignelai et par Duquesne. Pour échapper à une ruine totale, la république dut envoyer à Versailles son doge, Lercari Impériale, s'humilier devant Louis XIV.

Venise.

A partir de la ligue de Cambrai, la république de Venise ne joua plus en Europe qu'un rôle secondaire. Épuisée par ses guerres continuelles avec les Ottomans, elle était désolée par les pirateries des peuples esclavons qui pillaient ses côtes et capturaient ses vaisseaux. En 1600, Venise eut l'honneur d'admettre au nombre de ses citoyens Henri IV, dont le nom fut inscrit dans le *livre d'or* (annales de la noblesse). Ce prince servit la république dans les démêlés

qu'elle eut avec le pape Paul V, au sujet de pré[illegible] viléges ecclésiastiques contre lesquels le Pape récla[illegible]. La médiation de Henri IV amena la soumission de Venise.

Pendant la guerre de Trente Ans, Venise, toujours opposée à l'empire, fournit de l'argent et des munitions aux protestants.

Nous avons vu, dans l'histoire d'Espagne, le complot étrange découvert en 1618, dans lequel paraissaient impliqués l'ambassadeur espagnol Bedmar et le vice-roi de Naples. Comme tout se borne à des conjectures, nous n'y reviendrons pas.

Lorsque les Espagnols voulurent s'emparer de la Valteline, Venise prit parti pour les Grisons, et obtint pour eux l'intervention de la France.

Vers la fin du XVIIe siècle, la république fit quelques conquêtes sur les Turcs; mais ces succès ne pouvaient déguiser sa décadence, causée par l'ensablement de ses lagunes, la découverte du cap de Bonne-Espérance, qui détournait le commerce de l'Italie, et par l'épuisement de sa marine. Elle refusa de prendre part à la guerre de la succession d'Espagne, qui mit l'Europe en feu.

Parme et Plaisance.

Édouard, fils de Rainuce I[er], le tyran, continua la maison de Farnèse sur le trône ducal de Parme et de Plaisance. Malgré le pape Urbain VIII, il s'allia aux Français contre les Espagnols; mais effrayé des succès de ceux-ci, il demanda la paix en 1637. Cinq ans plus tard, il eut une guerre à soutenir contre les Barberini, par suite de sa négligence à payer les intérêts de ses immenses dettes. Édouard mourut en 1646, et eut pour successeur son fils Rainuce II. Le règne de ce prince fut rendu difficile par l'état de ses finances. Son fils aîné, François, le remplaça

en 1694, et règna jusqu'en 1727. Quatre ans après, la maison de Farnèse s'éteignit par la mort de son frère.

Modène, Ferrare et Reggio.

Alphonse III, qui avait succédé à César d'Este en 1628, quitta bientôt la couronne pour se retirer dans le cloître. Son fils François I[er] se maintint quelque temps dans la neutralité, au milieu des guerres de l'Europe; cependant, en 1635, il prit parti pour les Espagnols; puis, quelques années après, il les quitta pour les Français, dont il commanda glorieusement les armées en Italie. Ce fut un prince brave, habile et vertueux.

Son fils Alphonse IV, qui lui succéda en 1657, fit avec l'Espagne une paix particulière (1659). Il fut remplacé par son fils François II qui mourut sans postérité en 1604. Le cardinal Renaud, son oncle et son successeur, déposa la pourpre romaine; et, par son mariage avec Charlotte-Félicité de Hanovre, il réunit les deux branches, Este et Guelfe, de la même maison. Dans le courant de l'année 1710, il acheta le duché de la Mirandole.

Toscane.

(1621). La Toscane, heureuse sous le règne de Cosme II, languit pendant la minorité de son fils Ferdinand II, sous la régence de sa mère et de son aïeule. Ferdinand devenu majeur, ne rendit pas à l'administration de ses États son ancienne activité; mais il gouverna ses sujets avec douceur et se distingua par son amour pour les sciences. Ses libéralités encouragèrent l'académie *del Cimento* que son frère, le cardinal Léopold de Médicis, avait fondée en 1657. Il mourut en 1670.

Cosme III, son fils, lui succéda. Il avait épousé Margue-

rite-Louise, fille de Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII. Cette princesse fit le malheur de son époux et elle sut le rendre odieux à l'Europe et à ses sujets. Cosme irrité devint cruel et prodigue; il écrasa ses peuples d'impôts et ruina la Toscane. La fin de son règne appartient au XVIIIe siècle.

Mantoue.

Le marquisat de Mantoue, que possédaient les Gonzague, fut érigé en duché par Charles-Quint en 1530. Jean-Georges, de la famille Paléologue, dernier marquis de Montferrat, n'ayant point laissé d'enfants, son marquisat revint, par la protection de l'empire, au duc de Mantoue, Frédéric II de Gonzague.

Après Frédéric II, le trône ducal fut occupé par plusieurs princes qui ne jouèrent aucun rôle dans l'histoire.

En 1627, le duc de Mantoue, Vincent II, étant mort sans postérité, la branche des Gonzague, ducs de Nevers, établie en France, fut appelée à lui succéder dans la personne de Charles, descendant de Frédéric II; l'empereur lui opposa le duc de Guastala. L'appui de la France fit triompher Charles, auquel le traité de Chérasco assura la succession de Vincent II. Son fils Charles II s'unit à la France contre l'Espagne, et attira ainsi les armées ennemies sur son territoire. Il eut beaucoup à souffrir de la guerre jusqu'au traité des Pyrénées (1659).

Le duc Charles II mourut en 1665. Son fils Charles III ruina ses finances par son luxe, et crut les relever en employant des moyens déshonorants. Proscrit par l'empereur Joseph Ier, comme coupable de félonie, il alla mourir de misère à Venise.

Empire ottoman.

Achmet Ier avait à peine quinze ans à la mort de son père Mahomet III (1603). Les premières années de son règne furent troublées par de fréquentes insurrections des janissaires, mais il les réprima : leurs chefs vaincus se réfugièrent auprès du sophi de Perse, Schah-Abbas, ce qui fit éclater, entre les deux empires, une longue guerre dont les résultats furent sans importance. Achmet mourut en 1617. Quoiqu'il laissât quatre fils : Othman, Amurat, Bajazet et Ibrahim, il désigna son frère Mustapha pour son successeur. Jamais prince ne se montra plus indigne du trône que Mustapha; aussi fut-il bientôt déposé et enfermé aux Sept-Tours. Les Ottomans proclamèrent alors son neveu Othman II, âgé de douze ans. Ce jeune prince, jaloux de la gloire de ses ancêtres, chercha des ennemis à combattre; sous prétexte de se venger des Cosaques qui ravageaient ses frontières, il se jeta sur la Pologne. Ayant échoué dans cette expédition, il s'en prit aux janissaires, et jura de détruire cette milice indocile. Les janissaires instruits de ses desseins, le prévinrent; ils allèrent chercher Mustapha Ier dans sa prison, et massacrèrent Othman (1622). C'est le premier exemple d'un sultan mis à mort par ses sujets. Les janissaires se dégoutèrent de nouveau de Mustapha et le reconduisirent aux Sept-Tours, où il fut étranglé par l'ordre de son successeur Amurat IV, le second fils d'Achmet Ier.

Ce jeune prince trouva l'empire dans l'état le plus déplorable; les charges, le trône même, semblaient à l'enchère, et les janissaires avaient la toute-puissance des anciens prétoriens. Plusieurs pachas s'étaient révoltés, et de belles provinces de l'Asie étaient tombées au pouvoir des Perses. Malgré sa jeunesse, Amurat montra une énergie

au niveau des circonstances. Sa sévérité frappa de terreur les janissaires et fit rentrer les gouverneurs dans le devoir. En 1624, il voulut reprendre la Babylonie aux Perses; ses généraux ayant échoué deux fois, Amurat se mit lui-même à la tête de l'armée et s'empara de Bagdad (1638). Il mourut en rentrant à Constantinople (1640). Comme s'il eût été dévoré de la soif du sang, ce prince, pendant son court règne, fit livrer au supplice plus de cinquante mille hommes. Tout en détestant cette férocité, il faut reconnaître qu'Amurat IV raffermit l'empire ébranlé, en lui redonnant du nerf par une administration terrible. Comme il avait fait périr son frère Bajazet, il eut pour successeur Ibrahim, le quatrième fils d'Achmet Ier. Le grand visir du nouveau sultan s'empara d'Azof sur les Cosaques, et cette ville devint un port important. Les chevaliers de Malte ayant conduit à Candie un vaisseau pris aux Turcs, ceux-ci déclarèrent la guerre à la république de Venise; la république ne conserva de cette importante colonie que la capitale de l'île, aussi appelée Candie. Ibrahim fut étranglé par un officier dont il avait outragé la fille (1648). Il eut pour successeur son fils Mahomet IV, âgé de sept ans, sous la tutelle de son aïeule Kiosim. Cette altière princesse, pour se maintenir au pouvoir, résolut la mort de Mahomet IV et de sa mère; mais le complot fut découvert. Kiosim périt sous les coups des fidèles serviteurs du jeune sultan.

Après plusieurs années de troubles, la charge de grand visir fut confiée à Méhémet-Kouprogli-Pacha, grec renégat, qui mourut en 1660, avant d'avoir pu exécuter son projet d'anéantir la puissance des janissaires. Son fils Achmet-Kouprogli lui succéda comme grand visir. La guerre s'étant rallumée avec la Hongrie, Achmet fut vaincu à Saint-Gothard par les Impériaux et les Français réunis; mais la prise de la ville de Candie, qu'il enleva aux Vénitiens, et la paix honteuse qu'il imposa à la Pologne, le

relevèrent de cet échec. Le grand visir mourut en 1676, et fut remplacé par son beau-frère Cara-Mustapha. C'est lui qui conduisit les Ottomans jusque sous les murs de Vienne (1683). La ville allait tomber en leur pouvoir, lorsque parut l'illustre Jean Sobieski, roi de Pologne, qui les força de fuir honteusement. Le sultan irrité fit trancher la tête à son visir vaincu.

La déroute des Turcs devant Vienne fut le signal d'autres défaites : les Vénitiens ravagèrent la Crimée ; et les Impériaux, après avoir repris Bude, effacèrent à Mohacz l'affront qu'ils avaient jadis essuyé dans le même lieu (1687).

Les Ottomans, attribuant tous ces revers à la mollesse du sultan, déposèrent Mahomet IV, et se donnèrent pour souverain Soliman III, son frère, sans pouvoir toutefois rappeler la victoire sous leurs drapeaux. Battus à Nissa, à Widdin, chassés de la Servie, de la Bosnie, de la Bulgarie, ils demandèrent que le grand vizirat fut confié à Mustapha-Kouprogli, frère de l'ancien grand visir, Achmet-Kouprogli. Mustapha justifia le choix qu'on avait fait de lui par la conquête de quelques villes perdues les années précédentes.

A la mort de Soliman III (1691), les Ottomans proclamèrent son frère Achmet II, prince doux et faible. La guerre n'en continua pas moins avec l'empire qui, faute de troupes, malgré la victoire de Salankemen et la mort de Kouprogli, ne put forcer les Turcs à poser les armes. La paix de Ryswick donna à Léopold Ier le moyen de repousser ces éternels ennemis de l'empire ; le prince Eugène, à la tête des Impériaux, les battit à la journée décisive de Sentha. Le sultan Mustapha II, fils de Mahomet IV, qui avait succédé à Achmet II en 1695, fit des ouvertures de paix. De longues négociations aboutirent enfin (1699) au traité de Carlowitz (Esclavonie), entre les Turcs, l'empereur, les Vénitiens, la Pologne et la Russie. Toute la

Hongrie, à l'exception de Temeswar et de Belgrade, la Transylvanie et l'Esclavonie furent abandonnées à l'empereur Léopold par le sultan. Les Turcs gardèrent Azof; la Pologne obtint la Podolie et l'Ukraine; les Vénitiens, la Morée, l'île d'Egine et plusieurs places de la Dalmatie. Les Ottomans étaient abaissés pour toujours, et l'Europe cessait de les craindre.

Colonies Françaises.

Jusqu'au XVIIe siècle, la France n'avait pris aucune part directe aux relations que les divers États de l'Europe entretenaient avec l'Amérique et les Indes Orientales; mais lorsqu'elle fut devenue forte et puissante, elle tourna ses regards vers les colonies.

Des négociants français avaient déjà des établissements et des plantations dans plusieurs îles de l'Amérique; ces petites colonies isolées furent achetées, au nom du gouvernement, par Colbert, le ministre de Louis XIV, et il y établit une administration régulière. Quelques aventuriers se fixèrent à Cayenne; des compagnies particulières se formèrent et se placèrent également sous la protection de la France. Une nouvelle compagnie s'organisa en 1663; mais toutes dépérirent, et finirent par se fondre dans la Grande Compagnie que la France avait créée pour l'Afrique et pour l'Amérique. La colonie de Cayenne n'a jamais prospéré.

Celle de Saint-Domingue fut acquise à la France par les *boucaniers et les flibustiers,* fameux aventuriers, qui s'établirent dans cette île où dominaient alors les Espagnols, et qui se firent pirates. Ils appelèrent les Français, favorisèrent leurs succès, et se soumirent au gouverneur que Louis XIV leur envoya. La paix de Ryswick assura à ce prince la partie de l'île occupée par les flibustiers.

La première compagnie française privilégiée pour le commerce des Indes Occidentales, fut établie par Colbert en 1664. On lui accorda le monopole, non-seulement dans les possessions françaises en Amérique, depuis le Canada jusqu'au fleuve des Amazones, mais aussi en Afrique, sur les côtes, du cap Vert au cap de Bonne-Espérance. Malgré les priviléges immenses qui lui furent concédés, cette compagnie se ruina; le gouvernement fut obligé de lui rembourser son capital et de se charger de ses dettes.

Le Canada, auquel la France joignit l'Acadie en 1661, n'était alors qu'une colonie agricole.

Colbert fonda aussi, en 1664, une compagnie des Indes Orientales à laquelle le roi accorda de grands priviléges. Madagascar fut choisi pour le centre des opérations, qui ne furent pas plus heureuses que celles de la compagnie des Indes Occidentales : dès 1670, les associés abandonnèrent leurs possessions au gouvernement. Cinq ans plus tard, on établit un comptoir à Surate. Pondichéry fut fondé en 1679; mais les Français ne purent s'établir dans le Japon à cause des Hollandais. Surate et Pondichéry furent les seuls établissements français qui résistèrent à la mauvaise administration des gouverneurs de l'Inde.

Colonies Anglaises.

Asie. — En 1600, la reine Élisabeth avait accordé à une société de négociants le privilége exclusif du commerce dans les Indes Orientales; cette compagnie réalisa d'immenses bénéfices. Les Anglais, pour protéger leur commerce et assurer leurs colonies, bâtirent des forts dans les îles de Java, de Poleron, d'Amboine et de Banda. Les Hollandais jaloux saisirent tous les prétextes pour leur faire la guerre. Cette rivalité, et la révolution qui agita la métropole pendant le XVII[e] siècle, ralentirent les progrès

des Anglais dans les Indes; mais après la guerre heureuse que Cromwell fit à la Hollande, le commerce des colonies prit un nouvel essor.

Des négociants, jaloux de la prospérité de la compagnie de l'Inde, achetèrent de Charles II, toujours avide d'argent, la permission de naviguer dans ces mers, dans le même temps qu'il recevait des sommes considérables de la première compagnie, pour obtenir l'autorisation d'attaquer les nouveaux venus; ce fut alors comme une guerre civile dans les mers de l'Inde : les Hollandais en profitèrent pour chasser les Anglais de Bantam (1683). La compagnie menaça et fit de grands préparatifs de guerre; mais les Hollandais obtinrent la paix, de Charles II qui, pour de l'argent, sacrifia l'honneur et le commerce de sa nation. Les Anglais se dédommagèrent de la perte de Bantam par un établissement à Bencoolen, puis à Hugly et à Calcutta.

Les brigandages commis dans l'Indoustan par John Child, gouverneur de Bombay, (île du Malabar), lui attirèrent la guerre du Grand Mogol, Aureng-Zeb, dont la domination s'étendait sur le Thibet, les royaumes de Golconde et de Visapour. Battus par les Indiens, les Anglais s'humilièrent lâchement devant l'empereur Mogol.

Les guerres de la France et de l'Angleterre ayant ruiné la compagnie, des priviléges furent accordés à une nouvelle société avec laquelle l'ancienne ne tarda pas à se fondre (1702).

Afrique. — Le commerce de l'Afrique avait aussi attiré l'attention de l'Angleterre. On fonda successivement plusieurs compagnies pour l'exploiter, et l'on bâtit les forts de Saint-James et de Sierra-Leone sur la côte de Guinée.

Amérique. — Les premiers établissements des Anglais en Amérique, ne furent d'abord que des comptoirs

dans quelques îles des Petites-Antilles. La culture de la canne à sucre révéla bientôt la richesse de ce pays et décida la conquête de la Jamaïque (1655). Une des causes de la prospérité de ces colonies, fut l'émigration d'un grand nombre d'Anglais honnêtes et laborieux, qui abandonnèrent leur patrie ensanglantée par la révolution, et se réfugièrent en Amérique. Dès 1621, des presbytériens, fuyant le despotisme de l'épiscopat anglican, étaient allés s'établir dans la province du Massachusets; ils y fondèrent la ville de Boston en 1627. D'autres émigrations grossirent cette petite colonie et y ajoutèrent celles de Rhode-Island (1630), et de Maryland (1632).

En 1669, les Hollandais ayant, par le traité de Bréda, cédé à l'Angleterre la Nouvelle-Belgique, cette contrée fut partagée en deux provinces : New-York et New-Jersey. Vers ce temps, Charles II accorda à huit anglais le pays qui depuis a formé la Caroline. En 1682, une dotation pareille fut faite à Guillaume-Pen, pour le dédommager d'une créance considérable : telle est l'origine de la célèbre colonie de Pensylvanie.

Le traité d'Utrecht acquit à l'Angleterre l'Acadie ou Nouvelle-Écosse, et l'île de Terre-Neuve. Le même traité assura également à la Grande-Bretagne le commerce exclusif de la baie d'Hudson (1713).

Colonies Hollandaises.

Vers la fin du XVIe siècle, un marchand hollandais, Cornélius Heutman, doubla le cap de Bonne-Espérance et pénétra dans l'Inde, où ses compagnons formèrent des alliances avantageuses. Bientôt une compagnie hollandaise fut organisée et appuyée par une flotte qui attaqua et défit celle des Portugais, près de Java; la jalousie de l'Espagne hâta la ruine des colonies portugaises. Chaque année était

marquée par de nouvelles conquêtes des Hollandais. Ils fondèrent Batavia, et cette ville devint le centre de leurs opérations commerciales (1619).

Dans le Japon, l'influence des Portugais fut détruite par les protestants, qui excitèrent les naturels à secouer leur joug. Un roi de Ceylan suivit cet exemple pour se soustraire au despotisme d'Azevedo, gouverneur de l'île. Azevedo, accusé à la cour de Portugal, fut condamné et mourut en prison.

Les Hollandais, rivaux et ennemis des Portugais, les poursuivaient et les attaquaient partout où ils pouvaient les rencontrer; c'est ainsi qu'ils leur enlevèrent, en Afrique, tous leurs établissements sur la côte de Guinée. En 1650, ils s'emparèrent du cap de Bonne-Espérance; en 1656, de la ville de Columbo (île de Ceylan); en 1658, de l'île de Manara, fameuse par la pêche des perles; et de plusieurs établissements importants sur la côte de Coromandel, et sur celle de Malabar. Le traité de la Haye, entre la Hollande et le Portugal (1669), garantit à cette république la possession de toutes ses conquêtes, auxquelles elle ajouta Bantam en 1683.

Dans la guerre de 1665, les Anglais s'emparèrent de la Nouvelle-Belgique (Amérique) qui appartenait aux Hollandais; ceux-ci leur enlevèrent Surinam (Guyane). Par le traité de Bréda, il fut convenu que les deux peuples garderaient leurs conquêtes (1667.

Colonies Espagnoles.

Amérique. — Les colonies espagnoles furent en général tranquilles pendant le xviie siècle, par suite des alliances que l'Espagne conclut avec les puissances maritimes de l'Europe. Les missionnaires en profitèrent pour porter aux peuples sauvages, soumis aux Espagnols, la connaissance

de l'Evangile. C'est alors que les Jésuites fondèrent les célèbres réductions du Paraguay, dont nous avons parlé dans l'histoire de l'Église.

Colonies Portugaises.

ASIE. — La mauvaise administration des Portugais dans leurs colonies de l'Inde, prépara leur expulsion de ces riches contrées par les Hollandais et les Anglais. Après le traité de la Haye (1669), les Hollandais et les Portugais s'unirent contre les Anglais, leurs ennemis communs.

AMÉRIQUE. — Pendant que l'Espagne et le Portugal étaient réunis sous le même sceptre, les Hollandais firent plusieurs tentatives sur le Brésil, sans pouvoir s'en emparer ni même nuire à la prospérité de cette magnifique colonie. Lors de la révolution qui plaça la famille de Bragance sur le trône de Portugal (1640), les Indes et l'Amériques secouèrent le joug espagnol pour rester attachées au Portugal : l'Espagne ne garda que Ceuta en Afrique.

L'avénement de Jean IV amena une trêve entre la Hollande et le Brésil ; mais les Hollandais la violèrent bientôt, et la guerre recommença.

Colonies du Danemark.

Le Danemark, comme les autres puissances de l'Europe, voulut avoir ses colonies. Une compagnie, fondée en 1618 par Christian IV, ayant acheté du roi de Tanjore (côte de Coromandel), un territoire fertile, les Danois y bâtirent Tranquebar. Le voisinage et la puissance des Hollandais, ainsi que la guerre de Trente Ans, qui, en occupant l'Europe, empêcha d'envoyer des secours aux Indes, ruinèrent la compagnie danoise (1634). Le gouvernement en créa une nouvelle

en 1670 ; mais elle languit jusqu'en 1729, qu'elle expira.

A mesure que les colonies européennes se multipliaient dans les deux Indes, les difficultés pour les délimitations devenaient plus sérieuses. Déjà les guerres politiques de l'Europe se faisaient ressentir dans les colonies ; le moment n'était pas éloigné où les querelles des colonies devaient amener des guerres sanglantes entre les métropoles.

Belles-Lettres. Beaux-Arts.

L'élan que la Renaissance avait imprimé à la culture des lettres, la nouvelle direction donnée aux études, la multitude de collèges fondés par les Jésuites, ne pouvaient manquer de produire d'heureux résultats. C'est en effet à ces causes réunies que l'on doit, en partie, le grand siècle littéraire appelé *le siècle de Louis XIV*.

Rien ne peut se comparer à la prodigieuse fécondité de cette brillante période : c'est pendant que l'Europe est armée contre elle, que la France produit cette pléïade d'hommes de génie qui fixent la langue, et l'élèvent à une perfection qu'on n'a pu surpasser; c'est tandis que les fastes militaires enregistrent avec orgueil les noms des Condé, des Turenne, des Luxembourg, des Catinat, que les lettres se glorifient des Corneille, des Racine, des Boileau, des Bossuet, des Fénelon.

La littérature du XVIe siècle s'était ressentie des luttes religieuses de cette triste époque : violente en Allemagne sous la plume de Luther, elle s'était faite licencieuse en France avec Rabelais et Marguerite de Navarre; sceptique avec Montaigne; frondeuse avec les auteurs de la satire Ménipée ; mais partout la langue se montrait incorrecte, informe et variable. Elle attendait un nouveau travail

pour acquérir cette perfection à laquelle le XVIIe siècle l'a portée.

Malherbe avait commencé, pour la poésie, la réaction de la grammaire contre les formes surannées et les incorrections du langage. De nombreux imitateurs entrèrent dans cette voie ; mais que de tâtonnements, d'efforts perdus, de méprises, avant d'arriver aux chefs-d'œuvre qui ont illustré le règne de Louis XIV.

L'hôtel de Rambouillet a eu sur la littérature du XVIIe siècle une trop réelle influence pour que nous n'en disions pas un mot.

Catherine de Vivonne ayant épousé le marquis de Rambouillet, en 1600, alla s'établir à Paris, dans l'hôtel Pisani, qui prit le nom de son époux. L'esprit et le charme de la marquise attirèrent chez elle l'élite de la société ; on tint bientôt à honneur d'être reçu à l'hôtel de Rambouillet. On y vit tour à tour Malherbe, Racan, Voiture, Scarron, Corneille, Fléchier, le prince de Condé ; Bossuet, à peine âgé de seize ans, y prononça son premier discours. Parmi les femmes on y distingua : Mme de Longueville, Mlle de Scudéri, Mme de la Fayette, Mme de Sévigné. « L'hôtel de Rambouillet a été en quelque sorte le premier salon français, c'est-à-dire le premier terrain neutre où se sont rencontrés la noblesse et le peuple; le premier théâtre où l'esprit, la grâce, le savoir, toutes les qualités personnelles ont eu leur place et leur dignité à côté de la naissance et de la fortune (1). »

Les femmes y exercèrent une heureuse influence. A leur contact les hommes acquirent cette grâce de langage, cette urbanité, qui furent longtemps le caractère de la société française. Malheureusement elles se laissèrent entraîner à la manie du bel esprit, et ne surent pas se

(1) Lefranc, *Littérature française*, p. 215.

défendre d'une certaine affectation, que Molière a stigmatisée dans sa comédie des *Précieuses ridicules*.

Le cardinal de Richelieu mérite d'être nommé au début de l'histoire littéraire du XVIIe siècle comme fondateur de l'académie française.

Pour faciliter l'étude de cette brillante époque littéraire, nous la diviserons en deux parties, et nous ne nous occuperons que des noms les plus connus.

Dans la première moitié du XVIIe siècle nous trouvons d'abord *Voiture* (1598-1648), *Benserade* (1612-1691), *Chapelain* (1595-1674), tous auteurs de poésies légères d'un mérite médiocre; *Racan*, disciple de Malherbe, qui a mis dans ses *Bergeries* l'élégance et la pureté de son maître; *Scarron*, le mari de Mme de Maintenon, dans ses poésies, toujours grotesque d'esprit et bouffon de langage.

Après les travaux de *Mairet*, de *Tristan*, qui ne sont pas sans mérite, la poésie dramatique fut tout à coup portée à une grande hauteur par *Pierre Corneille* (1606-1684). Né à Rouen et élevé chez les jésuites, Corneille entra dans le barreau, qu'il abandonna pour suivre sa vocation littéraire. Nous ne citerons que ses chefs-d'œuvre : la tragédie du *Cid*, celle des *Horaces*, de *Cinna*, de *Polyeucte*. Après avoir créé l'art de la tragédie en France, Pierre Corneille se fit encore remarquer dans la comédie. Plus tard, il traduisit en vers l'Imitation et des psaumes. Ce qui le distingue surtout, c'est la grandeur et la majesté : on trouve dans ses œuvres tous les genres de beautés poétiques. La France lui a décerné avec raison le titre de *Grand*. Sa profonde piété le consola des critiques amères de la jalousie et des injustices de ses contemporains. Il faisait partie de l'Académie française.

Jean de Rotrou, de Dreux (1609-1650), se fit l'élève de Pierre Corneille, quoiqu'il l'eût précédé dans la carrière dramatique, et il professa toujours pour lui une vive et

profonde admiration. Doué d'une extrême facilité, Rotrou composa un grand nombre de pièces de théâtre; son style est incorrect et son talent irrégulier.

La philosophie et les sciences s'enrichirent des œuvres de *René Descartes* (1596-1650). Né en Touraine, Descartes fit ses études chez les jésuites; à vingt et un ans il embrassa la carrière militaire qu'il abandonna plus tard, pour se donner à l'étude et en particulier à celle des mathématiques. La reine Christine l'appela en Suède, et il y mourut. L'abbé Émery a écrit de Descartes qu'il était certainement « un des génies les plus vastes, les plus pénétrants, les plus vigoureux qui aient paru. » Malheureusement, avec les intentions les plus pures et sans déroger à sa foi sincère, Descartes, esprit original et novateur, a posé, sur la base du doute méthodique, les fondements d'une philosophie appelée *cartésianisme,* qui contenait en germe des conséquences dangereuses. « Le caractère du cartésianisme, a dit M. Cousin, c'est l'indépendance, la négation de toute autre autorité que celle de la réflexion et de la pensée. »

Le duc *François de la Rochefoucauld* (1613-1680), a laissé des *Maximes* et des *Mémoires* écrits avec beaucoup d'esprit et une rare concision. On reproche à la Rochefoucauld de ne voir dans toutes les actions humaines, d'autre mobile que l'amour-propre.

Dans le genre historique, la première moitié du XVIIᵉ siècle nous donne les noms du *Père Petau,* jésuite (1583-1652), né à Orléans; ses ouvrages tiennent autant du génie que de l'érudition. Poète, géographe, astronome, historien, philosophe, théologien, le P. Petau est supérieur dans toutes les parties. Le plus estimé de ses écrits est sa *Chronologie universelle.*

Eudes de Mézerai (1610-1683) a été, dans son temps, l'objet d'une vive admiration. Son *Histoire de France* manque de critique et d'exactitude. Nous nommerons encore le

père Louis Maimbourg, jésuite, dont les ouvrages historiques ne sont pas sans mérite, et *Péréfixe,* archevêque de Paris, précepteur de Louis XIV.

L'éloquence politique fit peu de progrès à une époque où l'autorité absolue de Richelieu condamnait tout le monde au silence. Cependant *Omer Talon* (1595-1652), avocat général au Parlement, donna le premier l'exemple d'une éloquence simple et grave. *Olivier Patru* (1604-1681), se rendit célèbre comme avocat et grammairien : on l'appelait le *Quintilien français.* Lorsqu'il fut admis à l'Académie, il prononça un discours qui causa un si grand plaisir à ses confrères, qu'on fit, dans la suite, aux récipiendaires un devoir de l'imiter.

L'éloquence sacrée, qui devait, à la fin de ce siècle, atteindre un si haut degré de perfection, dès la fin du XVIe, subit une heureuse transformation et entra dans une voie nouvelle, grâce au génie doux et suave de *saint François de Sales,* évêque de Genève (1567-1622). Quoiqu'il soit né en Savoie, la littérature française revendique saint François de Sales à cause de la langue dans laquelle il a écrit.

On a de lui plusieurs ouvrages ascétiques qui ne peuvent vieillir : l'*Introduction à la vie dévote* forme, avec le *Traité de l'amour de Dieu* et les *Lettres,* la partie la plus littéraire des œuvres de saint François de Sales. Dans ses *Sermons,* ses *Discours,* ses *Controverses,* le style est abondant et pur. « A lui, a dit un auteur contemporain (1) la gloire d'avoir, avant tout autre, parlé le pur français ; à lui la gloire de l'avoir livré au siècle de Louis XIV, qui ne trouva rien à y changer. »

Entrons maintenant dans la seconde moitié du XVIIe siècle, l'époque la plus brillante et la plus riche de la littérature française.

(1) Lefranc, *Hist. de la Littérature française,* page 163.

La poésie se glorifie à juste titre de *Nicolas Boileau-Despréaux* (1636-1711), fils d'un greffier du parlement de Paris. Le génie satirique de Boileau ne se révéla que tard, ce qui permettait à son père de dire : « Pour Colin (Nicolas), c'est un bon garçon qui ne dira jamais de mal de personne.» Se sentant attiré vers la poésie, Boileau tâtonna avant de rencontrer son talent. Dès la publication de ses premières *Satires,* Louis XIV le nomma son historiographe avec Racine. Son *Art poétique* et son *Lutrin* sont deux chefs-d'œuvre. Boileau est un des meilleurs poètes de notre langue; chrétien sincère, et bienfaisant envers les pauvres, il n'était cruel qu'en vers, a dit Mme de Sévigné.

Jean-Baptiste Poquelin, dit Molière (1622-1673), naquit à Paris, et fut de bonne heure entraîné par son goût pour le théâtre. Après avoir changé son nom en celui de Molière, il se fit tout à la fois auteur et acteur. A la tête d'une petite troupe qu'il avait formée, il parcourut la province, puis revint à Paris sur un ordre de Louis XIV. Molière a porté la comédie a un tel point de perfection, qu'on ne lui a jamais opposé un rival. On doit cependant lui reprocher la licence de ses mœurs, et l'épicurisme qui s'exhale de quelques-unes de ses comédies. J.-J. Rousseau, tout en le proclamant le plus parfait des auteurs comiques, ajoute que son théâtre est une école de vices et de mauvaises mœurs.

Ses chefs-d'œuvre sont : le *Misanthrope*, le *Tartufe,* l'*Avare,* les *Femmes savantes.* Molière mourut en jouant sa dernière pièce, le *Malade imaginaire.*

Jean-François Regnard (1655-1709) est le plus illustre disciple de Molière. Le caractère dominant de ses pièces est la gaîté : « Il ne fait pas souvent penser, dit la Harpe, mais il fait toujours rire. » Ses deux meilleurs comédies sont le *Joueur* et le *Légataire universel.*

Jean Racine (1639-1699) naquit à la Ferté-Milon, et perfectionna ses études à Port-Royal (1). Il montra de bonne heure un goût très-vif pour la poésie, et il s'y livra malgré l'opposition de ses maîtres. A l'âge de vingt-huit ans, il donna son premier chef-d'œuvre : la tragédie d'*Andromaque*, suivie de la comédie des *Plaideurs*, qui lui assura une place parmi nos meilleurs comiques. Il revint ensuite à la tragédie, et enrichit la scène de *Britannicus*, *Mithridate*, *Iphigénie*. Les succès de Racine excitèrent contre lui une telle cabale, qu'il renonça au théâtre : c'est à cette époque que Louis XIV le nomma son historiographe.

A la prière de Mme de Maintenon, Racine composa pour les demoiselles de Saint-Cyr, *Esther* et *Athalie*. Cette dernière tragédie, à laquelle on ne peut rien comparer pour la perfection, déchaîna contre son auteur toutes les fureurs de l'envie. Disgracié par Louis XIV pour un *Mémoire sur la misère du peuple*, rédigé à la demande de Mme de Maintenon, Racine succomba au chagrin qu'il en ressentit.

Le mérite de Racine comme poète est au-dessus de tout éloge; il suffit de dire que ses tragédies, sur lesquelles deux siècles ont passé, sont encore fraîches, nouvelles, et la gloire du théâtre français.

Thomas Corneille (1625-1709) a composé plusieurs tra-

(1) Port-Royal-des-Champs était une abbaye de religieuses Bernardines, située près de Paris. Vers le commencement du XVIIe siècle, la réforme y fut introduite par une abbesse de dix-sept ans, la mère Angélique, sœur d'Arnauld d'Andilly. La communauté se trouvant trop à l'étroit à Port-Royal-des-Champs, vint s'établir à Paris, où la maison prit le nom de Port-Royal-de-Paris. En 1636, quelques savants, entre autres Arnauld d'Andilly, Isaac Lemaistre de Saci, Nicole, etc., tous plus ou moins infectés des erreurs du jansénisme, s'étaient retirés à Port-Royal-des-Champs, et ils s'y consacraient à l'éducation de quelques jeunes gens d'élite. L'abbé de Saint-Cyran, étant devenu le directeur du monastère de Paris, y fit pénétrer les erreurs du jansénisme. Les religieuses qui, selon l'expression de Péréfixe, archevêque de Paris, étaient pures comme des anges, mais orgueilleuses comme des démons, refusèrent de se soumettre à l'autorité de l'Église, et furent dispersées dans d'autres monastères.

gédies estimées; mais il est inférieur à son frère, le grand Corneille, avec lequel il vécut toujours dans la plus touchante intimité. Thomas Corneille se distingue par l'observation des règles du théâtre et la correction du style. A la mort de son frère il fut admis à l'Académie.

Pierre Perrin, connu sous le nom d'*abbé Perrin*, quoiqu'il ne tint en rien à l'Église (1630-1680), est l'inventeur des opéras français. Il en céda le privilége qu'on lui avait concédé, au musicien Lulli, qui s'associa *Philippe Quinault* (1635-1688) : celui-ci faisait les paroles, celui-là se chargeait de la musique; ils obtinrent un grand succès.

Jean de la Fontaine 1621-1695) naquit à Château-Thierry. Ce ne fut qu'à l'âge de vingt ans que sa vocation poétique se révéla. Protégé par le surintendant Fouquet, il se montra courageusement fidèle au ministre disgracié, ce qui lui ferma la cour de Louis XIV. Distrait, insouciant, paresseux, il rencontra heureusement la duchesse de Bouillon, puis Mme de la Sablière, et enfin Mme d'Hervant, qui prirent successivement soin de lui et le mirent à l'abri de tous les embarras domestiques. La Fontaine fut lié d'amitié avec les hommes les plus célèbres de son siècle. Ses *Fables*, pour la plupart des chefs-d'œuvre, sont dans la mémoire de tout le monde, et l'ont fait surnommer l'*Inimitable*. Ses *Contes*, versifiés avec facilité, sont trop licencieux pour être admirés. On a encore de lui plusieurs petits poëmes et des comédies qui n'ajoutent rien à sa réputation. Pendant les dernières années de sa vie, la Fontaine expia, dans les pratiques de la pénitence et de la piété, les égarements de sa jeunesse.

Madame Deshoulières (1633-1694), dont le mari était attaché au grand Condé, prit part, quoique bien jeune, aux intrigues de la Fronde, puis elle s'occupa de poésies. Ses *Églogues* et ses *Idylles* l'ont fait surnommer la dixième muse.

La prose ne fut pas cultivée avec moins de succès que la poésie pendant la seconde moitié du XVIIe siècle. Là encore nous devons nous borner aux noms les plus illustres.

Claude Fleury (1640-1723), né à Paris, abandonna la carrière du barreau pour entrer dans les ordres sacrés, et devint sous-précepteur du fils du Dauphin. Son principal ouvrage est une *Histoire ecclésiastique ;* écrite avec talent, cette histoire est hostile au Saint-Siége, et donne souvent prise à une juste critique. Voltaire, croyant faire l'éloge de l'auteur, disait de l'abbé Fleury : « il est presque philosophe. »

Jean Mabillon (1632-1707), de Reims, entra dans la congrégation de Saint-Maur, de l'ordre de Saint-Benoît, et fut un des hommes les plus érudits de son siècle. La plupart de ses ouvrages ont pour objet la religion ou l'histoire ecclésiastique. *Le Nain de Tillemont* (1637-1698), élève de Port-Royal, a écrit des *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique,* et d'autres ouvrages, tous infectés des erreurs de la secte janséniste, et qu'on ne doit consulter qu'avec précaution. *Le père Daniel*, jésuite (1649-1728), a laissé une *Histoire de France* qui a établi sa célébrité. *L'abbé Vertot* (1655-1735) s'est attaché particulièrement à écrire l'histoire des révolutions. On raconte que, pour échapper à l'importunité d'un grand nombre de familles qui voulaient faire figurer leurs ancêtres dans une épisode de l'histoire de Malte, *mon siége est fait*, leur répondit Vertot. Cette réponse mal interprétée, l'a fait, à tort, accuser d'inexactitude.

Marie de Rabutin Chantal, marquise de Sévigné (1626-1696), petite-fille de sainte de Chantal, fondatrice de la Visitation, perdit son père de bonne heure, et reçut une éducation brillante par les soins de son oncle, l'abbé de Coulanges. Restée veuve à vingt-cinq ans, elle fut forcée

par les circonstances de vivre souvent éloignée de sa fille, la marquise de Grignan. On doit à cet éloignement un nombre considérable de lettres, qui resteront des modèles incomparables de style épistolaire.

Mme de Maintenon (1635-1719) a laissé des lettres remarquables par la justesse, la clarté et la profondeur des pensées, plutôt que par la grâce et l'élégance de la forme.

Un financier, un homme de lettres, donna, pendant le XVIIe siècle, des exemples de la véritable éloquence judiciaire : *Pélisson* (1624-1693), premier commis du surintendant Fouquet, ayant été enveloppé dans sa disgrâce, écrivit, pour justifier le ministre, des *Mémoires* où il se montra habile, touchant et élevé. Il abjura le calvinisme dans lequel il était né et mourut catholique.

L'éloquence parlementaire ne trouva pas à s'exercer sous Louis XIV, qui ne réunit pas les États généraux, tandis que l'éloquence sacrée, renouvelée par saint François de Sales, atteignit le sublime sur les ailes de l'*Aigle de Meaux*.

Jacques-Bénigne Bossuet (1627-1704) naquit à Dijon d'une famille considérée dans la magistrature, et s'engagea dans les Ordres. Chargé de l'éducation du Dauphin, il se démit de l'évêché de Condom auquel il avait été promu. Plus tard, il fut fait évêque de Meaux. Comme nous avons parlé ailleurs du rôle que Bossuet joua dans les affaires ecclésiastiques sous Louis XIV, nous ne nous occuperons que de ses œuvres littéraires.

Ne pouvant, dans une analyse aussi rapide, donner une idée complète de ses chefs-d'œuvre, nous nous bornerons à dire que, par l'élévation et l'étendue de son génie, Bossuet a mérité d'être appelé l'*Aigle de Meaux*.

Il a excellé dans tous les genres : controversiste sans rival dans l'*Histoire des Variations*, il s'est placé au pre-

mier rang comme orateur dans ses *Oraisons funèbres*, et comme historien et philosophe dans son *Discours sur l'histoire universelle*, où il montre que c'est la Providence et non les hommes, qui dispose du sort des empires (1).

Esprit Fléchier (1632-1710) vint au monde dans les environs de Carpentras; ayant embrassé l'état ecclésiastique, il fut élevé successivement au siége épiscopal de Lavaur et de Nîmes. Fléchier a laissé quelques travaux historiques; mais il doit sa réputation à ses *Oraisons funèbres*.

Louis Bourdaloue (1632-1704) avait seize ans lorsqu'il entra dans la Compagnie de Jésus, dont il devait être l'un des plus beaux ornements. Bossuet le proclamait le *maître de l'éloquence chrétienne*. Ses sermons, dont plusieurs peuvent être classés parmi les chefs-d'œuvre, sont remarquables par la solidité et la vigueur du raisonnement. Il fut appelé dix fois à prêcher devant la cour : *J'aime mieux ses redites*, disait Louis XIV, *que les choses nouvelles des autres*.

François de Salignac de la Motte Fénelon (1651-1715) vit le jour en Périgord, et entra dans la carrière ecclésiastique. Chargé de l'éducation du duc de Bourgogne, il écrivit pour ce jeune prince le *Télémaque*, des *Dialogues*, des *Fables*, etc. Nous ne reviendrons pas sur ses luttes avec Bossuet, sur sa disgrâce, sur son admirable soumission au Saint-Siége La beauté incomparable de son style, remarquable par la douceur et la correction, l'a fait surnommer le *Cygne de Cambrai*. Fénelon avait été fait archevêque de Cambrai après l'éducation du duc de Bourgogne.

La philosophie et la morale furent traitées avec un rare

(1) D'après de récentes et consciencieuses recherches on a découvert l'abus que la mauvaise foi a fait des manuscrits de Bossuet, pour sanctionner par son génie l'opposition moderne au pouvoir de la Papauté. On a reconnu en effet qu'une main étrangère n'avait pas craint de substituer aux passages où l'évêque de Meaux parlait de l'Église en fils profondément soumis, des restrictions, des doutes, des affirmations opposées.

talent par quelques écrivains de cette époque; mais les œuvres de plusieurs sont entachées de jansénisme.

Arnauld d'Andilly, *Nicole*, *Lami*, *Lancelot*, *Isaac Lemaistre*, dit *de Saci*, retirés à l'abbaye de Port-Royal-des-Champs, publièrent plusieurs ouvrages, irréprochables quant à la forme, mais non quant à la doctrine. Ils furent tous éclipsés par leur ami et collaborateur, *Blaise Pascal*, né à Clermont en Auvergne (1623-1662). Doué d'un génie extraordinaire pour les mathématiques, à l'âge de seize ans, Pascal publia un traité remarquable sur cette science. On lui doit plusieurs inventions utiles en mécanique.

Ayant pris parti pour ses amis de Port-Royal dans leur lutte avec les jésuites, il écrivit contre ces derniers ses *Lettres provinciales* dont tout le monde parle, que peu de personnes connaissent, et que Joseph de Maistre appelle les *Menteuses*. La beauté du style de cet ouvrage a fait accepter sans preuve, par la plupart de ses lecteurs, des accusations fausses et injustes contre un ordre célèbre. Pascal, jeune encore, abandonna ces déplorables débats; et il s'occupait d'un ouvrage sur les preuves de la religion lorsqu'il mourut. On a mis en ordre et publié sous le titre de *Pensées* les matériaux qu'il avait déjà rassemblés dans ce but.

Jean de la Bruyère (1644-1693), philosophe chrétien, ayant été chargé d'enseigner l'histoire au fils du grand Condé, lui resta toujours attaché en qualité d'homme de lettres. La Bruyère a peint son siècle où plutôt l'humanité dans ses *Caractères;* il s'y montre profond observateur. Cet ouvrage l'a placé parmi les grands écrivains du siècle de Louis XIV.

Nicolas Malebranche (1638-1715) entra dans la congrégation de l'Oratoire, où il se donna tout entier à l'étude de la philosophie. Il a publié plusieurs ouvrages sur la méta-

physique, dans lesquels la pureté de la doctrine n'est pas toujours en rapport avec la beauté et l'élévation des pensées. On reproche à Malebranche des illusions sublimes et un spiritualisme exagéré.

Pierre Bayle (1647-1706), tour à tour calviniste, catholique, puis protestant, peut être considéré comme le père de l'incrédulité moderne. Son *Dictionnaire philosophique et critique* est le programme de l'Encyclopédie du XVIIIe siècle.

Quelques femmes illustrèrent leurs noms, en écrivant des romans qu'on ne lit plus aujourd'hui; nous ne citerons que Mme de Lafayette (1632-1693) et Mlle de Scudéry (1607-1701).

Mme Dacier (1651-1720) de Saumur, célèbre par sa science et ses vertus, s'occupa, ainsi que son mari qu'elle surpassa, de la traduction des chefs-d'œuvre de l'antiquité grecque; elle y ajouta de judicieuses remarques.

L'Angleterre se ressentit aussi du mouvement que la Renaissance avait imprimé aux études littéraires, et pendant le XVIIe siècle elle a fourni plusieurs noms illustres à l'histoire des Lettres. Dans la poésie nous trouvons :

Edmond Waller (1605-1687), qui contribua beaucoup à polir la langue de son pays par des vers souvent fades, mais toujours gracieux et légers.

Jean Milton naquit à Londres en 1608, et reçut une éducation lettrée dont il profita. Poète de bonne heure, il composa d'abord des pièces latines, puis des *Hymnes*, des *Odes*, des *Paraphrases* de psaumes; mais son œuvre capitale est le *Paradis perdu*, en vers anglais, poëme épique devenu l'orgueil de l'Angleterre. On ne peut refuser à Milton un génie hardi, soutenu par une prodigieuse érudition et nourri de l'antiquité biblique; mais sa muse savante et mystique touche souvent au mauvais goût.

Le Paradis perdu n'en renferme pas moins des beautés de premier ordre.

Milton, républicain et ami de Cromwell, a souillé sa plume en essayant de justifier le meurtre de Charles Ier, dans un écrit où il prodigue l'outrage à la victime du protecteur. Il mourut aveugle en 1674.

Samuel Buttler (1612-1680), dans un poëme spirituel et burlesque, *Hudibras,* tourne en ridicule le fanatisme des *Têtes-Rondes*, assassins de Charles Ier.

John Dryden (1631-1701), qui avait embrassé la religion catholique, a fondé, dans ses nombreux travaux poétiques, *odes, poëmes, épîtres, pièces de théâtre*, la critique anglaise, et émit les règles auxquelles le goût doit se soumettre pour ne pas s'égarer.

Alexandre Pope (1688-1744), auteur de plusieurs poëmes, d'*odes,* d'*épîtres,* de *traductions,* devint en Angleterre le chef de l'école dite classique. Pope mourut avec les consolations de la religion catholique, en prononçant ces paroles : *Il n'y a de méritoire que la vertu et l'amitié; et, en vérité, l'amitié est elle-même une partie de la vertu.*

Le théâtre anglais ne compte aucun nom célèbre dans ce siècle. *Thomas Otway* (1651-1685) a été cependant, mais à tort, surnommé le *Racine anglais. Nathaniel Lee* (1657-1693), d'abord comédien, puis auteur dramatique, a laissé des pièces où son génie turbulent ne connait que les caprices de son imagination. *William Congrève* (1671-1720) a été appelé avec exagération le *Molière des anglais,* pour les comédies vives et spirituelles qu'il a composées.

La philosophie et les sciences nous présentent : *François Bacon,* baron de Verulam (1561-1626), grand chancelier d'Angleterre, écrivain distingué, mais homme méprisable. Dans ses œuvres philosophiques, il peut être regardé comme le précurseur de Loke. « Bacon, a dit M. de

Maistre (1), attacha de toutes ses forces l'attention générale sur les sciences matérielles, de manière à dégoûter l'homme de tout le reste..., » et ailleurs : « Bacon n'a rien oublié pour nous dégoûter de la philosophie de Platon, qui est la préface humaine de l'Évangile. »

Thomas Hobbes (1588-1679) a laissé de nombreux ouvrages philosophiques d'un style remarquable, dans lesquels il enseigne le scepticisme avec une autorité vraiment ridicule.

John Lock (1632-1704), dans son *Essai sur l'entendement humain*, son *Essai sur le gouvernement civil* et ses *Lettres sur l'éducation*, est le précurseur des philosophes sceptiques et matérialistes du XVIIIe siècle. M. J. de Maistre, dans ses soirées de Saint-Pétersbourg, fait des œuvres de Lock la plus juste et la plus spirituelle critique. Le *comte de Shaftesbury*, fidèle aux principes de Lock, a été appelé par Voltaire : l'un des plus hardis philosophes de l'Angleterre.

Isaac Newton (1642-1727) montra, dès son enfance, une vocation prononcée pour les mathématiques. Doué d'un prodigieux génie, il fit d'immenses découvertes et de grands travaux en physique, en géométrie, en astronomie ; Newton a publié de savants ouvrages très-estimés.

Edmond Halley (1656-1742), célèbre astronome, fit plusieurs voyages lointains pour assurer ses nombreuses et importantes découvertes, entre autres, celle du cours des comètes.

L'état politique de l'Allemagne, désolée par la guerre de Trente Ans, eut une fâcheuse influence sur la littérature de cette contrée pendant cette période.

Le poète allemand qui occupe le premier rang est le silésien *Martin Opitz* (1597-1639). Ses poésies lyriques

(1) M. J. de Maistre, *Soirées de Saint-Pétersbourg*, t. I, p. 587 et 588.

décèlent plus de raisonnement et de réflexion qu'un véritable feu poétique. Ses œuvres didactiques ont un mérite réel.

Parmi les auteurs de tragédies, *André Gryphius* (1616-1664) a droit à une mention particulière comme le père du drame moderne.

Dans la philosophie et les sciences, l'Allemagne se glorifie d'avoir donné le jour à *Godefroi-Guillaume, baron de Leibnitz*, qui vint au monde à Leipsick en 1646. Leibnitz cultiva avec succès toutes les branches des connaissances humaines; mais il s'est surtout illustré comme philosophe et mathématicien. Le but de tous ses efforts philosophiques est la réfutation des doctrines dangereuses de Bayle, de Lock et de Spinoza. Mécontent du protestantisme dans lequel il était né, il entreprit avec Bossuet une correspondance religieuse qui fut sans résultat. Leibnitz mourut en 1716. On n'a de lui aucun grand ouvrage, mais de nombreux traités en allemand, en latin, en français, sur les divers objets de ses vastes études.

Depuis la réforme, la littérature danoise a toujours eu deux caractères très-marqués, que représentent deux genres d'écrits : les satires et les psaumes; comique et railleuse d'un côté, elle est religieuse, mystique, exaltée de l'autre.

Pendant le XVIIe siècle la poésie fut cultivée en Danemark, surtout dans les rangs du clergé. Nous citerons seulement : *Éric Pontoppidan*, évêque de Drontheim, *Thomas Kingo*, évêque de Fionie, et *Sorterup*, simple prêtre.

En Hollande, *Pierre Corneille Hooft*, d'Amsterdam (1581-1647) ouvrit la période appelée l'*Age d'or de la poésie hollandaise*. Après de fortes études, Hooft visita la France et l'Italie, pour féconder son génie poétique par la conversation des littérateurs les plus célèbres. Également remarquable comme poète et prosateur, il a perfectionné le théâtre hollandais.

Vandon Vondel (1587-1679) naquit à Amsterdam comme Hooft, et fut avec lui le fondateur de l'*École dite d'Amsterdam*. L'élévation, la hardiesse, la correction du style le caractérisent. Vondel fut tout à la fois un grand poète tragique, lyrique et satirique; dans ce dernier genre, il a surpassé Juvénal par la violence de ses satires.

Jacob Cats ou le Bon-Homme (1577-1660), fut le poète le plus populaire des Pays-Bas. Il a composé des *Fables*, des *Chansons*, des *Poëmes*; sa muse se distingue par la naïveté, la simplicité, la bonhomie.

Baruch Spinoza (1632-1677) vint au monde à Amsterdam, d'une famille juive. Exclu de la société de ses coreligionnaires à cause de son incrédulité, il se livra à l'étude des langues et de la philosophie. Dans ses ouvrages, Spinoza professe la négation de toute religion. Ses doctrines ont eu une funeste influence sur la philosophie allemande, et ont fourni des armes au rationalisme du siècle suivant.

Nous ne dirons qu'un mot de la littérature suédoise qui mérite peu de nous occuper.

Stjernhielm (1598-1672), dit le père de la poésie suédoise, a composé des vers de circonstances, des *Épigrammes* et un *poëme didactique*. Sa versification est correcte mais maniérée.

Le XVIIe siècle est marqué par la décadence de la littérature italienne que le siècle précédent avait vue à son apogée. Le goût se corrompit; l'enflure fut prise pour de la grandeur, les jeux d'esprit pour du brillant et de l'éclat. De cette époque datent ces *concetti* qu'on a tant reprochés aux Italiens.

Marini (1569-1625) fut l'inventeur de ce style exagéré, de son nom appelé *marinesque*. Ses œuvres poétiques, trop admirées de son temps, sont aujourd'hui trop décriées;

et l'on refuse à Marini une juste admiration pour les réelles beautés qu'on y rencontre.

Le florentin *Vincent de Filicaja* (1642-1707) porta la poésie lyrique au plus haut degré d'élévation. Aussi pur dans son style que dans ses maximes et ses mœurs, il se montra le poète le plus noble, le plus moral, le plus patriotique. Il chanta les victoires des chrétiens sur les Maures et la délivrance de Vienne par Sobieski. Les guerres qui dévastèrent l'Italie lui inspirèrent des chants aussi beaux que mélancoliques.

Charles Guidi, de Pavie (1650-1712), se distingua dans la poésie lyrique. Il a imité quelquefois très-heureusement Pindare, sans pourtant en avoir le génie.

Bonarelli, d'Urbin (1588-1659), a composé diverses pièces dramatiques, dont la meilleure est sa tragédie de Soliman. Il fut imité par le vénitien *Jean Delphino*, plus tard cardinal (1617-1699). Les pièces de Delphino sont en général d'un style noble, mais souvent trop fleuri.

Le genre comique fut cultivé par *Jean-Baptiste Porta*, de Naples (1550-1615), célèbre physicien auquel on doit la chambre obscure. Ses comédies brillent par l'invention et la variété.

Pierre Scarpi, de Venise ou Fra Paolo (1552-1623), moine servite, écrivit en prose plusieurs histoires passionnées et fausses. Il devint un odieux conseiller du tribunal despotique des Dix, et cacha sous le froc, dit Bossuet, un cœur calviniste.

Jean Képler (1571-1630) naquit dans le Wurtemberg, d'une famille obscure. Des moines ayant découvert son aptitude pour les mathématiques, furent ses premiers maîtres : il étudia plus tard à l'université de Tubinge. Malgré sa science, il vécut dans la misère. Savant, religieux, modeste, Képler, sans chercher la renommée, a mérité d'être appelé le créateur de l'astronomie moderne.

Dominique Cassini, savant astronome italien, fut attiré en France par Louis XIV pour organiser l'Observatoire.

Galilée, né à Pise, fut entraîné par son goût à l'étude presque exclusive des mathématiques. Ses sarcasmes lui ayant fait des ennemis dans sa ville natale, il se retira à Padoue, où il professa pendant dix-huit ans à l'Université. Accusé de contredire l'Écriture sainte par la manière dont il proclamait la certitude absolue de ses opinions dans l'explication du système de Copernic, il fut averti au nom du Pape de s'abstenir de cette prétention. Au mépris de cette défense, il fit imprimer ces mêmes opinions. Appelé à Rome pour rendre compte de sa conduite, Galilée fut traité avec de grands égards et logé chez l'ambassadeur de Toscane. En 1633, il fut condamné par le Saint-Office à rétracter ses opinions, et à une détention de pure forme. Le Pape lui assigna pour demeure le palais du grand duc de Toscane, à Rome. Quelques mois après, il put retourner dans sa patrie, où il continua de se livrer à l'étude des sciences. Il y mourut en 1642. On a étrangement calomnié le Saint-Siége à propos de Galilée. Ce n'est point le système de Copernic que le Saint-Office a condamné en lui, mais son entêtement à donner pour une vérité dogmatique *un système dont la certitude ne peut être prouvée,* disait un jour le grand géomètre Laplace.

A côté de Galilée se place naturellement son élève *Torricelli,* de Faenza (1608-1647), l'inventeur du baromètre.

En Espagne, comme en Italie, le XVIIe siècle fut pour la littérature une époque de décadence. Là aussi se forma une école fantastique et précieuse, où le mauvais goût l'emporta sur les bonnes traditions littéraires. Le chef de cette école, appelée *gongoriste,* fut *Louis Gongora de Argote* (1584-1658), qui entra dans l'état ecclésiastique à l'âge de quarante-cinq ans. Peu de poètes surent résister

à l'admiration qu'inspiraient alors les vers de Gongora.

A la tête de ceux-ci se place *Quevedo y Villegas*, de Madrid (1580-1645), qui appartenait à une famille illustre. Il a publié des poésies et des livres religieux en prose. Quevedo a réussi surtout dans le genre satirique et plaisant, sans échapper complétement à l'influence littéraire de son siècle, c'est-à-dire à l'affectation de l'esprit.

Tandis que tout indiquait le déclin de la poésie espagnole, *Pierre Caldéron de La Barca* (1601-1687) fit de cette période la plus brillante du théâtre romantique espagnol. Après avoir fait ses études avec succès, Caldéron entra au service et fit plusieurs campagnes, ce qui ne l'empêchait pas de se livrer à son goût pour la poésie dramatique. Philippe IV, passionné pour le théâtre, l'attacha pour jamais à sa cour. En 1652, Caldéron entra dans les Ordres; et depuis il ne composa presque plus que des pièces religieuses. Comblé d'honneurs, de bienfaits, de pensions, il mourut dans sa quatre-vingt-septième année. Le style de Caldéron est toujours neuf, original, plein de hardiesse poétique, et quelquefois sublime.

Il a eu de nombreux imitateurs; le plus célèbre fut *Augustin Moreto*, comme lui protégé par Philippe IV, et comme lui prêtre sur la fin de sa vie.

Le Portugal, pendant ce siècle, a produit un grand nombre de poëtes épiques, tels que *Corte-Real, Quebedo, Pereira de Castro, Ménezès*. Leur principal mérite est d'être éminemment nationaux, alors même que la patrie était asservie. On leur reproche à tous le mélange de la mythologie grecque avec le merveilleux chrétien.

Bras Mascarenhas (1596-1656), poëte guerrier, passionné pour les voyages, eut une existence agitée et souvent malheureuse. Son poëme historique de *Viriathe*, malgré de grands défauts, a une juste réputation.

Le Père Macedo, de Coimbre (1596-1681), d'abord jésuite, puis franciscain, a laissé de nombreuses compositions en latin, en espagnol et en italien. L'Italie fut assez longtemps le théâtre de sa gloire littéraire.

Les Beaux-Arts, sans être cultivés avec autant de succès que dans le XVIe siècle, donnent à l'histoire quelques noms célèbres pendant le XVIIe.

Simon Vouet (1582-1649), de Paris, visita l'Italie et se fixa à Rome. Rappelé par Louis XIII, il fut nommé premier peintre du roi. La gloire de Vouet est d'être le maître de Lebrun et de Lesueur.

Nicolas Poussin, des Andelys (1594-1650), quitta la France pour aller étudier la peinture en Italie. En 1640 il fut rappelé par Louis XIII, avec le titre de premier peintre du roi. Tracassé par des envieux, il reprit le chemin de Rome, où il mourut. Sa manière toute classique est quelquefois un peu sèche.

Eustache Lesueur (1617-1655), né à Paris, étudia la peinture sous Vouet et Poussin. S'inspirant des œuvres de Raphaël sans être sorti de France, il s'est placé à la tête de l'école française. Ses œuvres, remarquables par la fraîcheur, la simplicité, le dessin, reflètent, dit-on, la beauté de son âme. Lesueur mourut à Paris. Il a peint dans le couvent des chartreux de cette ville la vie de saint Bruno en vingt-deux tableaux. On l'a surnommé le *Raphaël français*.

Charles Lebrun (1618-1690), après avoir commencé en France ses études de peinture, alla se perfectionner à Rome. Il travaillait très-rapidement, mais son dessin manque de précision et de naturel. Lebrun décora le château de Vaux de Fouquet, et la grande galerie du palais de Versailles.

Claude Gelée dit *le Lorrain*, du nom de la province où il vint au monde de parents pauvres (1600-1682). En

prenant surtout la nature pour guide, il devint le premier paysagiste français. Nul n'a mieux rendu la transparence de l'air, la profondeur de l'horizon, et la différence de la lumière du soleil aux diverses heures du jour.

Pierre Mignard (1610-1695), né à Troyes, étudia le dessin à Rome, puis à Venise. De retour à Paris, il fut nommé premier peintre de Louis XIV pour succéder à Lebrun. Dans le portrait, la grâce de Mignard dégénère souvent en afféterie, défaut auquel son nom est resté.

Jean Jouvenet (1647-1717) naquit à Rouen. En 1707 il devint recteur de l'académie de peinture en France. Dans sa vieillesse, paralysé du côté droit, Jouvenet peignit de la main gauche. Son chef-d'œuvre est une *Descente de Croix*.

Pierre-Paul Rubens vit le jour à Cologne en 1577. Il parcourut l'Italie et l'Espagne pour étudier les grands maîtres de la peinture, tout en remplissant les missions diplomatiques dont il était quelquefois chargé par les souverains. Il mourut à Anvers (1660), où il avait passé une grande partie de sa vie.

Rubens brille plus par le coloris que par la perfection du dessin. Ce qui le caractérise, c'est la fécondité, la verve et la richesse de ses compositions. Il tint le premier rang dans l'école flamande pendant le XVII[e] siècle.

Le premier des élèves de Rubens est Antoine *Van-Dyck*, d'Anvers (1599-1641). Il alla étudier à Venise le coloris du Titien et de Paul Véronèse; puis il parcourut l'Italie, visita la Hollande, Paris et Londres. Van-Dick se distingue par sa noblesse; il a laissé un grand nombre de tableaux et de portraits : ceux-ci sont admirables de naturel et de vie.

David Teniers vint au monde à Anvers en 1582, et y mourut en 1649. Il a peint avec une naïveté étonnante des scènes grotesques et des intérieurs villageois. Dans un

genre peu élevé, Teniers a une grande finesse de touche et d'observation. Son fils, aussi appelé *David*, a surpassé son père dans le même genre : on a de lui de nombreux tableaux très-estimés.

Jacques Jordaens, d'Anvers, étudia la peinture sous Rubens; et, sans jamais quitter sa patrie, fut, après son maître, le plus grand peintre de sa nation pour le coloris.

Paul Rembrant (1606-1664), des environs de Leyde, est le peintre le plus original de l'école hollandaise. Il exerça la peinture à Amsterdam, où il mourut. Rembrant est remarquable par l'entente de la lumière et des effets du clair-obscur. Il a déshonoré son talent par son avarice.

Barthélemy Esteban Murillo, né à Séville en 1618, est une des gloires de l'Espagne et son plus grand peintre. Après avoir étudié l'école flamande, il fonda à Séville une académie de dessin. Sa *Conception* de la sainte Vierge est un des plus beaux tableaux qu'on possède. Murillo mourut pieusement, comme il avait vécu, en 1682.

Marseille a vu naître *Pierre Puget* (1622-1694). Il s'occupa d'abord de peinture, puis d'architecture et enfin de sculpture. Colbert lui donna la direction de la décoration des vaisseaux. Ses œuvres pourraient être comparées à l'antique si elles avaient plus de grâce. Il a une grande énergie mais des formes vulgaires.

La sculpture compte peu de noms illustres pendant le XVIIe siècle.

François Girardon (1630-1715), né à Troyes, alla étudier la sculpture à Rome, où il acquit le goût des belles formes. Le plus remarquable des ouvrages qu'il ait exécutés en France, est le mausolée du cardinal de Richelieu, dans l'église de la Sorbonne.

La musique a été cultivée avec succès par *Lulli*, né à Florence en 1633, et mort à Paris en 1687. A vingt-huit

ans, il devint surintendant de la musique de Louis XIV, et en 1672 il reçut le privilége de l'académie royale de musique. Lulli composa dix-neuf opéras. Il a aussi écrit plusieurs compositions religieuses.

Sébastien, marquis de Vauban (1633-1707), était doué d'un génie extraordinaire dans l'art de l'attaque et de la défense des places. La science de la fortification moderne, dont il est le créateur, lui doit la perfection à laquelle elle est parvenue.

RÉCAPITULATION

DU XVII[e] SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST.

Église. — Léon XI passe sur le trône pontifical après Clément VIII. Il est remplacé par Paul V, qui s'occupe avec activité des missions lointaines. La religion prospère en Chine, aux Indes, en Amérique, par le zèle des missionnaires chargés d'y porter la foi; elle est persécutée en Chine pendant quelque temps; mais au Japon, elle disparaît, noyée dans le sang des martyrs.

Grégoire XV fonde la propagande; son successeur Urbain VIII résiste à Richelieu dans l'affaire de la Valteline. C'est vers le même temps que le jansénisme, secte nouvelle, orgueilleuse et sans miséricorde, commence à répandre ses funestes doctrines bientôt anathématisées par Urbain VIII et Innocent X. Ce dernier pontife proteste inutilement contre le traité de Westphalie, conclu entre les souverains de l'Europe, en dehors des intérêts et des droits de l'Église. Alexandre VII réconcilie le Saint-Siége avec Venise, mais il est abreuvé d'amertume par

Richelieu et Louis XIV. Sous le pontificat de Clément IX, le jansénisme, soutenu par des hommes de talent, s'acharne contre les jésuites, tout en affectant une morale sévère et une obéissance entière à l'Église.

Clément X voit commencer la lutte déplorable du Saint-Siége avec Louis XIV tout-puissant. Pendant qu'Innocent XI occupe le trône pontifical, le clergé français, dans l'assemblée de 1682, pose les bases du gallicanisme, tandis que le roi révoque l'édit de Nantes plus par politique que par zèle religieux. Alexandre VIII, puis Innocent XII condamnent la Déclaration des droits de 1682; Louis XIV se rétracte enfin et se réconcilie avec la cour de Rome.

De grands saints réjouissent l'Église pendant le XVIIe siècle. Saint François de Sales, saint Vincent de Paul, saint François Régis, sainte de Chantal, sainte Rose de Lima, et une foule de martyrs en Chine, au Japon et même en Angleterre, où des jésuites sont mis à mort en haine du catholicisme. La sève toujours féconde de l'Église produit de nombreuses congrégations religieuses qui répondent aux nouveaux besoins des peuples. Il suffit de citer : l'ordre de la Visitation, fondé par saint François de Sales et sainte de Chantal; les Filles de Charité, les prêtres des Missions, nés du cœur de saint Vincent de Paul; la congrégation de Saint-Sulpice pour la direction des séminaires, due à M. Olier. L'ordre de Saint-Bernard est réformé par l'abbé de Rancé, et de tous côtés surgissent de pieuses institutions pour l'instruction du peuple.

Des plumes éloquentes défendent la vérité dans des ouvrages immortels, tandis que l'athéisme est publiquement professé par Bayle, Lock, Hobbes et Spinoza.

France. — Henri IV accorde aux protestants l'édit de Nantes, signe avec l'Espagne le traité de Vervins, et meurt assassiné. Des intrigues de cour et la guerre civile remplissent la minorité de son fils Louis XIII. Le cardinal de Richelieu est placé à la tête des affaires; les factions sont réprimées, les rebelles mis à mort, et la prise de la Rochelle anéantit les protestants comme parti politique. Richelieu meurt, laissant la noblesse abaissée et l'Autriche ruinée. Louis XIII, éclipsé par son ministre, le suit de près dans la tombe.

Mazarin poursuit la guerre contre la maison d'Autriche, prend part à la conclusion du traité de Westphalie et, plus par la politique que par la force, triomphe de la Fronde pendant la minorité de Louis XIV, dont le traité des Pyrénées prépare la gloire. Quatre guerres occupent son règne : La première, contre l'Espagne, dite guerre de Dévolution, est terminée par la paix d'Aix-la-Chapelle, à l'avantage de la France; la seconde, contre la Hollande, n'a d'autre cause que l'ambition de Louis XIV, qui dicte seul la paix de Nimègue; la troisième contre l'Europe coalisée par les efforts de Guillaume de Hollande, épuise la France et se termine par le traité de Ryswick, où Louis XIV rend ses conquêtes; la quatrième enfin, contre l'Autriche, qui dispute le trône d'Espagne à Philippe d'Anjou, met la France aux abois; et pourtant le traité d'Utrecht affermit la couronne d'Espagne sur la tête du petit-fils de Louis XIV.

A la gloire militaire, le règne de ce prince ajoute la gloire littéraire; et, à côté des noms de Condé, de Turenne, de Luxembourg, de Catinat, de Villars, de Tourville, de Duquesne, se placent ceux de Corneille, de Racine, de Bossuet, de Fénelon, de Pascal, de Newton, etc.

Le pouvoir absolu de Richelieu et de Louis XIV et les abus qui en sont la conséquence, préparent une partie des malheurs du siècle suivant.

Espagne. — Philippe III, dont le sceptre s'étend sur de vastes contrées dans les deux mondes, est gouverné par ses favoris. Philippe IV ne peut arrêter la décadence de l'Espagne ni relever les finances. Mêlé à toutes les guerres de l'Europe, il perd le Roussillon, le Portugal, une partie des Pays-Bas et plusieurs colonies. Son fils, Charles II, soutient contre Louis XIV la guerre de Dévolution et lui abandonne la Franche-Comté. Dernier descendant de Charles-Quint, il laisse par testament la couronne d'Espagne à un petit-fils de Louis XIV; et avec un royaume il lui lègue une longue guerre.

Portugal. — Les Portugais, fatigués de la domination espagnole, secouent le joug, et se donnent à Jean IV de Bragance, allié à leurs anciens rois. Grâce aux guerres qui occupent l'Espagne, ce prince s'affermit sur le trône. Son fils, Alphonse VI, obtient de Charles II la reconnaissance de l'indépendance du Portugal. Pedro II travaille à la prospérité de son royaume; mais par un traité imprudent il abandonne le commerce et l'influence politique à l'Angleterre.

Grande-Bretagne ou Angleterre, Écosse et Irlande.—Les Stuarts montent sur le trône d'Angleterre, et réunissent ainsi toute la Grande-Bretagne sous le même sceptre. Jacques Ier voit commencer la résistance du parlement. Son fils Charles Ier ne peut apaiser les querelles religieuses en Écosse. Il succombe dans sa lutte avec les communes; et l'Angleterre donne au monde le premier exemple d'un roi assassiné juridiquement. Le régicide Cromwell gouverne avec le titre de Protecteur. Le parlement et l'armée rappellent les Stuarts; et Charles II, reçu avec enthousiasme, apporte à l'Angleterre le spectacle de ses faiblesses. Son frère, le catholique Jacques II, malgré ses bonnes intentions et la fermeté de son gouvernement, est dépossédé du trône par les intrigues et les armes de son gendre,

Guillaume d'Orange, qui se fait proclamer sous le nom de Guillaume III.

Empire d'Allemagne.—Autriche.—Bohême.—Hongrie. — Mathias, déjà roi de Hongrie et de Bohême, succède à son frère Rodolphe comme empereur, et lègue ce titre et ses États, troublés par les factions religieuses, à son cousin Ferdinand II, au moment où la Défénestration de Prague fait éclater la guerre de Trente Ans, guerre religieuse au début et qui divise toute l'Allemagne. La paix de Niclasbourg termine à l'avantage de l'empereur la première période de cette guerre, dite période palatine. La période danoise finit par l'épuisement de Christian IV et le traité de Lubeck ; la période suédoise, qui fait briller les talents militaires de Gustave-Adolphe, se termine par la paix de Prague. Enfin, après la période française, où la guerre a cessé d'être religieuse, le traité de Westphalie fait poser les armes, et change les bases de la politique européenne.

Pendant le cours de ces événements, Ferdinand III succède à Ferdinand II sans en avoir les vertus et l'énergie. Léopold Ier voit les Turcs menacer Vienne et fuir devant Sobieski, roi de Pologne. Il réduit à l'obéissance la Transylvanie, ainsi que la Hongrie, et entre dans la grande coalition contre Louis XIV. Joseph Ier, son fils, soutient les prétentions de l'archiduc Charles, son frère, au trône d'Espagne. La mort, en faisant passer la couronne impériale sur la tête de l'archiduc, décide la paix d'Utrecht, qui agrandit les états du nouvel empereur, Charles VI, mais donne l'Espagne à Philippe d'Anjou.

Transylvanie. — Après Étienne Boskaï, qui s'est rendu indépendant de l'Autriche, et d'autres princes qui ne font que paraître, Béthlem Gabor est proclamé prince de Transylvanie. Dans toutes les occasions il soutient les protestants révoltés contre l'empereur. A sa mort, la Transyl-

vanie est désolée par la guerre civile et les Turcs, jusqu'à ce que la paix de Carlowitz la fasse rentrer sous l'autorité de Léopold Ier.

Hollande. — Après quelques années de troubles et de discordes, la guerre recommence avec l'Espagne. Maurice de Nassau a pour successeur, comme stathouder, son frère Frédéric-Henri. Le traité de Munster, avec Philippe IV, assure l'indépendance des Provinces-Unies ou république de Hollande. Le stathoudérat est aboli, puis rétabli en faveur de Guillaume de Nassau, prince d'Orange, pendant la guerre de Dévolution, à laquelle la Hollande prend part pour l'Espagne contre Louis XIV; les Français sont repoussés. Guillaume ébranle le trône des Stuarts, et par ses intrigues arrache le sceptre de la Grande-Bretagne à son beau-père Jacques II.

Danemark et Norvège. — Christian IV, d'abord heureux dans ses guerres avec la Suède, ne soutient pas sa réputation militaire dans la période danoise de la guerre de Trente Ans, qui cause au Danemark de grands désastres. Son fils Frédéric III est au moment de perdre son royaume que Charles-Gustave, roi de Suède, a envahi. Il le repousse avec le secours de la Hollande, de la France et de l'Angleterre; puis il règne avec un pouvoir absolu que les États du royaume lui ont concédé. Christian V reprend les armes. Par l'influence de la France, plus que par ses victoires, il enlève à la Suède ce qu'elle avait précédemment conquis sur le Danemark.

Suède. — Charles IX, usurpateur du trône de Suède, le lègue à son fils Gustave-Adolphe avec trois guerres. Celui-ci les termine à l'avantage de son royaume, puis il va briller sur les champs de bataille dans la guerre de Trente Ans. Il meurt à Lutzen, léguant l'honneur de la Suède à d'habiles généraux, et le trône à sa fille Christine, célèbre par son amour pour les lettres. Elle abdique en faveur de

son cousin, Charles X Gustave, pour embrasser le catholicisme. Ce prince met la Pologne à deux doigts de sa perte et ravage le Danemark, qui est sauvé par sa mort. Son fils Charles XI obtient des États réunis un pouvoir absolu.

Pologne.—La Pologne ne cesse de guerroyer pendant ce siècle, d'abord contre la Russie, puis contre la Suède. A Sigismond III succède Wladislas VII, son fils, qui fait la guerre à la Russie et la force à la paix de Viasma. Son frère Jean-Casimir quitte le cloître pour monter sur le trône. Il perd un moment son royaume envahi par le terrible Charles X, roi de Suède, que le Danemark et l'empire lui aident à repousser; mais toujours malheureux, Casimir abdique. L'anarchie est au comble, lorsque l'illustre Sobieski, de général devenu roi, ramène la victoire sous les drapeaux polonais, et repousse pour toujours les Turcs. Son successeur, Frédéric-Auguste, signe avec eux le traité de Carlowitz.

Prusse. — Frédéric-Guillaume, petit-fils de l'électeur de Brandebourg, Jean-Sigismond, profitant des malheurs de la Pologne, se fait céder, par le traité de Welau, la souveraineté de la Prusse qu'il gouverne avec sagesse. Son fils Frédéric Ier obtient de l'empereur Leopold Ier le titre de roi, que reconnait le traité d'Utrecht.

Russie.—L'usurpateur Boris Goudonoff ne peut régner en paix; plusieurs imposteurs, se disant le prince Dmitri, assassiné sous le règne précédent, troublent la Russie jusqu'à sa mort. Les Russes offrent le trône à Vladislas de Pologne, qui hésite à l'accepter. Michel Féodorowitz est alors élu et commence la dynastie des Romanow. Des guerres avec la Suède et la Pologne remplissent son règne, sans nuire à la prospérité de la Russie. Son fils Alexis étend ses frontières. Féodor lui succède et fait avec succès la guerre aux Turcs. Après lui, Pierre, troisième

fils d'Alexis, s'empare du pouvoir au détriment du second et de sa sœur Sophie.

Suisse.— Des guerres civiles, des querelles religieuses font toute l'histoire de la Suisse pendant le XVIIe siècle; le fait le plus important est la guerre de la Valteline, vallée dont les Espagnols s'étaient emparés et que la France fait rendre aux Grisons.

Savoie. — L'ambitieux Charles-Emmanuel Ier a toujours les armes à la main, tantôt contre les Espagnols, tantôt contre les Français, sans pouvoir s'emparer du duché de Mantoue. Son fils Victor-Amédée Ier se mêle à toutes les guerres de l'Europe. La minorité de son successeur, Charles-Emmanuel II, est troublée par des guerres civiles. Victor-Amédée II se déclare contre la France avec toute l'Europe. Le traité d'Utrecht lui accorde la Sicile et le titre de roi.

Le prince Eugène, dont les talents militaires furent si funestes à la France, appartenait à la famille de Savoie.

Italie. — Gênes. — L'Italie ne joue plus qu'un rôle secondaire et presque inaperçu dans la politique européenne.

Gênes est convoitée par les ducs de Savoie; mais ils ne peuvent s'en emparer. Louis XIV, pour punir les Génois d'avoir fourni des munitions de guerre aux Algériens, fait bombarder leur ville et force leur doge à venir s'humilier devant lui.

Venise.—Venise, après quelques démêlés avec le pape Paul V, prend indirectement part à la guerre de Trente Ans, puis continue son ancienne lutte contre les Turcs, auxquels elle enlève plusieurs îles.

Parme et Plaisance. — La maison de Farnèse achève de se ruiner par plusieurs petites guerres où elle se trouve engagée. Elle se maintient cependant sur le trône ducal jusqu'au commencement du XVIIIe siècle.

Modène, Ferrare, Reggio. — Les petits ducs de Modène, Ferrare et Reggio, sont à peine cités pendant ce siècle, quoiqu'on les voie un moment, comme alliés, dans les guerres qui ont armé toute l'Europe.

Toscane. — La Toscane est heureuse sous Cosme II. Après lui, Ferdinand II gouverne avec douceur et protége les lettres. Cosme III, cruel et prodigue, se rend odieux à ses sujets.

Mantoue.—Le duché de Mantoue, réuni au marquisat de Montferrat, excite la convoitise de ses voisins; mais la France le conserve à la famille de Gonzague par le traité de Quérasque ou Chérasco.

Turquie.— L'empire ottoman perd chaque jour de son ancienne puissance. Achmet Ier punit les janissaires révoltés et fait la guerre aux Perses. Son frère Mustapha qui lui succède est déposé. Othman, fils aîné d'Achmet Ier, appelé au trône est presque aussitôt massacré. Mustapha est rappelé, puis étranglé. Amurat IV, second fils d'Achmet, arrête un moment la décadence de l'empire par son énergie et la terreur qu'il inspire. Ibrahim, son frère, lui succède. Après Ibrahim, le trône est occupé par Mahomet IV, Soliman III, Achmet II, Mustapha II. Pendant ces derniers règnes, la guerre se rallume avec l'empire, et plus d'une fois les succès des Turcs le font trembler. C'est alors que les Kouprogli se distinguent, comme grands-visirs, à la tête des armées; mais Sobieski et le prince Eugène repoussent pour toujours les Ottomans loin des frontières de l'Europe.

Colonies Françaises. — Pendant le XVIIe siècle la France fonde des colonies: en Amérique, à Cayenne, à Saint-Domingue, au Canada; en Afrique, sur les côtes du Cap-Vert, et au cap de Bonne-Espérance; en Asie, à Madagascar, à Surate, à Pondichéry. Ces colonies dépérissent pour la plupart, et malgré les priviléges que leur accorde

le gouvernement, ruinent les compagnies qui vont y faire le commerce.

Colonies Anglaises. — L'Angleterre, puissante par sa marine, fonde des colonies en Asie, en Afrique, en Amérique. La jalousie des Hollandais et la rivalité des diverses compagnies ralentissent un moment leur développement dans les Indes Orientales. Les excès des Anglais dans l'Indoustan leur attirent la guerre avec le Grand-Mogol; ils sont battus et forcés de s'humilier pour garder leurs colonies.

En Amérique, les Anglais s'établissent dans les Petites-Antilles et sur le continent. De nombreuses émigrations, venues de la métropole, favorisent la prospérité de ces établissements.

Colonies Hollandaises.—Les Hollandais enlèvent aux Portugais presque toutes leurs possessions en Asie, et fondent Batavia, dont ils font le centre de leur commerce. Au Japon, ils excitent les naturels contre les Portugais, et préparent ainsi la ruine du catholicisme dans ces îles.

Des guerres, suivies de traités, garantissent aux Hollandais leurs conquêtes sur les Portugais.

Colonies Espagnoles.—Les colonies espagnoles en Amérique jouissent de la paix et voient fleurir le christianisme.

Colonies Portugaises. — Les Portugais perdent leurs plus riches colonies des Indes Orientales, où leur mauvaise administration les a fait détester des naturels; mais en Amérique ils conservent le Brésil, qui jouit d'une grande prospérité. Vers la fin de ce siècle, les Portugais s'unissent aux Hollandais contre les Anglais qu'ils commencent à redouter.

BELLES-LETTRES, BEAUX-ARTS. — L'histoire des lettres enregistre le siècle de Louis XIV à côté de ceux de Périclès, d'Auguste, de Léon X. En France, les lettres préludent

à l'hôtel de Rambouillet; puis la poésie inscrit avec orgueil les noms de *Pierre* et de *Thomas Corneille*, de *Racine*, de *Molière*, de *Rotrou*, de *Regnard* pour le théâtre; de *Boileau* pour la satire; de l'inimitable *La Fontaine* pour la fable; de *Mme Deshoulières* pour l'églogue et l'idylle.

La prose ne compte pas des noms moins célèbres. C'est dans l'histoire : le *P. Peteau*, *Mézerai*, l'*abbé Fleury*, *Mabillon*, le *P. Daniel*, l'*abbé Vertot;* dans l'éloquence sacrée : *Saint François de Sales*, *Bossuet*, *Fénelon*, *Fléchier*, *Bourdaloue;* dans la philosophie, la morale et les sciences : *Descartes*, *Pascal*, *La Bruyère*, *Malbranche*, *Arnault d'Andilly*, *Nicole*, *Isaac dit Lemaistre de Sacy;* dans le style épistolaire : *Mme de Sévigné*, *Mme de Maintenon;* et dans les traductions des classiques grecs, *Mme Dacier*.

Pierre Bayle, inaugure en France la philosophie matérialiste.

En Angleterre, *Walter* polit la langue dans laquelle *Milton* donne un poëme épique; *Buttler*, *Dryden* et *Pope* s'essaient dans tous les genres de poésie. *Otway*, *Lee*, *Congrève*, travaillent pour le théâtre, tandis que *Bacon* publie ses travaux philosophiques, et que *Hobbes* et *Lock* rivalisent d'athéisme avec Bayle.

L'Allemagne, en pleine décadence littéraire, n'a que deux poètes qui méritent d'être cités : *Opitz* et *Griphius;* mais elle se glorifie d'avoir donné le jour à *Leibnitz*, philosophe et mathématicien, et à l'astronome *Képler*.

Le Danemark compte peu de poètes célèbres à cette époque : *Eric-Pontoppidan, Kingo* et *Sorterup*.

Le XVIIe siècle est l'âge d'or de la littérature hollandaise. *Hoof* perfectionne le théâtre, *Van don Vandel* se fait un nom comme poète lyrique, tragique et satirique; *Cats*, par ses fables, ses poëmes, ses chansons.

Spinoza est, en Hollande, l'émule d'Hobbes, de Lock et de Bayle.

Malgré la décadence de la littérature italienne et le mauvais goût de *Marini*, dont les poésies font loi, les lettres conservent les noms de *Charles Guidi* et de *Filicaja*, poètes lyriques ; de *Bonarelli* et de *Jean Delphino*, auteurs dramatiques.

Galilée enrichit les sciences de ses découvertes, et son disciple *Torricelli* invente le baromètre.

Le mauvais goût corrompt la littérature espagnole comme la littérature italienne. Dans la poésie, *Quevedo* réagit pourtant contre le style exagéré de *Gongora*, pendant que *Pierre Caldéron* donne au théâtre une foule de pièces dont l'Espagne est fière à juste titre.

En Portugal, *Corté Real*, *Québedo*, *Pereira*, *Ménezès* et *Mascarenhas*, poètes épiques, chantent sous l'inspiration de l'amour de la patrie.

La peinture est cultivée en France par *Vouet*, *Poussin*, *Lesueur*, *Lebrun*, *Mignard*, *Jouvenet*; en Belgique, par *Rubens*, *Van-Dyck*, *Teniers*, *Jordaens*, *Rembrant*; en Espagne, par *Murillo*.

La sculpture ne compte que deux noms dignes de la postérité, *Girardon* et *Puget*.

Lulli, de Florence, compose la musique des premiers opéras français et dirige la musique de Louis XIV.

Vauban crée l'art de la fortification des places.

CHRONOLOGIE DU XVIIe SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST.

Le traité de Westphalie, base de la nouvelle politique européenne.

PRÉPONDÉRANCE DE LA FRANCE.

1603. — Avénement des Stuarts sur le trône d'Angleterre, et réunion des îles Britanniques sous le sceptre de Jacques Ier.

1605. — Conspiration des Poudres à Londres.

Admirables missions catholiques du Paraguay.

1609. — Les Maures sont expulsés de l'Espagne.

1610. — Henri IV est assassiné à Paris par Ravaillac.

L'ordre de la Visitation est fondé par saint François de Sales et sainte de Chantal.

1613. — Avénement de la maison Romanow en Russie.

1618. — Défénestration de Prague. Commencement de la guerre de Trente Ans.

1619. — Richelieu devient ministre de Louis XIII.

1625. — Fin de la période palatine dans la guerre de Trente Ans. Paix de Niclasbourg, à l'avantage de l'empereur Ferdinand II.

1627. — Révolte des protestants en France. Siége de la Rochelle par Louis XIII et Richelieu.

1629. — Le traité de Lubeck termine la période danoise de la guerre de Trente Ans.

1630. — Toute-puissance de Richelieu après la journée des Dupes.

1631. — Victoire et mort de Gustave-Adolphe, roi de Suède, à Lutzen.

1633. — Institution des Sœurs de la Charité par saint Vincent de Paul.

1635. — Fondation de l'Académie française par Richelieu.

Fin de la période suédoise dans la guerre de Trente Ans. Le parti impérial et catholique conserve l'avantage. Paix de Prague.

1638. — Louis XIII consacre la France à la sainte Vierge par un vœu solennel.

1640. — Hérésie des jansénistes plusieurs fois condamnée par l'Église.

Le Portugal secoue le joug de l'Espagne et se donne pour roi Jean IV de Bragance.

1643. — Révolution d'Angleterre. Charles Ier, vaincu par les rebelles à Newbury, se livre aux Écossais qui le vendent aux Anglais.

Avénement de Louis XIV sur le trône de France.

1647. — Révolte des Napolitains sous le pêcheur Mazaniello. Ils sont soumis par l'Espagne.

1648. — Traité de Westphalie. Fin de la période française et de la guerre de Trente Ans.

1649. — Charles Ier d'Angleterre est condamné à mort par ses sujets. Cromwell nommé protecteur de la République.

En France, faction des Frondeurs.

1650. — Invention du baromètre par Torricelli, disciple de Galilée.

1654. — Christine, reine de Suède, abdique en faveur de Charles X Gustave, pour embrasser la religion catholique.

1659. — Mazarin fait conclure le traité des Pyrénées entre la France et l'Espagne.

1660. — Rétablissement des Stuarts sur le trône d'Angleterre.

1667. — Guerre de Dévolution entre la France et l'Espagne; elle est terminée l'année suivante par le traité d'Aix-la-Chapelle à l'avantage de la France.

1672. — Louis XIV déclare la guerre à la Hollande. Le stathoudérat y est rétabli en faveur de Guillaume d'Orange, qui repousse les Français.

1675. — Turenne est tué à Salzbach par un coup de canon.

1679. — Traité de Nimègue entre la France, les Provinces-Unies, l'Espagne et l'Empire; Louis XIV en dicte les conditions.

1682. — Déclaration du clergé en France.

Établissement des Français dans les Indes Orientales.

1683. — Jean Sobieski, roi de Pologne, force les Turcs de lever le siége de Vienne.

1685. — Révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV.

1688. — Guillaume d'Orange chasse les Stuarts d'Angleterre et s'empare du trône.

1689. — Grande coalition contre Louis XIV : guerre générale en Europe.

1690. — La défaite de la Boyne ruine pour toujours le parti de Jacques II Stuart.

1693. — Louis XIV fonde l'ordre militaire de Saint-Louis.

1697. — Paix de Ryswick entre la France, la Hollande, l'Espagne et l'Angleterre.

1699. — Paix de Carlowitz entre les Turcs, l'empire, Venise, la Pologne et la Russie : l'empire ottoman est abaissé pour toujours.

GRANDS HOMMES DU XVIIe SIÈCLE.

DANS LA GUERRE.

Français : Condé, Turenne, Luxembourg, Catinat, Villars, Louvois, Vauban.

Impériaux : Walstein, Tilly, Montécuculli, de Bucquoi, le prince Eugène.

Anglais : Monk, Malborough.

Suédois : Banner, Tortenson.

DANS LA MARINE.

Français : Tourville, Duguay-Trouin, Jean-Bart, Duquesne.

Hollandais : Ruyter, Tromp.

Anglais : Black.

DANS LES LETTRES.

Français : Bossuet, Fénelon, Fléchier, Bourdaloue, Pascal, Boileau, Corneille, Racine, Molière, La Fontaine, La Bruyère, Mme de Sévigné.

Espagnol : Calderon.

Anglais : Milton.

DANS LES SCIENCES.

Français : Descartes.
Anglais : Newton.
Allemands : Leibnitz, Képler.
Pisan : Galilée.

DANS LES ARTS.

Français :	Le Poussin.	Flamands :	Rubens.
—	Le Brun.	—	Van Dyck.
—	Lesueur.	—	Jordaens.
—	Mignard.	Hollandais :	Rembrant.
—	Le Lorrain.	Espagnol :	Murillo.
—	Pierre Puget.	Italien :	Le Guide.
—	François Girardon.		
—	Lulli.		

XVIIIe SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST.

SOMMAIRE.

Quand on jette un regard sur l'ensemble du XVIIIe siècle, il apparait comme une vaste conjuration anti-chrétienne, servie dans toutes les cours par de nombreux et habiles auxiliaires.

Le protestantisme et le jansénisme enfantent les libres penseurs, la secte des philosophes, la franc-maçonnerie et l'illuminisme, qui réunissent leurs efforts contre l'Église.

La France, abaissée par la régence du duc d'Orléans et le règne de Louis XV, se précipite dans la révolution et le schisme. Louis XVI meurt sur l'échafaud sans pouvoir la sauver. Bonaparte l'arrache à l'anarchie par le gouvernement du sabre, et la jette dans les conquêtes.

L'Angleterre, habilement gouvernée, devient la première puissance politique et maritime de l'Europe; la Prusse, érigée en royaume, se montre, sous Frédéric II, digne du rang où elle est montée. L'Autriche remplace l'empire d'Allemagne; la Russie, sortie un moment de la barbarie sous Pierre le Grand, qui lui impose la civilisation et l'industrie de l'Occident, commence à prendre part aux querelles armées des nations de l'Europe; elle écrase la Pologne, et la partage avec l'Autriche et la Prusse.

Les royaumes du Nord sont ébranlés par la guerre et les factions.

L'Espagne se relève sous les Bourbons; le Portugal a de longues années de bonheur sous le règne de Jean V, que les vices de son fils Joseph font oublier.

Les petits États d'Italie passent de main en main à chaque traité. Le royaume des Deux-Siciles est conquis par un Bourbon d'Espagne. La Turquie, encore menaçante au commencement de ce siècle, cesse d'être redoutable à mesure que grandit l'empire russe.

Dans les Indes Orientales les Français et les Anglais se disputent leurs colonies ; ces derniers renversent l'empire du Grand-Mogol.

La Perse sort de son obscurité sous Nadir Kouli-Khan, pour retomber dans les troubles et les guerres civiles qui la dépeuplent.

Dans l'Amérique du Nord, la France perd presque toutes ses possessions, conquises par les Anglais; bientôt eux-mêmes voient les États-Unis leur échapper pour former un état indépendant.

L'autorité des Espagnols et des Portugais dans l'Amérique du Sud, reçoit un coup terrible de l'expulsion des Jésuites, chassés également du Portugal, de l'Espagne, de la France, de Naples et de l'Autriche.

Plusieurs guerres occupent l'Europe pendant ce siècle; toutes ont pour objet l'intérêt particulier des souverains qui veulent augmenter leurs possessions. En même temps que l'esprit d'indépendance se manifeste chez les peuples, les rois tendent de plus en plus à l'absolutisme.

Les lettres se mettent au service de l'incrédulité; et sous la plume de Voltaire et de sa secte, elles deviennent une arme puissante contre la vérité; mais celle-ci a de nobles et vigoureux défenseurs.

La Révolution française ébranle et épouvante l'Europe, en mettant en pratique les principes de la prétendue réforme, ainsi que les théories de Voltaire et de J.-J. Rousseau, chefs de l'école philosophique.

L'Église, que ses ennemis croient avoir abattue, se relève plus forte que jamais.

Église.

La suite de l'histoire ecclésiastique nous a montré, depuis la chute originelle, la lutte incessante de l'esprit de Dieu et de l'esprit mauvais. Chaque époque, en effet, a eu sa double manifestation, celle du bien et celle du mal, son combat et sa victoire. Mais, la multiplicité et le caractère des attaques dirigées contre l'Église, pendant le XVIIIe siècle, semblent annoncer un assaut décisif de

l'erreur, et la crise suprême qui doit décider de son sort.

Cette douloureuse époque s'ouvre par le pontificat de Clément XI, successeur d'Innocent XII. Mais avant de suivre année par année le règne des Pontifes qui occupèrent la chaire de Saint-Pierre pendant ce siècle, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur l'état religieux de l'Europe, pour comprendre la grandeur des difficultés qu'ils rencontrèrent, les forces dont les ennemis de la religion disposaient, et l'unité de leurs attaques sous des formes diverses.

En France, la lutte orgueilleuse de Louis XIV avec le Saint-Siége avait profondément altéré dans les hautes classes le respect envers la Papauté; cette funeste disposition de la cour gagna les rangs inférieurs de la société, et favorisa le rapide développement de toutes les mauvaises doctrines.

Le jansénisme, qui avait paru assoupi pendant les dernières années du XVIIe siècle, se réveilla au commencement du XVIIIe, à l'occasion de plusieurs écrits, entre autres des *Réflexions morales* du P. Quesnel, oratorien et janséniste fanatique. Cet ouvrage ayant été approuvé par l'archevêque de Paris et condamné par la plupart des évêques de France, l'affaire fut portée à Rome. Clément XI, après un mûr examen, condamna, par la célèbre bulle *Unigenitus* (1713) cent et une propositions des Réflexions morales. Louis XIV, qui vivait alors, appuya de toute son autorité le décret émané du Saint-Siége, et contint ainsi l'opposition. Mais après sa mort, Quesnel et dix évêques, au nombre desquels était le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, en appelèrent de la bulle au futur concile (1717). Bientôt la Sorbonne se réunit aux *appelants*, ainsi que le parlement. Pour arrêter le débat qui prenait une tournure inquiétante, Clément XI publia une nouvelle bulle, par laquelle il menaçait de l'excommunication les

appelants. Plusieurs évêques se soumirent; mais ce ne fut que dix ans plus tard que le cardinal de Noailles adopta sans réserve la bulle Unigenitus. « Une des plus tristes conséquences de cette lutte, dit Alzog dans son *Histoire de l'Église* (1), fut la malheureuse immixtion de l'État, et le rôle que le gouvernement conserva depuis lors, dans les affaires religieuses. »

La passion avec laquelle les jansénistes avaient combattu les bulles de Clément XI, et le dépit qu'ils ressentirent de leur défaite, leur firent perdre toute réserve, toute retenue, tout respect. De l'intrigue, ils passèrent au fanatisme le plus absurde. Un *appelant* zélé, le diacre Paris, étant mort, fut enterré dans le cimetière de Saint-Médard. Quelques sectaires répandirent bientôt le bruit que de nombreux malades étaient guéris sur son tombeau (1732). Ces prétendus miracles, accompagnés de blasphèmes, d'extravagances, de convulsions, firent donner à la secte le nom ridicule de *convulsionnaires*. Cependant l'autorité s'en émut et elle fit fermer le cimetière, sans pouvoir toutefois arrêter ces scandales qui continuèrent dans les maisons particulières. L'archevêque de Paris, M. de Beaumont, prescrivit à son clergé de sévères mesures contre ces désordres; le parlement en ayant été instruit, s'en montra irrité et osa citer l'archevêque à sa barre (1752).

C'est ici le cas de parler du triste rôle que joua, pendant le XVIIIe siècle, ce premier corps de la magistrature française. Destinés primitivement à rendre la justice, les parlements s'étaient immiscé peu à peu dans les affaires publiques, jusqu'à faire des remontrances aux rois, et à refuser d'enregistrer leurs édits : les longues discordes causées par le protestantisme avaient, dans quelques circonstances, favorisé et presque justifié ces usurpations progressives.

(1) Tome III, page 321.

Dès le début, le jansénisme compta des adeptes fougueux dans le sein du parlement ; et dans ses luttes avec l'autorité ecclésiastique, la secte trouva de puissants soutiens parmi ses conseillers.

Le parlement de Paris avait débuté par décider, de son autorité privée, que la bulle Unigenitus et toutes les bulles lancées contre Baïus ne devaient pas être regardées comme des règles de foi ; puis il se permit de censurer, d'emprisonner, d'exiler, de persécuter avec fureur les prêtres et les évêques qui refusaient les sacrements aux jansénistes obstinés. Une fois lancé dans cette voie d'opposition envers l'Église, il s'ingéra de plus en plus dans les choses purement spirituelles, qui n'avaient jamais été de sa compétence. Le roi protesta d'abord contre de si étranges prétentions, et il cassa même plusieurs fois les arrêts du parlement à Paris, à Orléans et dans plusieurs autres villes ; mais les magistrats n'en continuèrent pas moins à se prononcer avec violence dans les affaires ecclésiastiques. Le parlement alla jusqu'à défendre de tenir pour œcuméniques des conciles proclamés tels par l'Église ; en 1729, il dressa un arrêt contre la fête et l'office de saint Grégoire VII, et en 1738 il supprima la bulle de canonisation de saint Vincent de Paul. Cependant, pour être impartial envers les parlements, il faut dire que pendant qu'ils affichaient cette violente hostilité envers l'Église, ils donnèrent quelques arrêts vraiment utiles, en flétrissant par de justes condamnations des livres impies et révolutionnaires ; mais ce fut tout ce qu'ils firent pour la cause de la vérité et de la religion.

Le jansénisme eut plus de succès encore dans les Pays-Bas. Depuis longtemps la Hollande était devenue le refuge de quelques sectaires influents, c'est de là que Quesnel, qui avait succédé à Arnault comme chef de la faction, avait écrit, puis défendu ses *Réflexions morales*. En 1725, les jansénistes, nombreux à Utrecht, se donnèrent pour

archevêque Stéenoven, sacré par Varlet, évêque *appelant* et excommunié. Le gouvernement hollandais soutint cette opposition contre Rome, et le schisme d'Utrecht fut consommé.

Vers la fin de ce siècle, le jansénisme tenta de s'introduire en Italie par les efforts de Ricci, évêque de Pistoie, appuyé par Léopold, grand-duc de Toscane, et frère de l'empereur Joseph II. En 1786, Ricci assembla un synode pour faire adopter les quatre articles de l'assemblée de 1682, ainsi que le système de Baïus et de Quesnel. Ces nouveautés soulevèrent la population contre lui, et il fut obligé de donner sa démission. Après avoir essayé inutilement de la douceur pour ramener l'évêque schismatique, Pie VI (1794), par la bulle *Auctorem fidei,* condamna les actes du synode de Pistoie. Quelques années après, Ricci rétracta ses erreurs et se soumit au jugement du souverain Pontife. La bulle *Auctorem fidei* porta le dernier coup au jansénisme.

Tandis que le jansénisme recourait à tous les moyens pour assurer son triomphe, le protestantisme se ranimait en France. Frappés par la révocation de l'édit de Nantes, vers la fin du XVIIᵉ siècle, les protestants du Vivarais, du Velay et du Gévaudan se rassemblèrent dans les Cévennes, sous prétexte de pratiquer librement leur religion, et, sous le nom de *Camisards,* s'y livrèrent aux plus atroces violences contre les catholiques. Comme nous avons raconté ces faits à la fin du règne de Louis XIV auquel ils se rattachent, nous ne voulons que rappeler à sa date cette guerre où, des deux côtés, on eut à déplorer des excès, des cruautés.

Mais ce qui prouve plus encore l'influence croissante de la réforme pendant le XVIIIᵉ siècle, c'est l'annulation de la révocation de l'édit de Nantes, qui fut arrachée à Louis XVI, en 1787.

La paix de Westphalie avait procuré à l'Allemagne un

repos, que l'état des esprits transforma en une sorte de léthargie religieuse. Cependant quelques évêques essayèrent de réconcilier les Églises désunies ; malheureusement ces louables efforts furent rendus inutiles par les exigences des dissidents, l'Église catholique ne pouvant faire aucune concession à l'erreur.

Ces tentatives ne furent pourtant pas complétement perdues ; elles portèrent la lumière dans quelques esprits sérieux, et décidèrent plusieurs princes allemands à rentrer dans l'unité catholique. Mais le dépérissement des études théologiques en Allemagne, en faisant perdre au clergé une partie de son influence, prépara les maux que l'Église devait souffrir dans ces contrées sous le règne de l'empereur Joseph II, prince inquiet, tracassier, qui avait toujours la main à l'encensoir, et que Frédéric, roi de Prusse, appelait avec ironie *son frère le sacristain.*

En Angleterre, la haine envers l'Église se manifesta par de nouvelles lois contre les catholiques. En Irlande, une véritable persécution fut organisée par le fait des mesures vexatoires et arbitraires, prises contre les Irlandais qui refusaient d'embrasser le protestantisme. Peine de mort fut portée contre tout prêtre étranger qui entrait dans l'île. Les enfants nés de parents catholiques, avaient droit à la plus grande part de l'héritage paternel s'ils adoptaient la réforme ; une femme pouvait se séparer de son mari catholique en se faisant protestante. Les catholiques ne pouvaient hériter d'un protestant, jouir d'aucune pension, porter l'épée, exercer une fonction au barreau. Ces violences amenèrent des révoltes qui augmentèrent le mal. Le clergé catholique usa de toute son influence pour maintenir la paix, et il mérita même, dans cette circonstance, les éloges des écrivains protestants.

Cependant la réforme, conséquente avec ses principes, se subdivisait en Angleterre en sectes rivales et fanatiques,

où se précipitaient en foule les esprits que ses doctrines vacillantes ne pouvaient satisfaire et qui cherchaient sans cesse, en dehors du catholicisme, un point d'appui à leurs croyances. Nous ne parlerons que des *Quakers* ou *Trembleurs*, ainsi nommés du tremblement et des contorsions auxquels ils se livrent dans leurs assemblées, lorsqu'ils se croient inspirés du Saint-Esprit, et des *Méthodistes*, qui affectent une régularité extraordinaire, et qu'on pourrait appeler les jansénistes du protestantisme. Ces deux sectes allèrent fonder, chacune, une colonie dans le Nouveau-Monde.

Cette licence dans les opinions religieuses ouvrit les voies à l'incrédulité qui, sous le nom de philosophie, n'opposa aux dogmes catholiques qu'une science superficielle et verbeuse, expression fidèle de l'esprit du siècle. C'est en Angleterre que prit naissance cette secte nouvelle dont les adeptes, *libres penseurs, esprits forts, philosophes,* réunirent tous leurs efforts pour la ruine, non plus seulement de l'Église, mais de toute religion. Lock, Hobbes et le comte de Shafsterbury, qui, vers la fin du dernier siècle, avaient les premiers dans leurs écrits levé l'étendard de l'incrédulité, eurent de nombreux imitateurs, entre autres Collins, Tindal, Wolston, Morgan et Chubb. Osant plus que leurs devanciers, ceux-ci professèrent publiquement un matérialisme grossier.

Cette haine de la vérité révélée passa d'Angleterre en France, où le jansénisme et les parlements avaient préparé les esprits à la révolte contre l'autorité ecclésiastique. Il faut remarquer que l'Angleterre a eu, sur ce point, le triste honneur de devancer la France. En effet, l'incrédulité s'était déjà accréditée dans le premier de ces royaumes, lorsqu'elle osait à peine se montrer dans le second. A l'imitation des libres penseurs anglais, quelques écrivains français se mirent à bafouer le christianisme, quoique moins ouver-

tement, craignant les lois qui existaient alors sur la liberté de la presse.

« A ces attaques isolées, dit Alzog, succéda une véritable ligue, une conspiration permanente des ennemis du christianisme, qui avaient juré la complète ruine de l'Église. A sa tête se plaça un jeune poète plein de talent, Marie-François Arouët, surnommé plus tard Voltaire, qui donna à tous les conjurés pour mot d'ordre : Écrasez l'infâme (la religion chrétienne ou le Christ lui-même). Après s'être familiarisé en Angleterre avec les ouvrages des libres penseurs, il y avait fait serment, dit son panégyriste Condorcet, de consacrer sa vie à la ruine du christianisme et de toute religion positive. Aussi son thème principal, celui qu'il répète sous mille formes, durant sa longue et mobile carrière, fut que la religion était une invention des prêtres (1). » Ses principaux complices furent d'Alembert, qui aurait voulu anéantir la religion par des voies détournées; Diderot, qui enseignait ouvertement l'athéisme; Damilaville, dont Voltaire disait : *Il ne nie pas Dieu, mais il le hait.* A ces noms il faut ajouter ceux de Condillac, d'Helvétius, d'Holbach, de la Mettrie, de Volnay, de Dupuy, de J.-J. Rousseau, dont les écrits, tous dirigés vers le même but, étaient, sous des formes différentes, inspirées par le même esprit.

Cette conspiration ouverte de la philosophie recevait son impulsion et sa direction de la Franc-Maçonnerie. On appelle ainsi une société secrète dont l'origine, enveloppée d'obscurité, remonte à plusieurs siècles, et, selon quelques-uns à la condamnation de l'ordre des Templiers dans le XIV[e] siècle. C'est en Angleterre que la Franc-Maçonnerie moderne s'est constituée à peu près telle qu'elle est aujourd'hui. Elle ne tarda pas à y exciter l'inquiétude du gou-

(1) *Hist. universelle de l'Église*, tome III, page 335.

vernement, et, en 1561, les sociétés secrètes furent proscrites par la reine Élisabeth. De l'Angleterre elles pénétrèrent en France, où elles furent défendues par un arrêt du Châtelet (cour de Justice). Malgré cette opposition, la Franc-Maçonnerie, patronée par une foule de princes et même par des souverains, s'étendit bientôt dans toute l'Europe, où elle eut pour propagateurs les coryphées du philosophisme. Le but public et avoué des sociétés secrètes est la protection mutuelle que se doivent les membres qui en font partie; mais le but réel, l'anéantissement de la religion, n'est révélé qu'à un petit nombre, après qu'ils ont traversé plusieurs degrés d'initiation, destinés à les éprouver et à protéger le secret.

L'Église, sentinelle vigilante, chargée de veiller à tout ce qui intéresse la foi et la morale, s'émut de cette puissante association recrutée surtout parmi ses ennemis; et lorsqu'elle en eut étudié la nature et le but, elle condamna la Franc-Maçonnerie par la bouche de Clément XII, dans la bulle *In enimenti*, du 28 avril 1738. Benoît XIV, Pie VII, Léon XII, Pie IX ont renouvelé cette condamnation; et plusieurs États, le Hollande en 1735, la Suisse en 1748, ont proscrit les Francs-Maçons.

En Bavière, Weishaupt fonda, sous le nom d'*Illuminisme*, une nouvelle société secrète, calquée sur celle des Francs-Maçons, mais plus avancée et plus habilement organisée pour le mal (1776). On y enseignait aux initiés que toute religion n'est qu'imposture, que tout roi ou prince est un usurpateur, et que toute distinction sociale doit être abolie. Les efforts des illuminés tendaient à entourer les princes de leurs adeptes, et à les faire pénétrer dans les cours, dans les administrations, dans les familles. Les affiliés, par le fait de l'organisation habile et mystérieuse de la société, obéissaient à une impulsion dont ils ignoraient l'origine et le but. Instruments aveugles pour

la plupart, ils auraient frémi s'ils eussent vu l'abîme qu'ils travaillaient à creuser sous les pas de la société.

Le jansénisme et les parlements, le protestantisme et ses sectes, l'incrédulité, la philosophie et les sociétés secrètes, tels furent les ennemis qui, tantôt isolés, tantôt réunis, poursuivirent l'Église de leur haine, de leurs sarcasmes, de leurs coups. Tout, pendant le XVIIIe siècle, semble conjuré contre l'Épouse du Christ, contre le Christ, contre Dieu lui-même, les rois, les peuples, les sciences, les lettres. L'Église devait succomber; elle eût en effet succombé si elle n'était d'institution divine.

Nous allons maintenant reprendre l'histoire des Papes qui ont occupé le trône pontifical pendant cette douloureuse période; et ce que nous venons de voir de cette coalition générale contre le christianisme, nous permettra de mieux apprécier les difficultés qu'ils rencontrèrent dans l'accomplissement de leur sublime mission.

Lorsque Clément XI, après de longues hésitations, monta sur la chaire de saint Pierre. La guerre de la succession d'Espagne allait commencer, et il se trouva bientôt enveloppé malgré lui dans les embarras de cette lutte européenne. L'empereur d'Allemagne, Joseph Ier, ayant cru apercevoir que le Pape inclinait pour la France, fit peser sur lui tout le poids de sa colère, et le força, les armes à la main, de reconnaître Charles III pour roi d'Espagne. Dans son ressentiment, Philippe d'Anjou, le rival de Charles III, chassa de ses États le nonce de Clément XI, et interdit à ses sujets toute relation avec Rome.

Les prétentions du roi de Savoie, Victor-Amédée, à exercer des droits ecclésiastiques dans la Sicile, que venait de lui donner le traité d'Utrecht, suscitèrent de nouveaux ennemis au Pontife.

Clément XI s'occupa également de la controverse connue sous le nom de *Question des rites chinois*, qui divisait les

missionnaires dans le céleste empire. Les Jésuites, dans le but de gagner à la vérité les habitants de ces contrées, les autorisaient à conserver certaines cérémonies religieuses et civiles, tandis que les Dominicains, regardant ces usages comme idolâtriques et dangereux, blâmaient cette condescendance. Le Pape, d'après le rapport d'un légat envoyé sur les lieux, interdit aux chrétiens les cérémonies chinoises, objets de la controverse. L'affaire ne fut pas complétement terminée pour cela; il fallut un décret de Benoît XIV, qui condamna définitivement les rites chinois.

L'attention que Clément XI donnait à la doctrine et à la discipline ecclésiastique, ne le détournait pas des intérêts généraux de la chrétienté. Les Ottomans, irrités du traité de Carlowitz, tentèrent un dernier effort pour se relever de l'abaissement où il les avait réduits; et, rompant la paix, ils se jetèrent sur la Morée, où les Grecs schismatiques leur tendaient la main contre les Vénitiens. L'Europe frémit au récit des cruautés commises par les Turcs, et fit entendre un cri de vengeance. Appelant tous les souverains à la défense de l'Europe, Clément XI ne recula devant aucune fatigue, aucun sacrifice, pour organiser une expédition contre ces terribles ennemis du nom chrétien.

Par ses soins, une armée fut réunie et confiée au prince Eugène, qui écrasa les Turcs à Péterwaradin (1716), comme il les avait anéantis à Zentha, dix-neuf ans auparavant. Quelques jours après, l'importante place de Téméswar rentra sous la domination autrichienne, et l'année suivante Belgrade tomba sous les coups du héros de Péterwaradin (1717). Le traité de Passarowitz, imposé aux Turcs, abaissa définitivement la puissance ottomane, en refoulant ses frontières, sur quelques points, jusqu'au delà du Danube.

Le prince Eugène envoya au Pape les drapeaux pris sur

les ennemis ; Clément XI les déposa sur l'autel de la sainte Vierge, à laquelle il attribuait le succès des armes chrétiennes.

L'année 1720 fit voir au monde, et en particulier à la France, jusqu'où peut aller l'héroïsme qu'inspire la religion. Un vaisseau venu d'Asie ayant abordé à Marseille, la nouvelle se répandit tout à coup qu'il avait apporté la peste. Aussitôt un sauve-qui-peut se fait entendre ; nobles, riches, magistrats, tous fuient la contagion ; et la ville, livrée à elle-même, n'offre bientôt plus que l'image de la désolation et de la mort. Mgr de Belzunce, évêque de Marseille, refusa généreusement de quitter son troupeau si cruellement frappé. Suivi de son clergé et des prêtres qui étaient venus s'associer à son sublime dévouement, le saint évêque passait les jours et les nuits au milieu des pestiférés, leur prodiguant ses soins, soulageant leurs souffrances, et leur aidant à bien mourir. L'Europe fit éclater son admiration en apprenant la conduite de Mgr de Belzunce. Clément XI fit plus ; non content de le féliciter de son admirable charité, il lui expédia trois vaisseaux chargés de grains. Des corsaires algériens en ayant capturé deux, les rendirent dès qu'ils eurent appris quelle était leur destination.

Cependant l'horrible fléau continuait à faire planer la terreur sur la ville désolée, où près de cinquante mille personnes avaient succombé ; mais rien ne pouvait ralentir le zèle ni la charité du saint évêque qui semblait se multiplier à mesure qu'il voyait ses prêtres mourir autour de lui. N'ayant plus d'espoir qu'en Dieu, Mgr de Belzunce se tourna vers le Cœur de Jésus dont la dévotion commençait à se répandre, et il lui consacra solennellement son diocèse (1721). A partir de ce jour, la violence du fléau diminua, et Marseille parut renaître. Une procession annuelle a conservé le souvenir de ce grand événement et

transmet de génération en génération le nom béni de Mgr de Belzunce.

La même année (1721) vit mourir Clément XI, après un pontificat glorieux mais agité, pendant lequel il n'avait fait que combattre, sans qu'une victoire définitive couronnât ses efforts. Les cardinaux lui donnèrent pour successeur Innocent XIII (Conti), qui se fit chérir des Romains dans le peu de temps qu'il occupa la chaire de saint Pierre. On lui reproche d'avoir, à la sollicitation de la cour de France, élevé au cardinalat l'abbé Dubois, précepteur du duc d'Orléans, et alors ministre d'État.

Benoît XIII (Orsini), religieux dominicain, fut élu pour succéder à Innocent XII (1724). L'obéissance seule put lui faire accepter une dignité dont il comprenait toute la responsabilité dans les temps difficiles où il vivait. Ses premières ordonnances furent contre le luxe des cardinaux; et, dès la seconde année de son pontificat, il assembla un concile à Rome pour rappeler le clergé à la sainteté de ses devoirs. Le jansénisme multipliait alors les scandales : l'Église d'Utrecht se donnait un évêque attaché à cette secte, le parlement de Paris publiait des arrêts pour empêcher la célébration des fêtes prescrites par le Souverain Pontife, et plusieurs évêques de France, contrairement aux réglements formels du concile de Trente, s'arrogeaient le pouvoir de changer, dans leurs diocèses, les missels, les offices, le bréviaire, pour y substituer d'autres, composés, pour la plupart, par des prêtres jansénistes. Benoît XIII protesta contre ces innovations; mais il ne vécut pas assez pour combattre le mal avec succès : il laissa la réputation d'un saint. Malheureusement, trompé par le cardinal Coscia, il lui avait accordé une confiance dont ce prélat était indigne, et dont il se servit pour augmenter ses richesses au détriment et à la honte de l'Église.

Le choix du Sacré-Collége plaça la tiare sur la tête du

cardinal Corsini (1730), qui prit le nom de Clément XII. Un de ses premiers actes, fut de condamner Coscia à restituer une somme considérable au trésor public. Comme ses derniers prédécesseurs, ce Pontife ne rencontra qu'embarras et mauvais vouloir dans ses relations avec les différentes cours de l'Europe; il n'en poursuivit pas avec moins de courage sa haute et sainte mission de défendre les saines doctrines. Son bref contre les sociétés secrètes vint éclairer les peuples sur les dangers cachés de ces associations occultes. Clément XII, protecteur éclairé des sciences et des arts, mourut en 1740, et fut remplacé par Benoît XIV (Lambertini), « une des plus fortes têtes qui aient porté la tiare » dit un auteur moderne. Il travailla sérieusement à l'amélioration du clergé, rétablit par sa modération les bons rapports du Saint-Siége avec les cours souveraines, favorisa les associations pour la défense et la propagation de la religion catholique, combattit par des brefs les abus jusque dans les églises les plus éloignées, et mérita, par la sagesse de son gouvernement, les éloges des catholiques et des protestants. Aussi grand comme docteur particulier que comme Souverain Pontife, Benoît XIV, l'un des écrivains les plus graves de son temps, a enrichi l'Église d'un grand nombre d'excellents ouvrages.

Clément XIII (1758) fut appelé à succéder à Benoît XIV au moment où les ennemis de l'Église, réunissant leurs efforts, organisaient contre elle une ligue formidable. Groupés autour de Voltaire, les philosophes publiaient alors l'*Encyclopédie*, véritable manifeste de la guerre qu'ils déclaraient à la religion et à Dieu même, et qui résumait les doctrines impies et hardies répandues dans chacun de leurs ouvrages. Ils trouvèrent de puissants auxiliaires dans tous les cabinets des souverains catholiques; en Portugal, c'est Pombal, tout-puissant sur le faible Joseph Ier; en France, Choiseul, ministre de Louis XV;

en Espagne, d'Aranda, qui avait entouré Charles III d'amis dévoués aux philosophes français; à Naples, Tanucci, ministre dirigeant les affaires sous Ferdinand IV; enfin, en Autriche, l'influence occulte des jansénistes dans les conseils de Marie-Thérèse, servait puissamment la cause de l'incrédulité.

Maîtres de l'oreille des princes, les philosophes concentrèrent leurs efforts contre l'ordre des Jésuites, sur lequel le jansénisme travaillait, depuis un siècle, à amasser des haines et d'incroyables préjugés. Le premier coup fut porté par Pombal, qui fit demander à Clément XIII la suppression de la Compagnie de Jésus, la chargeant d'accusations aussi injustes qu'absurdes. Le Pontife répondit avec fermeté, et prit en main la défense des Jésuites. Vers le même temps, un incident regrettable, mais isolé, la faillite du P. Lavallette, lequel, contrairement aux ordres de ses supérieurs, s'était mêlé de spéculations commerciales et malheureuses en Amérique, vint fournir des armes aux ennemis de ce célèbre institut. Ne pouvant rien obtenir du Pape, Pombal accusa sans preuves les Jésuites de conspirer contre la vie du roi; cela fait, il supprima la Compagnie par un édit royal (1758); en même temps il fit arrêter et emprisonner les membres les plus influents, dont quelques-uns périrent dans les supplices, tandis que les autres, entassés dans des vaisseaux, étaient jetés sur les côtes des États de l'Église.

La France inondée de libelles contre les Jésuites, demanda bientôt, par la voix des parlements, l'expulsion de la Compagnie de Jésus. L'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, s'étant prononcé hautement contre cette violence, fut exilé. A cette époque, une femme méprisable était toute-puissante sur le cœur de Louis XV, c'était Mme de Pompadour, l'amie de Voltaire et des encyclopédistes. Elle haïssait les Jésuites, et se servit de sa honteuse

influence pour obtenir leur renvoi. Vainement le Dauphin, la reine, et tous les personnages vertueux de la cour intercédèrent pour eux, le 6 août 1762, un arrêt du parlement de Paris supprima la Compagnie de Jésus en France; et l'exemple de la capitale fut suivi dans les provinces.

Clément XIII protesta contre cette iniquité, dans une bulle où il approuvait et confirmait l'Institut persécuté; mais bientôt en Espagne, en Portugal et à Naples les gouvernements le prohibèrent dans des termes injurieux.

En Espagne, l'expulsion des Jésuites eut un caractère mystérieux que la critique historique n'a révélé que plus tard. Charles III avait résisté aux pressantes sollicitations de ses ministres, lorsqu'on mit sous ses yeux les traces d'un prétendu complot contre sa couronne, formé par les Jésuites. Cette trame perfide, ourdie par le ministre d'Aranda, réussit parfaitement. Charles III, blessé dans l'endroit le plus sensible, et harcelé par ses courtisans et ses conseillers, signa l'expulsion de la Compagnie de Jésus dans tous ses états de l'Ancien et du Nouveau-Monde, sans en excepter le Paraguay et les autres missions, où les Jésuites avaient porté la foi au prix de leur sang. Les ordres du roi furent exécutés avec une précipitation barbare qui coûta la vie à un grand nombre de religieux. La république de Gênes accueillit les exilés avec honneur, ce qui faillit la brouiller avec Choiseul, ministre de Louis XV (1). Clément XIII écrivit à Charles III pour lui reprocher, dans les termes les plus tendres, la douleur qu'il ressentait de sa conduite; mais il ne put lui ouvrir les yeux sur l'infâme intrigue dont il avait été le jouet.

Le roi de Naples, Ferdinand IV, fils de Charles III, roi d'Espagne, ou plutôt son ministre Tanucci, suivit les impulsions de la cour de Madrid. En une nuit, tous les

(1) Ce fut par suite de cette querelle que Gênes céda la Corse à la France.



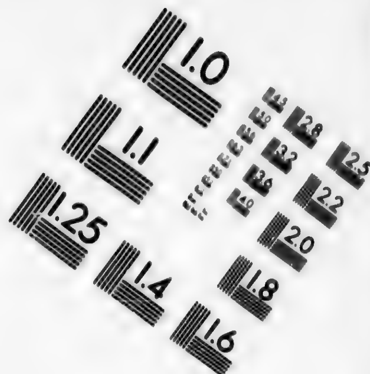
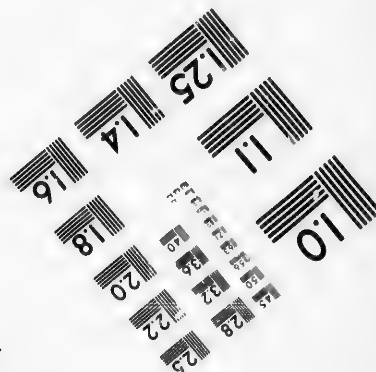


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)

1.0 2.8 2.5
3.2 2.2
3.6
4.0 2.0
1.1
1.8
1.25 1.4 1.6







Jésuites furent enlevés de Naples et transportés à Pouzzolles, d'où on les expulsa du royaume. L'année suivante (1768), le duc de Parme et le grand-maître de Malte chassèrent également de leurs États tous les membres de la Compagnie de Jésus. Clément XIII, accablé de douleur, ne put résister à des coups si précipités, et succomba en 1769, à l'âge de soixante-quinze ans.

Pendant que les Jésuites étaient proscrits dans les États catholiques, ils étaient accueillis en Russie; et Frédéric, roi de Prusse, le disciple et l'ami de Voltaire, les protégeait en Silésie, disant à d'Alembert qui s'en étonnait : *Je n'ai pas trouvé de meilleurs prêtres, de meilleurs maîtres et de meilleurs sujets que les Jésuites.*

A la mort de Clément XIII, Ganganelli, porté sur le trône apostolique par le vote du Sacré-Collége, prit le nom de Clément XIV. La situation de l'Europe était effrayante : tout faisait présager une crise imminente et terrible. L'incrédulité, sous le nom de philosophie, multipliait sourdement ses attaques contre l'Église; par l'organe des ministres qui lui étaient dévoués, elle pressait alors les souverains de se rendre indépendants de Rome en nommant des patriarches nationaux. Dans des circonstances aussi graves, il fallait toute la douceur et toute la prudence du nouveau Pontife.

Ce n'était pas assez pour la secte philosophique d'avoir fait bannir les Jésuites d'une partie de l'Europe, elle voulait la condamnation, la suppression de cet Institut célèbre, et elle la fit demander au nouveau Pape. Au lieu de l'acte sollicité, Clément XIV donna une bulle dans laquelle il louait le zèle et les vertus des membres de Compagnie de Jésus. Cette bulle souleva un violent orage. Les cours d'Espagne, de Naples et de France protestèrent amèrement; leurs ambassadeurs firent même entendre des menaces, et présentèrent l'abolition de l'ordre des Jésuites comme

indispensable à la tranquillité de l'Europe. Sur ces entrefaites, Joseph II, empereur d'Allemagne, livré aux conseils des philosophes, décida sa mère, Marie-Thérèse d'Autriche, à consentir à ce que ces religieux fussent éloignés de ses états.

A cette nouvelle, Clément XIV accablé de douleur, « sous la pression de la violence et des craintes les plus graves, crut pouvoir, pour le bien de la paix (1) » céder à l'orage; et, comme le capitaine qui pendant la tempête jette à la mer les objets les plus précieux pour sauver le navire, par un bref du 21 juillet 1773, il supprima la Compagnie de Jésus. Le Saint-Siége avait certainement le droit de supprimer un ordre qu'il avait établi deux siècles auparavant; ce ne fut point un châtiment, mais un sacrifice fait à la fureur des partis dans l'espérance de la paix. Clément XIV mourut un an après (1774).

Ce pape a été l'objet de jugements opposés et exagérés, la plupart dictés par la passion. Pour être dans la vérité, il faut tenir compte des circonstances critiques où il s'est trouvé, et des difficultés sans précédent qu'il a rencontrées. Si la concession qu'il a faite aux ennemis de l'Église a été inutile, est-ce une raison suffisante pour soutenir que le refus de cette concession eût sauvé la société?

Un des faits les plus caractéristiques du XVIIIe siècle, un de ceux qui jettent le plus de lumière sur cette triste époque, et qui sont jugés le plus légèrement, c'est la guerre ouverte déclarée à la Compagnie de Jésus. Faute d'avoir étudié ce fait ailleurs que dans une foule d'ouvrages au moins superficiels, on conclut généralement de la persécution dont les Jésuites furent l'objet et de leur expulsion des États catholiques, qu'ils étaient coupables, et de l'unanimité de l'attaque, qu'elle était juste.

(1) Le Père de Ravignan; *Clément XIII et Clément XIV*, page 399.

Les jansénistes, sous les dehors du zèle religieux, et les philosophes en affichant une fastueuse philantropie, travaillaient également à la destruction de l'autorité pontificale, c'est-à-dire à la ruine de la religion catholique : opposés en apparence, ils étaient unis dans le fait et tendaient au même but. Un auteur protestant nous dit comment les uns et les autres se rencontrèrent quand il s'agit d'attaquer les Jésuites : « Dans tout le cours du XVIII[e] siècle, écrit Rank, deux partis s'étaient formés, dont l'un faisait la guerre à la Papauté, à l'Église, à l'État, et dont l'autre cherchait à maintenir les choses telles qu'elles étaient et à soutenir la prérogative de l'Église universelle : ce dernier parti était représenté par les Jésuites. Cet ordre apparut donc comme le boulevard des principes catholiques : c'est contre lui que se dirigea immédiatement l'orage (1). »

Née presque en même temps que le protestantisme, la Compagnie de Jésus avait pour mission spéciale d'en combattre, non-seulement les erreurs, mais l'esprit; elle se présentait comme la personnification en quelque sorte du respect et de l'obéissance envers l'Église attaquée par la révolte de Luther. Pour répondre à leur vocation, les fils de saint Ignace se mêlaient extérieurement à la foule, au lieu de fuir au désert ou de se renfermer dans les cloîtres; l'éducation de la jeunesse, l'étude, les arts, les missions lointaines, la direction des consciences : leur zèle embrassait tout; on les rencontrait partout où il y avait des âmes à sauver et du bien à faire; et les ennemis de l'Église les trouvaient toujours sur la brèche, prêts à repousser leurs coups. Là est la vraie, l'unique cause de l'acharnement avec lequel ils les poursuivirent.

Que quelques Jésuites aient encouru le blâme, qu'il y en ait eu d'infidèles à leur vocation; que l'on en rencontre

(1) Rank. *Histoire de la Papauté*, IX, 486.

dans ce siècle d'ambitieux, de cupides, ce ne sont que des exceptions qui valent tout au plus la peine d'être mentionnées, et des faiblesses inhérentes à toute aggrégation d'hommes. Si l'on a fait tant de bruit de ces faits particuliers, c'est qu'on a espéré donner ainsi le change à l'opinion publique sur les motifs de la haine qu'on leur avait vouée; et, il faut le dire, on y a réussi. Sans s'en douter, un grand nombre de catholiques se sont faits et se font encore, quand il s'agit des Jésuites, les échos de cette société sceptique et railleuse du XVIIIe siècle, qui recevait ses inspirations des libres penseurs de l'époque.

Il est donc maintenant bien acquis à l'histoire que si l'incrédulité, dans sa guerre contre Dieu et l'Église, s'est attaquée d'abord à l'Institut des Jésuites, c'est qu'elle voyait dans cette société, répandue sur tous les points du globe, le plus grand obstacle à ses desseins; en second lieu, elle a assayé sur les Jésuites « auxquels les jansénistes avaient fait perdre dès longtemps et par des moyens équivoques l'estime acquise depuis des siècles (1), » les armes avec lesquelles elle se préparait à renverser le trône et l'autel.

« Nous arrivons enfin, dit l'abbé Darras (2), à la grande catastrophe sociale, préparée depuis si longtemps, en Europe, par les fureurs du protestantisme, les haines et les violences du jansénisme, l'impiété, la licence de la nouvelle philosophie, l'imprévoyance des rois, les scandales des cours, l'insubordination des peuples et le triomphe simultané des mauvaises doctrines dans tous les États de l'Europe chrétienne. » Depuis l'établissement de l'Église, bien des orages l'avaient assaillie, bien des tempêtes avaient soulevé les flots contre la barque de

(1) Sklosser, protestant. *Histoire des révolutions politiques de l'Europe au XVIIIe siècle.*

(2) *Histoire générale de l'Église*, tome IV, page 486.

Pierre; mais alors il n'y avait jamais qu'un point du ciel chargé de nuages; en dehors du secours divin qui lui est toujours assuré, il lui restait une espérance ou dans la foi des peuples, ou dans le respect des souverains, ou dans la soumission des multitudes. Aujourd'hui, l'Église est seule en face de la tempête déchaînée de tous les points de l'horizon, mais elle a pour elle les promesses de l'immortalité. Encore quelques années, et quand la tourmente sera passée, quand un sanglant cataclysme aura bouleversé l'Europe, et que la révolution aura ébranlé tous les trônes, nous reverrons encore l'Église seule, mais sereine et debout au milieu des ruines amoncelées autour d'elle par ses ennemis.

Lorsque Pie VI fut élu pour succéder à Clément XIV (1776), il se prosterna, les yeux baignés de larmes, et pria quelque temps avec ferveur : on eût dit que l'avenir venait de lui être dévoilé. Il inaugura son pontificat, dont les débuts furent paisibles, par la création du musée Pio-Clémentin, le défrichement des marais Pontins, la réparation des aqueducs, et une foule de travaux d'utilité publique et de fondations charitables, qui révélaient la générosité de son cœur.

C'est de l'Allemagne que vinrent à Pie VI ses premières douleurs. Aussitôt après la mort de Marie-Thérèse (1780), Joseph II, élevé dans les idées philosophiques de cette époque, mit au service des ennemis de l'Église sa puissance et son activité. Il ne fut plus question que de séculariser les ordres religieux, de s'emparer des biens ecclésiastiques, et de se séparer de Rome, le centre de la catholicité, en créant une Église nationale. Son frère Léopold, duc de Toscane, s'empressa de suivre son exemple, et l'Espagne ne resta pas en arrière d'exigences impérieuses envers le Saint-Siége. Pie VI, ne prenant conseil que de son cœur, résolut d'aller à Vienne pour obtenir de Joseph II ce qu'il sollicitait vainement par les voies diplomatiques.

Son voyage fut un triomphe populaire; mais l'empereur fit sentir au Pape combien sa venue lui était importune, et son ministre, le vieux et arrogant prince de Kaunitz, peu soucieux du scandale qu'il donnait, refusa d'observer à l'égard du vicaire de Jésus-Christ les simples formules de la convenance. Au lieu de baiser la main que lui tendait le Pontife, il la secoua rudement, et lorsque Pie VI se rendit chez lui, il osa le recevoir en déshabillé du matin. Le Pape quitta Vienne sans avoir obtenu autre chose que des promesses qui restèrent sans effet.

Cependant les États de Belgique, alors sous la domination de Joseph II, refusèrent de se soumettre à ses exigences schismatiques, et les étudiants chassèrent les professeurs qu'il avait envoyés dans les universités de Louvain et de Luxembourg. L'empereur ayant essayé de la sévérité, la résistance fut telle, que les Impériaux furent forcés d'évacuer les Pays-Bas. Dans cette extrémité, Joseph II eut recours au Pape, et le pria de s'interposer entre lui et ses sujets catholiques. Le misericordieux Pie VI écrivit donc en sa faveur aux évêques belges (1790). A ce moment éclatait la révolution française, et l'empereur d'Allemagne allait rendre compte à Dieu de la puissance dont il s'était servi contre son Église.

Nous ne ferons qu'indiquer rapidement et à grands traits les événements de la révolution française qui touchent à l'histoire de l'Église, et qui firent des dernières années de Pie VI une lente et cruelle agonie terminée par le martyre.

Cette révolution n'étant que la réalisation des principes enseignés par l'école philosophique de Voltaire, a dû présenter, pour premier caractère, une opposition haineuse à toute religion; pour tout symbole, la négation de Dieu; pour toute morale, le matérialisme pratique. En effet, elle débuta par la confiscation des biens du clergé (1790),

bientôt suivie de l'abolition des vœux monastiques et de la promulgation de la Constitution civile et schismatique du clergé, que Pie VI condamna par deux brefs. Les prêtres qui refusèrent le serment à la constitution civile du clergé, furent déportés, d'autres, par centaines, massacrés froidement dans les prisons de Paris, tandis que le schisme était consommé par l'élévation d'évêques intrus sur les siéges épiscopaux d'où les prélats fidèles avaient été chassés.

La convention, à laquelle on confia le gouvernement du pays, après avoir condamné à mort le roi Louis XVI (1793), abolit la religion et lui substitua le culte de la Raison, dont les fêtes rappelaient les saturnales du paganisme. Des évêques et des prêtres, mais en petit nombre, résignèrent leurs fonctions, apostasièrent et se marièrent. Ceux qui avaient prêté le serment exigé par la Convention, essayèrent de reconstituer en France une Église constitutionnelle, pendant que les évêques et les prêtres qui avaient pu fuir, recevaient partout à l'étranger la plus touchante hospitalité.

Le traité de Tolentino (1797), conclu par le général Bonaparte (Napoléon Ier) dépouilla de la moitié de ses États le pape Pie VI, et le condamna à payer trente millions d'écus. Cependant le Directoire, qui a remplacé la Convention, ravive la persécution contre les prêtres et même contre les fidèles qui observent le dimanche. Il fait envahir l'Italie par ses armées, enlever le Pape de Rome, et disperser les cardinaux (1799). Pie VI est conduit en France sans respect pour sa dignité, sans aucun égard pour son âge et ses infirmités. Le Directoire avait ordonné de le transférer à Dijon; sa santé obligea de le laisser à Valence; c'est là qu'il mourut un mois après, en priant pour la France (29 août 1799).

A en juger humainement, c'en était fait de la Papauté; mais Dieu veillait sur son Église. A la nouvelle de la mort de Pie VI, les cardinaux se réunirent à Venise, où,

le 14 mars 1800, ils élurent à l'unanimité le cardinal Chiaramonti, évêque d'Imola, qui prit le nom de Pie VII. Deux mois plus tard, il rentrait triomphant à Ancône; et le 3 juillet de la même année, il prenait possession de la capitale du monde catholique aux acclamations du peuple romain.

Le XVIIIe siècle, qui fit tant de ruines pour renverser l'Église, ne fut pourtant pas pour elle sans consolation. Il eut ses saints, car la sainteté est une fleur qui s'épanouit au milieu de la tempête comme sous un ciel serein. Sans compter les martyrs nombreux que la hache révolutionnaire fit dans les rangs du clergé fidèle, des noms illustres s'offrent à notre vénération. C'est saint Alphonse de Liguori, évêque de Sainte-Agathe, dans le diocèse de Naples. Reçu docteur à l'âge de seize ans (1712), il renonça au brillant avenir qui s'ouvrait devant lui, pour embrasser l'état ecclésiastique. Tout entier aux vertus de sa sublime vocation, Alphonse de Liguori réunit des prêtres, brûlant comme lui de zèle pour le salut des âmes, et fonda la congrégation du Saint-Rédempteur, destinée à l'instruction des habitants de la campagne. Il mourut en 1787, et il a été canonisé en 1830, par le pape Pie VIII. Saint Liguori a laissé une foule d'ouvrages dont la doctrine est irréprochable, et qui respirent l'onction de la plus tendre piété.

A côté des scandales qui déshonoraient la cour de France, sur les marches mêmes du trône où était assis Louis XV, on admirait la vertueuse reine Marie Leczinska, son fils, le Dauphin, et sa fille, l'angélique Mme Louise, qui préféra la bure et les austérités du Carmel aux pompes de la cour.

Le XVIIIe siècle offrit encore au monde un rare exemple de vertu dans le bienheureux Joseph Labre, du diocèse d'Amiens; il quitta sa patrie pour se fixer à Rome, où il

se sanctifia dans la plus basse condition de la société, la mendicité. Il a mérité d'être placé sur les autels par le pape Pie IX. On peut encore citer le bienheureux Léonard de Port-Maurice, né en Italie, et célèbre par son zèle, sa piété et ses missions.

Dieu qui connaît les besoins des peuples et qui, à chaque âge, oppose un remède aux maux de l'humanité, réservait pour ce siècle d'égoïsme, de sécheresse et de froide incrédulité, la dévotion à l'amour immense de Jésus-Christ, sous le symbole de son Cœur sacré, organe et siége de cet amour. Cette dévotion, révélée à la bienheureuse Marguerite-Marie Alacoque, religieuse de la Visitation de Paray-le-Monial (Saône-et-Loire), morte en 1696, fut autorisée par plusieurs Papes. En 1765, Clément XIII approuva solennellement le culte du Sacré-Cœur, dont la fête est fixée au vendredi après la fête du Saint-Sacrement.

Les missions étrangères souffrirent beaucoup des troubles de l'Europe pendant le XVIIIe siècle, et surtout de l'expulsion des Jésuites de toutes les contrées où dominaient les Espagnols et les Portugais. En Chine et au Tong-King, une cruelle persécution donna la couronne du martyre à plusieurs prêtres de différentes congrégations, et à un grand nombre de chrétiens.

Tandis que l'incrédulité attaquait tous les dogmes dans des ouvrages où l'esprit et la forme attrayante déguisaient souvent une fausse science, Dieu suscitait des savants et des docteurs pour défendre la vérité. Mais les membres de la secte philosophique, ne se sentant pas assez forts pour entrer ouvertement en lice, au lieu de discuter, préféraient écraser leurs adversaires sous le sarcasme et l'ironie, armes toujours victorieuses aux yeux des esprits légers et superficiels. Parmi le grand nombre d'écrivains qui se firent honneur de combattre avec leur plume dans les rangs de l'Église, nous nommerons seulement : le père Berthier,

le père Nonnotte, l'abbé Guénée, Bergier, Feller, Baruel, d'Argentré, de Picquigny, le cardinal de Bissy, dom Calmet, Duquesne, etc. etc.

France.

(1715). Louis XIV avait à peine rendu le dernier soupir, que déjà l'on saluait roi son arrière-petit-fils, Louis XV, âgé de cinq ans seulement, et orphelin de père et de mère. Le feu roi, par son testament, avait confié la régence à son neveu Philippe d'Orléans assisté d'un conseil; mais dès le lendemain de sa mort, le parlement, gagné par les secrètes et actives démarches de ce prince, cassa le testament pour lui décerner le titre de régent avec la plénitude du pouvoir royal. Le duc du Maine, fils illégitime de Louis XIV, fut éloigné de tout emploi, tandis que soixante-dix conseillers, tous créatures du duc d'Orléans, étaient appelés à prendre part au gouvernement.

Pendant que les volontés du feu roi étaient ainsi méconnues, on célébrait ses funérailles avec une simplicité inconvenante ; et le peuple, oubliant la gloire de ce règne si triste à son déclin, faisait entendre des paroles outrageantes à la mémoire du monarque que la flatterie avait presque déifié lorsqu'il était heureux.

Philippe d'Orléans, alors dans la force de l'âge, unissait les avantages extérieurs et les qualités brillantes de l'esprit, à une incrédulité profonde et aux mœurs les plus licencieuses. Dans les dernières années du règne de Louis XIV, il avait semblé protester contre la sévérité de la cour en se livrant aux plus honteux excès. Quand il fut au pouvoir, ses pernicieux exemples multiplièrent les scandales; dès lors il n'y eut plus rien de sacré autour de lui, et ses familiers, qu'il appelait ses *roués*, foulèrent aux pieds avec un cynisme révoltant la morale et la religion.

A côté du duc d'Orléans, l'histoire place toujours l'abbé Dubois, son ancien précepteur, qu'il fit conseiller d'État lorsqu'il devint régent, plus tard ministre plénipotentiaire et enfin premier ministre. Fils d'un médecin de Brives-la-Gaillarde, Dubois, étincelant de verve et d'esprit, avait une intelligence pénétrante et une rare aptitude aux affaires. A l'âge de soixante-quatre ans, ayant été nommé à l'archevêché de Cambrai par le duc d'Orléans, il reçut tous les ordres sacrés en huit jours, et peu de temps après il obtint la pourpre romaine. Le duc de Saint-Simon en a laissé dans ses Mémoires un portrait odieux. Sans disculper entièrement l'abbé Dubois, il serait injuste, d'après d'autres documents, de faire peser sur lui toute la dépravation de cette triste époque.

La première et la plus grande difficulté que le régent rencontra dans son administration lui vint de l'état déplorable des finances. A la mort de Louis XIV, l'État était endetté de plus de deux milliards. Plusieurs amis du duc d'Orléans conseillaient une banqueroute qu'on ferait ensuite sanctionner par les États généraux, comme mesure de salut public ; le régent craignit une révolution et refusa. Pendant qu'on délibérait sur les expédients propres à combler un pareil déficit, un écossais, Jean Law, vint offrir un moyen, non-seulement de libérer l'État, mais de lui ouvrir des ressources inépuisables. Il s'agissait d'une banque générale où le numéraire devait être converti en papier-monnaie, pour faciliter la circulation des capitaux et favoriser ainsi le commerce. Les plans de Law séduisirent le régent; prince amoureux des nouveautés, il donna plein pouvoir à l'aventurier écossais. Les débuts furent brillants, et l'enthousiasme gagna toutes les classes riches. On joignit à la banque, dont Law fut directeur, une compagnie de commerce, dite Compagnie des Indes Occidentales, à laquelle de nom-

breux privilèges furent concédés. Séduit par l'appât du gain, le public s'empressa d'acheter les actions de la compagnie et de la banque réunies. C'était un entraînement frénétique; on se pressait, on s'écrasait aux abords des bureaux de la banque générale, pour échanger contre du papier ses terres ou ses capitaux. En 1720, ce système atteignit son apogée, et Law fut nommé contrôleur général des finances. Le parlement seul n'avait pas cédé à cet engouement étrange; il osa même adresser des remontrances, ce qui le fit exiler à Pontoise par le régent.

Cependant quelques craintes s'étant manifestées sur le remboursement des billets émis par la banque, les capitaux se cachèrent. Aussitôt un arrêt défendit à tout particulier de garder chez soi plus de cinq cents livres en numéraire. Cette mesure arbitraire fut appuyée par la violence; les peines les plus graves, la mort même, attendaient ceux qui retenaient chez eux de l'argent monnayé, tandis que les délateurs étaient récompensés par le cinquième des confiscations.

Ces moyens extrêmes ne purent empêcher le crédit factice sur lequel reposait tout cet échafaudage de gains extraordinaires, de tomber tout à coup, lorsqu'on découvrit que la banque avait mis en circulation du papier pour une somme cent fois plus considérable que tout l'argent qui pouvait circuler en France. Il en résulta une épouvantable banqueroute : des milliers de familles furent ruinées. Law, devenu l'objet de l'exécration publique, fut obligé de s'enfuir. Il mourut à Venise en 1729, pauvre, malheureux et oublié.

La France se retrouvait au point d'où elle était partie, la misère. Mais si, à cette rude expérience, elle avait appris, la science du crédit, si les manufactures s'étaient multipliées, si le commerce avait pris un essor extra-

ordinaires qui devait réparer le mal présent, il faut ajouter que sous les ruines de la fortune publique avaient disparu la moralité de la nation, tous les principes de religion et de probité, ainsi que les vieilles traditions de respect pour les supériorités sociales. Une égalité chimérique, celle de l'argent, avait un moment passé son niveau sur la société française, où s'était allumée cette soif de l'or qui précipite la décadence des nations chez lesquelles elle se manifeste.

Au milieu de l'agitation fiévreuse produite par le système financier de Law, la politique extérieure avait suivi son cours. Le régent, dominé par un anglais, lord Stairs, son compagnon de débauche, avait adopté une ligne de conduite en tout opposée à celle qu'avait suivie Louis XIV. Sous l'influence de l'abbé Dubois, il commença par rompre avec l'Espagne, pour conclure avec l'Angleterre et la Hollande le traité de la Triple-Alliance (1717), par lequel il s'engageait à démolir le port de Dunkerque et à refuser un asile au prétendant, Jacques III Stuart. L'année suivante, l'empereur Charles VI accéda au traité qui prit le nom de Quadruple-Alliance.

L'Espagne, contre laquelle était évidemment dirigée la politique de ces quatre cours, était alors gouvernée par Philippe V ou plutôt par l'italien Albéroni, qui, des derniers rangs de la société, était devenu cardinal et premier ministre. Entreprenant, audacieux, le ministre rêvait de rendre à la monarchie espagnole son ancienne gloire; et, pour y arriver, il avait conçu des plans chimériques : replacer les Stuarts sur le trône d'Angleterre, donner la régence de Louis XV et peut-être la couronne de France à Philippe V, investir don Carlos, fils de ce prince, des duchés de Parme et de Plaisance : tels étaient les projets d'Albéroni. Pour les faire réussir, il poussa les Turcs et les Hongrois contre l'empire, confia le soin de

reconduire Jacques Stuart en Angleterre, à Charles XII de Suède, le héros du Nord, et envoya une flotte en Sicile pour y exciter un soulèvement. Tandis qu'il occupait ainsi les puissances alliées, le prince de Cellamare, ambassadeur d'Espagne, tramait un complot à Paris, avec la duchesse du Maine, qui avait juré de se venger du régent, le jour où son mari avait été exclu du gouvernement. Alberoni s'appuyait également sur la Bretagne, dont les états avaient été cassés pour avoir refusé de voter *par acclamation* un don gratuit demandé au nom du roi (1717); une flotte devait y débarquer des troupes espagnoles pendant qu'une armée franchirait les Pyrénées. Enfin Philippe d'Orléans devait être enlevé et conduit en Espagne.

Dubois, averti de la conjuration, fait saisir les dépêches de l'ambassadeur, qui est arrêté comme violateur du droit des gens et conduit à la frontière; le duc et la duchesse du Maine sont enfermés dans un château, et quelques seigneurs bretons emprisonnés. Quatre d'entre eux payèrent de leur tête la tentative coupable de livrer la France à l'étranger. Le duc et la duchesse furent peu de temps après rendus à la liberté.

Les autres projets d'Albéroni n'eurent pas plus de succès : les Turcs furent anéantis à Péterwaradin, la flotte espagnole fut détruite sur les côtes de Sicile, et la mort de Charles XII rendit inutiles les efforts de l'Espagne en faveur des Stuarts.

Pour profiter de l'humiliation de l'Espagne, Dubois lui fit déclarer la guerre (1719). Une armée française, commandée par ce même Berwick qui avait affermi la couronne sur la tête de Philippe V, pénétra dans la Catalogne, s'empara de plusieurs places importantes, et brûla dans les ports quelques vaisseaux espagnols. Philippe V, réduit au désespoir, demanda la paix. Les puissances

alliées exigèrent le renvoi d'Albéroni, et l'adhésion de l'Espagne à la Quadruple-Alliance (1720). Le roi de Savoie rendit la Sicile à l'empereur; en échange de cette belle contrée, l'Espagne lui donna la Sardaigne; et celle-ci reçut, comme dédommagement, l'expectative de la Toscane, des duchés de Parme et de Plaisance pour don Carlos, fils de Philippe V.

La même année, un horrible fléau, la peste, s'abattit sur la ville de Marseille qu'elle décima, et où elle fit éclater l'héroïque dévouement de Mgr de Belzunce.

Le 20 octobre 1722, Louis XV fut sacré à Reims, et le 19 février suivant il fut déclaré majeur. Le jeune roi tint peu de jours après un lit de justice pour faire reconnaître sa majorité. La régence cessait. Philippe d'Orléans n'en continua pas moins de gouverner, et Dubois fut confirmé dans ses fonctions de premier ministre. Il ne les remplit que quelques mois : la mort l'enleva le 9 août 1723. « Il faut convenir forcément, — dit Cantu, après l'avoir toutefois chargé de tous les excès du régent — qu'il (Dubois) s'était employé pour le bien du pays. Comme tous les grands ministres, il rechercha l'égalité de l'impôt, il favorisa les droits du Saint-Siége et les juridictions ecclésiastiques, et réussit à faire accepter en France la bulle *Unigenitus*. L'acharnement avec lequel il persécuta ceux que la banque avait enrichis fit peut-être exagérer ses vices. On ne prononça pas d'oraison funèbre en son honneur; mais la baisse extraordinaire des actions de la compagnie des Indes montra combien il inspirait de confiance. (1). » Il est prouvé aujourd'hui que Dubois n'a jamais reçu de pension de l'Angleterre, et qu'il n'a pas refusé en mourant les derniers secours de la religion.

(1) Cantu, *Histoire universelle*, tome XVII, page 32.

Le duc d'Orléans le suivit de près dans le tombeau. Il succomba le 23 décembre 1723, à une attaque d'apoplexie foudroyante. Personne ne le regretta, car ses vices et son impiété avaient soulevé contre lui l'indignation générale. Les quelques actes utiles de son administration ne peuvent racheter l'influence fatale de ses exemples, qui contribuèrent à précipiter la France dans l'abîme où s'engloutit la monarchie; et il suffit de nommer la *régence* pour rappeler une époque de dépravation et de licencecynique.

Louis-Henri de Bourbon, arrière petit-fils du grand Condé, gouverna comme premier ministre après le duc d'Orléans. Dominé par une femme brillante et perverse, la marquise de Prie, il continua la régence, moins l'esprit et un certain éclat qui imposait encore au peuple. *Monsieur le Duc,* comme on appelait le duc de Bourbon, débuta dans le gouvernement par un édit contre les protestants plus sévère que l'édit de Nantes, sous prétexte de quelques mouvements dans les provinces, auxquels on ne les croyait pas étrangers. Des lois sur le vol, lois vraiment draconiennes, signalèrent le passage de ce prince au ministère, et des mesures fiscales et impopulaires achevèrent de le rendre odieux à la nation.

Un seul événement important se rattache à l'année 1725, le mariage du roi avec la pieuse et douce Marie Leczinska, fille de Stanislas Leczinski, que Pierre le Grand de Russie avait dépossédé du trône de Pologne. Louis XV avait été précédemment fiancé à l'infante d'Espagne; Monsieur le Duc renvoya sans aucun ménagement la jeune princesse qu'on élevait à Paris. Cette injure brouilla les deux cours, et Philippe V justement irrité fit alliance avec l'Autriche.

Cependant les murmures qui éclataient de toutes parts contre le duc de Bourbon, forcèrent le roi de l'éloigner. Le cardinal de Fleury, évêque de Fréjus, l'ancien précepteur de Louis XV, lui succéda dans la confiance de ce

prince et dans la conduite des affaires. Il avait alors soixante-treize ans. C'était un esprit solide et prudent que l'éclat des apparences ne séduisit jamais. Le premier après le roi, sur lequel il avait une grande influence, le cardinal ne voulut être que ministre d'État. On lui a reproché la décadence de notre marine et une économie mesquine peu en rapport avec la grandeur de la nation.

A l'époque dont nous parlons, l'Europe ne comptait aucun souverain capable de la relever de l'abaissement où la précipitaient les principes d'une philosophie, qui s'arrogeait le droit de tout attaquer et de tout mépriser. On eût dit que Dieu, pour châtier les rois et les peuples, s'était retiré d'eux, les abandonnant à leur propre jugement et à leur propre faiblesse.

Malgré le renvoi de l'infante d'Espagne et les ambitions rivales, le cardinal Fleury maintint la bonne intelligence entre les cours. Sa pacifique intervention fit même conclure deux traités, l'un à Séville (1729), l'autre à Vienne (1731), par lesquels il fut convenu, entre autres points importants, que la succession de l'empereur Charles VI passerait à sa fille Marie-Thérèse. Ces traités terminèrent enfin les contestations que les prétentions de l'Autriche à la couronne d'Espagne avaient fait naître. Tout semblait assurer une longue paix à l'Europe, lorsque la mort d'Auguste II, roi de Pologne (1733), releva le drapeau de la guerre.

Deux compétiteurs se présentaient pour lui succéder, son fils l'électeur de Saxe, et Stanislas Leczinski, qui avait déjà porté la couronne et qu'appelait le vœu des Polonais. La Russie, la Prusse et l'Autriche se prononcèrent contre Stanislas, tandis que la France se déclarait pour lui, et qu'à Varsovie il était proclamé roi avec enthousiasme. Aussitôt la Russie envahit la Pologne, appuyant par cinquante mille russes la nomination de l'électeur de Saxe, sous le nom d'Auguste III. Stanislas, obligé de fuir,

courut s'enfermer à Dantzig. Pendant que ces événements se passaient, Fleury, qui redoutait la guerre et qui pourtant comprenait que la dignité de la France était engagée à soutenir le beau-père de Louis XV, hésitait, tergiversait, et enfin se bornait à faire embarquer quinze cents soldats. Le roi fugitif était assiégé dans la ville de Dantzig par une armée russe, lorsque les Français parurent à l'embouchure de la Vistule (1734). Jugeant que leur petit nombre rendait leurs efforts inutiles, les chefs de l'expédition ramenèrent l'escadre à Copenhague, sans avoir rien tenté en faveur du prince détrôné. Un jeune colonel breton, le comte de Plélo, ambassadeur de France en Danemark, indigné de cette retraite, résolut, avec plus de bravoure que de prudence, de venger l'honneur national. A la tête de cette petite troupe, il s'embarqua pour soutenir Dantzig. Mais après des prodiges de valeur, il périt avec une grande partie des siens. La ville capitula; et Stanislas déguisé en matelot parvint à s'échapper, pendant que sa tête était mise à prix et que la Pologne était forcée de reconnaître Auguste III.

Ne pouvant se venger de la Russie, trop éloignée, la France s'en prit à l'Autriche. Assurée de l'alliance de la Sardaigne et de l'Espagne, elle confia une armée au vieux maréchal de Villars, qui entra en Piémont. Un autre vétéran de Louis XIV, le maréchal de Berwick, alla s'emparer du fort de Kehl, au delà du Rhin. L'année suivante (1734) Berwick eut la tête emportée par un boulet de canon, sous les murs de Philisbourg ; sa mort n'interrompit pas les travaux du siége, et la ville capitula peu de temps après. Villars, vainqueur en Italie, prit Pavie et Milan, puis il alla mourir à Turin des fatigues de la guerre, enviant le sort de Berwick, son vieux compagnon d'armes, tombé sur le champ de bataille. Les maréchaux de Maillebois, de Coigny et de Broglie con-

tinuèrent ses succès et battirent les Autrichiens à Parme et à Guastalla. Plus au midi, les Espagnols, sous les ordres de Montemar, conduisaient don Carlos à Naples, où il était proclamé roi. La victoire de Bitonto (ville du royaume de Naples), mit bientôt fin à la résistance des Autrichiens ; et la Sicile s'étant soumise à don Carlos, il se fit couronner à Palerme sous le nom de Charles VII (1735).

L'empereur vaincu sur tous les points demanda la paix. La France en dicta les conditions, qui furent réglées à Vienne. Stanislas renonça au trône de Pologne, tout en conservant le titre de roi ; les duchés de Bar et de Lorraine lui furent cédés, pour faire, à sa mort, retour à la couronne de France; François-Étienne, duc de Lorraine, gendre de l'empereur Charles VI, reçut, en échange de son duché, la Toscane, dont le grand-duc, Jean-Gaston de Médicis, venait de mourir sans postérité (1737); don Carlos garda le royaume des Deux-Siciles ; le roi de Sardaigne fut mis en possession de Novare et de Tortone ; enfin l'empereur recouvra le Milanais, Parme et Plaisance; et la France lui garantit la pragmatique sanction par laquelle il assurait son héritage à sa fille aînée, Marie-Thérèse. La paix fut signée le 9 juillet 1738.

La France aurait pu jouir de l'influence que lui donnait le traité de Vienne si elle eût été bien gouvernée ; mais Fleury, malgré son énergie, sentait le poids de ses quatre-vingt-cinq ans, pendant que le roi, tout à ses plaisirs, se laissait entraîner dans cette vie désordonnée qui a fait la honte de son règne. Le ministre d'État profita de la paix pour réconcilier tour à tour Gênes avec la Corse, l'Espagne avec le Portugal et l'Angleterre, l'empire avec la Russie et la Sublime Porte.

Charles VI semblait n'avoir jamais eu qu'une pensée, celle d'assurer la succession de sa vaste monarchie à sa fille l'archiduchesse Marie-Thérèse ;

dans ce but, dès l'année 1713, il avait publié sa pragmatique sanction, et l'avait fait approuver par les États autrichiens, les princes de sa famille, et la plupart des puissances européennes. En dépit de toutes ces garanties, Charles VI eut à peine rendu le dernier soupir (1740), que plusieurs princes réclamèrent, à divers titres, une partie de son héritage; c'était Charles-Albert, électeur de Bavière, Auguste III, roi de Pologne, Charles-Emmanuel, roi de Sardaigne, et le roi d'Espagne Philippe V.

Pendant que chacun plaidait ses droits dans des mémoires en attendant de les soutenir les armes à la main, un événement imprévu fit éclater la guerre. Frédéric II, qui venait de succéder à son père, Frédéric-Guillaume Ier, sur le trône de Prusse, prévoyant que la guerre servirait son ambition, réclama brusquement la Silésie et l'envahit presque aussitôt avec 30,000 hommes. A la nouvelle de l'entrée des Prussiens en Silésie, Marie-Thérèse envoya une armée pour les repousser; mais les Autrichiens furent battus à Nolwitz.

La foi du serment devait tenir la France en dehors de cette querelle; malheureusement le comte de Belle-Isle et son frère le chevalier, tous deux petits fils du fameux Fouquet, entraînèrent le roi, malgré Fleury, dans une guerre où ni l'honneur national, ni l'intérêt du royaume n'étaient engagés. Le ministre n'étant point écouté aurait dû se retirer; il eut le tort de rester au service d'une politique que sa conscience condamnait. La France fit donc alliance avec Frédéric II, qui, non content de guerroyer pour son propre compte, se déclara pour Charles-Albert, descendant par les femmes de l'empereur Ferdinand Ier, et Louis XV lui envoya une armée commandée par les généraux de Belle-Isle et de Broglie.

Confiante dans son droit, Marie-Thérèse ne se laissa point intimider. A la diète de Presbourg tous les nobles

Hongrois jurèrent de la défendre ; et leur enthousiasme gagnant de proche en proche avec rapidité, la jeune reine vit accourir sous ses drapeaux des milices redoutables, venues des contrées les plus sauvages de ses états.

Cependant Charles-Albert, soutenu par les Français, avait pénétré en Autriche et s'était approché de Vienne. N'osant en entreprendre le siége, il s'éloigna de la capitale et alla s'emparer de Prague, où il se fit couronner roi de Bohême ; puis il courut à Francfort se faire élire empereur sous le nom de Charles VII (1742).

L'Angleterre, tout en affectant la neutralité, agissait sourdement. Ses intrigues jetèrent la division parmi les alliés de Charles-Albert, et réconcilièrent le roi de Prusse avec l'Autriche, mais ce fut au prix de la Silésie. Marie-Thérèse céda donc cette province à Frédéric II par le traité de Breslau, auquel la Pologne et la Sardaigne ne tardèrent pas à adhérer. Dès lors tout le poids de la guerre retomba sur la France et l'Espagne.

L'armée française engagée en Bohême était travaillée par l'indiscipline et les maladies, et Belle-Isle, bloqué dans Prague, y souffrait toutes les horreurs d'un long siége. Ayant reçu l'ordre d'évacuer la Bohême au début d'un hiver précoce et rigoureux, des 50,000 hommes qui lui avaient été confiés, 12,000 à peine revirent leur patrie ; le reste avait péri par le manque de vivres en traversant les montagnes. Quelques jours après la rentrée de Belle-Isle, le cardinal Fleury s'éteignit dans sa quatre-vingt-dixième année, laissant dans un état déplorable les affaires de la guerre, de la politique et des finances.

Louis XV déclara qu'il voulait à l'avenir gouverner par lui-même; mais il n'avait pas comme Louis XIV, à la mort de Mazarin, cette force de volonté, cette constance, ce sentiment du devoir, qui ont soutenu ce prince au milieu des succès et des revers. Il était au contraire

insouciant, inappliqué, trop fier pour écouter un conseil, trop inhabile pour pouvoir s'en passer. Il en résulta que, sous une apparence de direction royale, le pouvoir se trouva partagé entre tous ceux qui dominaient le roi. Les affaires de la guerre se ressentirent du manque d'unité dans le gouvernement. Le duc de Broglie ayant été obligé de s'éloigner de la Bavière, Charles VII s'enfuit à Francfort. A ce moment l'Angleterre intervint ouvertement dans la querelle. Le roi Georges II, à la tête d'une armée d'Anglais, de Hessois et de Hanovriens, s'avança en Allemagne, et livra bataille au maréchal de Noailles près de Dettingen, sur les bords du Mein. L'imprudence du duc d'Harcourt et du duc de Grammont, qui attaquèrent sans en avoir reçu l'ordre, changea en une déroute complète, une victoire qu'on croyait assurée. Malgré cet échec, les Français se maintinrent en Allemagne jusqu'à l'approche du prince Charles de Lorraine, beau-frère de Marie-Thérèse.

Pour détourner les Anglais de la lutte du continent, la France songea à leur créer des difficultés chez eux. Une flotte fut donc chargée de transporter en Écosse Charles-Édouard, fils de Jacques III Stuart; malheureusement les vents contraires firent échouer l'expédition. Dans le même temps, la flotte anglaise ayant rencontré la flotte franco-espagnole devant Toulon, elles s'attaquèrent avec fureur. La victoire resta indécise; toutefois les Anglais laissèrent la Méditerrannée libre pendant quelque temps. Don Carlos en profita pour joindre ses troupes à celles de la France et de l'Espagne en Italie.

Au commencement de la campagne de 1744, les parties belligérantes concentrèrent leurs forces sur le Rhin et dans les Pays-Bas, sous les ordres du comte Maurice de Saxe, fils naturel du roi de Pologne, et qui, entré au service de la France en 1733, venait de recevoir le bâton de maréchal.

Cependant Louis XV sembla sortir de sa léthargie, sous l'inspiration d'une nouvelle favorite, la duchesse de Châteauroux, de la maison de Nesle. Il se mit à la tête de son armée et partit pour la Flandre accompagné du maréchal de Noailles. De rapides succès couronnèrent ses premières armes ; mais, à la nouvelle que Charles de Lorraine approchait avec 60,000 Autrichiens, Louis XV abandonna l'armée des Pays-Bas pour voler à sa rencontre. Arrivé à Metz, où il avait donné rendez-vous à ses troupes, il tomba dangereusement malade. Le peuple fit éclater sa douleur; et les prières les plus ferventes furent adressées au Ciel pour obtenir la guérison du roi, surnommé alors le *Bien-Aimé*. Se croyant près de paraître devant Dieu, Louis XV se montra disposé à réformer sa conduite; les favorites furent éloignées, et la vertueuse reine accourut reprendre sa place à côté du royal malade. Une crise heureuse ayant fait disparaître le danger, Louis XV oublia bientôt et ses remords et ses résolutions, pour se rejeter dans ses désordres précédents, et se rendre indigne de l'amour que son peuple venait de lui témoigner.

Dès qu'il fut rétabli, le roi passa le Rhin, s'empara de Fribourg en Brisgau, et chassa les Autrichiens de la Bavière, où il rétablit le faible empereur Charles VII, qui mourut l'année suivante (1745). Son fils Maximilien-Joseph, âgé de dix-sept ans, abandonna l'alliance de la France et fit la paix avec Marie-Thérèse.

Louis XV était revenu jouir de sa gloire à Versailles avec Mme de Pompadour, qui remplaçait dans la faveur royale la duchesse de Châteauroux, morte depuis peu. Au printemps de 1745, le roi alla rejoindre son armée des Pays-Bas, restée sous le commandement du maréchal de Saxe. Les Français venaient d'investir Tournai, lorsqu'on apprit que le duc de Cumberland, fils de Georges II d'Angleterre, marchait au secours de la place. Le maréchal

ayant pris une forte position, attendit l'ennemi. Les deux armées en vinrent aux mains près de Fontenoy (11 mai 1745); la victoire longtemps disputée resta aux Français. Le soir du combat, Louis XV mena le Dauphin sur le champ de bataille, où gisaient encore pêle-mêle les morts et les blessés : *Méditez*, lui dit-il, *cet affreux spectacle, et apprenez à ne pas prodiguer le sang de vos sujets dans des guerres injustes.*

La victoire de Fontenoy porta ses fruits : Tournai capitula; un étranger, le comte de Lowendal, passé au service de la France, prit Gand; Bruges, Oudenarde, Nieuport, Ostende, lui ouvrirent leurs portes; et les ennemis déconcertés se replièrent au delà de Bruxelles. La prise de la ville d'Ath termina glorieusement la campagne de 1745 dans les Pays-Bas.

La guerre avait été moins heureuse en Allemagne. Les Français, sous les ordres du prince de Conti, n'avaient pu se maintenir dans leurs positions et avaient repassé le Rhin. La diète de Francfort se réunit aussitôt, et élut empereur l'époux de Marie-Thérèse, sous le nom de François Ier. Frédéric II, que la France venait de décider à reprendre les armes, protesta contre cette élection. Après avoir, en quelques mois, conquis, puis perdu la Bohême, ce prince se préparait à prendre sa revanche de ses derniers revers, lorsque Charles de Lorraine se jeta sur la Silésie; mais la défaite qu'il essuya à Friedberg décida Marie-Thérèse à signer le traité de Dresde (25 décembre 1745), par lequel elle confirmait le roi de Prusse dans la possession de la Silésie et du comté de Glatz. En retour, Frédéric reconnaissait l'élection de l'empereur François Ier.

La défection de Frédéric laissa la France sans un allié en Allemagne, et elle permit à l'Autriche de concentrer ses forces en Italie, où le maréchal de Maillebois soutenait l'honneur des armes françaises, de concert avec les Espa-

gnols que commandaient don Philippe, quatrième fils de Philippe V, et le comte de Gages. Au moment où le traité de Dresde jeta toutes les armées autrichiennes en Piémont, de rapides succès venaient d'ouvrir Milan aux Espagnols; mais dès le mois de mars 1746, l'armée franco-espagnole dut abandonner Milan pour se replier sur Plaisance. Poursuivis par les ennemis, Maillebois et Gages, battus sous les murs de cette dernière ville, se retirèrent vers Gênes.

La nouvelle de la mort de Philippe V acheva de décourager l'armée. Le nouveau roi d'Espagne, Ferdinand VI, ayant fait rappeler ses troupes à Nice, les Français, entraînés dans cette retraite, abandonnèrent Gênes que les Autrichiens occupèrent de vive force, et à laquelle ils firent subir le sort des vaincus. De son côté, le roi de Sardaigne reprit aux alliés plusieurs places fortes au nord de l'Italie, tandis que la flotte anglaise menaçait les vaisseaux qui tentaient d'entrer dans le port de Gênes.

Pendant ce temps, Charles-Édouard ne comptant plus sur les secours de la France, débarquait en Écosse et appelait sous ses drapeaux les habitants des Hautes-Terres. Ses rapides succès firent une heureuse diversion à la guerre continentale; mais la victoire de Culloden, remportée sur les Écossais par le duc de Cumberland, ruina les dernières espérances du prétendant.

La bataille de Fontenoy et la tentative de Charles-Édouard décidèrent les Anglais à quitter le continent; ils se bornèrent à entraver les relations de la France avec ses colonies de l'Inde et de l'Amérique, et à intercepter les communications de l'Espagne et de l'Italie.

Débarrassé des Anglais, Louis XV poursuivit ses conquêtes dans les Pays-Bas. Bruxelles capitula devant l'armée du maréchal de Saxe (1746); Anvers se rendit; et la même année, Mons, Charleroi et Namur ouvrirent leurs portes aux vainqueurs. Charles de Lorraine accourut pour

arrêter les Français; mais il perdit, contre Maurice de Saxe, une grande bataille à Raucourt, entre Liége et Maëstricht.

Pendant que la France triomphait au nord, les Anglais étaient repoussés des côtes de Bretagne où ils avaient tenté une descente près de Lorient; et les Autrichiens, qui avaient pénétré en Provence, étaient forcés de rétrograder par les habiles dispositions du maréchal de Belle-Isle, le manque de vivres et l'insurrection de Gênes.

Des conférences pour la paix s'ouvrirent enfin à Breda entre la France et l'Angleterre, sous la médiation de la Hollande. Cette puissance, qui prétendait rester neutre, n'en continua pas moins de fournir des secours aux alliés, en même temps qu'elle apportait aux négociations des lenteurs calculées. Louis XV l'ayant découvert, rompit les conférences et déclara la guerre à la Hollande (1747). Le maréchal de Saxe entra sur le champ dans les Provinces-Unies, et conquit le pays entre l'Escaut et la mer. Les Hollandais consternés rétablirent le stathoudérat, resté vacant depuis la mort de Guillaume III. Le petit-neveu de ce prince fut élu stathouder sous le nom de Guillaume IV.

Maurice de Saxe et Lowendal s'emparèrent rapidement de plusieurs places fortes. Le maréchal de Saxe voulant se rendre maître de Maëstricht que protégeait l'armée alliée, n'hésita pas à tenter le sort d'une grande bataille. L'action fut meurtrière ; mais la victoire de Lawfeld justifia l'entreprise de Maurice. Toutefois le projet de prendre Maëstricht fut abandonné pour le moment, et le comte de Lowendal alla faire le siége de Ber-op-Zoom. Cette place, fortifiée par le célèbre Cohorn et réputée imprenable, fut emportée d'assaut après un mois de tranchée ouverte, ce qui valut à Lowendal le bâton de maréchal. L'année suivante, la capitulation de Maëstricht, que Maurice de Saxe avait investie avec 80,000 hommes, et la nouvelle qu'une

armée russe marchait au secours de la Hollar [illegible] rent les diverses puissances à traiter. La Fran [illegible] menée par la destruction de sa marine et la perte [illegible] e partie de ses colonies ; car, tandis que ses armées triomphaient à Fontenoy, à Raucourt et à Lawfeld, la guerre se poursuivait également dans les Indes et en Amérique ; et partout sur mer l'avantage était resté aux Anglais.

Un congrès s'ouvrit à Aix-la-Chapelle, et les conditions de la paix furent signées le 8 octobre 1748. Louis XV aurait pu se montrer exigeant ; mais il avait déclaré qu'il voulait faire la paix en roi et non en marchand. La France, l'Angleterre et la Hollande se rendirent toutes leurs conquêtes ; la succession de Charles VI fut assurée à sa fille Marie-Thérèse, qui céda définitivement au roi de Prusse la Silésie et le comté de Glatz ; le roi d'Espagne obtint Parme, Plaisance et Guastalla pour son frère don Philippe ; le roi de Sardaigne recouvra Nice, la Savoie et une partie du Milanais ; le duc de Modène et la république de Gênes furent réintégrés dans leurs possessions ; don Carlos, confirmé dans celle du royaume des Deux-Siciles.

Ainsi fut terminée la guerre de succession. La France, qui avait fait le plus de concessions pour la paix, et qui s'était laissé imposer l'humiliante condition de refuser un asile au dernier Stuart, resta grevée d'une dette énorme ; l'Autriche se maintint au rang des premières puissances ; la Russie apprit à intervenir dans les affaires de l'Europe continentale ; et la Prusse acquit une importance qu'elle n'avait pas encore eue.

La lassitude seule avait amenée la paix : des germes de discordes subsistaient partout. Chaque grande puissance jetait un œil d'envie sur quelque province voisine de ses frontières : la Russie, sur une partie de la Pologne ; la Prusse, sur la Saxe ; l'Autriche regrettait la Silésie et le royaume de Naples, tandis que l'Angleterre convoitait nos colonies.

Le gouvernement français, sans s'inquiéter de l'avenir, avait laissé passer, dans le dernier traité, la fixation la plus vague possible des limites qui devaient déterminer en Amérique les possessions de la France et de l'Angleterre, et il ne faisait rien pour protéger et encourager les gouverneurs de ses colonies. Labourdonnaie, auquel on devait la prospérité de l'île de France, fut rappelé en 1748 et mis à la Bastille; Dupleix, gouverneur général de l'Inde, eut plus tard le même sort. Mais il faut le dire à la honte de Louis XV, toutes les destinées du pays étaient alors entre les mains d'une femme, tous les pouvoirs de l'État étaient presternés aux pieds de la marquise de Pompadour. Cette femme méprisable « règna dix-huit ans sur la France, décidant de la paix et de la guerre, réglant, bouleversant au gré de ses caprices les lois, les institutions, les mœurs, les croyances, la littérature, les arts, le langage : démon fatal à la patrie, elle vint briser en se jouant toutes les vieilles puissances, toutes les vieilles libertés, et pousser de son pied mignon la monarchie dans l'abîme (1). »

De la cour, la corruption avait gagné toutes les classes; la foi disparaissait devant le scepticisme railleur des philosophes que patronnait la favorite. On ne croyait plus, non-seulement aux vérités religieuses, mais aux dogmes politiques, aux principes sociaux. Une foule d'hommes de talent mettaient au service de ces doctrines subversives les plus beaux dons de l'intelligence, dans des livres dont quelques-uns cependant furent condamnés par le parlement.

A mesure que grandissaient l'impiété et l'immoralité, une sorte de légèreté mesquine et railleuse remplaçait dans la société française cette noblesse, cette dignité, cet élan pour le beau et le bien, cette vivacité d'esprit qui la carac-

(1) Ottaneaux. *Histoire de France*, tome II, page 317.

térisaient. On rapetissait tout, on riait de tout. Nos armées avaient-elles subi un échec, au lieu de s'attrister pour la patrie, on chansonnait les généraux et les soldats. Des querelles venaient-elles à se produire entre les gouvernements, on chansonnait les rois et les peuples, et l'on se croyait quitte envers l'honneur et le devoir.

Vers le même temps, éclatèrent plus vives que jamais les querelles religieuses dont il a été question dans l'histoire de l'Église, au sujet de la bulle *Unigenitus* contre les jansénistes. Le parlement s'étant immiscé dans les affaires ecclésiastiques, à propos du refus des sacrements fait à quelques jansénistes, Louis XV, qui ne cherchait qu'une occasion de restreindre l'autorité de ce corps, cassa ses arrêts, puis l'exila et créa une *chambre royale* chargée de rendre la justice. Mais bientôt après le roi, comme effrayé de ce qu'il avait osé faire, saisit le prétexte de la naissance d'un fils du Dauphin pour amnistier le parlement (1754). A peine rétablis dans leurs fonctions, les magistrats reprirent, contre le clergé fidèle aux lois de l'Église, la persécution qui les avait fait exiler.

Ces luttes déplorables, entre le parlement et le roi, ne faisaient que déconsidérer l'autorité et jeter le désordre dans les esprits, auxquels elles apprenaient à ne plus rien respecter.

Tel était l'état de la France, de Paris surtout, lorsque la guerre de Sept-Ans éclata.

Le cabinet anglais, où dominait alors William Pitt, depuis lord Chatam, un des ennemis les plus acharnés qu'ait eus la France, ayant élevé des difficultés sur quelques limites des colonies américaines mal définies au congrès d'Aix-la-Chapelle, des conférences furent ouvertes à Paris pour arranger ces différends. Tout à coup les Anglais, par une politique coupable, rompirent les négociations, en prenant possession dans le Canada d'un terrain contesté sur

lequel ils bâtirent un fort; puis ils assassinèrent Jumonville, officier français, envoyé pour réclamer contre cette usurpation. Les Français le vengèrent par la prise du fort (1756), et l'ambassadeur de France à Londres se plaignit au nom de son gouvernement. Les Anglais répondirent en capturant, à la hauteur de Terre-Neuve, plus de trois cents vaisseaux marchands, et en bloquant toutes les colonies françaises. En même temps, l'Angleterre, jalouse de nos progrès dans l'Inde, demanda le rappel de Dupleix, gouverneur général des possessions françaises. Louis XV n'osa refuser. Comme pour racheter cette faiblesse, la France commença les hostilités par un acte de vigueur.

Le maréchal de Richelieu, à la tête d'une nombreuse escadre, alla débarquer à Minorque. L'amiral anglais Byng, ayant tenté de l'arrêter, fut battu par le marquis de la Galissonnière qui commandait l'escadre, et deux jours après Port-Mahon était enlevé aux Anglais. Le gouvernement de la Grande-Bretagne se vengea de cette humiliation sur l'amiral : une commission le condamna à mort. Quant à Richelieu, ce roué de la régence qui s'était conduit en vaillant capitaine, une intrigue de cour le priva de la récompense qu'il méritait.

La guerre était déclarée. Pour l'empêcher de devenir continentale, la France devait s'assurer des alliances solides contre l'Angleterre. Louis XV ne le comprit pas; au contaire, il laissa l'Angleterre s'unir à la Prusse, et accepta ensuite l'alliance de Marie-Thérèse, alliance inutile, puisque l'Autriche n'avait pas de marine; impolitique, parce qu'elle rendait impossible celle de l'Espagne, puissance maritime et coloniale.

La France, unie à l'Autriche, à la Russie et à la Saxe, devait envahir le Hanovre, renverser le roi de Prusse et partager ses États aves ses alliés. Frédéric prévint ses ennemis en s'emparant de la Saxe, battit les Autrichiens

à Lowositz (Bohême), et fit poser les armes à l'armée saxonne retranchée dans le camp de Pirna.

Les troupes françaises se préparaient à marcher vers les frontières de l'Allemagne, lorsqu'un attentat étrange vint occuper tous les esprits. Au moment où Louis XV allait monter en voiture, un assassin le frappa d'un coup de canif et lui fit une légère blessure. Damiens, arrêté sur le champ, déclara que son intention n'était pas de tuer le roi, mais de l'avertir de mieux gouverner. Il fut condamné à mort par le parlement, après avoir subi un interrogatoire qui n'amena aucune révélation.

La guerre qui venait de s'engager ne fut pour la France qu'une suite de revers. Le maréchal d'Estrées, chargé de pénétrer dans le Hanovre, avait battu les Anglais à Hastenbeck, quand un caprice de la favorite le fit remplacer par le maréchal de Richelieu. Celui-ci ayant repoussé le duc de Cumberland jusqu'à l'Elbe, conclut avec lui la capitulation de Closter-Seven, qui suspendait les hostilités dans le Hanovre et permettait aux Français d'aller attaquer Frédéric, alors dans une position désespérée. Changeant tout à coup sa défense en attaque, le roi de Prusse marche à la rencontre des Français que commande le maréchal de Soubise, et leur fait essuyer une sanglante défaite à Rosbach. Le ministère anglais, toujours dirigé par Pitt, ne voulant point accepter la convention de Closter-Seven, envoya dans le Hanovre Ferdinand de Brunswick avec une armée. Dans le même temps le comte de Clermont remplaçait Richelieu. Ce nouveau général fut bientôt obligé d'évacuer le Hanovre; Brunswick le poursuivit et le battit à Crevelt (duché du Bas-Rhin). Les Français n'en gardèrent pas moins leurs positions entre le Rhin et le Mein, où ils prirent leurs quartiers d'hiver. Au printemps suivant (1759), le maréchal de Broglie remporta une victoire sur Ferdinand de Brunswick, à Berghen (Hesse); ce

général s'en vengea sur le maréchal de Contades qu'il battit à Minden (Westphalie).

Vers la fin de l'année 1760, se passa un fait digne de figurer dans l'histoire. L'armée française, campée près de Cloterscamp (Westphalie), était menacée par Ferdinand de Brunswick. Le chevalier d'Assas, capitaine au régiment d'Auvergne, faisait une reconnaissance; surpris par un parti d'ennemis : *Si tu fais le moindre bruit*, lui dit-on, *tu es mort!* et vingt baïonnettes le menacent. — *A moi, Auvergne,* crie d'Assas, *voilà l'ennemi!* Il tombe percé de coups, mais les Français sont sauvés. Le lendemain une victoire signalée remportée sur le prince de Brunswick, rendait ce lieu doublement célèbre.

La guerre se poursuivait avec une égale activité dans nos colonies. Une escadre française, sous les ordres de l'amiral de la Clue, était mise en déroute sur les côtes du Portugal, quatre mois après l'amiral de Conflans était battu et perdait un grand nombre de vaisseaux, au moment où il se préparait à tenter une descente en Angleterre. En Amérique, les Anglais s'emparaient de la Guadeloupe; et, à la suite d'une grande bataille où périssait le marquis de Montcalm, l'intrépide défenseur du Canada, Québec ouvrait ses portes aux vainqueurs. Bientôt tout le Canada tomba au pouvoir des Anglais. Une partie des Antilles françaises eurent le même sort.

Aux Indes Orientales les hostilités n'avaient presque pas cessé entre les Français et les Anglais. Lally, nommé gouverneur en 1759, avait attaqué avec vigueur et succès les possessions anglaises, mais ayant échoué devant Madras, il fut lui-même assiégé à Pondichéry, où sans secours, sans argent, il résista pendant six mois à des forces considérables. Réduit à la dernière extrémité, il rendit la ville (1761). De l'Angleterre où il avait été conduit prisonnier, Lally demanda et obtint de venir en France pour se justifier

d'une accusation de trahison : il n'y trouva que des juges prévenus et des bourreaux (1766).

La mort du roi d'Espagne, Ferdinand VI (1759), celle de Georges II d'Angleterre (1760), et enfin celle d'Élisabeth de Russie, amenèrent des changements importants dans la politique européenne. Le duc de Choiseul, récemment appelé au ministère, pour balancer la prépondérance de l'Angleterre, décida les Bourbons d'Espagne, de Naples et de France à conclure un traité, connu sous le nom de *pacte de famille*, par lequel ils unissaient leurs intérêts, et formaient, pour ainsi dire, une seule et même puissance. De son côté Georges III, petit-fils et successeur de Georges II, ayant éloigné Pitt du ministère, prêta l'oreille à des propositions de paix. Dans le même temps, Pierre III de Russie et Catherine II cessèrent de combattre Frédéric.

Pendant que la mort en frappant plusieurs têtes couronnées préparait la paix, on continuait à se battre en Allemagne. Les Français, vainqueurs à Grunberg (Silésie prussienne), étaient vaincus à Fillingshausen (grand duché du Bas-Rhin), et l'Espagne, qui s'était armée pour la France, perdait plusieurs de ses colonies, conquises par les Anglais.

Enfin, après sept ans d'une guerre désastreuse, la paix de Paris (1763) termina cette lutte déplorable. La France ne conserva de ses colonies dans l'Inde que Pondichéri, Chandernagor, Karical, et ses comptoirs du Bengale ; en Amérique, la Guadeloupe, la Martinique, Marie-Galante, quelques lieues de côtes à Terre-Neuve, et, sur le continent, la Nouvelle-Orléans; en Afrique, elle garda l'île de Gorée. Mais elle abandonnait le Sénégal, perdait douze cents lieues de terre dans la Nouveau-Monde, toute sa puissance dans l'Inde, et elle retirait ses troupes des places qu'elle occupait en Allemagne ; enfin elle confirmait la démolition du port de Dunkerque. L'Angleterre recouvrait l'île de

Minorque, et rendait à l'Espagne la Havane et Cuba en échange de la Floride. Quant au roi de Prusse, il rendit la Saxe et garda la Silésie. Le duc de Choiseul et Mme de Pompadour, arbitres des destinées de la France, pour détourner l'attention publique du honteux traité de Paris, donnèrent un grand éclat à la persécution exercée contre les Jésuites. L'ayant racontée ailleurs (1), nous n'y reviendrons pas.

L'édit royal qui supprima l'institut des Jésuites en France (1764), fut l'œuvre de Mme de Pompadour, le dernier acte de son règne, acte qui dut peser de tout son poids dans la balance de l'Éternelle Justice, lorsqu'elle porta devant le tribunal de Dieu les scandales de sa vie.

Pendant les années qui suivirent la mort de Mme de Pompadour, la main de Dieu s'appesantit sur la famille royale. La mort frappa successivement le Dauphin, prince vertueux, sage et bon, que son fils, le duc de Bourgogne avait précédé dans la tombe. La Dauphine suivit de près son époux, et en 1768, Marie Leczinska, que Louis XV avait abreuvée d'amertume, alla rejoindre son père Stanislas, qu'un accident avait enlevé à l'amour de ses sujets le 23 février 1766 (2). En voyant la mort choisir de si pures, de si saintes victimes sur les marches du trône, on eût pu croire que l'heure de l'expiation de tant de scandales était arrivée. Bien différent de son aïeul Louis XIV, Louis XV, au lieu de courber la tête sous les coups de la justice divine, et de les recevoir avec cette résignation chrétienne qui fait tout pardonner, ne chercha que d'ignobles distractions dans de nouveaux désordres. Une femme, dont le nom seul fait monter la rougeur au front, Jeanne Vaubernier, que Louis XV fit comtesse du Barry, vint s'asseoir

(1) *Hist. de l'Église*, page 270.

(2) Le feu prit à sa robe de chambre, et les secours arrivèrent trop tard pour le sauver.

à côté du trône pour en voiler le dernier éclat et apprendre au peuple à le mépriser.

Le premier emploi que la nouvelle favorite fit de son pouvoir, fut d'éloigner du ministère le duc de Choiseul, qui avait su conserver à la monarchie un reste de grandeur, sans toutefois mériter les éloges extrêmes que lui ont donnés les philosophes dont il avait adopté les idées et servi la haine contre les Jésuites. C'est sous le ministère du duc de Choiseul que la France acquit l'île de Corse.

La république de Gênes cherchait vainement à maintenir sa domination dans cette île ; des révoltes successives, qu'elle n'avait pu comprimer qu'à l'aide de la France, décidèrent le sénat génois à céder à cette puissance tous ses droits sur la Corse (1768). Pascal Paoli, que les insulaires s'étaient donné pour chef, se défendit encore près d'un an contre les troupes françaises que commandaient le comte de Marbeuf et le comte de Vaux ; enfin il céda au nombre et s'enfuit. L'île se soumit en 1769. Deux mois après Napoléon naquit à Ajaccio.

Le duc d'Aiguillon, qui remplaça Choiseul au ministère, s'était précédemment rendu odieux par sa rigueur dans son gouvernement de Bretagne, et le parlement de cette province avait même commencé des poursuites contre lui. Le chancelier Meaupou les arrêta, mais il ne put empêcher le parlement de Paris d'évoquer l'affaire. Le roi intervint, défendit au parlement de continuer ; le parlement désobéit. Les choses allèrent si loin, que les magistrats rebelles furent destitués et exilés. La même année (1771), les parlements des provinces furent également supprimés.

Le parlement fut remplacé par six cours judiciaires établies sous le nom de conseils supérieurs, dans les villes d'Arras, de Blois, de Châlons-sur-Marne, de Clermont, de Lyon, de Poitiers. A Paris, l'administration de la justice fut confiée à une assemblée que le peuple appela le parlement

Meaupou, et dont les membres avaient été nommés par le roi.

Quelques princes protestèrent contre la suppression des parlements; ils furent exilés, puis rappelés dès qu'ils eurent renoncé à leur opposition.

D'autres embarras surgirent bientôt du côté des finances. L'abbé Terray, auquel le roi les avait confiées, avait trouvé, en entrant au ministère, un déficit considérable qui menaçait de s'accroître chaque année. Cependant, au lieu de restreindre les folles dépenses de la cour, on ne songea qu'à multiplier les ressources, soit en réduisant les rentes, soit en augmentant les impôts: moyens insuffisants, et surtout dangereux, car ils excitaient la haine contre le gouvernement. Louis XV, endormi dans la mollesse et les débauches, semblait pourtant entendre quelquefois les menaces de l'avenir; mais il en détournait aussitôt sa pensée : *Ceci durera bien autant que moi*, disait-il dans un lâche égoïsme; *mon successeur s'en tirera comme il pourra.*

Pendant que Meaupou bouleversait la magistrature et Terray les finances, la Russie, l'Autriche et la Prusse se partageaient la Pologne; acte inique et qui n'eut alors aucun retentissement; on eût dit que les peuples et les rois avaient oublié toute notion de justice, de droit et d'honneur. A la nouvelle du partage de la Pologne, Louis XV se contenta de dire : *Si Choiseul eût été ici, cela n'aurait pas eu lieu.*

De plus en plus étranger aux affaires, de plus en plus livré à de honteux excès dans lesquels il cherchait l'oubli des malheurs qu'il pressentait, Louis XV, atteint de la petite vérole, mourut à Versailles, le 10 mai 1774, entouré des soins les plus touchants de ses trois filles, les princesses Adelaïde, Sophie et Victoire, que n'avaient point flétries les désordres de la cour. Sur son lit de mort,

Louis XV se confessa et demanda pardon de ses scandales à Dieu et à son peuple. Dès qu'il eut expiré, on se hâta de sceller son corps dans un cercueil de plomb tant l'infection qu'il répandait était grande. On le transporta à Saint-Denis, où il fut inhumé avec précipitation et presque sans pompe.

Ce prince laissait trois petits-fils qui tous portèrent la couronne : Louis XVI, âgé de vingt ans ; le comte de Provence (Louis XVIII); et le comte d'Artois (Charles X). Une de ses filles, l'angélique Mme Louise, s'était, depuis plusieurs années, retirée dans un monastère du Carmel.

Sous le règne de Louis XV, une élégance extérieure jeta comme un voile brillant sur toutes les misères de la nation, épuisée par un gouvernement déplorable et par plusieurs années de mauvaises récoltes.

Louis XVI en montant sur le trône se trouvait environné de difficultés : Les finances en désordre, le pouvoir déconsidéré, la royauté avilie; l'envie, divisant toutes les classes de la société ; le peuple mécontent des charges énormes qui pesaient sur lui sans effleurer les classes privilégiées, charges que d'inextricables abus rendaient plus lourdes encore; des idées ardentes jetées dans la nation par les écrivains libres-penseurs du siècle; enfin l'impiété et l'athéisme séduisant la multitude sous toutes les formes. « Toutes les imaginations étaient ébranlées, dit un historien moderne; il y avait dans toutes les âmes une ardente aspiration au renouvellement de l'ordre social. On remarquait dans l'esprit des sages, comme dans les instincts du peuple, et l'on sentait dans l'air ces signes certains qui annoncent les grands changements (1). »

Pour gouverner dans des circonstances aussi difficiles,

(1) M. de Beauchesne, *Hist. de Louis XVII*, tom. I, p. 16.

il eût fallu un génie supérieur et une main de fer. Le jeune roi appelé à succéder à Louis XV, semblait au contraire plutôt fait pour obéir que pour commander. Il était d'une piété sincère, d'un esprit droit et solide mais sans hardiesse, d'un caractère timide pour l'action; « trop pur pour comprendre la perversité des hommes, trop faible pour les dominer, il avait la bienveillance sans la volonté, le courage sans la décision (1); » en un mot, ses qualités et ses défauts devaient lui être également fatals dans la situation en face de laquelle il se trouvait.

Louis XVI n'étant encore que dauphin (1770), avait épousé la belle et vertueuse Marie-Antoinette, fille de Marie-Thérèse d'Autriche. La révolution dont elle fut victime révéla la force de son intelligence, aussi bien que la bonté de son cœur et l'énergie de son caractère. Calomniée par ceux qui voulaient perdre la monarchie, Marie-Antoinette est enfin sortie pure de ces infâmes intrigues, et plus rien n'altère l'auréole que son long martyre et sa mort ont mise sur son front.

De graves accidents, qui coûtèrent la vie à un grand nombre de personnes, changèrent en deuil les fêtes publiques données à l'occasion du mariage du Dauphin; les jeunes époux versèrent l'or à pleines mains pour soulager les victimes de cette triste journée.

La société française était alors entraînée par un courant d'idées nouvelles et dangereuses; et Louis XVI ne sut ni lui résister ni donner à ce mouvement l'impulsion et la direction. Ses intentions étaient généreuses; personne ne voulait plus que lui le bien du peuple; mais deux choses compliquèrent toutes les difficultés, l'enivrement des esprits et la corruption des cœurs. Dès le commencement de son règne, Louis XVI réalisa des réformes qui ne furent

(1) M. de Beauchesne, *Hist. de Louis XVII*, tom. I, p. 16.

payées que par l'ingratitude. Il supprima l'impôt de joyeux avénement, abolit la torture, arracha de la Franche-Comté les derniers restes de la servitude territoriale, créa la caisse d'escompte, et enfin rétablit le parlement. Cette mesure, tout impolitique qu'elle était, fut vivement applaudie.

S'abandonnant aux conseils de son ministre, le comte de Maurepas, vieillard frivole et incapable, le roi confia les finances à Turgot; mais bientôt, fatigué de l'opposition du parlement, Turgot donna sa démission. Il fut remplacé par Necker (1777), banquier protestant qui jouissait d'une immense réputation. Le nouveau ministre parvint à relever la confiance publique, et accomplit quelques réformes importantes ; toutefois ces mesures ne furent que des expédients temporaires. Pour augmenter les embarras financiers, la France se jeta dans la guerre de l'indépendance américaine.

Les colonies anglaises du continent américain venaient de briser les liens qui les unissaient à la métropole, et s'étaient constituées en république (1776). Washington commandait toutes les forces militaires de ce nouvel État. Les Américains se sentant trop faibles pour résister à l'Angleterre, envoyèrent Franklin, député de Philadelphie, implorer le secours de la France. Il excita partout un tel enthousiasme pour la cause dont il était le représentant, que le roi, cédant à l'opinion publique, reconnut l'indépendance des *États-Unis* (1778). La guerre fut décidée et sembla rallier toutes les opinions.

Fortifiée de l'alliance de l'Espagne et de la Hollande, la France commença les hostilités. Sa flotte, commandée par le comte d'Orvilliers, soutint glorieusement le choc des Anglais près de l'île d'Ouessant, le 27 juillet 1778, et le 27 septembre, le marquis de Bouillé s'empara de la Dominique. Sur le continent, la lutte était soutenue par

les Américains, auxquels étaient venus se joindre de jeunes officiers français ayant le marquis de Lafayette à leur tête.

L'année suivante, le comte d'Estaing, avec les flottes combinées de la France et de l'Espagne, s'empara dans la mer des Antilles de Saint-Vincent, de la Grenade, et battit la flotte ennemie. Moins heureux au siége de Savannah, il planta néanmoins son drapeau dans les lignes anglaises.

En 1781, la défaite et la capitulation du général Cornwallis, assurèrent le triomphe des Américains. La guerre continua cependant. Le 12 avril 1782, deux batailles navales furent livrées, l'une dans les Antilles, où la flotte française fut dispersée et détruite; l'autre dans la mer des Indes, où le vice-amiral Suffren, un des plus grands hommes de guerre que la France ait produits, tint en échec les forces de l'amiral anglais Hughe. La même année, les flottes réunies de la France et de l'Espagne firent des efforts inouis, mais inutiles, pour reprendre Gibraltar aux Anglais

L'Angleterre épuisée par la lutte qu'elle soutenait depuis plusieurs années contre des ennemis supérieurs en nombre, reconnut enfin l'indépendance des États-Unis. La paix fut signée le 3 septembre 1783. La France recouvra ses établissements des Indes, et fit effacer du traité de Paris le honteux article relatif à la démolion du port de Dunkerque.

La guerre d'Amérique avait un moment occupé les esprits; mais on eut à peine posé les armes, que les murmures éclatèrent de toutes parts. On s'effrayait du mauvais état des finances, on faisait sans cesse nommer de nouveaux contrôleurs-généraux, comme si le changement devait apporter un remède à la misère que la guerre n'avait fait qu'augmenter. Necker fut successivement remplacé par Johy-de-Fleury et par le présomptueux

M. de Calonne; ce dernier fit concevoir d'abord de grandes espérances, qui s'évanouirent bientôt devant l'accroissement de la dette publique. Pour remédier à ce désordre des finances, M. de Calonne engagea Louis XVI à convoquer l'assemblée des notables (1). Le résultat ne fut pas ce qu'on attendait. Sur la demande des notables, Loménie de Brienne remplaça M. de Calonne (1787).

Le nouveau ministre s'effraya de l'énorme déficit déclaré par son prédécesseur. Il voulut établir de nouveaux impôts : le parlement s'y étant opposé fut exilé; mais ses promesses de soumission le firent rappeler. Après une discussion violente qui fit exiler deux conseillers et le duc d'Orléans, le parlement consentit à enregistrer l'édit d'un nouvel impôt.

Les mesures prises par Loménie de Brienne l'avaient rendu odieux à tous : il ne pouvait plus rester au pouvoir. En se retirant il conseilla au roi de rappeler Necker, et d'accéder au désir du parlement qui demandait la convocation des états-généraux. Louis XVI y consentit. C'est ainsi que ce prince céda toujours au courant de l'opinion, se laissant entraîner à suivre l'avis des hommes qu'on lui présentait comme capables.

A ce grand mot d'État-généraux, la nation fit éclater un enthousiasme qui tenait du délire. Mais depuis leur dernière réunion sous Louis XIII, en 1614, tout avait changé, les mœurs et les institutions. L'importance et la force numérique du Tiers-État s'étaient considérablement accrues, en même temps, qu'au point de vue politique, la prépondérance de la noblesse et du clergé s'était beaucoup amoindrie; l'équilibre était donc rompu, et il fallait changer quelques-unes des bases de l'ordre social pour le mettre d'accord avec les besoins nouveaux.

(1) Elle différait des états-généraux en ce qu'elle était composée de membres désignés par le roi, et qu'elle ne pouvait que donner des conseils.

Ces changements donnèrent lieu à mille avis divers sur la forme des délibérations. Pour résoudre ces difficultés inattendues, Louis XVI réunit de nouveau les notables; ils décidèrent que le nombre des députés serait fixé à mille, dont cinq cents pour le Tiers-État, ce qui donnait à ce dernier corps un nombre de voix égal à celui de la noblesse et du clergé réunis.

Les états-généraux s'ouvrirent à Versailles, le 5 mai 1789, par une messe du Saint-Esprit et une séance royale, où le roi sembla réunir les trois ordres dans une seule pensée nationale. L'assemblée était imposante par le nombre des députés, redoutable par l'esprit d'insubordination dont presque tous les membres du Tiers-État étaient animés, ainsi que plusieurs de la noblesse et du clergé. A la tête de la noblesse se faisait remarquer le duc d'Orléans, arrière petit-fils du régent, qui croyait faire oublier ses débauches par son opposition à la cour. Après lui venaient le marquis de Lafayette, Casalès, les ducs de Liancourt et de la Rochefoucauld, Lally-Tollendal, etc., tous plus ou moins égarés par les illusions politiques de l'époque. Parmi les députés du clergé, quelques-uns se sont rendus tristement célèbres, entre autres le jeune évêque d'Autun, Talleyrand de Périgord, type de finesse et d'intrigue; Sieyès et l'abbé Grégoire qui votèrent la mort du roi. Le Tiers-État comptait au premier rang de ses chefs le comte de Mirebeau, que la noblesse avait repoussé de la députation à cause du scandale de sa vie, et que la bourgeoisie d'Aix avait élu. A ses côtés se trouvaient Bailly, savant astronome, Barnave, Robespierre, Pétion et quelques autres, connus par leur hostilité contre la monarchie.

Poussés par ces hommes hardis et remuants, les députés du Tiers demandèrent à voter avec la noblesse et le clergé, de manière à ce que l'assemblée ne fit qu'un seul corps. Ayant d'abord résisté, le roi céda ensuite. Cette

condescendance ne fit qu'accroître l'audace du Tiers, qui se proclama de lui-même *Assemblée nationale ou constituante*. Le lendemain 20 juin, les députés trouvant la salle des séances fermée par ordre du roi, Bailly, leur président, les conduisit au jeu de paume ; là ils jurèrent tous de ne se séparer qu'après avoir donné une constitution à la France.

Quelques jours après, dans une séance royale, Louis XVI essaya, mais vainement, de faire reconnaître son autorité; ses ordres furent méconnus : la révolution commençait, l'anarchie était partout. Dans tous les quartiers de Paris, et sans que l'autorité s'y opposât, des réunions s'organisèrent en dehors de toute légalité, pour soutenir et exciter l'opposition des députés. Dans les provinces, des hommes, soudoyés par les chefs du parti opposé à la royauté, s'en allaient semant la terreur, parlant de brigands imaginaires qui fauchaient les blés verts, pillaient et dévastaient les campagnes. A ces récits absurdes la foule se soulève: on refuse de payer la dîme, on incendie les châteaux, on brûle les titres des seigneurs, on tue ceux qui résistent.

A Paris, où la fermentation est extrême, tout devient en un moment cause d'émeute. Le 14 juillet, le bruit court que le roi veut dissoudre l'Assemblée; aussitôt la ville s'émeut, les masses s'agitent et d'effroyables bandes armées se dirigent vers la Bastille, redoutable prison d'État dont on se plaisait à faire le signe de la tyrannie. La Bastille succomba en quelques heures : le gouverneur Delaunay fut massacré, et sa tête promenée au bout d'une pique. Ivre de cette facile victoire, le peuple se porte à l'hôtel de ville, tue Flesselles, prévôt des marchands, organise une municipalité, nomme Bailly maire de Paris, adopte la cocarde tricolore, et crée une milice bourgeoise sous le nom de *garde nationale,* dont le commandement est confié à Lafayette.

Louis XVI, à la sollicitation de l'Assemblée nationale, se rendit à l'hôtel de ville, accepta la cocarde tricolore, approuva la nomination de Bailly et de Lafayette, et reprit le chemin de Versailles au milieu des acclamations de la multitude. Mais à peine le roi avait-il quitté Paris, que de nouveaux meurtres ensanglantaient les rues de la capitale.

Dans la nuit du 4 août, l'Assemblée nationale tint une séance mémorable dans laquelle elle abolit tous les droits et priviléges féodaux. Le clergé et la noblesse, rivalisant de générosité, ne reculèrent devant aucun des sacrifices qu'on leur demandait. A la fin de cette séance, sur la proposition d'un député, Louis XVI fut proclamé *restaurateur de la Liberté.*

L'Assemblée continua ses travaux, travaillant avec une audace inouie à refondre les lois, les mœurs, les coutumes de la monarchie, tandis que des scènes d'horreur et des massacres se renouvelaient chaque jour à Paris et dans les provinces. L'anarchie arrêtant la circulation des vivres, la famine se fit sentir dans la capitale; les factieux en profitèrent pour soulever la populace. Le 5 octobre, des bandes d'assassins, de femmes furieuses, conduites par des agitateurs, se précipitent sur la route de Versailles, où est alors le roi, aux cris de : du pain! du pain! La garde nationale n'oppose qu'une faible résistance, la garde suisse se fait héroïquement massacrer. Malgré ses efforts le palais est bientôt envahi. Ces hordes sauvages pénètrent dans les appartements vociférant contre la reine; Marie-Antoinette n'a que le temps de s'échapper à demi-vêtue par un escalier dérobé. Louis XVI se présente à cette multitude ivre de vin et de sang; tout se calme à son aspect. Le peuple força néanmoins le roi et sa famille de le suivre à Paris; et cette même foule hideuse qui l'avait assailli dans son palais, accompagna sa voiture, portant

sous ses yeux, comme trophées de son triomphe, les têtes des gardes du corps, tués en défendant ce prince.

Par un reste de pudeur, on prescrivit des informations sur les attentats du 5 et 6 octobre; mais lorsque les commissaires demandèrent à la reine ce qu'elle savait du complot tramé contre ses jours, Marie-Antoinette ne dit que ces mots : *J'ai tout vu, tout entendu, tout oublié.*

L'Assemblée nationale suivit Louis XVI à Paris, où elle reprit ses travaux, tels que la division de la France en départements et la suppression des parlements, auxquels on substitua des tribunaux électifs; mais ces quelques mesures d'utilité réelle disparaissent sous le nombre des ordonnances sacriléges qu'elle porta contre la religion. Elle suspendit les vœux monastiques, et, sous prétexte de combler le déficit du trésor, elle s'empara de tous les biens de l'Église. Pour faciliter la vente de ces biens, dits *nationaux*, on créa pour quatre cents millions d'*assignats* ou papier monnaie.

La municipalité de Paris proposa pour le 14 juillet, anniversaire de la prise de la Bastille, une fédération générale qui serait célébrée à Paris par des députés de toutes les gardes nationales et de tous les corps de l'armée. Ce jour fut choisi pour prêter serment à la nouvelle constitution qu'élaborait encore l'Assemblée nationale. La fête eut lieu avec une pompe extraordinaire, au milieu d'un enthousiasme qui allait jusqu'à la démence. Louis XVI y assista et jura de maintenir la Constitution.

Le vertige révolutionnaire avait gagné toute la France. Au lieu de provoquer dans les hautes classes une résistance énergique, il n'inspira que la peur; et l'émigration commença. Depuis plus d'un siècle le pouvoir s'était efforcé d'attirer près de lui la noblesse du royaume, soit qu'il voulût rendre ses fêtes plus brillantes, soit qu'il eût l'intention, en éloignant les seigneurs de leurs vas-

saux, de diminuer cet esprit d'opposition qui lui avait créé tant de difficultés. Il en était résulté, pour une grande partie de la noblesse, la perte des vertus qui faisaient autrefois sa gloire, et aussi, la désaffection du peuple des campagnes qui ne connaissait plus ses maîtres que par des priviléges, dont l'exercice était confié à des intendants mercenaires et sans pitié; priviléges que plus rien ne justifiait, le seigneur ayant cessé de protéger, d'aministrer ses vassaux, et de lever des soldats pour défendre le pays; en un mot, la noblesse avait retenu ses droits, mais elle avait abandonné ses devoirs. Quand la révolution éclata, il fut donc facile de soulever les campagnes en promettant aux pays d'abolir la corvée, la dîme et la taille. La noblesse effrayée alla chercher un refuge à l'étranger où elle rejoignit les deux frères du roi : le comte de Provence et le comte d'Artois. Nous n'avons pas à juger ici le grand fait de l'émigration; personne ne peut di.e avec certitude s'il a été réellement la cause ou seulement le prétexte de tous les malheurs qui ont suivi et dont on l'a rendue responsable.

Cependant l'Assemblée nationale, non contente d'avoir spolié les biens de l'Église, décréta une constitution civile du clergé qui enlevait celui-ci à la juridiction du Saint-Siége, et prescrivit à tous les ecclésiastiques un serment d'adhésion à cette constitution. Trois évêques seulement y consentirent. Les autres furent exilés, ainsi que les prêtres qui préférèrent obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes. Ceux-ci furent désignés sous le nom de *réfractaires,* ceux-là sous le nom de *constitutionnels*.

Le roi prévoyant un schisme, refusa d'abord de sanctionner ce décret; puis, trompé par de faux avis, effrayé des maux que son obstination allait, disait-on, attirer sur la France, il céda et se prépara, dans cet acte de faiblesse, des remords qui l'accompagnèrent jusque sur l'échafaud.

Louis XVI s'apercevant enfin que chaque concession augmentait l'exigence de ses ennemis, résolut de se dérober par la fuite à la surveillance dont lui et sa famille étaient l'objet. Il voulait se retirer dans la forteresse de Montmédy, pour s'y porter médiateur entre ses sujets révoltés et les puissances voisines qui menaçaient la France révolutionnaire. Le départ, fixé pour la nuit du 21 juin, n'eut lieu que dans celle du 22 : ce fatal retard fit tout échouer, et les contre-temps se multiplièrent. A Sainte-Ménéhould, le roi fut obligé de se montrer pour avoir des chevaux; reconnu et trahi par Drouet, le maître de poste, l'illustre fugitif fut bientôt arrêté à Varennes (Meuse). Le retour de la famille royale se fit lentement, au milieu des outrages des populations ameutées.

L'Assemblée constituante rendit à Louis XVI une ombre de pouvoir : c'était trop pour ses ennemis. Les Jacobins (1) excitèrent la populace à aller demander la déchéance du roi. A cette occasion le sang coula de nouveau dans les rues de Paris. Pendant que chaque jour voyait se renouveler ces scènes d'horreur, la fureur populaire se portait aux derniers excès dans quelques villes du midi, et les noirs de la colonie de Saint-Domingue, déclarés libres par la Constituante, massacraient les blancs et incendiaient les plantations, sous la conduite d'un chef audacieux, Toussaint-Louverture.

Cependant l'empereur d'Autriche, Léopold II, et le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, réunis aux frères de Louis XVI, conclurent à Pilnitz (Saxe) un traité par lequel ils menaçaient la France d'une invasion si le roi ne recouvrait sa liberté et tous ses droits. A cette déclaration, le peuple et l'Assemblée irrités se préparèrent à la résistance.

C'est au milieu de l'effervescence produite par cette

(1) On appelait ainsi les membres d'un club qui se réunissaient rue Saint-Honoré, dans le couvent des moines Jacobins, alors vide.

nouvelle, et de la fureur croissante des partis que l'Assemblée nationale termina ses séances. On promulgua la Constitution, amas confus de principes contradictoires et dangereux; Louis XVI, ne pouvant plus reculer dans la voie fatale des concessions où il s'était engagé dès le commencement, accepta l'œuvre de l'Assemblée, et celle-ci déclara ses pouvoirs expirés.

Une plume éloquente l'a écrit, la plus grande part de responsabilité dans la révolution francaise doit revenir à la Constituante, qui a laissé impunis le meurtre, l'incendie, le pillage; qui a désarmé l'autorité, abaissé, humilié la royauté (1).

L'Assemblée législative succéda à l'Assemblée constituante dès le 1er octobre 1791. Elle se composait en grande partie de républicains; Vergniaud, député de la Gironde, était à la tête des modérés ou Girondins; les Jacobins formaient le parti extrême, et ils adoptèrent le bonnet rouge comme signe de ralliement. Les députés commençèrent par refuser au roi les titres de Sire et de Majesté, après quoi ils prononcèrent la déchéance des princes absents, la peine de mort contre les émigrés, la confiscation de leurs biens, et la déportation contre les prêtres réfractaires.

Louis XVI, demeuré calme et serein quand on lui avait enlevé l'ombre de royauté qui lui restait encore, ne put voir sans indignation ces deux décrets, et il refusa d'y donner sa sanction.

Les Jacobins frémissant de colère, soulevèrent ces tourbes furieuses toujours prêtes au crime; et le 29 juin 1792, une émeute formidable éclata. Des misérables, demi-nus, et s'intitulant avec un stupide orgueil les *sans-culottes*, des femmes de la halle, armées de fourches et de piques, se précipitèrent sur les Tuileries. La garde

(1) Extrait de la lettre de Mgr Dupanloup sur l'histoire de Louis XVII par M. de Beauchesne.

est massacrée, les portes enfoncées, et le palais retentit de vociférations infernales. La fermeté de Louis XVI étonne, mais n'arrête pas les factieux qui placent sur sa tête l'ignoble bonnet rouge, et demandent à grands cris la mort de la reine : *La voici la reine !* s'écrie, sous l'inspiration d'un sublime dévouement, Mme Elisabeth, sœur du roi. Les serviteurs de la princesse détrompent les assassins, tandis que Marie-Antoinette, retenue dans une chambre voisine auprès de ses enfants, s'écriait avec désespoir : *Ma place est auprès du roi, je veux mourir avec lui !* Cependant rien n'avait altéré le calme de Louis XVI, bien qu'il fut depuis plus de cinq heures en face de la mort ; et comme le sanguinaire Pétion, maire de Paris, lui disait de ne rien craindre, il prit la main d'un grenadier et la plaçant sur sa poitrine : *Tiens*, lui dit-il, *mets la main sur mon cœur, et dis à cet homme s'il bat plus vite qu'à l'ordinaire.*

Pendant que la populace, soudoyée par les chefs de la révolution, attaquait la royauté jusque dans son palais, les armées étrangères, malgré tous les efforts de Louis XVI pour les arrêter, menaçaient les frontières à l'est et au nord. Une proclamation de l'Assemblée déclara la patrie en danger, et appela tous les Français à sa défense ; alors accoururent à Paris les fédérés, c'est-à-dire les volontaires armés pour repousser l'invasion. Le manifeste du duc de Brunswick, général des troupes prussiennes, acheva d'exaspérer la population ; et une formidable insurrection se prépara.

Le 10 août, au milieu de la nuit, le tocsin sonne dans tous les quartiers. Les fédérés marseillais et bretons s'assemblent en armes, les faubourgs les suivent, et l'on marche sur les Tuileries pour demander la déchéance du roi. Le commandant de la garde nationale, Galiot de Mandat prépare la défense ; mais il reçoit l'ordre de se

rendre à l'Hôtel de Ville où il est égorgé. Dès lors la résistance devient impossible; Louis XVI le comprend et défend de la continuer, ne voulant pas, dit-il, que le sang coule pour sa querelle. Menacé de toutes parts, il cède au conseil qu'on lui donne de se retirer avec sa famille dans le sein de l'Assemblée législative.

La retraite du roi n'arrêta pas les massacres; le palais et le jardin des Tuileries, le quai, la cour du Carrousel furent encombrés de cadavres. Il périt, dit-on, dans cette sanglante journée près de cinq mille personnes.

Louis XVI, placé dans une tribune de l'Assemblée, y entendit prononcer sa déchéance. Trois jours après il fut enfermé au Temple (1) avec la reine, ses deux enfants: Mme Royale et le Dauphin âgé de sept ans, et Mme Elisabeth, sœur du roi.

En même temps que la déchéance du roi, l'Assemblée décréta la convocation d'une Convention nationale, et donna force de loi aux décrets que Louis XVI avait refusé de sanctionner.

Trois commissaires, chargés de porter ces nouvelles à l'armée, furent arrêtés par ordre du général Lafayette, qui refusa de les croire: l'Assemblée le déclara traître à la patrie. Lafayette prit alors la fuite pour éviter la mort; mais étant tombé entre les mains des Autrichiens, il fut enfermé dans la citadelle d'Olmutz, où il resta cinq ans.

Cependant les auteurs des attentats du 10 août se divisèrent. La commune, dont les membres siégeaient à l'Hôtel de Ville, dominait réellement l'Assemblée par les mouvements populaires qu'elle excitait; elle avait pour chefs: Robespierre, Marat, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Tallien et Danton. Maximilien Robespierre était un avocat d'Arras, sans croyances, sans principes et sans

(1) C'était l'ancienne demeure des Templiers. La tour où fut enfermé Louis XVI avait été reconstruite en 1212; elle fut abattue en 1811.

cœur, dévoré d'ambition, boursoufflé d'orgueil et jaloux de tout ce qui était au-dessus de lui; Marat, l'idole des carrefours, était un de ces êtres hideux que l'honneur des nations flétrit et qui ne semblent nés que pour le malheur et la honte de l'humanité; Danton, forcené républicain, aussi féroce que les deux premiers, avait pour principe qu'on pouvait tout ce qu'on osait. Chez tous les autres on retrouvait le même orgueil, la même jalousie de tout mérite, la même envie; ces passions couvaient au fond de leur cœur, la révolution les fit éclater.

A la nouvelle de l'entrée des troupes prussiennes en France, la Commune de Paris fait suspendre les tribunaux ordinaires, et ordonne la création d'un tribunal exceptionnel. Des listes de suspects sont dressées, les prisons sont encombrées de prêtres, de nobles, de parents et d'amis d'émigrés, puis le 2 septembre, au bruit du canon, au son lugubre du tocsin, la population est appelée aux armes par la générale battue dans tous les quartiers. Alors apparaissent des bandes de forcenés armés de haches, de sabres, de maillets de fer et poussant des cris furieux. Ils se portent à l'église des Carmes, y égorgent plus de deux cents prêtres; à l'Abbaye, un tribunal est improvisé; les prisonniers sont appelés tour à tour, interrogés et condamnés, et aussitôt massacrés par les égorgeurs qui attendent les victimes. Ces scènes sanglantes avaient lieu en même temps à la Force, au Châtelet, à la Conciergerie, à Bicêtre.

Pendant trois jours les massacres recommencèrent sans qu'aucune autorité intervint pour les faire cesser. M. de Barante porte à quinze mille le nombre des victimes tombées sous la hache des *Septembriseurs*. Il y eut, au milieu de ces horreurs, des scènes dont le seul récit glace d'épouvante. La jeune princesse de Lamballe, amie de la reine, ayant été massacrée, sa tête et son cœur furent placés au haut d'une pique et promenés autour de la prison du

Temple, au milieu d'une multitude ivre de sang et de vin. Billaud-Varennes, qui avait encouragé les massacres, fit distribuer de l'argent aux égorgeurs.

Alors que la plus sanglante anarchie pesait sur la France, le roi de Prusse prenait Verdun et s'avançait sur Paris; mais la victoire de Valmy remportée par Kellermann et Dumouriez le força de se retirer. Le jeune duc de Chartres, Louis-Philippe, depuis roi des Français, se signala dans cette journée, pendant que son père prenait place à la Convention, comme représentant du peuple, sous le nom de *Philippe-Égalité*.

Le 21 septembre, la Convention nationale, élue pour remplacer l'Assemblée législative, tint sa première séance aux Tuileries, sous la présidence de Pétion. Elle inaugura son règne par l'abolition de la royauté en France et l'établissement de la république. Les partis ne tardèrent pas à se dessiner dans la nouvelle assemblée : Les *Girondins* ou modérés adoptèrent le côté droit, tandis que les membres du parti extrême, affectant les bancs les plus élevés du côté gauche de la salle, prirent le nom de *Montagnards :* Parmi ces derniers, outre ceux dont nous avons parlé et qui dominaient la Commune, se faisaient remarquer Saint-Just, esprit faux et fanatique républicain, le paralytique Couthon, Fabre d'Églantine et plusieurs prêtres apostats, entre autres Chabot, Lindet, Maignet et Lebon. Les bancs inférieurs de la Convention étaient occupés par les hommes à opinion indécise; esprits timides qui inclinaient pour les Girondins, mais qui, par peur, donnèrent trop souvent la majorité aux Montagnards. Ces caractères incertains formaient le troisième parti, la *Plaine* ou le Marais.

Exaltées par les idées révolutionnaires qui s'agitaient jusque dans les camps, les armées se couvraient de gloire sur les frontières; le général Montesquiou entra

en Savoie et occupa Chambéry ; le général Anselme s'empara de Nice : toutes ces conquêtes, incorporées à la France, formèrent les départements du Mont-Blanc et des Alpes-Maritimes. Sur le Rhin, le général de Custine soumit Worms, Spire, Mayence et Francfort. Enfin la victoire de Jemmapes couronna glorieusement la campagne et assura la conquête de la Belgique.

Les brillants faits d'armes des armées françaises faisaient à peine diversion au procès de Louis XVI, qui avait été décrété par la Convention, au milieu de plusieurs lois révolutionnaires et d'une profession publique d'athéisme.

Louis XVI en face de ses juges conserva un calme héroïque, celui qui naît d'une conscience pure. Assisté de MM. de Malesherbe et Tronchet, il protesta noblement contre l'accusation d'avoir fait, au 10 août, couler le sang des Français. M. de Sèze, son jeune défenseur, fit un plaidoyer admirable de force et de raison ; mais la sentence était portée d'avance, et rien ne pouvait toucher des cœurs ulcérés de haine. Le 15 janvier 1793, la Convention déclara Louis XVI coupable de conspiration contre la liberté publique, et le 17, elle prononça, seulement à la majorité d'une voix, la peine de mort, sans sursis ni aucune autre condition : c'était violer les lois qui exigeaient les deux tiers des suffrages pour une condamnation capitale. Un murmure d'horreur, une sourde rumeur accueillirent le vote du duc d'Orléans pour la mort du roi. Le 21 janvier fut fixé pour le jour de l'exécution.

Louis XVI entendit son arrêt avec toute la sérénité de l'innocence. La veille de ce jour sinistre, le roi eut avec la reine et sa famille, dont il était séparé depuis le commencement du procès, une dernière et déchirante entrevue. Le lendemain, vers cinq heures du matin, il entendit la messe dans sa chambre et reçut la sainte Eucharistie avec une angélique piété. A neuf heures, il fut conduit à la mort

par deux officiers municipaux, l'un et l'autre prêtres apostats. Assisté de l'abbé Edgeworth de Firmont, prêtre catholique irlandais, le monarque franchit sans crainte et absorbé dans la prière l'espace qui séparait sa prison de la place Louis XVI, au milieu d'un appareil militaire immense. Un silence profond règnait sur son passage; la ville était consternée. Le roi monta d'un pas ferme sur l'échafaud, ôta lui-même son chapeau et sa cravate; après une courte résistance et sur un signe de son confesseur, il se laissa lier les mains et couper les cheveux; puis il s'avança pour parler au peuple : *Français*, dit-il d'une voix sonore, *je meurs innocent, je prie Dieu que mon sang ne retombe pas sur la France*.... Un roulement de tambours ordonné par Santerre couvrit sa voix.... Le crime était consommé, le sacrifice était accompli. La foule s'écoula lentement, muette d'épouvante et d'horreur.

Louis XVI, si justement appelé le *Martyr*, était âgé de trente-huit ans lorsqu'il mourut. Ce prince, successeur de soixante rois, possédait toutes les vertus de l'homme et du chrétien, mais non celles du roi. « Le temps implacable des réparations était venu : il fallait une victime, et cette victime promise à l'expiation des siècles, c'est le roi dont le sang innocent doit racheter les hontes des cours, les vices des princes, les griefs et les égarements des peuples. Destiné par le ciel au martyre, Louis XVI n'avait pas l'héroïque énergie qui sait combattre, mais il avait le calme héroïque qui sait mourir (1). »

Espagne.

(1700). Louis XIV ayant accepté le testament de Charles II, les Espagnols s'empressèrent de proclamer Philippe d'Anjou, son petit-fils, sous le nom de Philippe V (14 no-

(1) M. de Beauchesne. *Hist. de Louis XVII*, tome I, page 145.

vembre 1700). En arrivant sur les frontières de son royaume, Philippe V congédia tous les Français de sa suite, ne voulant être entouré désormais que de ses nouveaux sujets. Son voyage jusqu'à Madrid fut une marche triomphale, et il entra dans sa capitale aux acclamations du peuple. Il avait alors dix-sept ans.

L'empereur Léopold Ier, beau-frère du feu roi Charles II, protesta contre l'élévation au trône d'Espagne d'un prince de la famille de Bourbon; et, après avoir conclu la Grande-Alliance, avec l'Angleterre et la Hollande, il déclara la guerre à Philippe V : c'était la déclarer aussi à la France. Le roi de Portugal fit bientôt cause commune avec l'Empire, ainsi que le duc de Savoie, dont une fille venait d'épouser le jeune roi d'Espagne.

Léopold fit précéder les hostilités de la publication d'un manifeste, dans lequel il réclamait l'héritage de Charles II pour son second fils, l'archiduc Charles.

La France et l'Espagne n'avaient pour allié que l'électeur de Bavière, mais elles se croyaient assez fortes de la justice de leurs droits.

La guerre commença en Italie. Le prince Eugène y pénétra malgré de grandes difficultés, battit Catinat à Carpi (1701) et Villeroi à Chiari; mais repoussés par Vendôme à Luzzara (1702), les Impériaux retournèrent en Allemagne. L'éloignement du prince Eugène favorisa les armes des Français; malheureusement Louis XIV rappela Vendôme en Belgique pour l'opposer à Malborough. Les choses changèrent alors de face au nord de la Péninsule; le prince Eugène y reparut et força les Francais de lever le siége de Turin et d'évacuer l'Italie (1706). Dans le même temps, Philippe V faisait voile pour Naples où venait d'éclater une révolte; sa présence y ramena l'ordre. Dès que la tranquillité fut rétablie, il revint en Espagne pour y assurer son autorité.

En Allemagne, les victoires de Friedlingen (1702) et de Hochstett, remportées par le maréchal de Villars, furent bientôt suivies de revers qui livrèrent aux Impériaux la Bavière et tout le pays conquis. Ils menaçaient même les frontières de la France, lorsque Villars, appelé un moment loin de ce théâtre de la guerre, revint en toute hâte et repoussa les ennemis.

La campagne des Pays-Bas présenta les mêmes vicissitudes. La victoire de Nimègue fut rendue inutile par les fautes de Villeroi; et, après sa déroute à Ramillies, les Français furent contraints d'abandonner les Pays-Bas espagnols (1706).

Philippe V n'était pas plus heureux de l'autre côté des Pyrénées. Soutenu par les Français que commandait le maréchal de Berwick, il remporta d'abord plusieurs victoires sur l'archiduc qui avait pénétré en Espagne par le Portugal, après s'être fait reconnaître à Vienne roi des Espagnes et des Indes, sous le nom de Charles III. La joie que Philippe ressentit de ces succès fut troublée par la prise de Gibraltar, dont les Anglais venaient de se rendre maîtres. La conquête de cette place importante consola les ennemis de l'échec qu'ils essuyèrent devant Ceuta, et de la défaite de leur flotte, battue à la hauteur de Malaga par l'amiral français.

Cependant l'archiduc, sans se laisser décourager. après avoir envoyé des émissaires pour préparer les esprits en sa faveur, avait débarqué sur les côtes de la Catalogne. Barcelone ne put résister à un siége meurtrier; Tarragone, Girone, Lérida, Tortose, Figuières ouvrirent leurs portes au vainqueur, qui fut bientôt maître de la Catalogne, d'une partie de l'Aragon et du royaume de Valence.

Philippe ayant chargé Berwick de repousser les ennemis à l'est, marcha contre Barcelone devenue le centre des forces de l'archiduc (1706). Vivement pressée par terre et

par mer, la ville était près de succomber, quand l'arrivée d'une flotte anglaise força le roi de lever le siége.

Le malheureux Philippe, poursuivi par des bandes de miquelets (bandits), effectua sa retraite sur Perpignan à travers mille dangers. Comme le maréchal de Tessé le pressait de se rendre auprès de Louis XIV pour l'instruire de la position où il se trouvait. *Maréchal*, répondit le roi, *je ne reverrai jamais Paris; je dois mourir en Espagne.*

Le jeune monarque reprit en effet la route de Madrid. Il apprit tout à coup qu'une armée anglo-portugaise s'avançait par l'Estramadure et menaçait la capitale. En face du danger, on l'engageait à se retirer dans la Navarre; Philippe, pour toute réponse, alla se mettre à la tête de ses troupes. L'archiduc, arrivant à marche forcée, entra sans coup férir à Madrid, et se fit proclamer roi au milieu d'une population morne et silencieuse.

A cette nouvelle, Philippe harangue ses troupes réunies, et leur proteste qu'il périra à leur tête. Ses paroles électrisent l'armée; l'enthousiasme réveille le courage; les soldats, après avoir juré de mourir pour leur roi, volent au-devant des ennemis. L'élan de l'armée gagne les provinces; de tous côtés arrivent à Philippe des renforts et de l'argent; et ce jeune prince rentre dans Madrid, où il est reçu avec allégresse.

L'archiduc apprenant que Louis XIV envoyait de nouvelles troupes à son petit-fils, résolut de rendre ce secours inutile par un coup décisif (1707); marchant à grandes journées à la rencontre de l'armée espagnole que commandait Berwick, il l'attaqua près d'Almanza (royaume de Murcie), et la victoire resta au Castillans. Ce brillant succès fut suivi de la soumission du royaume de Valence et de l'Aragon. Tout faisait espérer à Philippe la ruine de l'archiduc, lorsque l'arrivée de renforts considérables vinrent relever le parti de ce prince.

Pendant que ces événements se passaient en Espagne, Vendôme reprenait quelques villes dans les Pays-Bas, les Français étaient battus à Oudenarde par les Impériaux, et Malborough s'emparait de Lille. Fiers de leurs succès, les alliés repoussèrent durement les propositions pacifiques de Louis XIV.

La campagne de 1709 fut marquée par quelques victoires des Français dans les Pays-Bas; l'année suivante au contraire ils perdirent plusieurs places fortes, ce qui obligea Louis XIV à rappeler d'Espagne une partie de ses troupes. Quoique privé de ce secours, et frappé en même temps par les anathèmes que l'empereur avait arrachés au pape Clément XI, Philippe V ne se laissa point abattre. Espérant relever ses affaires par une victoire, il alla chercher les ennemis; mais il fut battu, et se replia en toute hâte sur l'Aragon, où il essuya une nouvelle défaite près de Saragosse. Plus rien n'arrêtant la marche de l'archiduc, il se présenta bientôt aux portes de Madrid, et il y entra en triomphateur.

L'amour que les Espagnols avaient voué à Philippe, aussi bien que leur haine pour Charles III, qui n'était à leurs yeux qu'un étranger, créa rapidement une nouvelle armée au jeune roi, et Louis XIV envoya Vendôme pour la commander. A son arrivée tout changea de face; l'archiduc abandonna Madrid, où Philippe V fut rappelé; mais bientôt il quitta sa capitale pour voler avec Vendôme à la poursuite des alliés. Il les atteignit à Villa-Viciosa (10 décembre 1710); le combat fut rude et la victoire resta aux Espagnols. Après la bataille, Philippe dormit cinq heures, tout botté, sur un lit fait des drapeaux pris aux ennemis. Cette victoire assura la couronne d'Espagne sur la tête de ce prince.

Un événement imprévu, la mort de Joseph Ier (1711), fils de Léopold Ier, auquel il avait succédé depuis 1705,

changea tout à coup les dispositions des alliés. Comme ce prince n'avait pas d'héritier direct, ses États revinrent à son frère, l'archiduc Charles, qui, six mois après, ajouta le titre d'empereur à cette riche succession Unir la couronne d'Espagne à la couronne impériale, c'eût été reconstituer l'empire de Charles-Quint, et détruire l'équilibre européen prétexte de la guerre : les alliés le comprirent. L'Angleterre parla de paix, puis la Hollande. Le prince Eugène n'ayant pu rompre ces négociations, se jeta sur la Flandre et assiégea Landrecies (1712); mais Villars accourut, battit les Impériaux et les poursuivit jusqu'au delà des frontières. La paix d'Utrecht, conclue entre l'Espagne, la France, l'Angleterre, la Hollande et le Portugal, fut le glorieux résultat de cette dernière campagne. Philippe V, fut reconnu roi d'Espagne au prix de sa renonciation à la couronne de France; la Sardaigne, le Milanais, Naples et les Pays-Bas espagnols passèrent à la maison d'Autriche; le royaume de Sicile fut donné au duc de Savoie; l'Angleterre garda Gibraltar et Minorque. L'empereur Charles VI, malgré la large part que lui faisait le traité d'Utrecht, n'était point encore satisfait et refusait de poser les armes. Villars, par plusieurs victoires, le contraignit à la paix de Rastadt (1714).

C'est après la paix de Rastadt que les Cortès d'Espagne établirent la loi salique qui n'existait pas encore dans ce royaume.

Tranquille au dehors, Philippe V tourna ses forces contre la Catalogne, qui venait de s'ériger en république. Il fallut toute la valeur de Berwick pour réduire les rebelles. Barcelone, prise d'assaut, fut traitée en ville conquise; Majorque et Iviça, entraînées dans la même révolte, furent aussi forcées de reconnaître l'autorité de Philippe.

Ce prince, dont on admirait la vaillance sur les champs de

bataille, était ailleurs faible et timide, et se laissait dominer par la princesse des Ursins, dame d'honneur de la reine dont elle possédait également la confiance. La reine, étant morte en 1714, le bruit courut que la princesse allait lui succéder, lorsque, sur les rapports de l'ambassadeur du duc de Parme, l'abbé Jules Albéroni, plus tard cardinal, le roi épousa Élisabeth Farnèse, nièce du duc de Parme, qu'on avait présentée à la princesse des Ursins comme ne devant pas lui porter ombrage. A peine Élisabeth est-elle devenue reine, que la princesse est conduite brusquement hors des frontières, et qu'Albéroni est nommé premier ministre de Philippe V. Homme d'État habile et énergique, Alberoni déploya une grande activité pour relever l'Espagne au dedans et au dehors. Malheureusement il ne se contenta pas de ce rôle pacifique; il rêva le rétablissement des Stuarts en Angleterre, la régence de France pour le roi d'Espagne et la conquête d'une partie de l'Italie.

Déguisant ses projets ambitieux sous de spécieux prétextes, Albéroni envoya une flotte et une armée qui s'emparèrent rapidement de la Sardaigne, mais elles échouèrent contre la Sicile. Ces événements se passaient dans le même temps que la France, l'Angleterre, la Hollande et l'Autriche signaient la Quadruple alliance (1718). L'année suivante, pendant que le ministre espagnol décidait Philippe V à équiper dix vaisseaux de ligne pour conduire le Prétendant en Angleterre, l'ambassadeur d'Espagne, le prince de Cellamare, organisait un complot à Paris, dans le but d'enlever au duc d'Orléans la régence de Louis XV. Toutes ces entreprises échouèrent; la flotte espagnole fut dispersée par la tempête, et les intrigues de Cellamare contre le régent furent déjouées. La France, justement irritée des tentatives de l'Espagne, lui déclara la guerre. Elle fut poussée avec tant de vigueur que,

pour obtenir la paix, Philippe V consentit au renvoi du cardinal qu'exigeaient le régent et Dubois, oubliant ainsi, dans un moment de découragement, tout ce que l'Espagne devait à ce grand ministre.

Après le départ d'Albéroni, suivi de la paix de la Haye, Philippe accéda lui-même à la Quadruple alliance, et consentit à voir la Sicile passer à l'empereur; pour dédommager le duc de Savoie, l'Espagne lui céda la Sardaigne. En retour, les duchés de Parme et de Plaisance furent déclarés reversibles sur la tête des enfants que Philippe avait eus d'Élisabeth Farnèse, à la condition toutefois que ces duchés ne seraient jamais réunis à la couronne d'Espagne.

La paix permit d'envoyer des troupes espagnoles en Afrique pour secourir la forteresse de Ceuta assiégée par les Maures; les ennemis furent refoulés jusqu'à Tanger.

Le sceptre pesait aux mains de Philippe V, dont l'esprit ne pouvait supporter la lourde responsabilité du pouvoir. Il abdiqua donc en faveur de son fils, Louis; mais ce prince étant mort la même année (1724), l'âge de son frère força Philippe de se remettre à la tête du gouvernement. Un Hollandais, le baron de Ripperda, prit alors sur le faible monarque un ascendant extraordinaire, et devint successivement ministre des affaires étrangères, de la guerre et des finances. Le peuple murmura, puis fit entendre un cri de réprobation contre cet étranger qu'on accusait de trahison. Le roi, cédant au vœu public, le fit arrêter (1728). Ripperda parvint à s'échapper; il passa en Afrique, se fit musulman et mourut en 1737.

Dans le courant de l'année 1731, don Carlos, fils de Philippe et d'Élisabeth, hérita des États du duc de Parme, Antoine Farnèse, que l'empereur, malgré les conventions récentes, essaya, mais vainement, de lui disputer.

Charles VI n'attendait qu'une occasion pour laisser

éclater son ressentiment contre la cour de Madrid. Il crut la trouver dans les armements que faisait alors l'Espagne, et qu'il supposait destinés à conquérir ses possessions en Italie; toutefois ses craintes s'évanouirent lorsqu'il vit la flotte espagnole faire voile ve s l'Afrique, où elle reprit aux Maures Oran et Ceuta dont ils s'étaient emparés (1732).

En 1733, la mort d'Auguste II, roi de Pologne, vint rallumer la guerre en Europe. La France se déclara pour Stanislas Leczinski que demandaient les Polonais; mais l'empereur, la Prusse et la Russie firent élire le fils du dernier roi. L'Espagne, étrangère à ce débat, s'y trouva engagée en raison de son alliance avec la France. Don Carlos, à la tête de 30,000 Espagnols, fit rapidement la conquête du royaume de Naples, pendant que le comte de Montemar s'emparait de la Sicile pour l'Espagne, et que les Français battaient les Impériaux dans la haute Italie. Charles VI, humilié de tant de revers, demanda la paix. Elle fut signée à Vienne. Don Carlos fut reconnu roi des Deux-Siciles, sous le nom de Charles VII; et l'empereur reçut, à titre d'indemnité, les duchés de Parme et de Plaisance, qu'il céda au duc François de Lorraine, son gendre.

L'Espagne jouit alors de quelques années de paix, et prospéra sous l'administration de Patinho, qui a mérité le surnom de Colbert de l'Espagne.

Des démêlés survenus entre l'Espagne et l'Angleterre, au sujet des avantages commerciaux que le traité d'Utrecht avait accordés à la Grande-Bretagne, amenèrent une déclaration de guerre. La marine espagnole soutint avec avantage la lutte contre les flottes anglaises, qui troublèrent le commerce de l'Espagne en Amérique, mais laissèrent ses possessions intactes. Pendant cette guerre toute maritime, un événement inattendu la fit recommencer sur le continent.

L'empereur Charles VI étant mort (1740), sa fille Marie-

Thérèse, grande duchesse de Toscane, fut, en vertu de son testament, proclamée reine de Hongrie. Plusieurs concurrents lui disputant l'héritage paternel, Philippe V prit part à cette querelle, croyant l'occasion favorable de conquérir un royaume à don Philippe, second fils d'Élisabeth Farnèse.

Le duc de Bitonto conduisit dans le nord de l'Italie quinze cents Espagnols et autant de Napolitains envoyés par Charles VII; mais, obligé de suivre un plan de campagne tracé loin du théâtre de la guerre, le duc échoua et fut rappelé. L'infant don Philippe, qui lui succéda, ne fut pas plus heureux. Sur ces entrefaites, les Anglais, ayant menacé de bombarder Naples si Charles VII ne rappelait immédiatement ses troupes, ce prince, pris au dépourvu, consentit à tout ce qu'on lui demandait.

Le comte de Gages, resté avec l'infant à la tête de l'armée espagnole, ne put se maintenir en Italie, et chercha un refuge dans le royaume de Naples. Cependant don Carlos, inquiet des succès de Marie-Thérèse, et craignant pour ses propres états, joignit ses troupes aux troupes espagnoles, et alla s'établir à Velletri, dans les États du Pape. Le général Lobkowitz vint l'y attaquer, mais il fut repoussé. Dans le Piémont, l'infant avait repris l'offensive et s'était emparé de plusieurs forteresses, lorsque la rigueur de l'hiver le contraignit à revenir sur ses pas. L'année suivante (1745), les Génois firent alliance avec l'Espagne et fournirent dix mille hommes à don Philippe. Ce prince ayant fait sa jonction avec le comte de Gages, disposait de quatre-vingt-dix mille hommes. Rien ne put résister à des forces aussi imposantes; Casal, Pavie, Asti, Montferrat ouvrirent leurs portes aux Espagnols, qui entrèrent à Milan sans résistance.

Ces brillants et rapides succès furent courts. L'Autriche, ayant conclu la paix avec la Prusse, dirigea toutes ses

forces sur l'Italie. Ses armées se répandirent comme un torrent dans la Lombardie, battirent les alliés devant Plaisance et les forcèrent d'évacuer l'Italie.

Au milieu de ces désastres, don Philippe apprit la mort de son père, frappé d'une apoplexie foudroyante le 9 juillet 1746, à l'âge de soixante-deux ans.

Il laissait, de sa première femme, un fils, qui lui succéda sous le nom de Ferdinand VI; de son second mariage, trois autres fils : Charles VII, roi des Deux-Siciles, Philippe et Louis-Antoine. Ce prince avait relevé l'Espagne de sa décadence et lui avait rendu un peu de son ancien lustre. Comme son aïeul Louis XIV, Philippe V encouragea les lettres et les arts; il fonda une académie d'histoire et une bibliothèque royale à Madrid. A l'exemple de la capitale, plusieurs villes voulurent avoir leur académie des belles-lettres ou des beaux-arts.

Ferdinand VI, avec une intelligente sollicitude, s'occupa de tout ce qui pouvait augmenter la prospérité de l'Espagne. L'agriculture fut encouragée, l'ordre rétabli dans les finances : et, quoique les impôts fussent diminués, les revenus de la couronne augmentèrent. Ce prince désirait la paix; mais pour obtenir une paix honorable il continua la guerre. Quelques revers essuyés en Italie furent compensés par les succès des Français, qui contraignirent les parties belligérantes au traité d'Aix-la-Chapelle (1748). Parme, Plaisance et Guastalla furent donnés à don Philippe, à la condition de leur retour à l'Autriche si lui ou ses descendants montaient sur le trône d'Espagne. Ferdinand profita de la paix pour faire de nombreuses améliorations dans toutes les branches de l'administration; mais quelques années ne pouvaient effacer toutes les traces des guerres précédentes, ni combler les vides de la population, diminuée chaque jour par l'émigration de la jeunesse espagnole au Mexique et au Pérou.

En mourant Ferdinand VI laissait à son héritier Charles VII une marine nombreuse et un trésor considérable. Un des faits importants du règne de Ferdinand, fut le concordat qu'il conclut avec la cour de Rome pour régler la collation des bénéfices.

Don Carlos ayant cédé la couronne de Naples à son fils Ferdinand, vint, sous le nom de Charles III, recueillir la succession de son frère de père ; mais il rapportait dans sa patrie une prédilection ridicule pour les Italiens, et ce fut pour lui une cause de graves embarras.

La France et l'Angleterre se faisaient alors une guerre acharnée. Charles III, à l'exemple de son frère, se maintint d'abord dans une stricte neutralité ; plus tard, vaincu par les sollicitations de la cour de Versailles, il signa la convention connue sous le nom de *pacte de famille*, par laquelle la France et l'Espagne unissaient étroitement leurs intérêts. L'Angleterre rompit aussitôt avec la cour de Madrid, et soutint le Portugal, que les Espagnols avaient envahi. Les colonies furent le principal théâtre de la guerre, et la marine anglaise eut presque partout l'avantage. L'Espagne perdit la Havanne, l'île de Cuba, les Philippines et Manille; les Anglais échouèrent cependant devant Buenos-Ayres. La paix de Paris termina cette guerre désastreuse en 1763. L'Angleterre rendit à l'Espagne ce qu'elle lui avait enlevé ; celle-ci lui céda la Floride; et, comme compensation à ce sacrifice, l'Espagne reçut de la France une partie de la Louisiane.

A l'occasion de la cherté des vivres, une émeute éclata à Madrid contre l'italien Squilace, ministre du roi. Charles III, ému des violences auxquelles s'était porté le peuple, cherchait partout les coupables, lorsque Choiseul, ministre de Louis XV, porta ses soupçons sur les Jésuites, expulsés de France en 1764. L'école philosophique, qui poursuivait de sa haine cet ordre célèbre, après avoir

déchaîné contre lui les parlements en France, le rendit odieux au roi d'Espagne, par des lettres supposées du Père Ricci, général des Jésuites, dans lesquelles on lui faisait mettre en doute les droits de ce prince à la couronne. A la lecture de ces lettres, Charles III signa l'ordre d'expulser ces religieux de ses États.

D'Aranda, appelé au ministère après l'émeute qui avait fait éloigner Squilace, n'eut pas plus tôt obtenu la signature du roi, qu'il prit les mesures les plus expéditives et les plus violentes pour en assurer l'exécution (1767). En une seule nuit, près de cinq mille Jésuites furent enlevés de leurs demeures et conduits sur les côtes, où des vaisseaux les attendaient pour les transporter à Civitta-Vecchia. Dans les colonies, le même ordre fut exécuté aussi brutalement; on ne respecta pas même ceux qui dirigeaient les admirables réductions du Paraguay. Le gouvernement ne s'en tint pas là ; les propriétés des Jésuites furent confisquées ; on ne laissa à chacun qu'une pension modique, à peine suffisante pour les mettre à l'abri de la mendicité. De tels actes n'ont pas besoin de commentaires. Le faible Charles III, en frappant les Jésuites, ne faisait qu'obéir, sans s'en douter, au mot d'ordre de la secte philosophique à laquelle appartenait d'Aranda, l'ami du duc de Choiseul.

Charles III, profitant de la paix que le traité de Paris avait rendue à l'Espagne, fonda des sociétés pour encourager les arts, l'industrie et l'agriculture ; il fit ouvrir des canaux et tracer des routes, récompensa les plantations dans les provinces de la Manche et de la Castille dépourvues d'arbres, et fonda des manufactures de glaces et d'armes blanches.

L'expulsion des Jésuites avait porté un rude coup à l'instruction publique ; et les efforts de Charles III pour les remplacer par des professeurs salariés ne firent qu'aggraver le mal.

D'Aranda, fidèle au programme de l'école philosophique, travaillait activement à détruire les droits de l'Église, de la noblesse et du peuple, en flattant perfidement le roi d'un pouvoir absolu, quand tout à coup une violente opposition s'éleva contre lui. Charles III, pour l'éloigner, l'envoya comme ambassadeur à Paris (1778). D'Aranda fut remplacé en Espagne par Florida, Campa et Campomanès; tous imbus des dangereuses idées qui régnaient en France.

La signature du Pacte de famille entraîna de nouveau l'Espagne dans la guerre que la France venait de déclarer à l'Angleterre, pour soutenir les États-Unis révoltés. Quelques succès des Anglais dans les mers de l'Europe ne purent compenser leurs revers en Amérique, où les Espagnols leur enlevèrent d'immenses possessions sur le Mississipi.

Au lieu d'assurer ses conquêtes dans le Nouveau-Monde, Charles III voulut profiter de la guerre pour recouvrer Port-Mahon et Gibraltar. Huit mois d'efforts et de travaux rendirent à l'Espagne Port-Mahon avec l'île de Minorque; mais Gibraltar résista pendant trois ans à une formidable attaque, où Français et Castillans rivalisèrent de bravoure.

Enfin on parla de la paix (1783). L'indépendance des États-Unis fut reconnue par l'Angleterre, qui refusa toutefois de rendre Gibraltar que l'Espagne réclamait. La convention de Londres, signée en 1786, fit rentrer sous la domination espagnole la Floride et l'île de Minorque. Ces avantages ne pouvaient compenser pour l'Espagne l'épuisement de sa marine et le prodigieux accroissement de sa dette.

Charles III mourut deux ans après (1788). Il laissait, outre un fils aîné que son état d'idiotisme excluait du trône, Charles IV qui lui succéda; Ferdinand, roi de Naples et de Sicile; Gabriel, qui forma une branche par-

ticulière de la famille royale, sous le titre de *maison Infantado;* et plusieurs infantes, dont l'une, Marie-Louise, épousa Léopold II, empereur d'Autriche.

Charles IV avait quarante ans lorsqu'il monta sur le trône d'Espagne. L'orage grondait en France, et allait faire éclater cette sanglante catastrophe, qui ouvre l'ère des révolutions avec celle de l'histoire moderne.

Portugal.

(1706). Jean V, fils et successeur de Pédro II, ne s'écarta pas de la politique de son père. Comme lui, actif et juste, il céda pourtant aux tendances de l'époque vers le pouvoir royal absolu, et régla les impôts et les affaires intérieures sans convoquer les Cortès. Entouré d'hommes probes et capables, Jean V travailla constamment au bonheur de son peuple qui bénissait son règne. Prince aussi pieux qu'instruit, il s'efforça de mettre la religion en honneur, en même temps qu'il employait les richesses venues du Brésil à encourager les arts, les lettres et surtout le commerce, qu'entravait alors le traité de Methuen, conclu avec l'Angleterre en 1703. Il fit construire à grands frais l'hôpital das Caldas et l'aqueduc d'Alcantara; le Portugal lui doit deux académies, l'une pour le perfectionnement de la langue (1714), l'autre pour l'histoire nationale (1720). Jean V obtint du Saint-Siége l'érection de l'évêché de Lisbonne en patriarchat (1716), et reçut du pape Benoît XIV le titre de *roi très-fidèle*.

Comprenant que la neutralité était la seule politique qui pouvait convenir au Portugal, ce prince ne prit qu'une part indirecte à la guerre de la succession d'Espagne.

Les philosophes du XVIIIe siècle ont indignement calomnié Jean V ; ne trouvant rien à lui reprocher, ils l'ont accusé de prodigalité dans un but exclusivement religieux. L'amour des Portugais et le bonheur dont ils jouirent pendant son long règne le justifient pleinement de ces attaques. Jean V mourut en 1750. Il laissait deux fils : Joseph et Pierre ou Pedro.

Joseph Ier n'avait aucune des qualités de son père; indolent, passionné pour la chasse, la musique et le théâtre, il dépensa des sommes considérables en plaisirs licencieux, pendant que les affaires du royaume étaient dirigées par Sébastien Carvalho, marquis de Pombal, esprit audacieux, entreprenant et vindicatif. De ses voyages à Londres et à Vienne, Pombal avait rapporté une foule d'idées nouvelles politiques et administratives, et avait puisé, dans la société des libres-penseurs, une haine violente contre les Jésuites. Investi de la confiance de Joseph Ier, le ministre philosophe, sous prétexte de tout réformer, bouleversa tout et mit partout le désordre et la confusion.

Une catastrophe épouvantable interrompit un moment l'exécution de ses projets. Le 1er novembre 1755, un tremblement de terre détruisit les deux tiers de la ville de Lisbonne; la mer s'éleva au-dessus de son niveau et des incendies éclatèrent partout. Ces désastres coûtèrent la vie à plus de vingt cinq mille personnes.

Pombal exploita ces calamités contre les Jésuites, parce que, représentant ces malheurs comme un châtiment du Ciel, ils exhortaient le peuple à faire pénitence pour apaiser la colère de Dieu. Déjà le ministre les avait fait expulser de la cour, lorsqu'un attentat sur la personne du roi (1) donna lieu à la prétendue découverte d'un complot contre la vie du monarque (1758). Pombal, quoique sans

(1) Il fut attribué à des seigneurs dont il avait outragé les femmes et les filles.

aucune preuve, en accusa les Jésuites, et les fit chasser de tous les États portugais; en même temps plusieurs membres de la première noblesse du royaume furent condamnés comme régicides, et suppliciés avec la dernière cruauté.

Vers la fin du règne de Joseph Ier, le Portugal eut à soutenir une courte guerre avec l'Espagne, pour un refus d'alliance; le résultat le plus important de cette guerre fut la création d'une armée portugaise et le rétablissement de la marine.

Joseph Ier mourut en 1777. Il eut pour héritière la princesse Marie, sa fille, qui avait épousé son oncle Pierre. Ce prince, sans toutefois participer au gouvernement, fut proclamé roi sous le nom de Pierre ou Pedro III. Peu de jours après l'avénement au trône de la reine Marie, la haine du peuple éclata contre Pombal. Le ministre effrayé donna sa démission et s'enfuit sur ses terres, pour éviter les regards de huit cents proscrits, des premières familles, qu'on venait de rendre à la liberté; mais il ne put échapper au procès qui lui fut intenté. Son grand âge le sauva du châtiment qu'il avait mérité; et, quoiqu'il fût reconnu coupable de plusieurs crimes, il ne fut condamné qu'à l'exil. Il mourut en 1782. Voici le jugement qu'un auteur protestant a porté du ministre portugais : « De toutes les innovations que Pombal a introduites avec autant de précipitation que de sévérité, et souvent avec une cruauté inouïe, aucune n'était en harmonie avec l'esprit et les besoins de la nation portugaise. Il n'en resta qu'une confusion épouvantable d'idées, une dissolution profonde dans les classes supérieures de la société, et la ruine de toute espèce d'éducation parmi le peuple, dès lors hors d'état de résister aux influences étrangères (1). »

Contrairement à la politique de son père, la reine se

(1) Olfers. cité par Léo, *Hist. univers.* tome IV, page 468.

rapprocha de l'Espagne, et en 1783 elle signa le Pacte de famille, conclu entre les Bourbons de France, d'Espagne et de Naples. Pierre III mourut trois ans après. A cette époque la santé de la reine ne lui permettait plus de s'occuper du gouvernement, aussi le désordre se mit partout, et l'anarchie fut bientôt au comble. La maladie de cette princesse obligea son fils, l'infant don Juan, de prendre la direction des affaires (1792).

Empire d'Allemagne.

Autriche, Hongrie et Bohême.

La guerre de la succession d'Espagne était à peine terminée, que les Turcs, rompant la paix de Carlowitz, s'emparèrent de la Morée et assiégèrent Corfou. Les Vénitiens implorèrent le secours de l'empereur; Charles VI leur envoya une armée sous le commandement du prince Eugène. Rien ne put résister à cet habile général; il battit les Turcs, les chassa de la Valachie, de Belgrade (1717), et leur imposa le traité Passarowitz, qui agrandit l'Autriche du Bannat de Témeswar, d'une partie de la Valachie, de la Servie, de la Bosnie, et de la ville de Belgrade. Quelques jours après, l'Autriche, la France et l'Angleterre signèrent la *Triple-Alliance*, devenue bientôt la *Quadruple-Alliance*, par l'accession de la Hollande Ce traité donna la Sicile à l'empereur, en échange de la Sardaigne que l'Espagne céda au duc de Savoie.

Vers le même temps, Charles VI, contrairement aux lois de succession établies dans ses États, en promulgua une, sous le titre de *pragmatique sanction*, qui assurait la couronne à sa fille aînée Marie-Thérèse et à ses descendants, à défaut d'héritiers mâles. Depuis lors, tous ses

efforts tendirent à obtenir des puissances de l'Europe la la garantie de cet acte, sur lequel semblait se concentrer sa politique. A cette époque, ce prince réunissait sous son sceptre la Hongrie, la Transylvanie, la Bohême, l'Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, le Tyrol, le Brisgau, Naples, la Sicile, le Milanais et une partie des Pays-Bas. Mais ces vastes possessions manquaient d'unité, c'est-à-dire de force, et, si elles pouvaient fournir de nombreuses armées, elle ne donnaient à l'empereur que de faibles revenus.

A la mort d'Antoine Farnèse, arrivée en 1731, il fallut, malgré les précédents traités, la médiation armée de la France et de l'Angleterre, pour décider Charles VI à donner à don Carlos l'investiture des duchés de Parme et de Plaisance. La même année, un traité signé à Vienne mit fin aux contestations nées des prétentions de la maison d'Autriche au trône d'Espagne. Mais alors qu'on croyait la paix mieux assurée, le bruit des armes retentit de nouveau en Europe (1733).

A la mort d'Auguste II, roi de Pologne, l'Autriche, la Prusse et la Russie se déclarèrent pour Auguste, fils de ce prince, en opposition avec la France qui soutenait Stanislas Leczinski, librement élu par les Polonais. Une armée russe ayant assuré le trône de Pologne à Auguste III, la France humiliée s'en prit à l'Autriche, après s'être assuré l'alliance de la Sardaigne et de l'Espagne. Villars entra dans le Piémont, Berwick franchit le Rhin, pendant que don Carlos se faisait proclamer à Naples et qu'une armée espagnole soumettait la Sicile (1735).

Charles VI vaincu sur tous les points demanda la paix; Les conditions en furent réglées par le traité de Vienne (1738). Stanislas Leczinski, en échange du trône de Pologne, reçut les duchés de Bar et de Lorraine, qui devaient, après lui, revenir à la France; François-Étienne, l'époux

de Marie-Thérèse, dépossédé de la Lorraine, devint grand duc de Toscane, à la place de Jean-Gaston de Médicis, mort sans postérité; l'empereur obtint de la France la promesse de soutenir sa pragmatique sanction, et recouvra le Milanais, ainsi que les duchés de Parme et de Plaisance, auxquels don Carlos renonça pour la couronne des Deux-Siciles.

Pendant qu'on négociait la paix de Vienne, Charles VI joignait ses troupes à celles de la czarine Anne contre les Turcs; mais il n'éprouva que des revers et perdit Belgrade, la Servie et la Valachie autrichienne.

L'Autriche était épuisée, ses finances dans la plus grande confusion, et la mésintelligence parmi les ministres. Charles VI ne pouvait se faire illusion sur tous ces maux, aussi quitta-t-il la vie sans regret, le 20 octobre 1740, à l'âge de cinquante-six ans.

Les guerres qui remplirent le règne de Charles VI, ne l'empêchèrent pas de protéger et d'encourager les lettres et les sciences; il fonda des académies pour les beaux-arts, sans négliger le commerce et l'industrie dont il provoqua le développement.

En vertu de la pragmatique sanction, Marie-Thérèse, fille aînée de Charles VI, lui succéda et se fit reconnaître en Autriche, en Italie, en Bohême et en Hongrie. Agée de vingt-quatre ans, cette princesse joignait à une majesté imposante et à la beauté, un esprit supérieur et un courage viril.

A peine Charles VI était-il descendu dans la tombe, qu'au mépris de leur précédente adhésion à la pragmatique, plusieurs princes revendiquèrent une part dans sa succession. Charles-Albert, électeur de Bavière, et Auguste III, roi de Pologne et électeur de Saxe, réclamaient la couronne; Frédéric II, roi de Prusse, rêvait de s'agrandir aux dépens de l'Autriche; Charles-Emmanuel

de Sardaigne voulait reprendre le Milanais : chacun croyait le moment venu d'arracher quelques lambeaux à l'empire autrichien.

La France et l'Espagne se déclarèrent contre Marie-Thérèse. Frédéric de Prusse commença les hostilités en se jetant sur la Silésie; une armée autrichienne ayant voulu l'arrêter fut battue à Molwitz. De son côté, l'électeur de Bavière entra en Autriche, se rendit maître de Lintz, où il se fit reconnaître archiduc, puis il envahit la Bohême et se fit couronner à Prague.

Marie-Thérèse, dont la ruine paraissait inévitable, ne désespéra point. Étant sortie de Vienne, qu'on croyait menacée par Charles-Albert, elle se retire en Hongrie; et, portant entre ses bras son fils âgé de six mois, elle se présente à la diète de Presbourg, où ses malheurs, son éloquence et sa beauté excitent l'enthousiasme: *Mourons pour notre roi Marie-Thérèse*, s'écrient tous les grands en tirant leurs sabres. Quelques semaines après, Marie-Thérèse voyait accourir sous ses drapeaux une armée redoutable, et l'Autriche était délivrée. Pendant ce temps, Charles-Albert, quoique soutenu par les Français, au lieu de se porter sur Vienne, était allé à Francfort, se faire élire empereur sous le nom de Charles VII (174).

Cependant Frédéric, après avoir battu Charles de Lorraine, écouta des propositions de paix; et, quittant l'alliance générale, il accepta le traité de Breslau, par lequel Marie-Thérèse lui cé ait la Silésie et le comté de Glatz. La Pologne et la Sardaigne adhérèrent successivement au même traité.

L'Autriche fut libre alors de tourner toutes ses forces contre la France. Charles de Lorraine délivra la Bohême et chassa de la Bavière le nouvel empereur Charles VII: Marie-Thérèse alla aussitôt se faire couronner à Prague. L'Angleterre, restée jusqu'à ce moment simple specta-

trice de la lutte, envoya en Allemagne une armée sous le nom d'*armée pragmatique*, faisant entendre par là le parti qu'elle comptait soutenir. Ayant été renforcés par un corps de troupes hollandaises, sous les ordres du comte Maurice de Nassau, les Anglais remportèrent la victoire de Dettingen sur les généraux francais.

Louis XV se mit alors à la tête d'une nombreuse armée pour aller attaquer l'Autriche dans les Pays-Bas. La maladie de ce prince n'interrompit qu'un instant ses rapides succès. Dans le courant de l'année 1744, il rétablit en Bavière le faible Charles VII, qui mourut quelques mois après. Son fils Maximilien-Joseph quitta l'alliance de la France pour faire la paix avec l'Autriche.

La victoire de Fontenoy, remportée par les Français sur les Anglais, et la prise de plusieurs places importantes, telles que Gand, Bruges, Ondenarde, Ostende, signalèrent la campagne de 1745. En Allemagne, les Français, moins heureux, ne purent empêcher la diète de Francfort de proclamer empereur l'époux de Marie-Thérèse, sous le nom de François Ier.

Cependant Frédéric de Prusse, jaloux des succès de Marie-Thérèse, reprit les armes et battit à Friedberg Charles de Lorraine, qui voulait lui enlever la Silésie. La même année (1745), il consentit au traité de Dresde par lequel Marie-Thérèse lui confirmait la possession de la Silésie et du comté de Glatz; de son côté Frédéric s'engageait à reconnaître l'empereur Francois Ier.

N'ayant plus rien à craindre de la Prusse, Marie-Thérèse dirigea ses troupes sur l'Italie, où les Francais et les Espagnols étaient vainqueurs. Ils ne purent tenir contre l'armée autrichienne et se replièrent précipitamment sur Plaisance. Battus sous les murs de cette ville, ils se dirigèrent vers Gênes, qu'ils abandonnèrent à l'approche des Autrichiens. Ceux-ci y entrèrent et ruinèrent les habi-

tants par d'énormes contributions, puis ils franchirent les frontières et se répandirent dans le midi de la France. Belle-Isle, chargé de les repousser avec des forces insuffisantes, se tint d'abord sur la défensive ; mais ayant réorganisé son armée, il refoula les Autrichiens en Piémont.

Les Génois, poussés au désespoir par les Impériaux, se révoltèrent et les chassèrent après une lutte sanglante. La cour de Vienne envoya contre Gênes une armée commandée par le comte de Schulembourg; la ville serrée de près allait capituler, quand des galères françaises y débarquèrent cinq mille hommes qui aidèrent aux habitants à repousser les ennemis (1747).

Cependant les Français conservaient l'avantage dans les Pays-Bas, et Maurice de Saxe, au service de la France, battait à Raucoux Charles de Lorraine, accouru pour arrêter sa marche.

La France victorieuse désirait la paix ; mais pour l'obtenir elle fut obligée d'y forcer la Hollande par de nouvelles victoires. Le traité d'Aix-la-Chapelle, signé en 1748, assura la succession de Charles VI à Marie-Thérèse, confirma la cession de la Silésie à Frédéric II; Parme, Plaisance et Guastalla furent donnés à l'infant don Philippe ; don Carlos garda le royaume des Deux-Siciles ; et la république de Gênes fut réintégrée dans ses possessions.

Marie-Thérèse profita de la paix pour établir d'utiles réformes et améliorer l'administration de ses États. Pendant qu'elle mettait de l'ordre dans les finances, des généraux habiles formaient les soldats aux grandes manœuvres militaires et à une sévère discipline. En 1753, elle prit pour premier ministre le prince de Kaunitz, homme de talent, profondément instruit de la politique européenne, dévoué à Marie-Thérèse ; mais vain, opiniâtre, impérieux et de l'école philosophique de Voltaire. Kaunitz et l'impératrice n'avaient qu'une pensée, abaisser la Prusse et lui

reprendre la Silésie. Dans ce but, ils conçurent le projet d'une alliance avec la France, et firent quelques avances au cabinet de Versailles (1). A la même époque, de vives contestations entre la France et l'Angleterre, au sujet des limites de leurs colonies dans le Nouveau-Monde, rendaient une nouvelle guerre imminente. De part et d'autre on cherchait des alliés. Georges II conclut avec Frédéric de Prusse la convention de Westminster, qui hâta la conclusion du traité de Versailles, entre la maison d'Autriche, celle de France et l'électeur de Saxe, roi de Pologne.

Dès le printemps de 1756, les hostilités commencèrent. Frédéric se jeta sur la Saxe, s'empara de Dresde et força les Saxons dans leur camp de Pirna. Une armée autrichienne, envoyée à leur secours, fut battue à Lowositz par le roi de Prusse, qui, sans s'arrêter, alla envahir la Bohême où il prit ses quartiers d'hiver.

Frédéric ouvrit la campagne suivante par une grande victoire sous les murs de Prague; toutefois il ne put empêcher cinquante mille Autrichiens de pénétrer dans la ville pour la défendre. Comme le général Daun marchait au secours de cette place dont le roi de Prusse avait entrepris le siége, ce prince alla l'attaquer près de Kollin, où les Autrichiens avaient pris une forte position ; mais il perdit la bataille, fut contraint de lever le siége et de se retirer en Saxe. L'Autriche triomphait. La Russie se préparait à seconder les armes de Marie-Thérèse; la Suède, déjà entrée dans la ligue autrichienne, avait envoyé des troupes en Poméranie; l'Angleterre, vaincue en Hanovre, était forcée de se retirer de la lutte par l'armistice de Closter-Seven ; Berlin était menacée par un parti de Hongrois, et les Autrichiens, conduits par Daun, entraient en Silésie. Frédéric surpris, mais non découragé, va chercher les

(1) Il est maintenant prouvé par des lettres de Marie-Thérèse, qu'elle n'a point écrit à Madame du Barry à cette occasion, en la traitant d'*amie*.

Français qu'il taille en pièces à Rosbach, puis, à la nouvelle que les Autrichiens se sont emparés de Breslau, il se dirige à marche forcée vers la Silésie, et remporte sur Charles de Lorraine une éclatante victoire à Leuthen (ou Lissa, ville de Silésie).

Cependant le ministère anglais ayant cassé la convention de Closter-Seven, une armée se réunit dans le Hanovre et refoula les Français au-delà du Rhin. Frédéric, après avoir ravagé la Moravie, entreprit le siége d'Olmutz, mais le maréchal Daun délivra la ville. Sans s'occuper de se venger de cet échec, le roi de Prusse se porta au-devant des Russes, qui venaient d'entrer dans le Brandebourg, où ils avaient pris et brûlé la ville de Custrin, et il leur fit essuyer une sanglante défaite à Zorndorf (1758); il fut moins heureux contre le général Daun, qui le força d'évacuer la Silésie.

La Prusse était épuisée, et ses armées ne se recrutaient plus que de troupes mercenaires que ses trésors vides ne pouvaient solder. Frédéric n'en continua pas la guerre avec moins d'ardeur. La campagne de 1759 s'ouvrit par la victoire de Hochkirch; restés maîtres du champ de bataille, les Autrichiens firent leur jonction avec les Russes. Les deux armées réunies battirent Frédéric à Kunnersdorf, et lui tuèrent près de vingt mille hommes. Dans le même temps, Daun s'emparait de la ville de Dresde, et dix mille Prussiens, surpris dans les défilés de la Bohême, étaient obligés de se rendre.

Ferdinand de Brunswich était plus heureux contre les Français. Après avoir été battu par le maréchal de Broglie à Berghen, il remporta à Minden (1760), une victoire signalée sur le maréchal de Contades.

La guerre se poursuivait avec une égale fureur en Silésie, où Laudon, l'un des généraux les plus distingués de Marie-Thérèse, s'emparait de la forteresse de Glatz et

faisait poser les armes à huit mille Prussiens envoyés au secours de la place ; en Saxe, où le maréchal Daun éloignait Frédéric, qui la gardait Dresde occupée par les Autrichiens. Une fois maître de la forteresse de Glatz, Laudon marcha sur Breslau ; Frédéric l'y suivit, mais il ne put empêcher ce général de se réunir à Daun. Sans se laisser effrayer par le nombre des ennemis, l'intrépide roi de Prusse les attaqua près de Lieguitz, et les força d'abandonner le siége de Breslau qu'ils venaient de commencer. Malgré ce succès, les alliés s'emparèrent de Berlin ; cette ville fut toutefois préservée du pillage par l'autorité du général russe Tottleben. A l'approche de Frédéric, les Autrichiens et leurs alliés quittèrent Berlin et se retirèrent dans la Saxe, où Frédéric poursuivit le feld-maréchal Daun. Leurs armées en vinrent aux mains à Torgau ; la victoire resta indécise, toutefois les Autrichiens gardèrent Dresde tout l'hiver.

Au retour du printemps (1761), les armées reprirent la campagne. Frédéric, retiré dans un camp fortifié, résista vingt jours aux forces réunies des Autrichiens et des Russes, que le manque de vivres força de se retirer ; mais il ne put défendre la Poméranie contre les Russes ni la Silésie contre les Autrichiens. L'Autriche entrevoyait comme certaine la ruine de la Prusse, lorsque la mort d'Élisabeth, impératrice de Russie, changea brusquement la politique de l'Europe. Pierre III, neveu d'Élisabeth et son successeur, fit aussitôt la paix avec Frédéric (1762), et par l'alliance qu'il conclut avec ce prince, il mit toutes les forces de la Russie à son service. Catherine II, qui lui succéda six mois après, suivit la même politique. Dans le même temps, la Suède se retira aussi de l'alliance de Marie-Thérèse. Frédéric put alors enlever la Silésie aux Autrichiens qu'il battit à Reichenbach. Le prince Henri, son frère, les poursuivit en Saxe et il leur fit essuyer une

rude défaite à Freiberg. Sur un autre point, Ferdinand de Brunswich tenait en échec les Français supérieurs en nombre.

La guerre durait depuis sept ans, et ces alternatives de succès avaient épuisés tous les partis. Les puissances belligérantes, fatiguées d'une lutte si désastreuse, parlèrent enfin de paix. Elle fut signée à Paris entre la France et l'Angleterre, et à Hubersthourg, entre Marie-Thérèse et Frédéric qui conserva la Silésie (1764).

La guerre de la Succession et la guerre de Sept Ans, tout en enlevant une riche province à l'Autriche, avaient mis au jour sa force et consolidé la *Monarchie autrichienne*, destinée à remplacer l'empire allemand. En effet, la diète permanente de Ratisbonne, qui représentait les petits États indépendants de la Confédération allemande, perdait chaque jour l'autorité et l'influence que gagnait l'Autriche, et que la Prusse commençait à lui disputer.

Un des premiers soins de Marie-Thérèse fut de profiter de la paix pour faire élire son fils, l'archiduc Joseph, roi des Romains. L'année suivante (1765), la mort de l'empereur François Ier, fit donner la couronne impériale à ce jeune prince, ce qui assura la prépondérance de l'Autriche en Allemagne.

La réunion de tant de peuples divers sous le sceptre de Marie-Thérèse entrava souvent la marche de son gouvernement. Pour éluder les difficultés que faisaient naitre les prétentions de chacun, elle évita de convoquer les diètes et introduisit, dans l'administration de ses vastes États, le système de la centralisation, lequel tend à faire disparaître les droits politiques des peuples, et les libertés locales des villes ou des communes réunies sous une même autorité; système qui fraie la voie à l'absolutisme, en concentrant toute la force dans la main du souverain. Le principal résul-

tat de ces mesures fut de restreindre la liberté et l'indépendance de l'Église.

Les esprits avaient été préparés à ces déplorables innovations par la publication d'un ouvrage d'un évêque, Nicolas de Hontheim, dans lequel, sous le pseudonyme de Justinus Febronius, l'auteur attaquait l'autorité et les droits du Saint-Siége. Cet ouvrage, que le Pape Clément XIII condamna dès qu'il parut, eut un grand retentissement. Nicolas de Houtheim se rétracta plus tard, puis il revint à ces dangereux principes qui altérèrent profondément l'esprit catholique en Allemagne. C'est ainsi que Marie-Thérèse, sans s'en apercevoir, cédait au courant philosophique qui entraînait l'Europe vers des abîmes qu'elle ne voyait point encore.

La persécution contre les Jésuites avait déjà éclaté en Portugal, en Espagne et en France. Marie-Thérèse cependant continuait à les soutenir dans ses États, malgré son fils Joseph II et son ministre Kaunitz; à la fin elle céda aux sollicitations du jeune empereur et consentit à l'expulsion de l'ordre des Jésuites, tout en reconnaissant les services qu'il rendait à l'éducation de la jeunesse.

Mais ce que l'histoire doit reprocher hautement à Marie-Thérèse, c'est la part qu'elle a prise au premier partage de la Pologne. Cet acte inique restera toujours comme une tache sur sa mémoire, tache qui ne peut être effacée par ces mots qu'elle a ajoutés à son consentement : *Après ma mort on apprendra quelles seront les suites de cette violation de tout ce qui était juste et sacré.*

La puissance croissante de la Russie et ses envahissements continuels au midi, devenaient une cause d'inquiétude pour l'Autriche. L'impératrice, comprenant que la conservation de l'empire turc était une garantie contre la force d'un voisin aussi redoutable, changea de politique à l'égard de la Porte ottomane, et cessa de la traiter en

ennemie : de bonnes relations s'établirent dès lors entre l'Autriche et la Turquie. Marie-Thérèse en profita pour acquérir de cette puissance la Buchovine, province qui assurait sa frontière, de la Croatie à la Transylvanie.

L'électeur de Bavière, Maximilien-Joseph, étant mort sans héritiers directs, Joseph II, contre le gré de sa mère, éleva des prétentions sur une partie de la succession vacante, et fit occuper militairement la Bavière. La guerre aurait éclaté sans la médiation de la Prusse, de la France et de la Russie, qui ménagèrent le traité de Teschen entre les parties intéressées (1779). L'indivisibilité de la Bavière fut assurée en faveur de Charles-Théodore (1), électeur palatin. L'Autriche, comme compensation, obtint quelques portions de territoire, pour établir une communication directe entre le Tyrol et l'archiduché d'Autriche.

Marie-Thérèse survécut peu à ce traité. Elle mourut le 29 novembre 1780. Cette princesse, qui a laissé la réputation d'un grand empereur, joignait une volonté ferme à un jugement droit; généreuse et bienfaisante, elle était l'idole des peuples au bien-être desquels elle sacrifiait son repos, et de l'armée qui la nommait la *mère des camps*. Pourquoi faut-il, à côté de ces éloges mérités, rappeler deux grandes injustices consommées sous son règne, auxquelles Marie-Thérèse a attaché son nom : l'expulsion des Jésuites et le partage de la Pologne.

Les belles qualités dont Joseph II était doué se trouvaient gâtées par un jugement faux, une vanité ridicule et un caractère violent. Imbu des idées philosophiques alors à la mode, il accorda une confiance illimitée à Kaunitz, qui en était un des représentants en Allemagne. Affectant une extrême tolérance envers les dissidents, l'empereur persécuta l'Église pour l'assujettir à l'autorité

(1) Sa parenté avec la maison de Bavière remontait à la fin du XIII[e] siècle.

civile, supprimant les couvents, confisquant leurs biens, autorisant la spoliation des églises, la profanation des tombeaux, et s'ingérant dans toutes les questions ecclésiastiques. Pendant qu'il empêchait la publication des bulles pontificales et des mandements, il accordait la liberté de la presse pour les ouvrages où la religion catholique était attaquée. Les réclamations de Pie VI n'ayant point été écoutées, il vint lui-même, malgré son âge, ses infirmités et la rigueur de la saison (1783), porter à Joseph II l'expression de sa douleur, mais il ne put rien obtenir. Le souverain Pontife quitta Vienne profondément affligé de l'opiniâtre résistance de l'empereur, et des douleurs dont l'Église d'Allemagne était accablée.

Joseph II songea un moment à se séparer entièrement du Saint-Siége; il abandonna plus tard ce projet à la suite d'un entretien avec l'ambassadeur d'Espagne, lors d'un voyage qu'il fit à Rome, en 1785, pour traiter des mariages mixtes.

De tous les points de la monarchie autrichienne s'élevaient des réclamations ou des murmures contre les étranges innovations de Joseph II; mais l'empereur n'y répondait que par des mesures violentes. Dans les provinces belges, soumises à l'Autriche depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, et administrées par le prince Charles de Lorraine, la persécution exercée contre le clergé y excita un soulèvement général. Sous la conduite de Vandernoot et de Vonk, le peuple prit les armes et refusa l'impôt (1789). La révolte gagna toutes les villes, et les troupes autrichiennes furent forcées d'évacuer la Belgique. Les États de Brabant, puis les autres provinces, sous le nom d'*États Belgiques-Unis*, se constituèrent en république.

Pendant que tout était en feu dans les Pays-Bas, Joseph II, entraîné par la czarine Catherine II, rompit avec la Porte ottomane pour faire alliance avec la Russie.

Il ne recueillit que la honte de cette imprudente guerre, qu'il légua en mourant à son successeur Léopold II, son frère (1790), grand duc de Toscane depuis 1765.

Pour juger Joseph II avec vérité, il faut examiner ses actes et non s'en rapporter aux éloges que lui a prodigués l'école philosophique du XVIIIe siècle. Sa funeste influence subsiste encore en Allemagne en opposition avec le sentiment catholique.

Léopold ne rencontra aucun obstacle à son élection comme empereur. Redoutant la fermentation que les innovations de son prédécesseur avaient occasionnée dans ses États, il se hâta de conclure la paix avec la Turquie par le traité de Szistowa, après quoi il s'occupa de la Belgique. Le général Bender, chargé de soumettre les rebelles, s'empara de Bruxelles; et bientôt tout le pays rentra sous l'obéissance de Léopold II, qui rendit aux provinces belges leur ancienne constitution (1792). Peu de temps après, le gouvernement autrichien fut renversé en Belgique par la republique française.

Léopold mourut en 1792, laissant le trône à son fils aîné, François II.

Prusse.

(1701) Frédéric Ier, qui avait succédé à son père Frédéric-Guillaume, et avait obtenu de la cour de Vienne le titre de roi, mourut en 1713. Ce fut un des monarques les plus magnifiques qu'ait eus la Prusse; il embellit Berlin et la dota de plusieurs académies ou de sociétés de belles-lettres. Ce prince eut pour successeur son fils, Frédéric-Guillaume Ier, d'un esprit étroit et tyrannique, qui gouverna despotiquement. Par son économie il rétablit les finances, que le luxe de son père avait épuisées, aussi Berlin, après

avoir été surnommée l'Athènes du Nord en devint la Sparte. La Prusse comprenait à cette époque le margraviat de Brandebourg, la Prusse teutonique, le duché de Clèves, celui de Magdebourg et plusieurs petites principautés, entre autres, celle de Neufchâtel, enfin la ville et le duché de Gueldres. Une armée de quatre-vingt mille hommes faisait respecter cet empire déjà considérable.

Charles XII de Suède ayant attaqué l'île d'Usedom, gardée par les troupes prussiennes, Frédéric-Guillaume lui déclara la guerre. Elle se termina, après la mort du roi de Suède, par le traité de Stockholm, qui agrandit la Prusse de plusieurs villes et d'une partie de la Poméranie.

Quoique Frédéric aimât la paix, il prit part à la guerre pour la succession au trône de Pologne, en se déclarant en faveur d'Auguste III, fils du dernier roi, et ses armes contribuèrent à lui assurer la couronne.

La haine que le roi de Prusse portait au luxe s'étendait aux beaux-arts; il se plaisait à laisser paraître son mépris pour les artistes, les savants, les hommes de lettres, et il affectait des habitudes plus dignes d'un soldat que d'un roi. Son fils Frédéric, irrité de ce que son père voulait lui interdire la culture des lettres, pour lesquelles il était passionné, forma le projet de s'éloigner : il fallit payer de sa tête ce désir d'indépendance.

Frédéric-Guillaume mourut en **1740**. Il laissait l'armée, les finances et le commerce dans un état florissant.

A la mort de son père, Frédéric II, doué des qualités qui distinguent l'homme d'État et le général, tout en se livrant à ses goûts littéraires, saisit d'une main ferme les rênes du gouvernement. Bientôt la politique européenne attira son attention. Charles VI venait de mourir (**1740**), laissant à sa fille aînée, Marie-Thérèse, de vastes États que semblait lui garantir la pragmatique sanction.

Mais l'avénement d'une femme sur l'un des plus beaux trônes de l'Europe parut, à plusieurs princes ambitieux, une belle occasion de s'agrandir à ses dépens. Le jeune roi de Prusse s'unit à eux, et commença la guerre en envahissant la Silésie. Favorisé par les protestants de cette province, il s'en rendit maître, remporta plusieurs victoires sur les Autrichiens ; et par le traité de Breslau (1742) s'assura, non-seulement la possession de la Silésie, mais aussi celle du comté de Glatz.

Frédéric employa la paix à rétablir ses finances et à fortifier ses frontières nouvellement acquises. Il se délassait des combats par la musique et les arts, s'entourant d'artistes qu'il faisait venir de Paris et d'Italie ; et ne rougissant pas de donner à des acteurs et à des danseuses des traitements plus considérables qu'à ses propres ministres.

Cependant la guerre avait continué entre Marie-Thérèse et les princes qui lui disputaient l'héritage paternel. Ils venaient de faire donner la couronne impériale à l'électeur de Bavière, Charles-Albert, sous le nom de Charles VII, lorsque Frédéric reprit subitement les armes, et ouvrit la campagne de 1745 par la prise de Prague. Ses victoires rapides épouvantent l'Autriche, qui lui oppose vainement Charles de Lorraine. Maître de Dresde, le roi de Prusse accepte cependant la paix et consent à reconnaitre, comme empereur, François II, l'époux de Marie-Thérèse, élu après la mort de Charles VII.

La jalousie et les épigrammes imprudents de Frédéric aigrirent contre lui la France, l'Autriche et la Russie, qui préparèrent un traité de défense réciproque (1756). Frédéric le découvre, s'allie à l'Angleterre au moment où éclate la guerre de Sept-Ans, se jette sur la Saxe ; et, vainqueur à Pirna, il s'élance en Bohême, où il bat Charles de Lorraine sous les murs de Prague. Le feld-maréchal Daun met un terme à ses succès près de Kollin, et le roi de

Prusse, un moment cerné par quatre armées ennemies, se croit perdu. Il combat alors en désespéré; vainqueur des Français à Rosbach, des Impériaux à Leuthen, il rejette, l'année suivante, les Français au-delà du Wéser et du Rhin. La guerre est partout : en Saxe, où les Prussiens semblent accablés par des forces supérieures; en Bohème, où le roi de Prusse assiége Olmutz, qu'il abandonne tout à coup pour aller tailler en pièces les Russes près de Zorndorf.

La campagne de 1759 fut encore plus sanglante. Frédéric, pressé de tous côtés, soutenait avec une énergie extraordinaire tout le poids d'une guerre qui lui laissait à peine l'hiver pour réparer ses pertes, et qui aurait certainement ruiné la Prusse si elle se fût prolongée. La mort d'Élisabeth de Russie et la défection de la Suède, ôtèrent aux confédérés l'espoir de la ruine prochaine et facile de Frédéric, dans le même temps que la France et l'Angleterre se retiraient de la lutte par le traité de Paris. Le roi de Prusse n'eut donc plus à combattre que l'Autriche, qui ne tarda pas à faire des propositions de paix. Le traité de Hubertsbourg, par lequel la possession de la Silésie fut assurée à la Prusse, suivit de près celui de Paris (1763). Ainsi fut terminée la guerre de Sept-Ans. Elle avait coûté la vie à plus d'un million d'hommes, et dévasté l'Allemagne comme la guerre de Trente Ans.

Profitant des loisirs de la paix, Frédéric se donna tout entier aux soins du gouvernement ; il appela les étrangers pour repeupler ses provinces, protégea le commerce, l'industrie, l'agriculture, en même temps qu'il attirait à sa cour les philosophes et les savants avec lesquels il faisait assaut de flatteries.

N'étant pas encore satisfait des vastes États sur lesquels s'étendait sa domination, l'ambitieux roi de Prusse s'unit à la Russie et à l'Autriche pour démembrer la malheu-

reuse Pologne. Dans cet odieux partage, Frédéric obtint le reste de la Poméranie, les palatinats de Culm et de Marienbourg, l'evêché de Varmier, la ville d'Elbing, et une partie de la Cujavie et de la Posnanie.

En 1777, le roi de Prusse prit le rôle de médiateur entre les prétendants à l'héritage du duc Maxilimien-Joseph de Bavière, et il contribua à la conclusion du traité de Teschen, qui régla leurs prétentions.

Frédéric mourut en 1786, après un règne de quarante-six ans.

Les philosophes du XVIIIe siècle n'ont mis aucune borne dans les éloges qu'ils ont prodigués à Frédéric II, surnommé le Grand. Ce prince fut le plus habile capitaine de l'époque où il vécut et un sage administrateur. Malgré toutes ses guerres, il laissa la Prusse florissante, une armée nombreuse et les finances en bon état. Il cultiva la poésie et l'éloquence, étudia et écrivit l'histoire. Son étroite liaison avec Voltaire, d'Alemberg et Maupertuis fait assez connaître la tournure de son esprit et les doctrines qu'il professait. Après avoir traité Voltaire avec la plus intime familiarité, il se brouilla cependant avec lui et l'expulsa de son royaume. Frédéric se montra tolérant pour tous les cultes. Lorsque tous les souverains repoussaient les Jésuites, il les reçut dans ses états, et leur confia quelques parties de l'enseignement. Son mépris pour le luxe eut une grande influence sur ses courtisans, aussi bien que sur ses sujets.

Comme Frédéric n'avait point laissé d'enfants, il eut pour successeur son neveu Frédéric-Guillaume II. Ce jeune roi, passionné pour le plaisir, sacrifia ses ministres et ses généraux à ses favorites. Il fut le premier des souverains de l'Europe à proposer une coalition contre la république française (1792). A la tête de quatre-vingt mille hommes, il s'avança jusque dans les

plaines de la Champagne, puis se retira au moment où l'on croyait qu'il allait se porter sur Paris.

L'année suivante il effectua, de concert avec la Russie, un second démembrement de la Pologne. En 1794, Frédéric-Guillaume aida Catherine II à accabler ce malheureux royaume, qui fut anéanti en 1795 par un dernier partage, auquel l'Autriche donna la main et dont elle profita.

Frédéric-Guillaume mourut (1797) en désignant son fils Frédéric-Guillaume III pour son successeur.

Pologne.

(1669) Lorsque Frédéric-Auguste II eut signé la paix de Carlowitz avec les Turcs, il crut le moment favorable pour enlever à la Suède la Livonie, ancienne possession de la Pologne. Voulant assurer le succès de ses armes, il fit alliance avec la Russie et le Danemark ; mais Charles XII de Suède, après avoir forcé le Danemark à la paix de Travendhal, et battu Pierre le Grand de Russie sous les murs de Narva, pénétra en Pologne (1701). Auguste II effrayé demanda la paix. Le roi de Suède, sans s'arrêter à ces propositions, s'empara de Varsovie, et bientôt la victoire de Clissow lui livra tout le pays. Maître de la Pologne, le vainqueur prononça la déchéance d'Auguste II et favorisa l'élection de Stanislas Leczinski, gouverneur de Posen (1704).

Stanislas, malgré ses bonnes intentions et sa sagesse ne put pacifier la Pologne ; pour comble de maux, le pays fut, à la même époque, ravagé par la peste. Cependant Auguste III, soutenu par ses partisans, reprit l'offensive, rétracta son abdication, battit Stanislas à Pultawa et remonta sur le trône. La Pologne ne pouvait se relever des coups terribles que lui avait portés le roi de Suède,

et le mal était encore augmenté par les vices de sa constitution. Vainement les diètes proposaient de sages mesures; le droit qu'avait chaque député d'en empêcher l'adoption par son *liberum veto*, les rendait inutiles. De graves désordres éclataient dans ces diètes, et aucune force ne pouvait combattre l'anarchie qui en résultait.

A la mort d'Auguste II (1733), la nation polonaise rappela Stanislas Leczinski, qui avait quitté le trône avec autant de calme qu'il l'avait accepté; mais la cour de Vienne et celle de Saint-Pétersbourg s'y opposèrent; et, appuyant cette opposition par les armes, firent élire Auguste III, fils d'Auguste II. Stanislas, faiblement soutenu par la France, ne put résister à ses ennemis. Le traité de Vienne (1733) lui assura le duché de Bar et celui de Lorraine sa vie durant, au prix de sa renonciation au trône de Pologne. Il y vécut vingt-huit ans; et mérita par ses vertus et son administration paternelle le surnom de Bienfaisant.

Auguste III oubliait pour la chasse les affaires de l'État, et s'inquiétait peu des malheurs de la Pologne, où les divisions religieuses augmentaient encore le désordre. Préférant le séjour de la Saxe, dont il était électeur, ce prince abandonna le gouvernement de son royaume au comte de Briehl, ministre dilapidateur. Pendant la guerre de Sept-Ans, la Pologne eut beaucoup à souffrir du passage des armées russes. La mort d'Auguste III (1763) fut le signal de l'anarchie, chacune des grandes familles du royaume briguant le titre de roi pour un de ses membres. Les malheurs du pays ouvrirent enfin les yeux des seigneurs, et ils résolurent d'y mettre un terme; mais ils se divisèrent sur les moyens à prendre : les uns voulaient faire triompher les idées monarchiques, les autres conserver les vieilles traditions républicaines que cachait à peine une couronne élective.

Lorsque la diète s'assembla pour donner un successeur à Auguste III, une armée russe se montra aux portes de la capitale. Les débats furent orageux; et, sous la pression des baïonnettes étrangères, on élut Stanislas-Auguste IV Poniatowski, favori de Catherine II, impératrice de Russie. Le caractère du nouveau roi de Pologne n'était pas à la hauteur de sa position; la Russie le domina, tandis que la Prusse excitait à la révolte les *Dissidents* polonais, c'est-à-dire tous ceux qui ne professaient pas la religion catholique. La nation irritée de ces influences étrangères se souleva sur plusieurs points; mais ces révoltes partielles n'eurent d'autres résultats que le pillage et l'incendie.

Dans la diète de 1766, l'évêque de Cracovie, ayant courageusement protesté au nom des catholiques opprimés par la Russie, fut arrêté et conduit en Sibérie avec plusieurs députés.

Catherine avait envoyé en Pologne, avec le titre d'ambassadeur, le prince de Repnine, chargé d'imposer ses volontés. Prévoyant le sort que leur préparait l'ambition moscovite, les Polonais essayèrent de se liguer pour la défense de la religion et de la liberté. Une confédération, sous le commandement de Casimir Pulawski se forma en Podolie, et la guerre fut prêchée comme une croisade. Ces hommes, armés pour la plus sainte cause, Dieu et la patrie, et qui portaient sur leurs étendards la sainte Vierge tenant son Fils entre ses bras, avec cette devise : *Vaincre ou mourir*, furent, dans une déclaration impériale, traités de brigands et de séditieux par Catherine.

La France n'envoya que des secours insuffisants aux malheureux Polonais, pendant que les puissances voisines, jetant déjà des regards de convoitise sur ces belles provinces, les laissaient s'épuiser pour s'en emparer plus facilement. Abandonnés à eux-mêmes, les Polonais luttèrent avec

courage. Les Russes, partout où ils étaient les plus forts, les massacraient par milliers; dans l'Ukraine seule, on compta plus de cinquante mille victimes. La peste vint encore s'ajouter aux maux de la guerre.

En 1772, parut le manifeste signé par la Russie, la Prusse et l'Autriche pour le premier démembrement de la Pologne. Chacune des trois puissances s'adjugea les provinces qui touchaient ses frontières. Le faible Stanislas-Auguste montra dans cette circonstance une tardive et impuissante énergie.

Cependant Frédéric-Guillaume ayant succédé à Frédéric II sur le trône de Prusse, la Pologne crut le moment favorable pour secouer le joug de la Russie. Une diète, extraordinairement convoquée dans le but de revoir la constitution, réforma les abus, déclara la couronne héréditaire, et détruisit le *liberum veto* si fatal à la paix du royaume. A cette nouvelle, Catherine éclate en menaces contre Stanislas-Auguste, et le faible prince épouvanté signe tout ce que veut la czarine. Les troupes sont licenciées, le pouvoir est confié aux mains les plus abjectes, et une députation va remercier l'impératrice de ce qu'elle fait pour la Pologne.

L'année suivante (1793), un second démembrement fut arrêté entre la Russie et la Prusse, sous prétexte que les Polonais étaient livrés à l'esprit de rébellion et de discorde. Une nouvelle association se forma secrètement pour affranchir le pays du joug moscovite. Kosciuszko et Madalinski se mirent à la tête de l'insurrection prenant Dieu à témoin de la justice de leur cause. Mais que pouvaient-ils contre les forces réunies de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche? Ils furent écrasés. Stanislas-Auguste obéit à l'ordre d'abdiquer qu'il reçut de Catherine, et alla terminer à Saint-Pétersbourg une vie funeste à la Pologne. Ce malheureux royaume, partagé

entre la Russie, la Prusse et l'Autriche (1795), fut rayé de la liste des États européens, sans perdre pour cela son esprit de nationalité. Ainsi fut consommée une des plus grandes iniquités modernes.

Angleterre.

(1702) Anne Stuart, fille de Jacques II et épouse de Georges, prince de Danemark, monta sur le trône d'Angleterre après le sombre Guillaume III. Miss Sara Jenning, plus tard lady Churchill, puis duchesse de Malborough, la domina pendant une partie de son règne. L'époux de cette favorite avait aussi toute la confiance de la reine; et c'est à lui qu'Anne confia la conduite de la guerre commencée contre la France, pour empêcher le petit-fils de Louis XIV de succéder à Charles II d'Espagne.

Dès 1702 Malborough fut envoyé dans la Flandre, que défendait Boufflers; évitant d'en venir aux mains avec l'armée ennemie, il s'empara de Venloo, de Ruremonde et de Liége. Cependant les Français étaient vainqueurs de l'autre côté du Rhin et Vienne était menacée. Malborough quitte précipitamment la Flandre, va se joindre au prince Eugène qui accourt d'Italie, bat les Français à Hoschstett, s'empare de Trèves, puis revient menacer les frontières de la France du côté de la Champagne. Arrêté par Villars, il se jette sur la Flandre et remporte sur Villeroi la sanglante bataille de Ramillies (1706).

Tandis que les armes de la reine Anne triomphaient sur le continent, sa politique triomphait aussi en Angleterre. Moitié par corruption, moitié par violence, le parlement écossais fut amené (2 août 1706) à conclure un traité portant que le royaume d'Écosse et celui d'Angle-

terre n'en feraient qu'un désormais sous le nom de *Grande-Bretagne;* que la succession passerait à la ligne protestante de Hanovre, et que les deux royaumes réunis seraient représentés par un seul et même parlement.

Dans le courant de l'année 1704, l'amiral anglais Rook s'était emparé par surprise de la forteresse de Gibraltar, que les Espagnols n'ont jamais pu recouvrer; les Français avaient repris le dessus dans la Péninsule, et la victoire du maréchal de Berwick à Almanza, semblait avoir ruiné le parti de l'archiduc Charles, le compétiteur de Philippe V au trône d'Espagne.

Malborough n'avait pas quitté la Flandre, où le duc de Bourgogne commandait une armée de cent mille hommes. Profitant de la mésintelligence qui avait éclaté entre le maréchal de Vendôme et les conseillers du jeune prince, il fit essuyer une sanglante défaite aux Français à Oudenarde, pendant que la flotte anglaise s'emparait de Minorque et de la Sardaigne (1709). Tant de pertes avaient, non point affaibli le courage, mais diminué les ressources de Louis XIV. Il parla de paix, fit de généreuses propositions. L'orgueil des alliés l'ayant forcé de continuer la guerre, il fit appel à l'honneur national, et la victoire de Malplaquet, remportée par Villars sur Malborough et le prince Eugène, fit un moment trembler les alliés.

En Espagne, l'archiduc pressait vivement Philippe V; mais l'arrivée de Vendôme fit changer la face des affaires. A la fin de l'année 1710, la victoire de Villa-Viciosa remportée sur les Autrichiens, assura le trône au petit-fils de Louis XIV.

La mort de l'empereur Joseph Ier, en faisant passer sa couronne sur la tête de son frère l'archiduc Charles, facilita la paix que des intrigues de cour et les factions rendaient nécessaire à l'Angleterre. Les Whigs faisaient aux Tories une opposition d'autant plus vive que la religion y



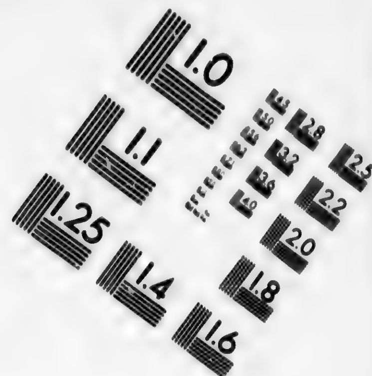
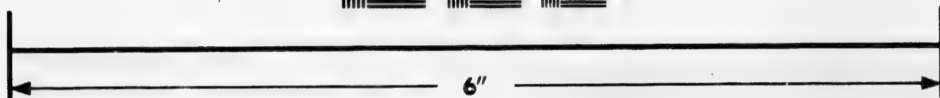
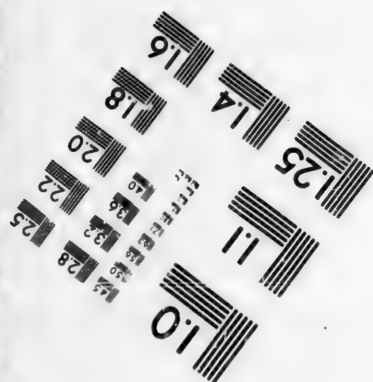
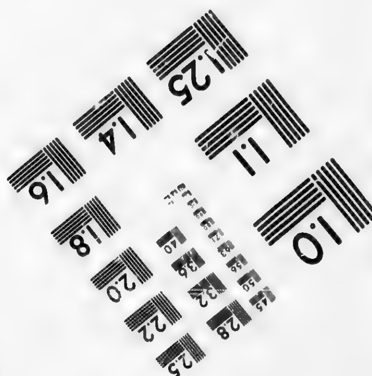


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)







avait une aussi grande part que la politique, et qu'ils se sentaient soutenus par le puissant Malborough. Mais le vainqueur d'Hochstett et de Ramillies devait payer pour les fautes de la duchesse, sa femme, dont l'ambition et la hauteur étaient devenues insupportables à la reine. Malborough, qui venait de prendre Bouchain, fut rappelé et privé de toutes ses charges. L'année suivante (1712), les troupes anglaises se séparèrent des alliés.

Un congrès pour la paix générale s'ouvrit à Utrecht. Villars en hâta la conclusion par la brillante victoire qu'il remporta à Denain sur le prince Eugène. La paix fut enfin signée le 11 avril 1713. L'Angleterre y gagna, outre Gibraltar et l'île de Minorque, l'île de Terre-Neuve, la baie d'Hudson, l'Acadie et Saint-Christophe.

Le traité d'Utrecht, si glorieux pour l'Angleterre, ne pouvait cependant détourner la pensée de la reine de son frère proscrit. Comme pour se tromper elle-même et peut-être se distraire de ses remords, elle flattait le Prétendant (Jacques III ou le chevalier de Saint-Georges) des plus belles espérances, dans le même temps qu'elle tendait la main à la maison de Hanovre, aussi les tentatives que ce prince fit alors en Écosse restèrent sans résultat. Le traité d'Utrecht, qui forçait Louis XIV de refuser un asile au fils de Jacques II, ouvrit les yeux au malheureux prince dont la tête fut mise à prix en Angleterre.

Anne Stuart mourut (1714) sans postérité, quoiqu'elle eût eu neuf enfants : la couronne enlevée du front de son père ne devait point passer à ses descendants.

Le règne de cette princesse fut brillant et heureux; le commerce de l'Angleterre prit une immense extension, et sa marine acquit, sur celle de la France, une prépondérance marquée. La pensée prit aussi un nouvel essor sous la plume de John Dryden, de Pope, d'Adisson, de Swift, etc.

A la reine Anne, succéda Georges Ier, électeur de Hanovre, arrière petit-fils de Jacques II, par Sophie, sa mère. Le caractère et les actions du nouveau roi n'offrent aucun intérêt; il opprima les Tories, les écarta de tous les emplois pour favoriser les Whigs. Sir Robert Walpole devint son conseiller intime.

En 1715, le comte de Mar prit les armes en faveur de Jacques III. A la tête d'une petite armée, il s'empara de plusieurs places importantes en Écosse; mais il suffit d'une victoire remportée par le marquis d'Argyle, entre Dumblain et Sherifmoor, pour décourager les highlanders. L'année suivante, Jacques III débarqua en Écosse où il fut accueilli avec enthousiasme. Au lieu de rassembler une armée, il perdit son temps à préparer son couronnement à Scone, ce qui permit au marquis d'Argyle d'accourir avec des forces considérables. Au seul bruit de son approche, l'imprudent Jacques III se rembarqua. Argyle traita les Écossais avec douceur et pacifia le pays; le gouvernement au contraire se montra sévère jusqu'à la cruauté envers les prisonniers faits pendant cette guerre.

L'Irlande qui n'avait fait aucune manifestation en faveur de Jacques III, n'en fut pas moins traitée avec la dernière rigueur par la nouvelle dynastie. Le parlement irlandais fut privé de ses droits, les catholiques ne purent plus ni acquérir des terres ni même élever leurs enfants chez eux; l'injustice et l'arbitraire atteignirent à un degré tel, que protestants et catholiques, faisant cause commune, formèrent le parti des *Patriotes*, dans le but de rendre l'Irlande indépendante de l'Angleterre.

La haine de Georges Ier poursuivit Jacques Stuart jusque sur le continent. La Triple Alliance, conclue entre l'Angleterre, la Hollande et la France, ne lui laissa d'autre asile que Rome. Clément XI l'accueillit en prince. Là fut négocié le mariage de Jacques III avec la princesse

Marie-Clémentine, fille du grand Sobieski. Malgré les efforts du gouvernement anglais pour entraver cette union, le Souverain Pontife la bénit à Rome en 1720. De ce mariage, naquirent Charles-Édouard et Henri-Benoit Stuart.

Pendant que ces événements se passaient, Georges I[er] établit en Angleterre la septennalité de la Chambre des communes, c'est-à-dire qu'il prolongea de quatre ans les pouvoirs que les députés n'avaient reçus que pour trois ans.

Avant d'aller faire un voyage dans ses États d'Allemagne, Georges I[er] nomma son fils, Georges, *gardien* du royaume. La popularité que ce prince acquit par son zèle et son activité excita la jalousie de son père. Les favoris du roi profitèrent de son mécontentement pour l'aigrir contre ses ministres, et ils obtinrent la disgrâce de Robert Walpole, au moment où celui-ci venait d'exécuter une importante mesure financière, par l'établissement du *sunking-feind* ou fond d'amortissement (1717).

Le ministre de Philippe V d'Espagne, Albéroni, qui rêvait le rétablissement des Stuarts, décida le roi, en 1719, à armer en faveur de Jacques III; malheureusement les tempêtes dispersèrent la flotte espagnole, et Philippe, en signant la Quadruple Alliance, abandonna l'infortuné prétendant.

L'Angleterre s'était peu émue de ces manifestations jacobites; d'autres préoccupations agitaient les esprits. Un nouveau système financier avait bouleversé toutes les fortunes; et il fallut rappeler Walpole au ministère (1722). C'est alors qu'il mit en pratique son système de corruption renfermé dans ces mots : *Tout homme a son tarif,* et qu'il fit taire l'opposition avec de l'argent. Sous son ministère, les catholiques furent arbitrairement frappés d'une contribution de cent mille livres sterling.

Cependant Bolingbroke, ministre de la reine Anne, disgracié au commencement de ce règne, ayant obtenu, par la protection de Walpole, de recouvrer les droits qu'il avait perdus en servant un moment la cause des Stuarts, se tourna contre son bienfaiteur et le déchira dans des pamphlets violents.

Georges Ier mourut en 1727. Mauvais époux, il fit le malheur de sa femme, la princesse Sophie de Zell; mauvais père, il ne traita pas mieux ses enfants, le prince de Galles et sa fille Sophie Dorothée, la mère de Frédéric II de Prusse.

Georges II avait quarante-deux ans lorsqu'il monta sur le trône. De sa femme, Caroline de Brandebourg, il avait deux fils, Frédéric-Louis, prince de Galles, et Guillaume, duc de Cumberland.

Dans les premières années de ce nouveau règne, la direction des affaires fut toute entre les mains de Robert Walpole, qui sut se maintenir au pouvoir malgré ses ennemis.

Georges II ayant contrarié les penchants de son fils Frédéric-Louis, ce prince se mit à la tête de l'opposition; et sa maison devint le rendez-vous des chefs de ce parti. Le roi prit des mesures sévères pour rappeler dans le devoir son fils rebelle; elles ne firent que l'éloigner davantage.

L'opinion publique, égarée par l'opposition, entraîna Walpole à déclarer la guerre à l'Espagne, qu'on accusait d'avoir enfreint le traité d'Utrecht. Cette guerre, acclamée par le peuple, chantée par les poètes, n'eut aucun résultat important. De violents murmures éclatèrent contre Walpole; il donna sa démission, et se retira avec une immense fortune et le titre de comte d'Oxford (1742).

Cependant la guerre de la succession d'Autriche embrasait l'Europe depuis 1740, sans que l'Angleterre fut

encore sortie de la neutralité. En 1743, le ministère anglais décida Georges II à se déclarer pour Marie-Thérèse. A la tête d'une armée qui fut nommée *Pragmatique*, à cause de sa destination (1), le roi battit les Français à Dettingen ; mais il ne sut pas profiter de cette victoire, dont Louis XV se vengea bientôt par celle de Fontenoy, sur le duc de Cumberland.

Après cette sanglante défaite, l'Angleterre ne parut plus dans la lutte, et ses armées quittèrent le continent : un ennemi redoutable la menaçait sur son propre territoire. Charles-Édouard, fils de Jacques III, venait de débarquer en Écosse (1745). Sa jeunesse, ses qualités aimables lui gagnèrent tous les cœurs, et les montagnards écossais accoururent sous ses étendards en chantant les vieux airs nationaux. Perth et Édimbourg ouvrirent leurs portes au jeune Stuart. Une première victoire, remportée à Gladsmuir ou Preston-Pans sur les troupes anglaises, excita l'enthousiasme des Écossais, et Charles-Édouard se vit bientôt maître de toute l'Écosse ; il ne restait aux Anglais que les garnisons de Stirling et d'Édimbourg. Fortifié par quelques secours venus de la France, le Prétendant marcha sur Londres. Il n'était plus qu'à cent quatre-vingt kilomètres de la capitale, et Georges II tremblait sur son trône, lorsque les Écossais refusèrent d'aller plus avant, malgré les sollicitations et les larmes de leur prince. La retraite fut encore marquée par un succès, la victoire de Falkirk. Mais le duc de Cumberland, rappelé de Flandre, vint l'attaquer à Culloden. La valeur désespérée avec laquelle Charles-Édouard combattit contre des forces si inégales, ne put cependant lui assurer la victoire (1746).

Cette désastreuse journée anéantit à jamais les espérances du Prétendant, dont la tête fut mise à prix. Traqué

(1) Voir l'*Histoire d'Autriche*, page 346.

comme un malfaiteur, il trouva dans son énergie le moyen de tromper, pendant cinq mois, les recherches les plus actives. Un capitaine français le prit enfin à son bord et le déposa sur la côte de Bretagne.

Pendant que Charles-Édouard se dérobait par la fuite à ses ennemis, les cruautés que le duc de Cumberland exerçait sur les malheureux Écossais lui méritaient le surnom de *Boucher*. Après la bataille de Culloden, il fit massacrer les blessés, dépouiller les cadavres; et les prisonniers, traités sans pitié, furent exportés aux colonies. Le pays fut livré au pillage, et un grand nombre d'habitants furent jetés dans les cachots.

Georges II, irrité de cette tentative du prétendant, reprit avec plus d'ardeur la guerre sur le continent, et chercha des ennemis à la France jusqu'au fond de la Russie. Mais, pendant qu'il faisait alliance avec la czarine Élisabeth, le maréchal de Saxe battait les alliés à Lawfeld, et le comte de Lowendal prenait Berg-op-Zoom (1747). La paix d'Aix-la-Chapelle (1748) mit fin à cette longue guerre dont l'Angleterre ne retira aucun avantage.

Les partis s'agitaient alors au sein du parlement, où commençaient à briller William Pitt à la tête des Tories, et Étienne Fox, comme chef des Wighs. Le premier subjuguait son auditoire par son éloquence brillante et hardie; le second, par sa raison et la force de sa logique.

Peu après la paix d'Aix-la-Chapelle, l'Angleterre, sans respecter aucun traité, envahit une partie du Canada qui appartenait à la France; Jumonville, envoyé par le commandant de la colonie pour se plaindre de cet acte d'hostilité fut assassiné; et l'année suivante (1755), sans aucune déclaration de guerre, trois cents vaisseaux marchands français furent capturés par la marine anglaise. Un cri de vengeance répondit à cette nouvelle lorsqu'elle parvint en France. Une escadre, commandée par la Galissonnière,

débarqua douze mille français dans l'île de Minorque, et le maréchal de Richelieu enleva la place de Port-Mahon. L'amiral anglais Byng paya de sa tête cet échec des Anglais.

A cette époque, Marie-Thérèse d'Autriche s'efforçait de soulever toutes les puissances de l'Europe contre le roi de Prusse. L'Angleterre seule aida Frédéric en lui fournissant des subsides ; et ce prince commença sur le continent les hostilités déjà engagées dans les colonies. Cette guerre, dite guerre de Sept Ans, à cause de sa durée, fit briller la valeur du roi de Prusse, mais nuisit à la réputation du duc de Cumberland ; vaincu près d'Hastenbeck par le maréchal d'Estrées, le prince anglais, fut réduit à conclure la honteuse capitulation de Closter-Seven (1757), que l'Angleterre refusa de ratifier. A la même époque, des vaisseaux anglais, ayant tenté une descente sur les côtes de Bretagne, furent repoussés par le duc d'Aiguillon, gouverneur de cette province.

La guerre se faisait en même temps dans l'Inde et en Amérique. Au Canada, le combat de Saint-Charles entraîna la prise de Québec (1759) et coûta la vie au marquis de Montcalm, valeureux chef des troupes françaises.

Sur ces entrefaites, mourut Guillaume II, auquel les Anglais ne pardonnèrent jamais sa préférence pour les Allemands. Les lettres fleurirent sous son règne, et des écrivains de talent portèrent la langue à un haut point de perfection. C'est à ce prince que l'Angleterre doit l'adoption du calendrier grégorien en 1751.

Le prince de Galles étant mort neuf ans avant son père, ce fut son fils aîné qui succéda à son aïeul, sous le nom de Georges III (1760). Il fut salué avec enthousiasme parce que, né et élevé en Angleterre, le peuple le regardait comme le premier souverain national de la dynastie hanovrienne. C'était un prince juste et religieux, ami des

beaux-arts et ennemi de la guerre. Il dut néanmoins, pour plaire à la nation, renouveler avec le roi de Prusse l'alliance conclue par Georges II.

Le nouveau roi maintint Pitt aux affaires; mais ce ministre donna bientôt sa démission, de dépit de n'avoir pu empêcher la conclusion du *Pacte de famille,* entre les différentes branches de la maison de Bourbon. Cette fédération servit de prétexte aux Anglais pour attaquer les colonies espagnoles. Ils eurent quelques succès et firent un immense butin à la Havane et à Manille.

La paix était devenue un besoin général : la mort d'Élisabeth de Russie la prépara. Pierre III, son successeur, se rapprocha de Frédéric de Prusse; et Frédéric, de Marie-Thérèse. Le traité de Paris qui mit fin aux hostilités en 1763, fit passer sous le sceptre de la Grande-Bretagne les plus belles colonies de la France dans l'Inde et l'Amérique, et lui rendit l'île de Minorque.

En 1766, Pitt rentra au ministère et fut nommé comte de Chatam; mais le dépérissement de sa santé, en l'éloignant de la tribune, lui fit perdre une partie de son influence. Cependant il retrouva toute son énergie pour les débats soulevés par la question de l'indépendance américaine. S'étant fait porter à la Chambre, lord Chatam protesta, dans un discours énergique et éloquent, contre l'idée seule d'un démembrement de l'empire. Épuisé par ce dernier effort, il mourut peu de temps après, au moment où la France et l'Espagne se déclaraient pour l'indépendance des États-Unis d'Amérique, et allaient assurer par leurs armes le triomphe de la cause contre laquelle s'élevait le ministre anglais.

Fox remplaça Pitt au ministère; mais il fut disgracié pour avoir voulu réformer la compagnie des Indes. Sur la ruine de sa fortune s'éleva celle de Guillaume Pitt, fils de lord Chatam. Ce jeune homme, déjà grand orateur à

vingt-quatre ans, eut la gloire de réformer l'Inde. Parmi les grandes mesures qui signalèrent son administration, il faut citer la restitution des biens confisqués en Écosse après la tentative de Charles Édouard, et les premiers pas pour l'abolition de la traite des noirs (1789).

Pendant que l'Angleterre faisait tous ses efforts pour retenir sous son autorité les États-Unis d'Amérique, et que la guerre se poursuivait avec fureur dans les colonies, des troubles avaient éclaté en Irlande. Les paysans et les laboureurs s'indignant de l'oppression sous laquelle ils gémissaient, s'étaient enrôlés dans des associations, et, sous divers noms : les *Enfants blancs*, les *Cœurs de chêne*, *etc.*, juraient de maintenir le parlement irlandais qu'on parlait de supprimer. Les désordres et les brigandages que firent naître ces associations; donnèrent lieu à une contre-association, celle des *Volontaires*, dont le but était d'arrêter le mal, tout en réclamant les droits des Irlandais les armes à la main. Trop occupé de la guerre d'Amérique pour sévir contre les Irlandais, le gouvernement reconnut par un bill l'intégrité des droits législatifs des Chambres irlandaises (1785); mais, dès qu'il se crut assez fort, il somma les catholiques de poser les armes, sema la division parmi eux ; et bientôt catholiques et protestants se firent la guerre.

A la même époque, Georges III fut attaqué d'une maladie mentale qui le rendit incapable de s'occuper du gouvernement; le prince de Galles prit donc en main la direction des affaires. Le roi ayant recouvré la raison, ressaisit l'autorité royale.

Lorsque la révolution française éclata, les Irlandais voulurent profiter de la commotion produite par ce grand événement pour se soustraire au joug de l'Angleterre. Le gouvernement ne put arrêter l'élan national de ce peuple depuis si longtemps opprimé. Un comité, formé à Dublin,

dirigeait le mouvement, et envoyait des secours en argent à la république française.

L'attentat du 21 janvier 1793, ouvrit enfin les yeux aux catholiques d'Irlande. Le gouvernement anglais profita de ce changement d'idées pour faire quelques concessions qui pacifièrent un instant le pays.

Le régicide devint l'occasion d'une guerre entre la Grande-Bretagne et la France ; elle appartient à l'histoire contemporaine.

Hollande.

(1702). A la mort de Guillaume III, roi d'Angleterre et stathouder de Hollande, le stathoudérat fut laissé vacant, et le gouvernement de la république fut confié aux états généraux, à la tête desquels était le grand-pensionnaire Hensius. Fidèle à la politique de Guillaume, Hensius, dans la guerre de la succession d'Espagne, faisant cause commune avec l'Angleterre et l'Autriche, réunit ses troupes à celles de Malborough et du prince Eugène.

La Hollande fut un des principaux théâtres de cette longue lutte ; on prit et reprit des villes, on en vint aux mains avec des succès divers qui ne fixaient la victoire dans aucun camp. Nous ne reviendrons pas sur ces brillantes campagnes que nous avons vues ailleurs, et dans lesquelles le rôle de la Hollande est éclipsé par celui des grandes puissances.

Ce ne fut qu'en 1713 que le traité d'Utrecht fit poser les armes à la Hollande, ainsi qu'à ses alliés. En 1715 le traité de la Barrière, conclu avec l'Angleterre, donna le droit à la république de mettre des garnisons dans plusieurs forteresses de la Belgique, pour former une défense contre la France.

L'épuisement de la Hollande à la suite des guerres auxquelles elle avait pris part, la fit descendre du rang qu'elle occupait depuis cinquante ans.

Dans la guerre de la succession d'Autriche, la république resta l'alliée de Marie-Thérèse. Louis XV crut pouvoir se servir des Hollandais comme auxiliaires dans les négociations entamées pour la paix ; mais leur mauvaise foi décida le roi de France à leur déclarer la guerre, et il envahit subitement la Hollande. Effrayés de ses rapides succès, les États rétablirent le stathoudérat en faveur de Guillaume IV de Nassau, le proclamèrent héréditaire et admirent même les femmes à la succession. La prise de Berg-op-Zoom, suivie de celle de Maestricht, hâta la conclusion du traité d'Aix-la-Chapelle (1748).

A la mort de Guillaume IV, son fils Guillaume V, encore mineur, lui succéda, sous la régence de sa mère Anne, proclamée gouvernante de la république. Quelques querelles entre la Hollande et l'Autriche troublèrent les années qui suivirent le traité d'Aix-la-Chapelle. A peine ces contestations étaient-elles terminées, que le parti républicain déclara une guerre ouverte au stathoudérat (1785). Les choses s'envenimèrent de part et d'autre, et de graves désordres allaient éclater, lorsque le stathouder réclama l'intervention du roi de Prusse, son beau-frère ; répondant à cet appel, ce prince rétablit l'ordre à main armée.

La proclamation de la république en France et la révolution belge eurent un grand retentissement en Hollande, où s'agitait toujours le parti républicain. Guillaume V, prince pusillanime, alla chercher un asile en Angleterre. En 1795, la Hollande conquise fut réunie à la république française.

Suède.

(1697.) Charles XII n'avait que quinze ans lorsqu'il monta sur le trône de Suède. La gloire que Gustave-Adolphe et Charles-Gustave avaient acquise sur les champs de bataille excitèrent de bonne heure son imagination, et développèrent en lui la bravoure jusqu'à la témérité. La Russie, la Pologne et le Danemark se liguèrent pour recouvrer, sous un prince encore enfant, ce que la Suède leur avait précédemment enlevé. S'arrachant aux plaisirs de son âge, Charles XII paraît tout à coup un homme fait. Il se tourne d'abord contre Frédéric IV de Danemark, qui avait commencé les hostilités, et, par une attaque aussi vigoureuse que soudaine, le force à la paix de Travendal. Le czar Pierre assiégeait Narva; Charles XII fond sur les Russes avec impétuosité, les taille en pièces; assure ses frontières à l'est, et se dirige vers la Pologne. Une courte et brillante campagne le rend maître de tout le pays; Auguste II, l'instigateur de cette guerre, est dépouillé de la couronne que le jeune vainqueur fait décerner à Stanislas Leczinski (1704).

Charles XII résolut alors d'abattre la Russie, dont la puissance lui portait ombrage. Avant de s'éloigner, il impose à Auguste II la paix d'Altranstadt, puis il franchit le Niémen et arrive sur les bords de la Bérézina, dont il force le passage. Vainqueur de vingt mille russes, il refuse orgueilleusement la paix. Comme il attendait des renforts promis par Mazeppa, chef des cosaques de l'Ukraine, le czar, qui en est instruit, vole à leur rencontre, les disperse, et Charles XII ne voit arriver que des fugitifs (1709). Sans se laisser abattre, le roi de Suède assiége Pultava; mais Pierre le Grand vient l'attaquer avec des forces con-

sidérables. La fortune trahit son courage et il est obligé de repasser le Dniéper. Pressé de toutes parts, le roi de Suède va demander asile aux Turcs, dont le sultan Achmet III lui accorde à Bender une généreuse hospitalité.

A la nouvelle des malheurs de Charles XII, Frédéric IV, Auguste II et le roi de Prusse se liguèrent contre la Suède. Malgré l'état d'épuisement de ce malheureux royaume, le général Steinbock repoussa les ennemis. Charles XII ayant enfin obtenu que la Porte déclarât la guerre à la Russie, se livra de nouveau à l'espoir de réaliser ses desseins ambitieux (1711); mais les Turcs firent bientôt la paix avec le czar et s'engagèrent à faire partir le roi de Suède. Celui-ci, trop fier pour retourner dans ses États en fugitif, s'y refusa les armes à la main. Vaincu par les Turcs à Varnitza, il fut conduit à Démotica, près d'Andrinople, où il reçut la visite de Stanislas Leczinski, chassé de la Pologne par Auguste II.

De tristes nouvelles de la Suède arrivaient à Charles : Steinbock, accablé par le nombre, avait capitulé, et la Prusse, ainsi que le Danemark, menaçait ses États. Charles se mit aussitôt en route; et, déguisé, avec un seul officier, il courut pendant seize jours pour devancer la petite armée qui lui restait. Ses sujets furent également surpris et joyeux de le revoir. Le jour même on s'occupa des moyens de donner à la guerre une activité nouvelle (1714). Les ennemis assiégeaient Stralsund; Charles fit des prodiges de valeur pour les repousser; mais forcé de reconnaître qu'il ne pouvait continuer la lutte contre des forces si considérables, il négocia la paix avec Pierre le Grand, auquel il céda ses conquêtes.

Tout à coup on apprit que Charles s'était jeté sur la Norvége : c'est là que devait se terminer cette vie si agitée. Il était occupé au siége de Frédéricshall, lorsqu'il fut tué par une balle partie, selon toute apparence, de la

main d'un assassin (1718). Ainsi périt Charles XII, à l'âge de trente-six ans, après avoir éprouvé ce que la prospérité a de plus enivrant et l'adversité de plus cruel, sans avoir été amolli par l'une ni ébranlé par l'autre. Il laissait la Suède déchue du haut rang où elle était montée, appauvrie, dépeuplée, sans commerce et sans possessions.

Sa sœur, la princesse Ulric-Éléonore fut élue reine. Sous prétexte d'assurer les libertés de la nation, les états du royaume établirent une nouvelle constitution qui entravait l'autorité royale : pour éviter le despotisme on tomba dans l'anarchie. Ulric-Eléonore associa au trône son époux Frédéric de Hesse-Cassel (1720), et conclut à de dures conditions la paix avec la Prusse, le Danemark et la Russie. Des dissensions intestines entravèrent les efforts de Frédéric pour réparer les maux de la guerre. Les membres de la diète se divisèrent en deux partis, celui de la France ou des *Chapeaux*, celui de la Russie ou des *Bonnets*. Les chapeaux prévalurent en 1738; il s'ensuivit une courte guerre à l'avantage de la Russie, sans qu'elle pût toutefois reprendre son influence.

Frédéric V étant mort sans enfants (1751), les états lui donnèrent pour successeur Adolphe-Frédéric de Holstein, qui fut couronné après avoir juré la constitution de 1720. Les factions continuèrent à troubler le royaume et à opprimer le roi jusqu'à lui enlever le droit de signer son nom sans l'autorisation du sénat. Le parti des Chapeaux entraîna la Suède dans la guerre de Sept Ans; les maux qui en résultèrent ne purent imposer silence aux partis. Adolphe-Frédéric mourut en 1771, et fut remplacé par son fils Gustave III.

Ce prince, dans la force de l'âge, joignait à une profonde connaissance de la politique de la Suède, la prudence, l'activité et la fermeté. Il conçut le hardi projet de réformer la constitution. Sûr de l'affection du peuple et de l'armée,

Gustave, à la tête de sa garde, marche au château où la diète est assemblée, fait arrêter quelques sénateurs ; et force les membres de la diète de signer une constitution qui enlevait aux États l'autorité dont ils avaient abusé, pour la rendre au roi. Cette révolution, accomplie en quelques heures, rendit la paix à la Suède (1772).

Gustave III encouragea le commerce, favorisa l'agriculture et l'exploitation des mines, réorganisa l'armée, répara la flotte et mit la Suède en état de braver ses ennemis.

Profitant des embarras de la Russie, alors occupée contre les Turcs (1787), Gustave crut le moment favorable de se venger du mauvais vouloir de cette puissance, et débarqua brusquement en Finlande. Il était déjà maître de cette province, lorsque l'or de l'impératrice Catherine sema la discorde parmi ses troupes ; et ses officiers refusèrent de marcher. Gustave ne se laissa point épouvanter; il avait pour lui le peuple et la bourgeoisie, et il résolut de renouveler le coup audacieux de 1772. En effet, trente membres des états sont arrêtés, pendant que les autres sont contraints de signer un nouvel acte constitutionnel qui, en abaissant la noblesse, augmentait l'autorité royale et assurait la liberté du peuple. Gustave se vit alors à l'apogée de sa puissance.

La campagne de 1789 ne décida rien entre les Suédois et les Russes. L'année suivante fut marquée par des batailles sanglantes. La victoire de Suenskesund, remportée par la flotte suédoise, termina la guerre. La paix de Werelœ (1790) remit les choses sur le pied où elles étaient avant les hostilités.

Gustave se préparait à prendre les armes en faveur de Louis XVI, lorsqu'il fut tué d'un coup de pistolet au milieu d'un bal masqué, par son ennemi personnel le capitaine Ankarstroem. La Suède perdit en lui un admi-

nistrateur habile et un guerrier distingué. Ce prince se délassait des travaux du gouvernement par la culture des lettres et des sciences (1792). Il ne laissa pour lui succéder qu'un fils, âgé de onze ans, qui fut Gustave IV.

Danemark et Norvége.

(1699). Frédéric IV, fils et successeur de Christian V, s'étant uni à la Pologne et à la Russie pour enlever au jeune Charles XII des provinces conquises par la Suède sous les règnes précédents, fut vaincu et forcé à la paix de Travendal. Lorsque la fortune se montra contraire à Charles XII, Frédéric IV, de concert avec la Russie et la Pologne, déclara la guerre à la Suède. Avant l'arrivée du roi, Steinbrock, général suédois, repoussa les ennemis. Charles XII revint en toute hâte de la Turquie, se jeta sur la Norvége et périt devant Frédérikshall, dont il faisait le siége. Frédéric IV fit la paix avec le nouveau gouvernement suédois (1720).

Ce prince mourut en 1730. Son fils Christian VI lui succéda. Le Danemark jouit d'une grande paix sous son règne. La mort l'enleva en 1746. Frédéric V, son fils fut un des rois les plus illustres du Danemark. Il perfectionna l'exploitation des mines, fonda des écoles spéciales, des académies, des hôpitaux, diminua les impôts, favorisa le commerce, et résolut de faire de Copenhague l'entrepôt de toutes les marchandises de la Baltique. Frédéric V fut puissamment secondé par son ministre, le comte de Bernstorff, surnommé le Colbert du Danemark. La fondation d'un théâtre français et d'un opéra italien répandit le goût de l'art dramatique, en même temps que plusieurs écrivains distingués travaillaient à perfectionner la langue nationale.

Christian VII n'avait que dix-sept ans à la mort de son père, Frédéric V (1766). Ce jeune prince négligea les soins du gouvernement pour ses plaisirs et dilapida les finances. Le médecin Struensée devint, par la faveur de la jeune reine, Caroline Mathilde, premier ministre de Christian VII (1769). Des réformes dangereuses, des mesures imprudentes, inspirées par l'esprit philosophique de l'époque, la publication d'ordonnances qui offensaient la morale publique et portèrent la licence aux dernières limites, excitèrent de violents murmures contre Struensée. Les mécontents, à la tête desquels était la reine douairière, seconde femme de Frédéric V, arrachèrent au roi l'ordre d'arrêter sa femme et son ministre. Celui-ci fut jugé et condamné à mort; le divorce de la reine fut prononcé. Elle mourut trois ans après.

Le neveu de Bernstorf devint ministre. Disgracié en 1780, il fut rappelé quatre ans après, lorsque le prince royal dut remplacer son père, frappé d'aliénation mentale. Il réforma un grand nombre d'abus, améliora les finances et affranchit les paysans de ses États. En 1800 il succéda à son père sous le nom de Frédéric VI.

Russie.

(1696). Le jeune czar Pierre Ier, que la mort de son frère Ywan laissait seul maître du trône de Russie, avait un esprit vif et pénétrant, une activité infatigable et une énergie de caractère qui dégénérait souvent en cruauté. Un aventurier genevois, nommé Le Fort, devint son ami et son conseiller. Sous sa direction, Pierre organisa un corps de troupes dévouées qu'il comptait opposer à la dangereuse milice des Strélitz. Le Fort, secondé de l'écossais Gordon, fut bientôt à la tête d'une petite armée, dans

laquelle le jeune czar passa successivement par tous les grades militaires. L'attention de Pierre Ier se porta principalement sur les moyens de faire de la Russie une puissance maritime. Dans ce but, il s'empara d'Azov sur les Turcs, de Pérécop sur les Tartares, ce qui ouvrait aux Russes la mer d'Azov et la mer Noire. Le Fort fut créé amiral d'une flotte encore en projet; mais elle fut bientôt organisée et équipée, grâce aux ouvriers étrangers que le czar appela en Russie. En même temps, il envoyait de jeunes Russes étudier à Venise et à Livourne la construction des navires, et lui-même partait incognito à la suite d'une ambassade russe chargée de visiter les contrées de l'occident. C'est alors que le jeune czar, en habit de pilote, se fit inscrire au nombre des charpentiers de Saardam (Hollande), sous le nom de Pierre Michaëloff. Menant la vie d'un ouvrier, le compas et la hache à la main, il apprit la construction des vaisseaux, et en construisit lui-même un de soixante canons qu'il fit partir pour Arkangel.

Le czar s'exerça à tous les métiers, se familiarisa avec toutes les industries, pour pouvoir apprécier les ouvriers qu'il envoyait ensuite à Moscou.

Après les ateliers, il voulut connaître les cours. Il visita l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie. C'est là qu'il apprit la révolte des Strélitz, excitée par les ennemis des réformes qu'il introduisait en Russie. Le czar part immédiatement, et arrive au moment où les rebelles venaient d'être battus par Gordon. Deux mille Strélitz furent pendus dans un même jour, et cinq mille eurent la tête tranchée. Lui-même donna le signal de l'exécution, en prenant une hache dont il coupa une centaines de têtes, engageant ses courtisans à l'imiter. Le corps des Strélitz fut anéanti pour jamais. Le Fort mourut quelques mois après.

Charles XII venait de monter sur le trône de Suède;

Auguste II, roi de Pologne, Frédéric II de Danemark et le czar Pierre, voulant profiter de sa jeunesse, tentèrent de lui enlever quelques provinces; mais à la sanglante bataille de Narva, neuf mille Suédois défirent complétement quatre-vingt mille Russes. Cet échec, bientôt réparé, n'interrompit point les établissements du czar. On fouillait les mines de la Sibérie, on creusait des canaux, on fondait des écoles spéciales, on établissait des manufactures de draps, de papiers, etc. Dans le même temps on jetait, à l'embouchure de la Néva, les fondations de Saint-Pétersbourg, protégés par l'île de Cronstadt, transformée en citadelle imprenable.

Cependant Charles XII n'avait pas posé les armes. Après avoir mis le Danemark dans l'impossibilité de lui nuire, il se préparait à marcher sur Moscou, lorsque ses alliés les cosaques sont battus avant d'avoir pu le rejoindre. Lui-même, attaqué par le czar sous les murs de Pultava, voit son armée taillée en pièces, et court chercher un refuge chez les Turcs. Pierre, cessant de le poursuivre, vint reprendre le cours de ses travaux.

Charles XII, pour se venger, fait déclarer la guerre à la Russie par la Porte ottomane. Les Turcs passent le Pruth avec des forces considérables et sont partout vainqueurs. Pierre se croit perdu, lorsque Catherine (1), qu'il venait d'épouser, après avoir répudié Eudoxie Lapouchin, ranime son courage et l'engage à offrir la paix. Le grand vizir l'accepte et Azov est rendu aux Turcs. Le traité de Falksen (sur le Pruth) mécontenta Charles XII; il se brouilla avec ses anciens alliés, puis, après avoir résisté longtemps il quitta la Turquie pour regagner ses États, attaqués par le czar, le roi de Pologne et le roi de Danemark. Déjà Pierre Ier avait soumis la Finlande lorsque le roi de Suède

(1) Fille d'un officier suédois, faite prisonnière en 1702.

arriva. Ses ennemis assiégeaient Stralsund; tous ses efforts ne purent empêcher la place de capituler. Le czar, cessant de craindre Charles XII, consentit à négocier avec lui et garda ses conquêtes.

En 1717, Pierre Ier alla visiter la France, où il reçut le plus brillant accueil. Catherine, qu'il avait fait proclamer czarine, l'attendait en Hollande, d'où il regagna la Russie. De retour dans ses États, il poursuivit ses desseins pour l'agrandissement et la civilisation de son vaste empire; mais, prince encore barbare, il civilisait par la force et en quelque sorte le sabre à la main.

Son fils Alexis Pétrowitz, qu'il avait eu de sa première femme, était devenu l'objet de la jalousie de Catherine, qui voulait assurer le trône à son fils, le jeune Pierre. Alexis blâmait ouvertement les innovations introduites par le czar dans le gouvernement; et, refusant de se rendre aux observations de son père, il partit pour l'Italie. Sur la promesse d'une amnistie, le jeune prince revint se jeter aux pieds du czar en implorant son pardon; mais il fut arrêté, jugé et condamné à mort. A la lecture de la sentence le malheureux czarowitz tomba dans des convulsions affreuses; il mourut trois jours après. Son père est accusé de l'avoir fait empoisonner.

Des exécutions barbares avaient précédé cette catastrophe. Quelques seigneurs, accusés d'avoir conspiré avec Eudoxie, furent livrés à d'horribles supplices auxquels Pierre Ier n'eut pas honte d'assister.

Au milieu de ces scènes sanglantes de la barbarie moscovite, le czar et son ministre Menzikoff poursuivaient d'utiles entreprises et des établissements qui devaient assurer la richesse de la Russie. La marine, l'armée, le commerce, les sciences, le clergé, rien ne fut oublié. Pierre Ier transforma l'administration intérieure de son empire sans aucun égard aux vrais besoins de la nation.

Il assimila l'église schismatique russe à l'administration civile et militaire; le patriarche de Moscou fut dépouillé de son autorité suprême, laquelle fut confiée au *Saint-Syncde*, composé de prélats et de laïques sous la dépendance de l'empereur.

A la mort de Charles XII, la Suède recommença la guerre contre la Russie; elle en fut punie par la perte de plusieurs provinces sur la Baltique, dont le traité de Nistadt assura la possession à Pierre Ier; il reçut alors le titre de Grand, auquel il joignit celui d'empereur de toutes les Russies.

Une courte guerre contre la Perse, pour venger des marchands russes massacrés sur son territoire, amena la prise de Derbent par le czar en personne, et sa domination sur la mer Caspienne (1723).

La santé de Pierre le Grand, déjà profondément altérée par ses travaux et ses désordres, ne put résister aux orgies infâmes dans lesquelles il cherchait à s'étourdir. Il expira le 28 janvier 1725, laissant trois filles et un petit-fils mineur, Pierre, fils du prince Alexis.

Pierre Ier, dit le Grand, se distingua par des facultés plus que par des vertus; supérieur à sa nation par ses connaissances, il prétendit l'élever subitement au niveau des peuples de l Occident; mais ses vices et sa férocité naturelle font oublier ce qu'il fit pour la grandeur de la Russie. Ses réformes tout extérieures laissèrent la nation dans la servitude; il en fit seulement un instrument mieux organisé entre les mains de son maître. Il civilisa ses sujets en despote, leur imposant des mœurs, des usages opposés, non-seulement à leurs habitudes, mais à leur naturel; civilisation prématurée et fausse, car elle s'allie à l'esclavage et à la barbarie. Les constructions utiles ou grandioses dont le czar dota la Russie, coûtèrent la vie à des milliers de malheureux ouvriers, enlevés violemment à

leurs champs, à leurs travaux ; et les sommes immenses qui les payèrent furent le prix des extorsions les plus cruelles.

Catherine, avec l'appui du prince Menzikoff, se fit reconnaître impératrice au mépris des droits d'Alexis. Elle ne régna que deux ans, pendant lesquels elle se montra digne du trône par sa sagesse et sa modération.

A sa mort (1727), la couronne revint à Pierre II, âgé de onze ans, que Catherine avait écarté du trône. Menzikoff s'empara de toute l'autorité; et, pour l'affermir entre ses mains, il fiança sa fille avec le jeune czar. Sa faveur ne fut pas de longue durée. Ses ennemis profitèrent habilement d'un moment d'irritation de Pierre II contre son ministre pour obtenir sa disgrâce. Menzikoff, dépouillé de tous ses biens, fut exilé en Sibérie. Iwan Dolgorouki le remplaça dans la faveur du czar. La mort prématurée de Pierre II (1730) confondit bientôt l'ambition de la famille du nouveau favori.

Le haut conseil, le sénat et les généraux, tout en se réservant une partie de l'autorité, offrirent le sceptre à une nièce de Pierre le Grand, Anne Iwanowa, duchesse douairière de Courlande. Anne, conseillée par le chancelier allemand Osterman, divisa les grands pour les affaiblir. Elle put alors régner despotiquement, laissant son favori, le cruel Biren, exercer ses atroces barbaries. Les Dolgorouki furent disgraciés, puis exilés: huit ans après ils périrent dans les supplices. Il serait trop long de raconter les cruautés de Biren; il suffit de dire qu'on porte à plus de vingt mille le nombre des victimes qu'il fit expirer dans les tortures, ou qu'il envoya mourir lentement sous le ciel glacé de la Sibérie.

A la mort d'Auguste II, roi de Pologne (1733), la Russie prit les armes pour empêcher Stanislas Leczinski de remonter sur le trône, et elle imposa Auguste III aux

Polonais. En 1737, l'impératrice força la Courlande de demander Biren pour la gouverner (1).

Anne mourut en 1740. Elle avait désigné pour son successeur le petit-fils de sa sœur Catherine, Iwan VI Antonowitz, à peine âgé de quelques semaines. La tutelle de cet enfant fut confiée au farouche Biren. Le général Munich et Anne, mère du jeune empereur, tramèrent la perte du régent. Biren, surpris dans son lit, fut chargé de fers et envoyé en Sibérie, pendant que Anne était proclamée régente. Tout à coup éclate une nouvelle révolution. Élisabeth, la seconde fille de Pierre le Grand, pour s'assurer la liberté de sa vie scandaleuse, gagne quelques officiers de l'armée, se saisit du jeune Iwan et de la régente et les fait jeter en prison. Une foule de sentences de mort furent alors portées contre les personnages les plus distingués du dernier règne, d'autres furent envoyés en Sibérie; de ce nombre fut Munich. On enferma ce général dans la prison de Biren dont le sort fut adouci.

Élisabeth, malgré le serment qu'elle avait fait en montant sur le trône de ne punir personne de mort, ne rougit pas de se livrer aux plus affreux supplices tous ceux qui lui étaient contraires et de les faire périr dans les tortures. Sous son règne les anciennes mœurs reprirent bientôt le dessus; et la réaction de la barbarie contre la civilisation, imposée par Pierre le Grand, fut d'autant plus violente, que cette civilisation n'était qu'apparente. Tout à ses plaisirs et incapable d'application aux affaires, Élisabeth abandonnait le gouvernement à ses infâmes favoris.

La guerre s'était rallumée contre la Suède et se poursuivait à l'avantage de la Russie. La Suède demanda la paix et en accepta les humiliantes conditions, réglées par

(1) Plus tard Pierre, fils de Biren, fut forcé d'abdiquer, et la Courlande fut réunie à la Russie.

le traité d'Abo (1743). Dans la guerre de Sept Ans, Élisabeth se déclara contre Frédéric II, roi de Prusse. La mort de cette princesse, en 1761, hâta la conclusion de la paix de Paris, qui rendit le repos à l'Europe.

Élisabeth eut pour successeur le grand duc Pierre III, son neveu, qui avait épousé Catherine d'Anhaltz-Zerbst. Catherine affectait un profond mépris pour son époux dont la conduite coupable semblait justifier ses sentiments. Cependant ce prince, qui n'a été connu longtemps que par les calomnies de ses assassins, s'occupait avec activité de l'administration de ses États. Il releva le commerce et la marine, diminua les impôts, et montra, sinon les talents de son aïeul, au moins ses bonnes intentions. Catherine, retirée à Pétershoff, épiait par des traîtres toutes les démarches du czar. A la nouvelle que Pierre s'intéresse au jeune Iwan, détrôné par Élisabeth, elle revient tout à coup à Saint-Pétersbourg, se met à la tête des gardes et se fait proclamer impératrice de toutes les Russies. Pierre s'épouvante; et, au lieu d'écouter les conseils de Munich, qu'il avait rappelé de Sibérie, il s'en rapporte aux avis des traîtres qui le décident à se livrer à Catherine. A peine a-t-il cédé à ces perfides insinuations qu'il est arrêté et mis à mort. La douleur que Catherine affecta ne trompa personne.

S'étant réconciliée avec Munich, elle s'efforça d'augmenter et d'assurer la prospérité et la puissance de la Russie, au moyen d'une politique astucieuse qu'on ne saurait trop flétrir (1763). A la mort d'Auguste III, roi de Pologne, Catherine II s'arrogea une sorte de dictature sur ce malheureux royaume, auquel elle imposa son favori Stanislas-Auguste Poniatowski.

Depuis lors elle imposa ses volontés à la Pologne, et ne la laissa plus respirer, jusqu'au moment où nous la verrons, d'accord avec la Prusse et l'Autriche, consommer sa

ruine par trois partages successifs. Pendant qu'elle écrasait la Pologne, Catherine étouffait dans le sang les révoltes qui éclataient à Saint-Pétersbourg, et faisait assassiner le jeune Iwan, dont le nom servait de prétexte aux conspirations; et cependant cette princesse était vantée par toute l'Europe, où elle achetait à prix d'or des panégyristes, au nombre desquels étaient Voltaire, d'Alembert, Diderot, etc.

Tandis que Catherine maintenait par les armes sa domination en Pologne, les Turcs lui déclaraient la guerre. Les Russes échouèrent d'abord devant Choczim; mais à une seconde attaque la ville succomba sous le nombre des ennemis. L'impératrice conçut alors le projet de conquérir ou de détruire l'empire turc. D'immenses préparatifs furent faits, et une flotte considérable fut confiée à l'amiral Spiritoff pour forcer les Dardanelles. Bientôt toute l'ancienne Grèce, travaillée par les émissaires de Catherine, se révolta, croyant à la liberté qu'on lui promettait. Le triomphe de la Russie paraissait assuré, lorsque la division éclata entre les Russes et les Grecs. La guerre continua pendant quatre années sans résultats. Le fait le plus important de la campagne de 1771 fut la conquête de la Crimée.

La lutte n'avait pas cessé en Pologne. Ce malheureux royaume se débattait expirant sous les serres cruelles de l'aigle russe. Après un premier partage qui mutila la Pologne, la guerre reprit avec une plus grande activité entre la Russie et la Porte. Des succès balancés de part et d'autre amenèrent, en 1774, le traité de Kainardji avantageux à la Russie.

Débarrassée de la guerre contre les Turcs, Catherine put se livrer avec d'autant plus de liberté à ses passions qu'elles étaient couvertes, aux yeux de ses sujets et des étrangers, par les éloges achetés à de vils poètes ou historiens.

La paix de Kainardji n'avait pas encore satisfait l'ambition de la czarine, qui convoitait la Crimée, déclarée indépendante par le dernier traité. Elle y fomenta des troubles; et quand cette province fut assez affaiblie par la guerre civile, elle y envoya des troupes et s'en rendit maîtresse. Les mêmes moyens lui facilitèrent la conquête des établissements des Cosaques du Dniéper, et de plusieurs petits États indépendants sur les bords de la mer Noire. Les Turcs, indignés des envahissements de la Russie, lui déclarèrent la guerre (1787). Après plusieurs années d'hostilités, la paix de Yassi (1792) établit le Dniester pour limite entre les deux empires.

Catherine se jeta de nouveau sur la Pologne, qui faisait des efforts énergiques pour secouer le joug de la Russie. Kocziusko et Madalinski, ces vaillants défenseurs de la liberté polonaise, furent écrasés par les troupes de l'impératrice. Kocziusko tomba au pouvoir des ennemis les armes à la main, et Madalinski ne put défendre Varsovie contre le russe Souwaroff. Maîtresse de la capitale (1792), Catherine se crut tout permis; et la malheureuse Pologne ne fut plus qu'une province du vaste empire russe.

Suisse.

Vers la fin de la guerre de la succession d'Espagne, des troubles avaient éclaté en Suisse. On accusa l'ambassadeur français de les avoir fomentés, pour empêcher ce peuple guerrier de se joindre aux ennemis de la France.

Outre les divisions religieuses qui séparaient les cantons, quelques-uns étaient déchirés par des factions particulières. Dans celui de Zug et d'Appenzell, on distinguait les *Doux* ou partisans de la France, et les *Rudes* ou leurs

adversaires. A Berne et à Uri, c'é[illegible]rgeoisie et la noblesse qui étaient en lutte.

A la mort du dernier seigneur de Valengin, Neufchâtel échut au roi de Prusse. En 1757, les habitants de ce canton cherchèrent à se rendre indépendants. La modération avec laquelle le gouvernement prussien punit les coupables lui gagna le cœur des Neufchâtelois, qui, dès lors, restèrent soumis à leurs nouveaux maîtres.

A Fribourg et à Genève, des dissensions furent causées par le mécontentement de la bourgeoisie contre l'aristocratie. Malgré les complots, les séditions, les révoltes qui, durant cette période, agitèrent les États helvétiques, le commerce et l'industrie y firent de rapides progrès. En même temps des hommes illustres y cultivèrent avec éclat les lettres et les sciences.

ITALIE

Savoie, Piémont, Sardaigne.

(1713). Victor-Amédée II, duc de Savoie, d'abord perfide allié, puis ennemi de la France dans la guerre de la succession d'Espagne, ayant obtenu par le traité d'Utrecht, avec le titre de roi, le Montferrat et le royaume de Sicile, se hâta d'en aller prendre possession. Sous prétexte de maintenir les priviléges de sa couronne contre l'autorité du Saint-Siége, il s'engagea dans une déplorable lutte avec le pape Clément XI ; et, pour se venger de l'interdit mis sur plusieurs villes, il exila quatre cents ecclésiastiques.

En 1720, à la suite du traité de la Haye, la Sicile passa sous la domination de l'empereur, et Victor-Amédée II reçut en échange la Sardaigne érigée en royaume. Ce

prince s'appliqua le reste de sa vie à améliorer l'administration de ses États, sans pouvoir se concilier l'amour de ses sujets. Il abdiqua, en 1730, en faveur de son fils Charles-Emmanuel III. Le jeune roi relégua dans un château son vieux père qui venait de lui céder le trône, et l'y laissa mourir sans aller le visiter.

Charles-Emmanuel fut habile dans la politique, la guerre et l'administration ; mais, comme son père, infidèle dans ses alliances, il les vendait au plus offrant. Ce prince joua un rôle important dans la guerre de la succession d'Autriche ; à mesure qu'il combattait pour l'un, il négociait avec l'autre, cherchant à faire craindre sa défection pour obtenir de son allié des conditions plus avantageuses. Le traité d'Aix-la-Chapelle (1748) lui confirma la possession de quelques comtés cédés par l'Autriche. La fin de son règne (1773) et celui de son fils, Victor-Amédée III, furent pour le Piémont une période de paix. Charles-Emmanuel avait développé l'éducation publique par la dotation de plusieurs séminaires où les jeunes gens étaient élevés gratuitement.

La prospérité croissante du nouveau royaume de Sardaigne fut arrêtée par l'invasion des armées de la République française. Victor-Amédée III n'ayant pu défendre ses États, le Piémont et la Savoie furent incorporés à la France.

Lombardie et duché de Milan.

Depuis le XVIe siècle, le Milanais appartenait à l'Espagne; le traité d'Utrecht le donna à l'Autriche, et l'empereur Charles VI l'agrandit par plusieurs acquisitions. Le Milanais fut ravagé par les armées des puissances belligérantes dans chacune des guerres de cette époque, et démembré

par chacun des traités de paix; une petite partie en fut cédée au roi de Sardaigne. La république française s'empara du duché de Milan en 1797.

Parme et Plaisance.

A la mort d'Antoine Farnèse, qui avait marié Élisabeth Farnèse, sa nièce et sa seule héritière, à Philippe V, roi d'Espagne (1714), l'empereur s'empara des duchés de Parme et de Plaisance, au mépris des anciens droits de l'Église sur ces états. L'année suivante, ils furent cédés à don Carlos, fils de Philippe V. Le traité d'Aix-la-Chapelle (1748) les assigna à l'infant don Philippe, frère de don Carlos, et y ajouta le duché de Mantoue, dont le duc, Joseph-Marie de Gonzague, venait de mourir sans postérité. Ferdinand, fils et successeur de don Philippe, introduisit dans ses États les idées philosophiques qui bouleversaient alors tous les esprits, et lutta ouvertement contre l'autorité de l'Église. En 1768 il chassa les Jésuites de ses duchés. Ce prince fut dépossédé de ses États par les armées de la république française.

Modène et Reggio.

Ces deux petits duchés eurent beaucoup à souffrir des guerres qui remplirent le XVIII[e] siècle. Le duc Renaud d'Este, allié de l'empereur d'Autriche, fut deux fois chassé de ses États par les Français et les Espagnols victorieux. Il mourut en 1737, âgé de quatre-vingt-deux ans. Son fils, François III, fut nommé généralissime des troupes françaises et espagnoles en Italie, tandis que les Impériaux ravageaient ses duchés. Rétabli par le traité d'Aix-la-Chapelle,

il mourut en 1780. Son fils, Hercule III, n'avait qu'une fille, mariée à l'archiduc Ferdinand d'Autriche. Elle lui succéda et perdit ses États par les guerres de la révolution française.

Toscane.

Cosme III, grand duc de Florence depuis 1670, mourut en 1723, regretté de ses sujets. Son fils, Jean-Gaston de Médicis, se hata d'éloigner de la cour les hommes religieux dont son père aimait à s'entourer, pour se livrer plus librement à ses passions. A sa mort (1737), comme il ne laissait point d'héritiers, le traité de Vienne donna son duché à François de Lorraine, gendre de l'empereur Charles VI, qui venait d'être dépouillé de la Lorraine en faveur de Stanislas Leczinski, chassé de la Pologne. François gouverna la Toscane avec sagesse jusqu'en 1745, qu'il fut appelé à l'empire; il remit alors la continuation de son œuvre entre les mains de sages ministres. Lorsqu'il mourut en 1765, son second fils, Léopold, lui succéda. Ce jeune prince s'occupa de l'administration de ses États avec une activité inquiète, et comme tous les souverains de l'Europe à cette époque, il ne rêva que réformes religieuses. Quoique ces innovations déplussent à ses sujets, il songea un moment, sous l'influence de Ricci, évêque de Pistoïa, à établir en Toscane une église indépendante. Les habitants de la Toscane le virent s'éloigner avec joie quand il succéda à son frère Joseph II, sur le trône impérial (1792).

Royaume des Deux-Siciles.

Le traité d'Utrecht et celui de Rastadt partagèrent le royaume des Deux-Siciles entre l'empereur Charles VI, qui eut la partie continentale, et le duc de Savoie, Victor-

Amédée, qui eut la Sicile. En 1720, l'empereur recouvra la Sicile, et Victor-Amédée reçut en échange la Sardaigne. L'Espagne, qui possédait alors la Sardaigne, l'ayant enlevée à l'Autriche en 1717, fut indemnisée de l'abandon qu'elle en fit, par un droit de succession sur les duchés de Parme et de Plaisance.

Pendant la guerre pour la succession au trône de Pologne, l'infant don Carlos, fils de Philippe V d'Espagne, s'empara du royaume des Deux-Siciles, où il se fit couronner sous le nom de Charles VII; son administration juste et sage légitima sa royauté. La guerre de la succession d'Autriche interrompit ses travaux législatifs, mais une flotte anglaise empêcha ses troupes d'aller rejoindre celles de l'Espagne. Une armée autrichienne étant venue menacer Naples, Charles VII, par la victoire de Velletri, la força de se retirer. La paix d'Aix-la-Chapelle rendit ce prince aux soins du gouvernement. Aussi éclairé que religieux, il protégea les sciences et les lettres et embellit Naples de superbes édifices. Les Napolitains, qu'il rendait heureux, le virent avec douleur passer sur le trône d'Espagne, à la mort de son frère Ferdinand VI (1759). Son troisième fils, Ferdinand IV, âgé de huit ans, lui succéda sur le trône de Naples. La régence fut confiée à Tanucci, ministre philosophe, qui se lança dans des réformes administratives et religieuses. Sous son influence, le jeune roi, dès qu'il eut été proclamé majeur (1767), expulsa les Jésuites de ses États. Peu de temps après, l'archiduchesse Marie-Caroline, épouse de Ferdinand IV, ayant pris sur lui un grand empire, fit disgracier Tanucci et donna sa confiance à l'anglais Acton, qui se rendit odieux au peuple.

Venise.

Venise ne prit aucune part aux événements de l'Italie pendant le XVIIIe siècle; cette neutralité pouvait seulement retarder sa ruine.

Les populations de la Morée et de la Livadie, qui avaient été cédées à la république par le traité de Carlowitz, fatiguées du joug des Vénitiens, s'unirent aux Turcs pour les repousser. Le traité de Passarowitz, entre l'Autriche et la Porte ottomane, garantit aux Turcs la possession de ces deux provinces.

L'existence de la république fut désormais toute passive ; spectatrice de la lutte des grands États, elle se confiait de sa sûreté à leur jalousie. L'activité de sa diplomatie, la vigilance de sa police, lui conservèrent sa réputation de sagesse et une apparence d'autorité. Son territoire fut ravagé par le passage des armées autrichiennes ou espagnoles; mais rien ne put faire sortir le gouvernement de son système de neutralité : à peine vit-on quelques vaisseaux vénitiens faire la chasse aux pirates barbaresques qui insultaient son pavillon. La république aimait mieux acheter la paix que de la conquérir.

Venise ne semblait conserver un peu de vie que pour lutter contre le Saint-Siége, en entravant, par des mesures tracassières, la liberté et l'influence du clergé. Les Jésuites furent expulsés du territoire de la république, un grand nombre de couvents furent supprimés, leurs biens confisqués; et l'esprit d'hostilité contre l'Église dicta une foule de mesures arbitraires. La France, l'Autriche et la république cisalpine se partagèrent le territoire de Venise par le traité de Campo Formio (1797).

Gênes et île de Corse.

A Gênes, la noblesse s'était rendue odieuse au peuple, et il en était de même partout où dominaient les Génois. La tyrannie qu'ils exerçaient en Corse y occasionna une révolte générale; il fallut, pour réduire les rebelles, le secours des Autrichiens (1733). Deux ans après, de nouveaux griefs excitèrent une nouvelle révolte, et les insurgés proclamèrent un royaume de Corse sous la protection de la sainte Vierge. Un aventurier allemand devint roi de l'île sous le nom de Théodore Ier; mais bientôt, haï de tous, il prit la fuite. Une escadre française vint aider les Génois à soumettre les rebelles; ils n'obtinrent qu'une pacification apparente. A peine les Français s'étaient-ils éloignés, que l'insurrection se ranima, dirigée par Pascal Paoli. A la fin, Gênes désespérant de ramener les Corses sous sa domination, céda cette île à la France, qui ne s'en rendit maîtresse qu'après une lutte longue et acharnée (1769).

Dans le temps que ces événements se passaient en Corse, la république de Gênes avait eu à se défendre contre les Autrichiens sur son propre territoire. En 1746, pendant la guerre de la succession d'Autriche, une armée impériale, refoulée en Italie, occupa Gênes de vive force et y abusa du droit de la victoire. Un soulèvement général eut lieu contre les Autrichiens, qui furent obligés d'évacuer la ville après plusieurs jours d'une lutte sanglante. La cour de Vienne voulut venger cet affront; mais les Génois furent sauvés par des galères françaises. Cet événement n'empêcha pas la république de marcher rapidement à sa décadence : les guerres de la république française et de l'empire consommèrent sa ruine.

Lucques.

La petite république de Lucques, sans prendre part aux guerres qui désolèrent l'Italie pendant le XVIIIe siècle, eut beaucoup à souffrir du passage des troupes étrangères. La jalousie de la bourgeoisie contre la noblesse, seule admise aux emplois, en lui ôtant tout attachement à la patrie, ruina le commerce et l'industrie.

Turquie.

(1699). Mustapha III, qui avait signé le traité de Carlowitz, fut déposé en 1702. Sous son frère et son successeur, Achmet III, les Turcs, après une campagne heureuse, obtinrent des Russes la restitution d'Azov. En 1715, ils s'emparèrent de la Morée sur les Vénitiens, les chassèrent de Candie, et l'année suivante ils assiégèrent Corfou. Les flottes réunies du Pape, de l'empereur Charles VI et du roi d'Espagne délivrèrent Corfou, pendant que le prince Eugène battait les Turcs à Peterwaradin (1716) et réduisait la forteresse de Temeswar. La victoire qu'il remporta devant Belgrade peu de temps après, le rendit maître de cette place importante; et le 21 juillet 1718, il signa à Passerowitz une paix glorieuse pour l'empereur. La Porte y perdit Temeswar, Belgrade, une partie de la Valachie, de la Servie et plusieurs places de la Dalmatie et de l'Albanie. Ce traité indigna les vrais croyants.

Des troubles ayant éclaté en Perse (1722), les Turcs en profitèrent pour lui enlever plusieurs provinces; mais lorsque la paix fut rétablie, le sophi Thamas réclama les provinces conquises. Le voluptueux et avare Achmet III et

son grand visir, le vieil Ibrahim, pressés par les janissaires et le peuple, déclarèrent la guerre aux Perses. Pour fournir aux frais de l'expédition, le sultan mit un impôt extraordinaire sur les marchandises. Les janissaires qui pour la plupart faisaient le commerce, irrités de cet impôt, conspiraient sourdement, lorsqu'on apprit que Tauris était aux mains des Perses, et qu'Achmet avait quitté le camp pour retrouver ses voluptés accoutumées dans un château de plaisance.

Cette nouvelle est le signal d'une révolte générale, à la tête de laquelle se placent trois janissaires, Patrona-Calil, Muslu et Ali. Les rebelles demandent qu'on leur livre Ibrahim vivant : le sultan leur envoie son cadavre. A cette vue ils entrent en fureur, déposent Achmet et proclament son neveu, Mahmoud I[er] (1739). Petrona vient aussitôt dicter ses volontés au nouveau sultan, qui lui laisse un moment toute l'autorité. Mais bientôt, lassé de cette sorte de tutelle, Mahmoud, sous prétexte d'une affaire importante, convoque au palais Patrona, Muslu et Ali. A peine y sont-ils arrivés, que des assassins se précipitent sur eux, les massacrent ainsi que leur escorte. Cinq cents de leurs amis subirent le même sort.

Cependant la guerre engagée avec la Perse se poursuivait alors à l'avantage de la Porte. En 1730, le visir Topal Osman, ayant remporté sur Nadir-Kouli-Khan, régent du jeune sophi, une sanglante bataille, refusa la paix que le fier persan lui demandait. Il expia bientôt ce refus par sa défaite et sa mort sur un nouveau champ de bataille. Ce fut au tour de la Porte à solliciter la paix. Pour l'obtenir, le sultan dut céder ses conquêtes et reconnaître Kouli-Khan en qualité de sophi de Perse (1735).

La Russie, jugeant le moment favorable, envoya une armée pour reprendre Azov aux Ottomans. Dans le même temps l'empereur Charles VI leur déclara la guerre ; mais

trois défaites successives le forcèrent d'accepter le traité de Belgrade, qui lui enlevait, outre cette place importante, la Servie et la Valachie autrichienne.

Mahmoud Ier eut pour successeur (1754) son frère, Othman III, faible et inepte malgré ses cinquante-trois ans. Ce nouveau règne fut marqué par l'instabilité du pouvoir et un effroyable incendie qui consuma les deux tiers de Constantinople.

Son neveu Mustapha III lui succéda en 1757. Appliqué, juste, laborieux, le nouveau sultan, secondé par le grand-vizir Raghib, réforma de nombreux abus dans chaque branche de l'administration, et s'occupa même des lettres et des sciences.

A la mort d'Auguste III, roi de Pologne, Mustapha protesta contre l'élection de Poniatowski imposée par Catherine, et déclara la guerre à la Russie. Il mourut en 1774, avant la fin de cette guerre. Ce fut un des souverains les plus remarquables de son temps, et un des sultans les plus dignes d'éloges, par son esprit élevé et son amour du travail.

Le règne de son frère Abdul-Hamid commença par une campagne désastreuse contre les Russes, suivie du honteux traité de Kainardji. Pendant la paix, le sultan alla châtier les rébellions qui avaient éclaté dans l'empire à l'instigation de la Russie, et il se montra terrible dans la punition des coupables.

Prévoyant que la paix avec la Russie ne serait pas de longue durée, Abdul-Hamid voulut, pour assurer la victoire à ses troupes, les façonner à la tactique européenne; en dépit de ses intelligents efforts, lorsque la guerre se ralluma en 1787, les Ottomans succombèrent sous les coups terribles de la milice russe. Abdul mourut au milieu de cette guerre (1789).

Il eut pour successeur son neveu, le jeune Sélim III,

qui fut forcé de souscrire au traité de Yassy (1792). Sélim continua les tentatives de son prédécesseur pour l'introduction dans ses États d'un meilleur régime militaire; mais les janissaires, mécontents du frein qu'il voulait mettre à leur licence, le déposèrent et le firent périr en 1807.

Perse.

L'histoire de la Perse, presque inconnue depuis les conquêtes du terrible mongol Gengis-Khan, acquiert une certaine importance pendant le XIIIe siècle. Schah-Hussein, qui régnait sur la Perse en 1694, avait été précipité du trône par Mir-Malmoud, chef des Afghans, peuple guerrier et féroce, fixé sur les confins de la Perse et des Indes. Aschraff, parent et meurtrier de l'usurpateur, lui succéda en 1725. Shah-Thamas, fils de Hussein, après de vaines tentatives pour défendre ses droits au trône, s'était retiré dans une province éloignée, quand un aventurier, Nadir-Kouli, chef de brigands, vint lui offrir ses services s'il lui promettait la dignité de grand-vizir. La réputation de Nadir fit agréer sa proposition, et dès lors il prit le nom de Thamas Kouli-Khan (chef esclave de Thamas). De brillants succès justifièrent la confiance de Thamas et ouvrirent les portes d'Ispahan à Kouli-Khan, qui proclama Thamas. Pendant que Nadir continuait à soumettre les provinces de l'empire perse, Thamas prit les armes pour enlever aux Turcs quelques places frontières dont ceux-ci s'étaient emparés; mais son armée fut taillée en pièces, et il fut contraint de signer un honteux traité. A cette nouvelle accourt Kouli-Khan. Indigné de ce que Thamas a fait la paix malgré sa défense, il le dépose, met à sa place le fils de ce prince, Abbas-Mirza, et, sans s'arrêter, marche

contre les Ottomans commandés par Tapal Osman. A la suite d'une sanglante bataille perdue par Osman, Kouli-Khan lui fait offrir la paix que le vizir refuse : quelques mois après Osman perdit la vie à la journée d'Akderbend. La victoire d'Erivan (1735), remportée par les Perses, décida enfin les Turcs à la paix; l'Arménie et la Géorgie furent assurées à la Perse.

A la mort du jeune Abbas-Mirza, les officiers et les grands proclamèrent sophi Kouli-Khan, qui avait déjà, comme régent, toute l'autorité. Le chef de brigands, devenu souverain de la Perse, rendit ses sujets heureux. La révolte des Afghans du Candahar, appuyée par le grand Mogol, lui fit reprendre les armes. Les rebelles furent vaincus, ainsi que les Mogols qui les avaient soutenus : le grand Mogol, Mahamed Shah, fut fait prisonnier. Kouli-Khan châtia d'une manière cruelle la ville de Dehly, où une sédition avait éclaté; tout y fut mis à feu et à sang, et le cimeterre persan la joncha de cent mille cadavres. Kouli-Khan rendit à Mahamed la couronne de l'Indoustan, mais il en exigea la cession de plusieurs provinces et le força de se reconnaître son tributaire.

La gloire et les richesses que Kouli-Khan avait acquises commençaient à lui faire oublier la justice. Mécontent de son fils, il lui ôta le commandement qu'il lui avait donné en son absence, puis, sur une fausse accusation, il lui fit crever les yeux. Depuis ce moment Kouli-Khan devint défiant et cruel. Il fut assassiné par ses généraux en 1747.

Un de ses neveux, chef de la conspiration, monta sur le trône, mais il fut renversé par son frère Ibrahim. Dès lors l'anarchie fut au comble dans la Perse, où les souverains ne faisaient que paraître et disparaître, élevés et renversés par les conspirations. Enfin, en 1761, Kérim-Khan s'étant emparé des rênes de l'État, de général devint sophi, et

donna près de vingt années de paix à la Perse. Après lui (1779), l'empire fut de nouveau en proie à des révolutions qui remplirent la fin du XVIIIe siècle. Deux factions, les Kourdes et les Khajars, divisaient alors la Perse. Les premiers furent exterminés, et Méhémet-Khan, chef des Khajars, resta maître du pouvoir. En 1797, il fut assassiné. Son neveu, Baba-Khan, monta sur le trône sous le nom de Fatey-Ali. Il trouva la population de la Perse réduite au quart de ce qu'elle était avant la guerre civile.

Colonies françaises.

INDES ORIENTALES.

Le traité de Ryswick en 1667, rendit aux Français Pondichéry, dont les Hollandais s'étaient emparés. Sous l'administration de François Martin, elle devint une place importante et le principal établissement de la compagnie française. Le trop célèbre Law fondit en une seule la compagnie des Indes et celle de l'Amérique ; et cette compagnie prospéra sous Dumas, nommé gouverneur en 1735. Sa sagesse et sa prudence maintinrent la paix avec les petits souverains de l'Inde, que Kouli-Khan avait excités contre les Français. Pendant que Pondichéry atteignait l'apogée de sa puissance, La Bourdonnais, envoyé par la compagnie française, fondait, aux îles de France et de Bourbon, des établissements importants pour le commerce.

Bientôt arriva Dupleix (1742). Cet habile administrateur fit de Chandernagor un des principaux marchés du Bengale. Ses talents le firent appeler à Pondichéry comme gouverneur général. Il prit le titre de nabab; et, pour imposer aux indigènes, il étala une magnificence orientale.

Lorsque la guerre de la succession d'Autriche éclata, l'Angleterre, qui voyait avec inquiétude la prospérité de la compagnie française, refusa la neutralité que la France demandait pour les colonies. La rivalité de La Bourdonnais et de Dupleix rendit inutiles l'activité et l'énergie qu'ils déployèrent. La Bourdonnais, empêché d'agir par son rival, fit voile pour la France où, malgré ses victoires et la prise de Madras, il ne trouva qu'une dure captivité et d'odieuses accusations. Le chagrin et les souffrances le conduisirent au tombeau.

Favorisés par ces discordes, les Anglais reprirent le dessus et recouvrèrent Madras, tandis que Dupleix, qui ne recevait de l'Europe que des secours insuffisants, épuisait inutilement toutes les ressources d'un génie vaste et fécond. Cependant la compagnie apprit, qu'au lieu d'un fonds d'avance, elle n'avait aux Indes que des dettes considérables. Elle s'irrita; et sans vouloir écouter les excuses et les justifications de Dupleix, elle le rappela, refusa de lui rembourser les avances qu'il avait faites, et le laissa mourir dans l'indigence (1754).

Débarrassés de Dupleix au moment où éclatait la guerre de Sept Ans, les Anglais se jetèrent sur les établissements français, s'emparèrent de Chandernagor qu'ils détruisirent, et reprirent aux Indes l'influence que Dupleix leur avait fait perdre.

C'est alors que le cabinet de Versailles envoya l'Irlandais Lally pour se mettre à la tête des affaires françaises. Officier vaillant, loyal et plein d'honneur, Lally manquait d'adresse et de modération. La vigueur avec laquelle il attaqua les Anglais fit concevoir les plus belles espérances. Déjà il les avait chassés de tout le sud de la côte de Coromandel et il assiégeait Madras, lorsqu'il se forma contre lui une ligue de tous les gens intéressés aux prévarications contre lesquelles il s'élevait avec sévérité. Bientôt

la révolte gagnant l'armée à laquelle on devait six mois de paye, plusieurs bataillons désertèrent le camp français. C'est au milieu de ces circonstances critiques que Pondichéry fut investie par une escadre et une armée anglaises. Lally, sans argent, sans secours, fit des prodiges de valeur; mais vaincu par des forces vingt fois supérieures aux siennes, il rendit la ville sans capitulation. Les ennemis du gouverneur l'accusèrent de crimes imaginaires et excitèrent l'opinion contre lui. Lally, de retour en France, chercha inutilement à prouver son innocence. Enfermé à la Bastille, il subit un jugement inique et une condamnation cruelle qui fut exécutée en 1766. Louis XVI, à la demande du fils de Lally, fit réviser cet infâme procès; et la mémoire de l'infortuné gouverneur fut publiquement réhabilitée.

Le traité de 1763 rendit Pondichéry à la France; mais sa prospérité n'a jamais pu égaler celle de Madras et de Calcuta. La France recouvra en même temps Karical, Chandernagor et tous ses comptoirs du Bengale.

EN AMÉRIQUE.

Au commencement du XVIIe siècle, les Français ne possédaient en Amérique que quelques établissements qui servaient d'entrepôts pour le commerce; plus tard ils s'étendirent dans le Canada et la Louisiane, dont ils firent une colonie agricole. Par la paix d'Utrecht, Louis XIV céda aux Anglais la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve. A partir de cette époque, les établissements français dans les Antilles, surtout à Saint-Domingue et à la Martinique, prirent un grand développement.

Bientôt s'élevèrent, entre la France et l'Angleterre, des contestations au sujet des limites de leurs colonies dans le

nord de l'Amérique. Les Anglais commencèrent les hostilités, et la guerre ne tarda pas à prendre un caractère sérieux. De nombreux et sanglants combats amenèrent le traité de Paris, qui livra le Canada aux Anglais. Pendant la guerre de l'Indépendance, les Américains envahirent le Canada, mais sans succès. Le Bas-Canada se sépara du Haut-Canada en 1791 ; le Bas-Canada est resté français par les mœurs et la religion, tandis que le Haut-Canada est tout anglais. Les deux Canada réunis appartiennent maintenant à l'Angleterre.

Quant à la colonie d'Haïti ou Saint-Domingue, dont le traité de Ryswick avait assuré une partie à la France, elle était en voie de prospérité, lorsque les noirs se révoltèrent contre les colons (1722); mais cette insurrection fut réprimée. En 1790, l'Assemblée nationale ayant, par un décret, appelés les hommes de couleur à partager les droits politiques des blancs, les noirs profitèrent du trouble que ce décret jeta parmi les colons pour se soulever dans toute la colonie (1791), et ils commirent les plus grandes atrocités. En 1793, les noirs s'emparèrent du Cap où ils se livrèrent aux mêmes excès. L'année suivante, un chef noir, Toussaint-Louverture, se rendit maître des places fortes et du territoire d'Haïti que l'Espagne venait de céder à la France. Le général français Leclerc s'étant emparé de Toussaint-Louverture l'envoya en France (1802). En 1825, la France a reconnu l'indépendance d'Haïti.

Espérant réparer la perte du Canada, le gouvernement français a fait de grands efforts pour établir une colonie à Cayenne : la malignité du climat s'est toujours opposée à sa prospérité.

Colonies Espagnoles.

Le commerce faisait toute la force et la vie des colonies espagnoles d'Amérique, qui comprenaient le Mexique, la Californie, le Pérou, le Chili et les îles. Philippe V, par une fausse politique, prétendit d'abord réserver aux seuls Espagnols le monopole du trafic avec le Pérou; plus tard, ayant consenti par le traité de l'Assiento à admettre les marchandises anglaises dans les ports du Chili et du Pérou, la contrebande rendit inutiles les conditions et les bornes qu'il y avait mises. Le cabinet de Madrid protesta contre ces usurpations, et une courte guerre s'en suivit (1740). Elle eut pour résultat d'affranchir l'Espagne de l'Assiento. L'Espagne ayant soutenu la France contre l'Angleterre dans la guerre de Sept Ans, perdit, par le traité de Paris (1763), la Floride, la baie de Pensacola et de grands territoires à l'est et au sud du Mississipi, mais elle obtint la restitution de Cuba et de la Havane.

Charles III accorda une liberté entière au commerce de l'Espagne avec ses colonies américaines, jusque là soumis à des mesures sévères. Mais ce prince qui favorisa la prospérité matérielle de l'Amérique espagnole, y porta un coup terrible à la religion catholique par l'expulsion des Jésuites. Cette mesure, que rien ne justifiait, ruina la belle colonie du Paraguay fondée par ces religieux, et qui pendant cent cinquante ans avait été heureuse et florissante sous leur gouvernement.

Dans le courant du XVIIIe siècle, on comptait dans l'Amérique méridionale quatre vice-royautés, huit capitaineries générales soumises à l'Espagne, qui y envoyait des gouverneurs.

Colonies Portugaises.

BRÉSIL.

Vers la fin du XVIIe siècle, des espèces de brigands, ramassis de gens de toutes les nations, découvrirent de riches mines d'or sur les confins du Pérou, dans le district de Saint-Paul, dépendant de l'Espagne, d'où ils reçurent le nom de Paulistes; les Portugais s'emparèrent de ce district, ce qui leur assura un immense profit. La culture de la canne à sucre et du coton donna un grand essor au commerce du Brésil.

L'expulsion des Jésuites, sous Joseph Ier, roi de Portugal, et la ruine de leurs missions eurent une fatale influence dans ces contrées lointaines, en laissant un libre cours à la violence et à la corruption. Sous l'administration de Pombal, ministre de ce prince, le Brésil fut partagé en neuf gouvernements, six sur la côte et trois dans l'intérieur : ces derniers étaient riches en mines d'or et en pierres précieuses.

Colonies Hollandaises.

Le dépérissement de la marine et des colonies de la Hollande durant le XVIIIe siècle, préparèrent la chute de la compagnie. Elle fut accélérée par le terrible massacre des Chinois qui eut lieu, en 1740, dans l'île de Java, sous prétexte d'une conspiration. La puissance des Anglais et la guerre de 1780 achevèrent de ruiner la compagnie hollandaise ; elle fut dissoute en 1791. Les établissements hollandais de l'Amérique souffrirent moins des guerres que ceux de l'Inde.

Colonies Anglaises
EN AMÉRIQUE.

La prépondérance du commerce maritime fut assurée à l'Angleterre par le traité d'Utrecht (1713); et le traité de l'Assiento lui donna, pendant trente ans, le droit d'exercer un commerce lucratif avec les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud.

La culture du tabac, du riz, du café et surtout du coton, devint une source de richesses pour les colonies anglaises d'Amérique.

La France et l'Angleterre s'observaient d'un œil jaloux dans le Nouveau-Monde, où leurs établissements grandissaient côte à côte; aussi tout était motif de discussion, tout était prétexte de guerre entre ces deux puissances.

Le traité d'Utrecht ayant laissé incertaines les limites de l'Acadie, cédée à l'Angleterre, de vives contestations ne tardèrent pas à s'élever; les Anglais y ajoutèrent la violence et firent ainsi éclater la guerre de Sept Ans (1756), guerre tout à la fois maritime et continentale, qui ruina la marine aussi bien que le commerce de la France. Dans l'année 1757, le principal théâtre de la lutte fut les Indes orientales; en 1661 les Anglais s'emparèrent en Afrique du fort Saint-Louis et de l'île de Gorée; en Amérique, du Canada, de la Guadeloupe, de la Dominique, de la Martinique, de la Grenade, de Saint-Vincent, de Sainte-Lucie.

Le traité de Paris (1763) assura le triomphe de l'Angleterre, en lui abandonnant presque toutes les colonies françaises de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique, plus la Floride et le fort Saint-Augustin qui appartenaient à l'Espagne.

Les Anglais avaient colonisé dans l'Amérique septentrionale tout le pays qui s'étend du Mississipi au fleuve Saint-Laurent, et dans l'intérieur, jusqu'aux monts Allé-

ghanys, lorsque le traité de Paris leur livra le Canada et la Floride. Quelque prospères que parussent ces contrées, des germes de mécontentement s'y développaient, des principes démocratiques circulaient parmi les populations, et des murmures éclataient contre les impôts que réclamait la métropole. En 1765, l'impôt du timbre fut repoussé avec énergie; un congrès, réuni à New-York, publia une déclaration des droits du peuple, et la résistance fut si menaçante que l'impôt du timbre fut rapporté. Encouragés par ce succès, les Américains se soulevèrent contre un impôt sur le thé, et convinrent de ne plus recevoir les marchandises anglaises.

Boston devint le centre de l'insurrection ; une émeute y éclata en 1773, et les mesures de rigueur que prit le gouvernement anglais ne firent qu'irriter les esprits. Les Américains, dirigés par des hommes habiles, entre autres par Franklin, ouvrirent à Philadelphie un congrès général, dans lequel on décréta la suspension de tous les échanges commerciaux avec la Grande-Bretagne. Plutôt que de faire des concessions, l'Angleterre déclara la guerre aux Américains.

Pendant qu'ils organisaient et fortifiaient leur armée, à la tête de laquelle était le célèbre Washington, les Américains envoyèrent au parlement britannique leurs plaintes et leurs réclamations. Les hostilités étaient déjà engagées sur plusieurs points, lorsque la prise de Boston par les Américains donna un caractère plus sérieux à la guerre, dont la ville et le territoire de New-York devinrent alors le principal théâtre. En même temps que l'armée combattait pour la liberté, les journalistes et les hommes d'État répandaient dans la nation le projet d'une séparation totale de la métropole. En effet, le 4 juillet 1776, l'*indépendance des treize États-Unis* fut solennellement déclarée.

Peu de temps après, et par suite des négociations con-

duites par Franklin avec le cabinet de Versailles, la France reconnut l'indépendance américaine et déclara la guerre à l'Angleterre; l'Espagne appuya la France son alliée, et la Hollande saisit avec joie l'occasion d'abattre la puissance maritime des Anglais. Ce fut en 1778 que les hostilités commencèrent entre la Grande-Bretagne et la France. Celle-ci s'empara de la Dominique, du Sénégal, de Saint-Vincent, de la Grenade : l'Angleterre était plus heureuse dans sa lutte contre la Hollande. Mais c'était sur le continent américain que devait se décider le sort des colons et des indigènes. Deux jeunes Français, La Fayette et Rochambeau, étaient venus offrir le secours de leurs bras à la cause de l'indépendance américaine; mais Washington éclipsait tous les talents et tous les courages. Après avoir forcé l'Anglais Cornwallis à capituler dans Yorktown, il détermina enfin l'Angleterre à la paix, dont elle avait un si grand besoin.

Les négociations s'ouvrirent à Versailles, et les préliminaires du traité furent signés, pour l'Amérique, le 30 novembre 1782; pour la France et l'Espagne, le 20 janvier 1783. Le traité définitif ne le fut que le 3 septembre suivant. L'Angleterre reconnut l'indépendance des États-Unis d'Amérique, rendit à la France tout ce qu'elle lui avait pris, lui céda l'île de Tabago, et, en échange, se fit garantir la possession de la Gambie et du fort Saint-James.

Colonies anglaises

EN ASIE.

Tant que l'empire des Mogols fut fort et puissant, les Européens ne purent avoir dans l'Inde que des établissements de commerce; mais à la mort du grand Mogol, Aureng-Zeb (1707), mille petits princes s'élevèrent de toutes parts, se divisèrent, se combattirent et laissèrent les Anglais étendre leur domination.

Deux hommes de talent représentaient alors le gouvernement français dans l'Inde, La Bourdonnaie et Dupleix; le dernier était gouverneur de Pondichéry, et telle était sa vaillance, que jamais les Anglais n'eussent pu lutter contre lui, si une fatale mésintelligence ne l'eût séparé de La Bourdonnaie.

Pondichéry fut enlevée aux Français par les Anglais en 1761. Le traité de Paris rendit cette place à la France, moins toutefois une grande partie de son territoire (1763). La Grande-Bretagne possédait dès lors toute la côte de Coromandel, et cependant son ambition n'était pas encore satisfaite; elle convoitait les riches contrées situées sur les bords du Gange, et surtout le Bengale, dont le sol est d'une fertilité extraordinaire. Le nabab de cette riche province donna la main à l'invasion anglaise, et le Grand-Mogol céda à la compagnie des Indes le droit d'y lever des impôts. Le gouverneur anglais s'étant peu à peu saisi de l'administration du pays, en devint, par le fait, souverain absolu. Cependant Hyder-Ali, sultan de Mysore, inquiet des progrès de ces étrangers, leur chercha partout des ennemis et ébranla fortement leur puissance.

Waren-Hasting, premier gouverneur général des Indes anglaises (1775-1784), introduisit de l'ordre dans l'exercice d'un pouvoir nécessairement tyrannique sans réussir à maintenir la paix. Un événement heureux pour les Anglais fut la division qui éclata entre Hyder-Ali et les Mahrattes ses alliés, et qui décida ceux-ci à conclure un traité de paix avec la Compagnie anglaise (1782). Hyder-Ali, resté seul pour soutenir la guerre, la poursuivit avec vigueur: son fils Tippo-Saëb hérita de sa haine contre les Anglais. En 1784, le traité de Mangalore fit poser les armes aux deux partis.

Quoique victorieuse, la Compagnie anglaise voyait son existence menacée par l'extension même de sa puissance

qui lui suscitait de nombreux ennemis. Le ministère anglais vint à son secours; et les relations qu'elle établit à cette époque avec la Chine lui ouvrirent une nouvelle source de richesse.

L'étendue immense des possessions coloniales de l'Angleterre provoqua le développement de sa marine, et elle reçut encore un nouvel élan des expéditions hasardeuses du capitaine Cook, qui ranimèrent le goût des voyages lointains (1768). On explora les îles nouvellement découvertes de l'Océanie, on trouva la riche canne à sucre d'Otaïti et le lin précieux de la Nouvelle-Zélande; enfin on forma le projet de fonder des établissements agricoles sur le vaste territoire de l'Australie.

Cependant Tippo-Saëb avait rompu la paix, et partout il soulevait les souverains de l'Inde contre les Anglais qu'il voulait expulser de l'Asie. Malgré ses efforts et son impétueux courage, la tactique de ses ennemis l'emporta, et il tomba percé de coups sur les ruines de sa forteresse de Chéringapatam (1799). Sa mort soumit toute cette contrée aux Anglais.

BELLES LETTRES. — BEAUX-ARTS.

Aux vives lumières du XVIIe siècle, succèdent, presque sans transition, les fausses lueurs du XVIIIe, qui ont pu éblouir un instant le regard des esprits superficiels et légers, mais qui ne peuvent tromper le véritable appréciateur des créations de l'intelligence. Bien différentes des œuvres littéraires du grand siècle que nous avons précédemment étudié, œuvres auxquelles le génie a imprimé le sceau de l'immortalité, celles du XVIIIe siècle, élevées d'abord bien haut par l'esprit de parti, perdent chaque

jour de leur prestige, pour descendre au rang où les relègue la critique impartiale; semblables à ces collines d'où le voyageur croit dominer la campagne et les montagnes environnantes, et qui s'abaissent peu à peu à ses yeux étonnés à mesure qu'il s'en éloigne. C'est que dans les premières on trouve les caractères du véritable génie : le vrai, le bien et le beau, tandis que dans les autres on ne rencontre, sous une forme séduisante, que l'athéisme et l'immoralité. Pour réussir dans celles-ci, l'esprit et les passions suffisent : tels sont en effet les grands ressorts de la littérature du XVIII[e] siècle. Il y a quelques exceptions, mais ce ne sont pas les exceptions qui caractérisent une époque; la lutte qu'elles suscitent ne fait, au contraire, que mettre plus en relief l'esprit dominant, en le forçant à se préciser, et à sortir du demi-jour où trop souvent les doctrines erronées et immorales aiment à se retrancher.

On ne peut certes refuser l'esprit et le talent aux écrivains de cette époque; mais il faut en même temps reconnaître qu'il n'y a dans leurs œuvres ni inspiration, ni génie; on sent que leur intelligence n'est pas en rapport avec la vraie lumière, que leur regard n'interroge pas les hauts lieux; leur cœur n'a pas de ces aspirations ardentes, de ces nobles élans vers l'infini qui font passer comme un frisson dans l'âme du lecteur, et mouillent ses yeux des larmes d'une sympathique émotion. Les passions seules sont ébranlées à la lecture de ces pages étincelantes d'esprit, mais froides comme le marbre des tombeaux; l'idéal et l'infini y manquent, pour faire place à la réalité étroite et souvent vulgaire. En quittant les chefs-d'œuvre du grand siècle, l'intelligence est éclairée, l'âme émue, réchauffée; en fermant le livre où sont consignés quelques-uns de ceux du XVIII[e], l'esprit est ébloui peut-être, mais le cœur n'a rien gagné.

La littérature d'une époque en révèle le caractère et

l'esprit; il n'est donc pas étonnant que celle qui s'est formée au milieu des orgies de la régence et s'est inspirée de l'incrédulité des libres-penseurs, porte la double empreinte de l'immoralité et de l'athéisme. Mais ce qu'on n'a pas assez remarqué, c'est l'abaissement des caractères, le servilisme des gens de lettres; tous les écrivains de cette époque rivalisent de cynisme et d'impiété; à peine quelques-uns, en dehors des rangs du clergé, osent élever la voix pour défendre Dieu et la morale. Pendant qu'on vante la liberté, qu'on réclame l'indépendance de la pensée, on dirait qu'il n'est permis ni d'écrire ni de parler autrement que les soi-disant esprits forts qui dirigaient alors le monde des lettres.

Deux hommes, Voltaire et Jean-Jacques Rousseau, semblent résumer dans leurs écrits le XVIII[e] siècle; et ce qui sera une éternelle honte pour l'esprit humain, c'est que ces deux hommes si méprisables à tous égards, ont régné sur l'opinion, non-seulement dans leur pays, mais dans toute l'Europe, sans qu'une plume éloquente ait pu les détrôner au nom de la vérité et de la vertu.

Nous parlerons d'abord et avec quelque étendue de ces deux écrivains qui dominent cette déplorable époque, puis nous indiquerons sommairement tous ceux qui se sont distingués dans les lettres pendant ce siècle.

François-Marie Arouet, dit *Voltaire*, naquit à Châtenay, près de Sceaux, à la fin du XVII[e] siècle (1694). On peut dire qu'il fut bercé sur les genoux de l'irréligion; son parrain, l'abbé de Châteauneuf, fut son premier maître d'incrédulité; et les principes qu'il en reçut l'emportèrent sur les leçons qui lui furent données à Paris au collége Louis-le-Grand, alors dirigé par les Jésuites. L'abbé de Châteauneuf l'introduisit chez la trop célèbre courtisane Ninon de Lenclos, où l'on applaudit à l'audace de ses saillies irréligieuses.

La mauvaise conduite du jeune Arouet l'obligea de quitter la Hollande où son père l'avait envoyé. De retour en France, il fut bientôt enfermé à la Bastille, à cause d'une violente satire qui justifiait sa réputation de malignité, déjà bien établie. C'est alors qu'il changea son nom en celui de Voltaire. De nouvelles satires le firent exiler de Paris; il alla une seconde fois en Hollande, puis à Londres: partout il se lia avec les libres penseurs; et il ne tarda pas à devenir le chef de cette secte philosophique dont le but était de détruire toute religion. Frédéric II, roi de Prusse, l'admit dans son intimité, et Voltaire lui prodigua les plus basses flatteries. Plus tard, Frédéric se brouilla avec lui, et fit brûler un de ses ouvrages par la main du bourreau. Voltaire n'osant revenir à Paris, se fixa en Suisse, à Ferney, d'où il a été appelé *le Patriarche de Ferney*. C'est là, dit un auteur moderne, que « Voltaire sembla se livrer à une complète débauche d'impiété, d'immoralité, de calomnies, et les œuvres qu'il produisit eussent mérité à leur auteur d'être ignominieusement chassé de tous les pays chrétiens (1). »

La haine de Voltaire contre la religion croissait avec les années: elle dégénérait en folie furieuse, et il la formulait dans ces deux mots qu'il écrivait et répétait sans cesse: *Détruisons l'Infâme*.

Après vingt ans d'absence, Voltaire, que l'académie avait admis dans son sein, revint à Paris; et celui qui avait traîné dans la boue Jeanne d'Arc, la plus pure des gloires de la France, fut porté en triomphe par des Français! Mais, hâtons-nous d'ajouter que c'était à la veille de la révolution (1778). Voltaire mourut la même année. Il avait précédemment reçu le titre d'historiographe de Louis XV.

(1) Lefranc. *Histoire de la Littérature française au XVIII[e] siècle*, page 11.

Le trait distinctif du talent de Voltaire est la facilité; son esprit avait cette souplesse qui se plie aux genres les plus opposés, aussi a-t-il tenté toutes les routes de la célébrité littéraire.

Comme poète, Voltaire a produit deux poëmes de longue haleine, la *Pucelle d'Orléans,* dont nous ne parlerons pas de peur de souiller notre plume, et la *Henriade*, qui a de beaux vers et de réelles beautés, mais qui manque d'inspiration : c'est une œuvre mesquine. M. Joseph de Maistre disait finement à propos de la Henriade : « Je n'ai pas le droit d'en parler; car pour juger un livre, il faut l'avoir lu, et pour le lire il faut être éveillé (1). » Comme poète tragique, Voltaire ne peut être comparé ni à Corneille ni a Racine. Il n'occupe que le troisième rang qu'il doit à l'éclat de son style. Son chef-d'œuvre est la tragédie de Mérope. On ne trouve dans les nombreuses pièces du théâtre de Voltaire aucun beau caractère de femme; vainement chercherait-on une Bérénice, une Andromaque, une Esther; le cœur du poète qui avait insulté Jeanne d'Arc était incapable d'une telle conception.

Dans la comédie, Voltaire a eu moins de succès; sa gaîté malicieuse est fausse, grimaçante, burlesque et même grossière. Ses odes sont détestables, ses contes ne valent pas mieux que ceux de la Fontaine pour la morale, et ils ne les égalent pas pour la forme. Dans plusieurs de ses satires sa malice dégénère en une fureur aveugle qui lui fait franchir toutes les bornes, et le dépouille de toute bonne foi et de toute pudeur. Mais il triomphe dans la poésie légère; sa versification y est élégante, facile, étincelante d'esprit.

Comme prosateur, Voltaire a un mérite incontestable. Il a assoupli la langue française et lui a fait prendre toutes

(1) *Soirées de Saint-Pétersbourg*. 4e Entretien.

les formes. Sous sa plume, elle quitte la noble et majestueuse simplicité de la prose de Fénelon, les formes grandioses et la sublimité de celle de Bossuet, pour éblouir par l'élégance, la variété, la souplesse. C'est là que son esprit paraît dans tout son éclat, que sa verve se joue librement, qu'il charme, qu'il entraîne le lecteur. Ses principaux ouvrages en prose sont, par ordre de date de leur composition : *Histoire de Charles XII; Histoire de l'empire de Russie sous Pierre le Grand; Essai sur les mœurs et l'esprit des nations; Siècle de Louis XIV; Précis du siècle de Louis XV.* Voltaire était trop passionné pour respecter la vérité historique.

C'est dans ses œuvres philosophiques que se montre dans tout son jour le mauvais génie du XVIII[e] siècle; c'est là qu'il s'acharne contre le christianisme : *Je suis las,* dit-il un jour, *d'entendre répéter que douze hommes ont suffi pour établir le christianisme : j'ai envie de leur prouver qu'il n'en faut qu'un pour le détruire.* Dans ses romans philosophiques, Voltaire attaque toutes les croyances religieuses et morales; dans ses lettres, il se montre frondeur de tout ce qu'on respecte, railleur des choses les plus saintes, toujours plein d'esprit et de verve; on le voit sans dignité, sans honneur, trahissant sa conscience, se parjurant, prodiguant les flatteries et les témoignages d'amitié à ceux qu'il déchire en même temps dans des écrits clandestins.

Après avoir étudié la vie et les écrits de Voltaire, on se demande comment un homme qui a fait un si coupable abus du talent, qui s'en est servi pour braver Dieu et perdre les hommes, a exercé sur son siècle une telle fascination; on ne peut trouver la réponse à cette question que dans la corruption même de la société à cette époque.

Jean-Jacques Rousseau naquit à Genève en 1712, mais il appartient à la France par sa langue. Après une jeu-

nesse pénible où se révèle déjà la bizarrerie de son esprit et la fausseté de son jugement, Rousseau, successivement laquais, scribe, séminariste, maître de musique, devint secrétaire du comte de Montaigu. Il avait plus de trente ans quand il se mit à écrire, et sa première œuvre fut couronnée par l'académie de Dijon. Ce succès, dû à ses paradoxes, faillit le rendre fou. Dès lors, celui qui se posait comme l'ennemi de toutes les sociétés humaines, devint l'idole des grands seigneurs et des femmes à la mode. Rousseau mena jusqu'à la fin une vie errante, acceptant l'hospitalité qu'on lui offrait tantôt à Paris, tantôt en Angleterre, en Suisse, etc.; ne se fixant nulle part, parce qu'il croyait voir partout des complots et des ennemis. Il mourut à Paris en 1778, la même année que Voltaire, dont il était devenu l'ennemi déclaré.

Sans famille et sans fortune, Rousseau, dévoré d'ambition, conçut un esprit de révolte et de haine contre le monde où il n'était rien et où il eût voulu tenir le premier rang. Sans bienveillance pour les hommes, s'aigrissant de tout, défiant, soupçonneux, avide, toutes les mauvaises passions bouillonnaient dans son cœur, exaltaient son imagination sombre et ardente que ne pouvait diriger son esprit essentiellement faux. C'est là qu'il faut chercher la nature de son talent et l'explication de sa vie remplie d'erreurs et de fautes.

Le principal ouvrage de Jean-Jacques est l'*Émile,* traité d'éducation faux, chimérique et antichrétien, partant de ce principe, que l'état sauvage est l'état parfait de l'homme, tandis que dans la société tout dégénère. A l'envoi de son *Discours sur les causes de l'inégalité parmi les hommes,* Voltaire lui répondit : *On n'a jamais employé tant d'esprit à vouloir nous rendre bêtes ; il prend des envies de marcher à quatre pattes quand on lit votre ouvrage.* Dans le *Contrat Social,* Jean-Jacques expose ses théories politiques,

et développe le principe de la souveraineté du peuple ; aussi les conventionnels de 1793 en firent-ils leur code, et placèrent-ils le buste de l'auteur dans la salle de leurs séances. Le roman de la *Nouvelle Héloïse* est ainsi jugé dans la préface par Jean-Jacques lui-même : *Ce livre doit scandaliser les honnêtes femmes*. Et plus loin : *Toute fille qui aura lu une page de ce livre est une fille perdue.* M. Villemain a dit de cet ouvrage, qu'il est plein de talent, mais sans invention. Quant à ses *Confessions*, nous nous contenterons de dire avec un auteur moderne : « Il est une pudeur de langage qui tient à la délicatesse du cœur et que cet homme n'a jamais connue. On peut tout dire, tout faire comprendre ; mais il y a des bornes à tout, et Rousseau les a franchies à chaque page de ses confessions (1). »

On a encore de Jean-Jacques quelques autres publications moins importantes. Toutes sont remarquables par l'élégance et la perfection du style, mais dangereuses par les paradoxes étranges qu'il y soutient à chaque page. En résumé, Jean-Jacques Rousseau ne fut, sous le rapport moral, qu'un grand et funeste sophiste qui a profondément agité l'âme de ses contemporains, et qui a fait un usage déplorable de ses belles facultés.

Le genre tragique fut cultivé par une foule de poètes, parmi lesquels nous citerons seulement : *La Grange-Chancel*, qui fut emprisonné, puis exilé par le régent, dont il avait dévoilé les vices dans ses poésies, *Crébillon*, qui s'est servi surtout de la terreur, comme effet, dans ses œuvres dramatiques : son chef-d'œuvre est *Rhadamiste*. *Legouvé*, qui versifiait agréablement, mais dont les compositions manquent en général de mouvement et de vie.

Caron, dit *de Beaumarchais*, étant plus connu par ses deux comédies, le *Mariage de Figaro* et le *Barbier de*

(1) Mennechet. *Matinées littéraires*, tome IV, page 293.

Séville, que par ses mémoires, prend place parmi les auteurs dramatiques. Ces deux comédies portent l'empreinte profonde du mauvais esprit du XVIIIe siècle.

Destouches, né à Tours en 1680, s'est distingué comme auteur comique. Il a la gloire, peut-être unique, de n'avoir blessé dans ses comédies ni la morale ni la décence. Ses chefs-d'œuvre sont : le *Philosophe marié* et le *Glorieux*. Destouches a donné le rare et noble exemple d'un homme de lettres fidèle à tous ses devoirs religieux.

Marivaux, Alix Piron, Pierre-Nivelle de la Chaussée, Gresset, ont enrichi le théâtre de quelques pièces qui ont du mérite. Gresset est peut-être le poète le plus original de l'époque où il vécut.

En dehors de la poésie dramatique, nous citerons : *Louis Racine*, second fils de Jean Racine. Il a laissé plusieurs poëmes religieux : la *Grâce*, la *Religion;* dans celui-ci il se montre souvent le digne fils de son illustre père.

Jean-Baptiste Rousseau, né à Paris en 1770, débuta dans la carrière poétique par des pièces médiocres, puis il s'essaya dans la poésie sacrée où il eut un grand succès. La calomnie le fit exiler de France au moment où il allait être admis à l'académie. Il mourut en 1741.

Lefranc de Pompignan, de Montauban (1709), doit sa réputation à ses poésies sacrées et philosophiques, tirées des Livres saints On a encore de lui des *Odes*, des *Épîtres*, etc. Quand il fut appelé à l'académie, il eut le courage, dans son discours de réception, d'attaquer de front le philosophisme et ses adhérents, ce qui lui attira de violentes injures de Voltaire et de son école.

Jacques Delille s'est distingué dans la poésie descriptive. Il se fit connaître par sa traduction des Géorgiques de Virgile. En 1774, Delille fut admis à l'académie. Plus tard, il donna le *Poëme des jardins*, celui de l'*Homme des champs*, de l'*Imagination*, de la *Conversation*. Il traduisit

encore l'*Énéide* et le *Paradis perdu*. Sa versification pure, délicate, est dépourvue d'enthousiasme poétique.

Nous ne ferons que nommer *Antoine Roucher* et *André-Marie Chénier*, qui, amis et émules dans la carrière des lettres, montèrent ensemble sur l'échafaud révolutionnaire.

La philosophie est la branche de littérature qui caractérise surtout le XVIIIe siècle; c'est en son nom qu'on attaqua tout ce qui avait été respecté jusque là; ce sont ses prétendus adeptes qui écrivirent l'*Encyclopédie*, immense répertoire de la science humaine, conçu pour rompre avec toutes les croyances et ébranler la vieille société chrétienne et monarchique. Voltaire, d'Alembert, Helvétius, d'Holbach, Grimme, y travaillèrent; mais ce fut surtout l'œuvre du sophiste *Diderot*, qui prêchait ouvertement l'athéisme et la négation de toute morale.

D'*Alembert*, exposé à sa naissance sur les marches d'une église, fut recueilli par une pauvre femme. Ainsi la société chrétienne sauvait les jours d'un enfant qui devait plus tard s'élever contre l'Évangile et ses apôtres. D'Alembert partagea de bonne heure le scepticisme de ses contemporains, les libres penseurs; et cette doctrine contribue à rendre son style terne, décoloré, lorsque les questions religieuses ne fournissent aucun aliment à sa causticité.

Helvétius, dans ses écrits, ravale l'homme au rang de la brute. D'*Holbach* a laissé, dans son *Système de la nature*, le code de la plus profonde perversité. *Grimme* a écrit des *lettres* empreintes de cette licence de parole et de pensée qu'on trouve dans la plupart des œuvres littéraires du XVIIIe siècle.

Pour en finir avec la secte des encyclopédistes, nous nommerons *Condillac, de la Mettrie, Dupuis, Condorcet*.

Le comte de Buffon, né à Montbar, en Bourgogne, en 1707, a enrichit la science d'immenses travaux. C'est lui

qui a constitué parmi les modernes, l'histoire naturelle à l'état de science. Son principal ouvrage est une volumineuse *Histoire naturelle*, suivie des *Époques de la nature*. Le style de Buffon est remarquable par la correction et l'élégance. Malheureusement ses écrits portent la trace du temps où il vivait: l'idée de Dieu est absente d'un livre où l'auteur raconte ses merveilles; partout le Créateur est remplacé par la nature, ce qui lui a mérité les éloges des philosophes matérialistes. Buffon, académicien, mourut en 1788.

Valmont de Bomare et l'abbé *Antoine Pluche* ont également écrit sur l'histoire naturelle, mais en ajoutant à la science le sentiment chrétien.

Montesquieu, baron de la Brède, naquit en 1689, et devint président à mortier au parlement de Bordeaux (1716.) Dans sa première publication, les *Lettres persanes*, satire écrite sous la dictée de l'esprit irréligieux de l'époque, il fait voir un penchant au paradoxe, une hardiesse de jugement, une témérité d'examen que lui-même a blâmés plus tard. L'ouvrage qui a établi sa réputation est l'*Esprit des lois*, remarquable par la concision et l'énergie du style, et que M. de Bonald définit *le plus profond des ouvrages superficiels*. Montesquieu mourut chrétiennement en 1755.

Jean-François Marmontel (1723-1799), après avoir dû ses premières leçons à l'Église, se jeta dans les rangs des libres penseurs. Il a composé des contes, des romans, des pièces de théatre et enfin la *Poétique française*, qui lui ouvrit les portes de l'académie.

François de la Harpe, plus heureux dans la prose que dans la poésie tragique, a laissé un *Abrégé de l'histoire générale des voyages* et un *Cours de littérature*. Emprisonné pendant la Terreur, la lecture de l'Imitation de Jésus-Christ décida son retour à Dieu. La Harpe persévéra dans ces sentiments jusqu'à sa mort arrivée en 1803.

Une foule d'écrivains ont raconté l'histoire pendant le le XVIIIe siècle, mais aucun ne mérite d'être placé à côté de Bossuet. Nous ne parlerons que des principaux.

Charles Rollin, né à Paris en 1683, fut successivement professeur d'éloquence, puis recteur de l'Université. Il a laissé, entre autres ouvrages, un *Traité des Études* très-estimé, une *Histoire ancienne* et une *Histoire romaine :* il n'eut pas le temps d'achever celle-ci. Châteaubriant appelle Rollin le Fénelon de l'histoire, et dit que, comme lui, il a embelli l'Égypte et la Grèce. Rollin était par dessus tout un homme de bien; il répand sur son style un parfum de bon sens, une simplicité touchante qui le font aimer. On lui a reproché de manquer de critique; mais il faut observer qu'il raconte plus qu'il ne juge les faits rapportés par les auteurs anciens.

Charles Lebeau (1701-1778) a écrit une *Histoire du Bas-Empire*, que la mort a interrompue au 22e volume. *Ameilhon* l'a continuée jusqu'au 27e. *Berruyer*, Jésuite, a donné une *Histoire du Peuple de Dieu*, qui a été condamnée en France et à Rome. *François Velly* et le *Père de Charlevoix*, tous deux Jésuites, méritent une mention honorable parmi les historiens de ce siècle, ainsi que l'abbé *Mably* et le président *Hénault*.

Le duc de *Saint-Simon* (1675-1755) embrassa d'abord la carrière des armes, puis la quitta pour la diplomatie. Orgueilleux outre mesure de sa naissance et de son titre de duc et de pair, il se croyait des droits aux prévenances royales; frustré dans ses espérances ambitieuses, le dépit le jeta dans le parti du duc d'Orléans opposé à la cour. Saint-Simon s'est fait une grande réputation par ses mémoires publiés après sa mort; ils sont écrits dans un style original et plein de verve plutôt que correct; on y trouve une peinture, une critique passionnée, souvent médisante et même fausse, du règne de Louis XIV. Le duc de Saint-Simon s'associa

aux jansénistes dans leur opposition à la bulle Unigenitus.

Dans la critique littéraire, trois hommes luttèrent avec courage, talent et succès contre Voltaire, et lui contestèrent l'honneur de régner sur son siècle. Leurs noms sont restés au-dessus des sarcasmes du patriarche de Ferney dont ils troublaient le repos. Ces trois écrivains sont *Desfontaines, Clément,* et surtout *Fréron.*

La religion, si violemment attaquée par la secte philosophique, eut aussi ses défenseurs; malheureusement on ne rencontre parmi eux aucun de ces noms célèbres qui dominent leur époque. Les principaux sont : *Adrien Pluquet, Bergier,* l'*abbé Baruel* et l'*abbé Guénée.* Ce dernier a combattu Voltaire avec ses propres armes; et il l'a égalé, sinon vaincu, dans la science de l'ironie. L'ouvrage auquel il doit sa réputation est : *Lettres de quelques juifs à Monsieur de Voltaire.*

Au commencement du XVIIIe siècle, l'éloquence sacrée sembla s'éteindre avec Massillon (1633-1742). Ayant prêché devant Louis XIV l'avent de 1699, il mérita de ce prince cet éloge si connu : *Mon père, j'ai entendu plusieurs grands orateurs; j'en ai été très-content; pour vous, toutes les fois que je vous entends, je suis très-mécontent de moi-même.* La diction de Massillon est ordinairement douce, paisible, persuasive, mais sa morale est quelquefois empreinte de l'esprit janséniste : ses oraisons funèbres ont des traits dignes de Bossuet. En 1717 le Régent le fit évêque de Clermont. Chargé de prêcher le carême devant le jeune Louis XV, Massillon composa son *Petit Carême,* tant vanté par les philosophes quoiqu'il ne vaille pas ses œuvres précédentes. La véritable cause de cette admiration, c'est que dans ce recueil de dix sermons, l'évêque n'est plus qu'un docte et élégant moraliste, et non un de ces apôtres envoyés pour faire retentir les hauts et terribles enseignements de l'Évangile.

Massillon n'eut pas de successeurs. Il en faut chercher

la cause dans l'affaiblissement de l'esprit chrétien sous l'influence de la secte philosophique. On porta dans la chaire un ton mondain, un langage recherché, pour ne prêcher que sur les petites vertus, sur l'humeur, l'amitié, la compassion. Comment l'éloquence sacrée, grave et solennelle, pouvait-elle s'exercer sur de tels sujets? Aussi, faut-il demander l'éloquence de la chaire aux prédicateurs du peuple des campagnes, au Père *André Boullanger,* connu sous le nom de *petit père André;* au *Père Duplessis*, et enfin au *Père Bridaine,* dont la parole était énergique, vive et imagée.

Le cardinal *de la Luzerne* (1735-1821) est moins remarquable par ses sermons que par ses ouvrages théologiques, où il fait preuve d'une grande érudition et d'une dialectique habile.

L'éloquence du barreau s'est élevée, pendant le XVIIIe siècle, à une hauteur à laquelle elle n'avait pas encore atteint.

Henri-François d'Aguesseau (1668-1751), né à Limoges, dans l'éclat du siècle de Louis XIV, en conserva les traditions d'honneur, mais il fit malheureusement cause commune avec les jansénistes. Avocat général au parlement de Paris, puis chancelier de France, d'Aguesseau resta magistrat intègre et jurisconsulte distingué. Ses plaidoiries et ses mercuriales sont des modèles d'éloquence calme, digne et majestueuse.

Denis Tronchet doit surtout sa gloire au courage avec lequel, sans calculer les périls, il accepta la défense de Louis XVI, et *de Sèze* s'est immortalisé par son plaidoyer en faveur de cet infortuné roi devant la sanglante convention qui avait juré sa mort.

Nicolas Bergasse, avocat de Lyon, s'est fait remarquer par son éloquence vive, ardente, passionnée, sa dialectique serrée; il se montra toujours homme de conscience, de vertus et de principes austères.

La réunion des états généraux ouvrit un vaste champ à l'éloquence parlementaire, et donna lieu d'admirer le talent oratoire de *l'abbé Maury*, de *Cazalès*, de *Lally-Tollendal*, fils de l'infortuné commandant général des établissements français dans l'Inde, et de *Barnave*, ce député de Grenoble, dont le voyage de Varennes fit un serviteur dévoué de Louis XVI. Au-dessus d'eux se place *Mirabeau*, qui, après avoir scandalisé la France par ses vices et ses ouvrages, travailla les dernières années de sa vie à saper les bases de l'ancienne monarchie. La puissance de sa parole était telle, que ceux-mêmes qui le méprisaient se laissaient entraîner par son éloquence.

Les lettres brillent d'un grand éclat en Allemagne pendant le XVIIIe siècle. La poésie s'épure, se relève, et la prose marche sur les traces de la poésie. Des écrivains travaillent à rendre à la langue sa pureté primitive; les écrits se multiplient, les écoles se forment, des luttes éclatent entre elles, et il en jaillit d'utiles réformes.

Quelques noms suffiront pour faire connaître ce grand mouvement littéraire de l'Allemagne, et la direction qui lui fut imprimée.

Frédéric Klopstock (1724-1803), de Saxe, conçut dès sa jeunesse l'idée du poëme auquel il doit sa célébrité, la *Messiade*, dans lequel il célèbre, en vingt chants, le mystère de la Rédemption. Quoique le plan en soit défectueux, ce poëme a un grand mérite de style. La Messiade fut accueillie avec enthousiasme par les uns et censurée avec fureur par les autres, sans pour cela enrichir son auteur, qui fut obligé de se retirer en Danemark, où Frédéric V lui accorda une pension et l'honora de son amitié. Klopstock s'enthousiasma un moment de la révolution française; mais bientôt, trompé dans les espérances qu'il en avait conçues, il n'eut pour ses violences que du mépris et de l'horreur.

Klopstock s'est placé encore plus haut dans la poésie lyrique que dans l'épopée. Ses productions dramatiques sont d'un genre particulier et ne peuvent être transportées sur la scène.

Jean Winkelmann (1717-1768) doit sa réputation européenne à son *histoire de l'Art* chez les anciens; il mérite d'être placé parmi les écrivains en prose les plus remarquables de cette période. L'étude de l'Art détermina sa conversion au catholicisme. Winkelmann mourut assassiné par des brigands près de Trieste.

Jean Wollgand de Goethe, le grand poète de l'Allemagne, vit le jour à Francfort-sur-le-Mein en 1749. Il fit de brillantes études et occupa de hauts emplois à la cour du duc de Saxe-Weimar. Goethe s'inspira de bonne heure des œuvres sceptiques de Spinoza, qui en firent l'apôtre du naturalisme dans ses écrits et dans la pratique de la vie. Frédéric Schlegel l'appelle le Voltaire de l'Allemagne. Ses œuvres principales sont, entre autres, trois romans : *Werther*, *Wilhelm Meister*, les *Affinités électives*, et des compositions dramatiques; la plus remarquable est *Faust*, qu'on pourrait appeler la Comédie infernale, et qui est une des plus étonnantes conceptions de l'esprit humain. Goethe a laissé des poëmes, des odes, des ballades et des ouvrages scientifiques. Tout en reconnaissant le génie puissant du poète allemand, on doit regretter l'emploi qu'il en a fait trop souvent, et la fâcheuse influence qu'il a exercée sur la jeunesse par le roman de *Werther*.

Frédéric Schiller (1759-1805) vint au monde dans une petite ville du Wurtemberg. Après avoir, par déférence aux volontés paternelles, étudié la théologie, la jurisprudence et la médecine, il se livra enfin à son goût pour le théâtre. Ses débuts excitèrent un tel enthousiasme, que l'on vit des jeunes gens de familles nobles quitter tout et se jeter dans les forêts pour imiter la vie aventureuse des

héros de sa tragédie des *Brigands ;* cette œuvre informe et immorale, mais hardie, le força de quitter le Wurtemberg. Schiller se lia d'amitié avec Goethe, sans qu'aucune jalousie de talent ou de succès troublât jamais leurs rapports.

En 1792, la république française décerna à Schiller le titre de citoyen français, et en 1802, l'empereur d'Allemagne lui envoya des lettres de noblesse.

Schiller a beaucoup écrit pour le théâtre : son chef-d'œuvre est *Guillaume Tell.* Il a aussi composé des ballades, dont la plus remarquable est *la Cloche;* des odes et des poésies diverses, dans lesquelles il a divinisé le sensualisme et chanté le néant. Quant à l'*Histoire de la guerre de Trente Ans* et à celle de la *Défection des Pays-Bas,* c'est plutôt l'œuvre d'un poète que d'un historien. De son propre aveu, l'histoire *n'était qu'un magasin pour son imagination.*

L'Angleterre compte aussi de grands poètes et de grands écrivains pendant ce siècle. Nous nous bornerons aux principaux.

Alexandre Pope, de Londres (1688-1744), catholique et jacobite, était poète dès l'âge de douze ans. Tandis que Swift et Addisson, comme lui hommes de lettres, prenaient parti pour les Wighs ou les Tories, Pope, passionné pour la poésie, gardait une neutralité qui étonne quand on connaît son humeur vive et altière. Il a écrit plusieurs petits poëmes comiques ; mais le plus beau fleuron de sa couronne littéraire est sa *Traduction de l'Iliade* en vers anglais. On a encore de lui des satires, des épitres morales et diverses poésies. Pope était plus savant qu'inspiré, plus fait pour imiter que pour créer.

Jonathan Swift, irlandais (1667-1745), se fit d'abord connaître par ses écrits politiques, puis il publia des contes : celui qui a eu le plus de succès est le *Voyage de*

Guliver. Swift, toujours original, tombe souvent dans un cynisme grossier qui dépare sa prose élégante et variée. Sa poésie a les mêmes caractères et une verve que peu d'écrivains ont surpassée.

Edouard Young (1681-1765) doit sa réputation à ses *Méditations de la nuit,* en vers, qu'il écrivit après la mort de sa fille et de sa femme. M. Villemain a dit de Young : « C'est une imagination forte et monotone, c'est un écrivain mélancolique et factice. »

Lawrence Sterne (1713-1768), compatriote de Swift, lui disputa la palme de l'originalité. Membre du clergé anglican, Sterne a publié tour à tour des *Sermons* et les volumes de son roman de *Tristram Shandy*, composition licencieuse et imitée de Rabelais. *Son voyage sentimental* est le plus populaire et le meilleur de ses écrits.

David Hume naquit à Édimbourg (1711-1796). Dévoré de bonne heure d'une soif coupable de célébrité, Hume la demanda au scandale dans le *Traité de la nature humaine* qu'il composa vers l'âge de trente-deux ans. Ses productions philosophiques sont un code d'irréligion et même d'athéisme. Dans son *Histoire d'Angleterre,* écrite du reste avec talent, règne une hostilité constante contre la religion chrétienne. Étant allé en France, il s'y prit d'amitié pour J.-J. Rousseau, le ramena en Angleterre, puis se brouilla bientôt avec le philosophe genevois : leur querelle fit beaucoup de bruit.

William Robertson (1721-1793), écossais, a laissé plusieurs histoires bien écrites, mais souvent partiales.

Edouard Gibbon (1738-1794) forme avec les deux précédents, ce qu'on appelle le triumvirat des grands historiens anglais. A l'âge de quinze ans, Gibbon se fit catholique, mais il ne persévéra pas dans sa nouvelle croyance et finit par n'en avoir aucune. Dans son *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain,* il attaque le christia-

nisme et s'efforce de rabaisser le courage héroïque des martyrs. Sans principes fixes en morale ni en politique, Gibbon n'avait d'arrêté que sa haine contre la religion chrétienne. Peut-on, après cela, vanter l'érudition de l'auteur la beauté, la variété et le charme de son style ?

Joseph Addison (1672-1719) a donné des traductions et des poëmes ; mais son véritable titre a l'immortalité, ce sont ses publications en forme de revues : *le Babillard* (Tatler), *le Spectateur* (Spectator), et *le Tuteur* (Guardian). Sous une forme toujours élégante et correcte, Addison développe les plus hautes vérités de philosophie, et donne des leçons de morale sans rigorisme.

La littérature hollandaise du XVIIIe siècle ne mérite pas de nous occuper. La poésie déclina rapidement, et les auteurs de cette époque, ne s'appliquant qu'à imiter les écrivains français, manquent d'originalité.

Le règne de Gustave III fut pour la Suède, sous le rapport littéraire, une époque brillante et féconde. Malheureusement la littérature suédoise, à peine sortie de l'enfance, se développa sous l'influence de l'esprit français, dont elle n'a compris que le côté superficiel.

Gustave III, non-seulement protégeait les poètes, mais cultivait lui-même la poésie. Les sujets de ses compositions sont tous suédois. Le même sentiment patriotique lui fit fonder plusieurs institutions scientifiques et littéraires pour développer le goût des lettres et des sciences chez les Suédois.

Vers la fin du XVIIe siècle, l'académie dite *Arcadie romaine*, fondée sous la protection de Christine de Suède, alors à Rome, par *Guidi, Manzini, Gravina*, etc., renversa l'école de Marini qui avait corrompu le goût italien. La littérature française et l'esprit philosophique exercèrent une fâcheuse influence sur l'Italie. La poésie fut cultivée

avec succès pendant cette époque, et la prose se releva sous la plume de quelques écrivains. Nous ne nous occuperons que des plus illustres; ils suffiront pour nous faire apprécier le mouvement intellectuel en Italie pendant ce siècle. La poésie didactique s'enrichit du poëme de la *Culture du Riz* par *Spolverini de Vérone* (1695-1763). L'auteur le dispute de gloire avec les meilleurs poëtes qui l'ont précédé dans la même carrière.

Pierre Bonaventure Trapassi (1698-1782), que les Italiens comptent parmi leurs premiers poëtes, naquit à Rome d'un pauvre ouvrier, et fut élevé par le jurisconsulte Gravina, qui découvrit son génie, et lui donna le nom de *Métastase*, traduction grecque de celui de Trapassi. Métastase doit sa réputation à ses *Oratori* ou mélodrames sacrés et à ses opéras. Son nom étant devenu européen, l'empereur Charles VI le fit venir à sa cour et lui donna le titre de poëte impérial avec une pension considérable. Le poëte resta toujours fidèle à Marie-Thérèse. La plus éminente qualité de Métastase est, avec la rare fécondité de son génie, la versification la plus facile, la plus mélodieuse, la plus musicale. Il composait, dit-on, ses vers en chantant, et rejetait tous les termes qui ne se prêtaient pas aux lois de la mélodie. Ses *canzonnettes,* ses *cantates* suffiraient à la gloire d'un autre poëte.

Charles Godoni, de Venise (1707-1792), fut entraîné par son goût vers le théâtre, après avoir essayé du barreau et de la médecine. On raconte qu'à l'âge de huit ans, il avait esquissé une petite comédie où l'on pouvait déjà pressentir ce qu'il serait plus tard. Godoni s'essaya dans les divers genres dramatiques, mais c'est la comédie qui a déterminé son caractère et lui a valu le surnom glorieux de *Molière italien*. Il vint à Paris, où il y avait alors un théâtre consacré à la comédie italienne, et il travailla pour ce théâtre avec succès. La France devint pour lui une seconde patrie.

Le comte Victor Alfiéri d'Asti (1749-1803), après une jeunesse passée à voyager sans but, s'adonna à l'étude et se fit poète. Homme d'un caractère fier, impatient de toute gêne, violent, ennemi du repos et de tout ce qui avait efféminé les Italiens, Alfiéri s'éleva contre la mollesse et la langueur de la littérature italienne à cette époque. Regardant Métastase comme le principal instrument de la corruption du théâtre, il se mit en opposition manifeste avec lui.

Alfiéri a fait faire un pas à la poésie dramatique en Italie, malgré les violentes critiques que ses œuvres ont soulevées. Ses défauts venaient de sa nature et de ses opinions politiques. Trop passionné pour observer, il peint ses personnages avec les couleurs que leur prête son imagination. Le despotisme du roi de Sardaigne fit concevoir au comte Alfiéri une haine violente contre tout ce qui avait l'apparence de la tyrannie; aussi dans toutes ses pièces, le beau rôle est toujours donné à un personnage qu'on pourrait appeler Brutus, en face duquel est un tyran aussi absurde qu'atroce.

La révolution française désabusa le poète de ses fausses idées de liberté. Il revint aussi des opinions philosophiques du temps où il vécut, et mourut chrétiennement. La vigueur du style et quelque chose qui rappelle le caractère antique, ont placé Alfiéri au premier rang comme poète tragique en Italie.

J. B. Vico, de Naples (1688-1744), embrassa dans ses études le droit, la philosophie, la théologie, l'histoire, les langues. Il conçut l'idée de fondre en une seule toutes ces sciences, et préluda à cette œuvre par divers écrits, qu'il a réunis plus tard en un seul ouvrage sous le titre de *Principes d'une science nouvelle. Toute science,* disait Vico, *vient de Dieu, retourne à Dieu, est en Dieu.*

En Espagne, comme en Italie, la littérature française fit sentir son influence; la philosophie des encyclopé-

distes y porta un coup mortel à l'enthousiasme poétique.

Pendant ce siècle la poésie n'eut quelques succès que dans le genre dramatique; et encore aucune des œuvres de *Candamo*, de *Zamora*, de *Canisarez*, ne méritent d'être placées au rang des chefs-d'œuvre espagnols.

Inez de la Cruz, religieuse au Mexique, doit être citée pour ses poésies dans divers genres. Ce qui la distingue, c'est quelque chose de mâle dans le style et de hardi dans l'invention.

Pendant la seconde moitié du XVIII[e] siècle le génie espagnol sembla se réveiller dans le cercle étroit des écrivains de cette époque. Parmi eux nous mentionnerons seulement *Garcias de la Huerta*, auteur dramatique.

Les Beaux-Arts, pendant le XVIII[e] siècle, nous présentent les mêmes défauts que la littérature : le caractère de cette époque est le voluptueux, le maniéré, auquel M[me] de Pompadour a laissé son nom.

Raphaël Mengs, né en Bohême, s'établit à Rome où il devint, dans la peinture, l'artiste le plus distingué, et pourtant il est bien loin des maîtres de l'art.

Claude-Joseph Vernet, d'Avignon (1714-1789), acquit un talent supérieur dans la peinture de marine. Après avoir travaillé vingt-deux ans en Italie, il revint en France, où Louis XV le chargea de peindre les *ports du royaume*, travail dans lequel se révèle son génie. Son fils *Carle*, né en 1758, fut élevé dans l'atelier de son père et soutint la gloire de son nom. Il excellait surtout à peindre des chevaux. Carle Vernet est le père d'*Horace Vernet*, mort en 1863, et dont la réputation est européenne.

Jean-Baptiste Greuze (1725-1805), de Tournus, a excité l'admiration par ses tableaux de genre, dans lesquels il s'est montré poète autant que peintre. Les sujets que Greuze aimait à représenter justifient cette parole : *J'ai trempé mon pinceau dans mon cœur*. Il a de la fraîcheur

d'imagination et de coloris. C'est le peintre de la famille.

Jacques David (1750-1825) quitta la France, sa patrie, pour aller étudier les grands maîtres à Rome. Ce qui le caractérise c'est sa réaction un peu trop classique contre *Boucher* et *Watteau,* qu'on peut appeler les peintres pompadours, et qui représentent avec talent la corruption et les mœurs de leur époque. Les tableaux de David, où l'on sent le souffle de la révolution, le rendirent l'idole de ses contemporains.

Dans la sculpture, le XVIII[e] siècle nous donne les noms de *Nicolas* et de *Guillaume Coustoux,* en France ; de *Sergell,* en Suède ; d'*Antoine Canova,* de Pessagno ; ce dernier a de l'affectation dans la manière, de la mollesse et une fausse grâce.

La musique s'enorgueillit des œuvres de *Gluck, Haendel, Haydn* et *Mozart,* tous les quatre Allemands.

Les sciences qui s'appuient sur les mathématiques et qui ont pour objet la nature, prirent un très-grand développement pendant le XVIII[e] siècle. En France, *Laplace* (1749-1827) et *Lalande* (1722-1807) se sont placés au premier rang comme mathématiciens et astronomes. Ce dernier prêchait publiquement l'athéisme ; il a même donné un supplément au *Dictionnaire des athées.*

Herschell (1738-1822) naquit dans le Hanovre. En perfectionnant le télescope, Herschell est arrivé à des découvertes qui ont immortalisé son nom. Observateur infatigable, il passait, dit-on, des années sans se coucher la nuit. Comprenant l'importance de ses instruments d'optique, il employait des jours entiers à polir ses miroirs.

La géographie s'est enrichie par les découvertes de hardis voyageurs, tels que le français *Bougainville* et les anglais *Byron, Wallis, Carteret, Cook,* etc., qui explorèrent l'Océan Pacifique et les mers du Sud, où ils découvrirent la plupart des îles de l'Océanie.

J. Cassini (1677-1756), fils de Dominique Cassini, est connu par ses travaux pour déterminer la figure de la terre. *César-François Cassini*, fils du précédent (1714-1784), est l'auteur de la célèbre carte de France qui porte son nom, et à laquelle il a consacré trente-quatre années de sa vie. Elle a été achevée par son fils, *Jacques-Dominique Cassini*.

Buffon, dont nous avons parlé comme écrivain, a fondé la partie historique et descriptive de la science de la nature, dont il a popularisé le goût.

Étienne de Lacépède, né à Agen (1756-1825), se livra dès sa jeunesse à l'étude de la nature, et fut chargé par Buffon, avec lequel il s'était lié, de continuer son *Histoire naturelle*. Lacépède siégea à l'Assemblée constituante et à l'Assemblée législative. En 1801, il fut nommé président du Sénat.

Daubenton, compatriote de Buffon, lui fournit des matériaux pour son *Histoire naturelle* et fut longtemps son collaborateur dans cet important ouvrage. Il a rendu de grands services à la science, comme professeur d'histoire naturelle, d'économie rurale et de minéralogie. Né en 1716, il mourut en 1799.

Le suédois *Linné* (1707-1778) s'occupa des diverses branches de l'histoire naturelle, et il a fait faire un grand pas à la botanique. Sa classification géologique et celle qu'il a faite des végétaux ne sauraient plus être détruites.

Bernard de Jussieu, son neveu *Laurent de Jussieu*, *Adansson*, *Charles Bonnet*, se sont fait, chacun, comme botanistes, une réputation méritée.

La chimie prit pendant le XVIIIe siècle un développement extraordinaire par les travaux de *Lavoisier*, né à Paris (1743-1794). C'est Lavoisier qui, le premier, analysa l'air et l'eau. Il périt victime de la révolution française. *Réaumur* (1683-1767), de La Rochelle, chimiste et physicien, est l'inventeur du thermomètre divisé en

quatre-vingts degrés, auquel on a donné son nom.

L'aéronaustique a été en quelque sorte créée par la découverte des ballons, due aux frères de *Mongolfier*, d'Annonay.

Volta, de Côme (1745-1826), et *Galvani*, de Bologne, (1737-1795), en découvrant et en précisant les phénomènes électriques, créèrent une science dont ils étaient loin de prévoir les immenses applications.

Benjamin Franklin, le célèbre député de Pensylvanie, s'étant livré à l'étude de la physique, découvrit le paratonnerre.

RÉCAPITULATION DU XVIII[e] SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST.

Église. — Toutes les forces de l'esprit du mal se réunissent contre l'Église pendant ce siècle. En France, le jansénisme, soutenu par les parlements, repousse la bulle *Unigenitus* qui le condamne, et persécute le clergé; il s'étend dans les Pays-Bas et cherche à pénétrer en Italie. Le protestantisme relève la tête en France et redouble de violence en Angleterre, où commence la secte des philosophes ou plutôt des sophistes. De l'Angleterre, elle gagne la France, puis se répand dans toute l'Europe; partout elle prêche l'incrédulité et le matérialisme par les écrits brillants, mais superficiels des libres penseurs et des encyclopédistes, unis, dans la même pensée, à la Franc-Maçonnerie et à l'Illuminisme. Détruire le catholicisme est le mot d'ordre de cette grande conjuration anti-chrétienne, dirigée par Voltaire et Rousseau.

Après Clément XI, qui pousse le prince Eugène contre les Turcs et se trouve malgré lui mêlé aux querelles de la

succession d'Espagne, Innocent XIII paraît un instant sur le trône pontifical, puis Benoît XIII, Clément XII, et enfin Benoît XIV, aussi grand pontife que grand docteur. Clément XIII est élu au moment où se multiplient les attaques contre l'Église. Il ne peut empêcher le Portugal, la France, l'Espagne, Naples, l'Autriche de chasser les Jésuites, qu'accueillent la Prusse protestante et la Russie schismatique.

Clément XIV croit rendre la paix à l'Europe en consentant à l'abolition de la Compagnie de Jésus, et il ne fait qu'encourager les ennemis de l'Église. Pie VI accepte la tiare en tremblant. Il s'efforce vainement de conjurer le triomphe du philosophisme en Autriche, et bientôt il voit éclater la Révolution française qui le dépouille de ses États, l'enlève de Rome et l'amène prisonnier en France où il meurt.

La dévotion au Sacré-Cœur de Jésus, solennellement approuvée par les Souverains Pontifes, et les vertus de saint Liguori, du bienheureux Joseph Labre, du bienheureux Léonard, de Port-Maurice, consolent l'Église des coups que lui porte l'incrédulité.

Les missions étrangères sont en souffrance sur plusieurs points, par suite de la brusque expulsion des Jésuites auxquels elles étaient confiées.

France.— Le règne de Louis XIV lègue à la France des souvenirs de gloire et des maux réels. Celui de Louis XV commence par la régence du duc d'Orléans, le désordre des finances et le bouleversement des fortunes qu'amène la banque de Law. Une courte guerre avec l'Espagne précède la majorité du jeune roi. La France soutient faiblement Stanislas Leczinski, roi de Pologne; plus tard elle s'unit à la Prusse et à la Saxe contre Marie-Thérèse, dans la guerre de la succession d'Autriche qui arme toute l'Europe. La guerre de Sept Ans lui fait perdre presque toutes

ses colonies qu'elle est obligée de céder à l'Angleterre par le honteux traité de Paris. La conclusion du Pacte de famille unit les Bourbons de France, d'Espagne et de Naples. La France s'agrandit de la Lorraine par la mort de Stanislas Leczinski, et de l'île de Corse par la cession de la république de Gênes.

La fin du règne de Louis XV est une époque de honte et de scandale; l'influence des philosophes fait chasser les Jésuites du royaume. La licence et l'impiété débordent de la cour sur la société, et rendent inutiles les bonnes intentions de Louis XVI. Ce prince rétablit le parlement, supprimé par son prédécesseur, et travaille au bonheur de la France. Entraîné par l'opinion, il soutient l'indépendance des États-Unis contre l'Angleterre.

Partout on sent un secret malaise; des aspirations ardentes vers un nouvel ordre de choses se font jour, le mécontentement se manifeste. Louis XVI n'a que sa bonne volonté à opposer aux flots montants de la Révolution qu'il ne peut conjurer et dont il meurt victime. La république remplace la monarchie; et la Terreur, au nom de la liberté et de la fraternité, couvre la France de sang et de deuil.

Espagne. — La dynastie des Bourbons succède à celle de Charles-Quint sur le trône d'Espagne. La Triple alliance fait de Philippe V l'allié naturel de la France dans toutes les querelles armées. Pendant la guerre pour la succession de Pologne, don Carlos, fils de ce prince, conquiert Naples. Le traité d'Aix-la-Chapelle, qui termine celle qu'allume la mort de l'empereur Charles VI, donne Parme, Plaisance et Guastalla à don Philippe, second fils de Philippe V.

Ferdinand VI ne s'occupe que de réparer les maux de la guerre. Don Carlos ou Charles III quitte Naples pour lui succéder. Entraînée dans la guerre de Sept Ans, l'Espagne perd plusieurs colonies.

L'esprit philosophique pénètre dans le conseil du faible

Charles III, et fait chasser les Jésuites de tous les États espagnols. Bientôt l'Espagne signe le Pacte de famille et s'unit à la France contre l'Angleterre, dans la guerre pour l'indépendance des États-Unis. Charles IV succède à son père Charles III.

Portugal. — Jean V donne au Portugal de longues années de paix et de bonheur que fait oublier Joseph Ier, son fils. Sous son règne Lisbonne est presque détruite par un tremblement de terre. Dominé par les libres penseurs ou philosophes, Joseph Ier chasse les Jésuites du Portugal et de ses colonies. Sa fille Marie épouse son oncle, et lui donne le titre de roi, tout en se réservant l'autorité. La santé de la reine oblige son fils don Juan de prendre les rênes du gouvernement.

Empire d'Allemagne. — AUTRICHE, HONGRIE, BOHÊME. — L'empereur Charles VI impose aux Turcs le traité de Passarowitz, puis il prend parti contre la France et l'Espagne dans la guerre pour la succession de Pologne. Le traité de Vienne lui fait perdre le royaume des Deux-Siciles, conquis par don Carlos d'Espagne, et lui garantit la pragmatique sanction; mais à peine a-t-il fermé les yeux, que toute l'Europe s'arme pour ravir son héritage à sa fille Marie-Thérèse, épouse de François, grand duc de Toscane. Cette héroïque princesse, soutenue par l'Angleterre, se voit enlever par le traité d'Aix-la-Chapelle la Silésie, le comte de Glatz et quelques provinces de l'Italie. Marie-Thérèse gouverne avec sagesse. Ses généraux, dans la guerre de Sept Ans, tiennent en échec les armées de la Prusse et de l'Angleterre, et cependant la paix de Huberstbourg confirme Frédéric II dans la possession de la Silésie.

Marie-Thérèse est entraînée par son fils Joseph à chasser les Jésuites des pays qui lui obéissent. Elle prend part, avec la Russie et la Prusse, au démembrement de la Pologne. Changeant tout à coup de politique, elle s'unit à la

Turquie contre la Russie. Joseph II, prince philosophe, s'érige en réformateur religieux, et trouble ainsi tous ses États qu'il lègue à son frère, Léopold II, grand duc de Toscane.

Prusse. — Frédéric Ier, premier roi de Prusse, se montre digne de ce titre par sa magnificence. Frédéric-Guillaume Ier, dur et brutal soldat, traite son royaume comme un régiment, et met de l'ordre dans les finances. Une courte guerre avec la Suède agrandit la Prusse d'une partie de la Poméranie. Frédéric-Guillaume soutient Auguste III contre Stanislas Leczinski. Son fils Frédéric II, passionné pour la gloire militaire autant que pour les lettres, se place au rang des grands capitaines dans la guerre de la succession d'Autriche, où il enlève la Silésie et le comte de Glatz à Marie-Thérèse; et dans la guerre de Sept Ans, où il lutte presque seul contre l'Europe. Ce prince, l'ami de Voltaire, prend part à l'odieux partage de la Pologne. Son habile administration rend la Prusse florissante. Son neveu Frédéric-Guillaume II lui succède.

Pologne. — Auguste II s'unit à la Russie et au Danemark contre Charles XII, roi de Suède, qui le chasse de la Pologne, où il fait élire Stanislas Leczinski. Auguste II bat Stanislas et remonte sur le trône. A sa mort, deux partis divisent la Pologne; l'un rappelle Stanislas Leczinski, l'autre demande Auguste III, fils d'Auguste II. Les armes de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie assurent la couronne à celui-ci. Après lui, Catherine de Russie, sous prétexte de mettre fin aux désordres dont les diètes sont le théâtre, leur impose Stanislas Poniatowski, et comprime par la force toute tentative des Polonais pour secouer le joug russe. Quand la Pologne est assez affaiblie, la Prusse, l'Autriche et la Russie se la partagent : la Turquie seule proteste contre une telle iniquité.

Angleterre. — Anne Stuart succède à son beau-frère

Guillaume III en Angleterre. Pendant qu'elle réunit le parlement écossais au parlement anglais, le général Malborough conduit avec vigueur la guerre contre la France. Elle est terminée par le traité d'Utrecht, qui augmente les colonies anglaises.

Avec Georges Ier, arrière-petit-fils par sa mère de Jacques Ier, la maison de Hanovre monte sur le trône de la Grande-Bretagne. Jacques III Stuart fait de vains efforts pour reprendre la couronne: les armes et les traités ne lui laissent d'autre asile que Rome.

La politique de l'Angleterre accroît sa puissance; d'habiles ministres la dirigent : Walpole sous Georges Ier, Pitt et Fox sous Georges II et Georges III. Par sa diplomatie, elle prend part à tous les traités et à toutes les négociations entre les divers États de l'Europe. Dans la guerre de la succession d'Autriche, l'Angleterre soutient Marie-Thérèse. Elle suscite la guerre de Sept Ans contre la France, et lui enlève presque toutes ses colonies ; mais elle perd les États-Unis d'Amérique qui se rendent indépendants, grâce à l'appui de la France, de l'Espagne, de la Hollande.

Hollande. — La Hollande, alliée fidèle de l'Angleterre dans la guerre de la succession d'Espagne, est traversée en tous sens par les armées ennemies. A la mort de Charles VI, elle prend parti pour Marie-Thérèse. La mauvaise foi des Hollandais dans les négociations pour la paix, leur fait déclarer la guerre par Louis XV. Le danger les décide à rétablir le stathoudérat en faveur de Guillaume VI de Nassau. Vers la fin du XVIIIe siècle, le parti républicain reprend le dessus, mais il est vaincu par le roi de Prusse. La Hollande est, peu de temps après, conquise par la République française.

Suède. — Charles XII étonne l'Europe par sa valeur et sa témérité. Vainqueur de la Russie, du Danemark et de la Pologne, il connaît enfin l'adversité sans en être abattu. Il

meurt assassiné sous les murs de Frédéricshall. La Suède ruinée et épuisée, se retire des guerres extérieures, mais c'est pour être déchirée par les factions. Une nouvelle constitution entrave le pouvoir royal, sous les règnes d'Ulric-Éléonore, de Frédéric V et d'Adolphe-Frédéric. Gustave III, par un coup hardi, ressaisit toute l'autorité et règne avec autant de sagesse que de fermeté. Il est assassiné après une guerre de plusieurs années contre la Russie.

Danemark et Norvége. — Frédéric IV s'engage imprudemment dans une guerre contre Charles XII de Suède; il est vaincu. Christian VI et son ministre Bernstorff donnent au royaume de longues années de paix et de prospérité. Sous Christian VII, les idées philosophiques, dominantes dans son conseil, dictent des mesures et des ordonnances qui portent le désordre à la cour et le scandale dans le royaume. Frédéric V réforme les abus, améliore l'état des finances et affranchit les paysans de ses États.

Russie. — Pierre Ier, dit le Grand, civilise la Russie par la force et règne avec un sceptre de fer. Malgré les préoccupations et les charges de la guerre contre la Pologne et la Turquie, il dote l'empire d'institutions nombreuses et utiles. Sa veuve Catherine ne fait que continuer son règne. Mais sous ses faibles successeurs Pierre II, Anne, Iwan VI, Élisabeth, Pierre III, le caractère moscovite réagit contre cette civilisation prématurée, pendant que le gouvernement prend parti contre la Prusse dans la guerre de Sept Ans.

Catherine II, veuve de Pierre III, écrase la Pologne, puis la partage avec ses alliés. Elle fait la guerre à la Turquie, s'empare de la Crimée et de plusieurs établissements des Cosaques.

Suisse. — Des querelles intérieures sans importance

entretiennent l'agitation en Suisse pendant le XVIIIe siècle, sans empêcher toutefois son commerce de prospérer.

Italie. — Les grandes puissances de l'Europe se partagent l'Italie. Chaque traité conclu pendant ce siècle apporte un changement dans sa géographie politique.

Savoie, Piémont, Sardaigne. — Victor-Amédée II, devenu roi, s'engage dans des démêlés avec la cour de Rome. Il perd la Sicile, que lui avait donné le traité d'Utrecht, et reçoit la Sardaigne en échange. Charles-Emmanuel III suit la politique de son père; pendant la guerre pour la succession d'Autriche, il vend son alliance au plus offrant. Le règne de son fils, Victor-Amédée III, est une période de paix et de prospérité pour le Piémont. La République française dépossède ce prince de ses États.

Milanais. — Le traité d'Utrecht donne le Milanais à l'Autriche. Plus tard une petite partie en est cédée au roi de Sardaigne. A la fin du XVIIIe siècle, le Milanais est conquis par les armées de la république française.

Parme et Plaisance. — Ces deux duchés passent de la maison de Farnèse à l'Autriche, qui est obligée de les abandonner à don Carlos d'Espagne; et lorsqu'il est devenu roi de Naples, le traité d'Aix-la-Chapelle les assigne à son frère don Philippe. Ferdinand, fils de ce prince est hostile à l'Église. Il est chassé par la république française dont les armées conquiert ses duchés.

Modène et Reggio. — La maison d'Este continue de régner sur ces deux petits duchés, qui sont ravagés par les guerres de l'Espagne et de l'Autriche. Renaud d'Este a pour successeur son fils François III, généralissime des troupes françaises et espagnoles en Italie. Vers la fin de ce siècle, l'unique héritière de ces duchés les porte en dot à l'archiduc, Ferdinand d'Autriche, auquel la république française les enlève.

Toscane. — Après Cosme III de Médicis, regretté de

ses sujets, Jean-Gaston dilapide les finances de son duché. Il meurt sans héritier. Le traité de Vienne donne la Toscane à François de Lorraine, gendre de l'empereur Charles VI. Son second fils, Léopold, mécontente ses sujets par ses réformes religieuses.

Deux-Siciles. — Le traité d'Utrecht cède la Sicile au duc de Savoie, Victor-Amédée II, tandis que Naples reste à l'Autriche. Bientôt l'empereur recouvre la Sicile, mais c'est pour se la voir enlever, ainsi que le royaume de Naples, par don Carlos d'Espagne. Sous le nom de Charles VII, ce prince se fait aimer des Napolitains. Il prend part un instant à la guerre de la succession d'Autriche, puis il cède le trône à son fils Ferdinand pour aller régner en Espagne. Tanucci, ministre philosophe, gouverne pour le jeune roi, auprès duquel il est bientôt remplacé par l'anglais Acton.

Venise. — L'existence de la république de Venise est toute passive; elle achève de s'épuiser dans ses luttes avec les Turcs qui lui enlèvent chaque jour quelques-unes de ses possessions.

Gênes et île de Corse. — Pendant la guerre qui suit la mort de l'empereur Charles VI, les Autrichiens occupent Gênes. L'abus qu'ils font de leur pouvoir amène un soulèvement, et ils sont chassés.

Les habitants de l'île de Corse, opprimés par les Génois, se révoltent. La république désespérant de les soumettre, cède la Corse à la France.

Lucques. — Le territoire de la petite république de Lucques est ravagé par le passage des armées étrangères, en même temps que la jalousie qui divise la noblesse et la bourgeoisie ruine son commerce.

Turquie. — Après Mustapha II, Achmet III fait avec succès la guerre à la Russie et à Venise. Le prince Eugène force les Turcs à la paix honteuse de Passarowitz. Une

guerre contre la Perse donne lieu à une révolte des janissaires; Achmet déposé par les rebelles est remplacé par Mahmoud Ier; son énergie donne quelque éclat à la Turquie, qui impose à l'Autriche le traité de Belgrade. Après l'inepte Othman III, le trône est occupé par Mustapha III, un des grands princes de ce siècle. Abdul-Hamid, malheureux par ses guerres, introduit la tactique européenne dans ses armées, sans pouvoir toutefois leur assurer la victoire sur les Russes. Sélim III conclut avec eux le honteux traité de Yassy. Les janissaires le font périr.

Perse. — La Perse sort de l'obscurité qui l'enveloppait depuis plusieurs siècles. Nadir-Kouli-Khan, de chef de brigands devient général, et replace sur le trône le sophi Thamas, fils de Hussein, qu'un chef des Afghans en avait précipité : bientôt il y monte lui-même. Après plusieurs années d'un règne glorieux, il devient ombrageux, cruel et périt assassiné. Des révolutions éclatent à sa mort; l'anarchie désole l'empire et détruit les trois quarts de la population.

Colonies Françaises. — Les colonies françaises des Indes Orientales prospèrent pendant la première moitié du XVIIIe siècle, et elles excitent la jalousie de l'Angleterre. La rivalité de La Bourdonnaie et de Dupleix, le premier, gouverneur des îles de France et de Bourbon; le second, gouverneur général des Indes, cause la ruine de ces riches colonies, en les livrant aux Anglais pendant la guerre de Sept Ans. La loyauté et la valeur de Lally-Tollendal ne peuvent rétablir les affaires de la France dans l'Inde, ni le sauver d'une injuste condamnation.

La France n'est pas plus heureuse en Amérique. Après avoir perdu le Canada par le traité de Paris, qui met fin à la guerre de Sept Ans. La révolte des noirs lui enlève Haïti ou Saint-Domingue.

Colonies Espagnoles. — La prospérité des colonies espagnoles en Amérique, d'abord arrêtée par le traité de l'Assiento avec l'Angleterre, prend un grand essor lorsque Charles III accorde une entière liberté au commerce.

L'expulsion des Jésuites ruine la colonie du Paraguay et porte un coup terrible à l'autorité et à l'influence des Espagnols en Amérique.

Colonies Portugaises. Le Brésil continue à enrichir la métropole en lui envoyant de l'or et des pierres précieuses.

Colonies Hollandaises. — Les colonies de la Hollande, aux Indes Orientales, ne peuvent soutenir la lutte avec l'Angleterre; la Compagnie est dissoute.

Celles de l'Amérique ont peu d'importance.

Colonies Anglaises. — Le commerce des colonies anglaises se développe rapidement par suite du traité d'Utrecht et de celui de l'Assiento. La guerre de Sept Ans, terminée par le traité de Paris, assure le triomphe de l'Angleterre aux Indes et dans le Nouveau-Monde, et fait passer sous sa domination presque toutes les colonies françaises. Les États-Unis de l'Amérique conquièrent leur indépendance.

Pendant que les Anglais perdent de vastes provinces en Amérique, ils étendent leurs possessions aux Indes, aux dépens du Grand-Mogol. Après avoir enlevé aux Français et aux Hollandais une partie du territoire que ceux-ci y possédaient, ils attaquent les Indiens. Malgré la vigoureuse résistance qu'ils rencontrent, ils subjuguent presque toute l'Inde, lorsque Tippo-Saëb, sultan de Mysore, dans l'Indoustan, est tombé sous les ruine de Chéringapatan, sa dernière forteresse.

CHRONOLOGIE DU XVIIIe SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST

Incrédulité. — Révolution française.

1700. — Guerre de la succession d'Espagne.

1709. — Défaite de Charles XII, roi de Suède, à Pultawa, par le czar de Russie, Pierre Ier dit le Grand.

1713. — Découverte d'Herculanum, engloutie par la première éruption du Vésuve, en 79 de l'ère chrétienne.

Paix d'Utrecht, entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et la Savoie; l'Espagne est assurée à Philippe V, petit-fils de Louis XIV. Le duché de Savoie est érigé en royaume.

1715. — Mort de Louis XIV, surnommé le Grand.

1716. — Système de Law qui ruine des milliers de familles en France.

1720. — Peste affreuse à Marseille. Héroïque dévouement de l'évêque, Mgr de Belzunce.

La Sardaigne est cédée à Victor-Amédée de Savoie, en échange de la Sicile, rendue à l'empereur.

1732. — Guerre pour la succession de Pologne. Auguste III triomphe de Stanislas Leczinski, auquel le traité de Vienne donne la Lorraine, qui doit, à sa mort, revenir à la France. Le même traité confirme à don Carlos d'Espagne la possession du royaume des Deux-Siciles, dont il s'était emparé pendant la guerre.

1740. — Mort de l'empereur Charles VI; guerre de la succession d'Autriche.

1746. — Les Français, commandés par le maréchal de Saxe, battent les Anglais à Fontenoy.

1748. — La paix d'Aix-la-Chapelle met fin à la guerre; Marie-Thérèse, fille de Charles VI, perd la Silésie et le comté de Glatz conquis par Frédéric II, roi de Prusse.

1755. — Premiers essais sur l'électricité.

Découverte de Pompéia, engloutie par l'éruption du Vésuve, en 79.

Tremblement de terre qui renverse une partie de la ville de Lisbonne.

1756. — Guerre entre la France et l'Angleterre, dite guerre de Sept Ans, au sujet du Canada.

1757. —Invention du paratonnerre par l'américain Franklin.

1760. – Les Jésuites sont chassés successivement du Portugal, de la France, de l'Espagne, de Naples, de Parme et de l'Autriche.

1761. — Traité d'alliance entre les Bourbons de France, d'Espagne et de Naples, dit Pacte de famille.

1763. — La France cède à l'Angleterre la plupart de ses colonies d'Amérique par le traité de Paris, qui termine la guerre de Sept Ans.

1768. — Cession de l'île de Corse à la France par la république de Gênes.

1772. — Premier démembrement de la Pologne, que se partagent la Russie, l'Autriche et la Prusse.

1774. — Mort de Louis XV, avénement au trône de France de Louis XVI, son petit-fils.

Charles Fox se fait remarquer comme ministre en Angleterre.

1780. — Première école pour les sourds-muets, fondée à Paris, par l'abbé de l'Épée.

1782. — Les États-Unis d'Amérique reconnus indépendants par l'Angleterre, après plusieurs années de guerre.

Premier ballon lancé à Paris, par de Montgolfier.

1783. — Guillaume Pitt, premier ministre en Angleterre.

1789. — Ouverture des états généraux à Versailles; ils se forment en *Assemblée nationale constituante.* Le tiers-état y domine.

1790. — L'Assemblée constituante est remplacée par l'*Assemblée législative.* La Prusse et l'Autriche déclarent la guerre à la France.

1792. Gustave III, roi de Suède, est assassiné.

La Convention succède à l'Assemblée législative. La république est proclamée en France. La Terreur.

1793. — Louis XVI, condamné à mort par la Convention, est exécuté le 21 janvier.

La reine Marie-Antoinette le suit sur l'échafaud le 16 octobre.

Guerre de la Vendée.

1794. — Madame Élisabeth de France, sœur de Louis XVI, est condamnée à mort.

Réaction contre les Terroristes. Mort de Robespierre.

1795. — Le calcul décimal est adopté en France.

Partage définitif de la Pologne entre la Russie, l'Autriche et la Prusse.

Gouvernement dictatorial en France.

Mort de Louis XVII dans la tour du Temple.

1796. — Les Français sous Bonaparte, conquièrent l'Italie.

1798. — Conquête de l'Égypte par Bonaparte.

Captivité de Pie VI.

1799. — Mort de Pie VI à Valence (France).

Découverte de la vaccine, par l'anglais Jenner.

Révolte des noirs à Saint-Domingue, colonie française.

18 brumaire (9 novembre), Bonaparte s'empare du pouvoir en France. Le consulat.

1800. — Bataille de Marengo, gagnée par Bonaparte.

Élection de Pie VII à Venise. Il rentre à Rome.

ÉPILOGUE

En terminant l'étude de ces quatre siècles de l'histoire moderne, pendant lesquels la société a subi une transformation profonde, on éprouve le besoin de s'arrêter pour considérer le chemin qu'on a parcouru, et pour saisir l'anneau qui rattache les temps modernes au moyen âge. Mais le regard, d'abord ébloui par la multiplicité des faits, se trouble bientôt devant la diversité des opinions et des jugements. Comment, en effet, trouver de l'unité dans cette confusion? A qui demander un fil conducteur pour ne pas s'égarer dans ce dédale de la politique où se croisent, se heurtent les ambitions mêlées à toutes les passions personnelles, où les vrais ressorts des grands événements disparaissent sous les apparences qui en imposent au vulgaire? Comment découvrir la vérité au milieu de tant d'erreurs amoncelées par la mauvaise foi encore plus que par l'ignorance, et la dégager des préjugés qui l'altèrent?

L'étude de l'histoire ancienne, celle même du moyen âge n'offraient pas les mêmes difficultés; c'était comme un théâtre où quelques acteurs seulement représentaient une action simple et facile à saisir. Alors aussi était inconnue la diplomatie qui va toujours par des voies secrètes et souvent tortueuses, et qui, par cela même, donne champ libre aux interprétations.

Si nous remontons à quelques siècles, un petit nombre d'écrivains seulement racontaient les beaux faits d'armes, les grandes actions, les alliances royales, les félonies des princes et des hauts barons, les fléaux et les

guerres qui désolaient les provinces; les faits parlaient plus haut que les préventions ou les haines de l'historien, et la vérité ne tardait pas à se dégager des voiles dont sa partialité avait pu chercher à l'envelopper. Dans les temps modernes, au contraire, les écrivains abondent; on ne se contente plus de raconter les faits; chacun se pique d'en connaître mieux que les autres les causes secrètes, les ressorts cachés. De là une foule de contradictions, de jugements hasardés ou erronés, par conséquent d'appréciations fausses, d'où naissent des préjugés qu'alimentent les passions religieuses et politiques. Chaque personnage historique a ses admirateurs et ses détracteurs; il y a comme deux camps opposés, revendiquant chacun la possession exclusive de la vérité. Qui donc prononcera entre les deux? Qui aura le droit d'imposer ses jugements comme des arrêts dictés par la justice absolue? Dans cette impuissance, on sent la nécessité de chercher plus haut, dans une région supérieure à celle où s'agitent les passions humaines, la règle de ses appréciations historiques.

Nous avons admis, dès la première page, cette vérité incontestable que Dieu gouverne le monde, en dirigeant toutes choses vers un double but qui est sa propre gloire et le salut des hommes. Cette pensée éternelle de Dieu est donc la lumière à l'aide de laquelle on doit apprécier et juger la vie de l'humanité à travers les siècles; c'est-à-dire, que tout ce qui tend à rapprocher les nations ou les individus de ce double but est bon, tandis que ce qui les en éloigne est mauvais, et doit être blâmé, condamné, en dépit des préjugés accumulés par l'esprit de parti. « Si Dieu n'intervenait pas dans tous les événements du monde, dit Descartes, il ne serait pas Dieu (1); » ajoutons que le monde ne serait plus que l'arène des passions;

(1) Recueil des Lettres de Descartes. Lettre 8e.

l'élévation ou la chute des empires, un jeu du hasard ; la vertu, un vain mot ; l'héroïsme, le dévouement, une sublime folie. Pour celui qui nie Dieu ou sa Providence, l'histoire n'est qu'une série de faits isolés, n'ayant, en définitive, que l'égoïsme pour cause et pour fin. Mais pour celui qui s'éclaire de plus haut, quel magnifique spectacle que cette marche de la Providence et de l'homme ; celui-ci faisant librement le bien ou le mal, selon qu'il agit sous l'inspiration du devoir ou de ses passions, pendant que la Providence, par ses voies mystérieuses, sans contraindre l'homme, fait tout concourir à ses desseins éternels et miséricordieux.

Ah ! si l'ordonnance de la création démontre le Créateur, si le spectacle de l'harmonie de l'univers arrachait au savant Linné ce cri d'enthousiasme : *Le Dieu éternel, immense, sachant tout, pouvant tout, a passé devant moi. Je ne l'ai pas vu en face, mais ce reflet de Lui, saisissant soudainement mon âme, l'a jetée dans la stupeur de l'admiration,* la vie de l'humanité ne révèle-t-elle pas d'une manière plus éclatante le Dieu qui la dirige ? Et le chrétien, en lisant les annales des peuples, ne devrait-il pas s'écrier avec plus de vérité encore que le naturaliste suédois : *Dieu a passé devant moi.... un reflet de Lui a saisi mon âme !*

Ce qui empêche souvent de comprendre les grandes leçons de l'histoire, c'est qu'on oublie que Dieu est patient parce qu'il est éternel ; et « l'homme qui sent sa durée fugitive voudrait que toute chose s'accomplît dans cet instant rapide où il vient pour souffrir, expier, s'améliorer et mourir (1). »

Comme la marche de l'humanité, pendant les quatre siècles de l'histoire moderne, est plus rapide que dans les

(1) Cantu. *Hist. universelle*, tome XIV, page 9.

précédentes périodes ! Quelle transformation, quels progrès, quelle brillante expansion des lumières de l'esprit humain ! et tout cela, en moitié moins de temps qu'il n'en a fallu pour faire sortir l'Europe de la barbarie ! Mais pour être juste envers le moyen âge, remarquons que toute enfance, celle des nations comme celle de l'homme, est un temps de lente et pénible formation ; et que l'épanouissement de la jeunesse, la richesse et la force de l'âge mûr sont en germe dans ce travail de préparation. Méconnaître ce qu'un âge doit à celui qui le précède, c'est ignorance, orgueil, ingratitude. Ne croyons donc pas que pour admirer les merveilles des temps modernes, il soit nécessaire de détourner avec dédain les yeux du moyen âge ; que pour les louer dignement, il faille jeter le mépris aux œuvres des âges précédents. Quand l'homme est arrivé à la plénitude de la vie, il aime le souvenir des faiblesses, de l'ignorance et même des fautes de son enfance, parce que ce souvenir lui rappelle les tendres leçons et l'amour de sa mère.

Nous l'avons dit et nous ne saurions trop le répéter, c'est l'Église qui a rempli le rôle de mère à l'égard des peuples modernes. Après que le flot de l'invasion du ve siècle eut passé sur l'Europe, elle les recueillit sauvages et barbares ou meurtris et sanglants, pour les réconcilier, les unir dans une même foi et un même amour. L'histoire nous la montre veillant sur leur berceau, leur apprenant à bénir le nom de Dieu, formant leur cœur, élevant leur intelligence, proportionnant ses leçons à leur âge, ses reproches à leurs lumières. Plus tard, quand se manifestent les passions violentes de la jeunesse, l'Église prend le rôle du père ; et comme lui, elle commande et impose ses volontés.

Bien loin de se révolter contre cette autorité, rois et peuples se placent sous sa protection et ne veulent relever

que d'elle. En vertu de cette volontaire soumission, les papes se constituent les arbitres des princes et des peuples; ils prescrivent l'obéissance aux sujets ou les délient du serment de fidélité, prévenant ainsi, par ce haut arbitrage, les révolutions qui font couler des flots de sang et ébranlent les empires.

Mais vint une heure où la foi ayant diminué dans les âmes, les peuples et les souverains se lassèrent de cette tutelle, et trouvèrent gênante cette autorité qui pénétrait jusqu'au fond des consciences. Alors, énivré d'orgueil, exalté par ses grandes découvertes, l'homme se détourna de Dieu, ne voulant plus d'autre lumière ni d'autre guide que sa raison. Oubliant qu'il devait à l'Église ce qu'il avait de liberté, il s'arma contre elle de cette liberté même qu'il tenait d'elle; aussitôt éclata cette grande révolte du protestantisme, continuée, d'une manière plus ou moins ouverte, par le jansénisme, le gallicanisme et les parlements. Le jour où les princes et les peuples rejetèrent la tutelle de l'Église, deux tendances opposées se manifestèrent dans le monde, deux courants s'établirent : les rois allèrent à l'absolutisme, les peuples à l'indépendance. Et comme l'obéissance des uns n'était plus imposée que par la force, l'absolutisme des autres ne fut arrêté que par la révolte : l'ère des révolutions va s'ouvrir.

Plusieurs grands faits servent de ligne de démarcation entre le moyen âge et les temps modernes : la chute de Constantinople, la découverte de l'Amérique, la Renaissance, le Protestantisme; mais ce qui caractérise l'âge moderne, c'est la séparation du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel. Les souverains s'éloignent de l'Église; ils ne l'appellent plus à leurs traités; la politique, inaugurée par Louis XI et analysée par Machiavel, la remplace désormais dans les conseils des rois.

Le concile, ou plutôt le conciliabule de Bâle, profitant

de la confusion jetée dans les esprits par le schisme d'Occident, avait prétendu faussement augmenter l'autorité et l'indépendance des évêques, en favorisant le pouvoir séculier aux dépens de celui des Pontifes de Rome. Ces dangereux principes enseignés par les légistes de Philippe le Bel, sanctionnés par un fantôme de concile, apportèrent une grande perturbation dans les intelligences; et les conséquences s'en firent bientôt sentir dans les mœurs, car, partout où l'autorité s'affaiblit, les lois périssent.

Non content de s'isoler de l'Église, de prétendre se passer de ses conseils, l'esprit moderne, infatué de lui-même, affecta de jeter le mépris sur le passé, et prit à tâche de décrier toutes les institutions et les œuvres des âges de foi, refusant le génie à leurs grands hommes, le talent à leurs artistes, l'inspiration à leurs poètes; niant, en un mot, tout ce que l'Église a fait pour l'humanité pendant ces dix siècles de luttes et de travaux. Si l'on en croyait certains historiens, aveuglés par cet esprit de dénigrement envers la Papauté, tout était à faire au sortir du moyen âge pour le bien-être matériel et moral des peuples; elle seule entravait la marche de l'humanité, le progrès des sociétés, l'expansion des lumières; et le génie de l'homme, comprimé par son despotisme, n'a pris son essor que depuis qu'il s'est affranchi de son joug.

Le récit des guerres et des révolutions qui remplissent la période que nous allons étudier, répond à ces accusations, et justifie cette parole de J. de Maistre, déjà citée : *L'histoire depuis trois siècles, n'est qu'une vaste conspiration contre la vérité.*

La plupart des peuples modernes, tout en rejetant l'Église, ont prétendu toutefois retenir le christianisme, s'inspirer de son esprit, vivre de sa vie; mais cet esprit est faussé, cette vie est superficielle, absorbée par les intérêts du temps; elle peut donner le bien-être, la richesse, favo-

riser le libre développement de l'industrie, du commerce, des lettres et des arts ; mais on sent qu'il manque quelque chose à ces nations si brillantes au dehors ; elles ne tendent qu'au bonheur matériel, à la prospérité de l'État, oubliant que l'homme a une âme à sauver, et les nations une mission providentielle à remplir.

Quel éclat différent jettent, au commencement de l'âge moderne, les nations encore animées de l'esprit catholique : l'Italie, l'Espagne, la France, l'Autriche. A vrai dire, il dure peu, et pâlit au souffle desséchant de l'incrédulité qui prépare l'ère contemporaine.

Les souverains ne comprirent pas alors qu'attaquer l'autorité de l'Église, c'était attaquer en même temps la leur qui reposait sur le même principe. Croyant augmenter leur pouvoir de celui qu'on lui enlevait, ils firent cause commune avec ses ennemis qui les attiraient par le mirage séduisant de l'absolutisme. Ils ne virent pas que les doctrines qu'ils invoquaient contre l'autorité spirituelle de l'Église, justifieraient, dans un avenir prochain, la révolte des peuples contre l'autorité temporelle.

Depuis le paradis terrestre, la révolte de l'homme contre Dieu n'a pas cessé sur la terre ; et l'histoire n'est, pour ainsi parler, que le récit des maux qu'elle a enfantés, et du travail de la Providence pour réparer les fautes de l'humanité. Chaque hérésie a été une phase nouvelle de la guerre que l'esprit du mal a déclarée à Dieu ; mais le protestantisme, par son caractère et par les circonstances qui ont entouré son berceau, est la plus terrible insurrection de l'esprit humain contre l'autorité divine ; il est, comme l'a très-bien dit un historien de nos jours, « la révolution elle-même dans son expression la plus dangereuse (1). »

(1) Segretin. *Sixte-Quint et Henri IV*, page 35.

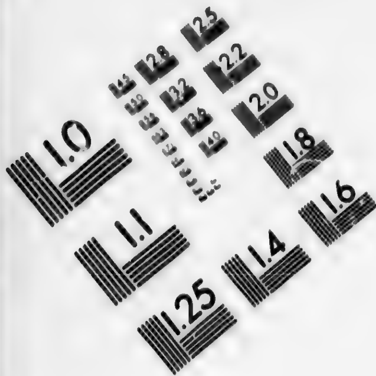
Le schisme d'Occident, puis la corruption d'une partie du clergé et l'affaiblissement de la discipline ecclésiastique, fatales conséquences du schisme, avaient diminué le respect envers la Papauté, et, par suite, altéré le rapport des peuples avec le sacerdoce. On sentait le besoin d'une réforme : un cri général la demandait.

La Renaissance, sans avoir encore eu le temps de neutraliser par son enseignement païen la vie catholique en Europe, venait de donner une activité dangereuse à l'esprit humain; en même temps que l'imprimerie jetait à la foule des discussions théologiques, autrefois connues seulement de ceux qu'intéressaient ces questions.

La grande unité catholique du moyen âge, représentée par le Pape et l'Empereur, tendait, depuis un siècle, à se briser. Les peuples de l'Europe, oubliant les intérêts religieux qui les avaient enrôlés sous une commune bannière, et peu soucieux de pensées plus hautes, ne songeaient qu'à se constituer, chacun, une nationalité forte et distincte, à s'organiser au-dedans, et à se créer des richesses par le commerce, auquel les découvertes maritimes donnaient un immense développement. En un mot, chaque nation travaillait à se rendre indépendante, à s'isoler de ses voisins.

Telle était la disposition générale des esprits, la tendance des gouvernements, lorsque parut le protestantisme, que son principe de l'examen privé pourrait faire appeler la religion individuelle. La politique comprit aussitôt qu'elle pouvait se faire une arme redoutable de la nouvelle hérésie; et l'appât des biens du clergé servit puissamment l'erreur auprès des princes appauvris par la guerre. Quant aux peuples, ils furent d'abord trompés par les mots de réforme et de liberté qu'on faisait retentir à leurs oreilles; plus tard, maintenus par la violence sous l'oppression de leurs souverains devenus protestants, lorsqu'ils voulurent reculer devant l'apostasie.





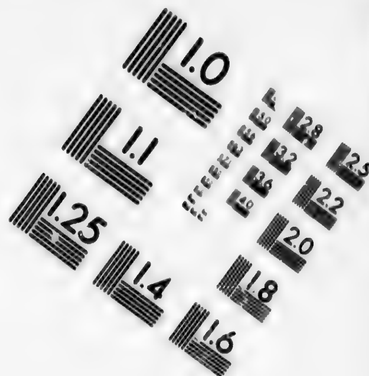
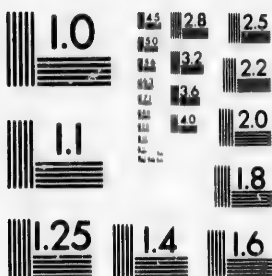
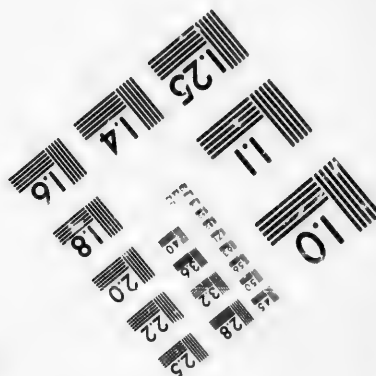


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)









C'est dans ces causes qu'il faut chercher les rapides progrès du protestantisme, plutôt que dans les scandales ecclésiastiques dont on a fait tant de bruit, et dans un prétendu besoin général de briser les entraves dont la religion enchaînait l'humanité.

Aux temps bouleversés par l'épée des envahisseurs et la lance des barbares, puis coordonnés par l'Église, vont succéder les temps constitués par le pouvoir; la centralisation va remplacer les libertés individuelles et municipales : le monde, qui a passé des guerriers aux prêtres, se détourne d'eux pour aller aux rois, jusqu'à ce qu'il arrive aux peuples. Un grand mouvement se fait dans les esprits; on cherche l'égalité dans les lois, dans les impôts, dans la justice, dans la propriété. La civilisation européenne fondée sur le dogme, ne veut plus maintenant d'autre base que l'expérience, que l'utile; dès lors l'enthousiasme est remplacé par le calcul. Un nouveau droit des gens, purement politique, succède à celui du moyen âge qui reposait sur la foi et la justice. Les armées permanentes et la police augmentent la force au dedans et au dehors, tandis que la diplomatie, qu'on peut appeler la science de la politique, préside aux relations des diverses puissances.

Dans l'âge précédent, l'Église, chargée de la jeunesse, formait l'homme à la science religieuse; désormais l'instruction, séparée dans l'opinion et les mœurs de la religion, se donne dans les écoles, où l'enfant n'apprend que des doctrines humaines, incertaines et variables.

Toute la vie, toute l'ardeur des peuples, se porte vers les moyens d'accroître leurs richesses. On s'élance vers les contrées qui recellent l'or, on sillonne les mers, on explore de nouvelles terres. Le commerce développe les colonies; la science arrache à la nature ses secrets; les arts et les lettres atteignent l'apogée de la perfection en Italie, et, un siècle plus tard, en France. Égaré par l'orgueil,

l'homme croit alors pouvoir se passer de Dieu, et le moment approche où il le bannira des lois, des institutions, des gouvernements.

Mais les pentes rapides de l'incrédulité mènent infailliblement à des abîmes; la force brutale ne suffit pas pour soutenir les trônes, pour comprimer les convoitises qu'excitent les doctrines matérialistes. Dieu méconnu retire sa main; et aussitôt les sociétés chancellent, comme prises de vertige. L'esprit du mal, après avoir rompu le frein de l'autorité de l'Église, brise celui avec lequel l'autorité politique croyait pouvoir le maîtriser; bientôt, toujours au nom de la liberté, il menacera la propriété, la famille, par les doctrines subversives du socialisme, anéantissement de toute liberté.

L'Église délaissée, reniée de la moitié de l'Europe, n'en poursuit pas avec moins de tendresse sa sublime mission, sous des Papes aussi grands comme pontifes que comme rois. Pendant que l'hérésie prétend réformer la société en attaquant les dogmes et en lâchant la bride à toutes les passions, elle retrempe la chrétienté dans la foi et la pureté des mœurs au concile de Trente; ses missionnaires suivent pas à pas les hardis navigateurs pour lui conquérir des âmes; elle enfante chaque jour de nouvelles institutions pour les pauvres, les faibles, les ignorants; ses saints, toujours nombreux, donnent au monde l'exemple des plus sublimes vertus et contraignent l'admiration de leurs ennemis. Sentinelle vigilante, elle signale tous les dangers, éclaire tous les écueils, dévoile toutes les ruses de l'ennemi. La presse, arme redoutable de l'impiété, devient entre ses mains l'auxiliaire de la vérité. Forte de la force de Dieu même, l'Église résiste enfin à toutes les attaques; et quand ses ministres sont persécutés et dispersés, que son Pontife meurt en captivité, et que ses ennemis croient l'avoir mortellement frappée, tout ce qui s'opposait à son

triomphe se renverse soudain, se brise, se confond, et elle se relève dans toute la beauté et la vigueur de sa jeunesse, attendant de nouveaux combats, c'est-à-dire de nouvelles victoires.

Suivant la méthode que nous avons adoptée pour l'histoire ancienne et l'histoire du moyen âge, après avoir considéré les temps modernes dans leur ensemble, nous les subdiviserons en époques, caractérisées par les événements qui les dominent. Ces subdivisions, en arrêtant le regard sur un espace plus circonscrit, permettent de pénétrer plus avant dans les faits, et d'en mieux apprécier les causes et les conséquences.

Comme par le passé, nous adopterons les subdivisions généralement reçues.

Première Époque. — De la prise de Constantinople par les Turcs, l'an de Jésus-Christ 1453, à Luther l'an 1517. Elle renferme 64 ans.

Deuxième Époque. — De Luther, l'an de Jésus-Christ 1517, à la conversion de Henri IV l'an 1593. Elle renferme 76 ans.

Troisième Époque. — De la conversion de Henri IV, l'an de Jésus-Christ 1593, au traité de Westphalie, l'an 1648. Elle renferme 55 ans.

Quatrième Époque. — Du traité de Westphalie l'an de Jésus-Christ 1648, au traité de Ryswick l'an 1698. Elle renferme 50 ans.

Cinquième Époque. — Du traité de Ryswick, l'an de Jésus-Christ 1698, à la guerre de la succession d'Autriche l'an 1740. Elle renferme 42 ans.

Sixième Époque. — De la guerre de la succession d'Autriche, l'an de Jésus-Christ 1740, à la Révolution française l'an 1789. Elle renferme 49 ans.

PREMIÈRE ÉPOQUE.

De la chute de l'Empire d'Orient, l'an de Jésus-Christ 1453, jusqu'au schisme de Luther ou la Réforme, l'an de Jésus-Christ 1517. Elle renferme soixante-quatre ans.

L'Empire d'Orient, créé par Constantin, vient de succomber sous le cimeterre de Mahomet II; l'étendard du Prophète flotte sur les remparts de Constantinople schismatique : les Turcs ont un pied en Europe. L'Occident s'en émeut, puis il s'endort sur un danger qui paraît encore éloigné; chaque nation est d'ailleurs trop occupée de ses intérêts particuliers pour entendre la voix des Papes qui les appellent à une nouvelle croisade.

La France délivrée des Anglais, répare les désastres d'une longue invasion, et laisse Louis XI, Charles VIII et Louis XII d'Orléans poursuivre leurs aventureuses expéditions en Italie. Pendant que la guerre des Deux-Roses décime les familles royales, en Angleterre, l'Écosse est sans cesse troublée par les révoltes des barons contre les Stuarts; l'Espagne, réunie sous le sceptre de Ferdinand et d'Isabelle, chasse les Maures après une lutte de sept siècles, et atteint l'apogée de sa gloire. Le Génois Christophe-Colomb lui donne l'Amérique que son génie a découverte; don qui deviendra fatal à l'Espagne, en lui faisant négliger l'agriculture et l'industrie, pour l'or du Nouveau-Monde et la conquête trompeuse de l'Eldorado. Le Portugal court à de nouvelles découvertes maritimes, et va aux Indes par le cap de Bonne-Espérance; la Confédération helvétique acquiert de l'importance; l'Allemagne n'est plus qu'une réunion de petits états voisins et rivaux, travaillant à s'agrandir, à se fortifier, à se centraliser en dehors de l'autorité impériale.

A l'Est, la Pologne, la Bohême, la Hongrie, servent de

rempart à l'Europe contre les Turcs, qui, sous prétexte d'intervenir dans les querelles de leurs voisins, ne rêvent qu'invasions et conquêtes. Iwan III rétablit l'unité de la monarchie russe, pendant que les royaumes du Nord, tantôt réunis, tantôt séparés, ne cessent de guerroyer contre les maîtres qu'ils choisissent un jour et chassent le lendemain. L'Italie, prise et reprise par les Français et les Impériaux, sillonnée en tous sens par les armées ennemies, ajoute au siècle de Périclès et à celui d'Auguste le siècle de Léon X, et lègue à la postérité les noms immortels de Léonard de Vinci, de Michel-Ange, de Raphaël.

De grands Papes essaient de rappeler l'Europe à une pensée généreuse, en lui montrant le péril qui la menace du côté de l'Orient; mais l'égoïsme a remplacé le sentiment religieux qui unissait les peuples sous la main de l'Église, et la sagesse humaine a succédé partout à cette direction élevée que les rois et les empereurs recevaient du Vicaire de Jésus-Christ.

A travers quelques ombres qui obscurcissent un moment l'éclat si pur de la tiare, brille la haute intelligence de Jules II. Il comprend le rôle de la Papauté en face de la politique nouvelle et des ambitions qui s'agitent; et l'énergie avec laquelle il assure l'indépendance de l'Italie en repoussant les étrangers, fait oublier qu'il se montra peut-être, dans quelques circonstances, plus guerrier que pontife, plus occupé des choses de la terre que des intérêts sacrés de l'Église.

L'humanité, fière de sa force, de sa science, de ses découvertes, place désormais toute sa confiance en elle-même. A la vérité, si l'Église voyait baisser son influence, si sa voix était sans retentissement, ses anathèmes sans force, elle pouvait en accuser quelques-uns de ses ministres; si la sève spirituelle paraissait s'être arrêtée, c'est que, parmi les canaux chargés de la répandre, il y

en avait d'obstrués par les passions de la terre. Depuis le schisme d'Occident, malgré les efforts de Nicolas V et de Pie II, des abus s'étaient introduits dans le sanctuaire; plusieurs pasteurs, surtout en Allemagne, plutôt princes qu'évêques, oubliant la sainteté de leur ministère, ne rêvaient qu'honneurs et richesses. Quelques Pontifes mêmes, tout en sauvegardant la pureté de la doctrine, n'avaient paru assis sur la Chaire de saint Pierre que pour enrichir leur famille, guerroyer contre les ennemis de leur puissance ou s'entourer de poètes et d'artistes. De tous côtés se manifestait le besoin d'une réforme dans les mœurs et la discipline ecclésiastique : le concile de Latran et les saints l'appelaient de tous leurs vœux.

Ce n'était pas la première fois que l'Église, divine dans son origine, humaine dans sa réalisation, avait ressenti ces défaillances de l'humanité; mais de chaque épreuve elle était sortie plus sainte, plus pure, plus forte, plus aimée, plus respectée. Dans les âges précédents, si quelques troubadours, si quelques poètes insultaient la Papauté, bravaient ses reproches et ses censures, leurs écrits, lus par le petit nombre, étaient à peu près sans influence sur la direction des esprits. Au XVIe siècle, au contraire, les mille voix de la presse portaient à tous, en les grossissant et en les multipliant, le récit des fautes personnelles des membres du clergé. Un grand péril menaçait dès lors la société chrétienne, car on est bien près de refuser l'obéissance quand on cesse de respecter ceux à qui on la doit.

La Renaissance, en donnant dans les écoles à l'étude de l'antiquité payenne le rang qu'occupait autrefois la théologie, contribua également à diminuer l'influence de la vérité religieuse sur les intelligences. A l'exemple des lettres, la science se sépara de Dieu, et la philosophie, dédaignant les traditions du passé, rejeta Aristote dont la méthode avait formé les grands génies du moyen âge,

pour s'égarer dans des routes nouvelles, où elle rencontra bientôt l'erreur, la révolte, l'incrédulité.

En résumé, cette courte période, de la prise de Constantinople à Luther, qui, au premier abord, nous présente le triomphe de l'autorité à Rome, du droit en France et en Espagne, l'éclat de la Renaissance en Italie, la découverte de l'Amérique. les magnifiques résultats de l'imprimerie, nous fait entendre dans le lointain un cri de guerre qui présage au monde un immense danger; et pourtant, pontifes, princes et peuples ne paraissent pas se préoccuper de l'avenir.

DEUXIÈME ÉPOQUE.

Du schisme de Luther ou la Réforme, l'an de Jésus-Christ 1517, à l'Abjuration de Henri IV, l'an de Jésus-Christ 1593. Elle renferme soixante-seize ans.

Tout est prêt pour l'apostasie de la moitié de l'Europe; les matériaux sont amassés pour l'incendie qui va promener ses ravages sur le monde ancien; le lit est creusé au torrent dont les flots creuseront des abimes. Luther paraît. Sous le futile prétexte de quelques abus dans la prédication des indulgences, il jette contre la Papauté un cri de révolte; aussitôt, de France et de Suisse, Zwingle et Calvin y répondent comme un écho de l'enfer.

Autour du drapeau de la révolte levé contre l'Église par le moine Saxon, qui brûle publiquement à Wittemberg la bulle d'excommunication de Léon X, se rangent les princes dont il caresse l'orgueil et les passions, et le peuple auquel il ne parle que de rappeler la religion à sa pureté primitive. Une partie de l'Allemagne, la Prusse, les royaumes du Nord se séparent de Rome. les uns, dans l'espérance de se rendre indépendants de

l'empereur en se jetant dans la révolte contre l'Église; les autres, pour appuyer leur usurpation ou avoir le droit de spolier le clergé catholique; d'autres enfin, poussés par cet orgueil farouche qui ne peut rien supporter au-dessus de soi.

Cependant les trois novateurs, Luther, Zwingle et Calvin, tout en s'injuriant, se donnent la main pour l'œuvre de destruction qu'ils ont entreprise. Quand ils meurent, ils peuvent voir les peuples armés contre les peuples, les frères contre les frères; partout le fanatisme, partout la fureur et tous les maux que la guerre entraîne.

Laissant de côté la partie purement historique de cette époque que nous avons étudiée ailleurs, arrêtons-nous à rechercher les causes et le caractère de cette révolution religieuse et politique qui a éclaté à la voix de Luther, car sans lui, la révolte de Zwingle et celle de Calvin n'eussent eu qu'un faible retentissement. Doit-on attribuer l'effrayant succès de cette révolution à l'homme même qui en a eu l'initiative? En avait-il mesuré la portée? Son œil en avait-il entrevu les conséquences? Ne peut-on pas, au contraire, affirmer que lorsque la jalousie lui fit attaquer la prédication des indulgences, il eût frémi si, tout à coup, l'avenir lui dévoilant ses secrets, lui eût montré l'Europe couverte de sang et de ruines, les nations en armes, l'Église déchirée, la division partout, et tous ces maux enfantés par ce cri de révolte qu'il venait de pousser.

Quand on étudie Luther comme novateur, il paraît emporté par le torrent dont il a rompu les digues plutôt qu'il n'en dirige le cours; il ne sait ce qu'il veut ni où il va; l'audace lui tient lieu de prévision et de calcul, la violence, de raisonnement. Sa doctrine, négation absolue et universelle de l'enseignement de l'Église, n'a ni principe ni fixité; chaque orgie du sectaire voit naître une négation nouvelle, chaque exigence des princes, une nou-

velle atteinte à la morale de l'Évangile. D'où est donc venu à Luther cette puissance pour le mal? Comment à sa voix le monde a-t-il été ébranlé, et un déchirement si profond s'est-il opéré dans la chrétienté? C'est que Luther, homme aux passions ardentes, à l'orgueil indomptable, a été l'interprète de l'esprit mauvais du XVIe siècle; il en a formulé avec énergie les haines, les résistances; il s'est fait l'apôtre des dangereuses doctrines qui circulaient alors dans le vieux monde, et il a employé au rôle de chef de secte qu'il n'avait certainement pas rêvé, les rares talents dont Dieu l'avait doué.

La fougue de son éloquence entraîna d'autant plus les grands et les multitudes, qu'il parlait à tous leur langue, qu'il exprimait leurs plaintes, qu'il se faisait l'écho retentissant de leurs murmures. Là est le secret de la popularité du moine rebelle et de son infernale puissance.

On en peut dire autant de Zwingle et de Calvin, quoique chacun ait son caractère particulier. Si Luther arrive à la corruption du cœur par l'égarement de l'esprit, Zwingle est conduit à l'erreur de l'intelligence par les passions les plus honteuses; Calvin, plus orgueilleux encore que Luther, animé contre le catholicisme d'une haine plus implacable, ajoute, aux erreurs du novateur allemand et à ses vices, l'hypocrisie et une intolérance sanguinaire; à lui, l'esprit du mal avait donné la triste mission de séduire ceux que révoltait le cynisme de Luther.

Ce pêle-mêle de passions, d'injures, de violences qu'on rencontre dans l'enseignement des novateurs, ne pouvait constituer un corps de doctrines; d'ailleurs, le droit de libre examen est par lui-même un principe dissolvant de toute religion, de toute morale, de toute société. Du vivant même de Luther, cette conséquence a été affirmée dans le nom de *protestants* qu'adoptèrent les dissidents, déjà divi-

sés en plusieurs sectes. Ce nom dit, en effet, une révolte permanente de la raison orgueilleuse contre toute autorité.

Cependant l'empereur Charles-Quint, dont le sceptre s'étendait sur les deux mondes, s'effraie de l'audace de ce moine que soutiennent les princes de l'empire, et il s'émeut de sa révolte qui menace d'embraser l'Allemagne. Interrompant ses querelles armées avec François Ier, il prétend contraindre Luther à s'agenouiller devant le Pape; il parle en maître, ordonne, menace; les diètes se succèdent, les ligues se forment; mais elles ne font que donner au novateur une importance politique en armant ses défenseurs. Bientôt la guerre des paysans en Allemagne, et les fureurs des anabaptistes, répondent aux prédications anarchiques de Luther. Des bandes de sectaires, poussées par un fanatisme sauvage vont saccager Rome, et mettent la main sur le Vicaire de Jésus-Christ. La Suisse est en feu; Genève tremble sous le sombre despotisme de Calvin, dont le disciple Knox va bouleverser l'Écosse. L'indépendance religieuse prépare l'indépendance politique, car, ainsi que l'a dit un célèbre publiciste : tout Luther religieux appelle nécessairement un Luther politique; et déjà les peuples se demandent pourquoi, ayant secoué le joug de l'Église, ils ne s'affranchiraient pas de celui des rois.

La France, profondément catholique, lutte pendant quarante ans contre l'hérésie que favorise sa noblesse, que défendent mal ses rois; mais que la bourgeoisie et le peuple repoussent avec l'énergie de la foi, et quelquefois aussi avec la fureur des représailles; car pour eux le christianisme traditionnel ou catholique n'était pas seulement un culte, mais c'était la religion, la vérité, la parole de Dieu; et à leurs yeux, l'attaquer, c'était attaquer l'ordre social tout entier.

La ligue triomphe; les Valois et l'italienne Catherine de Médicis qui ont déshonoré le trône de saint Louis disparaissent, et le sceptre de Charlemagne passe aux mains de Henri de Bourbon devenu catholique.

Pendant que la moitié de l'Europe combattait pour ou contre les doctrines nouvelles, l'Angleterre, tremblante devant les fureurs royales de Henri VIII, acceptait le schisme qui la préparait à l'hérésie; et, quelques années plus tard, Élisabeth, digne fille de ce prince, par les plus féroces décrets envers les catholiques, forçait l'apostasie de ce royaume, puis étendait son sceptre sanglant sur l'Écosse, où elle frappait Marie Stuart comme reine et comme catholique, sans que les Écossais ni le fils de la reine martyre fissent rien pour la venger.

L'Espagne, que l'Inquisition préserve de l'erreur et des guerres religieuses, détourne à peine ses regards de l'Amérique; et, couvrant du spécieux prétexte de la religion ses propres intérêts, elle oublie les lois les plus sacrées de l'humanité pour y écraser des nations inoffensives et indépendantes. Quant au Portugal, resté étranger aux grandes questions qui bouleversent le continent, et tout à ses comptoirs et à ses factoreries dans l'Inde, il est violemment réuni à l'Espagne à la mort du cardinal Henri, unique successeur du jeune Sébastien.

Lorsqu'on parcourt d'un œil rapide le vieux monde, vers le milieu du XVIe siècle, l'âme est atterrée, et ne sait où reposer ses regards pour éviter la fange ou le sang. A la vue des abîmes vers lesquels se précipitent les peuples, on se demande si Dieu ne s'est pas retiré d'eux pour les livrer à l'esprit du mal, en les laissant suivre leurs propres voies. Mais au milieu de cet effroyable déluge d'erreurs et de crimes, est-ce qu'il n'y a pas une arche de salut? Est-ce que tout doit périr dans ce cataclysme moral?

L'Église catholique est cette arche sainte qui doit sauver les sociétés modernes; et si nos yeux ne l'ont point encore rencontrée, c'est que, comme l'arche des temps anciens, elle s'élevait sur les hauts lieux à mesure que les grandes eaux couvraient la terre. Allons à elle, et voyons ce qu'elle faisait pour les peuples qui la reniaient, pour ses enfants qui tournaient contre elle ses propres bienfaits et la liberté qu'ils lui devaient.

Après avoir opposé une incroyable mansuétude à l'opiniâtreté de Luther, elle l'avait frappé de ses foudres ; mais celui que la tendresse n'avait pu ramener, ne devait pas être vaincu par l'anathème. N'espérant plus rien de ce fils rebelle, l'Église s'occupa désormais, pour préserver ses autres enfants de la contagion de l'erreur, de garantir de toute altération le dépôt de la vérité qu'elle tient de Dieu; de dégager sa morale sublime de tout alliage humain ; de purifier le sanctuaire des passions profanes; de répandre partout sa lumière pour combattre les fausses lueurs qui égarent; en un mot de montrer au monde, dans une splendeur nouvelle, la sainteté et la puissance du catholicisme. C'est ainsi que l'Épouse de Jésus-Christ, pendant que de prétendus docteurs brisaient l'unité chrétienne en demandant avec un zèle pharisaïque la réforme des abus, c'est ainsi que, sans secousse, elle opérait cette réforme par le saint concile de Trente, où sa doctrine divine a été définie de manière à ne plus laisser d'obscurité qu'à la mauvaise foi.

Dans le même temps que l'Église retrempait sa force et renouvelait sa vie dans la sainteté, et qu'avec le glaive de l'excommunication elle retranchait de son corps les membres que l'erreur avait corrompus, Dieu lui envoyait des ordres nouveaux qui répondaient aux nouveaux besoins de l'humanité. Les fils de saint Ignace, suscités pour combattre l'hérésie, allaient lui conquérir des mondes,

et s'appliquaient à conserver unies la science et la religion; d'autres se consacraient à ceux qui souffrent; d'autres s'adonnaient à la prière, et, nouveaux Moïses, faisaient descendre de la sainte montagne des secours, des bénédictions sur ceux qui combattaient le combat de l'Église; mais tous déposaient aux pieds de la Papauté leur amour et leur obéissance. Et, comme pour prouver à ceux qui jetaient l'injure à l'Église qu'elle seule a la vie et le principe de la sainteté, ce siècle qui avait vu naître Luther, Zwingle, Calvin, Henri VIII, et qui avait promené sur toute l'Europe la torche sanglante des guerres religieuses, voyait la Papauté grande et honorée dans la personne de saint Pie V, de Sixte-Quint, et était illuminé des grandes figures de saint Charles Borromée, de sainte Thérèse, de saint Jean de la Croix, de saint Ignace de Loyola, de saint François Xavier, et d'une multitude d'autres dont les noms rappellent toutes les vertus qu'enfante le catholicisme.

Les douleurs de l'Église n'empêchaient pas sa sollicitude d'être présente partout où se révélait un danger; et tandis que les peuples s'entre-déchiraient au nom de la religion, elle signalait les progrès de l'islamisme, et sa flotte victorieuse à Lépante, repoussait la barbarie musulmane qui menaçait l'Europe.

TROISIÈME ÉPOQUE.

De l'Abjuration de Henri IV, l'an de Jésus-Christ, 1593, au traité de Westphalie, l'an de Jésus-Christ 1648. Elle renferme cinquante-cinq ans.

L'abjuration de Henri IV a dissous la Ligue. Peu à peu on pose les armes; et ce règne inauguré sur les champs de bataille, laisse la France cicatriser ses blessures. Cet

apaisement n'est qu'à la surface; la fatigue, l'épuisement ont fait accepter les derniers traités; mais au fond, que de ferments de discorde, que de haines, de divisions! L'imprudent édit de Nantes, qui devait léguer la guerre civile aux successeurs du Béarnais, fait remettre l'épée dans le fourreau sans pacifier les esprits, sans réconcilier catholiques et protestants. Les partis politiques peuvent, en effet, s'embrasser dans de mutuelles concessions; mais toute réconciliation est impossible entre la vérité et l'erreur.

Le catholicisme sort de ces combats meurtri, presque vaincu. En France, le sceptre est bien resté dans ses mains; mais que de terrain il a perdu! L'erreur, au contraire, s'est acquis droit de cité; elle est établie presque sur le pied d'égalité avec le catholicisme; disons mieux, dorénavant les protestants ne relèveront que d'eux-mêmes, tandis que les catholiques continuent à relever du souverain.

En Angleterre et en Écosse, le protestantisme triomphe sous Jacques Ier, qui ceint la double couronne de la victime et de son bourreau; mais, encore quelques années, et Dieu punira sur son fils sa lâche apostasie.

L'Allemagne a été trop violemment bouleversée par l'hérésie pour recouvrer le calme sous les faibles empereurs Mathias et Rodolphe. Partout où le protestantisme est resté maître, les catholiques sont opprimés; ailleurs, la lutte continue, le drapeau de la révolte abritant également les ennemis de l'Église et ceux de l'Empire. La Prusse, enlevée à l'ordre teutonique par l'apostasie du grand-maître Albert de Brandebourg, se constitue État séculier et indépendant; l'Italie se console, dans ses souvenirs glorieux et dans la possession des chefs-d'œuvre que lui a légués le siècle précédent, de ne plus compter comme puissance politique; l'Espagne chasse les Maures de ses possessions, et, plutôt que de faire une con-

cession à l'erreur, préfère perdre les Pays-Bas que lui enlève l'hérésie. L'or du nouveau monde, en faisant affluer dans ses ports les richesses de toute la terre, anéantit son activité, dans le même temps que les nombreuses émigrations de sa jeunesse pour les riches contrées de l'Amérique la dépeuplent et préparent sa décadence. Quant au Portugal, il secoue le joug de l'Espagne en posant la couronne sur la tête de Jean de Bragance.

L'Amérique et l'Inde excitent l'avidité des Européens, qui courent y fonder des colonies et y établir des comptoirs.

Le vieux monde, de plus en plus travaillé par les idées nouvelles, proclame la liberté de conscience, conséquence inévitable du droit de libre examen prêché par Luther. Les nationalités divisent moins les hommes que les croyances religieuses : il n'y a plus en Europe que catholiques et protestants s'observant avec défiance. La main ferme de Richelieu abaisse les sectaires en France, où il anéantit leur force politique ; mais la défénestration de Prague, protestante dans ses causes et dans son but, fait éclater la guerre de Trente Ans, guerre civile européenne, vaste champ de bataille où viennent guerroyer toutes les ambitions, où combattent tous les grands capitaines ; guerre religieuse d'abord, puis politique, où le principe de l'indépendance, représenté par les royaumes du Nord et l'Allemagne protestante, cherche à étouffer le principe de l'autorité de l'Église que soutient le vieil Empire, dont le sceptre est alors tenu ferme par le grand Ferdinand III.

Vainement les Impériaux, c'est-à-dire les catholiques, sont vainqueurs sur la plupart des champs de bataille ; vainement les traités particuliers garantissent leurs droits, c'est encore le protestantisme qui triomphe définitivement à Westphalie. Il y prend possession de la politique euro-

péenne ; des droits égaux à ceux des catholiques sont accordés aux dissidents, et l'indépendance de l'Allemagne, de la Hollande et de la Prusse est reconnue. Le traité de Westphalie, préparé par Richelieu et Mazarin, le premier traité important où la Papauté n'ait pas été représentée, inaugure une politique de tolérance religieuse, dans laquelle la diplomatie laïque jouera désormais le principal rôle : la séparation est accomplie entre le vieil esprit catholique qui a régi l'Europe pendant douze siècles, et l'esprit moderne qui prétend dès lors gouverner les sociétés : le premier enseignait aux hommes leurs devoirs ; le second, ne leur parle que de leurs droits.

En Angleterre, la servilité envers le pouvoir a fait accepter, en moins d'un siècle, quatre symboles différents. Charles I[er], fidèle aux traditions paternelles, mais inconséquent avec les principes de la réforme, prétend y maintenir l'absolutisme politique et religieux ; il se brise contre une révolution dont le caractère bizarre trahit le désordre des idées religieuses.

Pendant que les souverains réunis à Munster déclaraient ne tenir leur pouvoir que de Dieu et de leur épée, et préludaient à cette politique d'où est sorti le système d'équilibre sur lequel repose l'Europe moderne, l'Église, repoussée par ses fils couronnés, défendait la pureté de sa doctrine contre le jansénisme, dont elle démasquait l'hypocrisie et la perfidie.

Le sacerdoce catholique retrouve sa vigueur première dans les séminaires dont l'établissement avait été ordonné par le concile de Trente ; les missions lointaines, où rivalisent de zèle les Jésuites, les Dominicains et les Franciscains, donnent à l'Église plus d'enfants que l'hérésie ne lui en a enlevé ; et, sur les rives perdues de l'Océan, aussi bien que dans les contrées infestées par l'hérésie, de nombreux martyrs ajoutent leurs noms à ses glorieuses an-

nales. Saint Vincent de Paul étonne le monde par les merveilles de sa charité et les congrégations religieuses dont il enrichit l'Église ; saint François de Sales combat les disciples de Calvin avec la douceur et la force de son zèle ; sainte Jeanne de Chantal hérite de l'esprit du saint évêque de Genève, et le transmet à ses filles de la Visitation, auxquelles sera bientôt révélée la touchante dévotion du Sacré Cœur de Jésus. Partout l'erreur, l'infidélité et le vice rencontrent les fils de saint Ignace, prêts à les combattre par la science et la vertu.

L'étude de cette époque, si triste au premier abord, nous prouve une fois de plus que les défaites essuyées par l'Église dans sa lutte incessante contre le mal, sont toujours suivies d'éclatantes victoires; après chaque combat elle se montre, en effet, plus forte, plus sainte, plus féconde ; si la moitié de l'Europe l'a reniée, l'Amérique et les Indes se sont données à Elle; si des ennemis terribles se sont élevés contre l'Épouse du Christ, elle a multiplié ses saints, non pour les combattre, mais pour secourir toutes les misères de l'humanité, éclairer toutes les ignorances, protéger toutes les faiblesses ; si l'hérésie et le paganisme ont fait des martyrs, elle a dilaté les entrailles de sa charité à la mesure de l'ingratitude de ses enfants.

QUATRIÈME ÉPOQUE.

Du traité de Westphalie, l'an de Jésus-Christ 1648, au traité de Ryswick, l'an de Jésus-Christ 1698. Elle renferme cinquante ans.

L'Europe moderne est constituée ; elle a sa politique servie par une diplomatie habile, son droit des gens réglé par des conventions arbitraires et basé sur les intérêts matériels des nations. Désormais l'autorité n'ayant plus son point d'appui dans la conscience humaine, le met

dans la force. La médiation entre les souverains et leurs sujets a été enlevée à la Papauté et les excommunications ne menacent plus les têtes couronnées, mais le canon impose l'obéissance aux peuples. Affranchis de la tutelle du Saint-Siége, les rois se croient plus forts, plus maîtres chez eux ; ils ne voient pas que les âmes échappent à leur puissance, les idées à leur police.

Le triomphe du protestantisme fait perdre à l'Autriche la prépondérance qu'elle devait à Charles-Quint. La France est mise à la tête de l'Europe par la politique de Richelieu et de Mazarin ; mais c'est au prix de l'influence religieuse qu'elle avait dans le moyen âge.

Le traité des Pyrénées ouvre le règne brillant de Louis XIV. L'Angleterre, après de longs tâtonnements, des guerres intérieures, une révolution qu'on pourrait appeler plutôt une crise, un accident, se livre enfin à son double génie du commerce et de la navigation, auquel elle devra sa puissance et ses richesses. Elle repousse les Stuarts catholiques pour le protestant Guillaume d'Orange, et sacrifie tout, même la justice, à sa prospérité matérielle. Les royaumes du Nord cherchent vainement une base solide à leurs gouvernements ; la Russie est encore en dehors du mouvement européen ; la Pologne échappe un moment à l'anarchie sous le sceptre de Sobieski, dont l'épée sauve Vienne menacée par les Turcs ; mais les vices de sa constitution préparent sa ruine. La Hollande, créée par le protestantisme, prend place parmi les nations modernes ; l'Espagne, quoiqu'elle marche à sa décadence, soutient bravement le choc de la France à Rocroi et à Nordlingen ; le Portugal reste en paix au milieu du bruit des armes qui retentit sur le continent ; l'Allemagne, appauvrie d'hommes et d'argent par la guerre de Trente Ans, demande à réparer ses désastres : l'Europe entière a besoin de repos.

L'ambition de Louis XIV l'oblige de reprendre l'épée. Quel étonnant spectacle présente alors la France! Pendant que les Condé, les Turenne, les Luxembourg, les Catinat, les Villars, tiennent tête sur tous les points à Montécuculi, au prince Eugène, à Malborough; que les marins Duquesne, Duguay-Trouin, Tourville, luttent avec succès contre Ruyter et Tromp; que Vauban crée l'art des fortifications, Colbert, par l'ordre qu'il met dans les finances, le développement du commerce et de l'industrie, fournit aux frais de la guerre, aux folles dépenses de Versailles, au luxe de la cour; Pascal, Bossuet, Fénelon, Mme de Sévigné, La Bruyère, donnent à la langue française toute sa perfection; Corneille, Racine, Molière enrichissent la scène de chefs-d'œuvre dramatiques : toutes les gloires couronnent le front de Louis XIV. Après avoir lui-même, dans une brillante campagne, forcé la Hollande à chercher son salut dans une inondation volontaire et générale, il dicte la paix à l'Europe, qui ne l'accepte que pour former contre la France une formidable coalition.

Exalté par le succès et dans l'enivrement de la gloire, Louis XIV semble prendre au sérieux les honneurs presque divins que lui prodigue la flatterie; ses passions ne supportent plus de résistance; sa puissance n'a plus de frein; son ambition plus de limites. Les scandales de la cour se multiplient, empruntant même une sorte de prestige et d'éclat de l'éclat même du monarque, qui reçoit le titre de Grand malgré ses honteuses faiblesses.

Toute la politique de Louis XIV est comme inspirée par cette orgueilleuse parole : *L'État, c'est moi.* Il veut que tout pouvoir ressorte de lui, que toute impulsion parte de lui; et, dans ce but, il crée ce vaste système de centralisation dont l'empire romain avait eu l'idée.

La noblesse, abaissée par Richelieu, abandonne ses châteaux pour aller conquérir de la gloire sur les champs de

bataille ou chercher des plaisirs à la cour. Bientôt elle n'est plus connue du peuple des campagnes que par les priviléges onéreux qu'elle continue à faire peser sur lui, tout en oubliant les devoirs auxquels ces priviléges avaient été attachés. De tous les points du royaume, on afflue vers la capitale; on vient y chercher la fortune, la protection, le regard du prince; aussi toute vie personnelle s'éteint dans les provinces. Depuis qu'elles ont perdu leurs libertés particulières, les lenteurs administratives, la difficulté des communications, y laissent en souffrance tout ce qui attend l'autorisation du pouvoir central.

De plus en plus ébloui de sa propre gloire, Louis XIV, saisi du vertige de l'orgueil, prétend imposer sa volonté au clergé de France et même au Souverain Pontife. Là il s'étonne de rencontrer de la résistance; il s'irrite, il parle avec hauteur, il menace; et enfin, il oppose, à l'autorité du Saint-Siége la Déclaration de trente-quatre évêques, un moment égarés, fascinés par la toute-puissance royale. La France allait ainsi sur la pente du schisme, entraînée, non-seulement par le roi, mais par les noms les plus illustres de l'épiscopat français. Le monde catholique s'émut de cet acte du clergé de France, dans lequel on retrouvait le vieux levain du protestantisme et du jansénisme.

La pensée d'absolutisme qui avait inspiré la Déclaration de 1682, dicta la révocation de l'édit de Nantes, acte auquel Rome demeura tout à fait étrangère. Louis XIV voulait dominer seul en France, et y être seul obéi. Le prestige qu'exerçait alors la royauté victorieuse était tel, que ces deux actes, si opposés dans leurs conséquences, furent également applaudis.

Louis le Grand avait à peine engagé cette lutte violente avec le Saint-Siége, qu'il vit pâlir son étoile. Ses drapeaux qui ne connaissaient que la victoire reculent

devant les ennemis ; et le moment approche où il étonne l'Europe par ses revers, comme il l'a humiliée par ses triomphes. Louis XIV n'attendit pas ces grandes leçons du malheur pour confesser ses fautes et rétracter l'acte fatal de 1682, mais il n'était plus en son pouvoir d'en arrêter les déplorables conséquences.

La France est à l'apogée de la puissance, et pourtant l'ambition de Louis n'est point encore satisfaite. L'Europe épouvantée signe de nouveau la paix, pour préparer une ligue plus générale et de plus terribles armements.

Pendant cette époque, la France est le centre de la vie de l'Europe ; c'est elle qui imprime le mouvement et la direction aux lettres, aux arts, aux sciences ; à elle l'ébranlement de la guerre, les ressorts secrets de la politique et jusqu'à cette nouvelle puissance l'*opinion* qui impose le ton et la mode.

L'Église seule, par la force de Celui qui sera avec elle jusqu'à la consommation des siècles, a résisté aux prétentions injustes du monarque français dont l'orgueil est venu se briser à ses pieds. Pendant qu'elle souffre ou pardonne ses violences, elle veille à tous les intérêts de la chrétienté ; elle pousse l'Autriche contre les Turcs toujours menaçants, arrête les progrès du jansénisme, dévoile ses intrigues, et, dans une condamnation formelle, lui arrache le masque de régularité sous lequel il cache son orgueil et séduit les fidèles.

Les guerres, suscitées par l'ambition de Louis XIV, détournent les esprits des querelles religieuses ; les partis semblent se réconcilier, se rapprocher dans une sorte de tolérance ou plutôt d'indifférence religieuse, consacrée par le traité de Westphalie. De la politique, cette indifférence passe peu à peu dans les mœurs et prépare le triomphe de l'incrédulité. Déjà la raison orgueilleuse commence à ne vouloir reconnaître aucune autorité ; et n'ayant plus la foi

pour guide, s'égare dans les voies du doute qui conduisent au matérialisme. Lock, Spinosa, Bayles et Hobbes ont la triste gloire de formuler les premiers cette philosophie sceptique où l'homme enseigne à l'homme à se passer de Dieu.

CINQUIÈME ÉPOQUE.

Du traité de Ryswick, l'an de Jésus-Christ 1698, à la guerre de la succession d'Autriche, l'an de Jésus-Christ 1740. Elle renferme quarante-deux ans.

L'éclat dont resplendissait la France disparaît avec le XVIIe siècle. La main de Dieu s'appesantit sur Louis XIV; il s'est enivré de la gloire des conquêtes dans des guerres souvent injustes, il voit maintenant ses armées vaincues par l'Europe coalisée contre son petit-fils, ses généraux en fuite, ses frontières franchies par l'ennemi ; à la prospérité du royaume, au luxe de la cour, succèdent la misère générale, la ruine des finances ; trois générations de princes, comme de vigoureux rejetons, entouraient le trône du vieux roi, la mort passe dans leurs rangs, et bientôt il reste seul devant le berceau de son arrière-petit-fils : terrible, mais juste punition de ses scandales, qui pourra lui faire trouver grâce devant Dieu, mais qui n'arrêtera pas le flot toujours grossissant de la corruption, dont les eaux fangeuses se précipitent des hauteurs du trône sur la société.

Près de descendre dans la tombe, Louis XIV en regardant l'avenir eût pu, comme autrefois Charlemagne à la vue des barques des Normands, se prendre à pleurer en prévoyant les malheurs qui menaçaient son royaume laissé en de si faibles mains. Il meurt, et l'Europe reste indifférente : elle venait d'apprendre à ne plus le craindre.

Le sceptre et la couronne de France reposent près d'un berceau confié à l'incrédulité et à la corruption la plus éhontée.

L'Angleterre, par sa prospérité matérielle, sa marine et son habile politique, devient une des premières puissances de l'Europe; l'Espagne, sous un prince de la maison de Bourbon, retrouve quelque chose de sa grandeur passée; l'Autriche, après avoir inutilement combattu pour imposer un roi aux Espagnols, ne s'occupe que de ses propres intérêts; la Hollande se met à la remorque des grandes puissances; la Prusse, devenue royaume, prépare, dans ses armées et ses finances, les éléments de sa force future; les États du Nord, ébranlés par le passage rapide et brillant de Charles XII, demandent la paix intérieure au gouvernement absolu, pendant que le czar Pierre le Grand impose à la Russie une civilisation prématurée, antée sur le schisme et la barbarie, civilisation factice qui retarde le développement régulier des races slaves. Les dissensions de la Pologne fournissent des armes à ses ennemis; la Turquie est refoulée dans ses limites par l'épée du prince Eugène; Naples est conquise par un Bourbon d'Espagne; le nord de l'Italie est morcelé par les traités qui distribuent ses duchés et ses principautés selon le caprice des souverains; Venise ne compte plus comme nation; le Portugal commence à subir la fatale influence de l'Angleterre; le Piémont acquiert de l'importance, grâce à sa position géographique et à la politique ambitieuse de ses rois.

La période qui s'étend du traité de Ryswick à la mort de l'empereur Charles VI, est sans caractère particulier si on la considère uniquement au point de vue politique. Deux guerres de succession, où la diplomatie joue un rôle aussi important que l'épée, tiennent l'Europe sous les armes; des intérêts particuliers occupent les cabinets de l'Europe; mais partout le pouvoir va de plus en plus à l'absolutisme, comme pour opposer une digue au courant

qui entraîne les esprits à l'indépendance. Il en résulte un malaise inconnu des âges précédents, c'est-à-dire l'opposition entre les rois et leurs sujets, sans qu'aucune médiation se présente pour les rapprocher. L'Église, qui avait donné au moyen âge la liberté individuelle inconnue du paganisme, et plus tard les libertés communales ; l'Église qui avait sauvé l'Europe de la barbarie musulmane, sauvegardé la pureté des mœurs contre les passions violentes des princes, toujours protégé la justice, souvent prévenu la guerre, plus souvent encore calmé la fureur des combattants, ne serait-elle pas intervenue alors pour réconcilier les souverains et les peuples, en mettant en harmonie les droits des uns et les nouveaux besoins des autres? L'Église n'avait-elle pas toujours compris la première les libertés que réclamait le développement des intelligences? Ce qu'elle avait fait pour l'humanité dans les âges précédents était une garantie de ce qu'elle voulait et pouvait, de ce qu'elle aurait fait si on l'eût laissée régler les destinées du monde. Mais les multitudes qu'on avait éloignées d'elle, impatientes de jouir, ont brisé violemment ce qu'elles appelaient un joug; et cette liberté, demandée à la révolte, est devenue l'anarchie.

Au milieu du bruit des armes, malgré les intrigues de l'ambition et de la politique qui cherchent quelquefois à l'enlacer, l'Église poursuit sa mission de sauver le monde, avec un zèle et une charité que ni la résistance ni l'ingratitude ne peuvent décourager. Pendant que sa sollicitude préserve la discipline ecclésiastique de toute altération chez les peuples de l'extrême Orient, elle ne cesse de combattre le jansénisme qui, à l'encontre des autres sectes, proteste perfidement de son attachement pour la céleste Épouse de Jésus-Christ. Les parlements, envahis par l'erreur, prennent hautement le parti de la secte hypocrite contre le roi, quand il veut appuyer de ses décrets la bulle

Unigenitus qui la frappe mortellement. Ils affectent d'envelopper leur résistance de formes légales, de zèle religieux; et, continuant les traditions des juristes du XIVe siècle, ainsi que du faux concile de Bâle, ils séparent dans leurs débats l'Église de la Papauté, appelant du Pape, dont ils méconnaissent l'infaillibilité, au concile général dans lequel seul ils veulent voir l'Église. Le résultat de la conduite déplorable de ce grand corps de l'État, est d'affaiblir de plus en plus le respect des peuples envers l'autorité quelle qu'elle soit.

SIXIÈME ÉPOQUE.

De la guerre de la succession d'Autriche, l'an de Jésus-Christ 1740, à la Révolution française, l'an de Jésus-Christ 1789. Elle renferme quarante-neuf ans.

La guerre pour la succession d'Autriche met encore une fois l'Europe en feu, et amène de nouveaux partages stipulés dans le traité d'Aix-la-Chapelle. A peine est-il signé, qu'une querelle entre la France et l'Angleterre fait reprendre les armes. Le honteux traité de Paris la termine en enlevant à la France presque toutes ses colonies. Les rôles sont changés ; l'Angleterre se place au premier rang comme puissance politique et maritime ; la Prusse comme puissance militaire. L'Autriche défend noblement la cause de *son roi* Marie-Thérèse ; la Pologne se débat sous les serres impitoyables de l'aigle de Russie ; les Bourbons d'Espagne et de Naples se mêlent à toutes les guerres, entrent dans tous les traités. En France, le sceptre est aux mains d'une indigne favorite dont les caprices règlent la paix et la guerre ; et la nation se console par des chansons des hontes de Louis XV et de sa cour.

Pendant que la Russie excite l'anarchie en Pologne,

comme le cavalier habile presse les flancs de son coursier emporté, pour user ses forces et s'en rendre plus facilement maître; que les princes se disputent quelques lieues de terre dans le Nouveau-Monde, la France, dont les deux caractères particuliers sont l'esprit d'association et celui de prosélytisme, poussée par son besoin d'influence, porte dans toute l'Europe les fatales doctrines qu'elle a reçues de l'Angleterre et de l'Allemagne: plus qu'aucune autre nation, elle met au service du mal les dons qu'elle a reçus de Dieu pour le bien.

La secte philosophique, la franc-maçonnerie, l'illuminisme viennent offrir leurs bras aux ennemis de l'Église pour aider à renverser le vieil édifice social; les uns ont l'oreille des princes et dominent dans tous les cabinets de l'Europe; les autres s'emparent de l'esprit public par la littérature et les théâtres; d'autres enfin minent sourdement la société par des moyens ocultes.

Mais avant de se réunir pour une attaque générale, ils forment une ligue contre la Compagnie de Jésus dont ils craignent le zèle, l'influence, le dévouement. Profitant habilement des fautes de quelques membres isolés de cette société célèbre, les jansénistes et les parlements les ont accusés, déconsidérés par d'indignes calomnies, et ont ainsi préparé de longue main les esprits à la guerre qu'ils vont lui déclarer ouvertement. Bientôt, quoique sans preuve, les Jésuites sont représentés aux princes comme les ennemis de leurs trônes, comme exerçant sur les populations une influence incompatible avec la paix de leurs royaumes; et les rois catholiques, fermant les yeux à l'évidence, les oreilles aux avertissements et aux prières du Souverain-Pontife, proscrivent de leurs États des milliers de religieux, dont tout le crime est le bien qu'ils font et le dévouement au Saint-Siége.

Les ennemis de la religion s'applaudissent de leur vic-

toire, car, non contents d[illegible] les Jésuites sur tous les points du globe, ils ont encore arraché à la Papauté un décret d'abolition contre la Compagnie de Jésus. Ils peuvent maintenant espérer de livrer à l'Église un dernier combat : tout est prêt pour en assurer le succès. Le mot d'ordre est donné par Voltaire, le chef de la grande conjuration contre Dieu : *Écrasez l'infâme* répète-t-il à ses amis; et la secte philosophique se met à l'œuvre avec une ardeur, un ensemble qui double ses forces. Ses principaux auxiliaires sont les ministres des princes, les princes eux-mêmes, qu'on dirait frappés d'aveuglement à les voir unir leurs efforts à ceux de leurs ennemis.

Dès qu'ils ont obtenu l'abolition de la Compagnie de Jésus, les philosophes s'attaquent à la Papauté. Isoler les peuples du Saint-Siége, créer partout des églises nationales, tel est leur but : ils veulent détruire l'Église de Jésus-Christ, faire disparaître le catholicisme, pour exiler ensuite Dieu des âmes.

Pendant que la plume des libres penseurs et des athées insulte la religion avec les sarcasmes que fournit une demi-science, que le joséphisme tue l'esprit catholique en Autriche, que l'Europe applaudit au cynisme de Voltaire et adopte la morale de J.-J. Rousseau, de sombres nuages s'amassent à l'horizon de la France, et tout fait prévoir un formidable orage.

Les funestes exemples de la cour, les écrits impies des philosophes, applaudis dans les salons par ceux-mêmes sous les pieds desquels ils creusaient l'abîme; la guerre d'Amérique, qui avait exalté les idées de liberté et écrit sur ses drapeaux les droits de l'homme; les luttes du jansénisme, les résistances hostiles des parlements, avaient fait surgir dans tous les rangs de la société un besoin d'indépendance et d'égalité qui appelait des changements. Personne ne se croyait plus à sa place; chacun aspirait à s'élever; partout

le mécontentement se manifestait par des murmures et des plaintes. Le clergé, quoiqu'il y eût de nombreuses et nobles exceptions, avait oublié son ancienne régularité et la ferveur des beaux jours de l'Église; les ordres religieux, qui doivent conserver toujours vive et abondante la sève catholique pour renouveler le monde aux heures où la foi défaille, avaient, depuis les guerres religieuses, laissé le relâchement et l'esprit mondain pénéter dans leurs cloîtres. La noblesse, absente des campagnes, n'y était plus représentée que par ses intendants sans entrailles; le malheureux cultivateur, déjà écrasé par la taille, la dîme et les corvées, était encore obligé de fournir à son seigneur l'argent qu'il dépensait dans sa vie de plaisir à Paris, tandis que les bourgeois se disputaient les charges publiques, pour échapper aux impôts par les immunités qui y étaient attachées. Une administration gênante, des mesures tracassières entravaient partout la marche du gouvernement. Au-dessus de tous, le roi ou ignorant des besoins et des souffrances qu'on avait intérêt à lui cacher, ou impuissant à réaliser le bien qu'il rêvait. En un mot, le clergé sans influence, plus encore par le fait des doctrines impies qui circulaient dans la société que par ses propres fautes; la noblesse haïe du peuple pour lequel elle ne faisait plus rien; le peuple méprisé de la noblesse avec laquelle il n'avait plus de rapports; la bourgeoisie devenue puissante, aspirant à supplanter la noblesse; l'épuisement des finances malgré des impôts augmentés chaque jour; il y en avait assez pour expliquer ce malaise, ce mécontentement général, ce besoin de changement, ces demandes de réformes, ces aspirations vers la liberté qui éclataient de toutes parts.

Louis XV s'était couché dans la tombe effrayé de l'avenir qu'il léguait à son jeune et vertueux petit-fils. Louis XVI, fort de ses bonnes intentions, entreprend avec générosité les réformes réclamées; mais Dieu l'avait choisi

pour victime : sa vertu l'avait rendu digne d'expier les vices et les scandales de plusieurs générations de rois. Tout croule sous ses pieds, tout se brise dans ses mains ; ceux qu'il interroge, ou ignorent ou se trompent ; des imprudents l'égarent ; ses meilleures intentions sont travesties ; ses résolutions, inspirées par l'amour de son peuple, deviennent des armes dans les mains de ses ennemis ; la liberté qu'il offre se change en anarchie ; les concessions qu'il fait sont acceptées comme des droits qu'on revendique. Les états généraux, réunis sous l'inspiration de son cœur pour aviser aux réformes devenues nécessaires, se transforment en une assemblée révolutionnaire qui vote la constitution civile du clergé, l'égalité de tous les citoyens, s'empare des biens ecclésiastiques, autorise l'émeute et les massacres ; au lieu de réformer, elle renverse, au lieu de réparer elle détruit, et prétend refaire ainsi la société. La nation ivre de joie, comme si pour la première fois on lui parlait de liberté et d'égalité, est tout à coup prise de terreur à la vue des crimes que laisse impunis l'Assemblée Constituante. La noblesse menacée croit servir le roi et augmente la fureur des partis en allant soulever l'étranger pour le défendre. La royauté est remplacée par la république ; Louis XVI, prisonnier de ses sujets, est mis en jugement par la Convention. Ses amis sont proscrits, les prêtres fidèles persécutés, les temples de Dieu fermés par ceux qui décrètent des fêtes à l'Être suprême. Le sang coule dans des émeutes et des massacres, il coule sur les frontières, il coule dans les provinces, il coule sur les échafauds légalement dressés par la Terreur qui règne sur la France. La hache révolutionnaire, après avoir décimé la noblesse et le clergé, frappe, au nom de la loi, Louis XVI, le plus vertueux des rois ; et la nation atterrée regarde, et laisse consommer le crime qui ne clot pas encore la longue liste des martyrs de la révolution.

Pendant que les principes et les fausses théories des libres penseurs changeent ainsi la France en une arène sanglante sur les ruines des autels et de la monarchie, les princes de l'Europe continuent à favoriser ces doctrines qui menacent leurs trônes et la paix du monde.

La Russie, après avoir enchaîné la Pologne, la partage avec la Prusse et l'Autriche, et commence envers cette infortunée, mais héroïque nation, cette longue persécution qui n'a pu faire renoncer ce peuple, meurtri et chargé de fers, à sa foi et à sa nationalité. Les autres souverains ne songent pas même à protester contre cette grande iniquité, qui suffirait à couvrir de honte une nation et un siècle.

Cependant, à l'intérieur de la France, les tigres révolutionnaires se déchirent les uns les autres; Dieu, pour se venger et les punir, se contente de les livrer à leur propre fureur et à l'exécration des générations à venir.

Au dehors, l'ennemi se presse sur les frontières; l'amour du pays, l'exaltation révolutionnaire transforment chaque soldat en héros, et les armées françaises marchent de victoire en victoire. La république touche aux portes de la Ville éternelle où réside le chef de l'Église, le Vicaire de Jésus-Christ, dont la voix condamne ses spoliations. Ses généraux reçoivent l'ordre de marcher sur Rome, d'arracher à Pie VI l'abandon de son pouvoir temporel. Sur le refus de l'auguste vieillard de sacrifier le patrimoine de l'Église, ils le traînent en captivité et dispersent son clergé. Mais déjà se faisait remarquer dans les rangs de l'armée celui que Dieu destinait à arracher la France à l'anarchie, et à lui rendre son culte et ses autels.

Nous devrions nous arrêter à cette date qui ouvre l'histoire contemporaine; mais comment ne pas jeter un regard au-delà de cette limite pour espérer encore!

La France a crié vers Dieu par la voix de ses prêtres

proscrits, de ses saints persécutés. Il suscite un guerrier redoutable, lui donne un génie aussi vaste que sa mission, un cœur qui ne connaît pas la crainte, et il arme sa main de l'épée de ses vengeances. Héros dans les camps, loin de la patrie, et pur par conséquent des fureurs révolutionnaires, Bonaparte arrive au moment marqué par la Providence. Pie VI venait de mourir sur la terre d'exil en priant pour la France, et l'impiété jetait un cri de triomphe. Mais Pie VII est élu, et Dieu le ramène à Rome aux applaudissements de l'Église qui essuie ses larmes et revêt ses vêtements de fête.

Bonaparte s'empare du pouvoir, raffermit la société ébranlée, conclut avec le Souverain Pontife un concordat qui réconcilie la France et l'Église, et quand Pie VII a posé sur son front la couronne impériale, il s'élance à la conquête de l'Europe. Les forts tremblent à son approche; les souverains descendent de leurs trônes, que Napoléon distribue comme des hochets à des soldats de fortune.

La paix est enfin rendue à l'Europe si rudement châtiée. La suite de l'histoire nous dira si dans l'épreuve elle a compris que la seule base solide des empires, aussi bien que la seule garantie de la paix du monde, est, avec la foi, le respect de l'autorité.

SUPPLÉMENT

SOMMAIRE DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

A la nouvelle de la mort de Louis XVI, les émigrés proclament son fils, Louis XVII, prisonnier au Temple, et font en son nom la guerre à la république; ils sont soutenus par l'Autriche, l'Angleterre, la Hollande, la Suède, l'Espagne et Naples.

Après sa défaite à Nerwinde, le général Dumouriez, soupçonné de trahir la république, livre aux Autrichiens les commissaires de la Convention envoyés pour l'arrêter, puis il prend la fuite.

Dans la Convention, les Jacobins l'emportent sur les Girondins. Les caveaux de Saint-Denis sont profanés, les cendres des rois sont jetées au vent.

La Bretagne et la Vendée prennent les armes au nom de Dieu et du roi. Lyon et Toulon se révoltent contre la république.

1,300,000 hommes, divisés en 14 armées, luttent avec avantage contre les ennemis, sous le commandement de Houchard, de Jourdan, de Hoche, Pichegru, Kleber, Marceau et Lefebvre.

Conquête de la Belgique.

Les Vendéens conduits par MM. de Lescure, de Charette, d'Elbée, de Bonchamp, Henri de la Rochejacquelin, Cathelineau et Stofflet, s'illustrent par leur valeur, et tiennent en échec les armées républicaines.

Lyon et Toulon retombent sous le joug de la Convention, et sont ensanglantées par les plus atroces proscriptions. Bonaparte, âgé de 24 ans, se distingue au siége de Toulon, et s'oppose autant qu'il le peut aux excès des Jacobins dans cette ville.

Marat, le fougueux terroriste, est assassiné par Charlotte Corday, jeune fille de Caen, pendant que le tribunal révolutionnaire continue à envoyer de nombreuses et saintes victimes à l'échafaud, et que la Convention décrète la loi des suspects, qui encombre les prisons; elle établit le comité de *Salut Public*.

La reine Marie-Antoinette et, quelques mois après, Madame Elisabeth, sœur de Louis XVI, sont condamnées à mort. Les Girondins sont mis en accusation; vingt et un tombent sous le couteau de la Guillotine, les autres périssent assassinés.

Le duc d'Orléans, *Philippe-Égalité*, Bailly et plusieurs généraux montent sur l'échafaud.

Le délire anti-religieux est à son comble; au culte catholique,

la Convention substitue celui de la Nature, puis celui de la Raison.

Tallien organise la terreur à Bordeaux, Carrier à Nantes, Maignet à Orange, Joseph Lebon à Arras.

Les Jacobins se divisent; plusieurs sont mis à mort Robespierre décrète une fête à l'Être suprême. Quelques semaines après, une violente réaction contre les terroristes l'envoie à l'échafaud, ainsi que Saint-Just, Couthon, Carrier, Lebon, Fouquier-Tinville. Joie générale en France ; on commence à ouvrir les prisons.

Les armées françaises sont partout victorieuses et s'emparent de la Hollande, mais l'Angleterre triomphe sur mer.

La Prusse, la Toscane et la Suède font la paix avec la France. La guerre de la Vendée est suspendue.

Louis XVII meurt en captivité par suite des mauvais traitements qu'on lui a fait subir (1795). Les émigrés proclament le comte de Provence, frère de Louis XVI, sous le nom de Louis XVIII. Madame Royale, sœur de Louis XVII, est échangée contre les commissaires livrés à l'Autriche par Dumouriez.

Une insurrection éclate à Paris; le général Bonaparte mitraille les émeutiers. La Convention abdique (26 octobre 1795).

Gouvernement du Directoire, composé de cinq membres, de deux conseils, celui des Anciens et celui des Cinq-Cents.

Banqueroute de l'État.

La guerre recommence en Vendée. Stofflet et Charette sont faits prisonniers et fusillés. L'armée royaliste se disperse.

En Allemagne, la guerre se poursuit avec fureur : les armées républicaines sont battues à Amberg et à Wurtzbourg. En Italie, Bonaparte remporte les victoires de Montenotte, de Millesimo, de Dego, de Mondovi, de Lodi, qui donnent à la France la Savoie, le comté de Nice, l'Italie septentrionale. 30,000 Autrichiens sont envoyés en Lombardie; ils sont battus à Arcole, puis à Rivoli (1797). Malgré l'ordre qu'il a reçu du Directoire d'anéantir la puissance pontificale, Bonaparte conclut avec Pie VI le traité de Tolentino.

Le nord de l'Italie est réuni en un seul État, sous le nom de République Cisalpine.

Traité de Campo-Formio avec l'Autriche.

Le général Berthier est envoyé à Rome pour se saisir du Souverain Pontife.

Pie VI est emmené prisonnier sans égard à son âge et à ses infirmités. Un an après, il meurt à Valence (Drôme) âgé de quatre-vingt-trois ans (1799), pendant que la république est proclamée à Rome.

Le roi de Naples prend les armes pour chasser les Français des États de l'Église; après quelques succès, il est vaincu et obligé de fuir. Les vainqueurs inaugurent à Naples la république Parthénopéenne.

Insurrection en Sardaigne ; le roi Charles-Emmanuel IV abdique, et livre ainsi son royaume aux Français.

Le Directoire déclare la guerre à la Suisse d'où il tire des sommes énormes.

Bonaparte est chargé d'aller conquérir l'Egypte pour ruiner la puissance de l'Angleterre dans les mers de l'Inde. Il prend en passant l'île de Malte. La victoire des Pyramides décide la soumission de la Basse-Égypte.

L'amiral anglais Nelson détruit la flotte française près d'Aboukir.

Bonaparte passe en Syrie; il est obligé de se replier sur l'Égypte.

Dans le courant de l'année 1799, toute l'Italie se soulève contre les Français; malgré les talents et le courage des généraux Moreau, Victor et Macdonald, les Russes et les Autrichiens les chassent de la Péninsule où ils ne conservent que l'État de Gênes.

Les cardinaux réunis à Venise élisent Pie VII, qui rentre à Rome la même année (1800).

Mécontentement à Paris. Bonaparte, à la tête d'un régiment, disperse le Conseil des Anciens. Le Directoire est remplacé par trois consuls : Bonaparte, Sieyès et Roger-Ducos. Aux consuls sont adjoints un sénat, un corps législatif et un tribunat.

L'ordre est rétabli, on rouvre les églises catholiques, la Bretagne et la Vendée posent les armes.

Les consuls font la paix avec plusieurs puissances; mais la guerre continue contre l'Angleterre, l'Autriche et la Bavière : elle est confiée à Moreau et à Masséna.

Kléber, chargé du commandement des Français en Égypte, est assassiné. Retour des troupes en France.

Bonaparte reparaît à la tête de l'armée; il passe les Alpes, reprend tout le nord de l'Italie et remporte sur les Autrichiens la victoire de Marengo, qui amène le traité de Lunéville.

L'empereur de Russie, Paul Ier, est assassiné (1800); son fils Alexandre Ier lui succède.

Concordat signé avec le Saint-Siége. La religion catholique déclarée seulement religion de la majorité des Français (1801).

Traité d'Amiens avec l'Angleterre.

Publication du code Napoléon.

Création de l'ordre de la Légion d'honneur en France.

Le gouvernement français envoie une expédition contre les nègres révoltés de Saint-Domingue; Toussaint-Louverture, chef des rebelles, est fait prisonnier. L'île reste au pouvoir des nègres.

Nouvelle guerre avec l'Angleterre (1803).

Conspiration contre Bonaparte : dix-neuf accusés sont condamnés à mort.

Le duc d'Enghien est arrêté et fusillé sans jugement, dans les fossés de Vincennes.

Bonaparte est proclamé empereur par un sénatus-consulte sous le nom de Napoléon (1804). Il est couronné à Paris par Pie VII. L'année suivante il se fait nommer roi d'Italie.

L'Autriche, la Russie, la Suède et l'Angleterre coalisées, déclarent la guerre à Napoléon. Les victoires de Merbach et de Lawsbach, gagnées par les Français, préparent celle d'Austerlitz sur les Russes et les Autrichiens. Paix de Presbourg, qui agrandit la France (1805).

Le prince Louis, frère de Napoléon, est nommé roi de Hollande (1806). Masséna fait la conquête du royaume de Naples, que Napoléon donne à son frère Joseph.

Les Anglais gagnent sur les Français la sanglante bataille navale de Trafalgar.

Napoléon est surnommé *le Grand.*

Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III recommence la guerre. Il est battu à Iéna (1806). Les Français entrent à Berlin. La Saxe, alliée fidèle de la France, est érigée en royaume.

Napoléon lance contre l'Angleterre le décret du *Blocus continental.*

Les Russes, venus au secours de la Prusse, sont battus à Eylau (décembre 1806). Au printemps suivant Dantzig tombe au pouvoir des Français. La victoire de Friedland décide la reddition de Kœnisberg et la paix de Tilsitt glorieuse pour la France.

D'une partie de la Pologne Napoléon compose le royaume de Westphalie pour son frère Jérôme.

Le Souverain Pontife réclame contre une loi de Napoléon qui autorisait le divorce, et contre des mesures opposées aux droits de l'Église. L'empereur se déclare maître de Rome, et fait occuper militairement la ville éternelle (1808).

Napoléon confie au général Junot (duc d'Abrantès) la guerre contre le Portugal, allié de l'Angleterre. En quelques semaines la maison de Bragance est renversée.

Troubles en Espagne ou le ministre Godoï, dit *prince de la paix,* domine le roi Charles IV. Le prince des Asturies force son père d'abdiquer en sa faveur. Charles IV proteste contre cette abdication. Napoléon, pris pour arbitre entre le père et le fils, les contraint tous deux à lui céder leurs droits, et il donne la couronne d'Espagne à son frère Joseph, déjà roi de Naples. Le royaume des Deux-Siciles devient alors l'apanage de Joachim Murat, beau-frère de l'empereur.

Révolte de l'Espagne, soutenue par les Anglais sous le commandement de Vellington. Guerre cruelle.

Nouvelle guerre contre l'Autriche. Les Français, vainqueurs à Thorn, à Abensberg, à Eckmülh, à Ratisbonne, entrent à Vienne,

La victoire de Raab, suivie de celle de Wagram, décident le traité de Vienne onéreux à l'Autriche.

Napoléon décrète la réunion des États de l'Église à l'empire français; Pie VII excommunie l'empereur. Le général Radet s'empare du Pape et le conduit à Savone.

Après avoir divorcé avec l'impératrice Joséphine de Beauharnais, Napoléon épouse Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche, François Ier (1810). Il en a un fils auquel il donne le titre de roi de Rome.

Louis Ier, roi de Hollande, abdique.

La Hollande, Hambourg, une partie de la Westphalie et le Valais, déclarés territoire de l'empire français.

Bernadotte, général de Napoléon, adopté par Charles XIII, roi de Suède, se fait protestant et lui succède en 1818.

Concile de Paris, qui députe quelques prélats au Pape dont il déclare reconnaître l'autorité. Pie VII est amené à Fontainebleau (1812); il repousse avec fermeté et modération les concessions demandées contre l'indépendance spirituelle et temporelle de la Papauté.

Le général Suchet soutient l'honneur des armes françaises en Espagne; il est nommé duc d'Albuféra.

Alliance de Napoléon avec la Prusse et l'Autriche contre la Russie unie à la Suède.

Campagne de Russie. Napoléon à la tête de la *grande armée* composée de 600 000 hommes. Sanglante bataille de la Moscowa gagnée par les Français. Prise de Moscou. La ville est incendiée par les Russes. Napoléon est forcé de battre en retraite. La grande armée, assaillie par les Cosaques, détruite par le froid, est réduite à 40,000 fantassins et quelques centaines de cavaliers. Energie de Napoléon. Passage de la Bérézina.

De retour à Paris, l'empereur arrache à Pie VII, affaibli par la maladie, les concessions exigées. Le Souverain Pontife, rendu à la santé, proteste contre la violence qu'on lui a faite. Il rentre enfin à Rome (1814).

Un décret de Pie VII rétablit la Compagnie de Jésus.

Nouvelle coalition contre Napoléon (1813). Il repart pour l'Allemagne, bat les Russes à Lutzen, et remporte sur les Autrichiens la victoire de Leipzig.

Les Français sont chassés de l'Espagne et de la Hollande; le prince Eugène de Beauharnais, malgré plusieurs victoires, ne peut se maintenir en Italie. Le roi Murat embrasse le parti des alliés contre la France.

Les ennemis envahissent le territoire français. Napoléon semble se multiplier pour faire face au danger; mais l'immense supériorité du nombre triomphe de son génie et de son courage.

Le sénat proclame la déchéance de Napoléon; il signe son abdication à Fontainebleau et se réserve l'île d'Elbe.

Retour des Bourbons en France; première Restauration.

Louis XVIII entre à Paris, accorde la Charte des libertés françaises. Il est reconnu roi.

Napoléon quitte l'île d'Elbe et débarque à Cannes. Louis XVIII prend la fuite. L'empereur est reçu avec enthousiasme à Paris. *Les Cent Jours* (1815).

Les souverains de l'Europe déclarent la guerre à Napoléon ; il est vaincu à Waterloo, et les étrangers entrent à Paris. L'empereur, après un règne de *Cent* jours, quitte la France et se confie aux Anglais, qui le confinent dans l'île de Sainte-Hélène, où il meurt en 1821.

Un congrès ouvert à Vienne rétablit les Bourbons sur le trône de France, règle les grands intérêts de l'Europe, et assure la prépondérance de l'Angleterre et de la Russie.

Seconde restauration (1815) ; — Louis XVIII rentre en France; gouvernement constitutionnel. Assassinat du duc de Berry, fils du comte d'Artois (1821). Naissance du duc de Bordeaux, fils du duc de Berry.

Le comte d'Artois succède à son frère Louis XVIII sous le nom de Charles X (1824). Conquête de l'Algérie par la France (1830).

Révolution de juillet. Charles X se retire en Angleterre avec sa famille.

Le duc d'Orléans est proclamé roi des Français sous le nom de Louis-Philippe Ier (1830).

Révolution de 1848. Louis-Philippe quitte la France. La République est proclamée.

Sanglantes émeutes, dites journées de juin : L'archevêque de Paris, Mgr Affre, est tué sur les baricades en allant parler de paix.

Louis Napoléon, fils de Louis Ier, roi de Hollande, élu président de la République.

L'empire remplace la république (1852). Louis Napoléon devient empereur sous le nom de Napoléon III.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE SIXIÈME VOLUME

FIN DE LA TABLE DU SIXIÈME VOLUME.

ERRATA.

Tome III, page 85, ligne 27, *au lieu de:* persécution, *lisez* fuite.
— page 346, ligne 34, *au lieu de:* Rouen, *lisez* Caen.
Tome VI, page 82, ligne 19, *au lieu de:* Gigérie, *lisez* Djigelli.

Tours. — Imprimerie J. Bouserez.